



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

*Rapport national sur
la situation de la jeunesse*
AU LUXEMBOURG

*Nationaler Bericht zur
Situation der Jugend*
IN LUXEMBURG

*Rapport national sur
la situation de la jeunesse
au Luxembourg*

*Nationaler Bericht zur
Situation der Jugend
in Luxemburg*



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

Rapport national sur
la situation de la jeunesse
AU LUXEMBOURG

Nationaler Bericht zur
Situation der Jugend
IN LUXEMBURG

uni.lu
UNIVERSITÉ DU
LUXEMBOURG



cesise
Centre d'études
sur la situation
des jeunes

Impressum

**Rapport national sur la situation de
la jeunesse au Luxembourg**

Editeur: Ministère de la Famille et de l'Intégration,
Luxembourg, 2010

Tirage: 500 exemplaires

Mise en page: Bakform

ISBN: 978-2-87994-027-4

Contenu / Inhalt

Préface

VII

A. AVIS DU GOUVERNEMENT

I. Introduction

XI

- 1. Cadre législatif XI
- 2. La politique de la jeunesse, fondée sur la recherche XII

II. Priorités futures de la politique de la jeunesse

XVII

- 3. Concepts de base de la politique de la jeunesse XVII
- 4. Orientations politiques : un Pacte pour la Jeunesse XIX

B. ZENTRALE ASPEKTE ZUR AKTUELLEN LEBENSSITUATION DER JUGENDLICHEN IN LUXEMBURG

H. Willems, A. Heinen, C. Meyers, S. Biewers, S. Legille, P. Milmeister, C. Residori, C. Roob

I. Konzeption des luxemburgischen Jugendberichtes

7

- 1. Konzeption, Zielsetzung und Themenschwerpunkte des Berichtes 9
- 2. Jugenddemografie und Strukturen 25

II. Jugend im Kontext gesellschaftlicher Entwicklungs- und Transitionsprozesse – Herausforderungen, Potenziale und Risiken

37

- 3. Jugend in schulischen und außerschulischen Bildungs- und Lernwelten 39
- 4. Jugend im Übergang in die Arbeitswelt 107
- 5. Integrations- und Partizipationsdefizite von Jugendlichen mit Migrationshintergrund 139
- 6. Armut, Armutsrisiko und soziale Exklusion von Kindern und Jugendlichen 173
- 7. Gesundheit und Wohlbefinden im Jugendalter 205
- 8. Partizipation und freiwilliges Engagement: Jugendliche als Akteure in Politik und Gesellschaft 265

III. Perspektiven und Herausforderungen

313

- 9. Perspektiven und Entwicklungslinien der luxemburgischen Jugendberichterstattung 315
- 10. Zusammenfassung der Ergebnisse und Herausforderungen 325

Anhang 331

Préface



Que veut dire être jeune au Luxembourg en 2010 ? Que veut dire être jeune et surtout grandir, dans un monde marqué par la mondialisation de l'économie, mais aussi des cultures, une Europe dont l'intégration est de plus en plus poussée, mais aussi un pays qui connaît l'empreinte de multiples influences culturelles ? Telles sont les questions auxquelles ce rapport sur la jeunesse au Luxembourg tente d'apporter des réponses.

En adoptant la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008, la Chambre des Députés donna au gouvernement la mission de réaliser un rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration chargea le Centre d'études sur la situation des jeunes auprès de l'Université du Luxembourg de réaliser une description et une analyse des conditions de vie des jeunes au Luxembourg. Si de telles analyses ont été effectuées auparavant, jamais l'exercice ne fut

poussé aussi loin. Le rapport que vous tenez entre vos mains est le fruit d'un travail en profondeur sur les données existant actuellement sur la jeunesse et offre une vue panoramique sur les conditions de vie de la jeunesse au Luxembourg.

Mais le rapport sur la jeunesse n'est pas seulement une description réalisée par l'Université du Luxembourg. Dans la mesure où la loi sur la jeunesse fait reposer la politique de la jeunesse sur une connaissance approfondie des jeunes, ce rapport sera une aide à l'orientation pour les décisions à prendre en matière de politique de la jeunesse durant les années à venir. C'est pourquoi la première partie du rapport est un avis du gouvernement sur la politique de la jeunesse à mettre en place durant les prochaines années. Cet avis explique en un premier temps où se situe actuellement la politique de la jeunesse au Luxembourg et propose dans un deuxième temps les priorités politiques à développer dans l'avenir, s'appuyant sur le travail d'analyse effectué par l'Université du Luxembourg.

Cette analyse menée par l'Université du Luxembourg fait apparaître que la jeunesse luxembourgeoise, dans l'ensemble, réussit à trouver sa place au sein de la société. Mais une partie des jeunes connaissent aussi des difficultés, au niveau de l'éducation, de l'insertion sur le marché du travail et dans les domaines qui en découlent. Ces difficultés concernent certaines catégories de jeunes plus que d'autres, je pense notamment aux jeunes issus de l'immigration et aux jeunes issus de milieux sociaux modestes.

Pour réagir à ces difficultés, pour donner à tous les jeunes les meilleures chances de trouver leur place au sein de la société, le gouvernement développera un pacte pour la jeunesse, mettant en commun tous les efforts envers les jeunes. Avant d'adopter ce pacte sous la forme d'un plan d'action, comme le prévoit la loi sur la jeunesse, une large phase de consultation avec la société civile sera mise en place. L'avis du gouvernement se veut donc aussi être un ensemble de propositions qui permettront d'engager la discussion avec tous les acteurs qui se sentent concernés par le devenir de la jeunesse au Luxembourg.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport sur la situation de la jeunesse au Luxembourg, une vraie mine d'informations pour ceux qui veulent mieux comprendre comment vit la jeunesse de ce pays et comment mieux agir envers et pour la jeunesse.

Marie-Josée Jacobs
Ministre de la Famille et de l'Intégration



Avis du gouvernement



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

Table des matières

<i>I. Introduction</i>	XI
1. Cadre législatif	XI
2. La politique de la jeunesse, fondée sur la recherche	XII
 <i>II. Priorités futures de la politique de la jeunesse</i>	 XVII
3. Concepts de base de la politique de la jeunesse	XVII
4. Orientations politiques : un Pacte pour la Jeunesse	.XIX

I. Introduction

1. CADRE LÉGISLATIF

Le présent rapport national sur la situation de la jeunesse est divisé en deux parties. Il comprend une déclaration gouvernementale sur la politique de la jeunesse et une partie descriptive détaillant la réalité de vie des jeunes résidant au Luxembourg. La structure du rapport est le fruit d'une interaction institutionnelle à caractère spécifique entre le Gouvernement et l'Université du Luxembourg (UL), rendue possible grâce à la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008 et à l'existence de l'accord de collaboration portant création du CESIJE, Centre d'études sur la situation des jeunes au sein de l'Université du Luxembourg. La construction institutionnelle correspond à la double volonté politique du *evidence based policy making* et de la *policy relevant research*. D'un côté, le gouvernement veut, conformément à la politique européenne et à l'obligation légale découlant de la loi sur la jeunesse, fonder sa politique jeunesse transversale et globale sur une meilleure connaissance de la situation des jeunes; d'un autre côté le gouvernement veut, avec tout le respect qui est dû à l'autonomie de la recherche scientifique, que l'UL, soutenue en l'occurrence par un dialogue structuré à différents niveaux, produise des savoirs pertinents pour la construction de l'avenir de notre pays. La division en deux parties distinctes du présent rapport reflète cette présence de deux acteurs et le fait qu'il n'y ait pas fusion entre eux et que leurs spécificités respectives soient maintenues.

La déclaration du gouvernement traite des priorités à développer dans le futur plan d'action national prévu à l'article 15(2) de la loi sur la jeunesse. Elle se réfère aux résultats détaillés dans la deuxième partie descriptive du rapport national. Celle-ci résulte d'une mission confiée par le gouvernement au CESIJE dans le cadre de l'accord de collaboration qui lie l'UL et le gouvernement. L'objet de la mission fut de produire un rapport détaillant les conditions de vie de la jeunesse au Luxembourg. L'accent fut donc mis plutôt sur une description de la situation des jeunes que sur une évaluation des politiques publiques menées envers eux. En effet, alors que ce rapport national est le premier à être développé dans le cadre de la loi sur la jeunesse et qu'un plan d'action national sera élaboré à sa suite, il parut plus judicieux de mettre en lumière les conditions de vie des jeunes que de mettre l'accent sur une appréciation externe des politiques publiques. De même, différentes lois et différents programmes politiques qui concernent les jeunes viennent récemment d'entrer en vigueur dans plusieurs domaines et il parut intéressant d'attendre qu'ils produisent leurs effets avant de les évaluer. Les fondements étant posés et l'exercice du rapport national étant quinquennal, l'optique pourra être changée lors d'un prochain cycle d'étude.

Le plan d'action national, transversal selon l'article 2(3) de la loi, c'est-à-dire prenant en compte tous les aspects de la politique du gouvernement qui ont trait aux conditions de vie des jeunes, constitue l'étape suivante du processus établi par la loi sur la jeunesse. Le plan d'action national sera élaboré par le gouvernement, en prenant en compte les avis des jeunes et de leurs organisations. Les instruments permettant cette consultation sont fournis par la loi, il s'agit de l'assemblée nationale des jeunes (article 14) et du conseil supérieur de la jeunesse (article 12).

Le statut du travail réalisé par le CESIJE est donc d'apporter des éléments supplémentaires pour informer les choix politiques à opérer. C'est un rôle important. Il est certes devenu banal de dire que nous vivons dans un monde dont la complexité va grandissante. Mais il est assez difficile d'en tenir compte dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques. Identifier de manière précoce les situations difficiles auxquelles sont confrontés les jeunes aujourd'hui, identifier les phénomènes sociaux qui conduisent à ces

problèmes, informer sur les vécus subjectifs des jeunes pour en tenir compte dans les politiques publiques, reconnaître enfin que la jeune génération s'épanouissant librement constitue une ressource importante dans la construction de l'avenir, tels sont les grands défis auxquels tout décideur politique qui s'adresse aux jeunes est confronté. Ne pas se fier dans une telle situation aux apparences et aux idéologies, mais se référer aux connaissances semble un choix réfléchi et responsable à la hauteur de nos sociétés démocratiques. Le travail de la recherche se rapportant à la jeunesse devient donc un facteur essentiel par les éléments de réponse qu'il peut apporter à ces questions. Tout en reconnaissant l'importance et la pertinence de la recherche dans une société des connaissances, il faut également reconnaître ses limites. Le gouvernement ne peut pas se décharger de sa responsabilité politique et le chercheur ne peut pas non plus vouloir se substituer à l'acteur politique. Le travail de recherche n'est donc pas l'unique fondement de la formulation de la politique de la jeunesse du gouvernement. Il ne faut pas confondre information et détermination. La partie descriptive du rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg n'a pas le statut d'un déterminant, mais elle reste un outil d'information pour opérer dans la transparence et de manière réfléchie les bons choix politiques. Ceux-ci sont déterminés par le fonctionnement institutionnel et politique du pays. Ils résultent des processus et débats démocratiques dans le cadre de l'État de droit et de ses institutions.

Le présent rapport national sur la situation des jeunes est en conséquence un document à deux voix. Il est en effet le fruit des travaux des chercheurs du CESIJE et il constitue à la fois la première réaction critique et réflexive du gouvernement. Il n'est pas une fin en soi, mais une étape initiale dans le débat d'orientation et de concertation en vue de l'élaboration démocratique, participative, synergique et fondée sur les connaissances, d'un plan d'action qui guidera la politique gouvernementale transversale en faveur de la jeunesse dans le quinquennat à venir.

2. LA POLITIQUE DE LA JEUNESSE, FONDÉE SUR LA RECHERCHE

Avant de développer le contenu de la déclaration du gouvernement sur la politique de la jeunesse, il est utile de recréer le cadre dans lequel cette déclaration vient prendre place. Ce cadre comporte trois éléments. Il y a d'abord un cadre législatif avec la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. Il y a ensuite un cadre politique européen et enfin un cadre scientifique qui prend en compte la recherche et le savoir dans la formulation des politiques de la jeunesse. Ce débat a lieu au Luxembourg et en Europe à travers le concept du « evidence based policy making ».

La base légale du présent rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg est la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008. En général, la loi sous rubrique énonce à l'article 2 (3) le principe d'une politique de la jeunesse conçue comme une « politique transversale, fondée sur la connaissance de la situation des jeunes et une consultation active des jeunes sur les questions les concernant ». Conformément à la loi, la politique de la jeunesse est donc marquée par les trois caractéristiques suivantes: transversalité, références aux connaissances et participation des jeunes. En particulier par rapport à la mise en œuvre de cette vision ambitieuse, la loi donne dans son article 15 (1) au ministre ayant dans ses attributions la jeunesse, en l'occurrence la Ministre de la Famille et de l'Intégration¹, l'obligation de présenter tous les cinq ans à la Chambre des Députés un rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg. L'article 13, qui crée l'observatoire de la jeunesse, vient compléter la référence à la connaissance contenue dans l'article 15(1).

1 Selon l'arrêté grand-ducal du 27 juillet 2009 portant constitution des Ministères, la Ministre de la Famille et de l'Intégration coordonne l'action du gouvernement en faveur de la jeunesse ce qui est cohérent avec l'article 2 (3) de la loi sur la jeunesse, qui établit le caractère transversal de la politique de la jeunesse.

Une politique de la jeunesse fondée sur les connaissances fournit, face aux défis d'un monde qui devient de plus en plus complexe et par rapport à l'avenir, un apport durable à la construction de l'intégration sociale et de la compétitivité économique de notre pays.

Les connaissances proviennent d'échanges entre décideurs, professionnels du terrain et chercheurs. À cet effet, la loi prévoit la création d'un observatoire qui se comprend comme une instance de coopération entre différents acteurs publics, et qui a comme mission de « préparer, de coordonner et d'initier des enquêtes, des avis, des analyses, des études, des rapports sur les différents aspects de la situation des jeunes au Luxembourg ». Le travail de l'observatoire est donc surtout conçu dans une optique d'orientation et de coordination. Il ne s'agit pas d'un service administratif, l'observatoire n'étant pas doté de ressources financières propres.

À un niveau opérationnel, la Ministre de la Famille et de l'Intégration, responsable de l'élaboration de la politique de la jeunesse du gouvernement, et au nom du gouvernement, a conclu en 2007 un accord de collaboration avec l'Université du Luxembourg. L'accord institue une coopération dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de la jeunesse fondée sur une meilleure connaissance de la situation des jeunes. Son objet principal est de « faire fonctionner un **Centre d'études sur la situation des jeunes - CESIJE**, au sein de l'Université du Luxembourg ».

Le financement de ce centre d'études est réalisé conjointement par l'État et l'Université du Luxembourg. L'accord de collaboration met en place un comité de pilotage composé de manière paritaire par des représentants de l'État et de l'Université du Luxembourg. Ainsi est créé, pour les questions ayant trait à la jeunesse, un lieu d'interaction et de dialogue permanent entre le monde politique et administratif d'un côté, et le monde universitaire de l'autre côté. Le comité de pilotage adopte le plan de travail et le budget du centre d'études. Sous son autorité travaillent des groupes de recherche. La partie descriptive du présent rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg a été élaboré dans ce cadre par un groupe de chercheurs du CESIJE.

Cette méthode de travail constitue un modèle intéressant de collaboration avec le monde universitaire en vue de mener une politique dans l'intérêt des jeunes de notre pays, en conformité avec la norme européenne établie en la matière. Elle est sous-tendue par le concept de « **dialogue structuré** » liant les différents acteurs du champ de la jeunesse. Ceux-ci sont l'État en tant que responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de la jeunesse, l'UL en tant que producteur d'études et de recherches, et la société civile, à savoir les organisations de jeunes, les professionnels du terrain et les jeunes eux-mêmes. Le dialogue structuré se produit à l'intérieur de ce triangle et conduit, à travers les échanges et à l'aide des experts situés aux trois sommets du triangle, à un savoir coproduit et partagé. Les connaissances issues de cette coproduction de savoir permettent la formulation de politiques de la jeunesse « fondées sur la connaissance ». Le dialogue structuré devient ainsi un facteur de légitimation démocratique supplémentaire de la politique de la jeunesse.

Ce modèle a été développé au courant des deux dernières décennies. Rappelons les **étapes historiques** les plus importantes. Suite à la publication par la Commission européenne d'un livre blanc portant le titre « Un nouvel élan pour la jeunesse européenne » en 2001, les ministres européens de la jeunesse ont fondé en 2002 une politique européenne de la jeunesse selon les principes de la méthode ouverte de coordination. Cette méthode procède par objectifs communs que les États Membres mettent en œuvre. Une des quatre priorités, regroupant quatre objectifs communs, était d'arriver à « une meilleure connaissance du monde de la jeunesse ». Un de ces objectifs communs consistait à « faciliter et promouvoir les échanges, le dialogue et la création de réseaux pour garantir la visibilité des connaissances dans le domaine de la jeunesse et anticiper les besoins futurs »². Ces objectifs furent adoptés en 2004. Le concept de dialogue structuré

2 Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil concernant des objectifs communs pour une compréhension et une connaissance accrues de la jeunesse. Bruxelles, Conseil de l'Union Européenne (2004).

doit donc être partie intégrante d'une politique de la jeunesse fondée sur la connaissance. Au mois de juin 2005 le gouvernement luxembourgeois, exerçant la présidence du Conseil de l'Union européenne, a contribué à expliciter cette notion par l'organisation en coopération avec le CESIJE et l'Université du Luxembourg de la conférence internationale « Dialogues et réseaux »³. La notion a été reprise dans le nouveau cycle européen de la politique jeunesse qui vient d'être lancé et qui couvrira la période 2010-2018⁴, remplaçant ainsi le cadre de coopération politique des années 2000. Ce nouveau cadre donne une place explicite à la politique de la jeunesse fondée sur la connaissance dans son chapitre sur les instruments de mise en œuvre de la politique de la jeunesse⁵.

Le présent rapport s'inscrit donc pleinement dans le cadre de la politique nationale de la jeunesse tel qu'il a été adopté par le législateur, et correspond en outre aux objectifs et méthodes de travail proposés par la politique européenne de la jeunesse.

Les enquêtes sur la jeunesse connaissent une certaine tradition dans notre pays. Un premier sondage auprès des jeunes du Luxembourg a été commandé par le Ministre de l'Éducation nationale Pierre Frieden et réalisé par le professeur Ernest Ludovicy en 1958. L'enquête couvrait des questions comme l'argent que les jeunes avaient à leur disposition, les loisirs, leur rapport au radio et à la télévision, les mouvements de jeunes, les activités sportives, la politique, la famille, le travail à l'école, les attitudes morales et religieuses, la délinquance juvénile etc.⁶ À l'époque, l'auteur a décrit de façon convaincante le problème lié à ce genre d'enquête⁷.

Un second essai fut entrepris par le Service national de la Jeunesse en 1985 dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse⁸. L'enquête est menée sur base d'un échantillon représentatif de jeunes et se réfère à des études internationales de l'OCDE et de la Commission européenne et reprend et approfondit notamment certains aspects de l'étude « Nos élèves devant la drogue »⁹.

3 Milmeister, M., & Williamson, H. (eds.) (2006). *Dialogues and Networks. Organising exchanges between youth field actors*. Esch-sur-Alzette : Éditions Phi.

4 Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Une stratégie de l'Union européenne pour investir en faveur de la jeunesse et la mobiliser. Une méthode ouverte de coordination renouvelée pour aborder les enjeux et les perspectives de la jeunesse. Bruxelles : Commission de l'Union européenne (2009); Résolution du Conseil relative à un cadre renouvelé pour la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse (2010-2018). Bruxelles : Conseil de l'Union européenne (2009)

5 Selon la résolution, un des instruments de mise en œuvre sera le « renforcement des connaissances et politique de la jeunesse fondée sur des informations factuelles: la politique de la jeunesse devrait être élaborée sur la base d'informations factuelles. Il est nécessaire de mieux connaître et comprendre les conditions de vie, les valeurs et le comportement des jeunes femmes et hommes et de diffuser ces connaissances dans d'autres domaines pertinents afin que des mesures appropriées puissent être prises en temps utile. »

6 Ludovicy, E. (1961). Notre enquête sur la jeunesse. *Courrier de l'éducation nationale / Ministère de l'Éducation nationale*. - Luxembourg 1961, n° 2, p. 3-9 ; n° 3, 3-22 ; 1962, n° 1, p. 3-34 Année: 1961 ; Ludovicy, E. (1963). Enquête sur la jeunesse. Luxembourg: Ministère de l'Éducation nationale.

7 « Il s'agit de connaître non pas une vague entité appelée « la jeunesse luxembourgeoise de notre temps », mais des jeunes en chair et en os qui grandissent, souffrent, espèrent, qui peuvent se tromper et sur lesquels on se trompe souvent, à propos desquels on dit tant de choses souvent contradictoires, on fait tant de jugements opposés. »

8 Commission de l'Année internationale de la jeunesse 1985 (1986). *Année internationale de la jeunesse 1985: enquête jeunesse*. Luxembourg: Banque internationale.

9 Bintener, G., Matheis, J., & Prussen, P. (1985). *Nos élèves devant la drogue. Étude faite auprès des élèves de la 5^e année d'études des enseignements secondaire et secondaire technique du Grand-Duché de Luxembourg*. Fentange : Institut de formation pour éducateurs et moniteurs & Centre d'études éducatives et sociales.

En 2001, le Luxembourg a participé à une étude lancée par la Commission européenne et coordonnée par l'Institut milanais IARD¹⁰. La politique de la jeunesse luxembourgeoise, décrite et analysée dans un rapport national¹¹ élaboré au sein du CESIJE, a été soumise à une procédure d'évaluation mise à la disposition des États membres par le Conseil d'Europe. L'évaluation par le Conseil de l'Europe a connu un impact politique assez important. L'analyse des conditions de vie des jeunes au Luxembourg mena en 2004 à l'adoption des deuxièmes lignes directrices pour la politique de la jeunesse, document précurseur de l'actuelle loi sur la jeunesse.

Actuellement, les **études comparatives** comme PISA, PIRLS et ICCS, provenant du champ de l'éducation, gagnent de l'importance dans le contexte international. Dans le domaine de la jeunesse, différents rapports européens viennent d'être publiés. En 2009, Eurostat a publié un portrait statistique sur la jeunesse en Europe¹². Plusieurs enquêtes Eurobaromètres se sont intéressées aux jeunes. La Commission européenne a présenté un premier rapport européen de la jeunesse¹³. Il s'agit d'une compilation de données sur la situation des jeunes en Europe. Un tel rapport européen est prévu à intervalles réguliers.

La Commission européenne a également entamé le travail sur un ensemble d'indicateurs sur la politique de la jeunesse et a produit un aperçu sur la recherche européenne se rapportant à la jeunesse¹⁴. Toutes les études conçoivent la jeunesse non pas comme un problème, mais comme une de nos principales ressources et véritable potentiel pour l'avenir de l'Europe.

Outre la coopération européenne, il vient de s'établir également une coopération entre les partenaires du BENELUX¹⁵. L'accord part du constat d'un parallélisme entre les politiques nationales de la jeunesse et met l'accent particulièrement sur trois aspects. L'effet que la politique de la jeunesse doit avoir sur la vie quotidienne des jeunes, les connaissances de leur situation et l'écoute de leurs voix et de leurs points de vue qui doivent servir comme point de départ à l'action politique¹⁶.

Cette description succincte de la recherche et de la coopération au niveau européen et international montre que le rapport sur la jeunesse répond aux exigences du temps et que le champ international connaît un développement rapide, influant à son tour sur la structure et les contenus des futurs rapports sur la situation de la jeunesse.

Dans ce sens, le présent rapport sur la jeunesse au Luxembourg représente en effet l'aboutissement d'un effort et d'une évolution à moyen terme couvrant presque deux décennies. Le processus intègre trois caractéristiques marquantes : continuité et conséquence de la politique de la jeunesse à travers plusieurs

¹⁰ Schizzertio, A., & Gasperoni, G. (2001). Rapport définitif. Milan : IARD ; Berg, C., Meyers, C., & Wirtgen, G. (2001). National report on youth conditions in Luxembourg. Luxembourg: CESIJE. (unpublished report for the European Commission); Berg, C., Meyers, C., & Wirtgen, G. (2001). National report on youth policies in Luxembourg. Luxembourg: CESIJE. (unpublished report for the European Commission).

¹¹ Otten, H., Wirtgen, G. en collaboration avec Berg, C. et Meyers, C. (2001). National report on young people in Luxembourg. Luxembourg : Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse ; Service National de la Jeunesse & Centre d'études sur la situation des jeunes en Europe asbl.

¹² Eurostat (2009). Youth in Europe. A statistical portrait. Luxembourg : Office for Official Publications of the European Union.

¹³ Education and Culture DG (2009). EU Youth report. Luxembourg : Office for Official Publications of the European Union.

¹⁴ Feerick, S. (2009). European Research on Youth. Supporting Young People to Participate Fully in Society. Luxembourg: Office for Official Publications of the European Union.

¹⁵ (2009) Mémorandum d'accord : Egalité d'opportunités et de droits pour tous les jeunes et les enfants. Une stratégie commune pour la politique de la jeunesse dans les pays et les communautés du Benelux. Bruxelles : Benelux.

¹⁶ Selon le memorandum, « la politique de la jeunesse doit avoir des effets concrets sur la vie quotidienne des enfants et des jeunes. Le cadre de vie concret des enfants et des jeunes est à la base de la formulation des objectifs et de la mise en œuvre des mesures et des actions de notre politique de la jeunesse. L'implication active des jeunes et des enfants est une condition essentielle de son succès. Lors de la définition de cette politique, il faut tenir compte des circonstances de vie et des idées des jeunes eux-mêmes. »

législatures, inscription de la politique nationale dans le cadre des politiques européennes menées par l'Union européenne et le Conseil d'Europe et interaction durable entre politique et recherche, réalisée dès les années quatre-vingt-dix par la coopération avec le CESIJE asbl et à partir de 2007 par le partenariat spécifique avec l'Université du Luxembourg.

II. Les priorités futures de la politique de la jeunesse

3. CONCEPTS DE BASE DE LA POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Le contenu du présent chapitre vise à développer les priorités futures de la politique de la jeunesse. D'abord, elles s'orientent aux objectifs généraux tels qu'ils sont arrêtés dans l'article premier de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. Ils reflètent, en quelque sorte, le consensus national et démocratique en la matière et représentent, en ce sens, le mandat qui est conféré au gouvernement. Ensuite, les priorités futures répondent aux constats descriptifs des scientifiques avancés dans la seconde partie du présent rapport. Ils forment une image partielle des conditions contextuelles et situatives dans lesquelles le gouvernement est appelé à agir. Finalement, les priorités futures vont mener à des actions concrètes mises en place en faveur des jeunes, unies au sein d'un plan d'action nationale pour la jeunesse. Conformément à leur caractère intermédiaire, les présentes réflexions politiques dépasseront donc le stade de simples constats ainsi que celui des objectifs généraux sans aboutir pour autant à des mesures concrètes. Pour le développement du plan d'action national de la politique jeunesse, la loi préconise un acheminement communicatif et interactif qui tient compte notamment des principes de la transversalité et de la participation. Dans ce processus, la politique donne l'orientation et sera guidée par le gouvernement. Sous l'égide du comité interministériel à la jeunesse et via le conseil supérieur de la jeunesse et l'assemblée nationale des jeunes, les bénéficiaires et les co-acteurs de la politique de la jeunesse sont entendus en leur avis. Nous allons partir, dans une réflexion préalable, d'un essai de définition de la jeunesse en général et d'un regard sur ses particularités dans les sociétés contemporaines, pour aboutir à trois postulats de la politique jeunesse qui contribueront à orienter et à structurer nos débats subséquents.

L'âge de la jeunesse représente une époque à part entière dans la vie d'un homme ou d'une femme qui se trouve entre l'enfance et l'âge adulte. En tant qu'étape du cycle de vie, la vie des jeunes est fortement influencée par l'époque précédente, celle de l'enfance, dont le lieu institutionnel est surtout la famille. Par conséquent, les politiques de l'enfance et de la famille jouent un rôle important pour la politique de la jeunesse et il semble opportun de voir ces trois domaines non comme compartimentés, mais comme interdépendants par rapport aux effets qu'ils produisent. La jeunesse en tant que groupe social de transition entre l'enfance et l'âge adulte est une catégorie ambiguë. On ne peut donc pas limiter la définition de la jeunesse à un âge de vie. Le début de la jeunesse est marqué par l'accès à la maturité du sujet physique, la fin par le moment de l'accès à la maturité du sujet social (cf. chapitre 1.4. relatif aux concepts¹⁷). Différentes transitions caractérisent la période de la jeunesse, dont celle du milieu scolaire vers le marché de l'emploi, celle de la famille d'origine vers la famille propre et celle de l'habitation parentale au logement propre.

Dans les sociétés contemporaines trois modifications significatives caractérisent la période de la jeunesse :

- la désynchronisation des différents moments de la transition;
- l'allongement de la période de la jeunesse;
- la déstandardisation, voire l'individualisation des figures de transitions.

17 Les renvois des chapitres se rapportent toujours à la partie B de ce document.

Le chapitre 1.4. de la partie descriptive de ce rapport décrit bien cette évolution du concept même de jeunesse dans les sociétés actuelles. Les constats sur la désynchronisation des seuils, sur l'allongement de la jeunesse et sur la déstandardisation des transitions sont devenus récurrents dans le discours sur la jeunesse. Néanmoins une question beaucoup plus ouverte se rapporte aux conséquences qu'il faut tirer du constat de cette évolution. Les jeunes adultes d'aujourd'hui prennent les décisions qui concernent leur carrière professionnelle et leur vie personnelle souvent en autonomie, ils avancent parfois dans des parages que leurs parents et aussi leurs enseignants ne connaissent même pas. Ils doivent donc, en bénéficiant du support de la génération adulte, développer des stratégies assez complexes pour maîtriser les nouvelles exigences de conduites de vies de plus en plus individualisées. La politique de la jeunesse se voit ainsi face à des demandes contradictoires : devoir éduquer les jeunes et leur accorder le maximum d'autonomie. En confrontant ce paradoxe, on entrevoit les idées centrales entre lesquelles navigue la politique de la jeunesse : intégration dans la société et participation à la société, en vue d'un développement durable social, culturel, économique et écologique. Il s'agit des deux versants d'un même concept, celui de citoyenneté. Être citoyen à part entière suppose qu'on ait les moyens pour prendre part à la société, dont une éducation et une formation professionnelle, permettant de s'intégrer sur le marché de l'emploi et les moyens financiers pour garantir une autonomie financière permettant en retour l'accès au logement et la possibilité de fonder une famille. Mais être citoyen veut dire aussi avoir la possibilité de non seulement devenir une partie de la société en réussissant les transitions vers l'âge adulte, mais en retour aussi avoir les moyens d'œuvrer pour le changement de cette même société. Autrement dit, citoyenneté veut dire avoir les moyens pour se mettre en accord avec la société, mais aussi avoir les moyens pour mettre la société en accord avec soi-même. Au niveau systémique se reproduit un double jeu tout à fait similaire, la politique de la jeunesse contribue à la reproduction sociale tout en considérant les jeunes comme agents du changement et de l'innovation.

De ces considérations se dégagent les trois postulats de la politique jeunesse qui se contrebalancent. Le premier postulat répond à une logique intergénérationnelle. Les générations adultes portent une responsabilité pour l'intégration des jeunes générations dans la société. La politique de la jeunesse est la manière institutionnelle et collective par laquelle les générations adultes remplissent leurs obligations, en créant un cadre et des conditions favorables à l'épanouissement harmonieux de la jeune génération. **La politique de la jeunesse est donc une politique qui doit accompagner les jeunes au courant de ces transitions, les faciliter et proposer des mesures qui permettent aux adolescents de réussir au mieux le passage à l'âge adulte.**

Le premier principe est relativisé par le second. Permettre aux jeunes de s'intégrer, de trouver leur place dans la société ne veut pas dire les obliger à se couler dans un moule prédéfini. La politique de la jeunesse doit ici être empreinte d'un respect intergénérationnel qui donne à chacun les moyens de chercher sa place. Il ne peut s'agir d'un processus de colonisation mentale de la jeune génération par celles qui la précèdent. **La politique de la jeunesse placera donc le concept de participation en son centre.** Il s'agit ici de la participation sociale et politique des individus, des moyens qui sont mis à leur disposition pour prendre une place dans la société, pour prendre une influence sur leur environnement, pour participer au devenir de notre société.

La responsabilité intergénérationnelle ne doit pas masquer les inégalités intragénérationnelles. Les membres d'une même génération se distinguent suivant leurs culture et nationalités (cf. chapitre 2.2. relatif à la démographie luxembourgeoise), suivant les origines sociales et suivant leurs genres (cf. écarts entre garçons et filles, jeunes femmes et jeunes hommes par rapport aux politiques publiques qui s'adressent à eux). Ces différences peuvent constituer autant de sources d'inégalités devant les politiques de la jeunesse. Selon le troisième postulat, il faut prendre en compte ces sources d'inégalités pour permettre à chacun de retirer le maximum de bénéfice des mesures que le gouvernement met en place. La politique de la jeunesse sera une politique volontariste, on pourrait même dire compensatoire, se référant explicitement au principe de l'égalité des chances.

4. ORIENTATIONS POLITIQUES : UN PACTE POUR LA JEUNESSE

Des priorités et un plan d'action

Le constat général établi par les données du présent rapport n'est pas entièrement nouveau, mais tel que présenté ici, avec une clarté effrayante, a tout pour inquiéter.

La recherche montre le rôle essentiel joué par l'environnement familial (cf. chapitre 6 relatif au risque de pauvreté chez les enfants, les jeunes et leurs familles). Les enfants et les jeunes héritent souvent du statut socio-économique de leur famille d'origine. La plupart des jeunes qui se retrouvent sans diplômes, sans emploi ou sans logement sont en effet ceux dont les parents disposent de peu de revenus.

L'intégration des jeunes, leur réussite sociale n'est pas forcément et seulement le résultat de leurs préférences ou compétences personnelles, mais très souvent de leur milieu familial et de leur origine socio-économique. Cela amène à conclure que parmi les jeunes délaissés, mal qualifiés, sans espoir à un travail bien rémunéré il y en aurait beaucoup qui pourraient mieux réussir leur vie. En effet, le marché du travail luxembourgeois requiert des qualifications de haut niveau vu le statut prédominant du secteur tertiaire et en même temps le Luxembourg affiche comme tous les pays européens une balance démographique négative. Un jeune non-qualifié en marge de la société va dès lors coûter beaucoup d'argent à la collectivité au lieu de participer à la création de richesse économique. En résumé le Luxembourg ne peut se permettre de ne pas qualifier ses jeunes et se doit de réussir leur intégration sociale.

Or les chiffres présentés ici pour le Luxembourg ne sont guère rassurants. Alors que le pays connaît un taux d'immigration des plus élevés en Europe, ce sont les jeunes issus de l'immigration qui ont le plus de difficultés à trouver leur place au sein de la société luxembourgeoise. Les analyses des chiffres de la réussite scolaire tels qu'ils sont présentés dans le présent rapport (cf. chapitre 3.3.4. relatif au niveau d'éducation et à la performance scolaire des jeunes) montrent clairement que l'enseignement est ici un révélateur des inégalités qui marquent la société luxembourgeoise. L'enseignement de plusieurs langues rend la réussite encore plus difficile. Les jeunes issus de l'immigration, portugaise en particulier, sortent généralement du système scolaire moins qualifiés que les jeunes luxembourgeois. C'est également le cas pour les jeunes issus de l'immigration des pays de l'ancienne Yougoslavie (cf. schéma 3.5.). Pour l'origine sociale également, cette inégalité des chances existe, le niveau d'études des parents jouant un rôle dans le niveau d'études des jeunes.

Le genre n'est pas non plus sans influence sur l'orientation et la réussite scolaire. Il apparaît clairement dans les recherches que souvent les filles ont de meilleurs résultats scolaires et sont proportionnellement plus représentées dans les filières d'enseignement qui mènent vers l'enseignement supérieur. Mais il faut noter aussi que les filles et les jeunes femmes ont plus de mal à accéder au marché du travail.

La question de l'abandon scolaire (cf. chapitre 3.3.5. relatif aux décrocheurs scolaires) reste une des questions centrales de l'éducation formelle dans la mesure où les jeunes qui quittent l'enseignement sans diplôme sont très mal préparés pour réussir les transitions futures vers l'âge adulte, celle vers le marché du travail en premier lieu (cf. chapitre 4.6.2. relatif aux jeunes chômeurs).

Le constat n'étant pas nouveau, chaque ministère a tenté de déployer ses moyens pour pallier à cette situation. L'effort de l'éducation nationale avec la réforme de l'enseignement, du ministère de la famille et de l'intégration avec le service volontaire d'orientation et les projets déployés avec les maisons de jeunes par exemple font preuve que des mesures concrètes ont été mises en place. Or les consultations d'experts réalisées dans le cadre du présent rapport ont confirmé que toutes ces mesures restent trop sectorielles, demeurent souvent partielles parce que justement elles ne considèrent pas le jeune dans sa globalité. Peut-être que pour un élève un appui familial aurait été plus efficace que l'appui scolaire pour ses résultats scolaires, et surtout la combinaison des deux n'aurait-elle pas été la solution idéale ? La réponse des experts a été claire : les différents acteurs se parlent trop peu et la communication se fait selon les connaissances personnelles, chacun pensant devoir trouver une réponse sectorielle au problème. Pourtant, une collaboration

intersectorielle des acteurs et des actions concertées sont nécessaires pour approcher le jeune dans sa globalité. Des projets intersectoriels qui sont expérimentés à petite échelle méritent d'être étudiés en vue d'un élargissement.

Il faut cependant relever aussi que depuis l'été 2009, des consultations régulières et étroites se font entre les ministères de l'éducation et de la formation professionnelle et de la famille et de l'intégration, incluant aussi les représentants du Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises (Syvicol), ayant comme objectif concret de mieux définir les terrains de collaboration entre les structures dépendant des deux ministères.

Par ailleurs, d'importants chantiers se sont ouverts tels que la réforme de l'école fondamentale et de l'enseignement secondaire, l'accueil socio-éducatif des enfants au sein des maisons-relais, la mise en œuvre des lois sur l'aide à l'enfance et l'aide sociale ainsi que le plan d'action pour la santé mentale des jeunes. C'est donc un moment propice pour structurer les interfaces nécessaires en vue d'une concertation institutionnalisée menant vers une action cohérente des différents réseaux. Il ne faut pas oublier que face aux différents acteurs sociaux se retrouve toujours la même famille et le même jeune.

Un plan d'action pour les jeunes devrait donc constituer un « pacte pour la jeunesse » qui aurait comme **première priorité** non pas de créer de nouvelles mesures mais surtout de mieux arriver à une **action concertée** des différents acteurs à l'égard d'une population de jeunes menacés d'exclusion. Dans une telle approche il ne faut pas qu'on se limite aux acteurs publics, mais il faut évidemment inclure les acteurs de la société civile et considérer les rôles qu'ils jouent en tant qu'interlocuteurs permettant de comprendre la vision des concernés. De même il y a lieu de repenser le dialogue avec les concernés eux-mêmes, les familles et les jeunes. La vision et les réalités vécues par les familles et les jeunes en risque d'exclusion sont-elles réellement comprises et intégrées dans le développement des mesures ? Un système d'évaluation scientifique des mesures concertées mises en place devrait dès lors constituer une **deuxième priorité** qui mène tous les intervenants à une **efficacité accrue**.

La situation qui nous est décrite par le présent rapport démontre aussi que les problèmes rencontrés par les jeunes sont souvent le résultat de situations difficiles vécues antérieurement. En d'autres termes, pour les jeunes adultes il est difficile de rattraper les déficits accumulés lors de leur enfance. Dès lors une **troisième priorité** doit être de développer les **mesures de prévention et de soutien aux familles**. De premiers pas encourageants se font au niveau de la coopération entre les structures d'accueil socio-éducatif des enfants et l'école fondamentale, projets qu'il s'agira d'institutionnaliser tout en maintenant une identité spécifique des différents acteurs. Par exemple, le travail avec les familles pourra être enrichi des points de vue des enseignants et des éducateurs, c'est la complémentarité des différentes disciplines qui en fera le succès. De même il faudra développer les nouvelles mesures prévues dans la loi sur l'aide à l'enfance et à la famille de façon complémentaire aux mesures proposées et mises en place par les nouvelles commissions d'inclusion scolaire de l'enseignement fondamental.

Cette réflexion mène à la **quatrième priorité**. Les mesures concrètes doivent être développées au plus près des concernés, pratiquement « sur mesure ». Il s'agira donc de soutenir la coopération des différents acteurs au **niveau local** et communal. Les mesures développées doivent aider les acteurs locaux dans cet effort.

Les jeunes d'aujourd'hui doivent trouver leur voie dans le monde d'aujourd'hui. Il faut donc développer des mesures qui touchent directement les jeunes dans leur situation actuelle. Par la cinquième priorité et en respect d'une **approche participative** le gouvernement entend proposer aux différents acteurs concernés dans le cadre d'un **plan d'action** des champs d'actions prioritaires dans lesquels il entend développer en premier lieu les mesures concertées concrètes. La loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008 a défini les structures nécessaires à un tel dialogue. Il y aura lieu d'élargir les concertations en fonction de la transversalité et de l'intersectorialité des différents champs d'action proposés. Les mesures concrètes développées dans ce plan d'action seront développées en fonction des priorités retenues dans ce document. En fonction des discussions, d'autres champs d'action pourront être ajoutés.

Vers un plan d'action

Le gouvernement saisira dans la suite de l'établissement du présent document les instances du dialogue structuré prévu dans la loi du 4 juillet sur la jeunesse, afin de développer en concertation avec tous les acteurs concernés un plan d'action permettant la participation et la contribution spécifique de tous. Les champs d'action développés ici sont donc des propositions qui n'ont la prétention ni d'être exhaustifs, ni définitifs, mais ont plutôt comme objectif de pouvoir avancer rapidement dans le débat qui doit mener à l'adoption du plan d'action tel qu'il est prévu dans la loi sur la jeunesse.

Le plan d'action a comme but de développer, en tenant compte des priorités politiques retenues plus haut et des besoins d'actions suggérés par le rapport de recherche, une série de mesures concrètes, ciblées, définies dans le temps et susceptibles d'être évaluées en fonction des moyens et possibilités disponibles.

À côté du secteur traditionnel de la politique de la jeunesse qui fut durablement développé durant la dernière décennie et qui continuera à l'être, la volonté explicite de ce plan d'action sera de réunir dans un effort concerté tous les acteurs pour une meilleure coordination et efficacité des actions auprès d'un public cible de jeunes menacés d'exclusion.

Premier champ d'action « Réussir la transition entre l'école et le monde du travail »

Rappelons que la première priorité n'est pas de développer de nouvelles mesures, mais bien d'arriver à de meilleurs résultats par rapport à une population cible qui n'arrive pas à trouver sa place. De nouvelles mesures comme le service volontaire d'orientation démontrent que les méthodes d'éducation non-formelle intégrant le point de vue du jeune, arrivent à des résultats surprenants. Une coopération accrue incluant les différents acteurs concernés par cette question pourrait ainsi développer de nouvelles approches spécifiques à l'égard des jeunes.

Deuxième champ d'action « Réussir le départ dans la vie d'adulte »

Beaucoup de jeunes peinent actuellement à démarrer leur vie adulte. Dans les cas favorables les contrats à durée déterminée s'enchaînent, mais même pour de jeunes cadres une telle situation rend l'accès au logement difficile et des prêts bancaires impossibles. Les efforts développés en matière de conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, l'agence immobilière sociale e.a. est un exemple qui tente de pallier à cette situation. Mais là aussi un effort spécifique avec les acteurs communaux, le ministère du logement et les acteurs sociaux pourrait dégager de nouvelles pistes pour aider les jeunes en quête d'autonomie.

Troisième champ d'action « Bien-être des jeunes »

La politique en faveur du bien-être des jeunes permet de sensibiliser, dans le cadre de sa mission préventive, aux questions de nutrition, de santé mentale, de santé sexuelle et affective, de l'usage de stupéfiants et de l'usage des technologies d'information et de communication des jeunes. L'influence des médias sur les jeunes est en effet importante. L'acquisition de compétences critiques permettant une consommation responsable mérite donc une attention particulière. Une approche efficace des jeunes est développée dans de nombreux projets qui favorisent une participation accrue des jeunes eux-mêmes (par exemple « responsable young drivers », peer-mediation).

Au vu des nombreuses mesures et initiatives il y a lieu de faire l'inventaire de l'existant pour mieux cibler un public qui souvent demeure le plus difficile à toucher. Vu les styles de vie différents des jeunes, un échange de bonnes pratiques entre acteurs concernés constituerait un premier pas pour développer une vision commune et pour intégrer de nouveaux acteurs afin de mettre en place des collaborations renforcées et plus ciblées. Le concept d'environnement propice à la santé du jeune doit davantage être considéré et développé, notamment dans le cadre du plan d'action de la santé mentale des jeunes.

Quatrième champ d'action « Les jeunes en tant que ressource »

L'attitude active et la motivation du jeune sont des facteurs clés du succès de bon nombre de mesures de politiques publiques envers les jeunes, dans les domaines de l'éducation formelle et du marché de l'emploi par exemple. Avec le développement de ces deux attitudes, objectifs caractéristiques de l'éducation non formelle, il sera important, dans le futur plan d'action, de s'interroger sur la manière d'introduire des éléments de celle-ci dans les autres domaines concernant les jeunes. Le développement de la qualité du travail avec les jeunes et la coordination de la formation continue des professionnels joueront un rôle important à cet égard.

Les résultats de recherche constatent des tendances à la segmentation culturelle dans les loisirs des jeunes (cf. chapitre 8.4.2. et 8.4.3. relatifs aux loisirs et à la participation associative). La question de la participation des jeunes rejoint ici celle de l'intégration et de la cohésion sociale. Au niveau local, notamment au sein des maisons de jeunes et des organisations de jeunesse, il s'agit de s'ouvrir aux nombreux jeunes issus d'autres communautés culturelles et de favoriser le contact et les liens sociaux entre eux. Pour arriver à cette fin, la collaboration entre différents acteurs sur le plan local est nécessaire.

Cinquième champ d'action « L'analyse de l'efficacité des mesures »

Dans le cadre de l'élaboration de ce rapport, l'université a été chargée de développer à la fin de chaque chapitre des recommandations pour une collecte de données plus efficace. En effet lors de l'avancement des travaux de recherche, l'état parfois déplorable des données disponibles a été constaté. Actuellement les données sont récoltées et regroupées selon des critères forts divers qui rendent difficile la construction d'une image cohérente de la situation des jeunes. En effet, nous nous trouvons face à une multitude de données, dont l'état rend une comparaison cohérente très difficile. La loi sur la jeunesse du 4 juillet a prévu un observatoire de la jeunesse qui a notamment comme mission de préparer, de coordonner et d'initier des enquêtes, des avis, des analyses, des études, des rapports sur les différents aspects de la situation des jeunes au Luxembourg (article 15 de la loi sur la jeunesse du 4 juillet) et de :

- veiller à la qualité, la comparabilité et la pertinence des connaissances dans le domaine de la jeunesse grâce à des méthodes et outils adéquats ;
- faciliter et promouvoir les échanges, le dialogue et la création de réseaux pour garantir la visibilité de la connaissance dans le domaine de la jeunesse et anticiper les besoins. (cf. commentaire des articles de la loi sur la jeunesse du 4 juillet)

L'observatoire sera donc chargé de développer une vision sur comment partager et organiser les données afin de faciliter une évaluation efficace des mesures.

Par rapport à la question de l'intégration de jeunes issus de communautés étrangères, la recherche doit également apporter des informations supplémentaires, notamment sur les trajectoires d'intégration réussies, pour en déduire les bonnes pratiques en matière d'intégration de jeunes issus de l'immigration. En effet, les risques liés au repli culturel de jeunes immigrés sont beaucoup plus souvent mis en avant que les trajectoires individuelles qui ont fait preuve d'une intégration réussie, les processus de développement de la multiculturalité devant être davantage étudiés et par après mis en pratique sur le terrain, dans le travail avec les jeunes.



Zentrale Aspekte zur aktuellen Lebenssituation der Jugendlichen in Luxemburg

Prof. Dr. Helmut Willems (Projektleitung)
Dipl. Soz. Andreas Heinen
Dipl. Päd. Christiane Meyers
M.A. Soz. Man. Sandra Biewers
Mag. Psych. Steve Legille
M.A. Soc. Paul Milmeister
M.A. Soc. Caroline Residori
Dipl. Päd. Conny Roob



Inhaltsverzeichnis

<i>I. Konzeption des luxemburgischen Jugendberichtes</i>	7
1. Konzeption, Zielsetzung und Themenschwerpunkte des Berichtes	9
1.1. Jugendberichterstattung als Aspekt der Sozialberichterstattung	9
1.2. Organisation, Vorgehensweise und Methodologie	10
1.3. Konzeptionelle und inhaltliche Ausrichtung des Jugendberichtes	13
1.4. Datengrundlage, Datenquellen und Analysestrategien	16
1.5. Indikatoren: Konzepte und ihre Verwendung	20
1.6. Der Aufbau des Berichtes und die Vernetzung der Kapitel	21
1.7. Funktionen und Ziele des Jugendberichtes	23
2. Jugenddemografie und Strukturen	25
2.1. Einleitung	25
2.2. Jugend im Kontext des demografischen Wandels	25
2.3. Strukturen der Jugendpopulation	30
<i>II. Jugend im Kontext gesellschaftlicher Entwicklungs- und Transitionsprozesse – Herausforderungen, Potenziale und Risiken</i>	37
3. Jugend in schulischen und außerschulischen Bildungs- und Lernwelten	39
3.1. Einleitung	39
3.2. Konzeption und theoretische Ansätze	40
3.2.1. Erläuterungen zu den Begriffen Bildung und Lernen	40
3.2.2. Die doppelte Funktion der Bildung	40
3.2.3. Unterschiedliche Bildungsformen und Konzepte: Der ausgeweitete Bildungsbegriff	42
3.2.4. Jugend in veränderten Bildungs- und Lernwelten	45
3.3. Differenzielle Beteiligung, Erfolge und Probleme von Jugendlichen in formalen Bildungssettings	49
3.3.1. Zielsetzungen des formalen Bildungssystems	49
3.3.2. Organisation und Struktur des Bildungssystems	50
3.3.3. Bildungsbeteiligung der Jugendlichen	55
3.3.4. Bildungsstand und Schulleistungen	60
3.3.5. Klassenwiederholer, Schüler im Ausland, Schulabbrecher	68
3.3.6. Chancengleichheit und Chancengerechtigkeit im Bildungssystem	75
3.3.7. Reformansätze in formalen Bildungsinstitutionen	76
3.3.8. Formale Bildung in Luxemburg im Kontext der Lissabon-Strategie	78
3.4. Bildungs- und Lernprozesse in nonformalen Bildungswelten	79
3.4.1. Bildungsarbeit in vorschulischen und außerschulischen Betreuungseinrichtungen	79
3.4.2. Jugendarbeit als Bildungsarbeit	81
3.4.3. Bildungsangebote in Jugendhäusern	84

3.4.4. Bildung in der verbandlichen Jugendarbeit	85
3.4.5. Öffnung formaler Bildungsinstitutionen für soziale Arbeit und Bildungsprojekte	89
3.4.6. Bildungsbeteiligung in der berufsbezogenen Weiterbildung	92
3.4.7. „Lifelong Learning“ und die Flexibilisierungstendenzen im Bildungssystem	95
3.5. Informelle Bildung und informelles Lernen der Jugendlichen	96
3.6. Bildung als Investition in die Zukunft	100
3.7. Zusammenfassung und Schlussfolgerungen	105
4. Jugend im Übergang in die Arbeitswelt	107
4.1. Einleitung.	107
4.2. Konzeption und theoretische Ansätze	107
4.2.1. Die Bedeutung der Erwerbsarbeit für die Identitätsbildung und die gesellschaftliche Integration junger Menschen	107
4.2.2. Wandel der Transitionsprozesse in modernen Gesellschaften	109
4.3. Strukturen, Merkmale und aktuelle Entwicklungen des luxemburgischen Arbeitsmarktes	110
4.3.1. Luxemburg als dynamischer Wirtschaftsraum	110
4.3.2. Die überregionale Bedeutung des luxemburgischen Arbeitsmarktes	111
4.3.3. Tendenzen der Flexibilisierung des luxemburgischen Arbeitsmarktes	111
4.3.4. Ansätze und Strategien als Reaktion auf Transitionsprobleme	112
4.4. Veränderte Übergänge vom Bildungssystem zum Arbeitsmarkt	113
4.5. Soziale Mobilität und die Reproduktion sozialer Ungleichheit.	118
4.5.1. Die Berufsstatusgruppen der Jugendlichen	118
4.5.2. Die starke Reproduktion sozialer Milieus	119
4.6. Jugend am Rande des Arbeitsmarktes: Unsichere Beschäftigung und Arbeitslosigkeit	120
4.6.1. Jenseits des „Normalarbeitsverhältnisses“	120
4.6.2. Jugend und Arbeitslosigkeit	122
4.6.3. Hilfeleistungen und Maßnahmen zur Berufsintegration	130
4.7. Jugendliche und veränderte Transitionsbedingungen vor dem Hintergrund der aktuellen Wirtschafts- und Finanzkrise	134
4.8. Zusammenfassung und Schlussfolgerungen	135
5. Integrations- und Partizipationsdefizite von Jugendlichen mit Migrationshintergrund	139
5.1. Einleitung.	139
5.2. Konzeption und theoretische Ansätze	140
5.2.1. Konzepte der Migrations- und Integrationsforschung	140
5.2.2. Begriffserläuterungen	142
5.3. Luxemburg als Einwanderungsland	143
5.3.1. Migration in Luxemburg	143
5.3.2. Sozialer Status und gesellschaftliche Positionierung der Migrantenbevölkerung	144

5.3.3. Migrations- und Integrationspolitik in Luxemburg	144
5.3.4. Migrationsbewegungen in der jungen Generation	146
5.4. Dimensionen der Integration und der gesellschaftlichen Teilhabe von Migrantenjugendlichen.	148
5.4.1. Die Position der Migrantenjugendlichen im Bildungssystem und auf dem Arbeitsmarkt	148
5.4.2. Möglichkeiten und Grenzen der politischen Partizipation von Migrantenjugendlichen	150
5.4.3. Soziale Integration und Kohäsion: Interethnische Kontakte in Alltags- und Freizeitkontexten	152
5.4.4. Sprachen als Schlüssel zur interkulturellen Verständigung	157
5.4.5. Identifikation und Zugehörigkeit zur Aufnahmegesellschaft.	162
5.4.6. Einstellungen gegenüber Migranten und Diskriminierungserfahrungen	163
5.5. Chancen und Potenziale ethnisch-kultureller Vielfalt	168
5.6. Zusammenfassung und Schlussfolgerungen	169
6. Armut, Armutsrisiko und soziale Exklusion von Kindern und Jugendlichen	173
6.1. Einleitung.	173
6.2. Konzeption und theoretische Ansätze	173
6.2.1. Internationale Diskurse	173
6.2.2. Definitionen von Armut und Armutsrisiko	175
6.2.3. Aspekte der Armut	178
6.2.4. Armut und ihre Folgen bei Kindern und Jugendlichen	180
6.3. Armut in Luxemburg	182
6.3.1. Der Armutsdiskurs in Luxemburg	182
6.3.2. Maßnahmen zur Verminderung von Armut und Chancenungleichheit.	185
6.3.3. Das Armutsrisiko bei Kindern, Jugendlichen und ihren Familien	188
6.3.4. Nichtmonetäre Indikatoren und subjektives Armutsbefinden	193
6.3.5. Junge Menschen mit erhöhtem Armutsrisiko	194
6.4. Zusammenfassung und Schlussfolgerungen	202
7. Gesundheit und Wohlbefinden im Jugendalter.	205
7.1. Einleitung.	205
7.2. Konzeption und theoretische Ansätze	206
7.2.1. Die Ausweitung des Gesundheitsbegriffes	206
7.2.2. Konzeptionelle Perspektiven	207
7.2.3. Themenbereiche und empirische Umsetzung.	207
7.3. Der Gesundheitszustand der Jugendlichen	208
7.3.1. Subjektives Wohlbefinden und selbsteingeschätzter Gesundheitszustand	208
7.3.2. Psychische Gesundheit und psychisches Wohlbefinden	214
7.3.3. Physisches Wohlbefinden, physische Gesundheit und Mortalität.	219
7.3.4. Unfälle und Gewalterfahrungen	229
7.4. Aspekte des gesundheitsrelevanten Verhaltens von Jugendlichen	242
7.4.1. Ernährungsverhalten und Bewegungsverhalten	242
7.4.2. Sexualität und Gesundheitsschutz	244
7.4.3. Konsum psychoaktiver Substanzen	247
7.5. Wohlbefinden im sozialen Kontext: Ressourcen und Risikofaktoren.	251
7.5.1. Sozioökonomische Ressourcen und Familie	252
7.5.2. Peers und soziales Umfeld.	256
7.5.3. Schule	258
7.5.4. Arbeit.	260
7.6. Zusammenfassung und Schlussfolgerungen	261

8. Partizipation und freiwilliges Engagement: Jugendliche als Akteure in Politik und Gesellschaft	265
8.1. Einleitung.	265
8.2. Konzeption und theoretische Ansätze	266
8.2.1. Zur Legitimation von Partizipation	266
8.2.2. Partizipation als Untersuchungsgegenstand in Forschung und Wissenschaft	270
8.2.3. Partizipation als Zieldimension luxemburgischer Jugendpolitik	274
8.3. Bedingungen jugendlicher Partizipation	275
8.3.1. Wertorientierungen	275
8.3.2. Politikinteresse	277
8.3.3. Einstellungen gegenüber Politik und Demokratie	279
8.3.4. Strukturelle Angebote und Ressourcen zur Förderung von Partizipation.	281
8.4. Partizipation Jugendlicher in verschiedenen Lebensbereichen	283
8.4.1. Mitwirkung in der Familie.	284
8.4.2. Partizipation im Rahmen selbstorganisierter Freizeit (Jugendkulturen, Szenen)	285
8.4.3. Mitgliedschaft in Vereinen und Verbänden.	286
8.4.4. Partizipation im Rahmen Offener Jugendarbeit	290
8.4.5. Beteiligung Jugendlicher in der Schule	292
8.4.6. Beteiligung in der Ausbildung und am Arbeitsplatz	295
8.5. Politische Partizipation Jugendlicher in Luxemburg	296
8.5.1. Konventionelle Partizipationsformen: Wahlbeteiligung und Parteimitgliedschaft.	296
8.5.2. Unkonventionelle Partizipationsformen: Demonstrationsteilnahme, Internetblogs, Petitionen	298
8.6. Jugendspezifische Partizipationsangebote in Luxemburg	301
8.6.1. Jugendspezifische Partizipationsstrukturen	302
8.6.2. Jugendinformation und Beteiligung Jugendlicher in den Medien.	304
8.6.3. Jugendrelevante Infrastrukturangebote auf kommunaler Ebene	305
8.7. Partizipation in Luxemburg aus Sicht der Kinder- und Jugendrechtsbewegung.	308
8.8. Zusammenfassung und Schlussfolgerungen	309

III. Perspektiven und Herausforderungen 313

9. Perspektiven und Entwicklungslinien der luxemburgischen Jugendberichterstattung.	315
9.1. Die Integration der Kinder- und Jugendberichterstattung	315
9.2. Evaluation und Wirkungen der Kinder- und Jugendhilfe	317
9.3. Transnationale Bezüge und Großregion als Bezugsrahmen	317
9.4. Entwicklung einer kontinuierlichen Datengrundlage	318
9.5. Entwicklung eines Indikatorensystems	320
9.6. Die Weiterentwicklung des partizipativen Ansatzes des luxemburgischen Jugendberichtes	321
9.7. Forschungsdesiderata	322
9.8. Organisation und Management	323
10. Zusammenfassung der Ergebnisse und Herausforderungen	325
10.1. Zusammenfassung der Ergebnisse	325
10.2. Synopsis: Unterschiedliche Chancen und Risiken nach Geschlecht, Migrationshintergrund und sozialer Herkunft.	328
10.3. Herausforderungen und Handlungsbedarf.	329

Anhang	331
1. Literaturverzeichnis	332
2. Liste der Gesetze und Verordnungen	360
3. Abbildungs- und Tabellenverzeichnis	362
4. Abkürzungsverzeichnis	365
5. Liste der Datenquellen	369
5.1 Nationale Datenquellen	369
5.2 Internationale Datenquellen	372
6. Teilnehmer an den Experteninterviews, Workshops, Fokusgruppen	373
6.1 Interviews mit Experten	373
6.2 Teilnehmer der öffentlichen Konferenz (mit Workshops)	374
6.3 Nationale und internationale Experten in den thematischen Fokusgruppen und im Reviewprozess	375
7. Mitglieder der „Groupe de pilotage“	377
8. Autoren	377

TEIL I



Konzeption des luxemburgischen Jugendberichtes

1. Konzeption, Zielsetzung und Themenschwerpunkte des Berichtes

Der hier vorgelegte Bericht zu zentralen Aspekten der aktuellen Lebenssituation von Jugendlichen in Luxemburg geht auf das Jugendgesetz vom 4. Juli 2008 zurück, mit dem in Luxemburg erstmalig eine gesetzliche Grundlage für die Erstellung eines nationalen Jugendberichtes besteht. Laut Gesetz ist der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jugendpolitik gehört, dazu verpflichtet, der Abgeordnetenkammer alle fünf Jahre einen Bericht zur Situation der Jugendlichen in Luxemburg vorzulegen. Der folgende Bericht stellt den ersten luxemburgischen Jugendbericht dar, der auf dieser gesetzlichen Grundlage erstellt worden ist.

1.1. JUGENDBERICHTERSTATTUNG ALS ASPEKT DER SOZIALBERICHTERSTATTUNG

Der Jugendbericht versteht sich als eine spezifische Form der Sozialberichterstattung. Deren Ziel ist es, „über gesellschaftliche Strukturen und Prozesse sowie über die Voraussetzungen und Konsequenzen gesellschaftspolitischer Maßnahmen regelmäßig, rechtzeitig, systematisch und autonom zu informieren“ (Zapf, 1978, S. 11). Sozialberichterstattung kann sich auf spezifische Aspekte in der Gesellschaft (z. B. Armut, Bildung) oder auf bestimmte Teilgruppen in der Gesellschaft (Kinder, Jugendliche, Ältere, Arme, Behinderte...) beziehen. Wie in vielen Ländern auch, hat die Zahl der Berichterstattungen in den vergangenen Jahren in Luxemburg zugenommen. In regelmäßigen Abständen werden in Luxemburg Berichte zur sozialen Lage der Bevölkerung oder bestimmter Bevölkerungsgruppen veröffentlicht (z. B. „Rapport travail et cohésion sociale“). Der luxemburgische Jugendbericht als spezieller Sozialbericht mit Blick auf die jugendliche Altersgruppe reiht sich in diese Tradition ein, wenngleich er konzeptionell und methodologisch einige Besonderheiten aufweist.

Hintergrund einer geplanten kontinuierlichen Berichterstattung zur Lebenssituation von Jugendlichen ist die Feststellung, dass die komplexer werdenden gesellschaftlichen Zusammenhänge es für die Politik zusehends schwieriger machen, Problemlagen von Kindern und Jugendlichen und deren Hintergründe rechtzeitig zu erkennen und mit adäquaten Lösungsstrategien darauf zu reagieren. Fundiertes und wissenschaftlich abgesichertes Expertenwissen wird in diesem Zusammenhang als wichtiger Baustein gesehen, um eine „evidence based policy“ im Kinder- und Jugendbereich zu entwickeln und zu etablieren. In diesem Zusammenhang gibt es international eine intensive Debatte um die Verwendung und Verwertbarkeit des wissenschaftlichen Wissens für die Politik und dessen Bedeutung für politisches Handeln (Beck & Bonß, 1989; Willems, Wolf & Eckert, 1993; Pielke, 2007). Die zu Beginn dieser Debatte gehegte Hoffnung, durch wissenschaftliches Wissen andere Praxisbereiche „vernünftiger“ zu machen, ist mittlerweile freilich durch eine nüchternere und der Komplexität moderner Gesellschaften angemessene Einschätzung abgelöst worden (Hornstein & Lüders, 1997, S. 40). Insbesondere die Vertreter systemtheoretischer Ansätze haben darauf hingewiesen, dass das Wissenschaftssystem einerseits und Politik andererseits unterschiedlichen Handlungslogiken folgen und dass auch deshalb das von der Berichterstattung zur Verfügung gestellte Wissen nicht auf linearem Wege in politisches Handeln umgesetzt werden kann (Luhmann, 2007; Willke,

2006). Vielmehr hat sich die Vorstellung durchgesetzt, dass das zur Verfügung gestellte Wissen als Informations- und Diskussionsgrundlage zu verstehen ist, welches in die demokratischen Entscheidungsprozesse des politischen Systems einfließt, welches seiner eigenen Logik folgt (Hornstein, 2005; Rauschenbach, 2005). Die Jugendberichterstattung bildet damit eine wichtige Schnittstelle zwischen wissenschaftlicher Expertise und politischer Entscheidungsfindung.

1.2. ORGANISATION, VORGEHENSWEISE UND METHODOLOGIE

Organisation und Vorgehensweise

Die Erstellung des luxemburgischen Jugendberichtes geht auf eine Entscheidung des „Comité de pilotage“ zurück, das im Rahmen des „Accord de collaboration“ zwischen dem Ministerium für Familie und Integration sowie der Universität Luxemburg besteht. Die inhaltliche Ausarbeitung des Berichtes wurde von einer Forschergruppe des Jugendforschungsinstituts CESIJE (Centre d'Études sur la Situation des Jeunes) unter der wissenschaftlichen Leitung eines Professors der „Unité de recherche“ INSIDE (Integrative Research Unit: Social and Individual Development) an der Universität Luxemburg durchgeführt. Die Erstellung des Jugendberichtes wurde von einer Steuerungsgruppe begleitet, die aus Vertretern des Ministeriums für Familie und Integration sowie aus weiteren Wissenschaftlern der Universität Luxemburg zusammengesetzt war (siehe Anhang S. 377). Aufgabe der Steuerungsgruppe war es, die Konzeption und Ausrichtung des Berichtes zu besprechen und die Projektgruppe hinsichtlich des weiteren Vorgehens zu beraten. Die Ausarbeitung des Berichtes lag jedoch in den Händen der Projektgruppe (Autoren) (siehe Anhang S. 377). Sie wurden dabei unterstützt von vielen wissenschaftlichen Experten, Praktikern, Verwaltungsbeamten usw., die im Rahmen des partizipatorischen Konzeptes beratend und z. T. durch inhaltliche Zuarbeit an der Erstellung des Berichtes mitgearbeitet haben.

Der Fokus dieses Jugendberichtes bezieht sich auf eine Berichterstattung zur aktuellen Lebenssituation, den Alltagskontexten und Problemlagen von in Luxemburg wohnhaften Jugendlichen im Alter zwischen 12 und 29 Jahren. Eine Darstellung und Evaluation der verschiedenen jugendpolitischen Maßnahmen und Jugendhilfeangebote wurde mit diesem Bericht nicht angestrebt. Ein Grund dafür sind vor allem die derzeitigen gesetzlichen Veränderungen in verschiedenen jugendrelevanten Politikfeldern und in der Kinder- und Jugendhilfe, die eine aktuelle Bestandsaufnahme erschweren und zum Teil obsolet machen (z. B. Schulgesetz zum „enseignement fondamental“, „Chèque-Service Accueil“). Zudem fehlen für eine systematische Beschreibung und Evaluation der Hilfestrukturen in den meisten Fällen die wissenschaftlichen Studien bzw. Analysen von offiziellen Statistiken, die hier zugrunde gelegt werden müssten. Gleichwohl werden für die Beschreibung bestimmter Lebensbereiche und Lebensverhältnisse von Jugendlichen auch Angebote und Institutionen der Kinder-, Jugend- und Familienhilfe in die Analyse einbezogen, weil eine lebenslagenorientierte Darstellung ohne die Darstellung der Hilfeeinrichtungen und Maßnahmen unvollständig wäre.

Neben der Aufgabe des Jugendberichtes, über die aktuelle Lebenssituation der Jugendlichen möglichst umfassend zu informieren, verfolgt der Bericht noch ein weiteres forschungspraktisches Ziel: Mit Blick auf die Etablierung einer regelmäßigen und langfristig angelegten Berichterstattung sollen mit diesem Bericht auch jugendrelevante Themenfelder und Fragen aufgedeckt werden, zu denen (bislang) keine Daten oder Forschungsarbeiten vorliegen. Es geht also auch darum, die bestehenden Datenlücken sichtbar zu machen und davon ausgehend Empfehlungen für eine nachhaltige Forschungs- und Dokumentationsarbeit zu geben.

Der Jugendbericht stützt sich auf Strukturen in der luxemburgischen Jugendforschung, die in den letzten Jahren konsolidiert wurden: einerseits das CESIJE, das 1995 in der Form einer „Association sans

but lucratif (asbl)¹ gegründet wurde, andererseits die Jugendforschung an der Universität Luxemburg (Forschungseinheit INSIDE). Zu Beginn gründete die Jugendforschung in Luxemburg lediglich auf einem Vertrag zwischen ISERP („Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques“) und SNJ („Service National de la Jeunesse“). Die Gründungsmitglieder und Verwaltungsratsmitglieder des CESIJE – unter denen sich auch Vertreter des SNJ und des ISERP befanden – förderten in den ersten Jahren die Idee einer eigenständigen luxemburgischen Jugendforschung im Dialog mit luxemburgischen und ausländischen Interessierten. So kam es 1998 zur Unterzeichnung einer ersten Konvention zwischen dem – damals neuen – Jugendministerium und der CESIJE asbl mit dem Ziel, die Jugendforschung in Luxemburg nachhaltig zu unterstützen. Seit 2008 ist das CESIJE Bestandteil der Forschungseinheit INSIDE an der Universität Luxemburg: Es wird durch einen „Accord de collaboration“ vom Familien- und Integrationsministerium unterstützt und mitkoordiniert. Die Jugendforschung wurde somit in die luxemburgische Hochschullandschaft integriert und profitiert von der Vernetzung mit weiteren jugendbezogenen Forschungen an der Universität Luxemburg, insbesondere innerhalb der Forschungseinheit INSIDE.

Das partizipatorische luxemburgische Modell der Jugendberichterstattung

Der Jugendbericht ist in seinem Kern ein wissenschaftlicher Bericht, der vor dem Hintergrund einer theoretischen Perspektive und Konzeption den wissenschaftlichen Kenntnis- und Forschungsstand zusammenträgt und analysiert. Da jedoch aufgrund der in vielen Bereichen fehlenden Forschungstraditionen wesentliche Aspekte der Lebenssituationen der Jugendlichen in Luxemburg bislang nicht oder nur unvollständig erforscht wurden, war es notwendig, eine zusätzliche Strategie zu entwickeln.

Ein zentrales Element der luxemburgischen Berichterstattung ist daher die systematische Einbeziehung von (a) Experten aus der Praxis (der Kinder- und Jugendhilfe, der sozialen Arbeit, der Jugendarbeit aber auch der Schulen, des Gesundheitsbereiches, der Jugendverbände, der Jugendberufshilfe usw.), von (b) Experten aus diversen politischen und administrativen Handlungsfeldern (Familie, Kindheit, Bildung, Migration usw.) und von (c) Wissenschaftlern unterschiedlicher Disziplinen (Soziologie, Psychologie, Sozialpädagogik usw.) in die inhaltliche Ausarbeitung des Berichtes. Über den gesamten Zeitraum der Berichterstellung wurde ein kontinuierlicher Dialog zwischen den Experten aus Wissenschaft, Praxis und Politik und der Projektgruppe organisiert. Damit war das Ziel verbunden, neben den zugrunde gelegten Studien, Datenberichten und Sekundäranalysen auch das Experten- und Erfahrungswissen für den Bericht nutzbar zu machen und in die inhaltliche Ausarbeitung einfließen zu lassen.

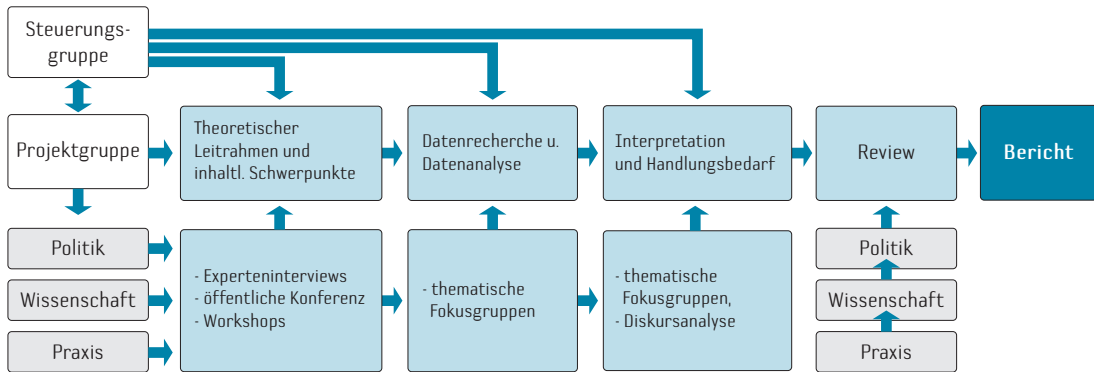
Methodologisch wird damit eine Verschränkung von quantitativer Datenaufbereitung und Sekundäranalyse einerseits sowie qualitativen Verfahren (Experteninterviews, Fokusgruppen, Diskursanalyse) andererseits erreicht (Triangulation). Der luxemburgische Jugendbericht zeichnet sich daher vor allem durch diese zugrunde gelegte Methodologie aus und unterscheidet sich von der Jugendberichterstattung in anderen Ländern. In der Abbildung 1.1 ist das partizipative Modell der luxemburgischen Jugendberichterstattung (mit den zentralen Beiträgen der beteiligten Akteure aus Wissenschaft, Politik und Praxis) schematisch dargestellt.

Zu Beginn der Berichterstellung (Juni bis Dezember 2008) wurden Interviews mit Experten² aus den verschiedenen jugendrelevanten Handlungsbereichen durchgeführt. Methodologisch wurde auf das in der empirischen Sozialforschung häufig eingesetzte Verfahren des „Experteninterviews“ zurückgegriffen, dessen Ziel die „Erfassung von praxisgesättigtem Expertenwissen“ ist (Meuser & Nagel, 2010, S. 466). Als Experten werden jene Personen eingestuft, die im Gegensatz zu den Laien über Sonderwissen verfügen und sich durch ihre „institutionalisierte Kompetenz zur Konstruktion von Wirklichkeit“ auszeichnen (Hitzler, Honer & Maeder, 1994). Die mit diesen explorativ angelegten Experteninterviews konkret verfolgten Ziele bestanden vor allem darin, aktuelle jugendrelevante Entwicklungen im Praxisfeld der Experten vor dem

1 Vereinigung ohne Gewinnzweck.

2 Die ausführliche Liste der Experten befindet sich im Anhang S. 373ff.

Abbildung 1.1.: Das partizipative luxemburgische Modell der Jugendberichterstattung



Quelle: eigene Darstellung

Hintergrund ihrer jeweiligen beruflichen Erfahrung zu erheben. Diese Experteninterviews zu Beginn des Projektes waren daher eine wichtige Referenz für die Entwicklung der inhaltlichen Konzeption, der Auswahl wichtiger Themenbereiche und der Formulierung relevanter Fragestellungen. Darüber hinaus ging es aber auch darum, spezifische Problemlagen Jugendlicher zu identifizieren sowie den aktuellen fachlichen Diskurs in Luxemburg nachzuzeichnen da dieser in vielen Feldern nicht oder nur unzureichend schriftlich dokumentiert ist. Zugleich hofften wir, von den Interviewten auch Hinweise auf bis dahin uns noch unbekannte Daten- und Informationsquellen zu erhalten, da eine systematische Dokumentation und Archivierung von Berichten, Studien und Forschungsergebnissen in Luxemburg bislang nur in Ansätzen vorliegt.

Neben Experteninterviews wurde im weiteren Verlauf der Berichtsausarbeitung auch das Verfahren der „Fokusgruppen“ eingesetzt. Dazu wurden wiederum Experten und Akteure aus den jeweiligen jugendrelevanten Handlungsfeldern eingeladen.

Im März 2009 wurden in einer ersten Phase im Rahmen einer öffentlichen Präsentation verschiedene thematische Fokusgruppen gebildet, in denen mit den beteiligten Experten über die inhaltliche Konzeption und die zentralen Themenbereiche und Fragestellungen des Berichtes diskutiert wurde. Das Ziel bestand vor allem darin, die Interessen, Erwartungen und Vorschläge der Experten bezüglich der inhaltlichen und methodischen Ausrichtung des Jugendberichtes zu diskutieren. Im Anschluss an diese Fokusgruppensitzungen wurden die thematischen Schwerpunkte des Jugendberichtes von der Projektgruppe festgelegt.

In einer zweiten partizipativen Phase zwischen Oktober und Dezember 2009 wurden die bis dahin ausgewerteten Daten und ausgearbeiteten Texte in thematischen Fokusgruppen diskutiert. Für jedes der sechs inhaltlichen Themenkapitel wurde ein Gruppengespräch mit vier bis acht Teilnehmern durchgeführt. Damit war vor allem das Ziel verbunden, noch einmal mit den Experten abzuklären, inwieweit die den einzelnen Kapiteln zugrunde gelegten inhaltlichen Perspektiven und Daten das Thema hinreichend beschreiben und ob die relevanten Fragestellungen bearbeitet wurden. Auch wurde mit den Teilnehmern noch einmal die Frage nach den Datengrundlagen und der Aufarbeitung der vorhandenen Daten diskutiert. Die Teilnehmer der Fokusgruppen gaben wichtige Rückmeldungen, Hinweise und Ergänzungen, die in der weiteren Ausarbeitung der einzelnen Themenkapitel berücksichtigt wurden.

Schließlich wurden in einer dritten partizipativen Phase zwischen Januar und März 2010 erneut Fachleute dazu eingeladen, den Gesamtbericht oder Teile des Berichtes zu diskutieren und kritische Rückmeldungen zu geben. Hierzu wurden einerseits wieder Fokusgruppen zu den einzelnen Themenbereichen organisiert. In dieser Phase wurden die Experten vor allem auch bei der Definition des Handlungsbedarfs einbezogen (Diskursanalyse). Ausgehend von den Fachdiskursen der verschiedenen Praxisfelder sollten sie

dabei helfen, den Handlungsbedarf für Politik und Praxis zu identifizieren. Andererseits wurden Wissenschaftler der Universität Luxemburg, wissenschaftliche Experten und Fachleute anderer Forschungseinrichtungen, Behörden und Institutionen des Landes sowie Wissenschaftler aus anderen Ländern um eine kritische Begutachtung und Stellungnahme gebeten (Reviews).

Ein Vergleich dieser Vorgehensweise mit der anderer Länder oder auch mit den Jugendberichten auf internationaler Ebene lässt hier durchaus ein eigenes, luxemburgisches Konzept erkennen. Es ist (a) eine Jugendberichterstattung auf wissenschaftlicher Grundlage unter Verwendung von wissenschaftlichen Forschungsergebnissen und institutionellen bzw. administrativen Daten, die aber mehr sein will als eine bloße Zusammenstellung von Statistiken; es handelt sich insofern (b) auch um eine konzeptionelle Form der Berichterstattung, als eine bestimmte Perspektive auf die Jugend vor dem Hintergrund theoretischer und praktischer Diskurse entwickelt wird; und (c) um eine partizipative und dialogorientierte Berichterstattung, die durch den Einsatz verschiedener Formen der qualitativen empirischen Sozialforschung (Experteninterviews, Fokusgruppen, Diskursanalyse) das Erfahrungswissen und die fachlichen Diskurse in vielen jugendrelevanten Handlungsfeldern von Praxis, Politik und Wissenschaft systematisch integriert.

1.3. KONZEPTIONELLE UND INHALTLICHE AUSRICHTUNG DES JUGENDBERICHTES

Jugendforschung, internationale Jugendberichterstattung und Jugendpolitik als Bezugsrahmen

Die Konzeption des Jugendberichtes hat sich an einer Reihe von Orientierungspunkten ausgerichtet. Die Jugendberichterstattung ist zuvorderst auf eine theoretische Fundierung angewiesen, um dem Anspruch einer wissenschaftlichen Berichterstattung gerecht zu werden und die Grenzen der amtlichen Statistik und der bloßen Dokumentation von Daten zu überschreiten (Lück-Filsinger, 2006, S. 11). Sie soll also mehr sein als nur ein statistisches Sammelwerk, sondern eingebettet sein in einen definierten theoretischen Analyse-rahmen.

Die Jugendforschung ist heute pluralisiert und vielschichtig. Jugendforschung versteht sich als ein interdisziplinäres Feld, welches von unterschiedlichen Fachdisziplinen betrieben wird (Erziehungswissenschaft, Soziologie, Psychologie). Eine besondere Lebensphase im Blick, befasst sich die Jugendforschung mit einer Reihe von lebensphasenspezifischen Fragestellungen (Lernprozesse, Sozialisation, Transitionsprozesse, Freizeit usw.). Bei der Erstellung dieses Jugendberichtes wurden die Anschlüsse an den theoretischen Diskurs der nationalen und internationalen Jugendforschung gesucht und darauf bezugnehmend eine theoretische Perspektive für den gesamten Bericht sowie für die einzelnen Themenkapitel entwickelt.

Der luxemburgische Jugendbericht hat sich zudem an den Traditionen und Methoden der etablierten Formen der Berichterstattung in anderen Ländern orientiert. In einigen europäischen Ländern hat die Jugendberichterstattung eine lange Tradition. So wurde in Deutschland bereits im Jahr 1965 ein erster Bericht über die Lage der Jugend erstellt. Deutschland ist eines der wenigen Länder, in denen die regelmäßige Berichterstattung gesetzlich festgelegt ist. In den meisten anderen Ländern ist die Erstellung nicht gesetzlich verankert und die Berichte werden in mehr oder weniger regelmäßigen Abständen in Auftrag gegeben (z. B. Belgien, Niederlande, Österreich, Spanien). Auch in der methodischen und inhaltlichen Ausrichtung unterscheiden sich die Berichte zum Teil grundlegend. Während den Jugendberichten in manchen Ländern eigens durchgeführte Datenerhebungen zugrunde liegen (z. B. Jugendsurveys), werden z. B. in Deutschland keine gesonderten Daten erhoben, sondern es wird auf das verfügbare Datenmaterial zurückgegriffen. Die Schweiz hat ebenfalls ein eigenes Modell entwickelt, indem sie (in Kooperation mit der nationalen Forschungsförderung gezielt) eine wissenschaftliche Forschungsgrundlage geschaffen hat, auf die sich der Schweizer Jugendbericht dann stützen konnte (Schultheis, Perrig-Chiello & Egger, 2008). Inhaltlich sind manche Berichte als Gesamtberichte konzipiert und behandeln damit eine ganze Bandbreite jugendrelevanter Themen und Fragestellungen. Andere Berichte befassen sich hingegen mit speziellen Themen (Lüders, 2008, S. 39ff.).

Auch auf europäischer Ebene bestehen seit längerer Zeit Bestrebungen, eine kontinuierliche Berichterstattung über die Lage der Jugend zu etablieren. Am 27. April 2009 wurde der erste „EU-Jugendbericht“ der Europäischen Kommission veröffentlicht (Commission of the European Communities, 2009). Der europäische Jugendbericht ist eine Zusammenstellung von Daten, Statistiken und Kurzanalysen zur Lage junger Menschen in Europa und bietet einen Überblick über eine Vielzahl unterschiedlicher Bereiche in den EU-Mitgliedsstaaten. Der EU-Jugendbericht 2009 ist der erste Bericht seiner Art, der von der Europäischen Kommission veröffentlicht wird. Er wurde vom Rat der Europäischen Union angefordert und soll zukünftig alle drei Jahre herausgebracht werden. Für die luxemburgische Jugendberichterstattung ergeben sich daraus eine Reihe konzeptioneller und inhaltlicher Anschlüsse auf europäischer und internationaler Ebene.

Als ein dritter wichtiger Referenzpunkt für die Konzeption des luxemburgischen Jugendberichtes gelten die Leitlinien und gesetzlichen Grundlagen der luxemburgischen Jugendpolitik. Wie bereits oben erwähnt, ist die regelmäßige Erstellung des Jugendberichtes Teil der konkreten Definition und Umsetzung der Jugendpolitik, wie sie im neuen Jugendgesetz festgelegt ist. Sie fügt sich damit in die Entwicklungen auf europäischer Ebene ein, bei denen das Wissen über die Jugend als wichtige politische Zieldimension fest verankert ist (Commission of the European Communities, 2001). Damit ist die Erstellung des luxemburgischen Jugendberichtes selbst schon Teil der Umsetzung einer wichtigen jugendpolitischen Zieldimension. Der Jugendbericht trägt damit dem Prinzip des „evidence based decision making“ Rechnung, das als Grundlage für die politische Entscheidungsfindung im Jugendbereich (wie in anderen Politikbereichen) die Informationsaufarbeitung und -zuarbeitung auf wissenschaftlicher Basis vorsieht. Diese wissenschaftsbasierte Politikplanung ist bereits seit einigen Jahren fester Bestandteil der luxemburgischen Jugendpolitik. So wurde mit Unterstützung des Jugendministeriums und des CESIJE bereits im Jahr 2000 ein nationaler Bericht über die Jugendlichen und die Jugendpolitik in Luxemburg verfasst (Otten & Wirtgen, 2001).

Darüber hinaus ist aber auch die Konzeption und inhaltliche Ausrichtung des vorliegenden Jugendberichtes nicht von den Inhalten und Schwerpunkten der luxemburgischen Jugendpolitik losgelöst. Bei der Auswahl der Themen und dem Aufbau der Kapitel spiegeln sich z. T. auch die jugendpolitischen Leitziele in Luxemburg wider. Die luxemburgische Jugendpolitik lässt sich durch drei Orientierungen charakterisieren: partizipativ, transversal und wissenschaftsbasiert (Meisch & Schroeder, 2009, S. 301).

Dem Partizipationsgedanken der die luxemburgische Jugendpolitik leitet, wurde bei der Erstellung des Jugendberichtes einerseits durch eine offene, dialogorientierte, partizipative Arbeitsmethode entsprochen; andererseits durch eine systematische inhaltliche Perspektive, die die Sicht der Jugendlichen für wichtige hält und insbesondere das Partizipationspotenzial der Jugendlichen für die Gesellschaft hervorhebt. Die transversale Ausrichtung der Jugendpolitik impliziert, dass weitere Fachpolitiken und Ministerien jugendrelevante Themen bearbeiten, so zum Beispiel das Bildungs-, das Gesundheits- oder etwa das Arbeitsministerium. Entsprechend der transversalen Ausrichtung werden auch Themen und Fragestellungen in den Jugendbericht integriert, die über die administrativen Zuständigkeitsbereiche einzelner Ministerien und Behörden hinausgehen. Sie sind einer Lebenslagenperspektive verpflichtet, deren systematische Aufarbeitung die fachlichen Bereiche der unterschiedlichen politischen Ressorts und Zuständigkeiten umfasst.

Wissenschaftsbasiert schließlich bedeutet, dass der Jugendbericht sich zum Ziel gesetzt hat, mit Hilfe wissenschaftlicher Konzepte und Methoden einen möglichst umfassenden Bericht zum gesellschaftlichen Wissensbestand über Jugendliche zu liefern, der nicht durch normative Wertungen oder zugrunde gelegte politische Überzeugungen in seiner Relevanz für die Politik eingeschränkt ist.

Theoretische Perspektiven

Der Einstieg in die Jugendberichterstattung in Luxemburg legt eine Konzeption für den Jugendbericht nahe, der die verschiedenen zentralen Lebensbereiche und Alltagswelten der Jugendlichen beschreibt und analysiert. Entsprechend ist der Jugendbericht als ein sogenannter Gesamtbericht konzipiert. Mit dieser Fokussierung auf eine möglichst umfassende Beschreibung von Lebensverhältnissen orientiert sich der luxemburgische Jugendbericht an einer international erprobten Tradition der Jugendberichterstattung.

Der Bericht versteht sich als systematische Aufbereitung eines Zusammenhangswissens über die Lebenssituation Jugendlicher in Luxemburg.³

Obwohl eine Bestimmung des Konzeptes Jugend nach wie vor schwierig ist und in der interdisziplinären Jugendforschung durchaus auch unterschiedlich gehandhabt wird, lassen sich doch einige Gemeinsamkeiten festhalten, die zur Bestimmung des Gegenstandes beitragen können.

Wir verstehen heute in der Regel unter Jugend jene Phase in der Biografie junger Menschen zwischen dem Eintritt der biologisch-körperlichen und der sozialen Reife. Anders als traditionale Gesellschaften, in denen diese beiden Ereignisse meist zeitlich sehr nah beieinander liegen und durch Initiationsriten bewältigt und sozial anerkannt werden, sind moderne Gesellschaften dadurch gekennzeichnet, dass zwischen diesen beiden Ereignissen – vor allem aufgrund längerer Bildungswege – ein langer Zeitraum liegt. Daher wird Jugend heute auch zumeist als eine Transitionsphase angesehen, als eine Übergangsphase von der Kindheit zum Erwachsenenstatus.

Obwohl damit eine erste konzeptionelle Eingrenzung gegeben ist, bleiben für die Jugendforschung noch einige ungelöste Fragen. Sie beziehen sich vor allem auf die Schwierigkeit, das Ende der Jugendzeit zu markieren. Während die biologische Reife als Anfangsindikator relativ genau zu bestimmen ist, ist es für die Jugendforschung nicht leicht, Indikatoren zu finden, die das Erreichen des Erwachsenenstatus abbilden können. Ereignisse wie die eigene Haushalts- oder Familiengründung und die ökonomische Selbstständigkeit fallen heute häufig zeitlich auseinander, sind aber auch wegen unsicherer gewordenen beruflichen Biografien und persönlicher Bindungen heute nicht mehr als definitorische Kriterien geeignet. Zudem können diese Kriterien in vielen Fällen objektiv erfüllt sein, ohne dass diese subjektiv durch entsprechende Selbstbeschreibungen gedeckt sind. Diese Problematik einer adäquaten Definition des Endes der Jugendzeit wird mit dem Konzept der Ausdehnung und Entstrukturierung erfasst, das auch dem vorliegenden Jugendbericht zugrunde liegt. Entsprechend dieser Entstrukturierung und Ausdehnung der Jugendphase, die sich auch in den administrativen Konzepten und Definitionen in Ministerien und Behörden ausdrückt, wird für diesen Jugendbericht die Altersgruppe auf die 12- bis 29-Jährigen festgelegt. Damit tragen wir der Tatsache Rechnung, dass durch verlängerte Bildungswege und problematischere, zum Teil auch nicht vollständig gelingende Transitionen in die Berufswelt für einen Teil der Jugendlichen der Erwachsenenstatus auch mit dem Ende des dritten Lebensjahrzehnts noch nicht erreicht ist (Postadoleszenz). Gleichzeitig sind wir uns bewusst, dass mit dieser breiten Altersspanne der Gegenstand unserer Analyse – die Jugendlichen – extrem heterogene Gestalten annehmen kann, was eine differenzierte Darlegung von Situationen und Problemen von Jugendlichen in unterschiedlichen Altersphasen und Lebenssituationen notwendig macht.

Mit dieser Ausdehnung der Jugendphase in modernen Gesellschaften verändert sich aber auch die Jugendphase selbst: Jugend ist nicht länger nur als ein Zwischenraum zwischen Kindheit und Erwachsenenstatus (Moratorium) zu begreifen. Vielmehr wird Jugend als eine eigene Lebensphase mit eigenen Werten und Orientierungen begriffen. Dieses Konzept geht zurück auf die empirische Beobachtung, dass Jugendliche durch die Verlängerung der Bildungswege gewissermaßen freigesetzt sind, sich zu entwickeln und zu individuieren. Losgelöst von der Familie und z. T. jedenfalls noch nicht den beruflichen Zwängen unterworfen, entsteht für sie ein Freiraum, in dem sie sich mehr und mehr aneinander orientieren; an den Gleichaltrigengruppen, den Peers, und den sie kennzeichnenden Jugendszenen, Jugendkulturen und Jugendcliquen. Diese spielen als jugendgemäße Formen der Vergemeinschaftung eine wichtige Rolle in der Sozialisation Jugendlicher.

Darüber hinaus liegen dem Jugendbericht eine Reihe weiterer theoretischer Konzepte zugrunde, die sich an der internationalen und nationalen sozialwissenschaftlichen Jugendforschung orientieren.

Als grundlegend ist hier sicherlich das Konzept der Individualisierung zu nennen, das seit den 1980er Jahren international als zentrales Konzept in der Jugendforschung Verwendung findet. Es beschreibt die

³ Grundsätzlich ist geplant, die in diesem Bericht nicht im Vordergrund stehenden Fragen nach den staatlichen Leistungen und den Hilfemaßnahmen für Jugendliche in einem nächsten Jugendbericht aufzugreifen.

fundamentale Tendenz der Loslösung und Freisetzung junger Menschen von lokalen Milieus, Familien und Traditionen sowie deren nachlassende Bedeutung für die Entwicklung, die Lebenswege und beruflichen Karrieren junger Menschen (Beck, 1986; Giddens, 1984). Junge Menschen können mehr und mehr selbst entscheiden, was sie werden wollen, wer sie sein wollen und mit wem sie leben wollen (Multioptionsgesellschaft) (Brosziewski, 2001). Verbunden mit dieser Zunahme an Optionen ist aber auch ein zunehmender Entscheidungszwang, der auf jungen Menschen lastet.

Obwohl das Individualisierungskonzept sich als ein zentrales theoretisches Konzept zur Beschreibung jugendlicher Entwicklungswege in modernen Gesellschaften durchgesetzt hat, ist es doch nicht frei von Kritik geblieben. Insbesondere wurde kritisiert, dass es zwar einen grundlegenden Trend beschreibt, aber zur Deskription der differenzierten empirischen Realitäten nicht ausreicht. Vor allem in den letzten Jahren wurden daher immer wieder Jugendstudien und Jugendberichte vorgelegt, in denen Konzepte der sozialen Herkunft und der sozialen Ungleichheit zur Beschreibung jugendlicher Lebenswirklichkeiten und Lebenschancen herangezogen wurden. Nicht zuletzt eigene Jugendstudien in Luxemburg (Meyers & Willems, 2008) sowie die internationalen Vergleichsstudien zur Bildungssituation und zum Bildungserfolg (u. a. PISA) haben deutlich gemacht, dass soziale Herkunft und familiäre Ressourcen nach wie vor eine große Bedeutung für die Lebenssituation und Lebenschancen junger Menschen haben. Wir wollen in diesem Jugendbericht der Bedeutung dieser Konzepte ebenfalls Rechnung tragen.

Dies gilt umso mehr für eine Gesellschaft, die sich aufgrund einer starken Immigration in den letzten Jahrzehnten auch kulturell und ethnisch zunehmend heterogen entwickelt hat (ethnische Heterogenität). Aufgrund einer zunehmend differenzierten Migration in Luxemburg, die sowohl zur Ausbildung einer klassischen Unterschicht von gering qualifizierten Migranten wie auch zur Ausbildung einer transnationalen, internationalen Elite von hoch qualifizierten Migranten geführt hat, spielt die Frage nach der sozialen Herkunft und sozialen Ungleichheit in Zusammenhang mit den kulturellen und ethnischen Besonderheiten eine wichtige Rolle bei der Bestimmung der Lebenssituation und Lebenschancen von Migrantenjugendlichen in Luxemburg.

1.4. DATENGRUNDLAGE, DATENQUELLEN UND ANALYSESTRATEGIEN

Ein wissenschaftlich fundierter Bericht muss die Datengrundlage, auf der seine Aussagen und Schlussfolgerungen basieren, offenlegen. Dies ist umso wichtiger, da dem vorliegenden Jugendbericht eine ganze Reihe unterschiedlicher Daten- und Informationsquellen zugrunde liegen. In diesem Kapitel werden zunächst die verschiedenen Datentypen beschrieben. Es wird zudem aufgezeigt, welche Probleme diese Datenbasis für den Bericht hat bzw. welche Datenlücken bestehen. Die einzelnen Datenquellen (Datenbanken, öffentliche Statistiken usw.) werden im Anhang detailliert beschrieben (siehe Anhang S. 331ff).

Art der genutzten Daten

Zur Erstellung des Jugendberichtes wurden keine eigenen primären Datenerhebungen vorgenommen, sieht man von der komplementären Erhebung des Expertenwissens in Interviews und Fokusgruppen sowie der Gemeindeumfrage ab. Dies war im vorgegebenen Zeitrahmen und mit den vorliegenden Mitteln nicht möglich. Der Bericht versteht sich folglich vielmehr als systematische Zusammenstellung des bestehenden Wissens zur aktuellen Situation Jugendlicher in Luxemburg. Bei der Ausarbeitung der verschiedenen Themenkapitel des Berichtes wird deswegen auf Daten und Informationen zurückgegriffen, die in unterschiedlichster Form verfügbar sind: nationale und internationale publizierte Studien, amtliche Datenbanken oder Statistiken, Arbeitsberichte, Dokumentationen und Arbeitsstatistiken von Institutionen. Im Folgenden werden die wichtigsten Datenquellen kurz beschrieben.

Eine erste zentrale Datenquelle des Berichtes stellen repräsentative wissenschaftliche Studien über Kinder und Jugendliche in Luxemburg im Alter von 12 bis 29 Jahren dar, die auf quantitativen

Datenerhebungen basieren. Der Jugendbericht versucht, sämtliche aktuellen nationalen Studien, welche jugendspezifische Themen behandeln, zu erfassen. In den Bericht sind auch Studien eingeflossen, die sich nur auf einen Teil der Altersgruppe (z. B. die 12- bis 18-Jährigen) oder auf einen spezifischen Anteil der im Land lebenden Jugendlichen (z. B. Schüler im Sekundarschulwesen, erwerbstätige Jugendliche) beschränken. Diese landesweit repräsentativen Studien werden zum Teil auch ergänzt durch regionale oder kommunale Studien; dies vor allem bei Themen, zu denen vergleichbare nationale Daten fehlen (z. B. Wertorientierungen von Jugendlichen).

Interessant sind vor allem Studien, die in internationale Forschungsstudien eingebunden sind (z. B. „Programme for International Student Assessment“ (PISA), „Health Behaviour in School-aged Children“ (HBSC), „Enquête sur les forces de travail“ (EFT)), da sie einen Vergleich der luxemburgischen Ergebnisse mit internationalen Ergebnissen ermöglichen. Daten zu Luxemburg tauchten bis vor wenigen Jahren in internationalen Vergleichsberichten oft nicht auf, da die nötigen Daten in Luxemburg nicht erhoben wurden oder Luxemburg aufgrund seiner Größe im Vergleich zu anderen Ländern als unwichtig eingestuft wurde. Mittlerweile existieren jedoch eine Reihe internationaler Vergleichsberichte, in denen Luxemburg auch Erwähnung findet (z. B. OECD-Bericht zur Armut, EU-Bericht zur Kinderarmut). Diese Datenberichte liefern für den Jugendbericht wichtige Referenzpunkte, um die Situation Luxemburgs im europäischen oder internationalen Vergleich einordnen und interpretieren zu können. Bei manchen Studien bestand für uns auch die Möglichkeit, auf die Primärdaten zurückzugreifen (z. B. EFT, HBSC, „Panel Socio-Économique Liewen zu Lëtzebuerg“ (PSELL), eigene Studien zum „Plan communal Jeunesse“ (PCJ)). Hier wurden zum Teil neue Auswertungen für den Jugendbericht erstellt. In anderen Fällen haben wir uns auf die vorhandene Literatur und Ergebnisberichte zu den Studien gestützt, um ausgewählte Ergebnisse in die einzelnen Themenkapitel des vorliegenden Berichtes zu integrieren. Schließlich bilden eine Vielzahl weiterer Dokumente unterschiedlichster Form wichtige Quellen. Dazu zählen u. a. Medienberichte (z. B. Zeitungs- und Zeitschriftenartikel, Internetdokumente), Gesetzeskommentare oder (Jahres-)Berichte.

Als zweite wichtige Datenquelle sind amtliche Datenbanken und Statistiken zu nennen, die von verschiedenen staatlichen Institutionen zu amtlichen Zwecken erhoben werden. Bei diesen Datenbanken handelt es sich einerseits um zum Teil sehr umfassende Datenquellen (z. B. die Arbeitslosendaten der „Administration de l'Emploi“ (ADEM), die Sterblichkeitsdaten des Gesundheitsministeriums, die Einwohnerdatenbank des „Centre Informatique de l'État“, die Schülerdatenbank des Bildungsministeriums oder die Sozialversichertendatenbank der „Inspection générale de la Sécurité Sociale“ (IGSS)), andererseits um eher spezifische und kleinere Datenquellen (z. B. die „Revenu minimum garanti“ (RMG)-Empfänger des „Service national d'action sociale“ (SNAS)), der Freiwilligen-Orientierungsdienst des „Service National de la Jeunesse“ (SNJ), die Studierendenbeihilfen des „Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur“ (CEDIES) oder der Datensatz zur Migration des STATEC). Auch hier wurde dem Forscherteam zum Teil der Zugriff auf die Rohdaten ermöglicht, so dass spezifische Analysen für den Jugendbericht erstellt werden konnten.

Als weitere wichtige Informationsquellen zählen u. a. unveröffentlichte Dokumentationen, Jahresberichte, Aktivitätsberichte von Institutionen, Konzeptpapiere oder spezielle Datenauswertungen von Verwaltungen.

Beurteilung der Datengrundlage und Folgen für den Jugendbericht

Die Nutzbarkeit vorhandener Daten ist in erheblichem Maße von deren Qualität bestimmt. Die verschiedenen Daten sind durch jeweils spezifische Vor- und Nachteile gekennzeichnet.

Als positiver Aspekt ist sicherlich das breite Spektrum an unterschiedlichen Datenquellen zu nennen, anhand derer die Themen und Fragestellungen des Berichtes bearbeitet werden können. Für einzelne Themen sind z. T. mehrere Datenquellen vorhanden, wodurch die Analysen und Interpretationen gewissermaßen auf einem breiteren Datenfundament stehen. Auch können damit Schwächen und Grenzen einzelner Datenquellen ausgeglichen bzw. kontrolliert und diese um weitere Perspektiven ergänzt werden. Weiterhin

ermöglicht die internationale Einbettung in einer Reihe von nationalen Studien den direkten Vergleich der luxemburgischen Ergebnisse mit jenen anderer Länder.

Neben den Vorteilen sind mit der Nutzung von Sekundärdaten aber auch gewisse Schwierigkeiten verbunden: Beim Rückgriff auf Daten- und Forschungsberichte können wir die Auswertung der Daten nicht in jedem Fall verifizieren und müssen uns auf die Analysen eines externen Forscherteams verlassen. Der Rückgriff auf unterschiedliche Daten- und Informationsquellen hat auch zur Folge, dass gelegentlich widersprüchliche Ergebnisse vorliegen, für deren Differenzen jedoch keine offenkundigen Gründe ersichtlich sind.

Ein besonderes Problem bei der Verwendung von amtlichen Daten besteht darin, dass sie nicht zu einem wissenschaftlichen Zweck erhoben werden. Amtliche Daten erfüllen immer einen konkreten Nutzen für das zuständige Amt, z. B. das Erstellen von Steuerkarten oder das Verwalten arbeitssuchender Personen. Die Datenbanken werden zudem nicht zu einem bestimmten Zeitpunkt erstellt, sondern permanent erweitert und fortgeschrieben. Die Genauigkeit und Qualität dieser Daten hängt von vielen Faktoren ab, die nur schwer kontrollierbar sind. Auch die Stichprobe solcher Datenbanken ist kritisch zu hinterfragen, da sie Personen enthalten, die den Kriterien des jeweiligen Amtes entsprechen. Trotz dieser Schwierigkeiten sind die amtlichen Datenbanken für den Jugendbericht unverzichtbar, da sie Daten enthalten, die nicht in Form von z. B. Umfragedaten vorliegen und zum Teil auch aktueller als Umfragen sind.

Ein weiteres Problem der vielfältigen Datenquellen sind die z. T. sehr unterschiedlichen Stichproben und Definitionen. Diese unterscheiden sich oft bezüglich des Alters der erfassten Jugendlichen (z. B. beziehen einige Datenquellen Jugendliche ab 15 Jahre ein, andere Jugendliche ab 12 Jahren). Weiterhin fallen vor allem in internationalen Studien die Fallzahlen der Jugendlichen innerhalb der Gesamtstichprobe für Luxemburg sehr gering aus, wodurch detailliertere Auswertungen oft kaum aussagekräftige Ergebnisse zulassen.

Für den vorliegenden Bericht konnte eine Vielzahl bestehender Daten und Forschungsergebnisse zusammengetragen werden. Mit dem Bericht wird versucht, aus den einzelnen Studien und Daten ein zusammenhängendes Bild zur Jugend in Luxemburg zu erstellen. Dabei wurde aber auch deutlich, dass zu vielen Fragestellungen keine Daten existieren oder aber diese nicht in einer Form vorliegen, die weiterführende Analysen ermöglichen (Problem der Standardisierung und Homogenisierung der Daten). Notwendig wären hier systematische umfassende und langfristig angelegte Datenerhebungen. In den Schlussfolgerungen der einzelnen Themenkapitel und in Kapitel 9.7 werden die thematischen Forschungsdesiderata genauer beschrieben.

Auswertungsstrategien und Analysedimensionen

Bei der Auswertung der für diesen Jugendbericht zusammengetragenen wissenschaftlichen Daten und administrativen Statistiken wurde systematisch versucht, bestimmte theoretische Konzepte zu berücksichtigen, d.h. die Auswertungen wurden auf Basis zentraler Erklärungsvariablen durchgeführt. Dazu zählen das Alter, das Geschlecht, die Nationalität und die soziale Herkunft.

Das Alter ist aufgrund der breitgefassten Altersbegrenzung (12 bis 29 Jahre) in diesem Jugendbericht eine wichtige analytische Kategorie, die den unterschiedlichen Gruppen von Jugendlichen und ihren jeweils eigenen Problemen und Lebenssituationen gerecht wird. Zu den hier in den Blick gefassten Jugendlichen gehören sowohl 12- bis 14-jährige Schülerinnen und Schüler, die noch zu Hause bei ihren Eltern wohnen und die ersten Beziehungserfahrungen machen; wie auch 16- bis 18-jährige Jugendliche, die den Übergang in das Berufsleben als große Hürde vor sich haben und dabei sind, sich von ihren Elternhäusern zu lösen; und schließlich auch die 25- bis 29-Jährigen, die ihr Hochschulstudium abgeschlossen haben aber z. T. noch bei ihren Eltern wohnen und von diesen finanziert werden oder als Berufstätige schon ins Arbeitsleben integriert sind und schon eine eigene Familie gegründet haben. Diese ganz unterschiedlichen Situationen und Lebenslagen können hier durch eine altersdifferenzierte Analyse abgebildet werden.

Das Geschlecht stellt die zweite wichtige analytische Kategorie dar. Sie trägt der Tatsache Rechnung, dass zentrale Aspekte der Sozialisation, der Entwicklung der Identität und des Verlaufs von Bildungs- und Berufskarrieren durch die soziale Konstruktion von Geschlechtsrollen und die damit zum Ausdruck kommenden gesellschaftlichen Erwartungen und Normierungen gekennzeichnet sind. Bei der Analyse der Daten wird daher, soweit dies sinnvoll ist und die entsprechenden Daten auch vorliegen, systematisch auf geschlechtsspezifische Unterschiede hingewiesen. Hier wird dann auch von Jungen und Mädchen, Schülern und Schülerinnen, Studenten und Studentinnen, Freunden und Freundinnen usw. gesprochen.⁴

Die Nationalität ist im Rahmen unserer Analyse eine Hilfskategorie. Angesichts fehlender Informationen über den Migrationshintergrund bzw. die differenziellen kulturellen Kontexte und Ressourcen der Jugendlichen bei der Mehrzahl der Statistiken und auch der wissenschaftlichen Daten, wollen wir über diese Variable einen zentralen Aspekt der unterschiedlichen Lebensverhältnisse von Jugendlichen in Luxemburg abbilden. Sowohl für Fragen der Identitätsentwicklung und biografischen Karrieren, als auch für die Bildungsbeteiligung, die soziale Integration und die politische Partizipation sind Migrationserfahrungen und damit zusammenhängende kulturelle Orientierungen und soziale Benachteiligung von zentraler Bedeutung. Der Bericht unterscheidet zwischen „Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität“ und „Jugendlichen mit anderer bzw. nichtluxemburgischer Nationalität“. Wenn alle in Luxemburg wohnhaften Jugendlichen gemeint sind, wird der Begriff „luxemburgische Jugendliche“ verwendet. Verschiedene Nationalitätengruppen werden wegen der geringen Fallzahlen teilweise zusammengefasst dargestellt (EU-15, EU-27). Jugendliche mit einer Nationalität der Nachfolgestaaten Jugoslawiens werden als „ex-jugoslawisch“ bezeichnet, wie diese Kategorie auch in den ausgewerteten Statistiken angewandt worden ist.⁵

Die vierte Analysedimension bildet die soziale Herkunft der Jugendlichen. Unter diesem Begriff wird die Differenzierung der Jugendlichen und ihren Familien nach objektiven Statusmerkmalen wie dem Einkommen, dem Beruf oder dem Bildungsstand der Eltern verstanden. Dem liegt die Auffassung zugrunde, dass nach wie vor deutliche Ungleichheitsstrukturen innerhalb moderner Gesellschaften bestehen (Noll, 1999), und dass die mit Ungleichheit verbundenen unterschiedlichen Ressourcen, Lebensstile und Aspirationen von entscheidender Bedeutung für die Beschreibung der Lebensverhältnisse der Jugendlichen und für deren Handlungen sind. In den 1980er Jahren hatten Autoren wie Ulrich Beck und Stefan Hradil angesichts der zunehmenden „Auflösung von sozialen Klassen und Schichten“ (vgl. Noll, 1999, S. 148) eine Diskussion über die traditionellen Schichtkonzepte angestoßen. Aktuelle Untersuchungen zu sozialen Schichten oder subjektiver Schichtzugehörigkeit (vgl. Geißler, 1996; Wright, 2000) zeigen, dass diese Kategorien immer noch stark differenzieren und ein wichtiges Konzept für die Analyse unterschiedlicher Bedingungen des Aufwachsens für Kinder und Jugendliche sind.

In den Sozialwissenschaften besteht keine Übereinkunft zu einem allgemeingültigen Indikator für die Darstellung sozialer Herkunft. Je nach theoretischer Orientierung wird die soziale Herkunft mit unterschiedlichen Variablen oder Indikatoren operationalisiert. Einen großen Einfluss auf die Analysen zu sozialer Herkunft und sozialen Klassen haben die wissenschaftlichen Arbeiten von Pierre Bourdieu. Er stellt heraus, dass die soziale Herkunft sowohl über das ökonomische Kapital (also die finanziellen Ressourcen wie Einkommen usw.) als auch das kulturelle Kapital (Bildung, Wissen, gute Manieren) und das soziale Kapital (Netzwerke, Beziehungen) vermittelt wird (Bourdieu, 1983).

In diesem Bericht bleibt die soziale Herkunft oder das soziale Milieu der Jugendlichen und ihrer Familie eine wichtige Analysedimension zur Erklärung der unterschiedlichen Lebenssituation und Chancen der Jugendlichen. Da jedoch keine einheitliche Definition oder Umsetzung der Variable in den

4 Im Allgemeinen wird jedoch aus Gründen der besseren Lesbarkeit nur eine Schreibform, in diesem Fall die männliche, benutzt. Wird also im Bericht nur von den Jugendlichen gesprochen, so sind hiermit die männlichen und weiblichen Jugendlichen gemeint.

5 Meist sind dies Jugendliche aus Kroatien, Bosnien-Herzegowina, Montenegro, Serbien oder Mazedonien.

Sozialwissenschaften besteht und die verfügbaren Daten und Studien (wenn überhaupt) mit entsprechend unterschiedlichen Konzepten arbeiten, wird in den verschiedenen Kapiteln auf je unterschiedliche Variablen zur Beschreibung dieser Dimension zurückgegriffen. Die HBSC-Studie hat einen eigenen Indikator entwickelt, die „Family Affluence Scale“ (FAS), um den Familienwohlstand der Jugendlichen abzubilden. Diese setzt sich aus unterschiedlichen Variablen, nämlich dem Besitz eines Autos, eines eigenen Zimmers, eines Computers und der Anzahl der Urlaube zusammen (vgl. Currie et al., 2008). Die meisten Studien entwickeln jedoch keinen eigenen Indikator, sondern entscheiden sich für eine Variable, z. B. die berufliche Position, das Bildungsniveau oder das verfügbare Einkommen. So wird in der PISA-Studie zur Bestimmung des sozioökonomischen Status der Eltern auf deren beruflichen Status zurückgegriffen (vgl. Burton et al., 2007). Die EFT-Studie nutzt u. a. den höchsten Bildungsstand des Familienvorstandes, während die PSELL-Studien des CEPS die soziale Herkunft mittels des verfügbaren Einkommens eines Haushalts operationalisieren.

1.5. INDIKATOREN: KONZEPTE UND IHRE VERWENDUNG

Die Entwicklung geeigneter Indikatoren gehört zu den zentralen Aufgaben und Herausforderungen jeder Form der Sozialberichterstattung (Hoffman-Nowotny, 1977). Indikatoren sind Messinstrumente, mit denen die Sozialwissenschaften die Lebenslagen, die Lebensqualität sowie die Probleme einer Gesellschaft oder aber verschiedener ihrer Teilgruppen wie z. B. Kinder und Jugendliche beschreiben. Sie sollen zuverlässig und objektiv Veränderungen in den untersuchten Gegenstandsbereichen in der Zeit darstellen können und zugleich durch internationale Vergleiche eine Grundlage für die Einschätzung und Interpretation der Daten liefern. Fließen mehrere Indikatoren unterschiedlicher Themen mit dem Ziel der ausführlichen Beschreibung der Gegenstandsbereiche mit ein, können wir von einem Indikatorensystem sprechen.

In diesem Bericht wurde ebenfalls auf Indikatoren im Sinne von methodischen Hilfsmitteln zurückgegriffen. Die Erstellung eines vollständig theoriegeleiteten Indikatorensystems zur Abbildung und Beschreibung der Lebenslagen Jugendlicher wurde jedoch für dieses Berichterstattungsprojekt nur ansatzweise realisiert, da eine ausführliche Ausarbeitung eines solchen Indikatorensystems einer langwierigen und ausführlichen konzeptionellen Arbeit bedarf. Eine solche theoriegeleitete Entwicklung eines Indikatorensystems muss schon als eigenständige Arbeit betrachtet werden, und stellt damit eine Aufgabe für die Zukunft dar. Eine genauere schrittweise Beschreibung eines solchen Vorhabens ist im Kapitel 9.5 beschrieben.

Gleichwohl haben wir uns mit der Suche nach geeigneten Indikatoren und der Bildung von Indikatoren für die verschiedenen Themenfelder und Dimensionen beschäftigt. Dabei wurden in einem ersten Schritt die Themenbereiche der jeweiligen Kapitel zur Beschreibung der Lebenslagen Jugendlicher definiert. Hier haben theoretische Modelle, internationale Indikatorensysteme aber auch die Diskussionen in den Fokusgruppen wichtige Orientierungshilfen gegeben. Diese Themenbereiche stellten zudem die Grundstruktur der jeweiligen Kapitel dar und waren hilfreich bei der Strukturierung der inhaltlichen Themenkapitel Bildung, Transition, Integration, Armut, Gesundheit und Partizipation.

In einem zweiten Schritt wurden die Themenbereiche in zentrale Dimensionen aufgegliedert. Diese liegen im Gegensatz zu den Themenbereichen schon näher an den beobachtbaren und konkreten Sachverhalten und stellen auch bereits variable Größen dar (Beispieldimension: Bildungsbeteiligung in Sekundarschulen, Arbeitslosigkeit bei Jugendlichen). Allerdings sind diese Dimensionen zu allgemein, um präzise Phänomene messen zu können.

Ausgehend von den Dimensionen wurden in einem dritten Schritt präzise und sensitive Indikatoren gebildet, die unterschiedliche Aspekte und Perspektiven der Dimensionen beleuchten. Diese Indikatoren sollen möglichst ausführlich und bestmöglich die Inhalte, Begriffe und Phänomene der Themenbereiche beschreiben und benennen.

Ein vierter Schritt bestand darin, spezifische Merkmale und methodische Aspekte hinsichtlich der formulierten Indikatoren zu definieren. Nach und nach wurden so die indikatorenspezifischen Fragestellungen, die Definitionen der Indikatorenvariablen und Analysedimensionen, die Skalenniveaus, die zeitlichen Rahmen der Daten, die Datenquellen und die Literatur für jeden Indikator ausgearbeitet.

Mit Hilfe dieses letzten Arbeitsschrittes konnten die theoretisch gebildeten Indikatoren auf ihre mögliche Umsetzbarkeit hin überprüft werden. Vor allem die Verfügbarkeit der Daten im Hinblick auf die jeweiligen Indikatoren („data driven approach“) entschied über die mögliche Verwendung des Indikators, bzw. zwang uns einzelne Indikatoren nachträglich umzudefinieren und an die verfügbaren Daten anzupassen. Ziel war es, diejenigen Indikatoren auszuwählen, die den gegebenen Sachverhalt und die damit verbundenen Messziele am besten abbilden konnten und die gleichzeitig realisierbar waren. Die anderen Indikatoren, welche diese Voraussetzungen nicht erfüllten, wurden in der weiteren Arbeit nicht weiter berücksichtigt. Es handelt sich somit um eine pragmatische Herangehensweise zur Identifikation der verwendeten Indikatoren.

Ein zentrales Ziel bei der Entwicklung eines Indikatorensystems als Grundlage für die luxemburgische Jugendberichterstattung ist die Identifikation einer Reihe von Kernindikatoren, anhand derer in Zukunft Veränderungen und Entwicklungen im Jugendbereich zuverlässig abgebildet werden können. Zusätzlich zu dieser auf Vergleichbarkeit ausgerichteten Zielsetzung gilt es jedoch, das Indikatorensystem offen zu halten und den jeweiligen theoretischen Fragestellungen und Konzepten, sowie den politischen Zielen kontinuierlich anzupassen und nachhaltig weiter zu entwickeln. Dies impliziert natürlich auch, dass die Vergleichbarkeit in den jeweiligen Themenbereichen über die Zeit hinweg nur im Bereich der festzulegenden Kernindikatoren gewährleistet ist. Bei dem zukünftigen Indikatorensystem zum Jugendbericht handelt es sich somit nicht um ein abgeschlossenes System, das zu verschiedenen Zeitpunkten unverändert angewendet werden kann, sondern eher um ein dynamisches und offenes System. Auch wenn gewisse Kernindikatoren über unterschiedliche Messzeitpunkte hinweg regelmäßig benutzt werden, muss das Indikatorensystem immer wieder an neue Sachverhalte und den aktuellen Forschungsstand angepasst werden, müssen neue Indikatoren entsprechend neuer Fragestellungen aufgenommen werden und andere weggelassen werden.

Über diesen gesamten Prozess hinweg wurden immer wieder Vergleiche mit bereits bestehenden internationalen Indikatorensystemen in den jeweiligen Bereichen gezogen, welche eine wichtige Referenz und Orientierungslinie beim Entwurf von Indikatoren darstellen. Hierzu wurden vor allem die Berichte der OECD (u. a. mit der Publikation „Education at a glance“, 2008), der Europäischen Kommission, der UNESCO, der „European Community Health Indicators Projects“ (ECHI) sowie weitere nationale Berichte verwendet. Damit wird neben der Berücksichtigung nationaler Besonderheiten und Themenbereichen auch eine internationale Vergleichbarkeit gewährleistet. Aus der Kombination der theoretischen und der datenspezifischen Ansätze und mit Hilfe der jeweiligen Entwicklungsschritte sind für jedes Kapitel eigenständige Variablen und Indikatoren entstanden.

1.6. DER AUFBAU DES BERICHTES UND DIE VERNETZUNG DER KAPITEL

Der vorliegende Jugendbericht ist in drei Teile gegliedert: Im ersten Teil des Berichtes (I) wird neben diesem einführenden Kapitel, das sich mit der Konzeption, den Zielsetzungen und Themenschwerpunkten des Berichts befasst, in einem zweiten Kapitel eine demografische Beschreibung der Zielgruppe des Berichtes geliefert.

Der zweite Teil (II) befasst sich mit sechs empirisch aufgearbeiteten Themenbereichen:

- Jugend in schulischen und außerschulischen Bildungs- und Lernwelten
- Jugend im Übergang in die Arbeitswelt
- Integrations- und Partizipationsdefizite von Jugendlichen mit Migrationshintergrund
- Armut, Armutsrisiko und soziale Exklusion von Kindern und Jugendlichen

- Gesundheit und Wohlbefinden im Jugendalter
- Partizipation und freiwilliges Engagement: Jugendliche als Akteure in Politik und Gesellschaft

Im dritten Teil des Berichts (III) werden abschließend Perspektiven und Herausforderungen für Jugendforschung, Jugendarbeit und Jugendpolitik in Luxemburg dargestellt.

Im Folgenden möchten wir näher auf die sechs empirischen Kapitel (Teil II) eingehen. Deren Reihenfolge folgt dabei einer gewissen Logik, die auch für die Vernetzung der Kapitel untereinander eine wichtige Rolle spielt.

Das erste empirische Kapitel befasst sich mit der Bildung im weitesten Sinne. Wir möchten uns hierbei nicht nur auf die Beschreibung der Situation der Jugendlichen in den schulischen Bildungssystemen beschränken, da für die Jugendlichen die außerschulische Bildung zunehmend wichtiger wird. Das Bildungskapitel steht auch bewusst an erster Stelle, da das Thema für die Beschreibung der Lebenssituation der Jugendlichen grundlegend ist. Das Bildungssystem ist oft die erste gesellschaftliche Institution, mit der sich Kinder und Jugendliche auseinandersetzen. Dabei besitzen die Kinder und Jugendlichen im luxemburgischen Schulsystem nicht alle die gleichen Chancen, einen Abschluss zu erreichen. Kinder und Jugendliche aus sozial schwächeren Familien, oftmals nichtluxemburgischer Herkunft schneiden im luxemburgischen Schulsystem durchschnittlich schlechter ab. Diese soziale Ungleichheit hat weitere Konsequenzen in anderen Bereichen wie dem Übergang zum Arbeitsmarkt. Das zweite empirische Kapitel des Jugendberichtes befasst sich mit den vielfältigen Aspekten der Transition der Jugendlichen von der Schule zum Arbeitsmarkt. Neben der Schule bestimmt noch immer die bezahlte Arbeit ganz wesentlich den Lebenslauf und die Identität eines jungen Heranwachsenden und ist ein wichtiger Schlüssel gesellschaftlicher Teilhabe und Integration. Auch hier finden sich an verschiedenen Stellen die Zusammenhänge zwischen sozialer Herkunft und beruflichen Positionen wieder. Im dritten empirischen Kapitel wird das Thema der Integration der Jugendlichen mit Migrationshintergrund in Luxemburg diskutiert. Hier werden sowohl Probleme aber auch Potenziale dieser Integration angeschnitten. Ein ähnlich transversal strukturiertes Kapitel stellt das vierte Kapitel zur Armut bei Kindern und Jugendlichen dar, in dem die Armut in Luxemburg und ihre vielfältigen Aspekte diskutiert und Verbindungen zur Bildungs-, Arbeits- oder Wohnungssituation der Jugendlichen hergestellt werden. Die beiden letzten Themenkapitel des Jugendberichtes präsentieren zwei Konzepte, Gesundheit und Partizipation, die den gesamten Lebenslauf und alle Lebensbereiche der Heranwachsenden durchziehen und strukturell vielfältig mit den anderen Bereichen verbunden sind.

Allen Kapiteln liegt ein gemeinsames Darstellungsprinzip zugrunde, das eine Vergleichbarkeit und Vernetzung der Kapitel untereinander sicherstellen soll. So werden in allen Kapiteln die gleichen Analysedimensionen verwendet, die als horizontale Dimensionen alle Kapitel durchziehen. Neben dem Geschlecht, der Nationalität und dem Alter ist dies auch die soziale Herkunft, die als Kategorie im Demografiekapitel umrissen wird und sich in allen thematischen Kapiteln wiederfindet, so dass sich hier auch ein Bild der Jugendlichen aus den unterschiedlichen sozialen Milieus erstellen lässt.

Die hier aufgezählten sechs Themenbereiche stellen wichtige Lebensbereiche der Jugendlichen in Luxemburg dar, decken jedoch nicht alle Bereiche oder Lebenssituationen Jugendlicher heute ab. Dieser Jugendbericht musste Schwerpunkte setzen und konnte deswegen nur eine Auswahl von Themen behandeln. Andere Bereiche, denen auch eine besondere Aufmerksamkeit zukommen müsste, sind z. B. Jugend und Medien, Jugendkultur, Jugendfreizeit, Jugend und Familie. Teilweise finden sich diese Themen im Bericht unter unterschiedlichen Aspekten in verschiedenen Kapiteln wieder. So wurde das Thema Jugendfreizeit etwa unter dem Aspekt der nonformalen und informellen Bildung oder unter dem Aspekt der Partizipation der Jugendlichen in Freizeitvereinen behandelt. Die Freundschaften der Jugendlichen in ihrer Freizeit werden im Zusammenhang mit luxemburgischen-ausländischen Freundesgruppen der Jugendlichen im fünften Kapitel zur Integration untersucht.

Ein weiteres aktuelles und in der Jugendphase wichtiges Thema ist der Bereich Jugend und Medien. Auch wenn das Thema nicht als integraler Bereich untersucht werden konnte, werden verschiedene

Aspekte in einzelnen Kapiteln behandelt: die Nutzung neuer Medien durch die Jugendlichen wird im Kapitel zur Bildung unter dem Aspekt der informellen Bildung beschrieben; im Kapitel zur Gesundheit werden Zusammenhänge zwischen Medienkonsum und Gesundheit erläutert bzw. das Problem des Cyberbullying beschrieben; das Kapitel zur Partizipation beleuchtet das Thema der Beteiligung Jugendlicher in den Medien bzw. die Rolle der Medien für die Beteiligungsbereitschaft der Jugendlichen.

1.7. FUNKTIONEN UND ZIELE DES JUGENDBERICHTES

Der vorliegende Bericht hat zum Ziel, das Wissen über die Lebenssituation junger Menschen im Land systematisch aufzuarbeiten und in einem integrierten Gesamtbericht zusammenzuführen. Der Jugendbericht richtet sich an verschiedene Adressaten aus Politik, Praxis und Wissenschaft und kann für diese Adressatengruppen jeweils spezifische Funktionen und Ziele erfüllen.

Für das politische System bildet die Jugendberichterstattung vor allem eine Daten- und Informationsgrundlage, die eine wichtige Referenz für den politischen Diskurs und den Prozess der demokratischen Entscheidungsfindung sein kann. Auf Basis der wissenschaftlichen Befunde des Berichtes können spezifische Problemstellungen und Handlungsbedarfe identifiziert werden. Die im Bericht formulierten Herausforderungen können daher als ein Diskussionsbeitrag für die jugendrelevanten Politiken gelesen werden. Wie im demokratischen Entscheidungsprozess mit dem Bericht umgegangen wird kann freilich nicht durch den Bericht bestimmt oder vorgegeben werden. Was die Berichterstattung aber langfristig zu leisten in der Lage ist, betrifft die kontinuierliche Reflexion über gesellschaftliche Bedingungen und Strukturen des Aufwachsens für Jugendliche. Dabei können die wissenschaftlichen Befunde Hinweise auf Problemlagen und Handlungsmöglichkeiten geben und über die Fachpraxis und die Öffentlichkeit auf die Gesetzgebungskultur der Politik Einfluss nehmen. In langfristiger Perspektive bilden wissenschaftliche Erkenntnisse – kondensiert und komprimiert zusammengestellt – daher eine wichtige Quelle für gesellschaftlichen Fortschritt in einer reflexiven Moderne.

Auch für die Fachpraxis der Jugendarbeit kann der Bericht eine wichtige Funktion haben. Die Rezeption des Berichtes kann in Fachdiskursen der verschiedenen Träger, Verbände und Hilfestrukturen im Jugendbereich seinen Ausdruck finden und eine wichtige orientierende Funktion für die Praxis sein. Der Bericht stellt zudem eine umfassende und systematische Beschreibung der Situation der Jugendlichen dar, die als Hintergrund und Referenzrahmen für die je spezifischen Praxiserfahrungen große Bedeutung haben können.

Aus Perspektive der Wissenschaft ist der vorliegende Bericht als eine auf empirischen Daten basierende Beschreibung und Analyse der Situation und spezifischen Problemlagen der luxemburgischen Jugendlichen zu verstehen, die auch in einen theoretischen Leitrahmen eingebettet ist. Damit hält der Bericht methodologisch und theoretisch den Anschluss an den nationalen und internationalen wissenschaftlichen Diskurs. Zudem kann der Bericht für die zukünftige Ausrichtung und Konzeption der luxemburgischen Forschung wichtige Impulse geben. Der Jugendbericht als ein „state of the art“ von Theorieentwicklung und empirischen Grundlagen in Luxemburg kann die Herausforderungen für die zukünftige Forschungsarbeit definieren. Gerade mit Blick auf eine langfristig angelegte Berichterstattung ist die Formulierung von Forschungsprojekten auch für die Berichterstattung selbst von großer Bedeutung.

2. Jugenddemografie und Strukturen

2.1. EINLEITUNG

Im Folgenden soll ein Blick auf die Zielgruppe und somit den Gegenstand dieses Jugendberichtes geworfen werden. Luxemburg ist wie viele (post-)industrielle, (post-)moderne Gesellschaften durch einen demografischen Wandel gekennzeichnet, der vielfältige Konsequenzen für die gesellschaftliche Position und Lebenssituation der Jugendlichen hat. Im Kapitel 2.2 werden die Bevölkerungsentwicklung und die Prognosen für Luxemburg im europäischen Vergleich beschrieben und einige Konsequenzen für die Jugendlichen aufgezeigt.

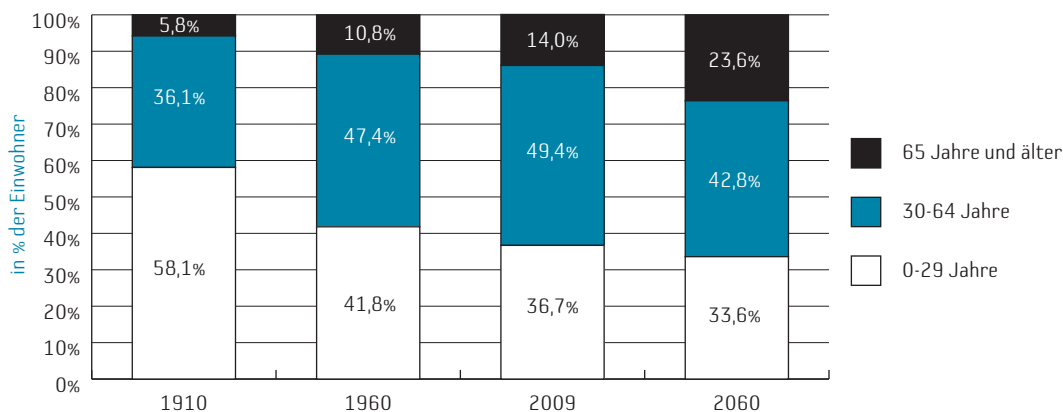
In Kapitel 2.3 werden Strukturen der jugendlichen Bevölkerung Luxemburgs skizziert. Neben den Verteilungen nach Geschlecht, Alter und Nationalität werden auch räumliche, soziale, materielle und kulturelle Ungleichheitsstrukturen in Luxemburg aufgezeigt.

2.2. JUGEND IM KONTEXT DES DEMOGRAFISCHEN WANDELS

Bevölkerungsstruktur im Zeitvergleich

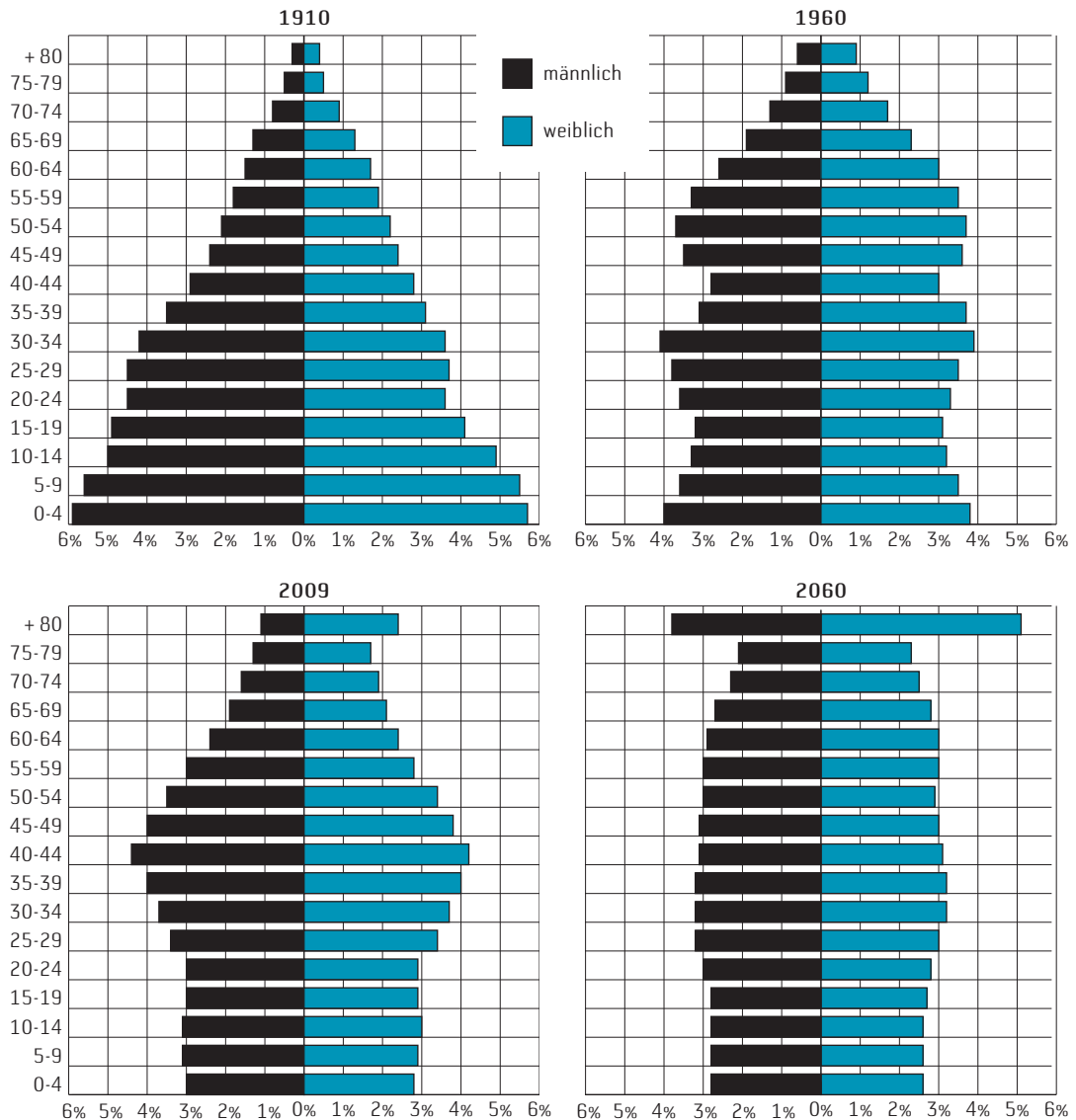
Die Bevölkerung Luxemburgs zeichnet sich durch eine gravierende Veränderung der Altersstruktur während des letzten Jahrhunderts aus. Besonders deutlich ist dies im Vergleich der Altersgruppen von 1910 mit denen von heute zu erkennen (siehe Abbildung 2.1).

Abbildung 2.1.: Altersgruppen im Vergleich 1910, 1960, 2009 und 2060



Quellen: 1910: Daten der Bevölkerungszählung vom 01.12.1910 in: Office de Statistique, 1938; 1960: Daten der Bevölkerungszählung vom 31.12.1960 aus der Datenbank Eurostat (Datenfichier demo_pjan vom 04.02.2010); 2009: Bevölkerungsschätzung des STATEC zum 01.01.2009 (Datenfichier b1150 vom 24.04.2009); 2060: Datenbank Eurostat (Datenfichier proj_08c2150p vom 24.04.2008); n 1910 = 259.891; n 1960 = 314.889; n 2009 = 493.500; n 2060 = 731.702

Abbildung 2.2.: Alterspyramiden nach Geschlecht im Vergleich 1910, 1960, 2009 und 2060



Quellen: 1910: Daten der Bevölkerungszählung vom 01.12.1910 in: Office de Statistique, 1938; 1960: Daten der Bevölkerungszählung vom 31.12.1960 aus der Datenbank Eurostat (Datenfichier demo_pjan vom 04.02.2010); 2009: Bevölkerungsschätzung des STATEC zum 01.01.2009 (Datenfichier b1150 vom 24.04.2009); 2060: Datenbank Eurostat (Datenfichier proj_08c2150p vom 24.04.2008); n 1910 = 259.891; n 1960 = 314.889; n 2009 = 493.500; n 2060 = 731.702; Erläuterung: in Prozent der jeweiligen Gesamtbevölkerung

Abbildung 2.1 zeigt deutlich, dass im Jahr 1910 die Gruppe der 0- bis 29-Jährigen die Basis der Bevölkerung bildet mit einem Anteil von fast 60 %. Bereits 1960 ist dieser Anteil auf ungefähr 40 % gefallen; 2009 liegt er nur noch bei 36,7 %; im Jahr 2060 wird er laut Prognose nur noch bei 33,6 % liegen. Gleichzeitig

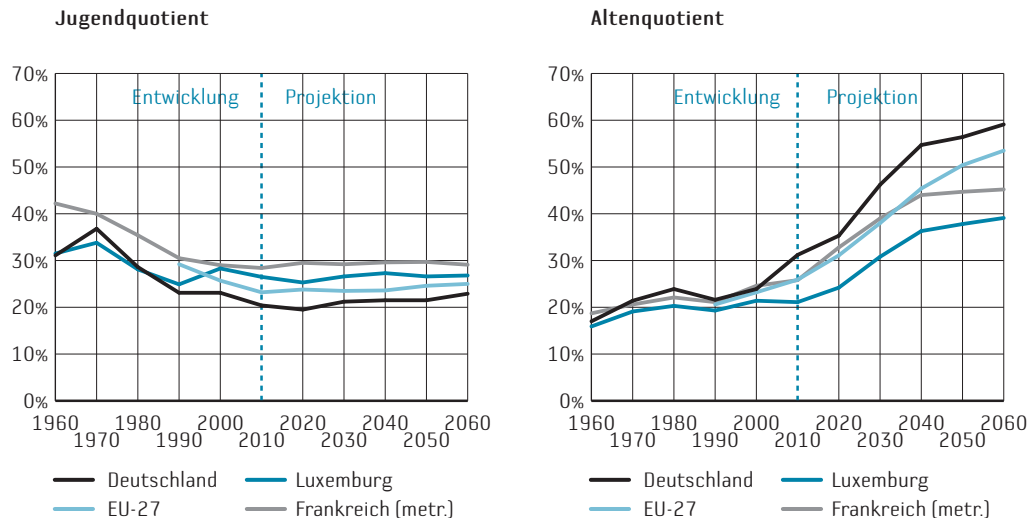
ist der Anteil der älteren Bevölkerung (65 Jahre und älter) in diesem Zeitraum deutlich angestiegen: von 5,8 % im Jahr 1910 auf 10,8 % im Jahr 1960 auf 14 % im Jahr 2009. Für das Jahr 2060 prognostiziert Eurostat, dass der Anteil der Älteren über 64 Jahre auf fast 24 % ansteigen wird.

Diese deutliche Überalterung der luxemburgischen Bevölkerung zeigen auch die Alterspyramiden in der Abbildung 2.2. Kann man bei der Altersstruktur von 1910 noch von einer klassischen Alterspyramide sprechen, bei der die jüngsten Alterskohorten die bevölkerungsstärksten Altersjahrgänge ausmachen, so entfallen im Jahr 2009 die bevölkerungsstärksten Altersjahrgänge auf die mittleren Altersjahrgänge. Typische Kennzeichen dieser Altersstruktur sind eine niedrige Geburtenrate, die zu einer Abnahme der jüngeren Altersjahrgänge führt, gekoppelt mit einer zunehmenden Lebenserwartung, die zur Zunahme der älteren Bevölkerung führt. Eine Bevölkerungsprojektion für Luxemburg für das Jahr 2060 (Eurostat, 2008) zeigt, dass vor allem die älteren Altersklassen über 80 Jahre stark zulegen werden: Im Vergleich zu 2009 werden sie bis 2060 ihren Anteil mehr als verdoppeln.

Luxemburg im europäischen Vergleich

Um einen Vergleich zwischen der Altersstruktur der luxemburgischen Bevölkerung mit jener in anderen europäischen Ländern durchzuführen, wird hier auf zwei gängige Indikatoren zurückgegriffen: den Jugend- und den Altenquotienten. Der Jugendquotient ergibt sich aus dem Verhältnis zwischen der jungen (nicht erwerbstätigen) Bevölkerung (unter 15 Jahren) und der Zahl der Personen im erwerbsfähigen Alter (zwischen 15 und 64 Jahren). Ähnlich rechnet der Altenquotient die Zahl der älteren Bevölkerung (65 Jahre und älter) im Verhältnis zur erwerbstätigen Bevölkerung. Diese Indikatoren werden ebenfalls genutzt, um die Belastung durch nichterwerbstätige Personen auf die Gruppe der erwerbstätigen Personen zu berechnen.

Abbildung 2.3.: Jugendquotient und Altenquotient von Luxemburg, Deutschland, Frankreich und EU-27 von 1960 bis 2060



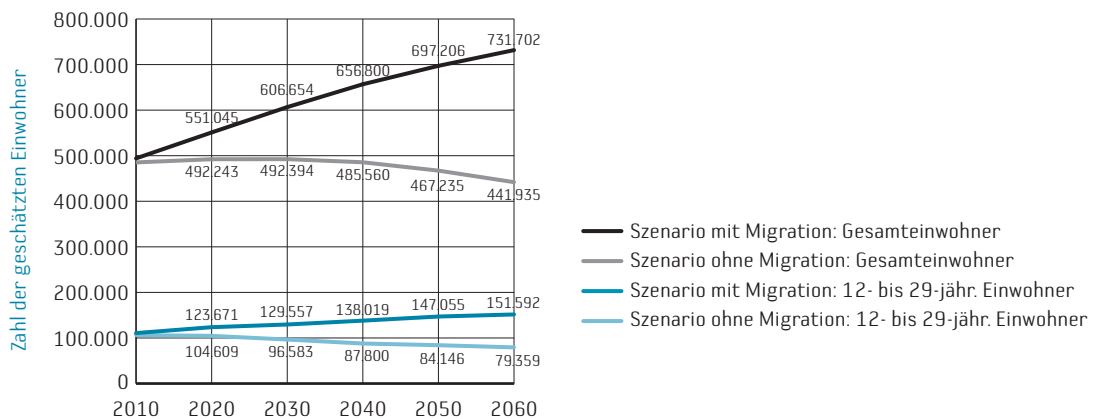
Quellen: 1960-2000: Datenbank Eurostat (Datenfichier demo_pjan vom 04.02.2010); 2010-2060: Datenbank Eurostat (Datenfichier proj_08c2150p vom 24.04.2008); Erläuterung: Jugendquotient = Anteil der Bevölkerung unter 15 Jahren bezogen auf die Bevölkerung im Alter von 15 bis 64 Jahren; Altenquotient = Anteil der Bevölkerung im Alter von 65 und mehr Jahren bezogen auf die Bevölkerung im Alter von 15 bis 64 Jahren

Abbildung 2.3 zeigt, dass in den 1960er Jahren die Jugendquotienten Luxemburgs, Frankreichs und Deutschlands jeweils über 30% lagen, während die Altenquotienten für diese Länder noch unter 20% lagen. Durch die Bevölkerungsentwicklung der vergangenen 50 Jahre ist der Jugendquotient in den betreffenden Ländern jedoch deutlich gesunken, während der Altenquotient gestiegen ist. Die Bevölkerungsprognosen bis zum Jahr 2060 zeigen für alle europäischen Länder ein rapides Ansteigen des Altenquotienten, während der Jugendquotient bei den meisten Ländern stagniert. In Luxemburg scheint dieser Prozess der Überalterung weniger stark ausgeprägt zu sein. Der Jugendquotient liegt heute und – der Prognose zufolge – auch im Jahr 2060 leicht über dem europäischen Durchschnitt. Es ist jedoch vor allem der im europäischen Vergleich niedrigere Altenquotient (der niedrigste in Europa), der für Luxemburg hervorsteicht.¹

Bevölkerungsprojektionen für Luxemburg und die Großregion

Die neueste Bevölkerungsprojektion zur Bevölkerung Luxemburgs stammt von Eurostat aus dem Jahr 2008. Die Statistiker haben hier eine mögliche Bevölkerungsprojektion erstellt, die auf bestimmten Hypothesen basiert (vgl. Giannakouris, 2008). Die Prognose geht davon aus, dass die demografischen Werte der Bevölkerungen Europas sich aufgrund abnehmender sozioökonomischer und kultureller Differenzen zwischen den Ländern zunehmend annähern werden.²

Abbildung 2.4.: Bevölkerungsprojektion für Luxemburg mit und ohne Migration von 2010 bis 2060



Quelle: Datenbank Eurostat (Datenfichiers proj_08c2150p und proj_08c2150zmp vom 24.04.2008)

Interessanter sind daher die unterschiedlichen Projektionen des europäischen Statistikamtes für Luxemburg mit und ohne Migration (siehe Abbildung 2.4). Ohne Migration würde die luxemburgische Bevölkerung bis zum Jahr 2030 noch in etwa stagnieren, ehe sie progressiv abnehmen würde. 2060 läge die luxemburgische Bevölkerung ohne Migration nur noch bei rund 440.000 Einwohnern, wäre also um 9% geschrumpft. Die Zahl der Jugendlichen zwischen 12 und 29 Jahren würde noch stärker sinken. Im Jahr

¹ Eine andere Bevölkerungsentwicklung weist z. B. Deutschland auf. Hier liegt der prognostizierte Altenquotient 2060 deutlich über dem europäischen Durchschnitt und der Jugendquotient deutlich darunter.

² Hypothetisch würde die Lebenserwartung aller Länder auf den Stand der heute höchstentwickelten Länder Europas konvergieren; gleichzeitig würde die Nettomigration der europäischen Länder sich auf Null zubewegen. Für Luxemburg würde das bedeuten, dass im Jahr 2060 die Fruchtbarkeitsrate bei 1,72 läge, die Lebenserwartung der Männer bei 84,5 Jahren, jene der Frauen bei 88,5 Jahren und die Nettomigration 2.757 pro Jahr betragen würde (Giannakouris, 2008).

2060 würden ohne die Migration nur noch rund 79.000 Jugendliche in Luxemburg wohnen, eine Abnahme von 25 % im Vergleich zu 2010.

Auch in der Bevölkerungsprojektion des STATEC von 2005 werden (neben anderen Aspekten) unterschiedliche Migrationsraten mit berücksichtigt. So würde nach dem Hauptszenario (jährliche Netto-Migrationsrate von 4.000) die luxemburgische Bevölkerung im Jahr 2055 auf 645.500 Personen wachsen, im hohen Szenario auf über 700.000 und im niedrigen Szenario auf 506.500. Auch hier wird der große Einfluss der Migration auf die luxemburgische Bevölkerungsentwicklung sichtbar: ohne Migration würde die Bevölkerung Luxemburgs auf lange Sicht stagnieren oder abnehmen. Die – im Verhältnis zu anderen europäischen Ländern – relativ „junge“ Bevölkerungsstruktur Luxemburgs kann demnach wahrscheinlich nur mit Hilfe der Migration gewährleistet werden.

Auch ein Vergleich der Bevölkerungsprognosen für Luxemburg mit denen für die Großregion³ zeigt interessante Fakten (vgl. Gengler, 2005).⁴ Bis zum Jahr 2030 würden nur noch die Bevölkerungen in Luxemburg und der wallonischen Region im Vergleich zu 2010 ein Wachstum verzeichnen: 25 % in Luxemburg und 6 % in der Wallonie (vgl. Les offices statistiques de la Grande région, 2004). Die Bevölkerungen von Lothringen und Rheinland-Pfalz würden um jeweils 6 % schrumpfen, jene des Saarlandes sogar um 10 %. Der Anteil der 0- bis 19-Jährigen an der Gesamtbevölkerung würde entsprechend diesen Szenarien in sämtlichen Regionen abnehmen (zwischen 16 % und 22 %), während er in Luxemburg stabil bei 25 % liegen würde. Damit würde Luxemburg im Jahr 2030 in der Großregion den höchsten Anteil an Kindern und Jugendlichen an der Bevölkerung ausmachen. Gleichzeitig nimmt in allen Regionen der Anteil der aktiven Bevölkerung ab und jener der Über-60-Jährigen nimmt zu. Die Alterslastenquote⁵ würde im Jahr 2030 somit für Luxemburg bei 47 % liegen, jene der Wallonie bei 60 %, jene von Rheinland-Pfalz bei 69 %, jene von Lothringen bei 72 % und jene des Saarlandes bei 79 %.

Herausforderungen des demografischen Wandels

Die Probleme, die diese Bevölkerungsentwicklung für die Gesellschaft mit sich bringt, sind bekannt. Unsere gesellschaftlichen Sicherungssysteme basieren auf einer Demografie, bei der die aktive Bevölkerung, also jene im arbeitsfähigen Alter, die inaktive Bevölkerung, also jene, die noch nicht oder nicht mehr arbeitsfähig ist, unterstützen. Da die Zunahme der älteren Bevölkerung einhergeht mit einer Abnahme der jüngeren Bevölkerung, werden in Zukunft immer weniger beruflich aktive Personen einen immer größeren Teil nichtaktiver Personen unterstützen müssen. Herausforderungen stellen sich sowohl bei der Finanzierbarkeit der sozialen Sicherungssysteme wie auch bei der Umsetzung des steigenden Pflegebedarfs älterer Menschen. Was diese Alterung der Gesellschaft für die Sozialpolitik, die Kultur, die Demokratie, die wirtschaftliche Innovationskraft und die intergenerationellen Beziehungen bedeutet ist bislang noch völlig offen (Ferring, 2009). Für die älteren Menschen wird es darauf ankommen, neben einer Sicherstellung der Finanzierung, Versorgung und Pflege auch verstärkt über neue gesellschaftliche Rollen und Aufgaben nachzudenken. Für die jungen Menschen wird die Frage zentral sein, ob sie sich mit ihren Interessen und Bedürfnissen in Politik und Gesellschaft genügend Gehör verschaffen können, und ob die Belastungen für die zukünftigen Generationen die eigenen Zukunftsaussichten nicht zu stark beeinträchtigen.

³ Die Großregion umfasst neben Luxemburg die beiden Bundesländer Saarland und Rheinland-Pfalz in Deutschland, Lothringen („Lorraine“) in Frankreich und die Wallonische Region („Wallonie“) in Belgien.

⁴ Der Vergleich der verschiedenen Regionen bzw. Länder der Großregion basiert auf den Prognosen der zuständigen Statistikämter.

⁵ Das Verhältnis zwischen den Personen über 60 Jahren und den Personen im Alter von 20 bis 59 Jahren.

2.3. STRUKTUREN DER JUGENDPOPULATION

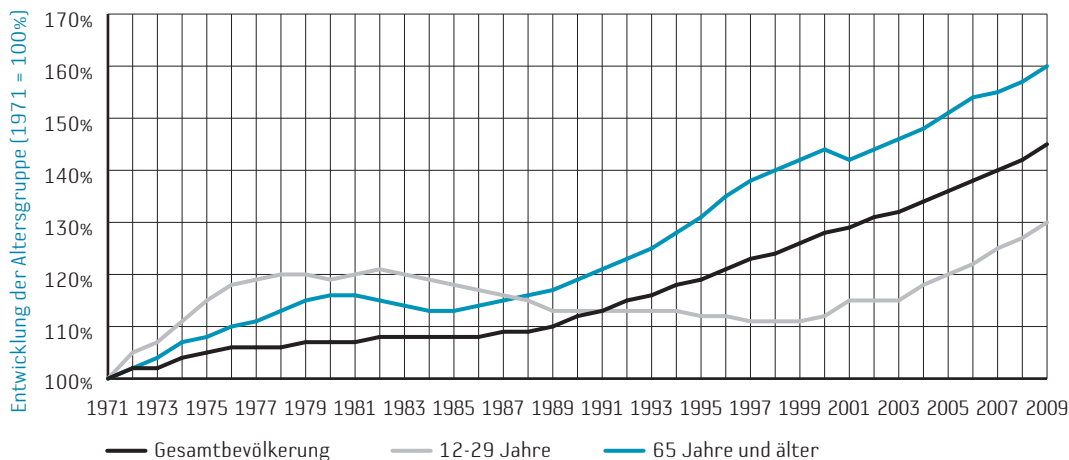
Altersgruppen und Geschlecht

Der Jugendbericht hat sich auf eine sehr breite Gruppe von Jugendlichen im Alter von 12 bis 29 Jahren konzentriert. Am 1. Januar 2009 lebten 114.097 Jugendliche in diesem Alter in Luxemburg (Datenbank RGPP, Daten vom 01.01.2009). Die einzelnen Jahrgänge umfassen dabei zwischen 5.700 und 7.400 Personen. Insgesamt dominieren bei den 12- bis 29-Jährigen die männlichen Jugendlichen leicht (50,7% Jungen gegenüber 49,3% Mädchen). Innerhalb der jüngeren Altersgruppen (12 bis 17 Jahre und 18 bis 23 Jahre) liegt der Anteil der Jungen sogar noch etwas höher (51,2% bzw. 51,3%), während bei den älteren Heranwachsenden (24 bis 29 Jahre) der Anteil der Mädchen über jenem der Jungen liegt (50,1% gegenüber 49,9%) (Datenbank RGPP, Daten vom 01.01.2009).

Die Jugendlichen von 12 bis 29 Jahre innerhalb der Bevölkerung

Die Bevölkerung Luxemburgs ist seit den 1970er Jahren um insgesamt 45% gewachsen (siehe Abbildung 2.5). Die Altersgruppe der Jugendlichen (12 bis 29 Jahre) verzeichnet im gleichen Zeitraum nur ein Wachstum von 30%, während jene der Älteren (65 Jahre und älter) über 60% wuchs.

Abbildung 2.5.: Entwicklung der Altersgruppen der Jugendlichen und der älteren Personen in Luxemburg von 1971 bis 2009

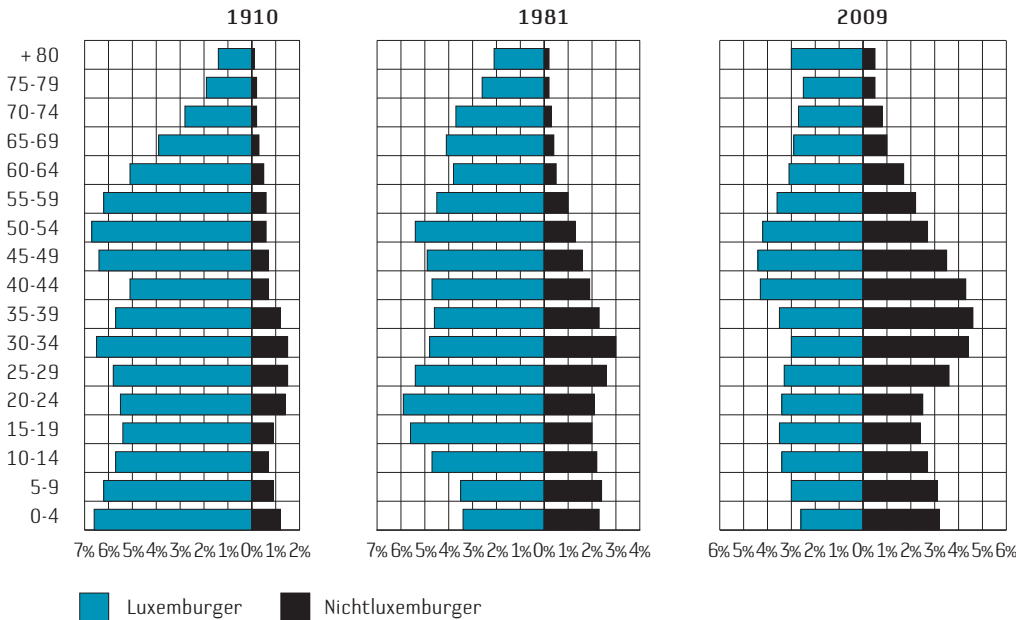


Quelle: Datenbank Eurostat (Datenfichier demo_pjan vom 04.02.2010)

Bevölkerungspyramide nach Nationalität

Insbesondere die Zahl der Bewohner mit einer nichtluxemburgischen Nationalität ist in den vergangenen Jahren und Jahrzehnten stark angestiegen (siehe Abbildung 2.6): Betrug die Zahl der Einwohner mit ausländischer Nationalität im Jahre 1960 nur 41.500 und im Jahre 1981 erst 95.800, so hat sie sich bis zum Jahr 2009 mit nunmehr 215.500 mehr als verdoppelt. Entsprechend ist ihr Anteil an der Gesamtbevölkerung von 13,2% für 1960 auf 26,3% im Jahr 1981 und 43,7% im Jahr 2009 deutlich angestiegen (STATEC, 2009).

Abbildung 2.6.: Alterspyramiden nach Nationalität im Vergleich 1960, 1981 und 2009



Quellen: 1960: Daten der Bevölkerungszählung vom 31.12.1960 aus der Datenbank Eurostat (Datenfichier demoffpjan vom 04.02.2010); 1981: Daten der Bevölkerungszählung vom 01.12.1981 in: STATEC, 1994; 2009: Bevölkerungsschätzung des STATEC zum 01.01.2009 (Unveröffentlichte Daten vom STATEC); n 1960 = 314.889; n1981 = 364.602; n 2009 = 493.500; Erläuterung: in Prozent der jeweiligen Gesamtbevölkerung

Die Abbildung 2.6 zeigt die Bevölkerungspyramide nach luxemburgischer und nichtluxemburgischer Nationalität für die drei genannten Zeitpunkte. Die Struktur der Wohnbevölkerung mit nichtluxemburgischer Nationalität zeichnet sich durch die hohen Anteile bei jüngeren und vor allem den mittleren Altersjahrgängen aus, während die älteren Kohorten bislang nur einen geringen Anteil ausmachen (was sich jedoch schon in 20 Jahren verändern wird). Im Jahr 2009 beträgt der Anteil der Unter-30-Jährigen bei den Einwohnern ausländischer Nationalität 40 % und liegt damit deutlich höher als bei Einwohnern mit luxemburgischer Nationalität. Auch in den mittleren Jahrgängen (30 bis 49 Jahre) ist die Bevölkerung mit ausländischer Nationalität stark vertreten. Entsprechend sind auch im Jahr 2009 die Einwohner mit nicht-luxemburgischer Nationalität insgesamt deutlich jünger als jene mit luxemburgischer Nationalität.

Nationalitätenverteilung innerhalb der jungen Generation

Von den 12- bis 29-jährigen Jugendlichen haben 47 % keine luxemburgische Nationalität. Dabei ist diese Gruppe der Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit ausländischer Nationalität sehr heterogen zusammengesetzt (siehe Tabelle 2.1).⁶

⁶ Da das STATEC über keine aktuellen und detaillierten Schätzungen zu den einzelnen Nationalitäten verfügt, wurde auf die Bevölkerungsdaten des RGPP vom 01.01.2009 zurückgegriffen. Die Unterschiede bei den Anteilen der Einwohner mit ausländischer Nationalität in der Gesamtbevölkerung sowie der jungen Generation Jugendlicher erklären sich zum Teil durch die andere Datengrundlage sowie den späteren Zeitpunkt (01.01.2009) der Datenerhebung.

Tabelle 2.1.: Nationalität der 12- bis 29-jährigen Jugendlichen im Vergleich zur Gesamtbevölkerung

Nationalität	Gesamtbevölkerung	in%	12- bis 29-Jährige	in%
luxemburgisch	277.033	54,8%	60.444	53,0%
portugiesisch	84.403	16,7%	22.821	20,0%
französisch	30.420	6,0%	7.230	6,3%
ex-jugoslawisch	12.703	2,5%	3.651	3,2%
italienisch	20.553	4,1%	3.399	3,0%
belgisch	17.609	3,5%	3.032	2,7%
deutsch	12.920	2,6%	1.993	1,7%
andere EU	30.458	6,0%	6.611	5,8%
andere	18.982	3,8%	4.916	4,3%
Total	505.081	100%	114.097	100%

Quelle: Datenbank RGPP (Daten vom 01.01.2009)

Bedingt durch die Migrationsbewegungen der vergangenen Jahre und Jahrzehnte stellen Jugendliche mit einer portugiesischen Nationalität die größte Gruppe unter den Jugendlichen mit ausländischer Nationalität dar. Einer von fünf Jugendlichen in Luxemburg hat eine portugiesische Nationalität. Mit weitem Abstand folgen Jugendliche aus den Nachbarländern (Frankreich, Belgien und Deutschland). Aber auch die Jugendlichen aus ex-jugoslawischen Ländern und Italien sind zahlenmäßig vergleichsweise stark vertreten. In der Tabelle 2.1 nicht dargestellt ist die sehr heterogen zusammengesetzte Gruppe der Jugendlichen aus anderen EU-Staaten. Jugendliche mit britischer (n = 1.295), spanischer (n = 727) und niederländischer (n = 670) Nationalität gehören hier zu den zahlenmäßig stärksten Gruppen. Ein nicht unerheblicher Teil der Migranten hat eine Nationalität eines Landes außerhalb der Europäischen Union („andere“). Jugendliche mit kapverdischer Nationalität (n = 759) sind hier am stärksten vertreten, aber auch Jugendliche mit chinesischer (n = 376), amerikanischer (n = 368), brasilianischer (n = 330) sowie russischer (n = 235) Nationalität. Die Tabelle verdeutlicht einerseits den insgesamt hohen Anteil der Jugendlichen mit ausländischer Nationalität in der jungen Generation, aber andererseits auch die sehr heterogene Zusammensetzung dieser Gruppe.

Räumliche Verteilung

Die räumliche Verteilung der Jugendlichen auf die Kantone des Landes entspricht in etwa der Verteilung der gesamten Bevölkerung (Datenbank RGPP, Daten vom 01.01.2009). So lebt fast ein Drittel der Jugendlichen im dicht besiedelten Zentrum des Landes (Kantone Luxemburg und Luxemburg Stadt: 29,3%) sowie im südlichen Kanton Esch-sur-Alzette (29,9%). In den zum Teil eher ländlich geprägten westlichen und nördlichen Kantonen (Capellen, Clervaux, Wiltz, Diekirch und Redange) wohnen 28,1 % der Jugendlichen, in den östlichen Kantonen (Vianden, Echternach, Grevenmacher, Remich) ist es ein Anteil von 12,5%.⁷

Die Jugendlichen im Alter von 12 bis 29 Jahren repräsentieren im Jahr 2009 einen Anteil von 22,6% an der Gesamtbevölkerung Luxemburgs. In den 116 Gemeinden des Landes variiert dieser Anteil zwischen 19,3% und 27,9%. In vier Gemeinden liegt der Anteil über 25,8%, in 28 Gemeinden liegt er unter 21,5%.

⁷ Die fehlenden Prozente sind auf fehlende Angaben zurückzuführen.

Die Stadt Luxemburg verzeichnet einen Anteil von 22,8% an 12- bis 29-Jährigen, in der Stadt Esch-sur-Alzette liegt der Anteil mit 22,1% ungefähr wie der Landesdurchschnitt. Die vier Gemeinden mit dem höchsten Jugendanteil (mehr als 25,8%) sind Neunhausen, Colmar-Berg, Troisvierges und Saeul; die vier Gemeinden mit dem niedrigsten Anteil (unter 19,6%) sind Remich, Weiler-la-Tour, Kopstal und Boulaide.

Die regionale Verteilung der 12- bis 29-jährigen Einwohner nach Nationalität zeigt zum Teil deutliche Unterschiede, die sich ebenfalls bei der Gesamtbevölkerung wiederfinden. So ist der Anteil der Jugendlichen mit ausländischer Nationalität in den nord-westlichen Regionen geringer als in den urbaneren Regionen in der Nähe der städtischen Zentren der Stadt Luxemburg, Nordstadt sowie Esch-sur-Alzette. In den Kantonen Redange (27,2%) und Clervaux (29,4%) liegt ihr Anteil beispielsweise deutlich niedriger als in den Kantonen Luxemburg (63,8%), Esch-sur-Alzette (45,8%) oder Diekirch (43,2%). Auch innerhalb der Städte bestehen räumliche Ungleichverteilungen. In der Stadt Luxemburg und der Stadt Esch-sur-Alzette werden Tendenzen einer residenziellen Segregation entlang nationaler Zugehörigkeiten deutlich. In verschiedenen Stadtvierteln ist der Anteil an Einwohnern mit nichtluxemburgischer Nationalität mit über 70% besonders hoch (Bahnhofsviertel in der Stadt Luxemburg, Brillviertel in der Stadt Esch-sur-Alzette). Andere Viertel werden wiederum von der Wohnbevölkerung mit luxemburgischer Nationalität dominiert („Gents“ in der Stadt Luxemburg, „Dellhéicht“ in der Stadt Esch-sur-Alzette) (Heinen, Boulton & Willems, 2007; Meyers & Willems, 2008, S. 108ff.). Besonders anhand der Anteile der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität lässt sich die residenzielle Segregation in Luxemburg gut aufzeigen. Spitzenreiter ist die Gemeinde Larochette, in der unter den 12- bis 29-Jährigen über die Hälfte (53,3%) die portugiesische Nationalität besitzen. Auch einige größere Städte, wie Echternach, Esch-sur-Alzette, Diekirch, Ettelbruck oder Dudelange verzeichnen innerhalb ihrer Jugendpopulation einen hohen Anteil von Jugendlichen portugiesischer Nationalität (zwischen 27% und 41%). Auf der anderen Seite liegt in der Hälfte aller Gemeinden (63 von 116 Gemeinden) der Anteil der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität unter 15%. Hierzu zählen viele Gemeinden, die sich im Kanton Capellen und im Gürtel um die Stadt befinden, wo vor allem die Einwohner mit luxemburgischer und anderer EU-Nationalität dominieren.

Soziale, kulturelle und materielle Ungleichheit in Familien

Neben den demografischen Strukturen sollen im Folgenden auch die differenziellen Lebensbedingungen, unter denen Jugendliche aufwachsen, kurz beschrieben werden. Die verschiedenen Bevölkerungsgruppen der luxemburgischen Gesellschaft unterscheiden sich nach sozialen, kulturellen und materiellen Faktoren, was für die Beschreibung und Analyse der unterschiedlichen Lebenssituationen Jugendlicher von Bedeutung ist. Wie schon im Kapitel (1.4) beschrieben, existiert kein einheitliches Modell zur Beschreibung der sozioökonomischen Klassen, Milieus oder Schichten in Luxemburg. Die meisten Beschreibungen der luxemburgischen Bevölkerung nach sozialer Schicht beschränken sich – mangels anderer Daten – auf die Einteilung mit Hilfe von ökonomischen Daten, d.h. Daten zur finanziellen Situation des Haushaltes oder des Berufsstandes des Haushaltsvorstandes.

Wird als Referenzvariable das verfügbare mediane Einkommen⁸ genommen, so würden 2008 innerhalb der luxemburgischen Bevölkerung 61% der Mittelschicht angehören, 17,8% der Oberschicht und 21,2% der Unterschicht. Diese Anteile haben sich seit 1995 nicht wesentlich verändert. In Deutschland geht die Entwicklung der Schichten in eine andere Richtung (Grabka & Frick, 2008): die Mittelschicht⁹, die

⁸ Die Daten stammen aus der EU-SILC Umfrage von 2008. Als Grenzwerte für die mittleren Klassen schlägt das „Deutsche Institut für Wirtschaftsordnung“ zwischen 70% und 150% des verfügbaren medianen Einkommens vor. Alle Haushalte mit einem verfügbaren Einkommen unter 70% des medianen Einkommens würden der Unterschicht angehören, jene über 150% des medianen Einkommens der Oberschicht (Langers, Osier, Schöckmel & Zahlen, 2009). Für das Berechnen des Armutsrisikos wird normalerweise dieselbe Basis genommen, wobei der Grenzwert bei 60% des medianen verfügbaren Einkommens festgelegt wird.

⁹ Als Mittelschicht wird in der Studie von Grabka und Frick (2008) die Bevölkerungsgruppe mit einer relativen Einkommensposition von 70% bis 150% des Median bezeichnet.

bis zum Jahr 2000 noch ungefähr 60 % der Bevölkerung umfasste, ist seitdem geschrumpft und macht heute nur noch 54 % der Bevölkerung aus. Dagegen ist der Anteil der armutsgefährdeten Personen in Deutschland deutlich gestiegen. Wie sehr die Einteilung gesellschaftlicher Schichten von den verwendeten Variablen abhängig ist, wird deutlich wenn man statt des Einkommens den Berufsstatus nimmt. Die Aufteilung der Bevölkerung nach dem Beruf und den beruflichen Positionen (Langers et al., 2009) in drei Schichten, ergibt eine etwas andere Verteilung: während ebenfalls 61 % der Mittelschicht angehören, werden nur 4 % der Oberschicht und 35 % der Unterschicht zugeordnet. Nach diesem Modell wäre die Mittelschicht in den letzten zehn Jahren etwas angestiegen (1998: 55 %), die Unterschicht dagegen etwas geschrumpft (1998: 42 %).

Die Unter-24-Jährigen finden sich etwas häufiger in der Kategorie der Unterschicht als die anderen Altersklassen.¹⁰ In der Kategorie der Unterschicht sticht jedoch vor allem der hohe Anteil der Einwohner mit portugiesischer Nationalität hervor: Während in der gesamten Bevölkerung jeder Fünfte der Unterschicht angehört, ist es unter den Einwohnern mit portugiesischer Nationalität jeder Zweite (48,2 %). Ebenfalls Einwohner mit einer Nationalität außerhalb der EU und jene mit italienischer Nationalität gehören häufiger dieser Gruppe an. Dagegen sind die Einwohner mit luxemburgischer Nationalität in der Unterschicht unterrepräsentiert (11,2 %).

Demgegenüber befinden sich in der Oberschicht häufiger Personen, die im Alter von 55 bis 64 Jahren sind. Hier kann einerseits ein besseres Einkommen oder eine hohe Rente als Erklärung herangezogen werden, andererseits hat die kleinere Haushaltsgröße (durch den Auszug erwachsener Kinder) einen positiven Effekt auf das verfügbare Einkommen (Langers et al., 2009). Auch bei der Oberschicht sticht vor allem der starke Zusammenhang mit der Nationalität hervor: Findet sich in der gesamten Bevölkerung fast jeder Fünfte in der Oberschicht wieder, so ist dies bei den Einwohnern mit einer französischen, deutschen oder anderen Nationalität aus den EU-15-Staaten jeder Dritte oder Vierte. Auch die Einwohner mit luxemburgischer Nationalität finden sich geringfügig häufiger in der Oberschicht wieder (19,8 %). Der Anteil der Einwohner mit portugiesischer Nationalität in der Oberschicht beträgt dagegen nur 3,1 %. Eine Erklärung liefert dafür wahrscheinlich das Bildungsniveau und der Berufsstatus dieser Einwohner. Fast die Hälfte der Personen mit einem Hochschulabschluss (44,1 %), die Hälfte der Personen in intellektuellen Berufen (45,6 %) und ein Viertel der Personen in technischen und gleichrangigen nichttechnischen Berufen¹¹ (26,5 %) gehören zur Oberschicht.

Die Schichtzugehörigkeit hängt in Luxemburg sehr stark mit der Nationalität sowie dem Bildungsniveau und der beruflichen Position zusammen. Defavorisierte Gruppen, die sich häufiger auf dem untersten Niveau wiederfinden, sind die Einwohner mit portugiesischer Nationalität, jene mit einem geringen Ausbildungsniveau und einer niedrigen beruflichen Position. Favorisierte Gruppen sind dagegen Einwohner mit einer Nationalität aus einem EU-15-Staat, jene mit einem hohen Bildungsniveau und einer oberen beruflichen Position.

Es gibt auch in Luxemburg Hinweise, dass die Schichtzugehörigkeit mit dem Besitz von kulturellem und sozialem Kapital variiert. Die PISA-Studie (Burton et al., 2007) zeigt auf, dass es einen engen Zusammenhang zwischen der beruflichen Stellung der Eltern, dem familiären Wohlstand und dem Besitz von Kulturgütern (klassische Literatur, Gedichtbände, Kunstwerke) gibt. Bei Schülern mit Migrationshintergrund, die auch oft aus einem sozioökonomisch benachteiligten Milieu kommen, sind die Kulturgüter weniger stark ausgeprägt als bei Schülern ohne Migrationshintergrund (siehe Kapitel 3). Auch das soziale Kapital nimmt wahrscheinlich einen wichtigen Platz bei der Bestimmung der Schichtzugehörigkeit in Luxemburg ein. So hat das CEPS/INSTEAD in einer rezenten Studie (Genevois, 2009) gezeigt, dass die informellen Beziehungen eine wichtige Rolle bei der Arbeitssuche in Luxemburg spielen (siehe Kapitel 4).

¹⁰ Hier spielt wahrscheinlich die Rechenmethode eine Rolle, da bei Kindern und Jugendlichen, die noch bei ihren Eltern wohnen, das verfügbare Einkommen des Haushaltes durch die Zahl der äquivalenten Erwachsenen geteilt wird.

¹¹ Original: „Professions intermédiaires“ (Langers et al., 2009).

Unsere Hypothese ist, dass Einwohner mit einem Migrationshintergrund, die sich meistens in den unteren beruflichen Positionen befinden, auch nicht die Beziehungen und sozialen Netzwerke haben, die ihnen den Zugang zu höheren beruflichen Positionen ermöglichen würden.

Was bedeutet nun die Schichtzugehörigkeit für die Jugendlichen in Luxemburg? Kinder und Jugendliche profitieren beim Aufwachsen von den Ressourcen, die ihnen ihre Familie zur Verfügung stellen kann. Familien aus unteren sozialen Schichten verfügen jedoch über eine geringere Ausstattung mit ökonomischem, kulturellem und sozialem Kapital und können ihren Kindern somit auch nicht die gleichen Startchancen bieten wie Familien aus einer höheren sozialen Schicht. In Luxemburg zeigt sich in vielen Bereichen, dass die soziale Ungleichheit der Herkunftsfamilien sich bei den Kindern und Jugendlichen reproduziert.

II

Jugend im Kontext gesellschaftlicher Entwicklungs- und Transitionsprozesse

—

HERAUSFORDERUNGEN,
POTENZIALE UND RISIKEN

3. Jugend in schulischen und außerschulischen Bildungs- und Lernwelten

3.1. EINLEITUNG

Unter Bildung verstehen wir all jene Aktivitäten, durch die sich Menschen einerseits mit ihrer physischen, kulturellen und sozialen Umwelt auseinandersetzen, andererseits aber auch mit sich selbst, ihrer geistigen Entwicklung und den eigenen Zielen und Sinnvorstellungen beschäftigen. Die geistige Aneignung der Welt und die Entwicklung einer eigenen Identität gelten als die beiden zentralen Bestimmungspunkte von Bildungsprozessen aller Art. Bildung versetzt Menschen in die Lage, Wissen, Handlungskompetenzen und identitätsstiftende Sinnkonzepte zu entwickeln, die die Integration in die Gesellschaft ermöglichen und so den eigenen Lebensunterhalt, aber zugleich auch den Fortbestand der gesellschaftlichen Ordnung sicherstellen. Bildung befähigt die Menschen jedoch auch, sich gesellschaftlichen Erwartungen und Zumutungen entgegenzustellen, sofern dadurch ihre individuellen Sinnkonzepte oder Entwicklungsziele beeinträchtigt werden. Insofern entwickelt Bildung immer auch kritische Potenziale, durch die gesellschaftliche Innovation und Wandlungsprozesse aber erst ermöglicht werden.

Kindheit und Jugendalter gelten als die biografischen Phasen, in denen die primären Bildungserfahrungen gemacht werden. Dabei spielt vor allem die Familie als Lernort eine zentrale Rolle. Hier können bereits in der frühen Kindheit wichtige Anregungen vermittelt, Lernanreize gegeben und Praktiken eingeübt werden. Darüber hinaus nutzen Kinder und Jugendliche in ihrem Alltag aber viele Orte und Gelegenheiten, um Erfahrungen zu sammeln und sich zu bilden; in der Freizeit, der Clique, beim Spiel, bei der Nutzung von Medien oder auf Urlaubsreisen usw. Lernen und Bildung im weitesten Sinne finden somit an vielen Orten statt und sind nicht begrenzt auf jene gesellschaftlichen Institutionen, die primär mit diesen Aufgaben betraut sind.

Die Fragestellungen dieses Kapitels befassen sich mit dem Thema Bildung der Jugend in Luxemburg. Bildung in einem umfassenden Sinne spielt heute in fast allen gesellschaftlichen Bereichen eine zentrale Rolle und beinhaltet mehr als nur das Lernen in spezialisierten Einrichtungen. Von daher können wir von einer Tendenz der Entgrenzung und Deinstitutionalisierung von Bildung ausgehen. Nicht nur die formale Bildung, also die Bildung in formalen Bildungssettings (z. B. Primär- und Sekundarschulen, Universitäten und Hochschulen) soll daher hier näher behandelt werden, sondern ebenfalls Aspekte der nonformalen und informellen Bildung (o. a. informelles Lernen) werden daher Gegenstand der folgenden Analysen werden. Insbesondere die nonformale und die informelle Bildung, die tendenziell eher außerhalb der klassischen Institutionen und Organisationen stattfinden, haben in den letzten Jahrzehnten erheblich an Bedeutung gewonnen.

Darüber hinaus werden erkennbare Bildungs- und Chancenungleichheiten dargestellt, die auch durch das Bildungssystem und durch unterschiedliche soziale Herkunft mitbedingt werden. Die Auswirkungen dieser Entwicklungen führen zu der Identifikation sogenannter Bildungsverlierer und Risikogruppen, die aufgrund unzureichender Schulabschlüsse und Bildungstraditionen auch großen Schwierigkeiten auf dem Arbeitsmarkt begegnen.

3.2. KONZEPTION UND THEORETISCHE ANSÄTZE

3.2.1. Erläuterungen zu den Begriffen Bildung und Lernen

Eine moderne Definition von Bildung beschreibt den Menschen als vernunftbegabtes Wesen, das dazu fähig ist, sich kritisch mit sich selbst sowie mit den Phänomenen seiner Umwelt (Kultur, Politik usw.) auseinanderzusetzen (Schaub & Zenke, 1999). Bildung dient der Vermittlung, dem Aufbau sowie der Vertiefung zahlreicher Kompetenzen und Fertigkeiten und stellt einen umfassenden Rahmen dar, in dem spezifische Lernprozesse von den Individuen getätigt werden können:

Bildung ist ein umfassender Prozess der Entwicklung einer Persönlichkeit in der Auseinandersetzung mit sich und ihrer Umwelt. Das Subjekt bildet sich in einem aktiven Ko-Konstruktions- bzw. Ko-Produktionsprozess, eignet sich die Welt an und ist dabei auf bildende Gelegenheiten, Anregungen und Begegnungen angewiesen, um kulturelle, instrumentelle, soziale und personale Kompetenzen entwickeln und entfalten zu können. (BMFSFJ, 2005, S. 23)

Bildung kann an unterschiedlichen Orten und in unterschiedlichen Settings stattfinden, die zeitlich und räumlich mehr oder weniger voneinander abgrenzbar sind. Bildungssettings können in unterschiedlichem Maße formalisiert und standardisiert sein. So reden wir von formalen Bildungssettings oder formalen Bildungsorten, wenn wir uns in Institutionen (also in Schulen, in Universitäten oder in staatlichen Lernzentren) befinden, wo festgelegte Strukturen existieren und explizite und offizielle Bildungsaufträge umgesetzt werden. Im Gegensatz hierzu reden wir von informellen oder nonformalen Bildungssettings, wenn keine oder weniger explizite Bildungsaufträge existieren und die Settings nicht oder nur ansatzweise institutionalisiert sind. Hierzu zählen sämtliche Orte, an denen Lernprozesse stattfinden (Familie, Arbeit, Clique, Freizeitorte usw.). Die meisten Bildungsorte sind eher auf einem Kontinuum zwischen streng formalen Bildungssettings und informellen Settings anzusiedeln.

Auch die Bildungsprozesse selbst können mehr oder weniger formalisiert sein (BMFSFJ, 2005). Formelle Prozesse sind solche, die planmäßig organisiert, zielgerichtet und explizit nach gewissen Regeln ablaufen. Informelle Bildungsprozesse sind hingegen wenig strukturiert und laufen eher implizit, also nebenbei, ab. Sie werden daher oft auch allgemein als Lernprozesse bzw. informelle Lern- oder Bildungsprozesse bezeichnet, weil hier nicht das Intentionale, Absichtsvolle im Vordergrund steht sondern das Resultat.

3.2.2. Die doppelte Funktion der Bildung

Der Bildungsbegriff umschließt zwei unterschiedliche Funktionen, die in der Realität freilich unauflösbar ineinander verschränkt sind. Einerseits hat Bildung eine subjektbezogene Perspektive, die die Bedeutung und Implikationen von Bildungsprozessen für das Individuum aufzeichnet.

Andererseits hat Bildung eine gesellschaftliche Funktion. Sie wird deutlich in den gesellschaftlichen Erwartungen, die an die Organisation institutionalisierter Bildung herangetragen werden.

Aus einer subjektbezogenen Perspektive hat Bildung das Ziel, jedes Individuum bei der Entwicklung seiner Persönlichkeit zu unterstützen, um ihm eine autonome Lebensführung in möglichst allen Lebensbereichen zu gewährleisten. Durch Bildungsprozesse sollen die Individuen Fähigkeiten und Kompetenzen entwickeln, die es ihnen erlauben, unterschiedliche Lebens- und Entwicklungsaufgaben zu bewältigen, an gesellschaftlichen Prozessen teilzuhaben und Verantwortung in gesellschaftlichen Bereichen zu übernehmen. Handlungsfähigkeit, Selbstwirksamkeit und Selbstbestimmung sind die zentralen Begriffe, die mit dem Konzept der Persönlichkeitsentwicklung einhergehen. Das Individuum soll diese Kompetenzen der Autonomieverweiterung einsetzen können und somit Einfluss auf sich selbst und seine Umwelt nehmen können.

In dieser Vorstellung wurde Bildung (angelehnt an Wilhelm von Humboldt) beschrieben als eine „Höherentwicklung des Menschen, die zur eigenen Vervollkommnung strebt und damit zugleich einen Beitrag leistet zur Verbesserung der Gesellschaft und zur allmählichen Überwindung der vorgefundenen kritisierten gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse“ (Rauschenbach et al., 2004, S. 21).

Zugleich aber ist bereits im humboldtschen Verständnis die gesellschaftliche Perspektive von Bildung mit enthalten. Moderne Gesellschaften sind in hohem Maße durch eine komplexe Arbeitsteilung, eine interne Differenziertheit und einen hohen Bedarf an spezifischen Qualifikationen gekennzeichnet. Um diesem Bedarf gerecht zu werden, werden Bildungsprozesse und Bildungsanstrengungen von jedem Individuum immer auch erwartet. Dies impliziert eine Institutionalisierung von Bildung, die Errichtung von Schulen und die Standardisierung von Qualifikationen, die notwendig sind, um eine industriell hoch entwickelte, (post)moderne und globalisierte Wissensgesellschaft entstehen zu lassen. Hier haben wir es mit der gesellschaftlichen Perspektive von Bildung zu tun, wo Bildung immer in der Optik der Verwertbarkeit für gesellschaftliche Ziele und Nutzen gesehen wird. Bezieht man sich auf diese gesellschaftliche Funktion von Bildung, so erkennen wir ihre Bedeutung für die kulturelle und materielle Reproduktion einer Gesellschaft und für die Innovationen der Gesellschaft (vgl. Fend, 2006; Rauschenbach & Otto, 2004). Die neuen Generationen werden über das Bildungswesen an den Stand der Fähigkeiten und des Wissens herangeführt, die für das weitere Fortbestehen der Gesellschaft erforderlich sind. Bildung dient der gesellschaftlichen Integration der nachwachsenden Generationen und fungiert als Mittel zum Erreichen gesellschaftlicher Ziele und Entwicklungsprozesse. Durch Bildungsprozesse werden kulturelle Errungenschaften und Traditionen weitergegeben und die ökonomische Wettbewerbsfähigkeit einer Gesellschaft gewährleistet. In diesem Kontext spielen Konzepte wie Beschäftigungsfähigkeit oder „Employability“ eine wichtige Rolle¹.

Diese beiden grundlegenden Perspektiven stehen in einem kontinuierlichen Spannungsfeld, sind wechselwirkend und rekursiv aufeinander bezogen und stellen somit die äußeren Ausprägungen eines umfassenden Bildungskonzeptes dar. Bildung hat daher immer einen doppelten Anspruch und eine doppelte Funktion (Fend, 2006, S. 53). Obschon wir beide Funktionen nicht im Sinne einer dualistischen Konstruktion zweier unabhängiger Bereiche betrachten, sehen wir es als hilfreich an, beide Teilbereiche getrennt zu beschreiben, um uns sämtliche Facetten der Bildung bewusst zu machen.

Zieldimensionen von Bildung und Kompetenzen

Fasst man die subjektbezogenen und die gesellschaftsbezogenen Perspektiven auf Bildungsprozesse zusammen, so lassen sich zur Bestimmung eines umfassenden Bildungskonzeptes unterschiedliche Zieldimensionen festhalten (vgl. Rauschenbach, 2009, S. 94ff.; so auch Habermas, 1981, S. 341ff.).²

Mit kultureller Reproduktion ist als Ziel von Bildung die Weitergabe des kulturellen Erbes von einer zur nächsten Generation gemeint. An erster Stelle sind hier kulturelle Leistungen wie Sprache und Schrift gemeint, jedoch spielen auch kulturelle Werte und geschichtliche Entwicklungen und Rahmenbedingungen eine große Rolle.

Die materielle Reproduktion umschreibt das Ziel, Fähigkeiten zur Aufrechterhaltung ökonomischer Errungenschaften zu vermitteln. Thematisiert wird allgemein das Wissen um die materiell-dingliche Welt, die uns täglich in der Arbeit und im Alltag umgibt.

Die soziale Integration umschreibt Aspekte der partizipativen Interaktion mit der Gesellschaft, des Demokratieverständnisses und der aktiven Auseinandersetzung mit den sozialen Verhältnissen, in denen wir leben.

¹ www.men.public.lu/priorites/index.html (zuletzt abgerufen am 04.06.2010), siehe auch Kapitel 3.3.1.

² An dieser Stelle können die Konzepte und Begriffe nur angeschnitten werden. Andere Modelle zeigen ähnliche gesellschaftliche Funktionen der Bildung auf (Fend, 2006, S. 49ff.). Zur weiterführenden Literatur siehe Habermas (1981); Rauschenbach & Otto (2004).

3.2.3. Unterschiedliche Bildungsformen und Konzepte: Der ausgeweitete Bildungsbegriff

Zur Erfassung der vielfältigen Bildungssituationen Jugendlicher in Luxemburg und unter Berücksichtigung bisheriger Überlegungen möchten wir für diesen Jugendbericht die Unterscheidung in formale Bildung, nonformale Bildung und informelle Bildung bzw. informelles Lernen (in Anlehnung an die EU und die UN) vornehmen (Commission of the European Communities, 2009, S. 13; UNESCO, 2006).³

Formale Bildung

Formale Bildung soll die in spezialisierten, institutionalisierten Bildungs- und Ausbildungseinrichtungen (Schulen und Universitäten) organisierten Bildungsprozesse umfassen, die zu anerkannten und zertifizierten Abschlüssen führen. Formale Bildung ist obligatorisch, planmäßig organisiert und gesellschaftlich anerkannt. Sie findet im Rahmen des öffentlichen Bildungssystems, also an formalen Bildungs-orten und in formalen Bildungssettings statt, die von der übrigen Umwelt teilweise abgegrenzt sind. Gleichzeitig berücksichtigt formale Bildung auch formalisierte Bildungsprozesse, die sich inhaltlich an festgelegten Programmen orientieren und curricular aufgebaut sind. In Anlehnung an Ajello und Belardi (2005) ist formale Bildung gekennzeichnet durch institutionalisierte Strukturiertheit, Intentionalität und Zertifizierung.

Nonformale Bildung

Nonformale Bildung findet in den meisten Fällen außerhalb der Hauptinstitutionen der formalen Bildung statt und führt nicht unbedingt zum Erwerb eines formalen Bildungsnachweises. Der Begriff der nonformalen Bildung umfasst jede Form mehr oder weniger organisierter Bildungs- und Lernangebote, die jedoch zumeist freiwilliger Natur sind und eher Angebotscharakter haben. Sie kann unterschiedliche Grade einer Formalisierung einnehmen.

Zu nonformaler Bildung zählen institutionalisierte Weiterbildung in öffentlichen und privaten Einrichtungen, aber auch jede Form von organisierter Jugendarbeit und Jugendhilfe, die in ihren Zielvorgaben Bildungsaufgaben definieren und voraussetzen. Wir können nonformale Bildung als partiell institutionalisiert verstehen. Sie ist nicht obligatorisch, aber intentional, fremdgesteuert und strukturiert und führt nur z. T. zu anerkannten Zertifizierungen.⁴

Informelle Bildung bzw. informelles Lernen

Informelle Bildung bzw. informelles Lernen ist hinsichtlich der Lernziele und Lerninhalte unstrukturiert und muss weder vom Lernenden noch von außen beabsichtigt oder intendiert sein. Die Orte, Settings und Inhalte informeller Bildungs- und Lernprozesse sind nicht curricular strukturiert (Ajello & Belardi, 2005). Die Lernprozesse können logischerweise auch nicht zu Zertifizierungen führen. Die Lernorte liegen größtenteils außerhalb der regulären Bildungsinstitutionen, sind also nicht institutionalisiert.⁵

Informelles Lernen wird als eine Art Begleiterscheinung des alltäglichen Lebens begriffen und folgt keinem spezifischen Curriculum. Unter Umständen wird der Wissenserwerb oder die Erweiterung von Wissen von den Lernenden selbst gar nicht bewusst wahrgenommen. Das informelle Lernen meint das „Lernen nebenbei“ und meint Lernaktivitäten, die von Lernenden selbst ohne Bildungsunterstützung entwickelt wurden (Dohmen, 2001).

³ Unterschiedliche Autoren (Morch & Stalder, 2003; zitiert nach Bechmann Jensen, 2005; Ajello & Belardi, 2005; Overwien, 2008) definieren drei Bereiche der Bildungs- und Lernprozesse: „formal learning“, „nonformal learning“ und „informal learning“.

⁴ Gerade in diesem letzten Punkt sind in jüngster Zeit zahlreiche Anstrengungen unternommen worden.

⁵ Jedoch laufen informelle Lernprozesse auch in formalen Strukturen parallel zu formalen Bildungsprozessen ab und werden auch vermehrt als wichtige Motivationsquelle für das Lernen in formalen Settings genutzt.

Hier wird informelle Bildung bzw. informelles Lernen als eine implizite, z. T. unbewusste Form des Lernens verstanden, die eher beiläufig stattfindet und Veränderungen im Individuum bewirkt (Deutsches Institut für Internationale Pädagogische Forschung, 2007). Zugleich werden Lernaktivitäten des informellen Lernens jedoch auch von den Individuen selbst entwickelt. Die Motivation für informelles Lernen entsteht aus konkreten Problem- oder Spielsituationen heraus und bezieht sich auf die Bewältigung unmittelbar praktischer Situationen.⁶ Das informelle Lernen ist also ein instrumentelles und selbstgesteuertes Lernen, weil es der Problemlösung dient. Es findet unter Jugendlichen vor allem im Kontext selbstorganisierter Freizeitbeschäftigungen statt: bei der Mediennutzung, bei Sportaktivitäten, bei der Musik u. ä.

Abbildung 3.1 versucht die Fülle an konkreten jugendlichen Bildungs- und Lernaktivitäten, entsprechend dem Grad der Formalisierung dieser Prozesse einerseits und entsprechend dem Grad der Institutionalisierung der Bildungsorte andererseits, zu ordnen und zu klassifizieren. Dadurch entstehen unterschiedliche Kategorien von Bildungsaktivitäten, die sich den von uns verwandten Konzepten der formalen, nonformalen und informellen Bildung zuordnen lassen.

Abbildung 3.1.: Formale, nonformale und informelle Bildung in Bezug auf Bildungssettings und Bildungsprozesse

Bildungs- settings, Bildungs- orte Bildungs- prozesse	Stark institutionalisierte Settings (Schule, Universität usw.)	Teil-institutionalisierte Settings (Verbände, Vereine, Jugend- häuser, Weiterbildungs- zentren usw.)	Nicht institutiona- lisierte (informelle) Settings (Familie, Freizeit, Cliquen, Medien usw.)
stark formali- sierte Prozesse	– Schulunterricht – Lehrstunden an der Universität – berufliche Ausbildung – Nachhilfe in der Schule („cours d'appui“)	– Berufliche Weiterbildung – Fort- und Weiterbildungen in der Jugendarbeit („animateur“, „aide-animateur“ usw.) – öffentliche und kommunale Musikschulen	/
teilformalisierte Prozesse	– Schulprojektarbeit („projet d'établissement“) – Bastelstunde in der „Maison relais pour enfants“ – Schulsozialarbeit – Schulausflüge – Betreuung in der „crèche“ – „peer to peer tutoring“	– Bezahlte Nachhilfestunden – Theaterprojekt – Trainingsstunde im Verein – Projektarbeit („service volontaire“) – private Musikschule – Jugendinformationsdienst – Jugendparlament	– Hausaufgabenhilfe der Eltern – Museumsbesuch – Konzertbesuch
nicht formali- sierte Prozesse	– Peerkontakte und Freundschaften in der Schule – Spielen im Schulhof – informelle Kontakte zwischen Lehrer und Schüler	– Jugendkontakte und Freundschaften im Verein und Verband – Kontakte im Jugendhaus	– Alltagsgespräche – Freizeitaktivitäten – Aktivitäten in der Clique und in der Familie – Medienkonsum – spielerische Aktivitäten
	formale Bildung	nonformale Bildung	informelle Bildung bzw. informelles Lernen

Quelle: eigene Darstellung

⁶ Beispiel: Spielen am Computer. Ziel eines Jugendlichen wäre es, Spaß am Computerspielen zu haben. Damit dies klappt, muss der Jugendliche eventuell herumprobieren, bis sein Computerspiel auch richtig läuft. Beiläufig werden so wichtige Erfahrungen im Umgang mit Computersoftware erworben, obwohl dies nicht von vornherein beabsichtigt war.

Die Verschränkung formaler, nonformaler und informeller Bildung bzw. informellem Lernen

Zwischen formaler, nonformaler Bildung und informellen Bildungs- und Lernprozessen gibt es eine Vielzahl von Schnittstellen und Wechselwirkungen. So hat sich in den letzten Jahren und Jahrzehnten in den Erziehungs- und Bildungswissenschaften eine neue Sensibilität entwickelt für die Bedeutung informeller Bildungs- und Lernprozesse innerhalb formalisierter Bildungseinrichtungen (z. B. in Formen des projektorientierten Lernens, des „peer tutorings“, von Gruppenarbeiten usw.); zugleich wird mit einer neuen Öffnung der Schule auch die gezielte Anknüpfung an außerschulische, nonformale Bildungsarbeit (Schulsozialarbeit, Kooperation mit anderen Anbietern von Jugendbildung z. B. Jugendarbeit, Präventionsarbeit usw.) gesucht.

Mit der Ausweitung des nonformalen und informellen Bildungserwerbs hat sich zugleich auch ein Bewusstsein dafür entwickelt, dass die Wahrnehmung und Anerkennung dieser nichtinstitutionalisierten Bildungs- und Wissensarbeit für ein adäquates Verständnis der Lern- und Bildungskulturen in der Wissensgesellschaft von großer Bedeutung ist. Neben formalen Bildungsabschlüssen werden daher zur Identifizierung spezieller Kompetenzen von jungen Berufsanfängern heute verstärkt auch ihre Lernerfahrungen und ihr Wissenserwerb in außerschulischen Kontexten berücksichtigt. Das soziale Engagement von Jugendlichen in Bürgerinitiativen, ihre Erfahrungen in der Leitung von Gruppen (z. B. in Sportvereinen, Pfadfinderverbänden, in der Jugendarbeit), die sozialen oder interkulturellen Kompetenzen, die sie in der Jugendarbeit oder dem Jugendaustausch erworben haben, all dies kann heute bei der Suche nach einem Arbeitsplatz eine ebenso große Bedeutung spielen wie die Noten auf dem Schulabgangszeugnis.

Darüber hinaus können sich auch informelle Lernprozesse zu eigenständigen Interessenbereichen entwickeln und professionelle Karrieren begründen (vgl. Eckert, Drieseberg & Willems, 1990). Wenn Jugendliche z. B. während Freizeitaktivitäten die Erfahrung machen, dass sie über besondere Fähigkeiten verfügen (z. B. Kompetenzen der Gruppenleitung oder körperlich-motorische (sportliche) Kompetenzen in Vereinen usw.), so können auch diese Erfahrungen weitere Motivationen für formale Bildungsprozesse mitbestimmen. Jugendliche entdecken ihre Talente und Fähigkeiten in informellen Bereichen, haben aber nachher die Möglichkeit, diese Fähigkeiten in formalen Bereichen auszubauen und zu perfektionieren (Beispiel eines Jugendlichen, der ein Musikinstrument erlernt und im Erwachsenenalter in einem Orchester spielt). Anfängliche Erfolgserlebnisse in Freizeitbeschäftigungen (Sport, Musik usw.) können sich in aufeinanderfolgenden Schritten immer deutlicher in Richtung Professionalisierung entwickeln. Diese Beispiele machen deutlich, welche möglichen Wechselwirkungen zwischen den jeweiligen Bildungs- und Lernbereichen bestehen.

Konkret stellt sich die Frage, inwiefern Erfahrungen und Kompetenzen, die an Orten außerhalb der Schule erworben werden, doch einen einschneidenden Einfluss auf Prozesse im formalen Bildungsbereich, also in der Schule, haben können. Grundlegende Kompetenzen, wie Teilhabefähigkeit und Verantwortungsübernahme, Wirksamkeit des eigenen Handelns und Ressourcenmobilisierung zur Bewältigung von Lebenskrisen sind wichtige Ressourcen und Kompetenzen, die auch bei der Bewältigung von Bildungsprozessen im formalen Schulunterricht eine große Bedeutung spielen.

Es scheint daher sinnvoll, die Konzepte der formalen Bildung, der nonformalen Bildung und der informellen Bildung bzw. des informellen Lernens, wie sie hier verwendet werden, nicht als unabhängig voneinander existierende Einheiten, sondern als Teilprozesse eines umfassenden Bildungs- und Lernprozesses zu betrachten. So sind reale Lernsituationen immer auch dadurch gekennzeichnet, dass formale, nonformale und informelle Bildungsprozesse in mehr oder weniger starker Ausprägung gleichzeitig und nebeneinander ablaufen. Das Lernen ist eher durch die Kombination unterschiedlicher Lernprozesse gekennzeichnet, als dass sie klar voneinander abgegrenzt sind (vgl. Chisholm & Hoskins, 2005; Colley, 2005).

Bourdieu hat in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass wesentliche bildungsrelevante Kompetenzen, Verhaltensweisen und Handlungsschemata außerhalb der Schule gelernt werden. In der Theorie des sozialen Habitus (Bourdieu, 1979) ist dargestellt, wie die Verfügbarkeit von kulturellen Ressourcen (Bourdieu selbst spricht von kulturellem Kapital) in der Herkunftsfamilie, die Handlungsfähigkeit

des Individuums in der Welt beeinflussen kann. Die Familie stellt eine basale Bildungswelt für Kinder und Jugendliche dar. Somit erfolgt die Herausbildung der Wahrnehmungs-, Denk- und Handlungsschemata des Einzelnen nach bestimmten Formen und Regeln, die über den Habitus der Herkunftsfamilie vermittelt werden.

Bourdieu's Theorie des sozialen Habitus erlaubt auch Annahmen über den Zusammenhang von informellem Lernen und formaler Bildung: So werden in der Aneignung kultureller Ressourcen auch Handlungs- und Denkschemata übernommen, die das Gelingen in formalen Bildungsinstitutionen unterstützen oder erschweren. Konkret könnte dies heißen, dass Affinitäten zu Lernverhalten, Lerninhalten und Lernzielen in formalen Bildungscurricula eher mit informellen Lerninhalten verwandt sind, die in sozial besser situierten Schichten von Bedeutung sind. Die Art und Weise wie man auftritt, wie man gelernt hat sich auszudrücken, aber auch wie selbstverständlich man mit gewissen kulturellen Formen in seiner Familie in Berührung gekommen ist, hat einen starken Einfluss auf spätere Lernpraktiken. Aber auch Jugendliche, die durch ihre Erziehung Handlungsweisen erworben haben, die es ihnen erlauben, Bildungsprozesse in der Schule besser zu integrieren, werden mit einer gewissen Wahrscheinlichkeit effektiver mit formalen und nonformalen Bildungsangeboten im Beruf umgehen, dort besser zurechtkommen und vermutlich auch mehr von nonformalen Bildungsprozessen profitieren. Insofern dokumentieren die informellen Bildungs- und Lernprozesse stets auch die durch soziale Ungleichheit gekennzeichneten unterschiedlichen Voraussetzungen von Kindern und Jugendlichen.

3.2.4. Jugend in veränderten Bildungs- und Lernwelten

Historischer Abriss

Bildungs- und Lernprozesse finden immer in gesellschaftlichen Kontexten statt und sind meistens auch auf gesellschaftliche Anlässe hin bezogen. Wichtig für die konzeptionelle Orientierung des Jugendberichtes ist somit die historische und gesellschaftliche Einordnung von Bildungs- und Lernprozessen. Durch die Verdeutlichung des Lernkontextes sind nämlich auch Entwicklungen und Veränderung von Lernprozessen in der aktuellen Diskussion besser zu verstehen. Wenn heute die Wichtigkeit informeller Lernprozesse mehr und mehr hervorgehoben wird, so hat das auch seinen Ursprung in sich verändernden gesellschaftlichen, politischen und wirtschaftlichen Verhältnissen.

Historisch gesehen fanden in der vorindustriellen Zeit Bildung und berufliches Lernen überwiegend in privaten und familiären Kontexten (z. B. Handwerksbetrieben) statt und gründeten auf dem Transfer von Erfahrungswissen (der erwachsenen Handwerksmeister). Seit Mitte des 19. Jahrhunderts begann eine zweite Phase zunehmender industrieller und wirtschaftlicher Entwicklungen in Europa (Altena & van Lente, 2009). Mit der systematisierten Produktion von Waren und Gütern wuchs der Bedarf an spezialisierter Qualifizierung. So wurden auch neue Formen der Bildung und des Wissenstransfers notwendig. Mit der Entwicklung der Industriegesellschaft wurde die Ausbildung junger Menschen in einem mehrstufigen und mehrgliedrigen schulischen System organisiert. Ein großer Teil von Bildung und Erziehung wurde von der spezialisierten Institution Schule übernommen und aus der Familie ausgelagert. Schule und Freizeit wurden mit der Etablierung der Institution Schule – und sind es heute immer noch – zu den zentralen zeitlichen Alltagsstrukturen Jugendlicher. Durch die Organisation der Schule wurde Bildung und Erziehung zu einem anerkannten Lebensabschnitt und somit die Jugend als eigenständige Lern- und Entwicklungsphase institutionalisiert.

Bildung und Lernen in der Wissensgesellschaft

Der Übergang in ein postindustrielles Zeitalter rückt auch die Wichtigkeit neuer Formen und Muster des Lernens in den Vordergrund. In der hochtechnisierten, digitalisierten Wissensgesellschaft von heute werden Lernanforderungen vielfältiger und spezialisierter, die Halbwertszeiten von Wissen werden kürzer. Dies bringt mit sich, dass Schul- und Berufsausbildung nur mehr bedingt auf künftige Beschäftigungen

vorbereitet. Aber auch die Verfügbarkeit von Wissen und Informationen ist nicht mehr nur an schulische und akademische Kontexte gebunden. Das Internet und die damit online verfügbaren Informationen aus Onlinedatenbanken und -enzyklopädien, aber auch der spielerische Umgang mit Homecomputer und technischen Apparaten (Mobiltelefon usw.) schafft neue Orte des Lernens und des Umgangs mit Informationen.

Lernen wird insgesamt situativer, Regeln werden weniger verbindlich: Von den Jugendlichen wird in Zukunft vermehrt ein selbstorganisiertes Management eigener Lebensplanung, eigener Bildungsprozesse und eigener Berufsplanung erwartet. Heute haben Jugendliche vermehrten Zugang zu Informationen und Wissen unterschiedlicher Quellen und Herkünfte. Dies erhöht natürlich auch die Anforderungen an Jugendliche im Sinne eines Sich-Zurechtfindens und Sich-Orientierens inmitten vielfältiger Informationen. Jugendliche brauchen Orientierungswissen, um sich in der Welt zurechtzufinden, eine gewisse Handlungsfähigkeit zu bewahren und ihre Suche nach Wissen und Informationen lenken und steuern zu können.

Entinstitutionalisierung von Wissensvermittlung

Bildung wird daher heute nicht nur auf den schulischen Rahmen begrenzt, sondern sie findet in verschiedenen und zahlreichen Lebensbereichen statt. In der Schule, in den Jugend-, Kultur- und Sportvereinen, während des Ferienjobs, in der Familie, in der Peergruppe, in der Freizeit, beim Gebrauch von Medien u. ä. bilden Kinder und Jugendliche ihre Kompetenzen aus und lernen hinzu. Für eine umfassende Bestandsaufnahme der Bildungs- und Lernprozesse Jugendlicher sind daher nonformale sowie informelle Bildungs- und Lernprozesse ebenso zu berücksichtigen wie die Bildungs- und Lernprozesse im Kontext formaler Bildungsinstitutionen.

Die Wichtigkeit von nonformaler und informeller Bildung in den unterschiedlichen Bereichen erfordert jedoch von den Individuen eine gewisse Flexibilität, eine ständige Anpassung an neue Herausforderungen und die Bereitschaft zu lebenslangem Lernen. So entstehen neue Möglichkeiten des Wissenserwerbs, aber auch neue Risiken. Jugendliche, welche durch familiäre Sozialisation und Erziehung gewisse Handlungsweisen und Wahrnehmungsschemata zur besseren Bewältigung von Bildungs- und Lernprozessen verinnerlicht haben, werden auch stärkere Affinitäten für selbstgesteuerte Lernprozesse entwickeln und können jene Wissensquellen gezielter nutzen. Während formale Bildung auch immer den Anspruch hat, jedem Individuum gleiche Bildungschancen zu gewährleisten, und nonformale Bildung z. B. in der Jugendarbeit die Kompensation von (Bildungs-)Benachteiligung anstrebt, zeigt sich in informellen Bildungs- bzw. Lernprozessen deutlich die durch ungleiche Sozialisationsvoraussetzungen und Ressourcen gekennzeichnete soziale Herkunft der Jugendlichen.

Anerkennung nonformaler und informeller Bildungsformen

Die Expansion, die Ausdifferenzierung und die gesellschaftliche Anerkennung der außerschulischen Bildungs- und Lernprozesse werden auf vielen Ebenen weiter vorangetrieben. Insbesondere die Europäische Kommission hat Lernprozessen in nonformalen und informellen Bildungssettings eine hohe Bedeutung zugeschrieben (Commission of the European Communities, 2008; Rat der Europäischen Union, 2006).

Die Wichtigkeit nonformaler und informeller Bildung wird in einer Reihe von wirtschaftlichen und bildungsstrukturellen Argumenten aufgegriffen. Darin wird die mangelnde Effizienz formaler und beruflicher Ausbildung genannt, die dem hohen Tempo der Wissensgenerierung und der technischen und organisatorischen Erneuerungen in der Arbeitswelt nur noch teilweise adäquat begegnen kann. Die Lernprozesse müssen in diesem Kontext enger an die jeweiligen Arbeitssituationen gekoppelt werden – eine Aufgabe, die formale Bildungsträger nur noch bedingt bewerkstelligen können. Gerade bei der Anpassung an innovative Prozesse in der Wirtschaft wird der Wissensvermittlung durch nonformale Bildung mehr Effektivität zugeschrieben, da diese gezielter eingesetzt werden kann und zudem die Arbeitnehmer verpflichtet, selbstverantwortlich an Weiterbildungsmaßnahmen teilzunehmen. Die Arbeitnehmer müssen ihre Denk-, Handlungs- und

Verhaltensweisen permanent anpassen, da Arbeit heute in sich ständig wandelnden Settings abläuft und das Festhalten an starren vorgegebenen Handlungsmustern entfällt (Tully & Wahler, 2006).

„People’s skills must be constantly renewed to enable them to meet the challenges of ever-evolving technologies, increasing internationalisation and demographic changes. Nowadays, lifelong learning is key to jobs and growth, as well as to allow everyone the chance to participate fully in society.“⁷ Die Europäische Kommission hält nonformale Bildung daher für unabdingbar, um den Herausforderungen von technologischen, demografischen Entwicklungen und internationalen Veränderungen adäquat zu begegnen. Lebenslanges Lernen, was vor allem in nonformalen Bildungszweigen angeboten wird, ist laut der Europäischen Kommission der Schlüssel zu Wirtschaftswachstum, zur Beschäftigung und Teilhabe der Bürger an gesellschaftlichen Prozessen. Im Sinne der Aufrechterhaltung ihrer Beschäftigungsfähigkeit sind Jugendliche heute dazu verpflichtet, nonformale Bildungsangebote auf eigene Initiative hin in Anspruch zu nehmen, um den Ansprüchen des Arbeitsmarktes zu entsprechen.⁸ Nonformale und informelle Bildung werden zudem als Prozesse beschrieben, die das Potenzial haben, jungen Menschen – auch Geringqualifizierten – zu weiteren Kenntnissen, Fertigkeiten und Kompetenzen zu verhelfen, welche zu ihrer persönlichen Entfaltung, zu ihrer sozialen Integration und zu ihrer aktiven Bürgerschaft beitragen (Rat der Europäischen Union, 2006).

Allerdings muss hier kritisch angemerkt werden, dass die Inanspruchnahme und die Nutzung nonformaler und informeller Zertifizierungen tendenziell eher bei Jugendlichen aus bildungsnahen Gesellschaftskreisen anzutreffen ist. In diesem Sinne würde nonformale Bildung eher zu einer Verstärkung differenzieller Bildungschancen für Jugendliche unterschiedlicher sozialer Herkunft beitragen, als dass dadurch Bildungskompensationen für benachteiligte Kinder und Jugendliche erfolgten (vgl. Rauschenbach, 2009, S. 88ff.).

Entwertung formaler Bildungsabschlüsse

Die Forderung und der Ruf nach mehr Bildung und Qualifikation erhöht die Gefahr der Entwertung einzelner Bildungsabschlüsse. Es wird heute als nicht mehr selbstverständlich gesehen, dass Jugendliche nach Abschluss ihrer formalen schulischen Ausbildung unmittelbar Zugang zu den entsprechenden Arbeitsstellen finden. Dies ist in unterschiedlicher Ausprägung für sämtliche Bildungsebenen der Fall. Es ist somit nicht ohne weiteres garantiert, dass gewisse Abschlüsse auch sofort Zugang zu gewissen Berufen zur Folge haben.

Auch Tendenzen des lebenslangen Lernens können darauf hindeuten, dass heute erworbene Diplome nicht unbedingt als Garantie zum Zugang in die Arbeitswelt gelten, sondern dass sie nur eine Vorlage für weiteren Bildungserwerb darstellen. Es gilt mittlerweile als selbstverständlich, dass Weiterbildungen geleistet werden. Die Anzahl der Zertifizierungen steigt allgemein an. Dies impliziert wiederum, dass die einzelnen Diplome und Auszeichnungen an Wert und Kompetenznachweiskraft verlieren.

Gesetzliche Entwicklungen und zeitliche Ausdehnung von Bildung

Bildung war historisch gesehen lange Zeit kein selbstverständlicher Teil der kindlichen und jugendlichen Lebenswelten. Erst mit der Verpflichtung zur außerhäuslichen Bildungsarbeit in Schulen und der Verankerung eines Rechts auf Bildung außerhalb des Elternhauses wurde die Entstehung der Kindheit und Jugend als soziale Gruppe schließlich manifest. In Luxemburg wird mit dem Gesetz vom 10. August 1912 („Loi du 10 août 1912, concernant l’organisation de l’enseignement primaire“) erstmalig eine Form von allgemeiner

⁷ www.kslll.net/EducationAndTraining2010/Default.cfm (zuletzt abgerufen am 23.04.2010).

⁸ Gleichzeitig kann man hier eine Verlagerung von politischer Verantwortung auf die Schultern der einzelnen Bürger nachempfinden. Nichtbeschäftigung ist somit kein politisches und gesellschaftliches Problem mehr, sondern wird eher zu einem selbstverschuldeten Verhalten.

Schulpflicht gesetzlich verankert, auch wenn die wirkliche und vollkommene Umsetzung der Schulpflicht aller Kinder und Jugendlichen erst später erfolgte.

Aktuell lassen sich die letzten Jahrzehnte durch eine regelrechte Bildungsexpansion beschreiben, die zu immer längeren Bildungszeiten im Lebenslauf der Kinder und Jugendlichen führt. Zugleich stellt sich für die Schule immer mehr die Frage, inwieweit sie auch Betreuungs- und weitere Bildungsaufgaben neben den regulären Schulstunden, also außerhalb des Schulplans, übernehmen soll und muss. Das klassische Bildungssystem der Halbtagschule, so wie sie ebenfalls in Luxemburg zum größten Teil funktioniert, basiert auf der Annahme, dass in den meisten Familien eine klassische Rollenverteilung vorherrscht, nach der vor allem die Mütter sich zumindest halbtags um Kinder und Haushalt kümmern. Dieses Modell der geschlechtsspezifischen Arbeitsteilung wird jedoch von vielen jungen Frauen und Männern nicht mehr praktiziert, so dass öffentliche Betreuungsmaßnahmen für Kinder und Schüler in den letzten Jahren bedeutend wichtiger geworden sind.

Die Entwicklungen in Luxemburg gehen dahin, dass ein erhöhter Anteil an Kindern heute zu einem früheren Zeitpunkt in betreuten Strukturen außerhalb der Schule aufgenommen wird. Die Kinderhorte, die „Crèches“ gehören heute zu den ersten „Bildungsentscheidungen“, die Eltern für ihre Kinder übernehmen. Im Bereich der Tagesbetreuung gibt es landesweit bis zu 3.986 zugelassene Betreuungsplätze für Kinder im Alter zwischen drei Monaten und drei Jahren. Für Kinder zwischen vier und zwölf Jahren gibt es landesweit 852 Betreuungsplätze (MFI, 2009a).

Mit dem neuen Schulgesetz („Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire“) zur Organisation der Grundschule („école fondamentale“) wurden in Luxemburg unterschiedliche Richtlinien gültig, die auf eine Vorverlagerung und eine Ausdehnung von Bildungsprozessen hinweisen.

- Ein erster erwähnenswerter Punkt ist die Einschulung, die jedem Kind ab dem dritten Lebensjahr offen steht. Die Gemeinden sind dazu verpflichtet, eine „classe précoce“ zu organisieren, die jedes Kind ein Jahr vor der obligatorischen Schulpflicht des ersten Zyklus in die Grundschule aufnimmt. Die „classe précoce“ soll bei der frühkindlichen Erziehung eine Rolle übernehmen und dazu beitragen, dass die soziale Integration der Kinder auf eine harmonische Art und Weise abläuft. In diesem Kontext wird sehr viel Wert auf den Erwerb der luxemburgischen Sprache gelegt (MENFP, 2010a; MENFP, 2007a).
- Ein zweiter Punkt des neuen Schulgesetzes sieht die Erhöhung der Schulpflicht auf zwölf Lernjahre vor, was den Verbleib im Schulzyklus bis zum 16. Lebensjahr impliziert. Das Bildungsministerium erhofft sich mit dieser Maßnahme erfolgreichere Qualifikationsabschlüsse für Jugendliche und eine Verminderung der Schulabbrüche.

Die Gemeinden müssen in Zukunft eine außerschulische Betreuung für Schulkinder in den Grundschulen anbieten, in denen Lernaktivitäten, kulturelle und sportliche Aktivitäten neben den regulären Schulstunden angeboten werden („Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental“). Dies findet zusätzlich in den sogenannten „Maisons relais pour enfants“ statt und steht so für eine Ausweitung nonformaler Bildungsprozesse bis in die öffentlich organisierten Bildungsinstitutionen hinein. Gleichzeitig wird so auch die interministerielle Zusammenarbeit in Kindheits- und Jugendfragen verstärkt.

Auch von Seiten der Gewerkschaft für Erziehung wird eine erhöhte Investition in Ganztagschulen in Luxemburg gefordert. Dies wurde hauptsächlich für die Grundschule gefordert, da sich Ganztagschulen in anderen OECD-Ländern (siehe Finnland) hinsichtlich der Lernergebnisse bewährt haben (Fohl, 2006a, 2006b). Gleichzeitig werden weitere Verlagerungen der Investition in Bildung von der Sekundarschule auf die Grundschule in Betracht gezogen, weil immer noch weniger Geld in Grundschulen investiert wird als

in Sekundarschulen.⁹ Bisher wurden erst einige Modellversuche auf der Ebene der „école fondamentale“ sowie der Sekundarschule durchgeführt, jedoch sind reguläre Ganztagschulen in Luxemburg noch eher die Ausnahme.¹⁰

3.3. DIFFERENZIELLE BETEILIGUNG, ERFOLGE UND PROBLEME VON JUGENDLICHEN IN FORMALEN BILDUNGSSETTINGS

Im Folgenden sollen zentrale Indikatoren des formalen Bildungssystems in Luxemburg dargestellt und diskutiert werden. Die zentrale Zielsetzung des Kapitels ist, die Bildungsbeteiligung und die Bildungsabschlüsse Jugendlicher im luxemburgischen Schulsystem abzubilden und in Verbindung zu bringen mit der Frage der Chancengerechtigkeit im öffentlichen Schulwesen, was angesichts einer heterogenen Schülerstruktur besonders relevant ist. Am Anfang dieses Kapitels werden die zentralen Zielsetzungen des Bildungssystems dargestellt und die Strukturen des luxemburgischen Schulsystems beschrieben.

3.3.1. Zielsetzungen des formalen Bildungssystems

Die Beteiligung am öffentlichen Bildungswesen in Luxemburg ist für jeden Jugendlichen kostenfrei und obligatorisch. Das neue Gesetz zur „école fondamentale“ von 2009, welches das alte Schulgesetz aus dem Jahr 1912 ersetzt, beinhaltet Aussagen zu den Zielsetzungen und ist die aktuelle gesetzliche Grundlage der formalen Bildung in Luxemburg. Wichtige Zielsetzungen, die im Gesetzestext zur obligatorischen Schulausbildung („Art. 3 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire“) aufgeführt sind, sind:

- die Entfaltung von kreativen Fähigkeiten der Kinder und Jugendlichen fördern,
- das Vertrauen in eigene Fähigkeiten begünstigen,
- den Kindern und Jugendlichen eine Allgemeinbildung gewähren,
- die Kinder und Jugendlichen auf die berufliche Laufbahn vorbereiten,
- die Kinder und Jugendlichen auf die Ausübung zivilgesellschaftlicher und demokratischer Verantwortungen vorbereiten,
- den Kindern und Jugendlichen die Menschenrechte - wie sie in der „Déclaration universelle des droits de l'homme“ verkündet werden - sowie die Idee der Gleichberechtigung der Geschlechter vermitteln.

Die Ziele beziehen sich zudem auf die Vermittlung von Demokratiekompetenzen und sollen die Basis eines lebenslangen Lernens begründen. Grundsätzlich verpflichtet sich das Ministerium für Bildung dazu, jedem Einzelnen die bestmöglichen Voraussetzungen auf Berufschancen und Entwicklung von Kompetenzen zu schaffen, die den jeweiligen individuellen Fähigkeiten entsprechen. Die wichtigsten Prioritäten des Ministeriums sind in den folgenden Punkten resümiert:¹¹

⁹ Diese Behauptung wird unterschiedlich gesehen. Es ist zwar richtig, dass das Bildungsministerium mehr in Sekundarschulen investiert, insgesamt sind die Investitionen jedoch höher in der „école fondamentale“ (Wallossek, Levy & Unsen, 2009).

¹⁰ Auf Ebene der „école fondamentale“ sind die Ganztagschule „Jean Jaurès“ oder die „école fondée sur la pédagogie inclusive“, auf Ebene der Sekundarschule das Beispiel des „Neie Lycée“ zu nennen. Hier werden schulische wie außerschulische Aktivitäten acht Stunden am Tag, und das an fünf Wochentagen, angeboten: „Les élèves participent obligatoirement aux unités d'enseignement, aux séquences d'études, aux séquences de récréation, y compris la prise en commun des repas à l'école, ainsi qu'à une activité complémentaire au moins“ („Loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote“).

¹¹ www.men.public.lu/priorites/index.html (zuletzt abgerufen am 04.06.2010).

- Die steigende Heterogenität der Schüler soll aufgefangen und genutzt werden, um effektivere und nachhaltige Lernprozesse zu initiieren. Zugleich sollen die Einflüsse kultureller und sozialer Faktoren auf Schulerfolg und Schullaufbahn reduziert werden. Die Schule kann nur dann zu Chancengerechtigkeit in der Bildung beitragen, wenn Faktoren, die nicht mit den intellektuellen und kognitiven Fähigkeiten der Schüler zusammenhängen, durch sie entschärft werden.
- Ein weiteres Ziel ist die Erhöhung des allgemeinen Ausbildungsniveaus sowie die Erhöhung des Anteils von Jugendlichen, die eine berufliche Ausbildung erreichen. Damit soll einerseits verhindert werden, dass zu viele Jugendliche die Schule ohne Abschluss verlassen, andererseits sollen mehr höher zertifizierte Abschlüsse erworben werden.
- Die Strukturen und Lerninhalte der Schulangebote sollen flexibler gestaltet werden im Sinne einer gerechteren Anpassung an eine sehr heterogene Schülerpopulation.

Nonformale Bildungsprozesse sowie informelle Bildungs- und Lernprozesse sind bereits Bestandteil gesetzlicher Grundhaltungen der Schulausbildung und werden dort schon mitgedacht („Loi du 6 février 2009 portant organisation de l’enseignement fondamental“). Weitere erwähnenswerte Punkte, die erstmals im Gesetzestext verankert sind, sind einerseits die Ideen des Kompetenzunterrichts und des differenzierten Unterrichts sowie des „plan de réussite scolaire“. Die Orientierung hin zu Kompetenzen wird zukünftig ebenfalls im „régime professionnel“ und im „régime de techniciens“ umgesetzt.

Mit dem Begriff ‚Kompetenzen‘ wird zum einen das Kind und der Jugendliche als lernendes Subjekt in den Mittelpunkt gerückt. Der Fokus wird somit auf die Fähigkeit und das Können, auf die jeweiligen Kompetenzen der Kinder und Jugendlichen gelenkt. Zum anderen wird mit dem Kompetenzbegriff eine Verbindung zwischen formalen Bildungszyklen und nonformalen Bildungsprozessen hergestellt und eröffnet. Vor allem in nonformalen Settings wird die Zielsetzung traditionellerweise auf den Erwerb und die Vermittlung bestimmter Kompetenzen und Kompetenzbereiche gelegt. Mit der Einführung des Kompetenzbegriffs in formale Bildungszyklen wird somit der Rahmen für ein institutionenübergreifendes Lernen geschaffen und eine Verbindung zwischen schulischem und außerschulischem Lernen wird zumindest konzeptuell angedeutet.

Der „plan de réussite scolaire“, wie im neuen Schulgesetz beschrieben, stellt ein Werkzeug zur Qualitätsentwicklung in den Grundschulen dar (SCRIPT, 2009). Den Schulen und ihren Akteuren werden hiermit gewisse Freiheiten und Verantwortungsbereiche zugeteilt mit dem Ziel, sich möglichst optimal an die Ausbildungsbedürfnisse der Schüler anzupassen und die Schul- und Lernangebote in einem selbstreflexiven Prozess evaluieren und steuern zu können. Diesbezüglich wird eine Verbesserung der Schulqualität erwartet, da alle Akteure mit in den operationalen Qualitätsentwicklungsprozess der Schulen mit einbezogen werden. Es wird sich in Zukunft zeigen, inwiefern es Schulen gelingen wird, sich mit Hilfe dieses Werkzeugs auf neue gesellschaftliche und individuelle Bildungserfordernisse einzustellen.

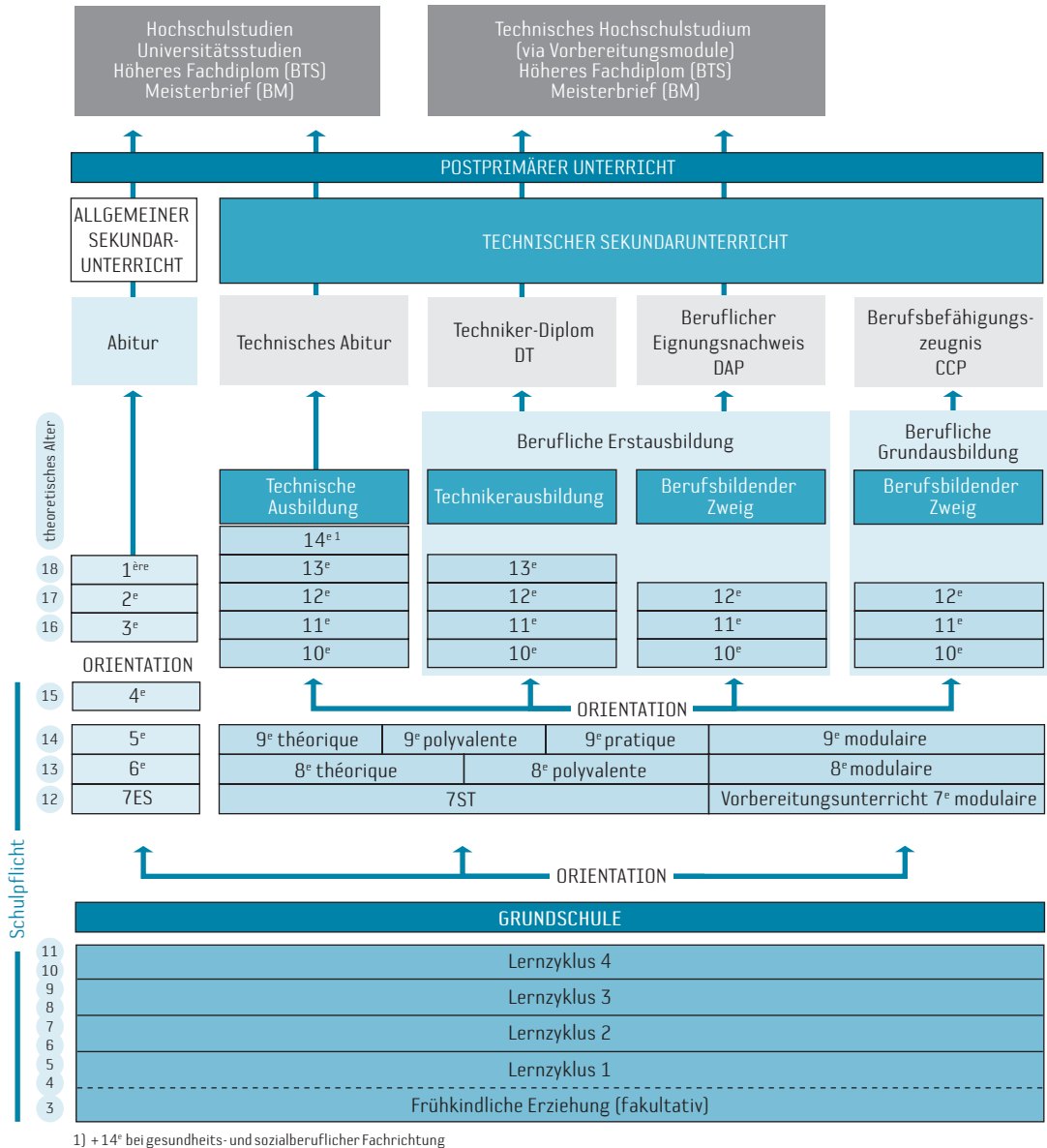
3.3.2. Organisation und Struktur des Bildungssystems

An dieser Stelle werden die Strukturen des luxemburgischen Schulsystems kurz beschrieben (siehe Abbildung 3.2). Die Bedeutung von Bildungsbeteiligung und Schulabschlüssen im luxemburgischen Schulsystem kann präziser nachvollzogen werden, wenn sie in einem strukturellen und organisatorischen Kontext des Schulsystems erläutert wird. Es sei ebenfalls darauf hingewiesen, dass in diesem Bericht nur die staatlichen sowie die staatlich subventionierten Bildungsstrukturen als formale Bildungsorte berücksichtigt werden und private oder europäische Schulen und Sekundarschulen eher ausgeklammert werden.

Zugleich muss darauf hingewiesen werden, dass sich gewisse Bereiche des formalen Bildungssystems gegenwärtig im Umbruch befinden. Dies betrifft einerseits die „éducation précoce“, das „enseignement préscolaire“ und das „enseignement primaire“, die durch die neue Grundschule oder „école fondamentale“ ersetzt wurden. Andererseits steht die „réforme de la formation professionnelle“ im EST

bevor. Die Veränderungen infolge des neuen Schulgesetzes („Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental“) wurden erst mit dem Eintritt in das Schuljahr 2009/2010 umgesetzt.¹²

Abbildung 3.2.: Struktur des luxemburgischen Bildungssystems (ab Schuljahr 2010/2011)



1) + 14^e bei gesundheits- und sozialberuflicher Fachrichtung

Quelle: Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle 2009; unveröffentlichtes Dokument.

12 Die in der Abbildung 3.2 dargestellten Strukturen werden erst für das Schuljahr 2010/2011 umgesetzt.

„École fondamentale“ – die Grundschule

Das neue Schulgesetz sieht einen ersten Zyklus von drei Jahren vor, in dem die frühkindliche Erziehung („éducation précoce“) und der Vorschulunterricht (früher: „éducation préscolaire“) stattfinden. Danach folgen drei weitere Lernzyklen, die jeweils zwei Jahre dauern.

Das „Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle“ hat schon 1998 die „éducation précoce“ ins Leben gerufen. Ziel dieser frühkindlichen Erziehung (die Teil der Grundschule ist, aber bis heute fakultativ bleibt) ist es eine bessere Integration in das Schulsystem zu gewährleisten und etwaigen sprachlichen Defiziten (vor allem auch bei Kindern mit Migrationshintergrund und Fremdsprachenerfahrung) frühzeitig entgegenzuwirken. Ab dem dritten Lebensjahr haben Kinder die Möglichkeit, die frühkindliche Erziehung zu besuchen. Jede Gemeinde ist verpflichtet, ein solches Unterrichtsangebot zu organisieren. Seit Bestehen der „éducation précoce“ ist die Beteiligung an diesem Unterricht kontinuierlich gestiegen. Im Schuljahr 2007/2008 waren es annähernd 3.865 Kinder (67 % der Gesamtpopulation dieser Altersgruppe), die mehr oder weniger regelmäßig die frühkindliche Erziehung besuchten (MENFP, 2009). Im Schuljahr 2008/2009 waren es knapp mehr als 4.000 Kinder (ca. 71 % der Gesamtpopulation dieser Altersgruppe) (MENFP, 2010b).

Mit dem Vorschulunterricht als Teil des ersten Zyklus der Grundschule beginnt auch die allgemeine Schulpflicht. Dieser obligatorische Teil des ersten Zyklus (Vorschulunterricht) entspricht den früheren Kindergartenjahren, wo die Kinder bereits ab dem vierten Lebensjahr eingeschult werden. Die wichtigsten Ziele des ersten Zyklus der Grundschule sind die Integration in das Schulwesen, die Förderung der allgemeinen Entwicklung des Kindes sowie die Unterstützung des Kindes bei der Entdeckung seiner Umwelt. Auch hier sollen sprachliche Schwierigkeiten, Defizite und Differenzen, vor allem auch was die luxemburgische Sprache anbelangt, erkannt und behoben werden.

Die Primarschule wurde durch die Stufen zwei, drei und vier der Grundschule ersetzt. Das Regelalter der Schüler dieser Stufen liegt zwischen sechs und zwölf Jahren. Ziele der Grundschule bestehen darin, den Schülern Basiskompetenzen und Basiswissen hinsichtlich der Bewältigung späterer Bildungswege zu vermitteln.

Sekundarschule

Wie mit dem neuen Schulgesetz festgelegt, sind Kinder nach dem Eintritt in den ersten Zyklus der Grundschule insgesamt zwölf Jahre schulpflichtig¹³ („Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire“). Mit dem zwölften Lebensjahr besuchen die Jugendlichen die Sekundarschule und verbleiben in der Regel sieben weitere Jahre in diesem Bildungsabschnitt (die obligatorische Mindestzeit beträgt vier Jahre). Die Sekundarstufe in Luxemburg ist in unterschiedliche Unterrichtsformen aufgeteilt: das „enseignement secondaire“ (ES) (allgemeiner Sekundarunterricht) und das „enseignement secondaire technique“ (EST) (technischer Sekundarunterricht), worunter auch das „régime préparatoire“ gezählt wird (auch Vorbereitungsunterricht genannt).

Das „enseignement secondaire“ umfasst sieben Stufen, und ist als Vorbereitung auf postsekundäre Ausbildungen in Hochschulen oder Universitäten konzipiert. Zur Abschlussprüfung erwirbt man das „diplôme de fin d'études secondaires“. Das ES bietet keine Berufsausbildung im eigentlichen Sinne an. Die letzten drei Jahre können Schüler zwischen unterschiedlichen Sektionen mit inhaltlichen Schwerpunkten wählen. Der Aufbau des EST ist viel komplexer als der des ES. Der untere Zyklus („cycle inférieur“) ist in unterschiedliche Abstufungen („7^e adapt“; „7^e“, „8^e“ und „9^e technique“; „8^e“ und „9^e polyvalente“; „9^e pratique“ oder „7^e“ bis „9^e modulaire“: siehe zur besseren Übersicht Abbildung 3.2) gegliedert und soll den Schülern zu einem der Ausbildungswege des mittleren und oberen Zyklus des EST hinführen, der am besten seinen Fähigkeiten und Interessen entspricht. Die Schüler verbleiben in der Regel drei Jahre im „cycle inférieur“, und zwar in einer der Abstufungen des EST oder in den „classes modulaires“ des „régime préparatoire“.

¹³ In der Regel erstreckt sich die Schulpflicht demnach bis zum 16. Lebensjahr.

Nach der „9^{te}“ wählen die Schüler, entsprechend ihrer Leistungen im „cycle inférieur“, einen für sie passenden Ausbildungsweg.

Daneben bestehen weitere Klassen des „cycle inférieur“ des EST, die zum Teil auch als eine Antwort auf eine heterogene Schülerstruktur zu betrachten sind. Für die Orientierung von Neuankömmlingen ist die „Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants“ (CASNA) des Bildungsministeriums zuständig:

- Die „classes d'accueil“ (12 bis 15 Jahre) und die „classes CLIJA“ (15 bis 17 Jahre) nehmen Jugendliche auf, die neu ins Land gekommen sind. Die Klassen sind dem „régime préparatoire“ zugeordnet. Die Schüler lernen zuerst intensiv die französische Sprache und werden spätestens nach einem Jahr in eine andere Klasse des „enseignement secondaire technique“ weiterorientiert.
- Es bestehen weitere sogenannte Eingliederungsklassen im „cycle inférieur“ des EST, in denen gezielt nur auf Französisch oder Deutsch unterrichtet wird. Diese Klassen nehmen auch Neuankömmlinge auf. Ob die Schüler nun in eine „classe d'accueil“ oder in eine Eingliederungsklasse orientiert werden, hängt allgemein von den sprachlichen Vorkenntnissen und auch vom schulischen Leistungsniveau ab, das im Herkunftsland erworben wurde.

Für Schüler, die das „régime préparatoire“ abgeschlossen haben (und demnach mindestens 15 Jahre alt sind), jedoch zu leistungsschwach für das EST oder eine Basisberufsausbildung sind (CCP ist die neue Bezeichnung ab 2010/2011, bis dato heißen diese Ausbildungen CCM oder CITP und werden auch weiterhin hier so benutzt), besteht die Möglichkeit eine „classe COIP“ („cours d'orientation et d'insertion professionnelle“) oder eine „classe IPDM“ („Initiation professionnelle Divers Métiers“) in den unterschiedlichen Sekundarschulen zu besuchen. Hier werden unterschiedliche praktische Aktivitäten angeboten sowie praktische und handwerkliche Kompetenzen vermittelt, die auf eine spätere Berufsausbildung vorbereiten.

Die mittlere und obere Stufe des EST („cycle moyen“ und „cycle supérieur“) sind in drei unterschiedliche „régimes“ unterteilt: das „régime technique“, das „régime de la formation de techniciens“, das „régime professionnel“:

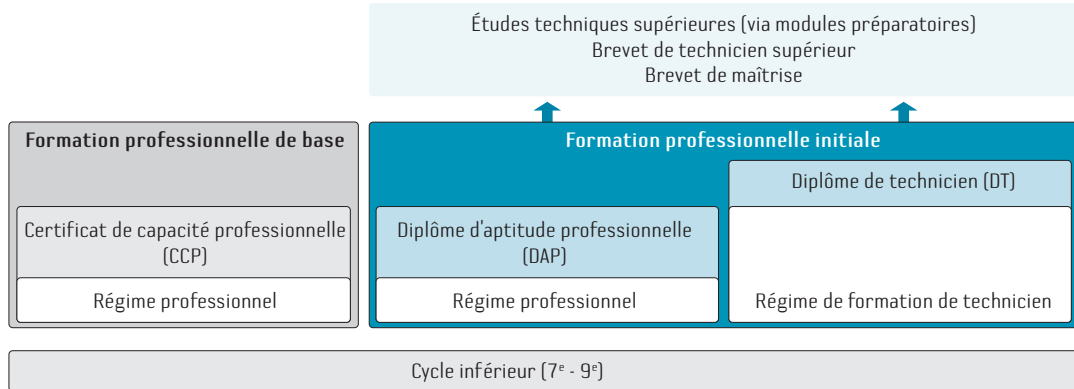
- Das „régime technique“ (Technische Ausbildung) ermöglicht es, ein technisches Abitur zu erwerben, was gleichzeitig mit einer Hochschulzulassung einhergeht, jedoch auch Möglichkeiten zum Berufseinstieg bietet.
- Das „régime de techniciens“ (Technikerausbildung) ist eine Ausbildung, die ebenfalls auf das Erwerbsleben vorbereiten soll, wobei aber auch postsekundare Studien in den jeweilig speziellen Ausbildungsbereichen und darüber hinaus möglich sind.¹⁴
- Das „régime professionnel“ (Berufsausbildung) bereitet die Schüler auf das Berufsleben vor und beinhaltet eine Fülle unterschiedlicher Berufsausbildungen, die in unterschiedliche Berufsbereiche eingeteilt sind: Bauwesen und Wohnen, Industrie, Ernährung, Landwirtschaft, Handel, Mechanik, Handwerk, Mode, Gesundheit und Hygiene, Hotelwesen und Touristik. Das „régime professionnel“ ist teilweise als dualer Ausbildungsweg organisiert. Dies hängt allerdings von den inhaltlichen Merkmalen der Ausbildung ab.

Mit dem Gesetzesprojekt 5622 werden die Weichen zu einer Reform der Berufsausbildung in Luxemburg gestellt. Begründet werden diese Schritte mit einem Anpassungsbedarf der Ausbildung an wirtschaftliche, technische und ökonomische Entwicklungen und Veränderungen, die immer neue Beschäftigungssektoren entstehen lassen. Ziel dieser Reform ist es, die Ausbildungswege zu modernisieren und die Zertifizierung

¹⁴ Die Zugangsmöglichkeiten zu postsekundaren Studien nach Abschluss der Technikerausbildung hängen von den Aufnahmeprozeduren des Ausbildungslandes ab.

der Ausbildung anhand von Kompetenzbereichen einzuführen. Betroffen von dieser Reform sind einerseits das „régime professionnel“, aber auch das „régime de la formation de techniciens“ (siehe Abbildung 3.3).

Abbildung 3.3.: „Réforme de la Formation professionnelle“



Quelle: „Réforme de la Formation professionnelle“ (MENFP, 2007c).

Bisher existierten drei unterschiedliche Berufsausbildungsabschlüsse: das „certificat d'aptitude technique et professionnelle“ (CATP), das „certificat de capacité manuelle“ (CCM) und das „certificat d'initiation technique et professionnelle“ (CITP). Das frühere CATP des „régime professionnel“ wird zum „diplôme d'aptitude professionnelle“ (DAP) umstrukturiert, und die beiden Ausbildungswege CCM und CITP werden umbenannt in „Certificat de capacité professionnelle“ (CCP).¹⁵ Das CATP (neu: DAP) bietet die Möglichkeit, nach Abschluss der Berufsausbildung eine Meisterprüfung im jeweiligen Bereich zu erlangen. Das CCM und das CITP (neu: CCP) ermöglichen nur bestimmte Berufsausbildungen und beinhalten weniger theoretische Lerninhalte. Diese Ausbildungswege sind hauptsächlich für Schüler gedacht, die das „régime préparatoire“ des „cycle inférieur“ im EST abgeschlossen haben.

Postsekundarschule und Universität

Die Entstehung der „Université du Luxembourg“ geht zurück auf das Gesetz zur Gründung einer Universität im Jahre 2003 („Loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg“). In diesem Kontext wurden bereits bestehende postsekundäre Bildungsstrukturen in Luxemburg wie das „Centre Universitaire“, das „Institut Supérieur de Technologie“, das „Institut Supérieur d'Études et de Recherches Pédagogiques“ und das „Institut d'Études Éducatives et Sociales“ in die „Université du Luxembourg“ integriert. Damit war die Gründung einer tertiären Gesamtbildungsstruktur in Luxemburg geschaffen. Die „Université du Luxembourg“ hat sich gewissen Prinzipien, wie dem Zusammenwirken von Forschung und Bildung, der Multilingualität sowie der Mobilität der Studenten und des wissenschaftlichen Personals, verschrieben.

¹⁵ Zur ausführlichen Information der Reformen empfiehlt sich die Lektüre der Broschüre „Réforme de la Formation professionnelle“ (MENFP, 2007c).

Aktuell werden drei verschiedene Bildungsabschlüsse angeboten: Bachelor, Master und Doktorat.¹⁶ Zusätzlich werden auch weiterbildende Studiengänge an den jeweiligen Fakultäten der Universität organisiert, wie z. B. die Ausbildung für Sekundarschullehrer sowie deren Weiterbildungen oder die „Formation continue Lëtzebuerger Sprooch a Kultur“.

Neben der „Université du Luxembourg“ funktioniert in Luxemburg eine weitere universitäre Bildungsinstitution, welche ebenfalls dem „Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche“ unterstellt ist: das „Institut Universitaire International Luxembourg“ (IUIL). Dieses Institut wurde 1974 als öffentliche postuniversitäre Bildungsinstitution gegründet. Die Studien sind in drei unterschiedliche Zweige aufgeteilt: Jura, Politik- und Wirtschaftswissenschaft sowie europäische Forschung.¹⁷ Ziel des Institutes ist es, spezifische Weiterbildungen anzubieten, vor allem für Professionelle und Akademiker. Seit 1999 sieht sich das IUIL eher als universitäres Glied zwischen Ökonomie und universitärer Forschung und konzentriert seine Aktivitäten auf drei Aufgabenfelder: die Gründung und Entwicklung von Unternehmen, europäische Rechtswissenschaften und das Management im öffentlichen Dienst.

3.3.3. Bildungsbeteiligung der Jugendlichen

Die Bildungsbeteiligung hinsichtlich der unterschiedlichen Bildungszweige zeigt einerseits die Zugangsmöglichkeiten zu Bildungszweigen, andererseits aber auch zukünftige und mögliche Abschlüsse, die unterschiedliche Gruppen von Jugendlichen erreichen können. Ziel der genaueren Betrachtung der Bildungsbeteiligung ist es, die Verteilungen der Jugendlichen nach Bildungssektoren hinsichtlich unterschiedlicher Analysedimensionen wie Alter, Geschlecht oder Nationalität in den Blick zu nehmen.¹⁸ Während die Analysedimension Alter etwas darüber aussagen kann, wie lange Jugendliche durchschnittlich im Bildungssystem bleiben, berühren die Analysedimensionen Geschlecht und Nationalität zentrale Fragen der Bildungs- und Chancengleichheit für Jugendliche in Luxemburg.

Bildungsbeteiligung in der Sekundarschule nach Geschlecht

Während noch Mitte des letzten Jahrhunderts Jungen durchschnittlich länger in Bildungsinstitutionen verweilten und auch die besseren Bildungsabschlüsse erzielten, hat sich das Blatt in den letzten Jahrzehnten gewendet. Aktuell geht die Tendenz eher dahin, dass Mädchen in den höher eingestuften Bildungszweigen leicht überrepräsentiert sind. Auch im luxemburgischen Schulsystem finden wir ähnliche geschlechtsspezifische Verteilungstendenzen.

Der Tabelle 3.1 ist zu entnehmen, dass die Anteile von Mädchen und Jungen im „enseignement secondaire“ und „enseignement secondaire technique“ unterschiedlich verteilt sind. 36,9% der Mädchen, aber nur 29,8% der Jungen besuchten 2008/2009 das ES, welches als höchste schulische Bildungsstufe eingeschätzt wird und höhere Anforderungen stellt als das EST. Umgekehrt besuchen 70,2% der Jungen gegenüber 63,1% der Mädchen das EST. Mädchen wählen also häufiger höher eingestufte Bildungszweige. Bei Mädchen ist die Wahrscheinlichkeit demnach leicht höher, in ein klassisches Gymnasium orientiert zu

¹⁶ Die Bildungsgänge sind in drei unterschiedliche Fakultäten eingegliedert: 1. die Fakultät für Naturwissenschaften, Technologie und Kommunikation, 2. die Fakultät für Rechts-, Wirtschafts- und Finanzwissenschaften, 3. die Fakultät für Sprachwissenschaften und Literatur, Geisteswissenschaften, Kunst und Erziehungswissenschaften.

¹⁷ www.iuil.lu/?ml=E6B2ACE9AF1F (zuletzt abgerufen am 10.05.2010).

¹⁸ In diesem Bericht können die Bildungsbeteiligung und später auch der Bildungsstand jedoch nicht – wie in anderen Studien (vgl. PISA 2006) – bezüglich des sozioökonomischen Status oder der Muttersprache analysiert werden, da die verwendeten Datenbanken des Bildungsministeriums Merkmale wie den sozioökonomischen Status nicht berücksichtigen. Auch die Datenbanken der EFT 2008 ermöglichen nur eingeschränkt Zusammenhänge mit sozioökonomischem Status.

werden, als bei Jungen.¹⁹ Durch die erhöhte Beteiligung der Mädchen an höheren Bildungszweigen sind Mädchen in ihren Möglichkeiten, höhere Bildungsabschlüsse zu erlangen, in einer günstigeren Lage als Jungen (siehe auch Kapitel 3.3.4).

Tabelle 3.1.: Schüler in den Bildungszweigen nach Geschlecht im Schuljahr 2008/2009

	männlich	weiblich	Total
„Enseignement secondaire“	5.701	6.880	12.581
	29,8%	36,9%	33,3%
„Enseignement secondaire technique“	13.412	11.784	25.196
	70,2%	63,1%	66,7%
Total	19.113	18.664	37.777
	100%	100%	100%

Quelle: Schülerdatenbank des MENFP „Rentrée 2008/2009“; (n = 37.777); Ergebnis: Chi-Quadrat Test ergab signifikanten Chi-Quadrat Wert bei $p < 0,000$.

Bildungsbeteiligung in der Sekundarschule nach Nationalität

In der Bildungsdiskussion wird neben dem Geschlecht auch der Migrationshintergrund als wichtiger Faktor der Bildungsbeteiligung und Bildungsambitionen diskutiert. In Tabelle 3.2 wird die Bildungsbeteiligung in den Sekundarschulen Luxemburgs (öffentliche und privat subventionierte Einrichtungen)²⁰ hinsichtlich der Nationalität der Jugendlichen näher betrachtet. Dabei differenzieren wir nicht nur zwischen Jugendlichen mit luxemburgischer und nichtluxemburgischer Nationalität, sondern wir werden auch die Verteilungen unterschiedlicher Nationalitätengruppen im Bildungssystem veranschaulichen und darstellen.

Die Tabelle 3.2 zeigt, wie verschieden die Jugendlichen unterschiedlicher Nationalitätengruppen in Luxemburg auf die jeweiligen Bildungszweige des formalen Unterrichts verteilt sind. Nimmt man die Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität, so zeigt sich, dass sie vor allem im ES stark überrepräsentiert sind. Genau umgekehrt verhält es sich für die Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität. Sie sind vor allem im ES unterrepräsentiert, jedoch stark überrepräsentiert im „cycle inférieur“ des EST, im „régime préparatoire“ des EST, in den „classes d'accueil“, im „régime professionnel“ des EST sowie in den „classes IPDM“.

Ausgeprägte Differenzen in der Bildungsbeteiligung findet man auch bei den Jugendlichen aus dem ehemaligen Jugoslawien. Auch sie sind ähnlich wie portugiesische Schüler im ES und im „régime technique“ des EST unterrepräsentiert. Hingegen sind sie überrepräsentiert im „régime préparatoire“ und im „cycle inférieur“ des EST (sowie leicht überrepräsentiert im „régime de techniciens“ und „régime professionnel“ und in den „classes IPDM“).

Eine weitere Gruppe Jugendlicher, die überproportional häufig in unteren Bildungsgängen eingeschrieben sind, sind jene, die aus anderen Nicht-EU-Ländern kommen. Hier ergeben sich starke

¹⁹ Die Orientierung der Schüler in die Sekundarschulen wird mit Hilfe der Prozedur „Passage Primaire Postprimaire“ (PPP) abgewickelt. Bei dieser Prozedur fließen unterschiedliche Orientierungskriterien mit ein: die Bewertung der schulischen Leistungen aufgrund der Zeugnisnoten, die Ergebnisse in den standardisierten Prüfungen der Fächer Mathematik, Deutsch und Französisch, die Einschätzung des Lernverhaltens durch die Lehrer, der Standpunkt der Eltern sowie das psychologische Gutachten, falls es erwünscht ist (CPOS, 2009).

²⁰ Man muss bedenken, dass viele Jugendliche aus anderen EU-Staaten z. T. private und europäische nichtsubventionierte Sekundarschulen besuchen. Daten zu diesen Schulen werden in diesem Bericht jedoch nicht dargestellt. Daher ist es schwierig, Aussagen zu deren Bildungssituation zu treffen. Die europäischen und privaten Sekundarschulen sind dem luxemburgischen „enseignement secondaire“ gleichgestellt.

Überrepräsentierungen in den „classes IPDM“ und im „régime préparatoire“ des EST. Erwartungsgemäß sind auch diese Schüler sehr stark in den „classes d'accueil“ vertreten, da viele dieser Jugendlichen erstmals in diese Klassen orientiert werden, wenn sie als Neuankömmlinge in das luxemburgische Schulsystem eingeschrieben werden.

Alles in allem können wir auf starke strukturelle Segmentierungs- und Benachteiligungstendenzen in Bezug auf die differenzielle Beteiligung von Jugendlichen unterschiedlicher Nationalität an unterschiedlichen

Tabelle 3.2.: Anzahl und Anteile der Schüler in den Bildungsorientierungen nach Nationalität im Schuljahr 2008/2009

		Nationalitäten											
		luxemburgisch		portugiesisch		andere EU		ex-jugoslawisch		andere nicht-EU		Total	
		Anzahl	Anteil Nationalität	Anzahl	Anteil Nationalität	Anzahl	Anteil Nationalität	Anzahl	Anteil Nationalität	Anzahl	Anteil Nationalität	Anzahl	Anteil an allen Schülern
Orientierung ES		10.071	41,5%	875	11,6%	1.144	34,4%	254	16,1%	237	21,2%	12.581	33,3%
Orientierung EST (aufgegliedert nach „régime“)	„cycle inférieur“	5.122	21,1%	2.706	36,0%	869	26,1%	569	36,2%	308	27,6%	9.574	25,3%
	ACCU/CLIPP	11	<0,1%	125	1,7%	7	0,2%	5	0,3%	50	4,5%	198	0,5%
	„préparatoire“	810	3,3%	828	11,0%	137	4,1%	146	9,3%	101	9,0%	2.022	5,4%
	IPDM	147	0,6%	129	1,7%	25	0,8%	29	1,8%	43	3,8%	373	1,0%
	„régime technique“	3.373	13,9%	924	12,3%	407	12,2%	160	10,2%	123	11,0%	4.987	13,2%
	„régime de techniciens“	2.016	8,3%	793	10,6%	260	7,8%	175	11,1%	113	10,1%	3.357	8,9%
	„régime professionnel“	2.697	11,1%	1.132	15,1%	479	14,4%	235	14,9%	142	12,7%	4.685	12,4%
Orientierung EST (Total)		14.176	58,5%	6.637	88,4%	2.184	65,6%	1.319	83,9%	880	78,8%	25.196	66,7%
Total ES und EST		24.247	100%	7.512	100%	3.328	100%	1.573	100%	1.117	100%	37.777	100%

Quelle: Schülerdatenbank des MENFP „Rentrée 2008/2009“; (n = 37.777); „grau“ bzw. „blau“ gefärbte Anteile sind jene, die von einer proportionalen Verteilung nach Nationalität über die jeweiligen Bildungszweige signifikant abweichen (nach Chi-Quadrat: $p < 0,01$); „grau“ gefärbte Felder bedeuten: der Anteil der Schüler nach Nationalität ist unterrepräsentiert; „blau“ gefärbte Felder bedeuten: der Anteil der Schüler nach Nationalität ist überrepräsentiert.

Bildungszweigen im luxemburgischen Schulsystem schließen. Vor allem Schüler mit luxemburgischer Nationalität werden im Durchschnitt viel eher in den allgemeinen Sekundarunterricht orientiert als Schüler mit portugiesischer und ex-jugoslawischer Nationalität oder einer Nationalität eines Nicht-EU-Staates. Die Schüler portugiesischer und ex-jugoslawischer Nationalität werden eher in schwächer eingestufte und weniger anspruchsvolle Bildungszweige orientiert, wie z. B. in das „régime préparatoire“ oder das „cycle inférieur“ des EST. Auch Jugendliche anderer Nicht-EU-Staaten finden sich eher im „régime préparatoire“ sowie in den „classes d'accueil“ wieder.

Beteiligung in tertiären Bildungsstrukturen²¹

Seit der Gründung der Universität Luxemburg hat die Zahl der Studenten stetig zugenommen. Vom Wintersemester 2007/2008 auf 2008/2009 wurde ein Zuwachs von 8,5 % registriert. An der „Université du Luxembourg“ waren insgesamt 4.750 Studenten im Wintersemester 2008/2009 eingeschrieben.²² Schätzungen zufolge sind es trotz der Gründung der Universität Luxemburg im Jahre 2003 aber noch immer die Mehrheit aller luxemburgischen Studierenden, die ihre Studiengänge außerhalb Luxemburgs belegen. Dies hat vermutlich zwei Gründe: einerseits können nicht alle Studiengänge an der Universität Luxemburg absolviert werden, andererseits liegt eine etablierte Bildungstradition in Luxemburg vor, tertiären Studien im Ausland nachzugehen.

Die beliebtesten Studienländer der luxemburgischen Studenten sind Deutschland, Belgien und Frankreich. Zwischen 1.300 und 1.700 Studenten waren im Studienjahr 2007/2008 jeweils an Universitäten der Nachbarländer eingeschrieben, in Großbritannien waren es immerhin noch an die 700 (MCESR, 2008). Weit weniger luxemburgische Jugendliche studierten in Österreich und in der Schweiz (jeweils zwischen 200 und 400). Knapp 100 Studierende zogen zum Studieren nach Amerika, Kanada oder in ein anderes Land in Übersee.

Der Wert der „aides financières“ gibt eine grobe Richtlinie für die Zahl der Studenten vor, die von Luxemburg aus zum Studium ins Ausland gehen. Insgesamt wurden laut dem „Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur“ (CEDIES) für das Studienjahr 2007/2008 ca. 8.077 „aides financières“ beantragt, von denen ungefähr 7.800 Anträge genehmigt wurden (MCESR, 2008).²³

Zum Vergleich wurden im Jahr 2000/2001 etwas mehr als 5.000 Anträge auf Studienhilfen genehmigt. Seitdem ist die Zahl der Subsidien stetig gestiegen. Frauen beteiligen sich stärker an Hochschulstudien als Männer (54,3 % Frauen, 45,7 % Männer). In der Abbildung 3.4 ist der Beteiligungsanteil der Studierenden an der Gesamtpopulation angegeben.

Den Daten des CEDIES (MCESR, 2008) zufolge haben im Schuljahr 2007/2008 insgesamt 7.232 Jugendliche im Alter von 18 bis 29 Jahren eine finanzielle Beihilfe vom luxemburgischen Staat erhalten. Dies entspricht einem Anteil von etwa 9,5 % der Jugendlichen in dieser Altersgruppe.²⁴ In der Abbildung 3.4 ist

²¹ Die Beteiligung Jugendlicher in Luxemburg an tertiären Bildungsstrukturen ist schwieriger zu ermitteln als die Beteiligung in sekundären Bildungsstrukturen. Einerseits bestehen die Informationen rund um die finanziellen Studienhilfen, von denen Studenten Gebrauch machen, um ihre Studien zu finanzieren. Andererseits gibt es auch Daten aus der „Enquête sur les forces de travail“ (EFT). Internationale Studien von Eurostat oder der OECD liefern nur spärliche Informationen zu der Bildungsbeteiligung Luxemburgs im tertiären Bildungsbereich. Im Bereich des Bildungsstands ist die Datenlage noch geringer.

²² Hierunter fallen natürlich auch Studenten aus dem Ausland sowie Erwachsene, die ein „Master professionnel“ belegen.

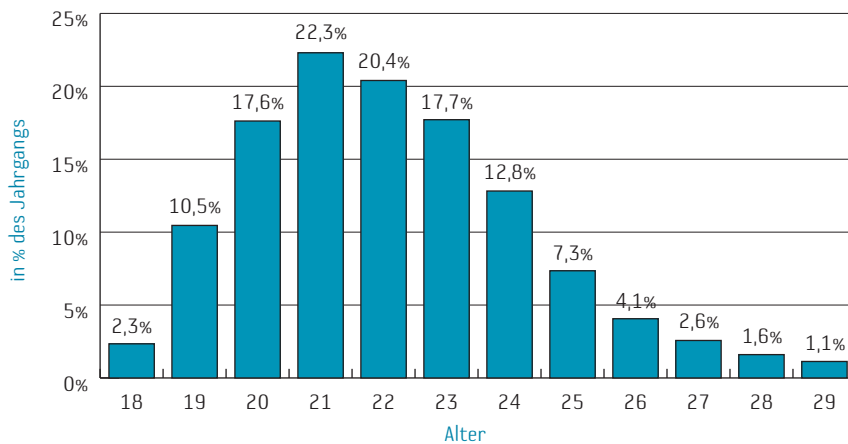
²³ Zwei systematische Fehlerquellen können bei den CEDIES-Daten auftauchen: 1. Sie sind unkomplett und unterrepräsentiert, da auch Jugendliche ihren Studien nachgehen, ohne auf staatliche Hilfen zurückzugreifen und demnach nicht in den Daten des CEDIES geführt werden. 2. Die Daten können jedoch auch überrepräsentiert sein, da verschiedene Studenten „Studienhilfen“ beantragen, auch auf Universitäten eingeschrieben sind, jedoch kein Studium verfolgen. Diese Personen könnte man als sogenannte „Scheinstudierende“ bezeichnen.

²⁴ Vergleichsdaten stammen aus RGPP vom 01.01.2008.

ebenfalls zu erkennen, dass sich der maximale Anteil der Studierenden in einem Alter zwischen 20 und 23 Jahren befindet (ungefähr 20%). Danach nehmen die Anteile der Studierenden an den Kohorten wieder ab.

Diese Entwicklung ist ebenfalls in den meisten anderen europäischen Ländern zu beobachten, auch wenn es nationale Unterschiede zwischen den verschiedenen Ländern gibt. In den EU-27-Staaten ist ungefähr ein Drittel der Gesamtpopulation zwischen 20 und 22 Jahren in tertiären Bildungsinstitutionen eingeschrieben. Der Anteil der Studierenden in der EU fällt ab dem 24. Lebensjahr stark ab (European Commission, 2009b, S. 112). In Bezug auf die Bildungsbeteiligung in tertiären Bildungsinstitutionen deuten die Zahlen insgesamt daraufhin, dass der Anteil der Studierenden in Luxemburg im Vergleich zum Durchschnitt in den EU-Ländern niedriger ausfällt.

Abbildung 3.4.: Postsekundare Bildungsbeteiligung nach Alter



Quellen: „Fichier des aides financières pour études supérieures“ (CEDIES, 2007/2008) und „Répertoire Général des Personnes Physiques“ 2008 (RGPP); Untersuchungspopulation (N = 7.232); Referenzpopulation (n = 76.146).

3.3.4. Bildungsstand und Schulleistungen

Um weitere Aussagen über die Bildungssituation der luxemburgischen Jugend zu ermöglichen, werden wir im Folgenden Indikatoren des Bildungsstands analysieren. Es geht darum zu überprüfen, welche Bildungsabschlüsse Jugendliche in Luxemburg bekommen, und wie die Verteilung der Bildungsabschlüsse hinsichtlich unterschiedlicher Analysedimensionen aussieht.²⁵

Bildungsabschlüsse der Sekundarschule

In den Sekundarschulen des formalen Bildungssystems in Luxemburg können folgende Bildungsabschlüsse erworben werden:

- im „enseignement secondaire“:
 - ein „diplôme de fin d’études secondaires“
- im „enseignement secondaire technique“:
 - ein „diplôme de fin d’études secondaires technique“ im „régime technique“
 - ein „diplôme de technicien“ im „régime de technicien“
 - ein „certificat d’aptitude technique et professionnelle“ (CATP), ein „certificat de capacité manuelle“ (CCM) und ein „certificat d’initiation technique et professionnelle“ (CITP) im „régime professionnel“.²⁶

Aktuell sind es knapp 5.600 Schüler, die jedes Jahr in eine der Klassen des Sekundarunterrichts orientiert werden. Ein Anteil von etwa 60 % dieser Schüler hat die luxemburgische Nationalität, die zweithäufigste Gruppe sind Jugendliche portugiesischer Herkunft. Im Folgenden werden wir:

1. mit Hilfe der Daten des MENFP (Wallossek et al., 2009) und der Schülerdatenbank des MENFP („Promotion 2007/2008“) die Abschlussquoten der Kohorten berechnen. Es wird geschaut, wie hoch die Anteile der jeweiligen Sekundarschulabschlüsse einer bestimmten Kohorte sind. In diesem Kontext werden die Bildungsabschlüsse aus dem Schuljahr 2007 dargestellt und mit der Anzahl der Schüler bei ihrer Einschulung in die Sekundarschule verglichen, d. h. bei der Sekundareinschulung der Kohorte. Mit der Schülerdatenbank des MENFP („Rentrée 2007/2008“) werden die Bildungsquoten hinsichtlich des Geschlechts und der Bildungszweige dargestellt.²⁷
2. die Daten der „Enquête sur les forces de travail“ (EFT) berücksichtigen.²⁸ So werden unterschiedliche Perspektiven der Bildungsabschlüsse fokussiert: einerseits die Sichtweise, die sich auf das luxemburgische Schulsystem konzentriert, und demnach analysieren soll, wie hoch die Abschlussquote der Schüler in Luxemburg ist, andererseits steht das durchschnittliche Bildungsniveau der in Luxemburg wohnenden Kohorte der Jugendlichen (25 bis 29 Jahre) im Fokus, von denen nicht

²⁵ D. h. es gilt zu überprüfen, welche Abschlüsse innerhalb der verschiedenen Gruppen von Jugendlichen (nach Geschlecht, nach Nationalitäten usw.) absolviert werden.

²⁶ Diese Bildungsabschlüsse sind jene, die vor der „réforme du régime professionnel“ galten.

²⁷ Zum Zeitpunkt der Veröffentlichung des Berichtes waren bereits Daten zum Bildungsabschluss 2008/2009 bekannt. Diese Daten wurden jedoch aus Zeitgründen nicht mehr aufgearbeitet und sind in diesem Bericht somit nicht abgebildet. Die neuesten Zahlen des MENFP ändern jedoch nichts an der inhaltlichen Bedeutung der Zahlen dieses Berichtes, sondern bestätigen diese Aussagen.

²⁸ Diese Daten beziehen sich auf eine Stichprobe, die repräsentativ für die Gesamtbevölkerung der in Luxemburg wohnenden Bevölkerung ist und die entweder zur Schule geht bzw. arbeitet. Die möglicherweise unterschiedlichen Ergebnisse der beiden Methoden basieren auf der Tatsache, dass unterschiedliche Referenzpopulationen verwendet werden sowie auf unterschiedliche Erhebungsmethoden zurückgegriffen wird.

jeder zwangsläufig seine Sekundarschule in Luxemburg abgeschlossen hat, jedoch zu der in Luxemburg lebenden Jugendpopulation zählt.

Abschlussquoten anhand der Daten des Bildungsministeriums

In der Tabelle 3.3 sind die Abschlussquoten der Sekundarschüler in Luxemburg vom Schuljahr 2001/2002 bis zum Jahr 2007 in Bezug auf die jeweiligen Kohorten abgebildet.

Die Bildungsquoten des Sekundarunterrichts sind in den letzten Jahren (2002 bis 2008) relativ stabil geblieben und bewegen sich um die 80 %. Man könnte daraus ableiten, dass um die 20 % der Jugendlichen im luxemburgischen Schulsystem die Schule ohne Bildungsabschluss verlassen.²⁹

Schaut man sich die Bildungsabschlüsse genauer an, so sind es knapp 26 % der Kohorte, die einen Abschluss des „enseignement secondaire“ erlangen. 16 % bekommen ein „diplôme de fin d’études secondaires techniques“ und 11 % ein „diplôme de techniciens“. Dies bedeutet, dass knapp 53 % der Schüler einer Kohorte, die eine luxemburgische staatlich konventionierte Sekundarschule besuchten, die Mindestvoraussetzungen erfüllen, um weitere postsekundäre Studien bzw. Hoch- oder Fachhochschulstudien zu beginnen.³⁰

Tabelle 3.3.: Bildungs- und Sekundarschulabschlussquoten vom Schuljahr 2001/2002 bis zum Schuljahr 2007/2008

	Schuljahr	Anteil Schüler mit Abschluss
Quote der Bildungsabschlüsse	2001/2002	79,8%
	2002/2003	79,1%
	2003/2004	82,8%
	2004/2005	80,9%
	2005/2006	80,8%
	2006/2007	83,2%
	2007/2008	82,4%
Quote der Sekundarschulabschlüsse	2006/2007	75,0%
Abschlussquote mit Zugang zu Postsekundarbildung (Hochschule bzw. Fachhochschule)	2006/2007	53,0%

Quelle: (Wallassek et al., 2009, S. 66).

²⁹ Tatsächlich sind es sogar nur um die 75 % der Jugendlichen, die einen Sekundarschulabschluss erreichen. Die Unterschiede zu den Bildungsabschlussquoten kommen daher, dass dort auch die Bildungsabschlüsse des „cycle moyen“ berücksichtigt werden. Diese Zahlen stehen in einem gewissen Widerspruch zu den Zahlen zum „décrochage scolaire“ (siehe Kapitel 3.3.5).

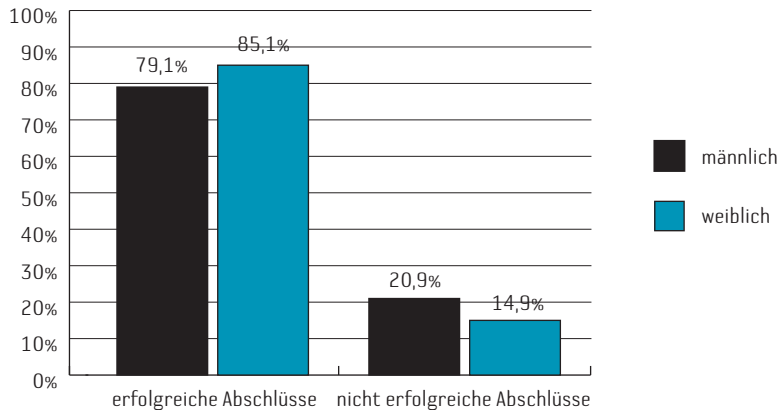
³⁰ Es stellen sich anschließend jedoch noch weitere Fragen: Wie geht man mit diesen Schülern um, die das „cycle moyen“ („3^e“ im ES, „11^e“ im EST) der Sekundarschule erreicht haben? Kennzeichnet man sie als Schulabbrecher oder sind dies vor allem Schüler, die weitere Bildungseinrichtungen besuchen (Sekundarschule im Ausland, Armee, Polizeischule usw.)? Wo tauchen die Schüler auf, die während des Sekundarschulalters nach Luxemburg immigrieren und eventuell zu einem späteren Zeitpunkt einen Abschluss bekommen? Sie werden nicht in der Kohortenrechnung (Referenzpopulation) aufgeführt.

Die Schülerdatenbank des MENFP gibt uns einen allgemeinen Überblick der Bildungsquote im Sekundarunterricht und erlaubt Aussagen zu kohortenspezifischen Bildungsergebnissen. Sie verraten jedoch nichts über die Bildungsstandverteilung innerhalb der Jugend hinsichtlich der Analysedimension Geschlecht oder Nationalität.

Bildungserfolge in der Sekundarschule nach Bildungszweig und Geschlecht

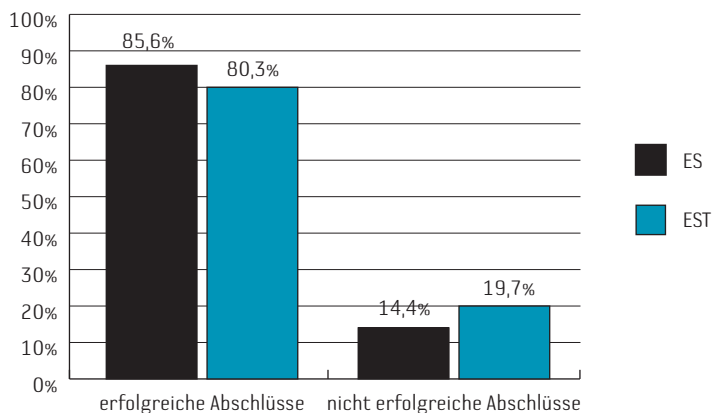
In der Abbildung 3.5 sind die Abschlusserfolge im ES und EST hinsichtlich des Geschlechts dargestellt.

Abbildung 3.5.: Abschlusserfolg im ES und EST nach Geschlecht im Schuljahr 2007/2008



Quelle: Schülerdatenbank des MENFP „Promotion 2007/2008“; (n = 3.519); Unterschiede sind signifikant nach Pearson Chi-Quadrat ($p < 0,01$); in dieser Abbildung sind nur die Fälle berücksichtigt, die eindeutig bestanden bzw. nicht bestanden haben. Für einen beachtlichen Teil der Fälle war das Abschlussresultat für das „régime professionnel“ nicht bekannt. Diese Fälle wurden als fehlende Daten betrachtet.

Abbildung 3.6.: Abschlusserfolg nach Bildungszweig im Schuljahr 2007/2008



Quelle: Schülerdatenbank des MENFP „Promotion 2007/2008“; (n = 3.519); in dieser Abbildung sind nur die Fälle berücksichtigt, die eindeutig bestanden bzw. nicht bestanden haben. Für einen beachtlichen Teil der Fälle war das Abschlussresultat für das „régime professionnel“ nicht bekannt. Diese Fälle wurden als fehlende Daten betrachtet.

Der Abbildung 3.5 ist zu entnehmen, dass über die verschiedenen Sekundarzweige hinweg (ES und EST) Unterschiede hinsichtlich des Abschlusserfolgs nach Geschlecht bestehen. Das heißt, dass statistisch gesehen mehr junge Frauen einen Abschluss der Sekundarschule erhalten, als dies bei den Männern der Fall ist. Frauen, unabhängig von ihrer sowieso schon höheren Bildungsbeteiligung, sind zudem auch noch erfolgreicher auf der Ebene des Sekundarabschlusses. In Abbildung 3.6 werden Unterschiede des Abschlusserfolgs hinsichtlich der verschiedenen Sekundarzweige dargestellt.

Es fällt zunächst einmal auf, dass Misserfolge im ES wie auch im EST recht hoch ausfallen (14,4 % bis 19,7 % nicht erfolgreiche Abschlüsse). Dies heißt, dass jeder Siebte im ES und jeder Fünfte im EST das Abschlussjahr des Sekundarunterrichts nicht besteht. Den Daten des MENFP entsprechend sind die Abschlusserfolge im ES jedoch höher im Vergleich zu denen im EST. Das heißt, die Schüler im Abschlussjahr, die das „enseignement secondaire“ besuchen, haben statistisch gesehen eine höhere Wahrscheinlichkeit, das Abitur zu schaffen, als die Schüler des „enseignement secondaire technique“.

Bildungserfolge in der Sekundarschule nach Nationalität

Im Folgenden werden die unterschiedlichen Erfolgsquoten der Schulabschlüsse im „enseignement secondaire“ (ES) und im „enseignement secondaire technique“ (EST) in Bezug auf die Nationalitätenzugehörigkeit untersucht.

Tabelle 3.4.: Abschlussquoten im ES und im EST nach Nationalität im Schuljahr 2007/2008

	Nationalität					
	luxemburgisch	portugiesisch	ex-jugoslawisch	andere EU	andere nicht-EU	Total
ES	46,5%	14,4%	17,6%	42,9%	51,9%	42,0%
EST	53,5%	85,6%	82,4%	57,1%	48,1%	58,0%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Quelle: Schülerdatenbank des MENFP „Promotion 2007/2008“; (n = 2.902); die Stichprobengröße basiert sich auf die Anzahl der bestandenen Sekundarabschlüsse. Für die Abschlüsse des „régime professionnel“ (in den Anteilen des EST enthalten), waren zum Zeitpunkt des Erhalts der Datenbanken noch viele Ergebnisse nicht bekannt, und flossen hier als „missing values“ ein.

Die Tabelle 3.4 beinhaltet die Anteile der Abschlusserfolge des „enseignement secondaire“ und des „enseignement secondaire technique“ nach ausgewählten Nationalitäten. 46,5 % der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität haben ihren Sekundarabschluss im ES bestanden, aber nur 14,4 % der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität erreichten ihren Abschluss im ES. Einen Sekundarabschluss im ES gelangen ebenfalls nur 17,6 % der Jugendlichen mit ex-jugoslawischer Nationalität. Vergleicht man diese Anteile mit den Abschlusserfolgen im EST nach Nationalität, so erkennt man vor allem Unterschiede hinsichtlich der Jugendlichen mit luxemburgischer, portugiesischer und ex-jugoslawischer Nationalität. Anteilsmäßig absolvieren Schüler mit portugiesischer und ex-jugoslawischer Nationalität überproportional häufig einen Abschluss des EST. Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität bestehen hingegen überproportional häufig das Abschlussjahr des ES. Vergleicht man die Tabelle der Abschlusserfolge mit den Beteiligungsquoten (siehe Kapitel 3.2), so erkennt man ähnliche Verteilungstendenzen in den Bildungszweigen hinsichtlich Nationalitäten.

In der Tabelle 3.5 sind die Anteile der Jugendlichen verschiedener Nationalitäten hinsichtlich der Sekundarabschlüsse (ES/EST) abgedruckt.

Tabelle 3.5.: Verteilung der Nationalitäten, die im Schuljahr 2007/2008 einen Sekundarabschluss erreicht haben

	Nationalitäten					Total
	luxemburgisch	portugiesisch	ex-jugoslawisch	andere EU	andere nicht-EU	
ES + EST	78,0%	10,8%	2,9%	7,3%	0,9%	100%

Quelle: Schülerdatenbank des MENFP „Promotion 2007/2008“; (n = 2.902).

Den größten Anteil von Sekundarabsolventen machen Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität aus (78%); jedoch haben in der Bevölkerung nur 59% der 18- bis 21-jährigen Jugendlichen die luxemburgische Nationalität.³¹ Bei den Jugendlichen portugiesischer Herkunft verhält es sich umgekehrt: Nur ca. 11 % der Sekundarabsolventen sind portugiesischer Herkunft, jedoch sind es innerhalb dieser Altersgruppe 19 % der Jugendlichen, die eine portugiesische Nationalität haben.

Ähnlich unterrepräsentiert sind innerhalb der Sekundarabsolventen die Jugendlichen anderer Nicht-EU-Staaten: 0,9 % der Sekundarabsolventen haben eine Nationalität eines Nicht-EU-Staates. In der Gesamtkohorte macht diese Gruppe einen Anteil von 4,3 % aus. Auch die Jugendlichen der anderen EU-Staaten sind beim Schulabschluss unterrepräsentiert (7,3 % Sekundarabsolventen, gegenüber 14,9 % in der Gesamtpopulation).³² Die Jugendlichen ex-jugoslawischer Herkunft sind unter den Sekundarabsolventen mit 2,9 % in etwa proportional zu ihrem Anteil in der Jugendkohorte (3,1 %) repräsentiert.

Daten der EFT-Studien – vom sekundären bis zum postsekundären Bildungsstand der Bevölkerung

Bei der EFT-Studie handelt es sich um eine Befragung zum höchsten erreichten Bildungsabschluss der 24- bis 29-Jährigen, die in Luxemburg wohnen.³³ Es handelt sich hierbei um Stichprobendaten – die Ermittlung der tatsächlichen Bildungsanteile ist somit eine mehr oder weniger genaue Schätzung und unterscheidet sich von der Vorgehensweise des MENFP, das mit realen Schülerdatensätzen arbeitet (jedoch nicht alle in Luxemburg wohnende Personen berücksichtigt). Die Abschlüsse der 24- bis 29-jährigen Jugendlichen sind in Tabelle 3.6 dargestellt.

Gut 20 % der 24- bis 29-Jährigen in dieser Stichprobe haben als höchsten Abschluss nur den „cycle inférieur“ erreicht, d.h. nur die allgemeine Schulpflicht abgeschlossen. Hinter dieser Zahl verbergen sich viele Schulabbrecher, die nach der allgemeinen Schulpflicht oder während einer Ausbildung das Schulsystem verlassen und keinen Abschluss erreichen.

³¹ Dies sind Daten des RGPP 2008. Wir haben uns dazu entschieden, die Verteilung innerhalb der 18- bis 21-jährigen Jugendlichen als Referenzpopulation zu wählen, da innerhalb dieser Gruppe die meisten Jugendlichen einen Sekundarabschluss absolvieren. Gewisse Fehlerquellen können in dieses Verhältnis mit einfließen: z. B. Jugendliche, die in der Referenzpopulation auftauchen, jedoch nie in formalen Bildungseinrichtungen des luxemburgischen Schulsystems eingeschrieben waren, da sie entweder immigriert sind oder eine europäische Schule besucht haben. Der Anteil der luxemburgischen Jugendpopulation in den luxemburgischen Sekundarschulen kann somit leicht überschätzt sein.

³² Hier fließen keine Daten der europäischen und privaten Schulen mit ein. Viele dieser Jugendlichen sind jedoch in diesen Schulen eingeschrieben, so dass diese Vergleiche hier nicht übernommen werden.

³³ Diese Jugendlichen haben das luxemburgische Schulsystem jedoch nicht zwangsläufig durchlaufen. Man muss zusätzlich davon ausgehen, dass die Gruppe der Postsekundarabschlüsse etwas unterschätzt ist, da nicht alle Jugendliche der Stichprobe zum Zeitpunkt der Befragung ihre Studien abgeschlossen haben müssen.

Tabelle 3.6.: Höchster Bildungsabschluss der 24- bis 29-jährigen Jugendlichen

	Unqualifiziert/ Schulpflicht abgeschlossen (CITE 0-CITE 3c)	Sekundar- abschluss (CITE 3c-CITE 3a)	Postsekundar nicht univer- sitär (CITE 4)	Postsekundar- abschluss (CITE 5-CITE 6)	Total
Anteil an den 24- bis 29- jährigen Jugendlichen	20,4 %	40,0 %	2,6 %	37,0 %	100 %

Quelle: EFT 2008; (n = 848); die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen. (CITE 0 – CITE 6) sind die Bezeichnungen für die Klassifikation von Bildungsprogrammen (Manual for ISCED-97 Implementation in OECD Countries; OECD, 1999).

Ein Anteil von 40% hat mindestens einen Abschluss des „cycle supérieur“ der Sekundarschule absolviert (alle Bildungszweige zusammen). Bei diesen 40% sind sowohl Absolventen der professionellen Bildungszweige, wie auch der technischen und klassischen Sekundarrichtungen vertreten. Ab diesem Bildungsniveau reden wir von qualifizierten Jugendlichen.

37% der Stichprobe geben an, mindestens eine Form von postsekundaren Studien absolviert zu haben und knapp 2,6% geben an, postsekundare nichtuniversitäre Ausbildungen absolviert zu haben. Im luxemburgischen Schulsystem sind dies z. B. Absolventen der Meisterprüfung der beruflichen Ausbildung.

Hinsichtlich des Geschlechts sind z. T. deutliche Unterschiede im Bildungsstand zu beobachten (siehe Tabelle 3.7).

Tabelle 3.7.: Höchster Bildungsstand der 24- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Geschlecht

	männlich	weiblich	Total
Unqualifiziert / Schul- pflicht (CITE 0 - CITE 3c)	21,7%	19,1%	20,4%
Sekundarabschluss (CITE 3c - CITE 3a)	42,0%	38,1%	40,0%
Postsekundar nicht uni- versitär (CITE 4)	2,2%	3,0%	2,6%
Postsekundarabschluss (CITE 5 - CITE 6)	34,0%	39,8%	37,0%
Total	100%	100%	100%

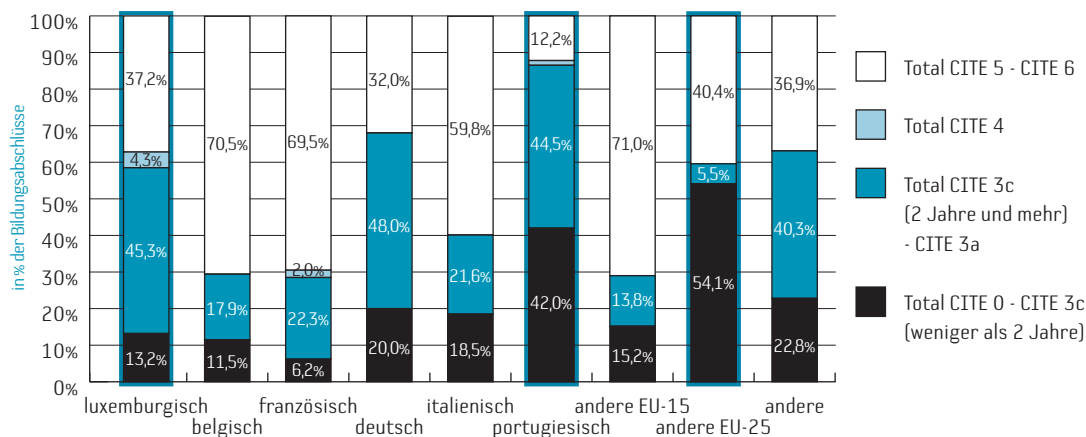
Quelle: EFT 2008; (n = 848); die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen. (CITE 0 – CITE 6) sind Bezeichnungen für die Klassifikation von Bildungsprogrammen (Manual for ISCED-97 Implementation in OECD Countries; OECD, 1999).

21,7% der männlichen Jugendlichen zwischen 24 und 29 Jahren fallen in die Kohorte der Unqualifizierten, bei den jungen Frauen sind es nur 19,1%. Umgekehrt sind es bei der Gruppe mit Sekundarabschluss bei weitem mehr Mädchen, die einen höheren Abschluss schaffen (Abschluss des ES oder EST „régime technique“), während junge Männer häufiger einen Sekundarabschluss im professionellen Bereich vorzuweisen haben.

Auch im Bereich der postsekundären Bildung zeigen die jungen Mädchen in allen Bereichen die höheren Abschlüsse. Im Bereich der postsekundären nichtuniversitären Bildungswege (CITE 4) ist der Anteil von jungen Frauen leicht höher, ebenso wie im Bereich der Hochschulabsolventen. So sind es 39,8% der Frauen, die postsekundäre Studien absolvieren, dagegen nur 34% der Männer. Die Daten der EFT 2008 zeigen, dass das Bild von schulisch erfolgreicherer Mädchen aufrechterhalten bleibt.

Anhand der EFT-Datenbank ist es auch möglich, Aussagen zum Bildungsstand unterschiedlicher Nationalitäten der in Luxemburg wohnenden Bevölkerung zu machen.

Abbildung 3.7.: Bildungsstand der 24- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Nationalität



Quelle: EFT 2008; (n = 848); die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen. Die blau eingerahmten Balken sind in dieser Abbildung die relevantesten; sie zeigen deutliche Unterschiede hinsichtlich des Bildungsstandes auf und repräsentieren wichtige Bevölkerungsgruppen in Luxemburg; andere EU-15: Nationalitäten aus den EU-15-Staaten ohne die in der Abbildung genannten Nationalitäten; andere EU-25: Nationalitäten der EU ohne eine der EU-15-Staaten und jene in der Abbildung genannten Nationalitäten; andere: alle anderen; (CITE 0 - CITE 6) sind Bezeichnungen für die Klassifikation von Bildungsprogrammen (Manual for ISCED-97 Implementation in OECD Countries; OECD, 1999).

In Abbildung 3.7 sind die Anteile der höchsten Bildungsabschlüsse der 24- bis 29-Jährigen in Bezug auf die Nationalität dargestellt. Es zeigen sich zum Teil bedeutende Unterschiede zwischen den unterschiedlichen Nationalitäten. Was die unterste Stufe der Bildungsabschlüsse anbelangt (CITE 0 – CITE 3c, weniger als 2 Jahre) sind vor allem die hohen Anteile von Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität und denen aus anderen EU-25-Ländern herauszustreichen. Entsprechend dieser Daten haben um die 40% der Jugendlichen portugiesischer Herkunft in dieser Altersklasse keine formale Bildungsqualifikation. Was die Anteile unter den Sekundarabschlüssen anbelangt (CITE 3c, mehr als 2 Jahre – CITE 3a), so ergibt sich, dass Jugendliche mit portugiesischer Nationalität vermehrt in Berufsausbildungen und Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität eher in klassisch sekundären Schulzweigen erfolgreich sind.³⁴

Weiterhin bestehen auch Differenzen auf der Ebene der postsekundären Abschlüsse. 37,2% der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität haben laut EFT-Daten 2008 einen postsekundären Abschluss erreicht. Hinzu kommen 4,3%, die postsekundäre nichtuniversitäre Abschlüsse erreicht haben. Vor allem auch Jugendliche belgischer und französischer Nationalität und Jugendliche aus Ländern der EU-15 im

³⁴ Die Differenzen innerhalb einer Bildungsstufe (CITE-Kategorie) sind in Abbildung 3.7 nicht erkennbar, da die Abbildung nur zwischen unqualifiziert, sekundären und tertiären Abschlüssen unterscheidet.

Alter zwischen 24 und 29 Jahren sind überproportional in dieser Bildungsgruppe wiederzufinden. In dieser Gruppe sind die Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität wiederum deutlich unterrepräsentiert. Interessant ist auch, dass sich die Jugendlichen der anderen EU-25-Länder sehr heterogen verteilen, da sie sowohl häufig unqualifiziert wie auch häufig hoch qualifiziert sind.

Allgemein kann man festhalten, dass sich deutliche Unterschiede bei Bildungsabschlüssen hinsichtlich der Nationalität ergeben: Vor allem Jugendliche mit portugiesischer Nationalität und Jugendliche aus anderen EU-Ländern (außerhalb EU-15) zeigen ein deutlich geringeres Ausbildungsniveau als z. B. Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität und Jugendliche aus Belgien, Frankreich, Deutschland, Italien und aus den EU-15-Ländern, die in Luxemburg wohnen.

Ein Vergleich der EFT-Daten mit den Daten des PSELL-3 2007 (CEPS/INSTEAD) zum höchsten Bildungsabschluss der 24- bis 29-Jährigen bestätigt diese Verteilungen der Bildungsabschlüsse.³⁵

Laut PSELL 2007 sind es 23 % der 24- bis 29-jährigen Jugendlichen in Luxemburg, die keine Ausbildung haben bzw. unqualifiziert sind (vgl. EFT: 20,4 %). Knapp 16 % haben einen Abschluss des „régime professionnel“, also eine Lehre. 23,2 % können einen hochschulberechtigten Sekundarabschluss vorzeigen. Nur 0,4 % dieser Kohorte geben an, einen postsekundären nichtuniversitären Abschluss erreicht zu haben. In der EFT-Studie werden hier annähernd 2,6 % ermittelt. Im Bereich der postsekundären universitären Studien ergeben die PSELL-Daten und die EFT-Daten ähnliche Zahlen.³⁶

Bildungsstand im internationalen Vergleich

Im Folgenden sollen die Zahlen zum Bildungsstand der Jugendlichen in Luxemburg im internationalen Vergleich betrachtet werden. Diese Vergleiche werden mittels der zwei folgenden Indikatoren durchgeführt: Anteil der Schüler, die einen Abschluss der Sekundarschule absolviert haben und Anteil der Bevölkerung, die einen Hochschulabschluss hat.³⁷

78,1 % der jungen Leute im Alter zwischen 20 und 24 Jahren haben in Europa (EU-27) zumindest einen Bildungsabschluss der Sekundarstufe abgeschlossen (European Commission, 2009b). Unter diesen Abschlüssen werden sämtliche Formen von Abschlüssen verstanden (ES, EST). In Luxemburg sind es laut Europäischer Kommission 70,9 %, also deutlich weniger als im EU-Durchschnitt. Vor allem in den Nachbarländern Belgien (82,6 %), Deutschland (72,5 %) und Frankreich (82,4 %) liegen die Abschlussquoten (zum Teil deutlich) höher. Die Zahlen, die von der OECD veröffentlicht werden, deuten auf ähnliche Unterschiede hin. Hier geben 72 % der Bevölkerung in Luxemburg zwischen 25 und 34 Jahren an, zumindest einen sekundären Bildungsabschluss erreicht zu haben (OECD, 2008a). Der OECD-Durchschnitt liegt bei 83 %.

Die Daten zeigen, dass die Abschlussquoten in Luxemburg zum Teil weit unter dem EU-Durchschnitt liegen und weniger stark ausgeprägt sind als in den Nachbarländern.³⁸

³⁵ Da es sich beide Male um Sekundärdaten handelt, liegt es nicht im Ermessen der Berichtersteller, wie diese Unterschiede zustande kommen oder ob es sich um nur zufällige Unterschiede handelt. Die Verwender haben in der Regel nur spärliche Informationen über Gütekriterien (Objektivität, Reliabilität und Validität), wenn es sich um Sekundärdaten handelt.

³⁶ Geringfügige Unterschiede können auch dadurch zustande kommen, dass die Ergebnisse gewichtet werden. Leicht unterschiedliche Gewichtungsverfahren können auch differente Ergebnisse zufolge haben. In unserem Kontext macht es Sinn beide Ergebnisblöcke zu präsentieren. Dies zeigt nämlich, dass im Bereich der formalen Bildung auf unterschiedliche Studien verwiesen werden kann, um Indikatoren wie Bildungsstand zu operationalisieren. Der Verweis auf mehrere Erhebungen hilft in dem Fall die „wahren“ Werte besser einzugrenzen.

³⁷ Die Zahlen der Europäischen Kommission sowie der OECD basieren auf der „Labour Force Survey“, auch „Enquête sur les forces de travail“ (EFT) des Eurostat. Die Zahlen, die im Bericht der European Commission (2009b) verwendet werden, beziehen sich auf das Jahr 2007. Die im OECD-Bericht verwendeten Zahlen basieren sich auf das Jahr 2006. Außerdem bestehen Unterschiede in den Stichprobenmerkmalen.

³⁸ Es ist zu beachten, dass sich die Zahlen auf die ganze Altersgruppe beziehen und nicht ausschließlich die Jugendlichen berücksichtigen, die das nationale Schulsystem durchlaufen haben.

Die Abschlussquoten der Sekundarschule sind nicht mit Zugangsmöglichkeiten zu tertiären Bildungsangeboten gleichzusetzen. Letztere liegen deutlich niedriger (knapp über 50%), da nicht alle Sekundarabschlüsse auch einen Zugang zu tertiären Bildungsangeboten ermöglichen.

Der Anteil der tertiären Bildungsabschlüsse liegt für Luxemburg bei den 30- bis 34-Jährigen bei ca. 35 % (European Commission, 2009b). Für die EU werden durchschnittliche Anteilsquoten von 30 % ermittelt. Für Belgien und Frankreich liegen die Quoten bei 41,5 %, für Deutschland bei 26,5 %. Die von der OECD (2008) veröffentlichten Zahlen für 2006 ergeben, dass der Anteil der Bevölkerung in Luxemburg, die einen tertiären Bildungsabschluss erreicht haben, bei 33 % lag (25- bis 34-Jährigen). Der OECD-Durchschnitt wurde hier ebenfalls auf 33 % beziffert.

Auch hier muss hervorgehoben werden, dass es sich um die Gesamtkohorte der hier wohnenden Altersgruppen handelt und nicht nur um Jugendliche und junge Erwachsene, die das luxemburgische Schulsystem durchlaufen haben. Ein gewisser Anteil von Personen hat seine Studien und seine Sekundarschule im Ausland absolviert. Internationale Studien greifen fast ausschließlich auf Stichprobenuntersuchungen zurück, was u. a. aufgrund der Bevölkerungsmobilität kaum genaue Daten für Luxemburg ermöglicht. Für Jugendliche, die ihre Sekundarschule in Luxemburg besuchten, liegen in der Tat kaum zuverlässige Zahlen zum tertiären Bildungsstand vor. Vorsichtige Schätzungen berufen sich auf einen Anteil von 25 % mit einem tertiären Bildungsabschluss (Kerger, 2009). Es ist davon auszugehen, dass mit weiterem Fortbestand der „Université du Luxembourg“ der Anteil von Inlandsstudenten in Zukunft noch zunehmen wird.

3.3.5. Klassenwiederholer, Schüler im Ausland, Schulabbrecher

Klassenwiederholer und Schulrückstand

Probleme der Jugendlichen in der Schule lassen sich durch unterschiedliche Daten und Indikatoren veranschaulichen. So kann z. B. Schulrückstand abgebildet werden, indem das Verhältnis der Schüler, die alle Klassen der Primar- und Sekundarschule bewältigt haben und deren Alter dem theoretischen Klassenalter entspricht, in Beziehung gesetzt werden mit den Schülern, die älter sind, als sie theoretisch in ihrer Klasse sein müssten. Wiederholungen geben Auskunft über das Nichtbewältigen von Lerninhalten und Schulanforderungen.

Tabelle 3.8.: Anteil der Schüler nach Alter in den jeweiligen Bildungsstufen des ES im Schuljahr 2007/2008

Alter	<12	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	>22	Total
7 ^e	2,8%	90,0%	6,6%	0,6%										100%
6 ^e		2,4%	84,9%	11,1%	1,6%	0,0%								100%
5 ^e			2,1%	82,0%	13,7%	1,9%	0,2%	0,1%						100%
4 ^e			0,1%	2,2%	78,6%	15,7%	2,8%	0,5%	0,1%					100%
3 ^e					1,8%	74,9%	18,1%	4,4%	0,5%	0,2%	0,1%			100%
2 ^e					0,1%	2,4%	72,5%	19,8%	4,2%	0,8%	0,1%	0,1%	0,1%	100%
1 ^e						0,1%	1,4%	64,1%	24,3%	8,2%	1,4%	0,5%	0,1%	100%
Total	0,5%	15,8%	15,8%	14,9%	13,4%	12,4%	11,5%	10,7%	3,5%	1,1%	0,2%	0,1%	0,0%	100%

Quelle: (Wallossek et al., 2009); [n = 12.122].

Die Tabelle 3.8 zeigt den starken Schulrückstand im „enseignement secondaire“ für das Schuljahr 2007/2008. In den unteren Klassen ist der Anteil von Schülern, die eine Klasse mindestens einmal wiederholt haben, geringer als in den oberen Klassen. So sind es im ES knapp ein Viertel (24,3 %) der Schüler, die im Abiturjahr (7. Jahr) mindestens einmal in ihrer Schullaufbahn eine Klasse wiederholen mussten. Knapp 10 % weisen sogar einen Rückstand von zwei Jahren auf. Mit ansteigenden Klassenstufen nimmt der Anteil von Schülern mit Schulrückstand zu, da jedes Jahr theoretisch weitere Klassenwiederholer dazukommen und sich die Rückstände über die Schuljahre hinweg aufsummieren. Alles in allem absolvieren nur knapp 65 % der Jugendlichen ihre Primar- und Sekundarschule in der dafür vorgesehenen Zeit.³⁹

Um die Aussagekraft dieser Zahlen zu steigern, macht es Sinn, sie mit den Zahlen des „enseignement secondaire technique“ zu vergleichen (siehe Tabelle 3.9).

Tabelle 3.9.: Anteil der Schüler nach Alter in den jeweiligen Bildungsstufen des EST im Schuljahr 2007/2008

Alter	<12	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	>22	Total
7 ^e	0,2%	59,3%	33,0%	6,8%	0,6%	0,0%								100%
8 ^e		0,3%	54,9%	34,7%	9,1%	1,0%	0,1%							100%
9 ^e		0,0%	0,3%	40,0%	38,6%	16,7%	3,8%	0,4%	0,1%	0,0%	0,0%			100%
10 ^e				0,0%	26,6%	34,1%	23,2%	9,6%	3,6%	1,6%	0,7%	0,3%	0,2%	100%
11 ^e					0,0%	26,7%	31,3%	23,1%	10,7%	5,0%	2,3%	0,4%	0,5%	100%
12 ^e							22,8%	31,1%	23,9%	12,5%	6,3%	2,2%	1,2%	100%
13 ^e							0,1%	24,1%	31,4%	23,2%	12,5%	5,1%	3,6%	100%
14 ^e								0,7%	31,1%	34,1%	16,7%	10,2%	7,2%	100%
99	0,2%	11,3%	15,0%	8,6%	23,5%	24,3%	15,8%	1,2%		0,2%				100%
Total	0,0%	8,6%	13,4%	13,6%	13,5%	13,0%	11,8%	10,2%	7,5%	4,5%	2,3%	0,9%	0,6%	100%

Quelle: (Wallassek et al., 2009); (n = 23.805); die Zeile „99“ repräsentiert vermutlich jene Schüler, über die zum Zeitpunkt der Datenerhebung keine Informationen vorlagen. Der Bericht des MENFP (Wallassek et al., 2009) gibt hierzu keine Angaben.

Der Schulrückstand im EST ist höher als im ES. Mehr als 60 % aller im EST eingeschriebenen Schüler hatten im Schuljahr 2007/2008 mindestens ein Jahr Schulrückstand. Nur knapp mehr als 30 % der Schüler, die das technische Abitur im EST abschließen, tun dies in der dafür vorgesehenen Zeit. 35 % der Abiturienten des EST haben in ihrer Schullaufbahn mindestens ein Jahr wiederholt, mehr als 15 % der Schüler haben zwei Jahre Rückstand, 10 % sogar drei Jahre (siehe Tabelle 3.9). Es ist ersichtlich, dass der Schulrückstand im EST deutlich höher ausfällt, als dies für das ES der Fall ist. Gründe für die erhöhten Schulrückstände im EST können unterschiedlicher Natur sein:

- Das EST beinhaltet von der Organisation her sehr unterschiedliche Orientierungen. Ein Teil der Schüler mag einen gewissen Schulrückstand durch anfänglich weniger passend gewählte Ausbildungen

³⁹ Eine Minderheit von Schülern ist sogar ein Jahr jünger und hat vermutlich ein Schuljahr übersprungen bzw. wurde eher eingeschult (1,4%).

haben. So kommt es oft zu Umorientierungen, was häufig auch mit Klassenwiederholungen einhergeht. Der Rückstand wäre so auf Orientierungsschwierigkeiten zurückzuführen.

- Schulaussteiger sind häufiger im EST anzutreffen. Ein Teil der Aussteiger steigt aber wieder ein. Dadurch entstehen weitere Rückstände.
- Das EST wird allgemein von einer Gruppe von Schülern besucht, die durch eine sehr hohe Leistungsheterogenität bestimmt ist. Dies bedeutet auch, dass der Anteil Jugendlicher, die häufiger mit Schulproblemen und Schulversagen konfrontiert sind, im EST höher ausfällt.

Hinsichtlich des hohen Anteils an Schulrückstand im EST muss gefragt werden, ob die Bildungsangebote des EST der sehr heterogenen Population von Schülern entgegenkommen und den Bedürfnissen der Jugendlichen angepasst sind. Das rezente Einführen weniger rigider Schulcurricula (vgl. PROCi) sowie das Einführen der Kompetenzorientierung kann auch als Versuch interpretiert werden, dem Schulversagen mit neuen Maßnahmen entgegenzuwirken.

Schüler im Ausland

Das Schulgesetz erlaubt es Jugendlichen, die in Luxemburg wohnen, ihre Schullaufbahn teilweise oder ganz im Ausland zu absolvieren. Ein gewisser Teil der Jugendlichen scheidet daher stets aus dem luxemburgischen Schulsystem aus und schreibt sich im Ausland in einer Primar- oder Sekundarschule wieder ein. Ein anderer Teil besucht von Anfang an eine Schule im Ausland. Dieses Thema wird ebenfalls in den Studien des Ministeriums zum „décrochage scolaire“ aufgezeigt und festgehalten (Unsen & Barthelemy, 2008, 2009). Laut Bildungsministerium besuchten im Schuljahr 2004/2005⁴⁰ 3.464 Schüler eine formale Bildungsinstitution im Ausland (Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, 2006). Rund 2.000 Schüler gingen in eine Sekundarschule, die Restlichen in eine Primarschule. Die große Mehrheit dieser Schüler besuchte eine Schule in Belgien, nur ein geringer Teil der Schüler, die aus dem luxemburgischen Schulsystem ausstiegen, ging nach Frankreich oder Deutschland.

Die Zahlen zum Schulbesuch im Ausland werden laut Bildungsministerium erst systematisch seit dem Jahr 2001/2002 erhoben, so dass keine zuverlässigen Aussagen zu längerfristigen Entwicklungen des Auslandsaufenthalts der Schüler aus Luxemburg getroffen werden können. Seit 2002 ist der Anteil der Auslandsschüler gering angestiegen: Betrug der Anteil 2001/2002 3,4 %, so waren es 2004/2005 3,9 %. Ein Teil dieser Jugendlichen besucht die Schule im Ausland aus gesundheitlichen, psychosozialen und medizinischen Gründen, ein anderer wegen ausbildungstechnischen oder sprachlichen Gründen. Für die Mehrzahl der Schüler, die im Ausland sind, nennt das Ministerium keine genauen Gründe.

Insgesamt ist noch wenig bekannt über die Schüler, die aus dem luxemburgischen Schulsystem ausscheiden und sich wieder im Ausland anmelden. Hier fehlen qualitative Daten und spezifische Untersuchungen⁴¹, welche die Ursachen und Hintergründe aufdecken könnten, die dazu führen, dass viele Jugendliche sich für eine Schullaufbahn im Ausland entscheiden. Mögliche Hypothesen für eine Schullaufbahn im Ausland können sein: individuell besser zugeschnittene Ausbildungen und Schulcurricula, Konflikte mit früheren Bildungsinstitutionen, Probleme mit dem multilingualen Schulunterricht, Schulversagen, Wiederaufnahme von Schulunterricht nach zwischenzeitlichen Schulabbrüchen und schulischer Neuanfang in anderer Umgebung.

Schulabbrecher

Ein nicht zu unterschätzender Anteil von Jugendlichen in Luxemburg bricht die Schule vorzeitig ab. Als Schulabbrecher gelten Schülerinnen und Schüler, die noch vor Vollendung der Vollzeitschulpflicht und

40 Zur Zeit der Berichterstattung waren keine rezenteren Daten verfügbar.

41 Es existiert eine Studie des „Ministère de l'Éducation nationale“ aus dem Jahre 1991 über Schüler, die in Luxemburg leben und im Ausland die Schule besuchen, jedoch fehlen aktuellere Untersuchungen.

ohne Schulabschluss die Schule verlassen. Die Schulabbrüche haben doppelte Auswirkungen: Einmal sind natürlich die Jugendlichen selbst betroffen, da der Ausstieg aus dem Schulwesen in den meisten Fällen auch mit einem unzureichenden Schulabschluss, mindestens aber mit einem niedrigeren Bildungsstand einhergeht, was die Chancen auf dem Arbeitsmarkt bedeutend senkt und dementsprechend die Integration in die Gesellschaft erschwert. Zweitens werden mit Schulabbruch ökonomische Folgen für die Gesellschaft verbunden (Unsen & Barthelemy, 2008, 2009), da Schulabbrechern der Zugang zu Arbeit in unseren tertiär dominierten Wirtschaftsbereichen schwerer fällt. Zudem fallen dadurch gesellschaftliche und soziale Mehrkosten an.

Nicht selten wird der Schulabbruch von den Jugendlichen als selbstbezogenes und selbstverursachtes Versagen bewertet und empfunden. Schulversagen und Schulabbruch wird in dem Fall dem eigenen Unvermögen zugeschrieben. Dieser Umstand kann auch von Verantwortlichen, Erziehern und Lehrkräften noch verstärkt werden, wenn Schulversagen als die Unfähigkeit des Individuums in der Bewältigung normativer Entwicklungsschritte im Schulwesen bezeichnet wird.

Wir werden im Folgenden die Studien zum Schulabbruch in Luxemburg näher betrachten und übergreifend auf die unterschiedlichen Typen von Schulabbrechern eingehen. Zusätzlich werden soziokulturelle Erklärungsfaktoren, die das Risiko für einen Schulabbruch erhöhen, herausgestrichen, sowie die selbstberichteten Ursachen und Gründe für Schulabbruch dargestellt. In den Studien von Unsen und Barthelemy (2008, 2009) zum „*décrochage scolaire*“ werden nur die Jugendlichen in die Stichprobe aufgenommen, die in Luxemburg wohnen, das luxemburgische Schulsystem durchlaufen und vorzeitig verlassen haben. Der Begriff „*décrocheurs*“, Schulabbrecher, ist in diesen Studien definiert als „Jugendliche, die die Schule endgültig und ohne Abschluss verlassen haben, sich entweder auf dem Arbeitsmarkt wiederfinden, in einer Arbeitsbeschaffungsmaßnahme sind oder ohne spezifische Beschäftigung sind“ (Unsen & Barthelemy, 2009, S. 5).

Zahlen zum Schulabbruch in Luxemburg

Einer der deklarierten Ziele der Europäischen Union im Rahmen der Lissabon-Strategie 2003 (Commission of the European Communities, 2008) besteht darin, den Anteil von Schulabbrechern bzw. vorzeitigen Schulabgängern für das Jahr 2010 auf 10% zu reduzieren. Laut dem Bericht „*Les jeunes face au marché du travail*“, der auch auf die Daten der EFT zurückgreift, sind es in Luxemburg annähernd 20% der Jugendlichen, die das Schulsystem ohne Schulabschluss verlassen (Frising, Langers & Reichmann, 2007).⁴²

Nimmt man die Publikationen der Europäischen Kommission als Basis, waren es im Jahre 2000 in Luxemburg 16,8% und im Jahre 2007 15,1% der Jugendlichen, die als „*early school leavers*“ galten (Commission of the European Communities, 2008, S. 122). Der EU-Durchschnitt (EU-27) an Schulabbrechern lag im Jahr 2000 bei 17,6% und im Jahr 2007 bei 14,8% (Commission of the European Communities, 2008, S. 121).

Aus den Studien des MENFP (Unsen & Barthelemy, 2008, 2009) geht hervor, dass zwischen 2004 und 2007 der Anteil Jugendlicher, die definitiv frühzeitig und ohne Abschluss aus dem luxemburgischen Schulsystem ausschieden, kontinuierlich abgenommen hat. Dies wurde zum Teil auch auf die Wirksamkeit der Maßnahmen des Bildungsministeriums und der „*Administration de l'Emploi*“ zurückgeführt (z.B. Beratung und Betreuung durch die ALJ) (siehe Tabelle 3.10).

⁴² Diese hohen Werte kommen aber auch dadurch zustande, dass die Umfrage der EFT die Gesamtpopulation in Luxemburg als Referenzpopulation mit einbezieht; und nicht alle in Luxemburg wohnenden Bürger haben auch das luxemburgische Schulsystem durchlaufen.

Tabelle 3.10.: Anteil von Schulabbrechern vom Schuljahr 2003/2004 bis zum Schuljahr 2007/2008

Studien des MENFP	Schuljahr	Anteil der zeitweiligen Schulabbrecher	Anteil der dauerhaften Schulabbrecher
Studie 1	2003/2004	9,9%	17,2%
Studie 2	2005/2006	9,2%	14,9%
Studie 3	2006/2007	6,4%	9,4%
Studie 4	2007/2008	10,7%	11,2%

Quelle: (Unsen & Barthelemy, 2009, S. 7).

Die Werte aus Tabelle 3.10 geben an, dass im Schuljahr 2003/2004 noch 17,2% der Schüler in Luxemburg vorzeitig die Schule abgebrochen haben. Drei Jahre später lag dieser Anteil nur mehr bei 9,4%. Auch der Anteil der Schüler, die nach einem zwischenzeitlichen Schulabbruch in einer anderen Schule wieder eingeschrieben waren, hat sich reduziert.⁴³ Jedoch haben die Anteile der zeitweiligen und dauerhaften Schulabbrecher seit 2006/2007 wieder zugenommen. Für das Schuljahr 2007/2008 konnte ermittelt werden, dass 11,2% der Schüler die Schule abgebrochen haben sowie 10,7% die Schule abgebrochen und sich dann aber wieder in eine Schule immatrikuliert haben.

In der letzten Studie des MENFP zum Schulabbruch wurden zwei Gruppen unterschieden: erstens die Jugendlichen, die sich nach einem Schulabbruch in einer anderen Schule wieder einschreiben (und nicht als definitive Schulabbrecher gelten); zweitens die Jugendlichen, die als eigentliche Schulabbrecher gelten (siehe Definition oben) und auch dementsprechend als solche in der Statistik auftauchen, da sie entweder einer Arbeit nachgehen, in einer Arbeitsbeschaffungsmaßnahme sind oder keiner geregelten Beschäftigung nachgehen.⁴⁴ Die Studie zeigt, dass ca. ein Drittel aller Schulabbrecher dies nur vorübergehend waren oder zu einer anderen Schule gewechselt sind. Fast 40% aller erfassten Schulabbrecher gelten jedoch als dauerhafte Schulabbrecher; hier zeigen sich zudem deutliche Folgeprobleme für eine Integration in den Arbeitsmarkt.

Problematisch für die Interpretation der Daten sind auch die 27,5% der Schulabbrecher, zu denen keine weiteren Daten vorliegen. Diese sind als separate Gruppe in der Übersichtstabelle aufgeführt (siehe Tabelle 3.11), werden jedoch nicht in die Berechnungen der Anteile von Schulabbrechern mit aufgenommen und tauchen demnach nicht in der Tabelle zum Schulabbruch auf (siehe Tabelle 3.10). Immerhin machen die „Nichterreichten“ jedoch fast ein Drittel aller Jugendlichen aus, die ursprünglich als Schulabbrecher in die Studie mit einbezogen wurden. Die Informationen, die zu dieser Gruppe der Schulabbrecher vorliegen, scheinen wenig präzise und valide zu sein. Das Ministerium geht von der Hypothese aus, dass ein Großteil dieser Jugendlichen vermutlich nicht mehr im Lande ist. Diese Hypothese muss jedoch kritisch hinterfragt werden, da unter den Nichterreichten zumindest die Hälfte der Jugendlichen die luxemburgische Nationalität besitzt.

⁴³ Hier gibt es unterschiedliche Möglichkeiten: andere Sekundarschule im Land, Armee, Polizeischule oder aber eine Sekundarschule im Ausland.

⁴⁴ Eine dritte Gruppe besteht aus den Jugendlichen, über die keine Informationen zu gewinnen waren, die von den Forschern nicht zu erreichen waren, über die Informationen nur indirekt über Dritte zu erhalten waren bzw. die eine Auskunft über ihre Situation verweigerten (keine Daten). Die Studien des MENFP (Unsen & Barthelemy, 2008, 2009) wurden so angelegt, dass alle Schüler, die anhand der ministeriellen Schülerdateien als Schulabbrecher gelten, von der Organisation „Action Locale pour Jeunes“ (ALJ) kontaktiert wurden. Innerhalb dieser Stichprobe konnte fast ein Drittel der Jugendlichen nicht erreicht werden.

Tabelle 3.11.: Anzahl und Anteil der Jugendlichen nach spezifischen Gruppen von Schulabbrechern im Schuljahr 2007/2008

		Anzahl 2007/2008	Anteil 2007/2008	Summe	Anteil
Schüler wieder immatriculiert (zeitweilige Schulabbrecher)	Besuch einer anderen Schule in Luxemburg	439	22,8%	644	33,4%
	Besuch einer anderen Schule im Ausland	205	10,6%		
Schulabbrecher (dauerhafte Schulabbrecher)	Arbeit	174	9,0%	753	39,1%
	In einer Arbeitsbeschaffungs- maßnahme	96	5,0%		
	Zwischenzeitlicher Schulbesuch	100	5,2%		
	Ohne Beschäftigung	383	19,9%		
Keine Daten	Nicht erreichbar/ im Ausland	531	27,5%	531	27,5%
Total		1.928	100%	1.928	100%

Quelle: (Unsen & Barthelemy, 2009, S. 9).

Merkmale von Schulabbrechern

In Anlehnung an die Studien des MENFP (Unsen & Barthelemy, 2008, 2009) können folgende Charakterisierungen für Schulabbrecher in Luxemburg festgehalten werden:

1. Jugendliche zwischen 16 und 18 Jahren sind am stärksten von Schulabbruch betroffen. Somit geht Schulabbruch einher mit dem Ende der allgemeinen Schulpflicht. In Schuljahren betrachtet, ist vor allem ab der dritten Sekundarstufe der Schulabbruch immer wahrscheinlicher. Der bedeutende Übergang von „9^e“ auf „10^e“ im „enseignement secondaire technique“ zeigt sich als fragile Phase.
2. Jungen sind eher von Schulabbruch betroffen als Mädchen. Bei ausschließlicher Betrachtung der dauerhaften Schulabbrecher wird dieser Unterschied zwischen den Geschlechtern sogar noch deutlicher.
3. Die Jugendlichen ausländischer Nationalität sind häufiger betroffen als Jugendliche luxemburgischer Nationalität. Schüler ausländischer Nationalität stellen knapp 35% der Schülerpopulation dar, jedoch sind sie mit 43% unter den Schulabbrechern überrepräsentiert. Jugendliche mit portugiesischer, italienischer und kapverdischer Nationalität sind in der Stichprobe der Schulabbrecher überrepräsentiert.
4. Schüler aus dem „enseignement secondaire“ sind sehr viel seltener von Schulabbrüchen betroffen als dies für Schüler aus dem „enseignement secondaire technique“ der Fall ist. Vor allem die Schüler der „9^e pratique“ und des „régime préparatoire“ des „cycle inférieur“ und Schüler des „régime professionnel“ im „cycle moyen“ und „supérieur“ sind überrepräsentiert unter den Schulabbrechern. Fast ein Drittel aller Schulabbrecher (dauerhafte und vorübergehende) haben zum Zeitpunkt des

ersten Schulabbruchs keinen Abschluss erreicht, der zumindest dem ersten Zyklus der Sekundarschule entsprechen würde („5^e“ oder „9^e“). Mehr als ein Drittel dieser Schüler nehmen jedoch zu einem späteren Zeitpunkt die Schule wieder auf, sei es im Ausland oder aber auch in Luxemburg.

5. Schulabbruch hängt auch stark mit schulischem Rückstand, also mit Klassenwiederholungen zusammen. Dies spiegelt sich auch darin wider, dass viele Schulabbrecher kein „cycle inférieur“ der Sekundarschule abgeschlossen haben. Schulrückstand hat möglicherweise rückwirkend einen negativen Effekt auf die Schul- und Lernmotivation, so dass Schulabbruch infolge von Schulrückstand wiederum wahrscheinlicher wird.

Selbstberichtete Gründe für Schulabbruch

Welches sind die häufigsten Ursachen aus Sicht der Jugendlichen, die Schule abzubrechen? Laut den Studien des MENFP (Unsen & Barthelemy, 2008, 2009) können studienübergreifend folgende von Schülern selbstberichtete Ursachen und Gründe für Schulabbruch festgehalten werden:

- das Schulversagen bzw. das antizipierte Schulversagen: Schüler versprechen sich bessere Erfolgchancen in anderen Schulen oder Ausbildungswegen;
- die nicht passenden Ausbildungs- oder Bildungsorientierungen: Schulabbrecher geben z. T. an, sich in der Ausbildung nicht wohl zu fühlen oder die gewählte Schulrichtung nicht mehr passend zu finden;
- der Mangel an Motivation, die Schule weiterhin zu besuchen: dies hängt auch zum Teil mit einer bestimmten Schule zusammen, die sie zuletzt besucht haben;
- der Mangel und die Nichtverfügbarkeit an Ausbildungsplätzen bzw. die Auflösung eines Ausbildungsvertrages;
- persönliche Beweggründe: hier wurden vor allem familiäre (z. B. Schwangerschaft), gesundheitliche und finanzielle Gründe genannt;
- andere Gründe: Probleme in Bezug auf die Schule, die Mitschüler, die Sekundarschullehrer oder Führungskräfte im Ausbildungsbetrieb; Schulverweise aus disziplinarischen Gründen, Unzufriedenheit mit dem luxemburgischen Schulsystem.

Die Gründe, die Jugendliche für ihren Schulabbruch angeben, bestimmen zum Teil auch ihre weiteren Schritte und späteren Beschäftigungen. Motivationsmangel und Nichtverfügbarkeit von Ausbildungsplätzen führen oft dazu, dass die Jugendlichen später keiner Beschäftigung nachgehen. Schulbezogener Motivationsmangel kann aber auch gleichzeitig dazu führen, dass sich Jugendliche einen Arbeitsplatz suchen. Jugendliche, die Schulversagen erlebt haben, wählen eher eine Beschäftigungs- oder Arbeitsbeschaffungsmaßnahme. Diejenigen, die eine falsche Ausbildung gewählt haben oder schlecht orientiert wurden, zieht es eher in eine andere Schule oder in eine Schule ins Ausland. Frühere Erfahrungen mit Ausbildung oder Schule scheinen auch weitere Beschäftigungsschritte mitzubestimmen.

Schulabbruch, Schulausstieg und Schulversagen sind ernstzunehmende Themen, welche die Jugend beschäftigen und eine Herausforderung für Bildungspolitik und Schulwesen in Luxemburg darstellen. Unter der Annahme, dass auch Jugendliche unter den „Nichterreichbaren“ sind, die eigentlich als „décrocheurs“ bezeichnet werden müssten, ist der Anteil von Schulabbrechern wahrscheinlich unterschätzt.

3.3.6. Chancengleichheit und Chancengerechtigkeit im Bildungssystem

Die gesellschaftliche Bedeutung von Bildung lässt sich gegenwärtig an zwei Tendenzen ablesen (Becker & Lauterbach, 2004). Einerseits erleben wir eine neue Bildungsexpansion und Bildungseuphorie: Bildung gilt heute als Schlüsselkonzept und Antwort auf viele gesellschaftliche Fragen (Armut, Ungleichheit, politische Beteiligung usw.) und wird entsprechend im Lebenslauf der Menschen umfassender verankert denn je – kennzeichnend sind aktuell insbesondere die Entwicklungen sowohl einer frühkindlichen als auch einer lebenslangen Bildungsperspektive („Lifelong Learning“).

Andererseits zeigt uns die Forschung, dass weiterhin soziale Ungleichheiten im Bereich der Bildungschancen bestehen und dass sich in Luxemburg (wie auch in vielen anderen europäischen Ländern) in Bezug auf Segmentierungstendenzen im Bildungssystem nichts Grundlegendes verändert hat (vgl. PISA-Studie 2006, PIRLS-Studie 2006 und Leselux-Studie 2008). Folgt man dem gesetzlichen Auftrag der Bildungspolitik, so darf Bildung soziale Ungleichheit nicht einfach reproduzieren. Bildungssysteme sollen vielmehr so gestaltet sein, dass sie sozial- und kulturbedingte Erfolgsunterschiede abbauen und für alle Jugendlichen erfolgreiche Bildungsprozesse ermöglichen. Doch nach wie vor stellt sich die Frage nach Bildungsungleichheit hinsichtlich der sozialen Herkunft. Welches sind die Mechanismen, über die sich die beobachteten Bildungsdifferenzen immer wieder herstellen? Welches sind Erklärungsversuche für die Ursache-Wirkungszusammenhänge von sozialer Herkunft und Bildungssegmentierung?⁴⁵

Ein zentraler Aspekt der Bildungsdebatte knüpft an die empirischen Daten an: Bildungsbeteiligung und schulische Leistungen von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg sind durch ihre ökonomische, soziale und kulturelle Herkunft beeinflusst und hängen stark mit diesen Aspekten zusammen. In Luxemburg (sowie in vielen anderen Ländern) belegt vor allem die PISA-Studie eindrucksvoll die Benachteiligung der Kinder und Jugendlichen anderer kultureller Herkunft und aus niedrigen sozialen Schichten in den klassischen Bildungsinstitutionen. Das Thema ist jedoch schon seit längerem in Luxemburg bekannt. Schon in den 1970er Jahren konnte die MAGRIP-Studie (Bamberg, Dicks & Schaber, 1977) aufzeigen, dass Leistungs- und Erfolgsunterschiede in der formalen Bildung in Bezug auf soziale Klassen und Schichten bestehen und soziale Ungleichheit durch Bildung reproduziert wird.

Die Ergebnisse der PISA-Studie 2006 haben aufgezeigt, dass die drei Faktoren sozioökonomischer Status⁴⁶, Migrationshintergrund⁴⁷ sowie die zu Hause gesprochene Sprache der Jugendlichen einen Einfluss auf die Leistungserfolge der Schüler in der Schule haben. Bei Jugendlichen aus Familien mit niedrigem sozioökonomischem Status konnten vergleichsweise geringere Schulleistungen nachgewiesen werden. Zudem wurde nachgewiesen, dass in sozioökonomisch „benachteiligten“ Familien Jugendlichen weniger Kulturgüter und weniger Bildungsressourcen zur Verfügung standen. Ähnliche Zusammenhänge konnten bei Jugendlichen aus Familien mit Migrationshintergrund festgestellt werden. Auch wurde untersucht, welche der drei Variablen den vermutlich stärksten Einfluss auf die Leistungen der Schüler hatte (Burton et al., 2007, S. 43ff.). Im PISA-Bericht wird auf eine „Kopplung“ zwischen den Faktoren sozioökonomischer Hintergrund, Migrationshintergrund und gesprochene Sprache der Jugendlichen zu Hause hingewiesen.

⁴⁵ Die Bildungsunterschiede hinsichtlich des sozioökonomischen Hintergrunds, des Migrationshintergrunds oder auch der gesprochenen Sprache lassen sich z.B. durch Lernpraktiken zu Hause erklären. In bildungsschwächeren Familien wird weniger Wert gelegt auf Lernen, Wiederholen oder Nacharbeiten. Jugendlichen aus diesen Familien wird weiterhin weniger zugetraut und sie werden eher in Bildungszweige orientiert, die weniger Anforderungen stellen und weniger tertiäre Bildungswege ermöglichen.

⁴⁶ Der sozioökonomische Status der Schüler wurde anhand des Berufs der Eltern ermittelt. Hieraus wurde ein sozioökonomischer Index gebildet.

⁴⁷ Hier wurde zwischen drei unterschiedlichen Gruppen von Schülern unterschieden: 1. die Schüler, die selbst und deren Eltern in Luxemburg geboren sind; 2. die Schüler, die in Luxemburg geboren wurden, deren Eltern jedoch aus anderen Ländern stammen und 3. die Schüler, die selbst und deren Eltern im Ausland geboren wurden.

Luxemburg zählt laut den Autoren zu den Ländern, in denen die Leistungsunterschiede der Schüler, über alle PISA-Kompetenzbereiche hinweg, am stärksten mit dem sozioökonomischen Status zusammenhängen (Burton et al., 2007, S. 44).

Die Ergebnisse der PIRLS-Studie sowie der PIRLS-Zusatzstudie Leselux 2008 deuten auf vergleichbare Schlussfolgerungen hin. Sie zeigten, dass unter anderem die soziale Herkunft und die kulturellen Ressourcen die Lesekompetenzen von Schülern mit beeinflussen (Hornberg & Kühn, 2009; Freiberg, Hornberg & Kühn, 2007). Dabei sind die Zusammenhänge dieser Variablen mit den Lesekompetenzen in Luxemburg stärker ausgeprägt als in den meisten anderen Ländern. Kinder aus bildungsfernen Familien gehören so häufiger zu den leseschwächeren Schülern, was sowohl für die deutsche, wie auch für die französische Sprache zutrifft.

Einen weiteren Hinweis für den Zusammenhang zwischen sozioökonomischen und schulischen Variablen liefert der Bericht „Les jeunes face au marché de travail“ des STATEC (Frising, Langers & Reichmann, 2007). Hier wird nachgewiesen, dass der Berufsstatus der Referenzperson (Vater oder Mutter) in der Familie nicht nur mit den Schulleistungen, sondern ebenfalls mit der Bildungsbeteiligung der Jugendlichen im formalen Bildungssystem zusammenhängt (Frising et al., 2007, S. 280). Je „höher“ der Berufsstatus der Referenzperson, desto länger besuchen die Jugendlichen das formale Bildungssystem. So waren knapp 80 % der Jugendlichen zwischen 20 und 24 Jahren noch in formalen Bildungsstrukturen eingeschrieben, wenn die Referenzperson in der Familie den Status einer beruflichen Führungskraft innehatte. Übte die Referenzperson einen handwerklichen Beruf aus, lag die Quote bei 43,5 %.

Diese empirischen Daten wie auch die zentralen Indikatoren zur Bildungsbeteiligung und zum Bildungsstand liefern verdichtete Hinweise dafür, dass Bildungsbeteiligung und Bildungsleistungen mit unterschiedlichen kulturellen und sozialen Variablen zusammenhängen. Jedoch erklären sie nicht, welche Mechanismen wirken und welche Prozesse genau ablaufen. Hierzu wären weitere Untersuchungen notwendig.

3.3.7. Reformansätze in formalen Bildungsinstitutionen

Neue Schulformen

In den letzten Jahren sind vermehrt neue, innovative pädagogische Schulprojekte in den Fokus der Öffentlichkeit getreten. Schulen wie „Eis Schoul“, welche ihr Bildungsangebot nach der inklusiven Pädagogik vermitteln; die Ganztagsschule „Jean Jaurès“ in Esch-sur-Alzette (beide Primarschulen); der „Neie Lycée“, wie auch die binationale Sekundarschule „Schengen Lycée“ stellen Versuche dar, Problemen und Herausforderungen der Chancengleichheit entgegenzuwirken, indem man neue pädagogische Ansätze einbringt, die einer heterogenen Schülerpopulation eher gerecht werden können.

So bietet etwa die „Jean Jaurès“ Ganztagsschule die Möglichkeit, dass sich Schüler aus Migrantenfamilien in Alltagssituationen intensiv mit der luxemburgischen Sprache auseinandersetzen können und sich diese gezielter aneignen können. Aus bildungspolitischer Sicht sollen hier die Lernmöglichkeiten für mehrsprachig aufwachsende Kinder – also Kinder, die zu Hause eine Fremdsprache lernen – erhöht werden. In weiterem Sinne übernimmt die Schule zugleich eine integrationsfördernde Rolle (Joachim, 2009, S. 21). Hier steht die Förderung von Kindern aus sozial benachteiligten Familien im Vordergrund.

Als Antwort auf eine heterogene Schülerpopulation ist auch das Projekt „Eis Schoul“ zu verstehen.⁴⁸ Diese Ganztagsschule basiert konzeptuell auf dem Prinzip der inklusiven Pädagogik und hat die volle Teilhabe aller Schülerinnen und Schüler an allen Aspekten des Schullebens, unabhängig ihrer soziokulturellen, physischen, sensorischen, intellektuellen, emotionalen und anderen Fähigkeiten zum Ziel. Die Vielfalt

⁴⁸ www.gouvernement.lu/salle_presse/actualite/2008/01-janvier/14-delvaux-eis-schoul/index.html (zuletzt abgerufen am 04.06.2010).

der Kinder wird als Reichtum anerkannt. In dieser Konzeption wird Unterschiedlichkeit als Ressource betrachtet.

Auf der Ebene der Sekundarstufe wurde mit dem „Neie Lycée“ vor allem die Förderung der Kooperation und Zusammenarbeit zwischen Schülern und Lehrern gestärkt. Das „Neie Lycée“ als Sekundarschule ist ganztägig organisiert, genau wie auch das deutsch-luxemburgische Schengen-Lyzeum in Perl, welches rezent als weiteres bi-nationales mehrsprachiges Schulprojekt gegründet wurde. Hier wird vor allem auf die Integration der heterogenen Schülerpopulation geachtet. Das Schengen-Lyzeum richtet sich an Schüler aus drei unterschiedlichen Ländern (Luxemburg, Deutschland und Frankreich) und gilt als länderübergreifendes Projekt.

Neben bereits bestehenden Schulen und Sekundarschulen, welche auf alternative pädagogische Konzepte zurückgreifen bzw. bestimmte Jugendpopulationen als Zielgruppe ansprechen (z. B. die „École Privée Fieldgen“ für junge Mädchen), sind somit in den letzten Jahren alternative Schulangebote entstanden, die zur Diversität und Vielfalt der Bildungsangebote in Luxemburg beitragen. Sie stellen einen konstruktiven Versuch dar, eine Antwort auf die vielfältigen bildungs- und integrationsspezifischen Bedürfnisse Jugendlicher zu geben.

Unterrichtsform PROCI

Als Antwort auf die Ergebnisse der PISA-Studie 2000 wurden auch Neuerungen hinsichtlich der Unterrichtsformen im luxemburgischen Schulsystem gefordert. Im „cycle inférieur“ des „enseignement secondaire technique“ wurde das Projekt PROCI („Projet Pilote cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique“) an sechs verschiedenen Sekundarschulen in Luxemburg eingeführt mit dem Ziel, die Lernleistungen der Schüler zu verbessern und insbesondere Klassenwiederholungen zu vermeiden. Das PROCI-Projekt beinhaltet folgende Punkte (Keller et al., 2007):

- Definition von Basiskompetenzen, die zu erreichen sind, und erhöhte Freiheit in der Unterrichtsgestaltung für Lehrer;
- Anpassung der Stundenpläne an die spezifischen Bedürfnisse der Schüler;
- auf Wissensanwendung ausgerichteter Unterricht;
- Betreuung durch die gleichen Lehrerteams über drei Jahre des „cycle inférieur“;
- Bewertung der Schüler nach Schwächen und Stärken, die gezielte Fördermaßnahmen ermöglichen.

Die PISA-Studie 2006 kommt zu dem Schluss, dass diejenigen Schüler, die im PROCI-System unterrichtet wurden, im Durchschnitt umgerechnet bis zu einem halben Schuljahr Vorsprung gegenüber den Altersgenossen im klassischen EST-Curriculum aufweisen (Keller et al., 2007). In einem Evaluationsbericht des Ministeriums für Bildung (MENFP, 2007b) wurde festgestellt, dass PROCI-Schüler öfters auf eine „10^e“ des „cycle moyen“ orientiert wurden als nicht PROCI-Schüler. Dieser Effekt konnte jedoch nicht festgestellt werden für PROCI-Schüler, die ursprünglich auf eine „7^e Adapt“ orientiert wurden. Hier konnten kaum Unterschiede zwischen PROCI-Schülern und Schülern, die im herkömmlichen System unterrichtet wurden, festgestellt werden (MENFP, 2007b, S. 28). Der Bericht kommt zum Schluss, dass vor allem leistungstärkere Schüler des „cycle inférieur“ vom PROCI-System profitieren und bessere Ergebnisse erzielen als in klassischen Schulunterrichtsformen.

Die „École de la 2^e Chance“

Als spezifische Antwort auf das Phänomen des Schulabbruchs und als Maßnahme zur gesellschaftlichen Integration im weitesten Sinne wurde 2009 ein Gesetz zur Gründung der „École de la 2^e Chance“ verabschiedet („Loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance“). Diese Schule soll Jugendliche im Alter zwischen 16 und 24 Jahren aufnehmen, die keinen Ausbildungsplatz finden, ihre Schule abgebrochen haben oder in den regulären Schulcurricula nicht mehr vorwärts kommen. Zu den Zielsetzungen der „École

de la 2^e Chance“ gehören die Begleitung der Jugendlichen im Hinblick auf ihre gesellschaftliche Integration sowie beim Zugang zum Arbeitsmarkt. Zwei Jahre sollen Schüler in dieser Schule bleiben können, danach werden sie entweder in eine Klasse des ES oder des EST orientiert, können sich in eine „formation de transition“ des „Centre national de Formation Professionnelle Continue“ einschreiben oder werden auf der Suche nach einer Arbeitsstelle von der ALJ unterstützt.

Zu den bedeutendsten pädagogischen und konzeptionellen Neuerungen der „École de la 2^e Chance“ gehören die individuelle Betreuung und Begleitung der Schüler in ihrem Lernfortschritt, die positive Verstärkung schulischer und sozialer Fortschritte, die Zusammenarbeit mit den Betrieben und der Arbeitswelt sowie die Kooperation und Implikation der Eltern hinsichtlich der Entwicklung der Schüler.

Die „École de la 2^e Chance“ wird ab dem Schuljahr 2010/2011 eine weitere Maßnahme als Reaktion auf nichtbewältigte Formen von Schulschwierigkeiten darstellen. Vor dem Hintergrund, dass der vierte Studienband zum „décrochage scolaire“ (Unsen & Barthelemy, 2009) (siehe Kapitel 3.3.5) wieder negative Ergebnisse hervorgebracht hat, erscheint die „École de la 2^e Chance“ als eine aktuelle und notwendige Maßnahme zur Bekämpfung des Schulversagens. Es ist ein weiteres Angebot für die Gruppe von Schülern, deren Ressourcen zur Bewältigung der Anforderungen des regulären Schulunterrichts im formalen Bildungswesen nicht ausreichen, und die daher spezifischen Unterstützungsbedarf haben.

3.3.8. Formale Bildung in Luxemburg im Kontext der Lissabon-Strategie

Der Rat der Europäischen Union hat 2003 einen Arbeitsrahmen aufgestellt, der bestimmte internationale Benchmarks für die Bildung im Jahre 2010 festhält. Im Folgenden werden die bildungsrelevanten Benchmarks genannt und mit den Indikatoren des luxemburgischen Schulsystems verglichen (Commission of the European Communities, 2008):

1. nicht mehr als 10 % der Jugendlichen sollten Schulabbrecher sein;
2. Reduktion der Schüler mit eingeschränkter Lesekompetenz um 20 %;
3. 85 % der 22-Jährigen sollten einen oberen Sekundarabschluss vorweisen können;
4. die Erhöhung der Hochschulabschlüsse in Mathematik, Wissenschaften und Technologie um 15 % (bei gleichzeitigem Rückgang der Geschlechtsunterschiede).

Bezieht man sich auf die in diesem Jugendbericht ermittelten und gesammelten Daten, so kann man die „Outcomes“ des luxemburgischen Schulsystems mit den Benchmarks Nummer 1 und 3 der EU vergleichen:

Ad 1) Was die Schulabbrecherquote anbelangt, wurde anhand der Studien des MENFP für das Jahr 2006/2007 ein Anteil von 9,4 % ermittelt, für 2007/2008 ein Anteil an Schulabbrechern von 11,2 %. Da diese Zahlen nur einen Teil derjenigen abbilden, die aus dem luxemburgischen Schulsystem ausgestiegen sind, sind diese Werte eher unterschätzt und liegen wahrscheinlich deutlich über dem EU-Benchmark von 10 %.

Ad 3) Betrachtet man die Anteile der Jugendlichen in Luxemburg, die zwischen 2003 und 2008 einen Schulabschluss erreichen konnten, so lagen diese zwischen 80 % und 83 %.⁴⁹ Einen oberen Sekundarschulabschluss erreichten 2007 somit in Luxemburg lediglich 75 % der Jugendlichen. Hochschulzulassungsberechtigte Abschlüsse wurden 2007 in Luxemburg von etwa 53 % der Jugendlichen erreicht. Hier liegt Luxemburg weit hinter der von der Europäischen Kommission definierten 85 %-Grenze zurück.

⁴⁹ Hier sind auch Zwischenabschlüsse der mittleren Sekundarstufe enthalten: Diese stellen jedoch keine Schulabschlüsse im eigentlichen Sinne dar; sie bieten Zugang zu bestimmten Beamtenkarrieren.

3.4. BILDUNGS- UND LERNPROZESSE IN NONFORMALEN BILDUNGSWELTEN

Zu Beginn dieses Kapitels wurde das Konzept der nonformalen Bildung bereits kurz dargestellt. Gleichzeitig wurde eine Abgrenzung zu den Begriffen formale Bildung und informelle Bildung bzw. informelles Lernen vorgenommen. In diesem Teilkapitel werden die Begriffe und Konzepte ausführlicher dargestellt und zugleich empirische Hinweise für Ausmaß und Ausprägungen nonformaler Bildungsformen und Bildungsaktivitäten von Jugendlichen in Luxemburg dargestellt.

Dabei ist es in erster Linie wichtig die jeweiligen Bereiche, in denen sich nonformale Bildungsprozesse herauskristallisieren, zu definieren und zu beschreiben. Dabei werden unterschiedliche Orte und Institutionsformen berücksichtigt, in denen nonformale Bildungsangebote eine Rolle spielen: Zuerst sind hier einmal nonformale Bildungsformen in Betreuungskontexten („Crèches“, frühkindliche Erziehung usw.) hervorzuheben, aber auch Bildungsformen innerhalb der „école fondamentale“, also innerhalb formaler Bildungsorte. Ein weiterer wichtiger Kreis nonformaler Bildungsträger sind die unterschiedlichen Bereiche der Jugendarbeit: Hier wird Jugendfreizeitarbeit mit offener Jugendarbeit in Jugendhäusern, die Arbeit der Jugendorganisationen, -vereine und -bewegungen sowie spezifisch die Jugendbildungsarbeit (Weiterbildungen im Bereich Jugendarbeit; „brevet d’animateur“ usw.) dargestellt. Ein dritter Punkt sind Aspekte der nonformalen Bildung in sozialpädagogischen Kontexten innerhalb der Sekundarschulen sowie die Schulsozialarbeit. Hier werden Lernangebote innerhalb der Schule dargestellt, die sich jedoch von alltäglichen Lernprogrammen in den Schulklassen abheben. Natürlich werden auch Bereiche der beruflichen und der berufsrelevanten Weiterbildung berücksichtigt. Hier werden weniger die jeweiligen Institute beschrieben, sondern Daten zur Beteiligung Jugendlicher an Weiterbildungen vorgestellt.

Es sei ebenfalls hervorzuheben, dass in diesem Bericht keine systematische und ausführliche Analyse von privaten und kommerziellen Bildungsorten und Bildungsanbietern durchgeführt wird. Hierunter wären z. B. kulturelle und sportliche Freizeitaktivitäten zu nennen.

3.4.1. Bildungsarbeit in vorschulischen und außerschulischen Betreuungseinrichtungen

Diverse gesellschaftliche Entwicklungen haben in den vergangenen Jahren und Jahrzehnten dazu geführt, dass Erziehung, Kinderbetreuung und frühkindliche Bildung über die klassischen Rahmen und Formen hinausgewachsen sind. Alternative Betreuungsstrukturen haben stärker an Bedeutung gewonnen. Die Familienmodelle und -zusammensetzungen sind vielfältiger und differenzierter geworden (alleinerziehende Eltern, polynukleare Familien usw.). Die Berufstätigkeit beider Elternteile kommt heutzutage viel häufiger vor, die Bedürfnisse an außerfamiliärer Betreuung und Sozialisation sind wichtiger und notwendiger geworden. Viele Kleinkinder und Kinder verbringen heute einen bedeutenden Teil ihrer Zeit in Obhut von nichtelterlichen Erwachsenen und in Betreuungsstrukturen wie Kinderkrippen, Kindertagesstätten („Crèches“) oder den „Maisons relais pour enfants“. In 46 % der Fälle werden Kinder bis 12 Jahre den Großeltern, anderen Mitgliedern der Familie, Freunden oder Nachbarn zur Obhut anvertraut. 31 % der Kinder verbringen die Zeit, in der ihre Eltern arbeiten, in kollektiven Betreuungsstrukturen (Bousselin, 2006).⁵⁰ Neben der Familie bilden diese Strukturen wichtige frühkindliche Sozialisationsinstanzen und haben daher mehr und mehr Einfluss auf die Entwicklung und die frühen Bildungsprozesse der Kinder.

⁵⁰ Es ist davon auszugehen, dass sich die Situation der Kinderbetreuung gerade auch im Hinblick der Einführung des „Chèque-Service Accueil“ bereits verändert hat, und sich noch weiter verändern wird. Vorsichtigen Schätzungen zufolge waren es 2009 35,9 % der Kinder unter 13 Jahren, die in kollektiven Strukturen betreut wurden (MFI, 2009a). (Dieser Wert ergab sich, indem man die Anwendung des „Chèque-Service Accueil“ und die Populationszahlen aus dem Jahre 2009 berücksichtigte).

Die „Maisons relais pour enfants“

Mit dem neuen Gesetz der „école fondamentale“ wurden die Vorschule („enseignement préscolaire“) und die frühkindliche Erziehung („enseignement précoce“) in die Zyklen der „école fondamentale“ integriert und damit zu einem wichtigen und festen Bestandteil der kompetenzorientierten Bildungsform. Zusätzlich sind aber auch nonformale Angebote als fester Bestandteil der kommunalen Bildungsangebote vorgesehen. Hierbei handelt es sich v. a. um die „Maisons relais pour enfants“ (MRE), die in Zusammenarbeit mit der „école fondamentale“ agieren.

Durch die großherzogliche Verordnung aus dem Jahre 2005 („Règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants“) sind Weichenstellungen für die außerschulische Kinderbetreuung durch die MRE gelegt worden. Hier wurden die gesetzlichen Rahmenbedingungen und die Zielsetzungen für die Gestaltung der MRE vom Familien- und Integrationsministerium festgelegt. Jedes MRE muss bestimmten Ansprüchen genügen und Voraussetzungen erfüllen. Dazu gehören die Aufnahme der Kinder und Jugendlichen außerhalb der Schulstunden (und dies mindestens 200 Tage und 500 Stunden im Jahr), ein Mittagstisch und Zwischenmahlzeiten, die Aufsicht der Kinder und Jugendlichen, die Freizeitgestaltung und die sozialpädagogischen Angebote sowie die Begleitung der Kinder und Jugendlichen bei der Hausaufgabenbewältigung. Zusätzliche Aktivitäten können auf freiwilliger Basis in den MRE angeboten werden:

- Sozialpädagogische Betreuung von Kindern mit spezifischen Bedürfnissen;
- Betreuung und Aufsicht von Kindern und Jugendlichen im Krankheitsfall;
- Zusammenkünfte für Kinder, Jugendliche und Eltern und entsprechende Angebote;
- Weiterbildungs- und Beratungsangebote für Eltern;
- Intergenerationelle und kulturelle Begegnungen und Beteiligung an den soziokulturellen Aktivitäten der Gemeinde oder des Stadtviertels.

Die MRE stellen somit Schlüsselressourcen für die Familien (und die Welt der Erwerbstätigkeit) dar, indem sie ein integratives Modell der Kinderbetreuung zur besseren Vereinbarung vom Leben in der Familie, im Beruf und in der Schule darstellen und flexibel auf die Anliegen und Bedürfnisse der Eltern antworten können. Sie erweitern die schon länger bestehenden frühkindlichen Erziehungsstellen, die Vorschul- und die Grundschulstrukturen um eine weitere Betreuungsstruktur. Landesweit stellten die Kommunen im Jahre 2009 18.204 Betreuungsplätze in den MRE zu Verfügung (MFI, 2009a).

Die MRE sind jedoch auch als eine außerschulische Struktur konzipiert, die pädagogische Konzepte und Angebote nonformaler Bildung bereitstellen. Sie verbinden Betreuungs-, Versorgungs-, Erziehungs- und Bildungsangebote zu einem ganzheitlichen Ansatz. So stehen sie für die Förderung der Chancengleichheit von Kindern unterschiedlicher sozialer Herkunft. Vor allem die Sprachförderung bei Kindern mit Migrationshintergrund und die damit verbesserten Integrationschancen gehören zu den zentralen Zielsetzungen der MRE. Zusätzlich sind die MRE so gestaltet, dass sie eine Vernetzung und eine kontinuierliche Zusammenarbeit zwischen den Verantwortlichen der Schulen, den Sozialarbeitern, den Vereinen, den verschiedenen Institutionen sowie den Gemeindeverantwortlichen fördern und begünstigen. Sie stellen somit ein Bindeglied zwischen formalen und nonformalen Bildungsformen dar.

„Chèque-Service Accueil“ und ihr Beitrag zur Bildungsförderung

Auch der „Chèque-Service Accueil“ ist als Teil einer neuen politischen und sozialen Ausrichtung der Regierung hier einzuführen. Er ist eine Art Familiensubventionsmaßnahme für die Nutzung von festgelegten

Leistungen in den Bereichen der erzieherischen, sozialen und therapeutischen Förderung und Arbeit für Kinder unter 13 Jahren.⁵¹

Die Ziele des „Chèque-Service Accueil“ sind es, allen Kindern den Zugang zu Bildungs- und Betreuungsstrukturen zu ermöglichen und dies unabhängig von ihren sozialen und ökonomischen Ressourcen. In diesem Sinne kann die Maßnahme des „Chèque-Service Accueil“ als Instrument der Chancengleichheit im Zugang zu nonformalen Bildungseinrichtungen und Bildungsangeboten betrachtet werden. Weiterhin sollen hiermit Familienbedürfnisse besser mit den sozialen und beruflichen Erfordernissen der Eltern vereint werden können.

Laut Familien- und Integrationsministerium (MFI, 2009b, S. 179) konnten 2009 annähernd 58 % der Kinder in Luxemburg unter 13 Jahren von dem „Chèque-Service Accueil“ profitieren. Die große Mehrheit der Verwendungen entfiel auf den Bereich der Betreuungsangebote. Es bleibt zu beobachten, in welchem Ausmaß die Maßnahme die Beteiligung der Kinder vor allem auch im Bereich der Bildung in Zukunft beeinflussen und verändern wird.

3.4.2. Jugendarbeit als Bildungsarbeit

Die Bedeutung der nonformalen Bildung für den Bereich der Jugendarbeit und Jugendpolitik wird in der Broschüre „Deuxièmes Lignes directrices pour la politique de la jeunesse“ (MFI & SNJ, 2004, S. 9) festgehalten. In diesen jugendpolitischen Prioritäten spielt die nonformale Bildung eine zentrale Rolle. Die „Deuxièmes Lignes directrices“ könnte man daher als einen politisch eingebetteten Zielsetzungsrahmen nonformaler Bildung verstehen. Eine der Prioritäten sieht vor, Jugendliche zu fördern und zu unterstützen, indem man den Wert der nonformalen Bildung anerkennt und aufwertet. Das Jugendgesetz vom 4. Juli 2008 bezieht eindeutig Position zu den Leitlinien der nonformalen Bildung und legt diese auch gesetzlich und politisch fest.

Jugendarbeit umfasst Teile der Sozialisations-, Erziehungs- und Bildungsarbeit, die neben den institutionalisierten Bereichen des Heranwachsens wie Familie und Schule steht. Somit stellen die Angebote der Jugendarbeit einen wichtigen Rahmen für nonformale Bildungsmöglichkeiten dar.

Lern- und Bildungsprozesse sind zentrale Elemente der Jugendarbeit und in deren Selbstverständnis fest verankert. Die Anbieter, die Arbeitsbereiche aber auch die Aufgaben der Jugendarbeit sind in Luxemburg in einer großherzoglichen Verordnung zusammengetragen und beschrieben („Règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour jeunes“): Unterschiedliche Jugendarbeitsanbieter, wie öffentliche Jugendhäuser, Informationszentren, Weiterbildungsanbieter, Beratungsstellen, Mediationszentren und Jugendberatungsstellen sind als Anbieter von Jugendarbeit definiert. Zusätzlich werden hier auch deren Ziele festgehalten, die als Bildungsauftrag im Kontext nonformaler Bildungsstrukturen zu verstehen sind. Jugendarbeit soll:

- zur Entwicklung der Jugendlichen beitragen, so dass sie sich ihrer Fähigkeiten und Kompetenzen bewusst werden können. Jugendliche sollen unterstützt werden beim Experimentieren, in ihrer Ausdrucksfähigkeit und bei der Entwicklung zu aktiven, kritischen und verantwortungsvollen Bürgern;
- Präventionsarbeit leisten und den Jugendlichen zur sozialen und professionellen Integration verhelfen;

⁵¹ Hierunter fallen vor allem die „Maisons relais pour enfants“, die Tageskinderstätten, die Kinderhorte, und Internate; aber auch Angebote der Sportvereine und Musikschulen können über den „Chèque-Service Accueil“ bezogen werden (MFI, 2009b). Weitere Informationen zum Thema „Chèque-Service Accueil“ findet man ebenfalls unter www.chèque-service.lu/ (zuletzt abgerufen am 02.03.2010).

- den Jugendlichen die Möglichkeiten bieten, sich zu versammeln, indem Werte des Vertrauens und der Solidarität aufrechterhalten werden. Jugendliche sollen lernen, Probleme in der Gruppe zu lösen;
- Jugendliche zur Teilnahme an politischen und demokratischen Entwicklungen animieren, indem ihnen Partizipationsmöglichkeiten zur Verfügung gestellt werden. Außerdem sollen die Jugendlichen in die Konzeption, die Planung, die Durchführung und die Evaluation von Projekten mit einbezogen werden.⁵²

Zentrale Grundkonzepte nonformaler Bildung im Rahmen der Jugendarbeit sind an erster Stelle teilnehmendes und aktives Lernen sowie Partizipation (vgl. Bodeving, 2009a, S. 750). Das Lernen findet in einem freiwilligen Rahmen statt und baut auf den Interessen und den intrinsischen Motiven der Jugendlichen auf. Sie haben somit die Möglichkeit, Erfahrungen zu machen, in denen sie sich als selbstbestimmte, erfolgreiche, selbstwirksame Individuen wahrnehmen und erleben können. Zusätzlich haben sie die Möglichkeit, eigene Ressourcen und Potenziale zu erkennen, die sich im Kontext nonformaler Bildung und Jugendarbeit entwickeln und generieren.

Soziale Interaktionen zwischen den Individuen und Gruppen spielen dabei eine zentrale Rolle. Nur im Rahmen von Gruppenerfahrungen und kooperativen Aktivitäten ist Jugendarbeit denkbar. Die nonformale Bildung braucht Raum für Kommunikation und Austausch zwischen Jugendlichen, damit gemeinsame Vergegenständlichungen der Motive Jugendlicher möglich werden.

Ebenfalls unter dem Zeichen der Partizipation sind Evaluationsprozesse zu sehen. Jugendarbeit soll dazu beitragen, Evaluationsprozesse als selbstreflexive Prozesse zu nutzen, damit Lernerfahrungen und -entwicklungen für Jugendliche möglich werden. Evaluation wird unter diesem Gesichtspunkt als konstruktives lernförderndes und persönlichkeitsförderliches Instrument betrachtet.

An dieser Stelle kann keine vollständige Darstellung aller Anbieter sozialer Jugendarbeit in Luxemburg dargestellt werden. Jedoch werden in diesem Jugendbericht Beispiele von nonformaler Bildungsarbeit innerhalb der Jugendarbeit stellvertretend beschrieben. Diese Darstellung wird eher inhaltlich und qualitativ orientiert sein, da keine umfassenden zuverlässigen Daten oder Zahlen zur Beteiligung von Jugendlichen an nonformaler Bildung innerhalb der Jugendarbeit existieren.

SNJ als Akteur in der Jugendarbeit

Ein wichtiger Teil von Jugendarbeit wird in Luxemburg vom „Service National de la Jeunesse“ (SNJ) geleistet. Der SNJ ist in vielfältigen sozialen Bereichen und Freizeitbereichen für Jugendliche tätig. Er bietet Freizeitaktivitäten und nonformale Lernmöglichkeiten an; aber auch die Unterstützung von offenen Jugendhäusern und die Verbreitung von jugendrelevanten Informationen zählen zu seinen zentralen Aufgaben. Die folgenden Punkte beschreiben die hier relevanten Missionen des SNJ im Bereich der nonformalen Bildung („Loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse“):

- „offrir aux jeunes des opportunités d'apprentissage en organisant, soit seul, soit en association avec d'autres organismes, des activités périscolaires, socio-éducatives ou socio-culturelles;
- développer des programmes éducatifs spécifiques dans des centres de jeunesse spécialisés;
- soutenir le bénévolat des jeunes et organiser des programmes de service volontaire; [...]
- organiser et coordonner des formations pour animateurs et cadres des organisations, proposer des stages de formation continue pour les professionnels du travail avec les jeunes et éditer des publications pédagogiques;

⁵² Die Auflistung dieser Ziele ist in der großherzoglichen Verordnung „Règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour jeunes“ enthalten.

- soutenir la qualité du travail avec les jeunes, promouvoir l'éducation non formelle et œuvrer pour la reconnaissance de l'expérience bénévole des jeunes“ („Loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse“).

Wichtig ist der Verweis auf Lernmöglichkeiten, die der SNJ in Form von freizeitrelevanten, sozialpädagogischen, soziokulturellen Programmen zur Verfügung stellt. Weiterhin unterstützt der SNJ ehrenamtliche Programme und ist für die Organisation von unterschiedlichen, jugendspezifischen Weiterbildungen verantwortlich. Im Folgenden werden diese unterschiedlichen Bereiche kurz beschrieben.

Der SNJ versteht die angebotenen außerschulischen Aktivitäten als komplementäre Angebote zu formalen Bildungsangeboten. Hier können Kinder und Jugendliche neues Wissen auf praktische und handlungsorientierte Art und Weise erwerben. Einige Themenschwerpunkte des nonformalen Bildungsbereichs, die der SNJ anbietet, sind Seminare zu nachhaltiger Entwicklung und Beziehungen zu Drittweltländern, Medienerziehung, Sportaktivitäten, Abenteuererlebnisse, Gewalt- und Drogenprävention. Diese Themenaktivitäten werden in den jeweiligen SNJ-Zentren des Landes für Kinder und Jugendliche angeboten.

Im Bereich des ehrenamtlichen Arbeitens werden verschiedene Aspekte der freiwilligen Arbeit Jugendlicher durch den SNJ koordiniert. So ist das Programm JUGEND IN AKTION konzeptionell im Bereich der nonformalen, politischen Bildung anzusiedeln. Zur Umsetzung seiner Ziele gliedert es sich u. a. in die Schwerpunkte europäische Freiwilligendienste („Service Volontaire Européen“ (SVE)) und Förderung des europäischen Jugendaustauschs ein. Es zielt darauf ab, dass insbesondere junge Menschen ihre Kenntnisse über Europa verbessern, dass sie durch internationale und interkulturelle Erfahrungen und durch eigenverantwortliches Handeln lernen und den Mut haben, innerhalb Europas mobil zu werden. In seiner Zielsetzung schließt das Programm vor allem die Entwicklung und Stabilisierung einer persönlichen, sozialen, nationalen und europäischen Identität von Jugendlichen mit ein und bietet Rahmenbedingungen, innerhalb derer sie mit Werten wie Vielfalt der Kulturen und Traditionen, Chancengleichheit oder internationale Kommunikation und Integration in einem wachsenden Europa vertraut werden können (Hoskins, 2004, S. 116). Zielgruppe des Programms sind Jugendliche zwischen 13 und 30 Jahren; dabei richtet sich das Programmkonzept besonders an benachteiligte junge Menschen. Zu den weiteren Zielen des Programms „JEUNESSE EN ACTION“ gehören auch die Ausbildung, die Vernetzung und der Erfahrungsaustausch der Jugendarbeiter und der Jugendorganisationen, die in die jeweiligen Projekte des Programms eingebunden sind. Diese Vernetzungsaktivitäten implizieren eine wirksamere Zusammenarbeit in Bezug auf Projekte und tragen dazu bei, dass sich auf Dauer qualitativ hochwertige und nachhaltige Partnerschaften und Netzwerke zwischen jugendrelevanten Organisationen und deren Jugendarbeitern formen (Afpeja, 2009). Die Unterstützungssysteme für Jugendprojekte werden somit ebenfalls verbessert.

In Ergänzung zur Programmumsetzung von JUGEND IN AKTION in Luxemburg wurden auf der nationalen Ebene neben dem „Service Volontaire Européen“ (SVE) zudem auch eigene und zielgruppenspezifische Modelle des Freiwilligendienstes implementiert („Service volontaire de coopération“ (SVC), „Service volontaire d'orientation“ (SVO)). Die jeweiligen Formen werden hier kurz erläutert:

- „Service Volontaire Européen“ (SVE): Jugendliche im Alter zwischen 18 und 30 Jahren haben die Möglichkeit an einem Projekt bzw. an einer gemeinnützigen Aktivität im Ausland teilzunehmen. Diese freiwilligen Dienste dauern zwischen zwei und zwölf Monaten und werden von einer Inlands- und einer Auslandsorganisation koordiniert. Während des Auslandsaufenthalts können die Jugendlichen an Sprachweiterbildungen teilnehmen;⁵³
- „Service Volontaire d'Orientation“ (SVO): der SVO ist als persönliche Begleitmaßnahme zur schulischen oder beruflichen Integration konzipiert (siehe auch Kapitel 4.6.3);

53 www.snj.public.lu/jeunesse_action/service-volontaire-europeen/index.html (zuletzt abgerufen am 16.04.2010).

- „Service Volontaire de Coopération“ (SVC): der SVC bietet konkrete Möglichkeiten sich an Kooperationsprojekten zu beteiligen. Dabei wird vor allem Wert auf die Sensibilisierung für die gesellschaftlichen und ökonomischen Probleme von Drittweltländern, die Lernmöglichkeiten für die Freiwilligen sowie auf den interkulturellen Dialog gelegt. Dieses Angebot wendet sich an Jugendliche zwischen 18 und 30 Jahren. Die Dauer der Freiwilligeneinsätze beträgt zwischen drei und zwölf Monaten. Der SNJ, in Zusammenarbeit mit dem „Cercle de coopération“, bietet in diesem Kontext auch spezifische Vorbereitungsangebote und Ausbildungen für die Jugendlichen an (ASTM, 2009).

Jugendinformationsdienst als Teil der Jugendarbeit

Der Auftrag des „Centre Information Jeunes“ (CIJ) besteht darin, alle verfügbaren und jugendrelevanten Informationen zu sammeln und Jugendlichen zur Verfügung zu stellen. Eine fundamentale Herausforderung unserer Gesellschaft ist es, allen Bürgern den Zugang zu gesellschaftlich relevanten Informationen zu gewährleisten. Gleichzeitig sind Fähigkeiten und Kompetenzen der Informationsanalyse auch für Jugendliche von großer Bedeutung, da sie es erlauben, die wichtigen und zentralen Informationen selektiv wahrzunehmen, zu bearbeiten und zu verwenden. Gemäß der „Charte Européenne de l'Information Jeunesse“ ist es das Ziel des CIJ, allen Jugendlichen Informationen anzubieten, die für eine gesellschaftliche Integration von Wichtigkeit sein mögen und die ihnen helfen, ihre Vorstellungen, ihre schulischen und beruflichen Zielsetzungen hinsichtlich einer gesellschaftlichen Eingliederung und Partizipation aktiv umzusetzen und zu verwirklichen (ERYICA, 2004).

Unter anderem ist es eine der zentralen Aufgaben des CIJ, den Jugendlichen Informationen zu Bildungsangeboten bereitzustellen. Die wichtigsten Informationsquellen im Bereich Bildungssystem, Schul- und Berufsorientierung, jugendrelevante Weiterbildung und postsekundäre Bildung im In- und Ausland sowie Informationen zu Möglichkeiten der Erasmus-Programme werden zur Verfügung gestellt. Die Informationsarbeit des CIJ ist daher als eine Form der Bildungsarbeit zu betrachten, da das CIJ die Jugendlichen in der aktiven, selbstbestimmten und zielgerichteten Suche nach Informationen unterstützt und ihnen erlaubt, Kompetenzen in diesem Bereich aufzubauen. Neben dem „Centre Information Jeunes“ ist an dieser Stelle auch das „Info-Jeunes“ der Stadt Luxemburg zu erwähnen, welches als Informations- und Kommunikationszentrum für Jugendliche Informationen aller Art anbietet.

3.4.3. Bildungsangebote in Jugendhäusern

Entsprechend den „Lignes directrices pour la politique de la jeunesse“ sollen Jugendhäuser eine aktive Teilnahme, eine hohe Partizipation der Jugendlichen, soziales und politisches Engagement, Kreativität und Initiative sowie Selbstverantwortung, Autonomie und Verantwortungsübernahme von Jugendlichen fördern und stärken (MFI & SNJ, 2004). Die Rahmenbedingungen in den Jugendhäusern sollen den Jugendlichen die Möglichkeit bieten, sich zu entfalten, ihre Fähigkeiten zu erkennen und auszuprobieren. Aber auch das Gefühl von Gemeinschaft, Selbstwertgefühl und Solidarität soll erfahren werden (Bodeving, 2009a). In den Jugendhäusern werden Methoden und Strukturen der aktiven Teilnahme angeboten, die es Jugendlichen ermöglichen, bei der Planung, Durchführung und Evaluation von Projekten mitzuwirken.

Das Ministerium für Familie und Integration weist auf die Wichtigkeit solcher Zielformulierungen im Hinblick auf eine Orientierung, Planung und Gestaltung von offener Jugendarbeit hin. Im Rahmen der Jugendhäuser bestehen somit vielfältige Formen von organisierter und geplanter Bildungsaktivität.⁵⁴

Die allgemeinen Zielsetzungen werden in Form von konkreten Handlungsplänen dokumentiert.⁵⁵ Dies wird anhand der „rapports d’activités“ in den unterschiedlichen Jugendhäusern durchgeführt und ist Teil des Selbstevaluationsprozesses der Jugendhäuser. Diese Berichte geben einen präziseren Einblick in die pädagogischen Inhalte und Aktivitäten der luxemburgischen Jugendhäuser.

Der Dachverband der luxemburgischen Jugendhäuser hat 2004 den Leitfaden „Qualitätssicherung und Qualitätskontrolle in der Arbeit der Jugendhäuser in Luxemburg“ herausgegeben, in dem die zentralen Aspekte einer differenzierten offenen Jugendarbeit beschrieben werden. Eine rezentere Version des Leitfadens (MFI, 2008a) enthält unterschiedliche Indikatoren zur Überprüfung der Qualitätsentwicklung hinsichtlich konzeptioneller Inhalte in den jeweiligen Jugendhäusern. Es sollen die bestehenden methodisch-didaktischen Handlungskonzepte der Jugendhäuser anhand des Leitfadens regelmäßig in Form einer Selbstevaluation überprüft werden. In diesem Kontext führt die Universität Luxemburg im jährlichen Turnus die Gesamtevaluation des Qualitätssicherungsprozesses durch. Dabei wird zum einen die Kohärenz der Konzepte und der in ihr formulierten Ziele und Ansätze analysiert, zum anderen wird untersucht, inwiefern die Qualität der konzeptionellen Arbeit in den Jugendhäusern durch die Qualitätssicherungsprojekte verbessert werden konnte (vgl. Biewers & Willems, 2008, 2009). Diese Qualitätsförderung kommt rückwirkend auch der nonformalen Bildungsarbeit in den Jugendhäusern zugute.

3.4.4. Bildung in der verbandlichen Jugendarbeit

Auch in den Bereichen der Vereinsarbeit und der Verbandsarbeit spielen Formen der nonformalen Bildung eine bedeutende Rolle. Es ist daher wichtig, jene Lernprozesse und Bildungserfahrungen in den Blick zu nehmen, die aufgrund der aktiven Mitgliedschaft in Vereinen und Verbänden immer auch Teil der Erfahrung der Jugendlichen sind.

Es ist in erster Linie herauszustreichen, dass unabhängig von der inhaltlich-fachlichen Ausrichtung der Verbände und Vereine Bildungserfahrungen in allen Bereichen der Arbeit mit den Jugendlichen stattfinden (Bodeving, 2009a, S. 747; MFI & SNJ, 2004). In zweiter Linie sind die konkreten pädagogischen Ziele in der Jugendarbeit zu erwähnen.

Diese sind z. T. direkt im Selbstverständnis der Vereine und Verbände verankert, wie bei der Analyse der ausformulierten Zielvorstellungen, Grundhaltungen und Werte der Organisationen, der Vereine oder der Sportclubs deutlich wird.⁵⁶ Die Aktivitäten in den Vereinen und Verbänden stellen so auch neue Lernmöglichkeiten für die jugendlichen Mitglieder in den Organisationen dar.

⁵⁴ Das Planen eines Fußballturniers impliziert nicht nur das Lernen, wie ein Turnier organisiert wird, sondern erlaubt auch zahlreiche Interaktionen zwischen Jugendlichen sowie zwischen Jugendlichen und Erziehern. Hier lernen Jugendliche z. B. gruppenspezifische Umgangskodes oder was es unter Jugendlichen bedeutet, gewisse Fußballmannschaften zu unterstützen. Hier können nonformale Bildung und informelle Bildungs- und Lernprozesse in wechselwirkenden rekursiven Prozessen stattfinden.

⁵⁵ Konzepte und Aktivitätsberichte der Jugendhäuser sind z. T. auf den jeweiligen Internetseiten der Jugendhäuser ersichtlich.

⁵⁶ Hierzu kann man das Beispiel der Pfadfinderverbände erwähnen. Die Quellen findet man jeweils unter www.lgs.lu/methode und www.fnel.lu/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=71&Itemid=345. (beide zuletzt abgerufen am 08.04.2010).

Bildungsziele, Kompetenzen und Wertevermittlung in Jugendverbänden

Vereinsarbeit ist traditionell auf das ehrenamtliche Mitwirken ihrer Mitglieder angewiesen. Die jugendlichen Mitglieder machen über die Jahre des Mitwirkens zahlreiche informelle Lernerfahrungen in den unterschiedlichsten Formen. Kompetenzen, die Jugendliche hier erwerben, können anhand einiger Beispiele aufgelistet werden:

- Integration und Arbeit in Gruppen, Teamgeist und Kooperation;
- Verantwortungsbewusstsein und Verantwortungsgefühl;
- Kommunikation, Partizipation, Toleranz, Konfliktlösefähigkeit und Austausch unterschiedlicher Perspektiven, soziale und gesellschaftliche Werte;
- Organisation, technisches und praktisches Wissen;
- Selbstsicherheit und Gefühl von Selbstwirksamkeit;
- Selbstreflexivität und Selbstevaluation usw.

Neben Kompetenzen spielt auch die Vermittlung unterschiedlicher Wertesysteme in den Verbänden eine wichtige Rolle und erfüllt einen wichtigen Zweck. Dabei sind die Werte eng verknüpft mit den verschiedenen Kompetenzen. Beispielhaft sind hier die Grundwerte und Orientierungen der Pfadfinderverbände (Zuverlässigkeit, Ehrlichkeit, Hilfsbereitschaft, Gerechtigkeit, Respekt vor Leben, positive Lebenseinstellung u. ä.)⁵⁷ oder die Werte der Sportverbände (Leistung, Teamgeist, Fairness usw.) zu nennen. Die Übernahme und das Erlernen von Werten und Handlungsdispositionen fügen sich in das Bild eines umfassenden Bildungsverständnisses ein.

Es ist für Luxemburg zur Zeit nicht möglich, das gesamte Ausmaß der geleisteten Bildungsarbeit und der ermöglichten Lernprozesse durch Vereine, Verbände und Jugendarbeit aufgrund von quantitativen Daten zu interpretieren. Einerseits gibt es keinen vollständigen Überblick über alle öffentlichen und privaten Anbieter von Jugendarbeit in Luxemburg; andererseits existieren keine zuverlässigen Datenbanken für alle Jugendarbeitsorganisationen, die eine solche Analyse ermöglichen würden. Zudem gibt es bislang keine empirischen Studien, die sich systematisch mit den Bildungs- und Lernprozessen in der Jugendarbeit und deren Bedeutung für die Jugendlichen befassen. Um dennoch einen Eindruck von der Vielzahl von verbandlichen Bildungs- und Weiterbildungsangeboten vermitteln zu können, wollen wir im Folgenden eher deskriptiv einige zentrale verbandliche Weiterbildungsangebote beschreiben.

Unterschiedliche verbandliche Ausbildungsformen

Nach langjähriger Erfahrung in Vereinen besteht für Jugendliche die Möglichkeit, dort Führungsrollen zu übernehmen und selbst in Bereichen der Jugendarbeit verantwortlich tätig zu werden. Dies ist meistens verbunden mit obligatorischen Ausbildungen. Dabei sollen Wechselwirkungen zwischen einerseits informellen Lernerfahrungen und Kompetenzen, die in der täglichen Arbeit mit anderen Jugendlichen erworben werden, und dem, was in der Ausbildung eher formalisiert gelernt wird, entstehen. Ziel dieser Weiterbildungen ist es, die Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die in den Vereinen mit den Kindern und Jugendlichen zusammenarbeiten und auch meist in leitende Funktionen aufgestiegen sind, in ihrer Arbeit zu unterstützen, ihnen weitere Kompetenzen zu vermitteln und ihnen die Möglichkeit zu geben, weitere Handlungsressourcen aufzubauen, die in der regelmäßigen Arbeit mit Jugendlichen wichtig sind.

57 www.lgs.lu/methode (zuletzt abgerufen am 05.02.2010).

Die unterschiedlichen Träger von Jugendarbeit in Luxemburg⁵⁸ bieten mehrere nonformale Ausbildungen für den Jugendbereich an (SNJ, 2008). Diese unterscheiden sich in ihren inhaltlichen Programmen und den Bereichen, auf die sie sich beziehen. An dieser Stelle möchten wir einige dieser Ausbildungsformen kurz erläutern (ohne Anspruch auf Vollständigkeit):

- Ausbildung „aide-animateur“ und „animateur“: Diese Ausbildung soll Jugendlichen Kompetenzen im Bereich der Gestaltung und Organisation von Freizeitaktivitäten vermitteln. Wie oben angemerkt, gibt es mehrere Organisationen, die diese Ausbildung anbieten;⁵⁹
- Ausbildung „co-pilote“ für die Jugendhäuser: Jugendliche haben auch die Möglichkeit, den „brevet d'animateur“ in einem Jugendhaus zu erwerben, indem sie die Erzieher in Jugendhäusern in der Ausführung unterschiedlicher Projekte unterstützen und begleiten sowie selbst Aufgaben im Jugendhaus übernehmen. Das Hauptziel dieser Ausbildung ist die verstärkte aktive Teilhabe der Jugendlichen in ihren Jugendhäusern. Diese Ausbildung ist in Zusammenarbeit mit dem Roten Kreuz organisiert;⁶⁰
- Ausbildungen „Formations de spécialisation“: Diese Ausbildung ist für Jugendliche gedacht, die bereits die Ausbildung zum Animateur abgeschlossen haben bzw. bereits leitende Stellen im Jugendbereich besetzen. Hierzu gehören Ausbildungen im Bereich der interkulturellen Animation innerhalb der Großregion und Ausbildungen zum Animateur für Freizeitaktivitäten im Freien („en plein air“) in Zusammenarbeit mit der „École Nationale de l'Éducation Physique et des Sports“ (ENEPS).

Zudem bietet der SNJ – in Zusammenarbeit mit dem MENFP – die beiden folgenden Ausbildungen an:

- Ausbildung für Mitglieder der „comités d'élèves“: Gemeinsam mit der „Conférence Nationale des Élèves du Luxembourg“ (CNEL) bietet der SNJ spezifische Ausbildungen für Mitglieder in Schülerkomitees in Sekundarschulen an, mit dem Ziel die Jugendlichen in ihren täglichen Funktionen als Schülerrepräsentanten zu unterstützen. Unterschiedliche Bereiche werden hier gelehrt: gesetzliche Grundlagen, Kommunikation, Gruppendynamik, Konfliktmanagement und Projektmanagement;⁶¹
- Ausbildung im Bereich Schulmediation: Jugendliche sollen Kompetenzen im Bereich der konstruktiven Konfliktlösefähigkeit und der Vermittlung in Konfliktfällen zwischen Schülern in

⁵⁸ Die unterschiedlichen Träger sind: „Centre d'Animation Pédagogique et de Loisirs“ (CAPEL), „CARITAS service vacances“, „Croix-Rouge service vacances“, „École Nationale de l'Éducation Physique et des Sports“ (ENEPS), „Fédération Nationale des Éclaireurs et Éclaireuses du Luxembourg“ (FNEL), „Groupe animateur“ asbl, „Jeunesse étudiante Chrétienne“ (JEC), „Lëtzebuurger Jugendpompjeeën“, „Lëtzebuurger Guiden a Scouten“ (LGS), „Service des Sports“ der Stadt Luxemburg, „École de Musique de l'Union Grand-Duc Adolphe“ und „Foyer de la Femme“.

⁵⁹ Ende 2009 wurden zum 23. Male die „brevets d'animateur“ und „brevets d'aide-animateur“ an die Jugendlichen in Luxemburg übergeben. Im Ganzen waren es 373 „brevets“. Seit der Gründung und Einführung des „brevet“ 1987 wurden insgesamt mehr als 6.700 „brevets d'animateurs“ und „brevets d'aide-animateur“ vergeben (www.gouvernement.lu/salle_presse/communiqués/2009/11-novembre/27-snj/index.html) (zuletzt am 01.12.2009 abgerufen).

⁶⁰ Im Jahr 2009 wurden 7 „brevets copilote“, die für die Jugendhäuser gelten, an Jugendliche überreicht (www.gouvernement.lu/salle_presse/communiqués/2009/11-novembre/27-snj/index.html) (zuletzt abgerufen am 01.12.2009).

⁶¹ 18 Schüler haben 2009 an der Ausbildung „comité d'élèves“ teilgenommen und wurden dementsprechend ausgezeichnet. Diese Initiative wurde 2004 ins Leben gerufen. Seitdem haben an die 90 Schüler an dieser Ausbildung teilgenommen (www.snj.public.lu/actualités/2009/11/23_Remise_certificats/index.html) (zuletzt aufgerufen am 1.12.2009).

Sekundarschulen erwerben. „Peermediation“ wurde als Projekt in Zusammenarbeit mit dem SCRIPT (MENFP) und dem SNJ ins Leben gerufen.⁶²

Dieser Überblick zu verbandlichen und nichtverbandlichen Ausbildungen für Jugendliche soll zeigen, in welch unterschiedlichen Bereichen nonformale Bildungsangebote spezifisch für Jugendliche angeboten werden und von ihnen auch genutzt werden. Da es sich um nonformale Ausbildungen handelt, sind die Lernziele vorgegeben und die Kompetenzen, die bei der Ausbildung erzielt werden sollen, klar definiert. Der SNJ (2007) definiert folgende Bereiche mit spezifischen Lernzielen, die in den Ausbildungen zum „aide-animateur“ und „animateur“ angestrebt werden:

- Kenntnisse über die sozialen Entwicklungen von Kindern und Jugendlichen sowie über deren Interessen, Bedürfnisse und Motivationen, sollen erworben werden. Weiterhin werden auch Kenntnisse zu Gruppendynamik und der Umgang damit vermittelt;
- Kompetenzen, z. B. wie Freizeitaktivitäten draußen aber auch drinnen mit Kindern und Jugendlichen organisiert und gestaltet werden können, wie Freizeitaktivitäten geleitet und animiert werden sowie Informationen zu Sicherheitsstandards bei Aktivitäten mit Kindern und Jugendlichen sollen erworben werden. Außerdem soll den Ausbildungsteilnehmern die Fähigkeit vermittelt werden, die Kinder und Jugendlichen zu motivieren und zu animieren;
- Das Einsetzen sozialer und kooperativer Kompetenzen sollen vermittelt werden. Animateure sollen Vorbildfunktionen übernehmen und eine Grundhaltung der Toleranz verkörpern.

Ausbildungsbeteiligung in der Jugendarbeit

Im „Rapport annuel“ des SNJ (SNJ, 2008) sind Zahlen zur Beteiligung an nonformalen Bildungsformen im Bereich der sozialen Jugendarbeit aufgelistet. Es handelt sich jedoch um Rohdaten, so dass keine Aussagen zu Beteiligungsquoten hergeleitet werden können, da Vergleichspopulationen nicht existieren. Zudem gibt es keine Angaben zu Alter, Geschlecht oder sozialer Herkunft, so dass die Zahlen wenig aussagekräftig sind. Darüber hinaus fehlt es zurzeit an repräsentativen Datenerhebungen und Studien, die Auskunft zur Beteiligung an nonformalen Bildungsangeboten über die gesamte Jugendpopulation und über alle Bereiche hinweg liefern.

Den Zahlen des SNJ ist jedoch zu entnehmen, dass die Zahlen der Ausbildungsteilnehmer seit 2005 gestiegen sind, wenn alle Formen von Ausbildung (inkl. „Service volontaire“, „JEUNESSE EN ACTION“ usw.) berücksichtigt werden. Wie der Verlauf der Beteiligung in den jeweiligen Bereichen ausfällt, geht nicht aus den Zahlen hervor. Außerdem ist nicht bekannt, inwieweit der Anstieg möglicherweise auf Umstrukturierungen in der Angebotsbreite und -form zurückzuführen ist.

Effekte der Jugendarbeit auf die Persönlichkeitsentwicklung Jugendlicher

Jugendarbeit wird als Feld bezeichnet, in dem zahlreiche nonformale und informelle Bildungsprozesse ablaufen. Diese Behauptung wirft natürlich auch die Frage nach der Wirkung von Jugendarbeit auf. Hat Jugendarbeit langfristig einen Einfluss auf die Jugendlichen und wenn ja, welchen? Welches sind die Fertigkeiten und Kompetenzen, die in der Jugendarbeit gelernt werden und die der Jugendarbeit somit eine bildungspolitische Legitimation verschaffen?

Empirische Befunde aus dem europäischen Ausland können hier eine Teilantwort geben. Perl und Heese (2008) konnten in einer Interviewstudie für Deutschland zeigen, dass internationale

⁶² 97 Schüler, die im Laufe des Schuljahres 2008/2009 an der Ausbildung zum Schulmediator teilgenommen haben, wurden Ende 2009 dafür ausgezeichnet. Seit Beginn des Projektes haben insgesamt ca. 600 Schüler diese Auszeichnung zur Ausbildung erhalten (www.snj.public.lu/actualites/2009/11/23_Remise_certificats/index.html) (zuletzt abgerufen am 1.12.2009).

Jugendaustauschprogramme langfristige Effekte bei den Teilnehmern zur Folge hatten. Mit Hilfe von Interviews, die rund zehn Jahre nach den Austauschprogrammen stattfanden, konnte festgestellt werden, dass sich die Jugendlichen v. a. im Bereich der selbstbezogenen Eigenschaften und Kompetenzen (Selbstsicherheit, soziale Kompetenzen, Erfahrung von Selbstwirksamkeit, Offenheit) und der interkulturellen Kompetenzen (interkulturelles Lernen, Beziehungen zu anderen Kulturen) entwickelt hatten. Aber auch das Erlernen von Fremdsprachen oder berufliche Entwicklungen wurden den Erfahrungen des Jugendaustauschs zugeschrieben.

Eine weitere Studie von Kreher (2008) streicht die positiven Wirkungen von Jugendverbandsarbeit auf die biografische Entwicklung der Jugendlichen heraus. Dabei zeichnen sich Jugendverbände als zentrale Lernorte heraus, an denen nonformale und informelle Bildungs- und Lernprozesse ineinandergreifen und sich gegenseitig beeinflussen. Neben den Möglichkeiten, Verantwortungsübernahme in den Verbänden zu erlernen, konnte auch aufgezeigt werden, dass Jugendverbandszugehörigkeit nachhaltige Wirkungen auf die berufliche Entwicklung haben kann. Jugendarbeit kann zum Teil berufsbiografische Entscheidungen beeinflussen.

Es gibt auch empirische Hinweise für Effekte von Vereinsengagement aus der luxemburgischen Forschungslandschaft (Meyers, 2006). Die Studie von Meyers befasst sich mit den Erfahrungen, die im Bereich des freiwilligen Engagements in Vereinen und Organisationen gemacht werden. Sie zeigt auf, dass diese Erfahrungen in Vereinen und Organisationen z. B. auch bei der Integration in den Arbeitsprozess genutzt werden. So können Kompetenzen und Wissensformen, die in der freiwilligen Arbeit angeeignet wurden, durchaus Anerkennung im Arbeitsfeld zu Folge haben. Jugendliche, die verantwortungsvolle Rollen in Jugendorganisationen (z. B. Pfadfinder) übernommen haben, wählen später z. T. auch Berufe im sozialen Sektor (Lehrer, Erzieher, Pädagoge u. ä.). Jugendarbeit kann sich also auch auf die professionelle Biografie auswirken.

Jugendliche übernehmen zudem gewisse Werte und Normen im Kontext der freiwilligen Arbeit und in der Ausübung unterschiedlicher Rollen (z. B. animateur in Jugendarbeit, Pfadfinderchef u. ä.). Diese Wertesysteme sind meist in den jeweiligen Grundhaltungen und Zielsetzungen der unterschiedlichen Vereine festgehalten und werden im Laufe der Zeit von den aktiven Mitgliedern in den Vereinen übernommen bzw. werden mehr oder weniger zu einem integralen Bestandteil des individuellen Wertesystems. Jugendliche haben an mehreren Stellen bestätigt, dass freiwillige Beschäftigungen einen Einfluss auf ihre Persönlichkeit haben können (Meyers, 2006).

Zusammenfassend kann festgehalten werden, dass die Jugendarbeit einen bildungsrelevanten Einfluss auf die professionelle und persönliche Entwicklung der Jugendlichen haben kann. Es zeigt sich auch, dass diese Erfahrungen einen bedeutenden Einfluss auf spätere Lebensentscheidungen haben können.

3.4.5. Öffnung formaler Bildungsinstitutionen für soziale Arbeit und Bildungsprojekte

Die Ausweitung und Erweiterung des Bildungsbereichs für Kinder und Jugendliche betrifft auch den schulischen Raum selbst. Traditionell begreift sich Schule nicht als sozialer Ort des Aufwachsens von Kindern und Jugendlichen, sondern eher als Einrichtung der Vermittlung von Wissen und Fertigkeiten. In der jüngsten Vergangenheit haben sich auf dieser Ebene jedoch neue Entwicklungen ergeben. So werden in formalen Bildungsinstitutionen – neben den formalisierten und öffentlich anerkannten Schulcurricula und Lerneinheiten – mehr und mehr auch nonformale Bildungseinheiten vorgeschlagen, d. h. soziale und pädagogische Angebote, die traditionell eher neben den Schulen stattfinden und angeboten werden. Die Schule wird demnach ein Ort, an dem klassische Handlungsfelder wie Unterricht mit pädagogischer und sozialer Jugendarbeit sowie Freizeit stärker in einer kooperativen Zusammenarbeit auftreten.

Diese Zusammenarbeit beinhaltet natürlich auch Potenzial für mögliche Konflikte zwischen den Akteuren der Bildung und der Jugendarbeit, da hier Felder aufeinandertreffen, die z. T. unterschiedliche Ziele verfolgen. Das traditionelle Handlungsfeld der Schule umfasst die Vermittlung von Bildung und Wissen.

Soziale Arbeit umschreibt aber das Leistungsangebot zur Förderung von Selbstständigkeit, Autonomie, Eigenverantwortung, Stärkung von Bewältigungsmechanismen und dem Abbau sozialer Benachteiligung. Beide Formen von Leistungen werden durch Kooperation aber an einem Ort vernetzt; gleichzeitig werden so Bildungsressourcen für Kinder und Jugendliche freigesetzt (Steffgen, Schneider & Willems, 2009).

Zur Unterstützung der Zusammenarbeit von Schulen und Jugendarbeit bietet der SNJ Bildungsaktivitäten in seinen Ausbildungszentren⁶³ an (SNJ, 2008). Zu den verschiedenen Schwerpunktthemen Medienpädagogik, nachhaltige Entwicklung, Präventionsarbeit und Freizeitsport finden in den Ausbildungszentren unter anderem Aktivitäten für landesweite Schulgruppen der „école fondamentale“ und der Sekundarschulen statt. Ziel der Kooperationen formaler und nonformaler Bildungsinstitute ist es, ein breiteres Spektrum von Bildungsoptionen und -ressourcen für Kinder und Jugendliche zu ermöglichen. Hier wird der Gedanke des Kompetenzerwerbs erweitert und hebt sich von klassischen Bildungsstrukturen des formalen Bereichs ab. In diesem Sinne kann die Schule als sozialer Ort betrachtet werden, an dem tendenziell die Überwindung einer verengten Sicht auf Unterricht und Wissensvermittlung möglich wird. Eine solche Überwindung steht vor der Herausforderung einer Abstimmung und Vernetzung unterschiedlicher Bildungs-, Betreuungs- und Erziehungsangebote hin zu ganztägigen Bildungslandschaften (vgl. BMFSFJ, 2005). Schule als sozialen Ort zu begreifen bedeutet weiterhin, Kindern und Jugendlichen Möglichkeiten zu bieten, Erfahrungen von Ausgrenzung und Entfremdung, Entwurzelung und Enttäuschung durch gegenläufige bildende Erfahrungen auszugleichen (Mack, 2008). Schule kann sich somit durch ihre Öffnung zu einem Ort entwickeln, an dem Heranwachsende lernen, die Bewältigung von Konflikten aller Art, einschließlich belastende und überfordernde Erfahrungen, zu bearbeiten.⁶⁴

Sozialpädagogische Projekte und Angebote von Schulsozialarbeit in Sekundarschulen

Eine wichtige Rolle im Bereich der Schulsozialarbeit und der pädagogischen Arbeit in den Sekundarschulen Luxemburgs spielt das „Centre de Psychologie et d’Orientation Scolaires“ (CPOS), welches an das MENFP angebunden ist. Im Folgenden werden wir unterschiedliche Bereiche nonformaler Bildungsinhalte innerhalb der schulischen Strukturen unterscheiden und mit beispielhaften Bildungsangeboten veranschaulichen. Dazu berufen wir uns unter anderem auf einen Bericht des CPOS (2008a), der sehr unterschiedliche Bereiche der nonformalen Bildungsangebote in Schulen zusammengetragen hat, an denen die Schulsozialdienste ganz oder teilweise beteiligt waren.⁶⁵ Die Angebote werden in Kooperation mit Schülern, Lehrpersonal, Schulsozialdienst, aber auch mit außerschulischen Organisationen und Partnern wie dem SNJ und seinen Zentren, verschiedenen Nichtregierungsorganisationen (NRO), gemeinnützigen Organisationen und freien Mitarbeitern ausgearbeitet.

In diesem Bericht des CPOS sind Lernangebote und Projekte in unterschiedliche thematische Angebotsgruppen unterteilt:

- Pädagogische Kommunikations- und Friedenskulturprojekte vermitteln Kompetenzen im Bereich Mediation und Peermediation, Kommunikation, Problemlösefähigkeit, Gewaltregulierung, interkultureller Austausch;

⁶³ Der SNJ verfügt über vier Ausbildungszentren verteilt über das Land: Centre SNJ in Eisenborn, Centre SNJ in Hollenfels, „Base nautique“ in Lultzhausen und Centre SNJ in Marienthal. Die einzelnen Zentren haben sich jeweils auf ein pädagogisches Schwerpunktthema spezialisiert. Siehe hierzu auch www.snj.public.lu/centres/index.html (zuletzt abgerufen am 16.04.2010).

⁶⁴ In der Literatur werden im Kontext der Öffnung formaler Bildungsinstitutionen auch die Konzepte Ganztagsschule und Ganztagsbildung verwendet (Coelen & Otto, 2008a). In Ganztagsschulen sind es oft einzelne außerschulische Bildungsakteure, die in Schulen kommen, um dort nonformale Lernangebote anzubieten.

⁶⁵ Einen Überblick aller nonformalen Bildungsangebote in Sekundarschulen gibt der CPOS-Bericht (CPOS, 2008). Wir werden hier nur ausgewählte Beispiele darstellen.

- Präventionsprojekte vermitteln Wissen und Kompetenzen im Bereich Drogen, Krankheits- und Gewaltprävention;
- Gesundheits- und Wohlbefindensprojekte sollen den Schülern Ideen, Verhaltensweisen und Wissen zum gesunden Umgang mit sich selbst und anderen vermitteln. Die Angebote umfassen die Bereiche Ernährung, Suchtmittel und Selbstentfaltung;
- Lernunterstützende Angebote sollen Angebote sein, die Schülern den Umgang mit schulischem Lernen erleichtern und Schülern mit Lernschwierigkeiten einen besseren Umgang mit Lernen vermitteln. Weiterhin werden im Rahmen dieser Angebote auch Nachhilfestunden von Schülern für Schüler angeboten;
- Aktionsangebote: Hierunter fallen unterschiedliche thematische Veranstaltungen wie Schulfeste, Kulturtage;
- Orientierungsangebote bieten den Schülern Informationen im Bereich der Scholorientierung mit dem Ziel, die Jugendlichen bei der Berufswahl zu unterstützen und über verschiedene Berufsfelder zu informieren. Im Rahmen dieser Angebote sind außerschulische Praktika, Scholorientierungstage wie „Worklife“, die „Foire de l'Étudiant“, aber auch die Zusammenarbeit mit Institutionen wie CIJ, die „Services de l'Orientation professionnelle“ der ADEM (u. a. BIZ) (siehe Kapitel 4.6.3) zu erwähnen.

Zusätzliche Lernangebote und partizipative Projekte werden aber auch in Form von „projets d'établissement“ in den Schulen organisiert. Diese Projekte finden in den Sekundarschulen Luxemburgs statt, verfolgen unterschiedliche pädagogische Ziele und implizieren alle Akteure (Lehrer, Schüler usw.) in den Schulen. Einige Ziele der „projets d'établissement“ sind hier aufgelistet:

- die Entwicklung von Schlüsselkompetenzen der Lehrkräfte;
- die Integration aller Schüler sowie die Förderung von Werten der Gleichberechtigung;
- die Öffnung der Schule hin zu außerschulischen Organisationen;
- die Anwendung neuer pädagogischer Methoden;
- die Förderung von wissenschaftlichen und technologischen Kompetenzen;
- die Förderung von transversalen Kompetenzen der Schüler wie z.B. soziale und kommunikative Kompetenzen, bereichsübergreifende Kompetenzen, sprich Metakompetenzen;
- die Förderung sprachlicher und kommunikativer Kompetenzen.

Diese Schulprojekte stellen unterschiedliche Aspekte nonformaler Bildungsformen in schulischen Kontexten dar. Sie sind ein Beispiel dafür, dass alternative Lernfelder mit Hilfe einer Öffnung von formalen schulischen Strukturen herbeigeführt werden können und unterschiedliche Gruppen von Beteiligten gemeinsam durch Teilhabe an der Durchführung von Projekten⁶⁶ lernen können.

Schulische und private Nachhilfeangebote

Neben dem regulären Schulunterricht werden Nachhilfestunden vor allem als weitere lernunterstützende und fördernde Maßnahme von Schülern genutzt. Ziele von Nachhilfestunden sind die Verbesserung der Schulleistungen allgemein, der Ausgleich von Leistungsschwächen, aber auch die Bewältigung temporärer Schulschwierigkeiten. Unterschiedliche Nachhilfeanbieter stehen den Schülern zur Verfügung: private Nachhilfesschulen, Nachhilfeangebote in den Sekundarschulen („cours d'appui“ und lernunterstützende Angebote von Schülern aus höheren Klassen) oder Privatlehrer. Zusätzlich gibt es in Luxemburg spezifische

⁶⁶ Beispielprojekte werden hier nicht genannt oder beschrieben. Hierfür verweisen wir auf den folgenden Internetlink, wo ausführliche Informationen zu „projets d'établissements“ aus luxemburgischen Sekundarschulen abrufbar sind: www.ccpe.lu (zuletzt abgerufen am 16.04.2010).

vom „Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires“ (CPOS) organisierte Nachhilfekurse für Schüler der hauptstädtischen Sekundarschulen, die zusätzliche Arbeiten über die Sommerferien hinweg absolvieren müssen. Diese Arbeiten entscheiden auch über die Versetzung. Allgemein spielt Nachhilfeunterricht bei Jugendlichen in Luxemburg, neben den regulären Schulstunden, eine nicht zu unterschätzende Rolle.

Die Ergebnisse der Studie von van Kessel (2004) mit über 900 Schülern aus vier unterschiedlichen Schulen des ES und des EST deuten darauf hin, dass die Hälfte aller Schüler in Luxemburg mindestens einmal in ihrer Schullaufbahn auf außerunterrichtliche Nachhilfe zurückgegriffen haben. Ein Viertel der Schüler gaben an, zum Zeitpunkt der Befragung Nachhilfestunden zu bekommen. Das CPOS konnte von 2006 auf 2007 einen deutlichen Anstieg der Nachfrage von Nachhilfekursen feststellen. Seit 2007 sind die Beteiligungsquoten mehr oder weniger stabil.⁶⁷

In der Studie von van Kessel (2004) wurden starke Unterschiede zwischen den verschiedenen Schulen festgestellt; die Streuung reichte von 19 % bis 32 % der Schüler, je nach Schule. Dies deutet darauf hin, dass das Ausmaß von Nachhilfestunden stark mit den Schulen zusammenhängt. Jedoch ist nicht ersichtlich, ob dies auf außerschulische, geografische, soziale Kontextmerkmale oder aber auf schulorganisatorische Merkmale zurückzuführen ist. Es ist auch wichtig zu erwähnen, dass in der Studie keine signifikanten und systematischen Differenzen zwischen den Schultypen (ES/EST) festgestellt wurden.

Ein zusätzlicher Punkt aus der Untersuchung streicht die Ausprägung des Nachhilfeunterrichts bezüglich der Jahrgangsstufen heraus. Mit ansteigender Klassenstufe scheint die Nutzung von Nachhilfe abzunehmen. Vor allem Schüler des „cycle inférieur“ und des ersten Jahres des „cycle moyen“ („4^{te}“ im ES und „10^{te}“ im EST) greifen häufiger auf Nachhilfeunterricht zurück. Auch die kritischen Übergänge von der „école fondamentale“ zur Sekundarschule, und vom „cycle inférieur“ zum „cycle moyen“ lassen Schüler häufiger auf Nachhilfeunterricht zurückgreifen. Das erhöhte Nachhilfverhalten an dieser Stelle könnte als Bewältigungsversuch von anfänglichen Anpassungsschwierigkeiten in den jeweiligen Zyklen gedeutet werden.

Es fällt auf, dass Mathematik (62 %) allein von mehr Nachhilfeschülern in Luxemburg gewählt wird als die drei unterrichteten Sprachen Deutsch, Französisch und Englisch zusammen. Damit unterscheidet sich die Situation in Luxemburg deutlich von jener in Deutschland, wo die drei Sprachen zusammen einen höheren Anteil der Nachhilfestunden ausmachen. Auffallend ist weiterhin, dass Französisch mit knapp 30 % als zweithäufigstes Fach gewählt wird. Nur 13 % nehmen Deutschnachhilfe.⁶⁸

Viele Schüler scheinen Nachhilfestunden als Unterstützung zur Bewältigung des Schulalltags wahrzunehmen. Jedoch kann das System der Nachhilfestunden auch Gefahren bereithalten, vor allem dann, wenn Differenzen im Zugang zu Nachhilfestunden zwischen den Schülern bestehen, da Nachhilfestunden nicht selten auch mit Kosten verbunden sind. Um weiteren Segmentierungstendenzen bezüglich des sozioökonomischen Status der Schüler vorzubeugen, sind Nachhilmöglichkeiten innerhalb der Schulstrukturen (z. B. „cours d'appui“) daher von bedeutender Wichtigkeit.

3.4.6. Bildungsbeteiligung in der berufsbezogenen Weiterbildung

Die Relevanz und Bedeutung nonformaler Weiterbildungen im Kontext eines lebenslangen Lernens wurde bereits thematisiert. An dieser Stelle soll gefragt werden, in welchem Ausmaß berufsbezogene Weiterbildungsformen aller Arten bei Jugendlichen bereits Bestandteil des Alltags sind.

⁶⁷ Nach Angaben des CPOS (unveröffentlichtes Dokument) haben sich im Sommer 2009 knapp 500 Schüler für Nachhilfekurse des CPOS eingeschrieben. Diese Zahl bezieht sich jedoch nur auf die Schüler der Sekundarschulen der Stadt Luxemburg. Die regionalen Sekundarschulen organisieren eigene schulinterne Nachhilfeangebote.

⁶⁸ Man müsste genauere Hinweise zur Stichprobe erfassen, um Zusammenhänge mit dem Bildungshintergrund, der Nationalität und dem Migrationshintergrund aufzustellen.

Innerhalb der gesamten erwerbstätigen Population sind es annähernd 5,5 %, die angeben, aktuell und in den letzten vier Wochen an einer Form von Weiterbildung (unabhängig von formalen Schulformen) teilgenommen zu haben (EFT-Datenbank 2008). In Tabelle 3.12 sind die Teilnahmequoten an Weiterbildungen gezielt für die erwerbstätigen⁶⁹ Jugendlichen nach Alter dargestellt.⁷⁰ Die Jugendlichen sollten angeben, ob sie aktuell bzw. in den letzten vier Wochen an Weiterbildungsmaßnahmen teilgenommen haben.

Tabelle 3.12.: Teilnahme an Weiterbildungen (aktuell und in letzten vier Wochen) nach Altersgruppen

Altersgruppen	15- bis 17-Jährige	18- bis 23-Jährige	24- bis 29-Jährige	Durchschnittliche Beteiligung (15- bis 29-Jährige)
Teilnahme an Weiterbildungen	0,3%	3,4%	10,5%	6,0%

Quelle: EFT 2008; (n = 2.421); die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen.

Den höchsten Anteil von Teilnehmern an Weiterbildungsmaßnahmen von Jugendlichen innerhalb der Stichprobe haben erwartungsgemäß die 24- bis 29-Jährigen: Hier sind es mit 10,5 % deutlich mehr als in der Gruppe der erwachsenen Erwerbstätigen (7,2 % für die 30- bis 59-Jährigen). Ein Vergleich nach Geschlecht zeigt, dass leicht mehr Frauen und junge Mädchen von Weiterbildungsmaßnahmen profitieren (53 % Frauen zu 47 % Männer).

Die Teilnahme an Weiterbildungen steigt auch mit zunehmendem Bildungsabschluss an (Frising & Reichmann, 2009a).⁷¹ Personen, die einen Hochschulabschluss haben, nehmen anteilmäßig eher an Weiterbildungen teil. Bei Nichtqualifizierten ist der Anteil am geringsten. Der Anteil der Weiterbildungsteilnehmer ist zudem in der Jugendbevölkerung am stärksten bei Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität ausgeprägt (ca. 24 % bei den 16- bis 29-Jährigen) (Datenbank des PSELL-3 2007 vom CEPS/INSTEAD). Aber auch 20 % der Jugendbevölkerung mit portugiesischer Nationalität der gleichen Altersgruppe nahm bereits an einer Weiterbildung teil. Vor allem bei Jugendlichen über 25 Jahren mit luxemburgischer Nationalität nimmt die Teilnahme an nonformalen Bildungsangeboten deutlich zu, da die Teilnahme an einer Weiterbildung mit der jeweiligen beruflichen Situation eng verknüpft ist.

Die Verdichtung dieser Erkenntnisse deutet darauf hin, dass die Beteiligungstendenzen an berufsrelevanten Weiterbildungsmaßnahmen in Bezug auf Geschlecht, Nationalität und Bildungsgrad ähnlich ausfallen wie in formalen Bildungseinrichtungen. Strukturelle Unterschiede hinsichtlich formaler Bildungsqualifikationen werden somit nicht durch Weiterbildung kompensiert, sondern eher noch verstärkt.

Einer der bedeutendsten Indikatoren zur Bildung im Kontext der europäischen Politik ist der Partizipationsanteil Erwachsener an lebenslangem Lernen (Commission of the European Communities, 2008). In einer Überblicksarbeit des STATEC über berufliche Weiterbildungen sind Zahlen zur europäischen Vergleichbarkeit hinsichtlich des lebenslangen Lernens angegeben (Frising & Reichmann, 2009a). Jedoch be-

⁶⁹ Bei dieser Stichprobe waren Schüler, Lehrlinge und Studenten ausgeschlossen. Es handelt sich also ausschließlich um erwerbstätige Jugendliche.

⁷⁰ Die Studien der EFT wie auch des PSELL sind in diesem Kontext wichtige Datenquellen, allerdings beschränken sie sich auf die Erhebung innerhalb der erwerbsfähigen Jugendpopulationen. Jugendliche, die während ihrer formalen Schullaufbahn an Weiterbildungen teilnahmen, werden hier nicht berücksichtigt.

⁷¹ Die Aussagen basieren auf Datensätzen, die die gesamte Population in Luxemburg umfassen und sind demnach nicht nur auf die Jugendpopulation beschränkt. Aus diesem Grund werden hier keine Zahlen genannt.

ziehen sich diese Zahlen ausschließlich auf die Gesamtpopulation (25- bis 64-Jährige), erlauben also an dieser Stelle keine jugendspezifischen Vergleiche auf europäischer Ebene.

Die skandinavischen Länder zählen zu jenen Ländern Europas (EU-27-Staaten), in denen die Anteile der Erwachsenen am lebenslangen Lernen am ausgeprägtesten sind. In Schweden und Dänemark übersteigen die Anteile 30 %. In Luxemburg sind es laut STATEC-Daten im Jahr 2008 (EFT-Datenbank 2008) 8,5 % der 25- bis 64-Jährigen, die an Weiterbildungen teilnehmen, knapp weniger als der Durchschnittswert der EU (9,6 %). Im Vergleich zu den Nachbarländern Belgien, Frankreich und Deutschland liegt der Anteil derer, die an Weiterbildungen teilnehmen, in Luxemburg jedoch leicht höher. Dieser Indikator bezieht sich zwar auf die erwachsene Population, kann jedoch auch im Kontext der Bildung Jugendlicher als Hinweis zur Ausprägung von Weiterbildungsanteilen in Luxemburg betrachtet werden. Auch wenn Luxemburg hier im Durchschnitt liegt, sind die europäischen Richtlinien (Commission of the European Communities, 2008) hinsichtlich der Zielvorgaben für 2010 nicht erreicht. Das Ziel der Lissabon-Strategie gibt eine Beteiligung von mindestens 12,5 % der erwachsenen Arbeitnehmer an nonformaler Bildung vor.⁷² Zum Vergleich: In Luxemburg lag der Anteil in der Altersklasse der 24- bis -29-Jährigen lediglich bei 10,5% (siehe Tabelle 3.12).

Inhalte und Motive für Weiterbildung

Die Weiterbildungen, die von Jugendlichen am häufigsten belegt werden, sind Kurse in Bereichen der Sozialwissenschaften, der Wirtschaft und der Rechtswissenschaften (etwa 20 % aller Weiterbildungen). Andere Gebiete, wie Fremdsprachen (ca. 14 %), Gesundheitswesen und künstlerische Weiterbildungen (beide ca. 12 %), werden auch noch relativ häufig gewählt. Weniger stark werden hingegen naturwissenschaftliche Weiterbildungen sowie der Umgang mit Computern von Jugendlichen genutzt. Hier liegen die Weiterbildungsanteile an allen Weiterbildungen unter 5 %, außer in Bereichen der handwerklichen Berufe. Computerkenntnisse hingegen scheinen bei Jugendlichen eher im Bereich der informellen Bildung angesiedelt.⁷³

Welches sind nun die Motive innerhalb der erwerbstätigen Jugendpopulation, um an einer Weiterbildung teilzunehmen? Rund zwei Drittel der Jugendlichen im Alter zwischen 12 und 29 Jahren, die an Weiterbildungen teilnehmen, tun dies aus arbeitsbedingten Gründen (vor allem ältere Jugendliche) und gut ein Drittel der Jugendlichen geben an, dass persönliche und soziale Motive sie zur Teilnahme an einer Weiterbildung bewegt haben.

Aus- und Weiterbildung als Unterstützungsangebote

In Luxemburg gibt es eine Vielzahl von Bildungs- und Unterstützungsangeboten aus dem privaten, halbstaatlichen oder öffentlichen Sektor, die Jugendlichen und Erwachsenen beim Zugang zum Arbeitsmarkt behilflich sind. Die Angebote richten sich insbesondere auch an Jugendliche, die keine Ausbildung abgeschlossen haben bzw. gering qualifiziert oder arbeitslos sind, Schwierigkeiten bei der sozialen und beruflichen Integration erlebt haben und wenig Aussichten auf Beschäftigung haben. Ziel der Bildungs- und Unterstützungsangebote ist es, diesen Jugendlichen und Erwachsenen Möglichkeiten der Eingliederung bzw. Wiedereingliederung in den Arbeitsmarkt zu bieten. Im Jahr 2003 wurde im Kontext der „pédagogie de la deuxième chance“ eine Studie für das Bildungsministerium verfasst, welche einen Überblick über sämtliche Eingliederungsmaßnahmen, Hilfeleistungen, Unterstützungsangebote der jeweiligen

⁷² Für Luxemburg können die EFT-Daten von 2008 benutzt werden, um die Beteiligung an nonformaler Bildung mit diesem EU-Benchmark abzugleichen.

⁷³ Kurse im Bereich der Informatikanwendung werden häufiger von älteren Menschen genutzt.

Strukturen zum Ziel hatte (Meyers, 2003).⁷⁴ Ein Resümee dieser Arbeit findet sich in einem Beitrag zu Unterstützungsangeboten in Luxemburg bei Milmeister und Willems (2008b) (vgl. auch Kapitel 4).

Die Landschaft der Hilfsleistungen in Luxemburg zeigt sich recht komplex, unübersichtlich und unsystematisch. Die jeweiligen Organisationen richten sich an unterschiedlichen Zielpopulationen aus und arbeiten mit unterschiedlichen Methoden. Weiterbildungen sind aber ein wichtiges Bindeglied im Kontext der Eingliederungsmaßnahmen und bieten den Arbeitssuchenden die Chance auf weitere Bildungselemente.

3.4.7. „Lifelong Learning“ und die Flexibilisierungstendenzen im Bildungssystem

Der Bedeutungszuwachs nonformaler und informeller Bildung geht auch einher mit der Tendenz der offiziellen Anerkennung nonformal erworbener Kompetenzen. Auf EU-Ebene sowie auf nationaler Ebene wurden Resolutionen veröffentlicht, die für eine offizielle Anerkennung von nonformal und informell erlernten Kompetenzen plädieren. Colardyn und Bjornavold (2005) beschreiben in ihrem Bericht vom „European Centre for the Development of Vocational Training“ detailliert (CEDEFOP), wie sich die jeweiligen Schritte zur Zertifizierung nonformaler Bildung in Europa vollzogen haben.

In einer Mitteilung des Rates der Europäischen Union werden die Mitgliedsstaaten der Europäischen Union dazu aufgefordert, wirksame Maßnahmen zur Validierung der Ergebnisse von nonformalen Lernprozessen zu fördern, um eine Verknüpfung formaler, nonformaler und informeller Bildungs- und Lernprozesse im Hinblick auf lebenslanges Lernen zu begünstigen (Rat der Europäischen Union, 2006). Die Zertifizierungen nichtformaler Bildungsbereiche wird als notwendiges Instrument einer Kultur des „Lifelong Learning“ verstanden.

Anerkennung und Zertifizierung nonformaler Qualifikationen in Luxemburg

Mit der „Validation des acquis de l'expérience“ (VAE) soll den Arbeitnehmern in Luxemburg die Möglichkeit geboten werden, ihre Bildungserfahrungen, sei es im Kontext einer entlohnenden, nicht entlohnenden oder ehrenamtlichen Arbeit, zertifizieren zu lassen (Kollwelter & Urbé, 2006). Diese Zertifikate sollen eine Form der Anerkennung informell erworbener Kompetenzen darstellen und mit anderen Ausbildungsnachweisen tendenziell gleichgestellt werden.

Die Inkraftsetzung der Idee des lebenslangen Lernens bedarf einer Flexibilisierung des klassischen Ausbildungssystems mit dem Ziel, erweiterte Angebote und Zugänge zu Ausbildungen zu ermöglichen. Wo die Privatwirtschaft schon seit längerem die erworbenen Kompetenzen neben der Schule mit in die Profile der Arbeitnehmer integriert, wurden diese Tendenzen durch die VAE in der nahen Vergangenheit auch gesetzlich verankert.

In dem Gesetz zur Reform der beruflichen Ausbildung („Loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle“) wurde festgehalten, dass jeder das Recht hat, seine formal, nonformal oder informell erworbenen Kompetenzen als eine Form der beruflichen Ausbildung anerkennen zu lassen. In diesem Kontext sind die „diplômes de l'enseignement secondaire technique“, die „brevets de niveau supérieur à l'enseignement secondaire technique“ und die „brevets de maîtrise“ zu erwähnen. Die Anerkennung der erworbenen Kompetenzen muss durch eine Kommission mit Vertretern der Arbeitnehmerkammer und des Bildungsministeriums genehmigt werden. Die Anerkennungsentscheidungen stützen sich auf eine vom Bewerber zusammengestellte Mappe mit den Unterlagen, die nonformal oder informell erworbene Kompetenzen nachweisen können.

Neben dem MENFP erlauben auch andere Institutionen in Luxemburg Formen der VAE. Neben der „Chambre des Salariés“ hat sich auch die „Université du Luxembourg“ diesen Prinzipien verschrieben. Bewerber an der Universität, die nicht über die notwendigen formalen Voraussetzungen für die Zulassung

⁷⁴ Da diese Übersichtsarbeit schon einige Jahre alt ist, werden sich seither mit Sicherheit einige Strukturen bezüglich der jeweiligen Angebote verändert haben.

zur Universität verfügen, können dies jedoch über das Prinzip der VAE anfragen („Loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg“). Ähnlich wie bei der beruflichen Ausbildung kann sich eine Kommission der Universität über die Nachweise alternativ erworbener Kompetenzen äußern und über eine Zulassung zu universitären Ausbildungen entscheiden.

Neben der VAE wurde ein ähnliches vergleichbares Verfahren zur Anerkennung nonformaler Bildung im Rahmen der Jugendarbeit eingeführt. Einerseits erlaubt es, freiwilliges Engagement anzuerkennen, andererseits werden auch die Kompetenzen, welche in der Ausübung eines Ehrenamtes erworben werden, zertifiziert. Es handelt sich hierbei um das sogenannte „Portfolio de l'engagement“ (Bodeving, 2009b). Die Ziele des Portfolios zur Anerkennung nonformal erworbener Kompetenzen sind unterschiedlich: Einerseits werden damit die Tätigkeiten und Kompetenzen der Jugendlichen zertifiziert, was ihnen Vorteile bei der Integration in den Arbeitsmarkt verschaffen kann. Andererseits werden somit die freiwilligen Einsätze der Jugendlichen gewürdigt, was ihnen ein positives Bild von Bildungs- und eigenen Entwicklungsbestrebungen vermitteln soll.⁷⁵

Gewisse Formen von Portfolios werden aber auch in formalen Bildungsinstitutionen verwendet, mit dem Ziel, eine aussagekräftigere und ausdifferenziertere Evaluation der Schüler über die Zeit hinweg zu erzielen (siehe z. B. die Sekundarschule „Neie Lycée“, aber auch den „Bachelor en sciences sociales et éducatives (professionnel)“ zur Lehrerausbildung an der Universität Luxemburg). Die Portfolios fließen hier mit in die Bewertungen und Versetzungsentscheidung der Schüler mit ein und ergänzen das traditionelle Notensystem. Die Anwendung von Portfolios erlaubt somit eine personenzentrierte und deskriptivere Evaluation der Schüler und Studenten. In den Evaluierungsmethoden der „école fondamentale“ spielen Portfolios bereits eine ausgeprägtere Rolle und gehören mehr und mehr zum Arbeitswerkzeug. Nach und nach sollen Portfolios in sämtlichen „écoles fondamentales“ angewendet werden.⁷⁶

3.5. INFORMELLE BILDUNG UND INFORMELLES LERNEN DER JUGENDLICHEN

Neben formalen und nonformalen Bildungsprozessen und -angeboten soll als drittes hier das Konzept der informellen Bildungs- bzw. Lernprozesse eingeführt werden. Dieses spielt bei der Analyse der Bildungs- und Lernwelten Jugendlicher insofern eine wichtige Rolle, als damit auch die vielfältigen Lernprozesse informeller Art, die im Alltag von Jugendlichen ablaufen, in den Fokus der Analyse genommen werden können.

Effekte des informellen Lernens sind jedoch sehr schwer messbar. Anders als in unterschiedlichen Bereichen der formalen und nonformalen Bildung sind informelle Bildungs- und Lernprozesse schon wegen ihrer heterogenen und komplexen Natur und des willkürlichen Auftretens schwer zu operationalisieren. Ein Versuch einer solchen Eingrenzung wird vom Autorenteam der deutschen Bildungsberichterstattung vorgeschlagen, wobei drei zentrale Dimensionen genannt werden, mit deren Hilfe das informelle Lernen strukturiert und eingeordnet werden könnte (Deutsches Institut für Internationale Pädagogische Forschung, 2007):

- Abgrenzung der Lernorte: Gelernt wird überall dort, wo Gelegenheiten der informellen Bildung wahrgenommen und ergriffen werden. Die wichtigsten Orte, die hier zu nennen sind, wären die

⁷⁵ Eine solche Zertifizierung ist jedoch auch an Bedingungen geknüpft. Jugendliche unter 30 Jahren, die eine jugendspezifische Weiterbildung (z. B. „Animateur“, „Multiplicateur“ usw.) von mindestens 150 Stunden absolviert haben und über längere Zeit ehrenamtlich tätig waren (z. B. bei den Pfadfindern, bei der freiwilligen Jugendfeuerwehr usw.), können die Zertifizierung des Portfolios beantragen.

⁷⁶ Siehe auch www.men.public.lu/priorites/ens_fondamental/090909_evaluation/090909_portfolio/index.html (zuletzt abgerufen am 03.03.2010).

Arbeit, die Schule, die Familie, die Freizeit, die Vereine und Organisationen, die Cliquen und Freunde sowie die Medien.

- Abgrenzung der Lerninhalte: Es handelt sich hierbei tendenziell eher um Wissen und Kompetenzen, die implizit und eher beiläufig gelernt werden. Darunter fallen Metakompetenzen wie Kommunikationsfähigkeit, Reflexivität, Selbstorganisation, Kooperation, Verantwortungsübernahme, der Umgang mit Medien und Informationen, aber natürlich auch spezifische und fachliche Kompetenzen, insofern es oft auch um direktes Problemlösen geht.
- Abgrenzung von Lernformen: Es stellt sich die Frage nach dem Grad der Intention und Planung der informellen Bildungs- und Lernprozesse. Weiterhin ist auch zu beachten, ob sich das Lernen individuell oder in einem kollektiven Kontext vollzieht. Entscheidend ist aber auch, wie gelernt wird: Dabei stehen die Freiwilligkeit und das nicht intendierte, eher problemlösende Lernen mit hoher Eigenmotivation im Zentrum.

Die Inhalte informeller Bildungs- und Lernprozesse sind vielfältig und kontextabhängig, da sie im Prinzip alle möglichen Wissensformen umfassen können. Einerseits werden in Situationen des informellen Lernens sehr spezifische problem- oder lösungsorientierte Fähigkeiten vermittelt. Hierbei handelt es sich zum Teil um jugendspezifisches, cliquen- oder szenenspezifisches Wissen (z. B. Wissen über Musik- und Kulturbewegungen, Medien oder Technik), aber auch um körperlich-motorische Kompetenzen (z. B. Techniken des Mountainbike- oder Skateboardfahrens), um naturwissenschaftliche Kompetenzen (z. B. in der Ökologiebewegung) oder um demokratietheoretische Kompetenzen (in politischen Organisationen, Menschenrechtsbewegungen) und vieles mehr. Diese Kompetenzen haben zwangsläufig mit den Freizeitmotiven und persönlichen Interessen der Jugendlichen zu tun.

Am gegenüberliegenden Pol dieser Dimension sind transversale Kompetenzen lokalisiert. Dies sind Kompetenzen, welche eher genereller Natur sind wie z. B. soziale und kommunikative Kompetenzen, Moralentwicklung, Selbstverantwortlichkeit, Verantwortungsübernahme für andere, Entscheidungskompetenz, Selbststeuerung, Individualisierung und Informationsverarbeitung.

Familie

Die Familie behält nach wie vor die Vorreiterrolle als Lernkontext für Kinder und Jugendliche. Kinder lernen und übernehmen familienpezifische Wahrnehmungs-, Bewertungs-, Handlungs- und Kommunikationsmuster. Angelehnt an Bourdieu (1979) kann die Familie als ein Lernkontext verstanden werden, in dem primäre kognitive und emotionale Kompetenzen entstehen, die es den Individuen erlauben, spätere Erfahrungen und Wissensinhalte einzuordnen und eigene Handlungsmuster aufzubauen. Die Familie ist „... der erste, der am längsten anhaltende und am wenigsten thematisch selektive sowie zugleich der zeitintensivste Ort des Aufwachsens ...“ für Kinder (Rauschenbach, 2009, S. 124).

Familie als Ort informeller Bildungs- und Lernprozesse ist noch immer eine Quelle unterschiedlicher Bildungschancen, da Familien auf unterschiedliche Bildungsressourcen zurückgreifen können. Es liegt jedoch zu wenig gesichertes Wissen (auch für Luxemburg) über konkrete Bildungsprozesse in den Familien vor. Wir wissen zwar, dass Bildungsressourcen unmittelbar mit sozialem Status und kultureller Herkunft verknüpft sind und mit diesen Variablen in Wechselwirkung stehen, jedoch sagt dies wenig über die Natur der familialen Lernprozesse und ihre Bedeutung für die Entwicklung der Kinder aus.

Freizeit, Cliquen und Szenen

Neben der Familie spielen auch Freizeitbeschäftigungen für die Lernerfahrungen Jugendlicher eine sehr große Rolle. Zu klären ist in diesem Kontext hauptsächlich, wo während der Freizeit Lernerfahrungen gemacht werden, was, wie und in welchen Kontexten gelernt wird. In der bisherigen Forschung wurden die Lerneffekte von Freizeitaktivitäten nicht systematisch untersucht. Lediglich zu einzelnen Aspekten von Freizeitaktivitäten wie dem ehrenamtlichen Engagement junger Menschen (Meyers, 2006), den Szenen

und Cliques (Hitzler, Bucher & Niederbacher, 2005) oder den verbandlichen Aktivitäten (Eckert, Driesberg & Willems, 1990) liegen exemplarische Untersuchungen vor.

Cliquen und Jugendszenen bieten hier Lernmilieus an, denen sich Jugendliche anschließen können, die Orientierung geben, identitäts- und sinnstiftend sind und zugleich das Lernen spezifischer Kompetenzen ermöglichen. Gleichzeitig wird die Zugehörigkeit zu Szenen als zeitlich begrenzte Episode in der Entwicklung Jugendlicher beschrieben. Jugendliche können auch mehrere Cliquen und Szenen „durchlaufen“.⁷⁷ Das Besondere an Cliquen und Szenen ist, dass sie, anders als bei Eltern-Kind/Jugendlicher und Lehrer-Kind/Jugendlicher, auf der eigentlichen Gleichrangigkeit der Interaktionspartner beruhen, wenngleich auch innerhalb der Cliquen und Jugendgruppen hierarchische Differenzen zwischen den Mitgliedern bestehen können. Das Lernen in den „Peergroups“ vollzieht sich aber von und mit Gleichaltrigen.

Beschreibungen zu verschiedenen Jugendcliquen finden sich in dem Bericht zur Jugend im Süden Luxemburgs (Boulton, Heinen & Willems, 2007). Hier beschreiben die Autoren unterschiedliche Cliquen, die sich dadurch kennzeichnen, dass sie als Gemeinschaft von Jugendlichen bestimmte Freizeitaktivitäten ausüben, Teile ihrer Freizeit zusammen verbringen und so ähnliche Erfahrungen gemeinsam erleben. Auch wird berichtet, wie sich gewisse Cliquennormen manifestieren und dass bestimmte Musikrichtungen in unterschiedlichen Cliquen präferiert werden. Neben Sportcliquen sind es Jugendhauscliquen, Mediencliquen, Cliquen im „öffentlichen Raum“ oder aber auch kulturell aktive Cliquen. Allen diesen Cliquen sind gewisse Aspekte gemeinsam: Sie treffen sich an bestimmten Orten, gehen gemeinsamen thematischen gruppenspezifischen Aktivitäten nach, sind in mehr oder weniger offenen Netzwerken organisiert und erlauben es den einzelnen, wertvolle Fertigkeiten und cliquenspezifisches „Knowhow“ zu erwerben (Wissen über Musik, Sport, Medien, Kultur usw.). Weiterhin werden soziale Kompetenzen sowie Fähigkeiten zum Argumentieren und Aushandeln unter Jugendlichen innerhalb der Gleichaltrigengruppe angeregt und gefordert (Grunert, 2005).

Arbeit

Auch für Jugendliche stellt die Arbeit einen Kontext dar, in dem wichtige Lernprozesse ablaufen. Ob in der Ausbildung (vgl. duales Ausbildungssystem), dem Arbeitspraktikum, dem Nebenjob, dem Wochenendjob, im Ferienjob oder in der ersten Berufstätigkeit, in all diesen Bereichen machen Jugendliche wichtige Bildungserfahrungen. Was Jugendliche während der Arbeit lernen, sind in den meisten Fällen Kompetenzen, Fertigkeiten, Einstellungen und Bewältigungsstrategien, die es ihnen erlauben, bestimmte Arbeitsaufgaben zu erledigen. Das Lernen scheint zumindest nach außen hin in erster Linie instrumenteller Art zu sein, also auf das Erfüllen von konkreten Arbeitsaufgaben bedacht.⁷⁸

Befunde aus der Arbeitspsychologie zeigen aber auch, dass Arbeit in unterschiedlichen Bereichen wichtige psychische und soziale Funktionen für den Menschen erfüllen. Vor allem auf den Gebieten Persönlichkeitsentwicklung und Kompetenzerweiterung werden die Einflüsse von Arbeitstätigkeiten und Arbeitskontexten auf den Menschen sichtbar (Ulich, 2001, S. 461ff.). Es gilt zumindest in der wissenschaftlichen Debatte als erwiesen, dass Lernprozesse und Veränderungsimpulse gerade auch auf dem Arbeitsplatz stattfinden, was in der Debatte um Bildung und um lebenslanges Lernen oft vernachlässigt wird.

Schulen

Schulen sind Orte, an denen nicht nur formale Bildungsprozesse (wie systematisches und curricular organisiertes Lernen im Unterricht) ablaufen, sondern sie stellen ebenfalls einen Rahmen dar, in dem Gleichaltrige zusammenkommen, wo sich Cliquen, Freundeskreise, Bekanntenkreise aufbauen und jeweils eigene

⁷⁷ Hitzler et al. (2005) haben sich inhaltlich mit der Entwicklung dieser Jugendszenen auseinandergesetzt. Hier werden Szenen wie Skater-Szene, Hardcore-Szene, Drogen-Szene u. ä. auf Basis qualitativer Daten beschrieben.

⁷⁸ Das Lernen auf dem Arbeitsplatz steht natürlich in starkem Zusammenhang mit der Arbeitsmotivation des Einzelnen. Dieser Aspekt wird in diesem Kontext jedoch eher am Rande angeschnitten.

Kontexte für Lern- und Bildungserfahrungen von Jugendlichen darstellen. Diese informellen Bildungs- bzw. Lernprozesse finden z. B. im Klassenzimmer, in den Pausen, auf dem Schulhof, während der Klassenfahrt oder auf dem Schulweg statt. Sie sind zudem z. T. von großer Bedeutung für die offiziellen Bildungsprogramme und -prozesse in den Schulen, weil sie diesen gegenüber nicht nur unterstützend sondern eben z. T. auch ablehnend gegenüberstehen können („deviant norms“).

Ähnlich wie bei Freizeitcliquen, Szenen und Freundeskreisen wird die Schule zu einem Ort des informellen Lernens zwischen Kindern und Jugendlichen. Zusätzlich bestehen in der Schule jedoch auch Beziehungen zwischen Erwachsenen und Jugendlichen, in denen ebenfalls Bildungs- und Lernprozesse informeller Art bestehen („hidden agenda“).

Medien

Eine der wichtigsten Quellen für informelle Bildungs- und Lernprozesse in der Kindheits- und Jugendphase stellen zweifelsohne die Medien dar. Computer, Internet, Fernseher und Lesen gehören in allen lebensweltlichen Bereichen und vor allem auch während der Freizeit zu den wichtigsten Beschäftigungen von Jugendlichen. Diese erfüllen und berücksichtigen grundlegende kognitive, soziale, emotionale und kommunikative Bedürfnisse der Heranwachsenden und sind für den Prozess der Identitätsbildung und Kompetenzentwicklung von großer Wichtigkeit. Mit Hilfe der Medien wird es Jugendlichen ermöglicht, eine Übersicht, einen Sinn und eine Struktur ihrer Umwelt zu konstruieren (Maschke & Stecher, 2008). Die Wahl der Medienformen und -inhalte von Jugendlichen ist einerseits stark von der Familie beeinflusst; sie findet aber nicht selten auch im Kontext von Jugendcliquen und Peergruppen statt. So wird meist innerhalb der Cliquen ausgehandelt und vereinbart, welche Medien und Medieninhalte als „cool“ und angesagt gelten und welche eher ausgeschlossen werden. Hier sind Lernen durch Medien und Peergruppen rekursiv aufeinander bezogen und bedingen sich gegenseitig.

In den letzten Jahrzehnten haben der Konsum und die Verfügbarkeit neuer Medien in den Haushalten enorm zugenommen. Jugendliche sind heute sehr gut ausgerüstet: Mehr als ein Drittel der Jugendlichen in Luxemburg besitzt mittlerweile einen eigenen Computer, einen eigenen Fernseher, eine eigene Spielkonsole oder einen eigenen Video- bzw. DVD-Player (Bardes, 2009). Die Zahl der Geräte steigt mit dem Alter an. Der Einfluss der audiovisuellen Welt auf die tagtäglichen Gewohnheiten dringt stärker in die Kinder- und Jugendzimmer ein. Dies spiegelt sich auch darin, dass der Fernseher im Kinder- und Jugendzimmer Eingang gefunden hat. Die Dauer des Fernsehkonsums steigt signifikant mit der Tatsache an, einen eigenen Fernseher im Zimmer zu haben. Dadurch entstehen neue Lernfelder, die jedoch auch mit erhöhten Risiken und möglichen Gefahren einhergehen.

Bedeutende Entwicklungen werden auch im Kontext der Nutzung von Computern registriert. 83% der Kinder und Jugendlichen zwischen 6 und 19 Jahren konnten im Jahr 2004 in Luxemburg auf einen Computer zurückgreifen. Außerdem verwenden zwei Drittel, vor allem Schüler der Sekundarschule, den Computer für ihre täglichen Schularbeiten und für das Schreiben von Hausaufgaben (Bardes, 2009). Die Benutzung eines Rechners hängt zwangsläufig mit der Verfügbarkeit eines Rechners im eigenen Heim zusammen, so dass Jugendliche, die nicht auf diese Ressource zurückgreifen können, diesen auch nur gelegentlich nutzen können („digital gap“).

Auch wenn die Daten zur quantitativen Nutzung der unterschiedlichen Medien in Luxemburg z. B. durch die Studien des CEPS/INSTEAD z. T. analysiert werden, so bestehen kaum überprüfte Annahmen zu den durch Mediengebrauch vermittelten Bildungs- und Lernprozessen im Jugendalter. Wie werden Lernprozesse über Medien initiiert und welche Bedeutung haben sie? Was wird im Umgang mit virtuellen Spielen, Internet und Computer allgemein gelernt? Wie werden Lernsituationen mit Medien gewählt? Hier bedarf es des Aufbaus einer auf Kinder und Jugendliche fokussierten Medienforschung, die über die Fragen der Medienwirkung (v. a. Spielen usw.) hinausgeht, und die vor allem die aktive Nutzung von Medien im Kontext allgemeiner Entwicklungs- und Bildungsprozesse in den Blick nimmt.

3.6. BILDUNG ALS INVESTITION IN DIE ZUKUNFT

Aus gesellschaftstheoretischer Perspektive ist Bildung eine bestimmte Form von Investition in die Zukunft einer Gesellschaft. Die Ausgaben, die in Bildung investiert werden, können somit als Indikator für den Stellenwert und die Wichtigkeit der Bildung in der Gesellschaft und im Staat gewertet werden (Deutsches Institut für Internationale Pädagogische Forschung, 2008, S. 30). Die Investitionen in Bildung werden zudem als Teilbereich eines „Investment in youth“ (vgl. Barrington-Leach, Canoy, Hubert & Lerais, 2007) angesehen. Wir werden im Folgenden einen Teil dieses „Investment“ in Bildung für Luxemburg empirisch in Form von Zahlen darlegen. Mögliche Indikatoren hierzu sind unterschiedliche Formen von finanziellen Ausgaben im luxemburgischen Bildungsbereich:⁷⁹

1. die Gesamtausgaben der verschiedenen Ministerien für formale Bildung in Luxemburg;
2. die nationalen jährlichen Ausgaben pro Schüler in den unterschiedlichen Bildungsebenen;
3. die unterschiedlichen Ausgabefelder der nationalen Bildungsinstitutionen in Bezug auf das Bruttoinlandsprodukt;
4. die Investitionen in Bereichen der nonformalen Bildung.

Obwohl eine systematische und vollständige Darstellung der gesellschaftlichen und staatlichen Investitionen in Bildung aus verschiedenen Gründen hier nicht möglich ist, erlauben die ausgewählten Indikatoren doch das Ausmaß und die Struktur der Investitionen in Luxemburg im internationalen Vergleich zu beurteilen.

Zahlen zum „Investment“ in Bildung

Die Bildungsausgaben und die unterschiedlichen Ausgabesektoren

In einem ersten Schritt werden die staatlichen Ausgaben für formale Bildung in Luxemburg dargestellt. Dies erweist sich jedoch als schwierig: Um einen umfassenden Betrag zu ermitteln, wären vollständige Informationen über die in allen Ämtern und Ministerien getätigten Ausgaben im Bereich der Bildung notwendig. Zusätzlich müssten die Ausgaben der 116 Kommunen in Luxemburg in diesen Betrag mit einbezogen werden, da die Kommunen einen Teil der Gelder zur Verfügung stellen, die für den Ablauf der „*école fondamentale*“⁸⁰ notwendig sind. Entsprechende systematisch aufbereitete und umfassende Zahlen waren aber nicht verfügbar.

Der Bericht bezieht sich daher hauptsächlich auf Investitionen für die heutige „*école fondamentale*“ sowie die „*école secondaire*“ und berücksichtigt keine Ausgaben für den tertiären Bildungsbereich.⁸¹

Das „Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle“ und die Kommunen sind in Luxemburg die wichtigsten Geldgeber für Investitionen im Bereich der Schulen. Andere wichtige Geldgeber in diesem Kontext für das Jahr 2006 sind die „Administration des Bâtiments Publics“, das „Ministère de la Famille“, das „Ministère de l'Intérieur“, das „Ministère des Transports“, das „Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative“ sowie das „Ministère de la Santé“.

Insgesamt wurden in Luxemburg für die öffentlichen Schulen „*école fondamentale*“ und „*école secondaire*“ im Jahre 2006 1,156 Milliarden Euro ausgegeben, wovon der größte Teil auf die heutige „*école*

⁷⁹ Daten zu diesen folgenden Punkten werden einerseits aus Dokumenten des MENFP (Unsen, 2009; Wallossek et al., 2009) entnommen, und sind andererseits von der OECD (2008a) zusammengetragen.

⁸⁰ Die Zahlen beziehen sich auf das Budget 2006 und demnach auf die damaligen „*école préscolaire*“ und „*école primaire*“.

⁸¹ Die Ausgaben für den tertiären Bildungsbereich werden vom „Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche“ übernommen.

fundamentale“ entfällt (620,6 Millionen Euro) (Unsen, 2009). Die Gesamtausgaben für formale Bildung verteilen sich auf vier große Kategorien:

1. Die Kosten für das Lehrpersonal: Sie machen knapp über 60 % der Gesamtkosten aus. Hiermit sind alle Arbeitnehmer gemeint, die in das direkte Unterrichtsgeschehen eingreifen und Aufgaben des Unterrichtens übernehmen.
2. Die Kosten für Betriebs- und Verwaltungspersonal: Hierzu zählen administrative und technische Fachkräfte, das Personal der psychosozialen Dienste, medizinischen Dienste und Förderdienste, das Personal, welches sich um den Gebäudeunterhalt kümmert und welches für Schülertransport und Schulgastronomie zuständig ist. Die Entlohnung für dieses Personal machte 2006 9,3 % des Gesamtbudgets aus.
3. Ausgaben für Bau-, Material- und Infrastrukturkosten: Hierunter werden größere Investitionen in schulische und administrative Gebäude verstanden, aber auch Schulmaterial und Mobiliar zählen dazu. Dieser Teilbereich machte 15,5 % des Gesamtbudgets aus.
4. Die Verwaltungs-, Betriebs- und Unterhaltskosten: Hierzu zählen diverse Dienstleistungen und Kosten für Unterrichts- und Dokumentationsmaterial sowie für Administration und Freizeitaktivitäten. Aber auch jährliche Familienhilfen für außerschulische Betreuungsstrukturen auf kommunaler Ebene sowie Schülertransporte fallen in diese Kategorie. Sie machen insgesamt 14 % der Gesamtkosten aus.

Das Bildungsministerium übernimmt den größten Teil der gesamten Bildungsausgaben mit einer Beteiligung von über 50 %. Dabei handelt es sich zu 80 % vor allem um die Kosten für das Lehrpersonal. Das Budget des „Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative“ (MFPRA) fließt ebenfalls zum größten Teil in die Personalkosten für die Lehrkräfte (80 %). Die restlichen Ausgaben werden vor allem für die weiteren Personalkosten im administrativen und verwalterischen Bereich aufgebraucht. Hierunter fallen ebenfalls die Gehälter der Ministeriumsbeamten und Angestellten. Auch andere Ministerien sind an den Bildungsinvestitionen beteiligt. So investiert das MI („Ministère de l'Intérieur“) in Schulgebäude und Infrastrukturen, vor allem in regionale Schulen. Das MFI, das MT („Ministère des Transports“) und das MS („Ministère de la Santé“) investieren ausschließlich in Betriebs- und Verwaltungskosten. Das Familien- und Integrationsministerium beteiligt sich hauptsächlich an Familienbeihilfen für Schulkinder und an Kosten für außerschulische Betreuungsaktivitäten der Schulkinder.⁸² Das Transportministerium finanziert ausschließlich die Schülertransporte für die „écoles secondaires“.

Der zweithöchste Investitionsbeitrag in Bildung wird in Luxemburg von den Gemeinden getragen. Mehr als die Hälfte der kommunalen Investitionen fließen in die Gehälter des Lehrpersonals für den Bereich der „école fondamentale“ sowie in die Gehälter für das Verwaltungs- und das Transportpersonal. Ein Fünftel des Bildungsbudgets der Gemeinden wird für Betriebskosten, vor allem für den Unterhalt der Schulgebäude, ausgegeben, aber auch für die betreute Freizeitgestaltung oder kommunale Hausaufgabenhilfe. Schließlich werden etwas mehr als ein Viertel der Ausgaben für Bau- und Infrastrukturkosten verwendet.

Drittens schließlich tritt auch die ABP („Administration des Bâtiments publics“) als Investor in Bildungsfragen auf. Der größte Teil der Investitionen fließen in die Bau-, Material- und Infrastrukturkosten.

Diese Zusammenstellung erlaubt einen Einblick in die Diversität der Beteiligung unterschiedlicher institutioneller Geldgeber für Bildung in Luxemburg. Es wird sichtbar, dass eine Vielzahl von Institutionen sich in direkter oder indirekter Weise an der Finanzierung der Bildungsaktivitäten beteiligen, was für eine systematische, zielgerichtete Steuerung des Bildungssektors durchaus eine Herausforderung darstellen kann.

⁸² Diese letzte Form der Investition müsste konzeptionell eher zu den Investitionen in nonformale Bildung gerechnet werden.

Es ist auch hervorzuheben, dass die Mehrheit der Gelder in den direkten Schulunterricht, nämlich in die Personalkosten der Lehrer fließt.⁸³

Ausgaben für formale Bildung in Luxemburg pro Schüler

Die jährlichen öffentlichen Ausgaben pro Schüler im formalen Bildungsbereich sind je nach Bildungsebenen und „-regimes“ unterschiedlich hoch. Allgemein steigen die jährlichen Kosten pro Schüler mit höheren Bildungsjahren an, was vor allem auf die durchschnittlich geringere Anzahl der Schüler in höheren Klassen zurückzuführen ist. Dies trifft vor allem auch bei Klassen bestimmter Berufsausbildungsrichtungen zu, die nur von einer Minorität gewählt werden und somit in zahlenmäßig sehr kleine Klassen aufgeteilt sind.

Laut Bildungsministerium (Unsen, 2009) beliefen sich die jährlichen durchschnittlichen Ausgaben im Jahre 2006 pro Schüler in der „école précoce“, „école préscolaire“ und „école primaire“ (heute „école fondamentale“) auf 13.274 €. Für das „enseignement secondaire“ waren es immerhin 16.361 €. Die Ausgaben im „enseignement secondaire technique“ waren vergleichsweise mit 18.198 € pro Schüler am höchsten.

Die Daten der OECD für das Jahr 2005 weisen auf ähnliche Ausgaben für die verschiedenen Schulebenen hin. Im Durchschnitt investierten die OECD-Länder jährlich 6.173 \$ (ca. 5.144 €)⁸⁴ pro Schüler in der primären Bildungsebene und 7.736 \$ (ca. 6.446 €) im Bereich der Sekundarschule. Diese Durchschnittswerte verbergen jedoch die große Varianz zwischen den einzelnen Ländern der OECD. So wurden 2005 im primären Bildungssektor z. B. in Brasilien 1.425 \$ (ca. 1.187,5 €) pro Schüler ausgegeben, in Luxemburg jedoch annähernd 14.079 \$ (ca. 11.732,5 €). Diese Unterschiede sind noch deutlicher im Sekundarschulbereich. Auch hier lag Luxemburg an vorderster Stelle mit einem jährlichen Ausgabevolumen von 18.845 \$ (ca. 15.704 €) pro Schüler (OECD, 2008a, S. 205-206).

Ähnliche Vergleiche ergeben sich aus dem theoretisch kumulierten Ausgabepaket der OECD-Staaten für die theoretische Schuldauer im primären und sekundären Schulbetrieb eines Schülers. Der durchschnittliche Wert für die OECD-Staaten lag 2005 bei etwa 87.000 \$ (ca. 72.500 €) für den gesamten Schulzyklus eines Schülers. Auch hier ergeben sich deutliche Unterschiede zwischen den OECD-Mitgliedstaaten. So geben Staaten wie Mexiko oder die Slowakei kumulativ weniger als 40.000 \$ (ca. 33.333 €) für die formale Bildung eines Schülers aus; hingegen werden in Luxemburg kumulativ über 200.000 \$ (ca. 166.666 €) investiert, in der Schweiz als zweitstärksten Investor noch annähernd 140.000 \$ (ca. 116.666 €) (OECD, 2008a, S. 209-210).⁸⁵ In den Nachbarländern Luxemburgs wurden innerhalb des gleichen Zeitraums für die gleichen Leistungen nur zwischen 85.000 \$ (ca. 63.433 €) und 95.000 \$ (ca. 70.895 €) pro Schüler ausgegeben.

Ein weiterer Aspekt bleibt im Kontext der Bildungsausgaben im Vergleich zu anderen OECD-Ländern zu erwähnen: Luxemburg ist das Land, wo die Entlohnung der Lehrkräfte im Vergleich zu anderen OECD-

⁸³ Eine Diskussion über die Bedeutung der Lehrkräfte und ihrer Qualifikationen für die Bildungsleistung der Schüler wäre hier sinnvoll.

⁸⁴ Um die Zahlen mit denen des MENFP zu vergleichen, muss man an dieser Stelle die Zahlen von US-Dollar in Euro umrechnen. Dies wurde unter Berücksichtigung der Werte von 2005 gerechnet, da die Daten der OECD (2008a) sich auf das Jahr 2005 beziehen. Als Referenzdatum hierfür wurde Juli 2005 gewählt; 1 € war zu diesem Zeitpunkt ca. 1,2 \$ wert. Siehe hierzu www.do.etat.lu/douanes/taux (zuletzt abgerufen am 15.04.2010). Die Zahlen in Euro werden in Klammern angegeben. Die Zahlen der OECD beziehen sich auf das Jahr 2005; die des Bildungsministeriums (Unsen, 2009) auf 2006. Die Unterschiede in den Investmentzahlen sind womöglich darauf zurückzuführen sowie auf die Umrechnung von US-Dollar in Euro.

⁸⁵ Die neuesten Zahlen der OECD weisen auf eine gewisse Konstanz der kumulierten Ausgabevolumen hin: für das Schuljahr 2006/2007 wurden 209.060 \$ (ca. 156.015 €) in Luxemburg theoretisch über die kumulierte Zeit von Primar- und Sekundarschule pro Schüler ausgegeben (OECD, 2009a). Hier wurde Juli 2007 als Referenzdatum gewählt. Hier lag der Wert eines Euros bei ca. 1,34 \$ (siehe www.do.etat.lu/douanes/taux) (zuletzt abgerufen am 15.04.2010).

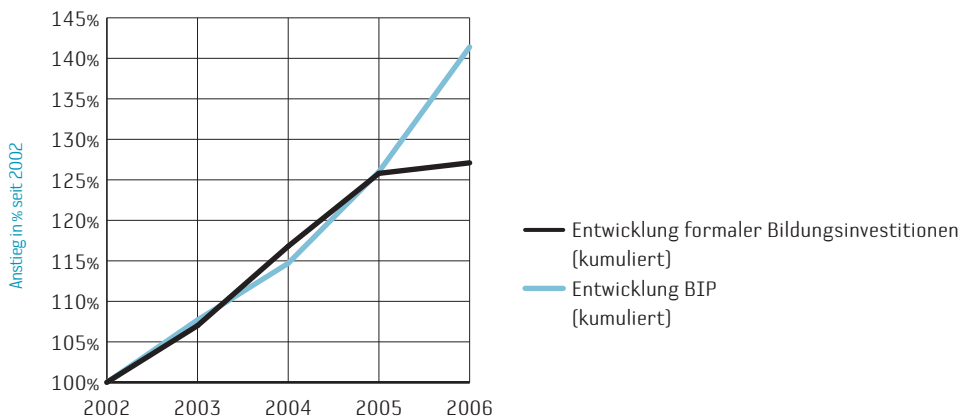
Ländern bei Weitem am höchsten ausfällt. So verdienen luxemburgische Sekundarlehrkräfte⁸⁶ mehr als doppelt so viel als der Durchschnittsverdienst in den OECD-Ländern bzw. in den EU-19-Ländern. Auch hier wäre eine Analyse und Diskussion zu den Effekten dieser Investitionen auf die Leistungen des Bildungssystems sinnvoll.

Die Ausgaben in Bezug auf das Bruttoinlandsprodukt

Diese oben genannten Werte bekommen eine andere Bedeutung, wenn sie in Beziehung zum Bruttoinlandsprodukt gesetzt werden. Nur so können Aussagen über das relative Gewicht der Bildungsinvestitionen im jeweiligen Land gewonnen werden.

Im Laufe der letzten Jahre sind in Luxemburg die Ausgaben für formale Bildung stetig gestiegen. Im Durchschnitt wurden in Luxemburg seit 2007 in jedem Jahr 6,2 % mehr in Bildung investiert, so dass 2006 insgesamt 1.156 Millionen Euro aus öffentlichen Geldern in Bildung geflossen sind (Unsen, 2009, S. 17). In der gleichen Zeit ist aber das Bruttoinlandsprodukt in Luxemburg jährlich um durchschnittlich 9,1 % gestiegen. In der Gesamtbetrachtung stiegen somit die Bildungsausgaben unterproportional zur wirtschaftlichen Entwicklung des Landes. In der Abbildung 3.8 werden die Entwicklungen von Bruttoinlandsprodukt und Bildungsausgaben im Vergleich dargestellt. Hier ist zu erkennen, dass der Anstieg der Bildungsinvestitionen von 2002 bis 2006 tendenziell weniger stark ausgeprägt war, als die Entwicklung des Bruttoinlandsproduktes (2002 bis 2006). Diese unterschiedlichen Entwicklungen scheinen jedoch vor allem auf die Entwicklungen zwischen 2005 und 2006 zurückzuführen sein.

Abbildung 3.8.: Jährlicher Anstieg der Bildungsinvestitionen (in %) im Vergleich zur Entwicklung des luxemburgischen Bruttoinlandsproduktes (in %) von 2002-2006



Quelle: (Unsen, 2009).

Als Anteil des Bruttoinlandsproduktes ausgedrückt lagen im Jahre 2005 die öffentlichen Bildungsausgaben für Luxemburg bei ca. 3,7 % (OECD, 2008a), was ungefähr dem Durchschnitt der OECD-Länder ent-

⁸⁶ Um diesen Vergleich herzustellen, berufen wir uns auf die Datenbanken der OECD (2008a): Verglichen werden die Gehälter nach 15-jähriger Lehrtätigkeit im unteren Sekundarbereich. Aus den Daten der OECD geht leider nicht hervor, ob es sich in Luxemburg ausschließlich um ernannte Sekundarprofessoren handelt oder ob auch die „chargé de cours“ mit in die Statistiken flossen.

spricht.⁸⁷ Im Vergleich zu den Nachbarländern Belgien oder Frankreich ist der Anteil der Ausgaben am BIP in Luxemburg jedoch geringer (Belgien: 4,1 %; Frankreich: 4,0 %).

Neuere Zahlen der OECD zeigen, dass der luxemburgische Staat in der Zeit nach 2005 3,33 % des Bruttoinlandsproduktes in primäre, sekundäre und postsekundäre nichtuniversitäre Bildung investierte, wobei der OECD-Durchschnitt bei 3,69 % lag.⁸⁸

Ausgaben für nonformale Bildung

Umfassende Aussagen zu öffentlichen Ausgaben im Bereich nonformaler Bildung zu tätigen ist angesichts z. T. fehlender und uneinheitlicher Daten kaum möglich. Das kommt erstens daher, dass die politischen Zuständigkeiten und die spezifischen Tätigkeitsbereiche der nonformalen Bildung weniger präzise abgegrenzt sind, als dies der Fall ist in Bereichen der formalen Bildung. Zweitens bestehen zwar Daten zu Ausgaben in Bereichen der Vereinsarbeit, der sozialen Arbeit oder der Familienarbeit – Bereiche die auch zu einem gewissen Teil einen nonformalen Bildungsauftrag verfolgen – jedoch vermischen sich in diesen finanziellen Daten kinder-, jugend- und erwachsenenspezifische Bereiche sowie öffentliche Ausgaben für Vereine, aber auch für soziale Arbeit und Kulturarbeit. Drittens werden die Ausgaben für nonformale Bildung von Geldgebern und Investoren aus den unterschiedlichsten Bereichen der staatlichen und privaten Institutionen getätigt, so dass es nur schwer möglich ist, auch nur annähernd alle Gelder zu berücksichtigen, die den jeweiligen Organisationen zufließen. Aus diesen Gründen sind komplette und umfassende Zahlen zum „Investment“ in nonformale Bildung derzeit nicht verfügbar. Dennoch werden hier beispielhaft Investitionen in nonformale Bildung dargestellt, um auch diese Aspekte der Bildungsinvestitionen zu beleuchten.

Ein wichtiger Geldgeber nonformaler Bildung in Luxemburg ist das Familien- und Integrationsministerium. Jugendrelevante Vereinigungen und Institutionen, die in Teilbereichen der nonformalen Bildung tätig sind, können einmalige Subsidien und/oder regelmäßige Finanzierungshilfen des Ministeriums erhalten. Im Bereich der Subsidien sind es nichtkonventionierte Betreuungsstrukturen wie „Crèches“, unterschiedliche Jugendorganisationen, die bei spezifischen Aktivitäten unterstützt werden aber auch unterschiedliche Schulklassen, die einmalig Gelder für Schulausflüge und Klassenreisen beantragten (Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, 2009).

Wichtige Finanzierungsleistungen, die mittelbar auch Bildungsaufgaben mit unterstützen und über längere Zeiträume vom Ministerium garantiert werden, teilen sich auf zwei große Unterbereiche der nonformalen Bildung auf: konventionierte und nichtkonventionierte Betreuungsstrukturen sowie die Jugendarbeit und Freizeitorganisationen.

Im Bereich der Betreuungsstrukturen beteiligt sich das Familien- und Integrationsministerium an den Betriebs-, Dienstleistungs- und Verwaltungskosten der unterschiedlichen Institutionen. Zu den hier genannten Institutionen gehören Kinderheime, Internate, sozioeducative Tagesstrukturen und „Crèches“. Aber auch die „Maisons relais pour enfants“ können in dieser großen Kategorie der Kinder- und Jugendbetreuung genannt werden. In bestimmten Bereichen, wie dem der nichtkonventionierten „Crèches“, werden aber auch Infrastrukturkosten vom Ministerium gedeckt. In einem erweiterten Sinne können auch die finanziellen Unterstützungen von Beratungsstellen für Familien genannt werden.

Es bleibt hervorzuheben, dass das Konzept des „Investment in Youth“ auch Investitionen und Gelder, die in nonformale Bildungsprogramme investiert werden, mit einbeziehen muss. Dies würde den realen

⁸⁷ Bei diesen Werten werden nur die Ausgaben dazugezählt, die in der Primar- und Sekundarstufe investiert wurden. Ausgaben für den tertiären Bildungssektor werden hier ausgeklammert, da für Luxemburg zum gegebenen Zeitpunkt laut OECD keine Daten für den tertiären Bildungsbereich vorlagen. Es sind ausschließlich die Anteile von Ausgaben angegeben, die aus öffentlicher Hand finanziert werden – private Investitionen sind hier ebenfalls ausgeklammert. In dem Sinne könnte man die Hypothese wagen bzw. besteht die Möglichkeit, dass dieser Investitionsanteil als Anteil des Bruttoinlandsproduktes unterschätzt ist.

⁸⁸ www.gouvernement.lu/salle_presse/communiqués/2009/09-septembre/08-education/index.html (zuletzt abgerufen am 04.06.2010).

Entwicklungen in einer Wissensgesellschaft mit einer Expansion der Bildungsarbeit gerechter werden. Bildung und vor allem Investitionen in Bildung von Anfang an ist in einer europäischen Logik ein unumgänglicher Prozess, den es aufrecht zu erhalten und zu fördern gilt, damit sich eine (post)moderne Wissensgesellschaft weiter entwickeln kann (vgl. Barrington-Leach et al., 2007).

3.7. ZUSAMMENFASSUNG UND SCHLUSSFOLGERUNGEN

Zentrale Ergebnisse

Bildung ist eine zentrale gesellschaftliche Aufgabe und zugleich eine wichtige individuelle Entwicklungsaufgabe im Jugendalter. Ihre Inhalte und Organisation sind nicht nur kulturell unterschiedlich, sondern unterliegen auch einem historischen Wandel. Die gegenwärtige Diskussion ist gekennzeichnet von einer Entgrenzung der Bildungsaufgaben hinsichtlich ihrer institutionellen Verankerung und einer Ausweitung der Bildungsarbeit im Lebenslauf (vgl. „Lifelong Learning“-Konzept). Einerseits wird Bildung neben schulischen Bereichen mehr und mehr auch in nonformalen Bildungsfeldern (wie Jugendarbeit, Jugendhilfeleistungen und berufliche Weiterbildung) verankert. Andererseits dehnt sie sich auf die gesamte Lebensspanne der Individuen aus und wird somit zu einer Angelegenheit aller Altersklassen.

Eine erste zentrale Perspektive des Bildungskapitels ist es, die formalen Bildungswege und Bildungserfolge der Jugendlichen in Zusammenhang mit der kulturellen und sozialen Vielfalt (Heterogenität) der Population zu analysieren. Die Indikatoren der Bildungsbeteiligung ebenso wie die des Bildungserfolgs deuten darauf hin, dass in Luxemburg deutliche Differenzen hinsichtlich des Erfolgs und der Teilnahme im formalen Bildungsbereich bestehen. Neben dem Geschlecht sind insbesondere die Nationalität und die soziale Herkunft der Jugendlichen entscheidende Faktoren für die Bildungskarrieren. Die Gründe für die tendenzielle Reproduktion der sozialen Ungleichheiten im formalen Bildungssystem werden z. T. in den zu homogenen Schulangeboten des luxemburgischen Schulsystems vermutet, da diese den unterschiedlichen Bedürfnissen einer heterogenen und multikulturellen Jugend nicht gerecht werden können.

Eine zweite zentrale Perspektive des Kapitels ist gekennzeichnet durch die Darstellung der vielfältigen Bildungs- und Lernaktivitäten, die von Jugendlichen außerhalb der Schule erbracht werden. Nonformale und informelle Bildungsprozesse gewinnen mehr und mehr an Bedeutung und sind für den Aneignungsprozess transversaler Kompetenzen von besonderer Wichtigkeit. In der Ganztagsbildung und -schule, in der Jugendarbeit, in der Früherziehung oder in den beruflichen Weiterbildungen zeichnen sich Tendenzen einer zunehmenden Anerkennung und Wertschätzung nonformaler Bildungsprozesse ab. Politisch gesehen kann die Anerkennung und Zertifizierung nonformaler Bildungsbereiche eine wichtige Voraussetzung für die konkrete Umsetzung eines „Lifelong Learning“-Konzeptes sein. Gleichzeitig ist in einer Dienstleistungs- und Wissensgesellschaft die flexibilisierte und selbstverantwortliche Bildungsbeteiligung über die gesamte Lebensspanne hinweg unerlässlich. Erste Analysen weisen freilich daraufhin, dass bestehende Chancenungleichheiten durch außerschulische Bildungs- und Lernaktivitäten nicht kompensiert, sondern z. T. eher verstärkt werden.

Datenlücken und Forschungsdesiderata

Im Bereich der Bildungs- und Schulforschung nimmt Luxemburg regelmäßig an den internationalen Vergleichsstudien teil, so dass hier kontinuierliche und vergleichende Daten vorliegen. Sie bieten eine gute Grundlage für die Analyse der Bildungssituation in Luxemburg. Zusätzlich zu diesen systematischen und repräsentativen Studien würde es jedoch Sinn machen, insbesondere mit Hilfe von weiterführenden Studien mehr über die Probleme und Bewältigungsstrategien von Schülern mit Migrationshintergrund zu erfahren. Zudem existiert ein Bedarf an aktuellen, vor allem qualitativen Analysen und Längsschnittstudien zu den Karrieren, Motiven und schulspezifischen Hintergründen der Schulabbrecher in Luxemburg.

Neue Schulformen, die z. B. auf inklusive Pädagogik oder modulares Kompetenzsystem setzen, sollten systematisch hinsichtlich ihrer Beiträge zu mehr Chancengerechtigkeit evaluiert werden. Zusätzlich erscheint es sinnvoll, auch umfassende Reformen (siehe Modularsystem in der „école fondamentale“) hinsichtlich der Bildungsziele wissenschaftlich zu begleiten und zu überprüfen.

Nonformale und informelle Bildungs- und Lernprozesse sind bislang weder hinsichtlich ihres Ausmaßes und ihrer Bedeutung, noch hinsichtlich ihrer Voraussetzungen und Effekte empirisch erforscht worden. Vor allem die Frage nach den komplexen Wechselwirkungen zwischen formalen, nonformalen und informellen Bildungs- bzw. Lernprozessen wäre zu erforschen. Dabei spielt insbesondere auch die Frage der Mediennutzung im Kontext jugendlicher Lernprozesse eine wichtige Rolle.

Handlungsbedarf

Bildung stellt die wichtigsten Voraussetzungen für den Zugang zum Arbeitsmarkt, zur Partizipation an gesellschaftlichen Prozessen und zur sozialen Integration dar. Daher ist es wichtig, Anstrengungen in allen Bereichen der Bildungsgestaltung zu unternehmen, damit die Bildungsergebnisse in Luxemburg allgemein verbessert und die Zugangsquoten zu Hochschulstudien erhöht werden. Angesichts der Chancengleichheit in Bezug auf Bildung und einer stetig steigenden soziokulturellen Vielfalt der luxemburgischen Bevölkerung, ist es erforderlich, bildungspolitische Reformen im Hinblick auf eine effektivere und faire Bildungsintegration zu gestalten, damit auch Kinder und Jugendliche aus bildungsferneren oder kulturell unterschiedlichen Familien ihre Chancen auf höhere Bildungsabschlüsse wahrnehmen können. Dies stellt angesichts der soziokulturellen und sozioökonomischen Heterogenität in der Bevölkerung eine große Herausforderung für die Bildungspolitik und die Gesellschaft als Ganzes dar.

Eine zentrale Herausforderung stellt in diesem Kontext aber auch ein lösungsorientierter Umgang mit Schulabbruch und der Situation geringqualifizierter Jugendlicher dar. Dabei könnte insbesondere eine verbesserte Koordination und Abstimmung formaler und nonformaler Bildungsangebote einen wichtigen Beitrag leisten.

4. Jugend im Übergang in die Arbeitswelt

4.1. EINLEITUNG

In nahezu allen europäischen Gesellschaften sehen sich in den letzten Jahrzehnten Jugendliche im Übergang zum Berufsleben mit Schwierigkeiten und Unsicherheiten konfrontiert. Im internationalen Vergleich war die Entwicklung in Luxemburg lange Zeit vergleichsweise unauffällig. Bis Ende der 1990er Jahre war stets nur eine kleine Minderheit von Jugendlichen von der Problematik der Jugendarbeitslosigkeit betroffen. Für die Mehrheit der Jugendlichen verlief der Übergang in den Beruf ohne große Schwierigkeiten. In den letzten Jahren jedoch gibt es in Luxemburg immer mehr Anzeichen für Problemlagen, die eine größere Zahl von Jugendlichen betreffen. Vor allem im Zuge der aktuellen Wirtschafts- und Finanzkrise wird auch in Luxemburg über die Probleme der Transition der Jugendlichen in die Arbeitswelt diskutiert (Hansen, 2009).

Im Blickpunkt des folgenden Themenkapitels steht die Frage, wie sich die Übergänge Jugendlicher vom Bildungssystem in die Erwerbsarbeit in Luxemburg gestalten und welchen spezifischen Problemlagen und Risiken sich die gegenwärtige junge Generation gegenübergestellt sieht.

Das Kapitel umfasst sechs thematische Unterkapitel. Zu Beginn wird eine kurze theoretische Einführung über die Bedeutung der Erwerbsarbeit für das Aufwachsen von Jugendlichen gegeben und damit auch die inhaltliche Perspektive für das Kapitel begründet. Hier werden auch die Veränderungen von Transitionsprozessen in modernen Arbeitsgesellschaften erläutert und deren besondere Bedeutung gerade für die Entwicklung der Jugendlichen und deren gesellschaftliche Integration.

Daran schließen die Kapitel an, in denen die Themen auf Grundlage des vorhandenen Datenmaterials bearbeitet werden. In einem ersten Teil wird der luxemburgische Arbeitsmarkt als wichtiger struktureller Kontext beschrieben, um im Anschluss daran die Übergänge Jugendlicher vom Ausbildungssystem in die Erwerbsarbeit zu beschreiben. Ein weiteres Kapitel befasst sich mit der Frage, wie über die Erwerbsarbeit die soziale Positionierung vermittelt wird und inwieweit soziale Ungleichheit in der jungen Generation reproduziert wird. Unter dem Titel „Jugend am Rande des Arbeitsmarktes“ werden die spezifischen Problemlagen der Jugendlichen beim Übergang auf den Arbeitsmarkt erläutert. Arbeitslosigkeit und prekäre Beschäftigungsverhältnisse stellen hier die zentralen Themenbereiche dar. Im abschließenden Kapitel wird danach gefragt, welche Auswirkungen die Entwicklungen im Zuge der Wirtschafts- und Finanzkrise auf die Transitionsprozesse der Jugendlichen haben.

4.2. KONZEPTION UND THEORETISCHE ANSÄTZE

4.2.1. Die Bedeutung der Erwerbsarbeit für die Identitätsbildung und die gesellschaftliche Integration junger Menschen

Die beruflich organisierte Lohn- bzw. Erwerbsarbeit ist ein historisch gewachsenes, in modernen Gesellschaften unverzichtbares Element gesellschaftlicher Ordnung und Stabilität sowie aus individueller

Perspektive ein zentrales Medium sozialer Integration (Galuske, 1998). Damit ist die Aufnahme der Erwerbsarbeit ein wichtiger Schritt bei der Persönlichkeitsentwicklung und Identitätsbildung der Jugendlichen sowie wichtige Grundlage der materiellen Existenzsicherung, gesellschaftlicher Teilhabe und Positionierung. Der Einstieg in die Arbeitswelt gehört für Jugendliche in modernen Gesellschaften zu den zentralen Entwicklungsaufgaben auf dem Weg zur Selbstständigkeit und Unabhängigkeit. In der Regel stellt die Erstplatzierung auf dem Arbeitsmarkt für Jugendliche heute den schwierigsten und z. T. auch den folgenreichsten Schritt in der Berufskarriere dar. So kann die Qualität der ersten Stelle auch entscheidend dafür sein, welche Berufs- und Karrierechancen ein Berufsanfänger in Zukunft haben wird (Dietrich & Abraham, 2005, S. 69). Probleme im Übergang oder ein nachhaltiges Scheitern können gravierende Konsequenzen für die gesamte Lebensführung und Lebensplanung nach sich ziehen.

Die Bedeutung der Erwerbsarbeit für die Identitätsbildung

Die Erwerbsarbeit ist für Jugendliche nicht nur ein Mittel zur Sicherung der ökonomischen Unabhängigkeit; sie erfüllt auch eine sinnstiftende Funktion, weil sie Anerkennung vermittelt und strukturierende Wirkung im Leben der Jugendlichen hat. Aus sozialisationstheoretischer Perspektive wird die Jugendphase als entscheidender Abschnitt der Persönlichkeitsentwicklung gesehen. In Familie, Schule und Berufsausbildung werden Interessen geweckt und Fähigkeiten gefördert, die die berufliche Orientierung beeinflussen aber auch ein allgemeiner Bezugsrahmen für die Entwicklung individueller Vorstellungen und Interessen sind (Heinz, 2002). Zum anderen findet Sozialisation im Beruf selbst statt. Damit sind die im Arbeitsprozess gemachten Erfahrungen gemeint, die Auswirkungen auf den gesamten Lebenszusammenhang der Individuen haben. Im Beruf eignen sich Jugendliche Kenntnisse und Fähigkeiten an, die die Interaktion zwischen Arbeits- und Persönlichkeitsstrukturen und auch andere Lebensbereiche außerhalb des Arbeitsplatzes beeinflussen (siehe Baethge, 1988; Clot, 2006; Semmer & Udris, 2007).

Die Ansprüche, mit denen der überwiegende Teil der Jugendlichen heute der eigenen beruflichen Zukunft gegenübersteht, haben sich im Laufe der vergangenen Jahrzehnte stark gewandelt. Für Jugendliche sind Arbeit und Beruf heute mehr „als bloß ein instrumentelles Mittel zum Gelderwerb und damit auch mehr als nur ein notwendiges Übel, das man ohne große innere Beteiligung auf sich nimmt, um auf dieser Grundlage das eigentliche Leben außerhalb der Arbeit gestalten und genießen zu können“ (Baethge, 1988). In modernen Gesellschaften erfüllt die Erwerbsarbeit eine Vielfalt von Bedürfnissen und die Identität baut entscheidend auf der Erwerbsarbeit auf (Bonß, 2001). Gerade vor dem Hintergrund dieses Bedeutungszuwachses der Erwerbsarbeit können Misserfolge und Enttäuschungen (wie z.B. Arbeitslosigkeit) weitreichende Folgen für die gesamte Lebenssituation mit sich bringen. Gelingt der Eintritt in das Erwerbsleben nicht, kann der Status der Arbeitslosigkeit zum persönlichen Problem werden, zu sozialer Desintegration und psychischer Demoralisierung führen (Heinz, 1991). Verschiedene psychosoziale Belastungen gehen mit der Arbeitslosigkeit einher. So sind Arbeitslose gegenüber Erwerbstätigen unter anderem häufiger betroffen von Problemen mit Sozialkontakten, Einsamkeitsgefühlen, Rückzugstendenzen, prekären materiell-finanziellen Situationen sowie deren seelisch-körperlichen und sozialen Folgeerscheinungen (Ludwig-Mayerhofer, 2005, S. 213ff.; Trube, 1998).

Erwerbsarbeit als Schlüssel zur gesellschaftlichen Integration und sozialen Positionierung

Die Erwerbsarbeit und die damit erreichte ökonomische Unabhängigkeit gilt für viele Jugendliche auch als Voraussetzung für Entwicklungen in anderen Lebensbereichen. Der Beruf bildet einen Mittelpunkt der Lebensplanung und ist entscheidender Schlüssel zur Lebensbewältigung sowie wesentlicher Maßstab für das Gelingen der eigenen Biografie. Die Aufnahme einer Erwerbsarbeit stellt dabei einen bedeutenden Schritt auf dem Weg vom Jugend- zum Erwachsenenstatus dar. Der Übergang ins Erwachsenenalter gilt als vollzogen, wenn in zentralen gesellschaftlichen Positionen Selbstständigkeit erreicht ist. Die Übernahme einer interaktiv-partnerschaftlichen Rolle mit einem Konzept von Lebenspartnerschaft und Familie, einer Rolle

als Freizeit-, Kultur- und Konsumbürger, einer Rolle des politisch Mitbestimmenden und nicht zuletzt die Übernahme einer beruflichen Rolle markieren den Statusübergang (Hurrelmann, 2007).

In modernen Gesellschaften werden der soziale Status und die soziale Positionierung (Einkommen, Ansehen, Macht) vor allem über den Beruf vermittelt. Welche beruflichen und sozialen Positionen Jugendliche erreichen ist dabei von den individuellen Dispositionen und Qualifikationen abhängig, aber auch zugleich stark von der sozialen Herkunft mitbestimmt (Bourdieu, 1979).¹ Aber auch strukturelle Veränderungen des Arbeitsmarktes (Nachfragestruktur, Einstellungspolitik usw.) und die veränderten Zugangschancen und -wege zu diesen (Transition) spielen eine wichtige Rolle, weil hier Weichen gestellt und Anpassungsprozesse notwendig werden.

4.2.2. Wandel der Transitionsprozesse in modernen Gesellschaften

Der Arbeitsmarkteintritt, verstanden als die berufliche Erstplatzierung nach der Bildungs- und Ausbildungsphase, unterliegt starken Wandlungsprozessen und ist heute vielschichtiger und komplexer, als dies in vergangenen Jahrzehnten noch der Fall war. Die Globalisierung der Arbeit, die Deindustrialisierung westlicher Ökonomien, die Verbreitung der Informations- und Kommunikationstechnologien und der Anstieg der Arbeitslosigkeit gehören zu den Entwicklungen, die mit diesem Wandel eng verbunden sind. Vor allem die technologische Entwicklung und die damit einhergehende erhöhte Bedeutung der Humanressourcen in modernen Wirtschaftssystemen hat zu einer Ausweitung des Sektors für höher qualifizierte Arbeitnehmer geführt, zu einer Verlängerung der Ausbildungsdauer und entsprechenden Problemen, insbesondere für niedrig qualifizierte Arbeitnehmer.

Entstandardisierung und Ausdifferenzierung von Übergängen in den Beruf

Nach Bradley und Devadason (2008) sind die Übergänge in den Beruf von einer Verlängerung gekennzeichnet, die insbesondere auf die seit den 1960er Jahren zu beobachtende deutliche Expansion des Bildungs- und Ausbildungssystems zurückgeführt wird. Sie geht einher mit einer zunehmenden Fragmentierung, Differenzierung und Reversibilität der Übergänge. Wegen der Pluralisierung von Bildungs- und Arbeitsmöglichkeiten erleben Jugendliche den Eintritt ins Berufsleben heute nicht als kollektiven Übergang. Der Einstieg in das Erwerbsleben gestaltet sich vielmehr äußerst heterogen, das Alter bewegt sich zwischen 15 und 30 Jahren. Der Übergang von der Schule zur Erwerbstätigkeit zeichnet sich durch eine individuell unterschiedliche Abfolge von Statuspassagen aus. Dazu können Ausbildungsphasen, kurzfristige Erwerbsphasen, Mutterschaft sowie Erziehungs- und Betreuungsphasen, Phasen der individuellen Orientierung, der Arbeitslosigkeit oder der Maßnahmenteilnahme gehören (Dietrich & Abraham, 2005).

Meanwhile, there is an increasing consensus within the field that radical social change has transformed the transition to adulthood from a relatively clear-cut, linear pathway to a complex, fragmented and individualized process dependent on the ability of each young person to navigate his or her way through a set of landmark events. (Horowitz & Bromnick, 2007, S. 210)

Wie Heinz (2002, S. 612) herausstellt sehen Jugendliche ihren Übergang in die Erwerbsarbeit als Aufgabe, bei der es neben beruflicher Qualifikation auch auf Improvisation und möglichst erfolgreiches

¹ Die soziale Herkunft gilt als wichtiges Erklärungskonzept für die Reproduktion sozialer Milieus. Verschiedene Autoren argumentieren, dass moderne Gesellschaften sich durch eine höhere Offenheit auszeichnen (Ganzeboom & Treimann, 1989), während andere auf die bestehende hohe Reproduktion und Verfestigung sozialer Ungleichheiten verweisen (Erikson & Goldthorpe, 1993). Bildung wird bei beiden Modellen als wichtiger Schlüssel gesehen, der einerseits die Reproduktion sozialer Ungleichheit verfestigen, oder andererseits auch die soziale Mobilität verstärken kann (van de Werfhorst, 2002).

Selbstmanagement ankommt. Diese Haltung steht auch im unmittelbaren Zusammenhang mit den veränderten Beschäftigungs- und Weiterbildungsverläufen sowie einem stärker flexibilisierten Arbeitsmarkt.

Gestiegene Unsicherheit und Prekarität von Beschäftigungsverhältnissen

Galt der problemlose und zeitnahe Übergang von Schule, Berufsausbildung oder Hochschule in ein langfristiges und gesichertes Beschäftigungsverhältnis für einen überwiegenden Teil der Jugendlichen in Luxemburg lange Zeit als gesichert, so ist die heutige Situation stärker von Risiken und Unsicherheiten geprägt. Die Integration in ein „Normalarbeitsverhältnis“ – auf Dauer angelegt, vollzeitlich und reproduktionssichernd – ist zwar nach wie vor das am weitesten verbreitete Modell in Luxemburg, ist aber nicht für alle Jugendlichen gleichermaßen erreichbar. Mit der Metapher des Yoyos beschreibt Walther (2006), dass Transition nicht mehr linear, sondern heute auch reversibel und fragmentiert verlaufen kann. Die Schwierigkeiten bei der Suche eines ersten Arbeitsplatzes, die gestiegene Zahl befristeter Beschäftigungsverhältnisse sowie die z. T. hohe Jugendarbeitslosigkeit sind – wenn auch in unterschiedlichem Ausmaß – in Luxemburg und anderen europäischen Ländern zu beobachten und verdeutlichen diese Veränderungsprozesse. Heute gelingt es einem Teil der Jugendlichen nach der Ausbildung nicht, sich sofort ins Berufsleben zu integrieren oder sich dauerhaft auf dem Arbeitsmarkt zu platzieren. Manche kehren nach einer gewissen Zeit in Arbeit in das Ausbildungssystem zurück um sich weiter- oder umzuqualifizieren.

In vielen Ländern Europas und auch in Luxemburg ist das Risiko arbeitslos zu werden für Jugendliche weitaus höher als für Erwachsene (Quintini, Martin & Martin, 2007). Auch die zunehmende Zahl von Beschäftigungsverhältnissen mit geringer Entlohnung, die nicht vor Armut absichert („Working poor“), oder aber unbezahlte Arbeit von Praktikanten, die bereits über eine berufliche Qualifikation verfügen, bestimmen den Übergang in vielen europäischen Ländern. Jugendliche Berufskarrieren können schließlich auch über einen längeren Zeitraum von z. T. mehreren Jahren in der Ableistung mehrerer aufeinanderfolgender (un)bezahlter Praktika verlaufen ohne die Aussicht auf eine dauerhafte und angemessen bezahlte Arbeit. In Deutschland verdeutlicht die Bezeichnung einer ganzen Jugendgeneration als „Generation Praktikum“ die prekäre Lage und die Schwierigkeiten von Teilen der jungen Generation.

4.3. STRUKTUREN, MERKMALE UND AKTUELLE ENTWICKLUNGEN DES LUXEMBURGISCHEN ARBEITSMARKTES

4.3.1. Luxemburg als dynamischer Wirtschaftsraum

Die Strukturen und Entwicklungen der Übergänge in den Beruf sind sehr stark von den ökonomischen Rahmenbedingungen und der wirtschaftlichen Dynamik der jeweiligen Volkswirtschaft abhängig. Luxemburg gehört zu den reichsten und wirtschaftlich erfolgreichsten Nationalstaaten weltweit. Basis des Wohlstandes ist vor allem das starke ökonomische Wachstum, welches in Luxemburg in den vergangenen Jahrzehnten zu einem kontinuierlich ansteigenden Arbeitskräftebedarf geführt hat. Zwischen 1985 und 2005 lag der jährliche Arbeitskräftezuwachs bei 3 % und damit weit über dem EU-15-Durchschnitt (Allegrezza & Zahlen, 2006). In absoluten Zahlen ausgedrückt stieg die Zahl der Arbeitsplätze von insgesamt 160.200 im Jahr 1985 auf 348.700 im Jahr 2008, was mehr als einer Verdoppelung entspricht. Ein Blick auf die verschiedenen Sektoren macht deutlich, dass ein Großteil der neuen Arbeitsplätze im tertiären Sektor geschaffen wurde. Ein hoher Anteil entfällt dabei auf die Finanzdienstleistungen, die im Zuge der Entwicklung Luxemburgs als internationales Finanzzentrum in den vergangenen Jahren an Bedeutung gewonnen haben. Diese Dienstleistungsorientierung ist auch in anderen europäischen Ländern zu beobachten. Jedoch stellt Luxemburg mit dem europaweit höchsten Beschäftigungszuwachs im Dienstleistungsbereich eine Ausnahme dar (Allegrezza & Zahlen, 2006).

Im Zuge der aktuellen Wirtschafts- und Finanzkrise ist der luxemburgische Arbeitsmarkt unter Druck geraten. Wie in anderen europäischen Ländern wurden im Jahr 2009 auch in Luxemburg weniger neue Jobs geschaffen als die Jahre zuvor und in einigen Bereichen auch Arbeitsplätze abgebaut (STATEC, 2010a, S. 3). Diese Entwicklung kann weitreichende Folgen für die Transition der Jugendlichen auf den Arbeitsmarkt und vor allem in ein gesichertes Beschäftigungsverhältnis haben.

4.3.2. Die überregionale Bedeutung des luxemburgischen Arbeitsmarktes

Die hohe Dynamik der luxemburgischen Wirtschaft und dem damit verbundenen erhöhten Arbeitskräftebedarf hat in den vergangenen Jahren und Jahrzehnten dazu geführt, dass zunehmend Arbeitskräfte aus dem benachbarten Ausland für den luxemburgischen Arbeitsmarkt angeworben wurden (Fehlen, 1995). Neben der Schweiz ist Luxemburg eines der Länder mit den höchsten Anteilen an Grenzgängern. Im Jahr 2009 stellen die Berufspendler aus dem benachbarten Ausland einen Anteil von 43,9% der Beschäftigten dar, was einer absoluten Zahl von etwa 147.000 entspricht, die täglich über die Grenzen aus den Nachbarregionen kommen, um in Luxemburg zu arbeiten (STATEC, 2010b).

Aus ökonomischer Perspektive werden die Arbeitskräfte aus den angrenzenden Regionen als wichtiges Reservoir für die Besetzung der neu geschaffenen Stellen gesehen. Denn von der nationalen Bevölkerung kann der große Bedarf an Arbeitskräften nur zu einem Teil gedeckt werden. Der starke Zuwachs von Grenzpendlern bringt aber auch mit sich, dass eine neue Konkurrenzsituation zwischen den einheimischen und ausländischen Arbeitnehmern entsteht. Luxemburgische Arbeitnehmer und Arbeitssuchende – und auch vor allem die jugendlichen Berufseinsteiger – konkurrieren mit den Arbeitnehmern von jenseits der Grenzen um das Arbeitsplatzangebot. Die Tatsache, dass ein Teil der in Luxemburg wohnhaften Jugendlichen den Mindestanforderungen (postsekundärer Bildungsabschluss) vieler neu geschaffener Stellen nicht genügen kann, macht die Integration in den Arbeitsmarkt vor allem für die schlechter qualifizierten Jugendlichen besonders schwierig (Frising, Langers & Reichmann, 2007; siehe dazu auch: Kerger, 2009). Viele der neu geschaffenen Arbeitsplätze werden daher von höher qualifizierten Grenzgängern besetzt. Nach Berger (2005) sind Grenzgänger in der Regel jung, gut ausgebildet und auch bereit, Tätigkeiten auszuüben, die unterhalb ihres Qualifikationsniveaus liegen. Für luxemburgische Jugendliche mit fehlenden oder geringen Qualifikationen gestaltet sich der Zugang zu diesen Arbeitsplätzen daher schwieriger. Politisch wird das Problem – vor dem Hintergrund der großen Zahl an Arbeitssuchenden in der Großregion – an der Frage diskutiert, wie sich die einheimischen Arbeitslosen erfolgreich auf dem luxemburgischen Arbeitsmarkt integrieren können. Vor allem die Verbesserung von Ausbildung und Qualifizierung wird als wichtiger Schritt gesehen, die Chancen der luxemburgischen Jugendlichen auf dem Arbeitsmarkt langfristig zu erhöhen.

4.3.3. Tendenzen der Flexibilisierung des luxemburgischen Arbeitsmarktes

Die Internationalisierung und Globalisierung von Wirtschaft und Gesellschaft hat zu tiefgreifenden Veränderungen der nationalen Arbeitsmärkte geführt. In vielen europäischen Ländern sind Tendenzen der Flexibilisierung des Arbeitsmarktes zu erkennen, die in Zusammenhang mit den wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Veränderungsprozessen stehen. Zwar ist in Luxemburg ein Vollzeitarbeitsplatz und eine dauerhafte Anstellung immer noch die Norm, doch hat sich in den vergangenen Jahren auch der luxemburgische Arbeitsmarkt stärker flexibilisiert. Die steigende Zahl von Teilzeitarbeit oder befristeter Beschäftigung deuten auf diese Entwicklung hin. Seit Mitte der 1990er Jahre wird in der internationalen Diskussion von dem sogenannten „Flexicurity-Modell“ gesprochen (Wilthagem & Tros, 2004, S. 166ff.). Dieser Begriff steht für einen politisch vollkommen neuen Weg, Flexibilität und Sicherheit auf dem Arbeitsmarkt miteinander in Einklang zu bringen. Die flexiblere Ausrichtung der Arbeits- und Produktionsprozesse findet sich auch in den Beschlüssen der europäischen Regierungen in Lissabon wieder (Lissabon-Strategie) (Wagener, 2009).

Zahlen (2009) sieht in der gestiegenen Zahl befristeter Arbeitsverhältnisse sowie in der Zunahme von zweiter Erwerbsarbeit und Teilzeitarbeit Anzeichen für eine flexiblere Ausrichtung des Arbeitsmarktes auch in Luxemburg. Jedoch zeichnet sich der luxemburgische Arbeitsmarkt im Gegensatz zu den meisten anderen europäischen Ländern durch zwei Grundpfeiler aus: die Indexierung der Löhne sowie der gesetzliche Mindestlohn. Mit der Indexierung ist eine automatische Anpassung der Löhne an die Lebenshaltungskosten gewährleistet, was zu sozialer Gerechtigkeit und sozialem Frieden beiträgt (Zahlen, 2009). Der Mindestlohn gewährleistet allen Arbeitnehmern ein gesetzlich festgelegtes Mindesteinkommen und verhindert die Entwicklung von Niedriglöhnen. Auch die gesetzlich festgelegte Beschränkung befristeter Vertragsverhältnisse („Contrat de travail à durée déterminée“) auf eine Dauer von höchstens zwei Jahren soll dazu beitragen, dass unbefristete Beschäftigungsverhältnisse die Norm bleiben. Dies ist sicherlich auch ein Grund, weshalb im Gegensatz zum europäischen Ausland die Diskussion um Dumpinglöhne oder „Working poor“ in Luxemburg kaum geführt wird (wenngleich z. B. die Diskussion zum Thema Wohnungskosten und der Verzögerung des Indexmechanismus auf eine Verschärfung der Problemlagen auch für Luxemburg hindeuten).

Dennoch wird in Luxemburg seit einigen Jahren auch über beschäftigungs- und arbeitsmarktpolitische Maßnahmen diskutiert, die Elemente des „Flexicurity-Modells“ enthalten. Die Umsetzung sämtlicher Dimensionen des Modells in Luxemburg stellt sich allerdings als recht schwierig dar, was auch auf die Stärke der Gewerkschaften und der Zivilgesellschaft zurückgeführt werden kann, die eine Vielzahl der Änderungen nicht mitzutragen bereit sind und Protest äußern (Clément, 2009). Wie stark das Thema in Luxemburg auch die junge Generation mobilisieren kann, haben die Proteste im Herbst 2006 zum Gesetzesprojekt 5611 deutlich gemacht. In Luxemburg stand das Thema zeitweilig weit oben auf der politischen Agenda und beherrschte die Medienberichterstattung (vgl. Ballini, Erpelding & Thomas, 2007).

4.3.4. Ansätze und Strategien als Reaktion auf Transitionsprobleme

Der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt verlief für Jugendliche in Luxemburg lange Zeit nahtlos und unproblematisch. Die Mehrzahl der Schulabgänger oder Hochschulabsolventen fand ohne längere Wartezeiten eine Beschäftigung. Seit den 1980er Jahren steigt aber die Zahl der Jugendlichen, denen der Einstieg nicht sofort oder nur nach längerer Wartezeit gelingt. Im Fachdiskurs wird dies vor allem mit den steigenden Qualifikationsanforderungen des Arbeitsmarktes in Zusammenhang gebracht, wodurch insbesondere unqualifizierte oder gering qualifizierte Jugendliche in Schwierigkeiten geraten. Ein wichtiger Gradmesser für diese Problematik ist der Anteil der Arbeitslosen in der jungen Generation. In Luxemburg ist die Zahl der jugendlichen Arbeitslosen im Laufe der vergangenen Jahre deutlich angestiegen und liegt heute über dem europäischen Durchschnitt (Commission of the European Communities, 2009, S. 31). Auch deshalb zählt die Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit zu einer zentralen sozial- und arbeitsmarktpolitischen Zieldimension. Als Folge der sich verstärkenden Transitionsproblematik entwickelten sich im Laufe der vergangenen Jahre und Jahrzehnte zahlreiche jugendspezifische Maßnahmen und Berufshilfen die darauf abzielen, Jugendliche bei der Integration in die Arbeitswelt zu unterstützen (Milmeister & Willems, 2008a). Seit Beginn richteten sich die Hilfen vor allem an die besonders betroffenen Problemgruppen, insbesondere Schulabbrecher und benachteiligte Jugendliche.

Das Feld der Hilfemaßnahmen und Hilfsangebote gestaltet sich in Luxemburg jedoch als äußerst heterogen. Die Jugendberufshilfe wird in der klassischen Sozialarbeit, der Jugendarbeit, der Schulsozialarbeit, dem schulpсихologischen Dienst, der Heimerziehung, der Berufsberatung, der beruflichen Umschulung bzw. Weiterbildung und in den Qualifizierungs- und Beschäftigungsmaßnahmen eingesetzt (Schneider, 2008a). Entsprechend vielfältig ist das Angebot von öffentlichen und privaten Trägern im Feld der Jugendberufshilfe (Meyers, 2003). Es reicht von den klassischen Arbeitsmaßnahmen der „Administration de l'emploi“ (ADEM) über die Beratungsangebote der ADEM („Service de l'Orientation professionnelle“), der „Services de psychologie et d'orientation scolaires“ (SPOS) oder der „Action Local pour Jeunes“ (ALJ), den Einführungs- und Orientierungskursen („Centre national de formation professionnelle continue“ (CNFPC),

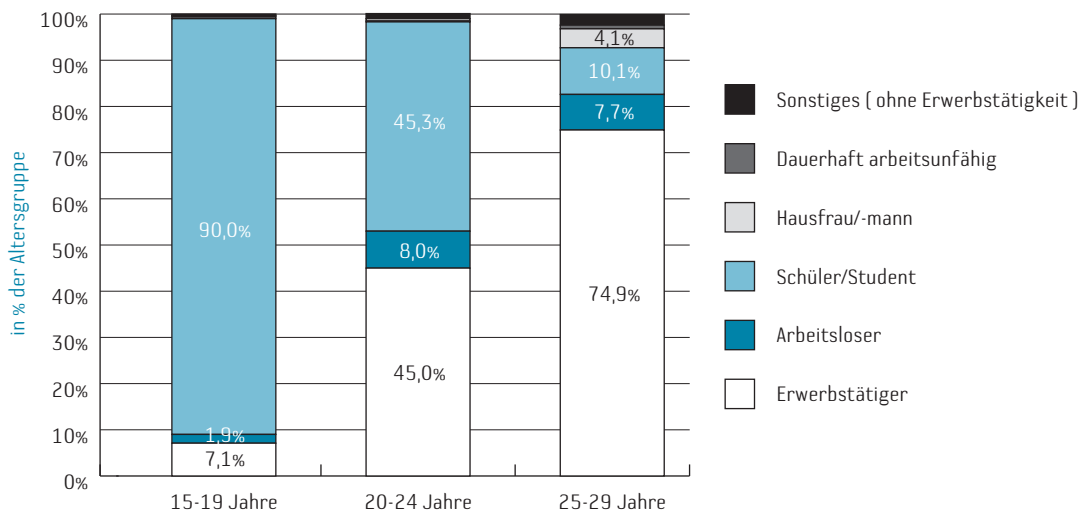
„Cours d’Orientation et d’Initiation Professionnelles“ (COIP)) sowie der Jugendarbeit (z. B. „Service volontaire d’orientation“ (SVO)) bis hin zu den Beschäftigungsmaßnahmen der privaten Träger.

4.4. VERÄNDERTE ÜBERGÄNGE VOM BILDUNGSSYSTEM ZUM ARBEITSMARKT

Ausdehnung der Ausbildungszeit und verspäteter Eintritt in das Berufsleben

Der Berufseintritt gehört zu den zentralen Ereignissen auf dem Weg zur Selbstständigkeit der Jugendlichen. Dieser Übergang verläuft nicht für alle Jugendlichen gleichermaßen, sondern ist abhängig von ihren je unterschiedlichen Ressourcen und der individuellen Entwicklung. Die folgende Abbildung 4.1 zeigt die Übergänge von der Ausbildung zur Erwerbsarbeit nach Alter. Sie belegt, wie vielfältig die Lebenssituationen der Jugendlichen sich darstellen, und wie unterschiedlich die Übergänge vom Bildungssystem zum Berufsleben verlaufen.

Abbildung 4.1.: Beschäftigungssituation der Jugendlichen nach Altersklassen

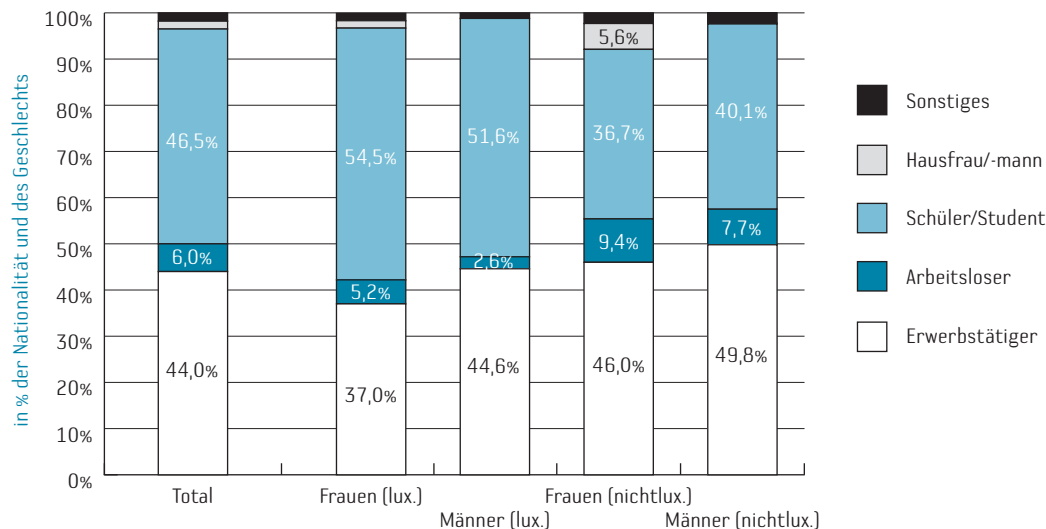


Quelle: Datenbank EFT 2008; n (ungewichtet) = 2.421; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Wie die Abbildung zeigt, befindet sich unter den 15- bis 19-jährigen Jugendlichen ein überwiegender Teil (90 %) in der schulischen Ausbildung. Jugendliche unter 20 Jahren sind somit zum überwiegenden Teil noch im Bildungssystem. Mit zunehmendem Alter nimmt die Zahl der Schüler und Studenten erwartungsgemäß ab, während jene der Beschäftigten zunimmt. In der Altersklasse der 20- bis 24-Jährigen ist nur noch etwa die Hälfte der Jugendlichen im Bildungssystem, während ein ebenso großer Teil der Jugendlichen bereits erwerbstätig ist. Erst ab dem Alter von 25 Jahren hat der überwiegende Teil eine Erwerbsarbeit aufgenommen. Jedoch ist auch in dieser Altersgruppe immerhin etwa jeder vierte Jugendliche nicht erwerbstätig. Diese jungen Erwachsenen sind entweder im Bildungssystem (Studium), arbeitslos oder gehen häuslichen Tätigkeiten nach, was vor allem Frauen betrifft, die ihre Berufskarriere unterbrechen, um sich der Familie zu widmen.

Dass diese Übergänge und damit die spezifischen Lebenslagen der Jugendlichen auch deutlich nach Geschlecht und Nationalität differenzieren, zeigt Abbildung 4.2.

Abbildung 4.2.: Beschäftigungssituation der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Geschlecht und Nationalität



Quelle: Datenbank EFT 2008; n (ungewichtet) = 2.421; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Jugendliche ohne luxemburgische Nationalität sind insgesamt zu höheren Anteilen erwerbstätig als die Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität. Nach Geschlecht zeigt sich, dass vor allem Frauen mit ausländischer Nationalität zu höheren Anteilen erwerbstätig sind als Frauen mit luxemburgischer Nationalität. Die Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität (insbesondere die weiblichen Jugendlichen) bleiben tendenziell länger im Bildungssystem und nehmen entsprechend spät eine Erwerbsarbeit auf. Die Daten deuten ebenfalls darauf hin, dass Arbeitslosigkeit häufiger von Jugendlichen mit ausländischer Nationalität erlebt wird. Dies ist eventuell auch ein Grund für den relativ hohen Anteil an jungen Frauen mit ausländischer Nationalität, die nicht arbeiten, sondern sich um ihre Familie kümmern.

Eine in zahlreichen internationalen Publikationen (Galland, 2007; Hurrelmann, 2007) aufgezeigte Tatsache, die sich ebenfalls für Luxemburg bestätigt, ist die Verlängerung der Schulzeit und der damit verbundene spätere Eintritt ins Berufsleben der Jugendlichen. Die Transition von der Jugendphase zum Erwachsenenstatus wurde jedoch in den vergangenen Jahren in Luxemburg nicht mehr systematisch untersucht. Die aktuellste Forschungsarbeit zur Situation in Luxemburg ist die im Jahr 2003 von Kuepie erstellte Studie, die sich hauptsächlich mit den Übergängen von der Schule in den Beruf und vom Elternhaus zur eigenen Familie und zum eigenen Haushalt befasste (Kuepie, 2003). Auf Basis eines Vergleichs von zwei Generationen kommt Kuepie zu dem Schluss, dass sich die Ausbildungsdauer auch in Luxemburg im Zeitverlauf deutlich verlängert hat.² Demnach hat die Hälfte der älteren Generation (zwischen 1966 und 1970 geboren) ihre Schulkarriere bereits mit 18 Jahren abgeschlossen. Im Vergleich dazu erreicht die Hälfte

² Die Analyse basiert auf den Daten des PSELL-1 (1985–1994) sowie PSELL-2 (1994–2000). Kuepie vergleicht die Jugendlichen des ersten Panels die im Jahr 1985 zwischen 15 und 19 Jahren alt waren (Generation der zwischen 1966 und 1970 Geborenen) mit jenen der gleichen Altersgruppe im Jahr 1994 (Generation der zwischen 1975 und 1979 Geborenen) des zweiten Panels.

der Jugendlichen der jüngeren Generation (zwischen 1975 und 1979 geboren) erst mit 21 Jahren ihren Schulabschluss. Unter den Jungen und Mädchen der zwei untersuchten Generationen konnte kein Unterschied für den Zeitpunkt des Schulabgangs festgestellt werden. Weiter beschreibt Kuepie für beide Generationen die Unterschiede nach Nationalität und sozialer Herkunft. Demnach verlassen Jugendliche ohne luxemburgische Nationalität und Arbeiterkinder das Bildungssystem besonders früh.

Ein weiterer zentraler Befund der Studie betrifft den Verlauf des Übergangs. Die Hälfte der älteren Generation (zwischen 1966 und 1970 Geborenen) fand noch im gleichen Jahr des Schulabschlusses, also im Alter von 18 Jahren, ihre erste Anstellung; bei der jüngeren Generation (zwischen 1975 und 1979 Geborenen) gelingt der Hälfte der Einstieg dagegen erst ein Jahr nach dem Bildungsabschluss (mit 22 Jahren).

Aktuelle Daten zur Erwerbstätigkeit (EFT 2008) bestätigen diese Verschiebung des Bildungsabschlusses und des Berufseintrittes bei den 25- bis 29-Jährigen (Generation der zwischen 1979 und 1984 Geborenen): Im Jahre 2008 hat im Alter von 22 Jahren erst die Hälfte der Jugendlichen ihren höchsten Bildungsabschluss erreicht und den Eintritt ins Arbeitsleben geschafft. Es sind vor allem die Frauen mit luxemburgischer Nationalität, die länger im Bildungssystem verbleiben (die Hälfte der jungen Frauen macht erst mit 23 Jahren ihren höchsten Abschluss) und somit ebenfalls im Vergleich zu anderen Jugendlichen später ins Erwerbsleben eintreten. Andererseits sind es vor allem die Jugendlichen, deren Väter Arbeiter sind, die früher mit der Schule aufhören.

Auch Reinstadler, Hausmann und Ray (2007) stellen auf Basis der PSELL-Daten aus dem Jahr 2004 eine Verlängerung des Zeitraumes zwischen Bildungsabschluss und Berufseintritt heraus. Mit einem Vergleich zwischen zwei Generationen zeigen die Autoren, dass sich die Zeitspanne im Laufe weniger Jahre deutlich verlängert hat. In der älteren Generation (50 bis 65 Jahre) lag der Anteil derjenigen, die über einen Monat suchen, mit einem Anteil von 7 % noch sehr niedrig; in der jungen Generation (16 bis 33 Jahre) mit 27 % aber deutlich höher. Auch die Befunde von Quintini et al. (2007, S. 35) bestätigen diese Entwicklung. Sie zeigen, dass die durchschnittliche Dauer vom Bildungsabschluss zum Berufseinstieg zwischen 1994 bis 2004 für Luxemburg deutlich angestiegen ist. Während die Dauer im Jahr 1994 noch bei durchschnittlich 6,1 Monate lag, sind es im Jahr 2004 bereits 15 Monate.³

Dieser biografisch nach hinten verlagerte Berufseintritt ist vor allem auf die Ausdehnung der Bildungskarriere bei einer steigenden Zahl von Jugendlichen zurückzuführen. Die bisherigen Zahlen legen nahe, dass der Zeitpunkt des Übergangs der meisten Jugendlichen von der Schule in die Arbeitswelt sich nach hinten verschoben hat. Vergleicht man das Jahr des höchsten Bildungsabschlusses mit dem Jahr des Berufseintrittes, so findet bei 63 % der erwerbstätigen 25- bis 29-Jährigen dieser Übergang spätestens im darauffolgenden Jahr statt (siehe Tabelle 4.1).⁴ Zur Gruppe derer, die offenbar größere Schwierigkeiten beim Berufseinstieg haben, gehören 20 % der erwerbstätigen Jugendlichen, die 2008 angeben, dass ihr Berufseintritt erst über ein Jahr nach dem Bildungsabschluss stattfand.⁵

Über den Erfolg und den zeitnahen Übergang in die Berufswelt entscheiden in erheblichem Maße die Bildungsressourcen der Jugendlichen. Tabelle 4.1 zeigt die Dauer des Übergangs nach erreichtem Diplom.

³ Quintini et al. (2007, S. 335) stellen heraus, dass die Dauer des Übergangs im Laufe der vergangenen Jahre sich in vielen europäischen Ländern z. T. deutlich verkürzt hat, während Luxemburg zu den Ländern mit dem stärksten Anstieg gehört.

⁴ Bei 16,6 % der Jugendlichen steht der Berufseintritt vor dem höchsten Schulabschluss. Dies sind wahrscheinlich zum größten Teil Jugendliche, die eine Lehre machen.

⁵ Detaillierte Analysen über die Phase zwischen Bildungsabschluss und Berufseintritt wären hier sicherlich aufschlussreich, sind aber mit dem vorhandenen Datenmaterial nicht möglich (es kann nicht differenziert nach Monat analysiert werden, lediglich nach Jahren).

Tabelle 4.1.: Dauer zwischen höchstem Bildungsabschluss und Berufseintritt der 25- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Bildungsabschluss

	kein Diplom	Sekundar- diplom	postsek. Diplom	Unidiplom	Total 25- bis 29-Jährige
Berufseintritt vor höchstem Bildungsabschluss	3,2%	26,3%	23,2%	12,5%	16,6%
Berufseintritt spätestens im Jahr nach Bildungsabschluss	39,6%	56,3%	72,4%	82,0%	63,4%
Berufseintritt über 1 Jahr nach Bildungsabschluss	57,2%	17,4%	4,5%	5,5%	20,0%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Quelle: Datenbank EFT 2008; n (ungewichtet) = 555; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Wie aus der Tabelle 4.1 hervorgeht, gelingt vor allem den gut Ausgebildeten ein rascher Berufseintritt, während Jugendliche mit geringeren Bildungsabschlüssen größere Schwierigkeiten haben. Der Übergang in die Arbeitswelt verläuft zudem wesentlich schneller für Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität (nur 15,2% brauchen länger als ein Jahr nach Bildungsabschluss) als für Jugendliche mit ausländischer Nationalität (24,6% brauchen länger als ein Jahr). Offenbar spielen auch die sozioökonomischen Ressourcen der Herkunftsfamilie eine Rolle. Der Berufseintritt gestaltet sich am schwierigsten für Jugendliche, deren Vater einen unteren beruflichen Status innehat: 24,2% der Jugendlichen, deren Vater eine manuelle Tätigkeit ausübt, brauchen über ein Jahr.

Ein Vergleich mit anderen europäischen Ländern zeigt jedoch, dass die Phase des Übergangs von der Schule zum Beruf in Luxemburg vergleichsweise kurz ist. Nach Wolbers (2007, S. 197) und Quintini et al. (2007) gehört Luxemburg zu den europäischen Ländern, in denen Jugendliche den Transitionsprozess am schnellsten abschließen.⁶

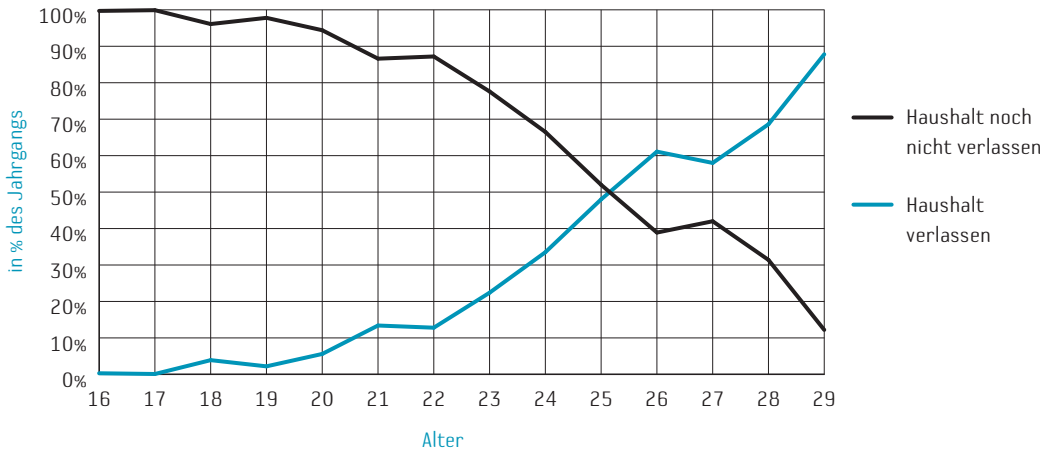
Verlassen der Herkunftsfamilie und Familiengründung

Die insgesamt verlängerten Schulkarrieren und der damit verbundene spätere Eintritt ins Erwerbsleben haben auch einen Einfluss auf die zweite Transition zum Erwachsenenalter: das Verlassen der Herkunftsfamilie und die Gründung einer eigenen Familie. Ausgehend von den Daten des PSELL-3 aus dem Jahr 2007 lässt sich die Wohnsituation der Jugendlichen nach Alter darstellen und damit auch der Übergang vom elterlichen Haushalt zur eigenen Haushaltsgründung nachzeichnen. In Abbildung 4.3 ist die Wohnsituation nach Alter dargestellt.

Die Daten deuten darauf hin, dass erst ab dem 22. Lebensjahr viele Jugendliche das Elternhaus verlassen. Mit 25 Jahren wohnt aber noch die Hälfte der Jugendlichen zu Hause. Von den Jugendlichen über 25 Jahren wohnt der überwiegende Teil bereits im eigenen Haushalt. Doch selbst in der Altersgruppe der 25- bis 29-Jährigen geben noch 34,6% der Jugendlichen an, in ihrem Elternhaus zu wohnen.⁷ Aktuellere

⁶ Wolbers (2007) bezieht sich auf Daten der EFT aus dem Jahr 2000. Die Analysen von Quintini et al. (2007) basieren auf den Daten der EFT von 2004.

⁷ Z. T. handelt es sich bei dieser Altersgruppe auch um Studierende, die im Ausland studieren und ihren Lebensmittelpunkt zeitweise dorthin verlagert haben, jedoch ihren Wohnsitz in Luxemburg beibehalten.

Abbildung 4.3.: Anteil der Jugendlichen die Haushalt verlassen haben nach Alter

Quelle: Datenbank PSELL-3 (2007); n (ungewichtet)= 1.952; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Analysen des PSELL aus dem Jahr 2007 zeigen, dass jene 25- bis 29-Jährigen, die bereits die Herkunftsfamilie verlassen haben, durchschnittlich im Alter von 21,2 Jahren ausgezogen sind.⁸ Im europäischen Vergleich des Alters beim Verlassen der Herkunftsfamilie liegt Luxemburg auf einem durchschnittlichen Niveau (Commission of the European Communities, 2009, S. 56).

Wie der Eintritt in die Arbeitswelt hat sich auch die Gründung eines eigenen Haushaltes im Laufe der vergangenen Jahre deutlich nach hinten verlagert. Kuepie (2003) stellt in seiner Vergleichsstudie dar, dass die jüngere Generation durchschnittlich ein Jahr später von zu Hause auszieht als die neun Jahre ältere Generation. Die Mädchen waren dabei immer früher selbstständig als die Jungen (ältere Generation: 23 Jahre bei Mädchen, 25 Jahre bei Jungen; jüngere Generation: 24 Jahre bei Mädchen, 26 Jahre bei Jungen). Es sind jedoch vor allem die Jugendlichen ausländischer Herkunft, die am frühesten in eine eigene Wohnung ziehen (in beiden Generationen: 22 Jahre), was vor allem auf deren vergleichsweise früheren Berufseintritt zurückgeführt werden kann.⁹

Eine deutliche Veränderung zwischen beiden Generationen ist beim Heiratsalter bemerkbar. Während die Hälfte der älteren Generation mit 25 Jahren bereits verheiratet war, ist dies bei der jüngeren Generation erst mit 29 Jahren der Fall (Kuepie, 2003). Eine Erklärung hierfür sind die vielen Jugendlichen der jüngeren Generation, die über einen gewissen Zeitraum unverheiratet zusammenleben, ehe sie sich für eine Heirat entscheiden. Grundsätzlich heiraten: Mädchen früher als Jungen, Jugendliche ohne luxemburgische Nationalität früher als Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität (insbesondere die Mädchen ohne luxemburgische Nationalität im Vergleich zu Mädchen mit luxemburgischer Nationalität) und Jugendliche, deren Vater Angestellter, Arbeiter oder Landwirt ist, früher als jene, deren Vater einer höheren Berufsstatusgruppe angehört.

Diese Tendenzen des Transitionsprozesses finden ihren Ausdruck auch in der Gründung einer eigenen Familie, die sich biografisch ebenfalls nach hinten verlagert hat. Im Jahr 1995 lag in Luxemburg das Durchschnittsalter von Frauen bei der Geburt ihres ersten Kindes bei 27,4 Jahren, im Jahr 2005 bei 29 Jahren (Commission of the European Communities, 2009, S. 62).

⁸ Hier muss allerdings der hohe Anteil von 34,6%, der noch zu Hause wohnt, berücksichtigt werden.

⁹ Z. T. erklärt sich das auch durch die vielen Jugendlichen ohne luxemburgische Nationalität, die wegen den attraktiven Arbeitsverhältnissen nach Luxemburg umziehen und dort einen eigenen Haushalt gründen.

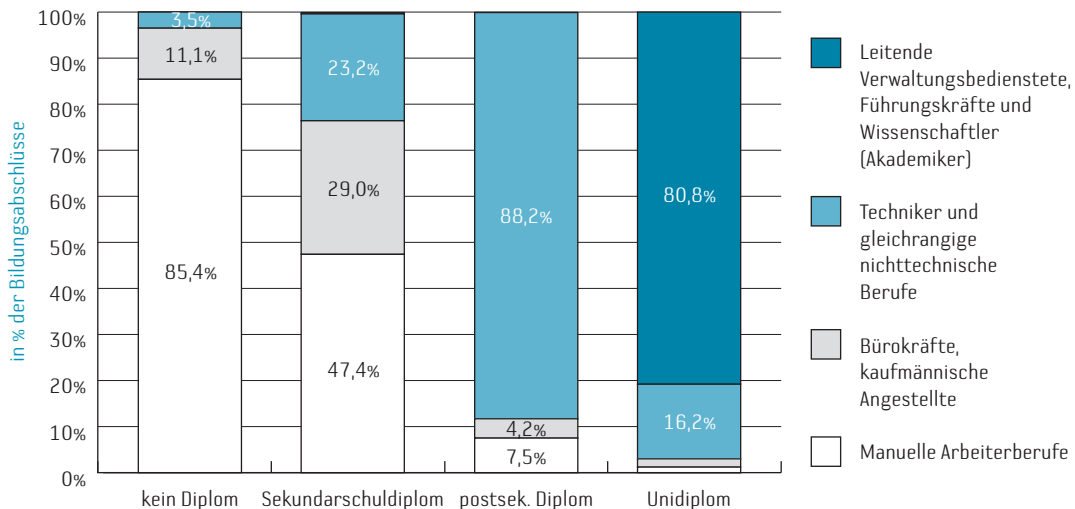
4.5. SOZIALE MOBILITÄT UND DIE REPRODUKTION SOZIALER UNGLEICHHEIT

In vielen modernen Gesellschaften sehen Jugendliche sich heute einer durchaus paradoxen Situation auf dem Arbeitsmarkt gegenübergestellt: Obwohl junge Menschen heute im Durchschnitt besser qualifiziert sind als die älteren Berufstätigen, sind ihre Chancen auf einen ihrer Qualifikation entsprechenden Arbeitsplatz im Vergleich zu früheren Generationen gesunken (Hadjar & Becker, 2006a). Dies liegt vor allem in der unter dem Begriff der „Bildungsexpansion“ diskutierten Entwicklung begründet, wonach eine Inflation höherer formaler Qualifikationen zu einer tendenziellen Entwertung der Abschlüsse (angesichts gestiegener Qualifikationsanforderungen) geführt hat.

4.5.1. Die Berufsstatusgruppen der Jugendlichen

Anhand der Daten der EFT von 2008 kann deutlich gemacht werden, dass nicht alle Jugendlichen gleichermaßen zu den höheren Berufs- und Statusgruppen Zugang haben. Es besteht ein hoher Zusammenhang zwischen den Berufsgruppen und den Bildungsabschlüssen: So arbeiten 85 % der Jugendlichen ohne Diplom als manuelle Arbeiter und 81 % der Jugendlichen mit einem Unidiplom in einer höheren Berufsgruppe (siehe Abbildung 4.4). Ein großer Unterschied wird bei der Differenzierung zwischen Erwerbstätigen mit luxemburgischer und nichtluxemburgischer Nationalität deutlich. Unter den 25- bis 29-jährigen berufstätigen Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität ist der Anteil der Arbeiter niedriger als bei den Berufstätigen mit anderer Nationalität. Hier spiegelt sich die durchschnittlich geringere Qualifikation der Jugendlichen ohne luxemburgische Nationalität wider. Bei den 25- bis 29-jährigen Berufstätigen haben sich vor allem die Frauen an der Spitze der Berufsgruppen etabliert: Fast 40 % der erwerbstätigen jungen Frauen haben einen leitenden oder akademischen Beruf, jedoch nur 26 % der jungen Männer. Entsprechend höher liegt der Anteil der jungen Männer bei den Arbeitern. Die Unterschiede der Berufsgruppen zwischen den Nationalitäten und den Geschlechtern sind in erster Linie auf die Differenzen der Jugendlichen in Bezug auf ihren Bildungsabschluss zurückzuführen.

Abbildung 4.4.: Berufsgruppen der 25- bis 29-jährigen erwerbstätigen Jugendlichen nach Bildungsabschluss



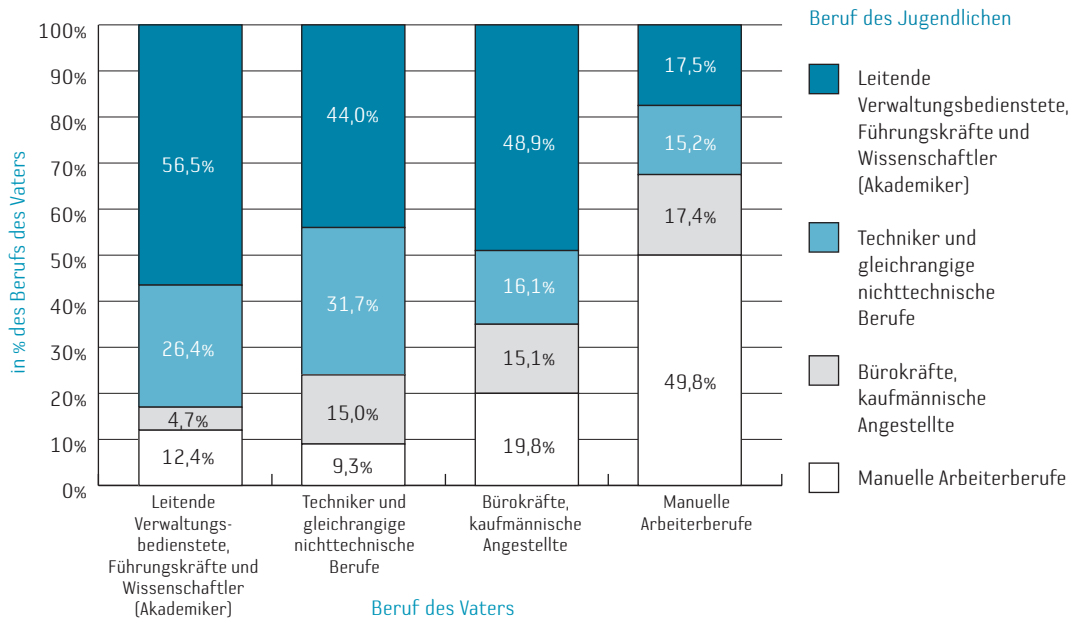
Quelle: Datenbank EFT 2008; n (ungewichtet) = 1.020; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

4.5.2. Die starke Reproduktion sozialer Milieus

Die berufliche Positionierung der Jugendlichen wird vor allem von den individuellen Qualifikationen und Bildungsabschlüssen mitbestimmt. Diese aber sind in Luxemburg entscheidend mitbeeinflusst durch die familialen Ressourcen. Die Familie bietet unterschiedliche Startvoraussetzungen, die den schulischen und beruflichen Werdegang von Kindern und Jugendlichen in erheblichem Maße beeinflussen. Studien belegen für Luxemburg die hohe Bedeutung der sozioökonomischen Ressourcen (Berufsposition, Bildung) der Eltern und eine starke Reproduktion des elterlichen Status bei den Kindern und Jugendlichen (u. a. Burton et al., 2006; Reinstadler et al., 2007).

In Abbildung 4.5 wird auf Basis der Daten der EFT 2008 der starke Zusammenhang zwischen den Berufsgruppen der Jugendlichen und dem Beruf ihres Vaters deutlich. Die Chancen, einen hohen Berufsstatus einzunehmen, liegen demnach für Jugendliche, deren Vater selber einer hohen Berufsstatusgruppe angehört, deutlich besser als für Jugendliche, deren Vater manueller Arbeiter ist.

Abbildung 4.5.: Berufsgruppen der 25- bis 29-jährigen erwerbstätigen Jugendlichen nach Beruf des Vaters



Quelle: Datenbank EFT 2008; n (ungewichtet) = 1.020; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Auch eine Studie des CEPS/INSTEAD (Lejealle, 2006) analysiert den Zusammenhang zwischen den Berufskarrieren der Eltern und deren Kindern und stellt die Frage nach der intergenerationellen sozialen Mobilität der Erwerbstätigen. Die Autorin weist auf Basis der PSELL-3 Daten einerseits die bestehende starke soziale Reproduktion zwischen den Generationen nach; zeigt andererseits aber auch, dass einem zunehmenden Anteil von jungen Erwerbstätigen der soziale Aufstieg gelingt. So gehört die Hälfte der im Jahr 2004 erwerbstätigen Männer (zwischen 35 und 59 Jahren) der gleichen Berufsgruppe an wie ihr Vater, 38 % gehören einer höheren Berufsgruppe an und 13 % einer niedrigeren Berufsgruppe. Im Jahr 1985 lag der Anteil der sozialen Reproduktion noch bei 69 %, der Anteil der „Aufsteiger“ lediglich bei 24 %, der Anteil der „Absteiger“ bei 7 %. Hervorzuheben ist, dass es vor allem die Arbeiterkinder sind, die auch heute

offenbar die geringsten Chancen auf den sozialen Aufstieg haben. Dies erklärt auch die hohe soziale Reproduktion vor allem bei den portugiesischen Migrantenfamilien (die vor allem als Arbeiter tätig sind). Lejealle (2006, S. 2) hebt hervor, dass 80 % der erwerbstätigen Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität der gleichen Berufsgruppe wie ihre Väter angehören (hauptsächlich Arbeiter). Auch Frising et al. (2007, S. 282) stellt diesen Zusammenhang heraus: „[...] on constate que la probabilité pour un Portugais immigré issu d'un ménage de travailleur n'est que d'à peine 2 %, alors qu'elle atteint quelque 39 % pour un jeune de nationalité luxembourgeoise vivant dans un ménage de cadre supérieur.“

4.6. JUGEND AM RANDE DES ARBEITSMARKTES: UNSICHERE BESCHÄFTIGUNG UND ARBEITSLOSIGKEIT

Neben der dauerhaften Vollzeitbeschäftigung, die in Luxemburg auch heute noch die Norm darstellt (Ministère du Travail et de l'Emploi, 2007, S. 3), haben eine Vielzahl anderer Beschäftigungsverhältnisse an Bedeutung gewonnen, die durchaus unter dem Konzept der Prekarität zu fassen sind (vgl. Paugam, 2000). Dazu zählen vor allem Teilzeitbeschäftigung und befristete Beschäftigungsverhältnisse. Als besondere Problemgruppe gelten jene Jugendlichen, die vollständig vom regulären Arbeitsmarkt ausgeschlossen sind und sich in der Arbeitslosigkeit wiederfinden. Das folgende Kapitel beleuchtet die verschiedenen Problemdimensionen des Übergangs, denen sich ein Teil der Jugendlichen gegenübergestellt sieht.

4.6.1. Jenseits des „Normalarbeitsverhältnisses“

Die Vollzeitbeschäftigung bleibt auf dem luxemburgischen Arbeitsmarkt die gängige Arbeitsform, auch bei den Jugendlichen. Für den Jugendlichen bedeutet die Vollzeittätigkeit vor allem die Verfügbarkeit ausreichender finanzieller Ressourcen, die zur Sicherung des Lebensunterhalts und zur Führung einer selbstständigen Existenz beitragen können. In Europa hat allerdings in den vergangenen Jahren die Zahl der Teilzeitbeschäftigten in der jungen Generation deutlich zugenommen (Commission of the European Communities, 2009, S. 35). In welchem Maße Jugendliche in Luxemburg Teilzeit arbeiten, geht aus den Daten der EFT hervor.

Jugendliche in Teilzeitbeschäftigung

Die Teilzeitarbeit ist ein Modell, das erst mit zunehmendem Alter der Erwerbstätigen an Bedeutung gewinnt: Nur 7,3 % der 15- bis 24-Jährigen und 8,3 % der 25- bis 29-Jährigen; aber bis zu 20 % in den Altersklassen der über 30-Jährigen zählen zu den Teilzeitbeschäftigten. In allen Altersgruppen sind es insbesondere Frauen, die in Teilzeit beschäftigt sind. Die starken geschlechtsspezifischen Unterschiede lassen sich vor allem durch die familiären Aufgaben der Kindererziehung erklären. Bei der Frage nach den Gründen für die Teilzeitbeschäftigung geben die Hälfte der weiblichen Befragten daher auch familiäre Gründe an: vor allem die Möglichkeit, durch Teilzeitbeschäftigung Arbeit und Familie (Betreuung der Kinder) miteinander zu verbinden. Bei den Männern dominieren andere Motive. Von dem insgesamt geringen Teil der männlichen Teilzeitbeschäftigten hat die Hälfte keine Vollzeitbeschäftigung gefunden. Ein Gesamtvergleich macht deutlich, dass die junge Generation insgesamt häufiger unfreiwillig in Teilzeitbeschäftigung arbeitet (ein Drittel) als die ältere Generation der Über-30-Jährigen (7%).

Die Zunahme befristeter Arbeitsverhältnisse

Der befristete Vertrag betrifft 2008 in der Gruppe der 15- bis 29-Jährigen jeden fünften Jugendlichen (21,1 %) und ist damit im Vergleich zum Jahr 2006 leicht angestiegen (18 % der 15- bis 29-Jährigen) (Frising et al., 2007; EFT 2008). Bei den Über-30-Jährigen arbeiten hingegen nur 3 % in einem befristeten

Arbeitsverhältnis. Die Verteilung nach Alter zeigt, dass der befristete Vertrag vor allem die jüngeren Jugendlichen und Berufseinsteiger betrifft (83,6% der 15- bis 19-Jährigen, 32,4% der 20- bis 24-Jährigen, 10% der 25- bis 29-Jährigen) (EFT 2008). Fast ein Drittel der Jugendlichen (32,2%) sind in einem befristeten Vertragsverhältnis, weil sie keine unbefristete Beschäftigung gefunden haben.¹⁰ Auch Reinstadler et al. (2007, S. 15) stellen für Luxemburg heraus, dass vor allem die Berufseinsteiger der jüngeren Generation heute häufiger einen befristeten Arbeitsvertrag erhalten als dies noch vor einigen Jahrzehnten der Fall war: 35% der jüngeren Befragten (nach 1971 Geborenen) gegenüber 22% der älteren Befragten (vor 1954 Geborenen) haben ihre berufliche Karriere mit einem befristeten Vertrag begonnen. Bei den Berufseinsteigern, die ein Jahr oder weniger auf dem Arbeitsmarkt sind, liegt der Anteil der befristeten Verträge bei etwas mehr als 50%. Die Befunde des europäischen Jugendberichtes deuten jedoch darauf hin, dass der Anteil der Jugendlichen, die zwangsweise in befristeter Beschäftigung arbeiten (weil keine unbefristete Beschäftigung gefunden wurde) in Luxemburg niedriger ist als in vielen anderen europäischen Ländern. Im Jahr 2007 beträgt deren durchschnittlicher Anteil in den EU-27-Ländern fast 40% bei den 15- bis 24-Jährigen, in Luxemburg betrifft dies nur etwa jeden vierten Jugendlichen (Commission of the European Communities, 2009, S. 34).

Suche nach einem neuen Arbeitsplatz

Einen Hinweis auf die Zufriedenheit mit der Arbeitsstelle liefert die Frage, ob eine erwerbstätige Person eine neue Arbeitsstelle sucht oder nicht. 2008 geben 7,2% der erwerbstätigen Jugendlichen (und 2% der Erwerbstätigen über 30 Jahre) an, dass sie momentan eine andere Tätigkeit suchen (EFT 2008). Unter den erwerbstätigen Jugendlichen, die eine andere Arbeit suchen, war der meistgenannte Grund hierfür, dass die gegenwärtige Tätigkeit nur als Übergangstätigkeit gesehen wird (58,4%). Ein weiteres Fünftel sucht eine Tätigkeit mit mehr Stunden als in gegenwärtiger Tätigkeit (EFT 2008). Die Rangfolge dieser Begründungen unter den Jugendlichen stimmt überein mit jenen der übrigen Erwerbstätigen, die auf der Suche nach einer anderen Arbeit sind.

Die Situation für jugendliche Berufseinsteiger ist in Luxemburg weitaus weniger angespannt als in manchen Nachbarländern. Eine dynamische wirtschaftliche Entwicklung, aber auch die legislativen Rahmenbedingungen, die einen hohen Arbeitnehmerschutz gewährleisten, haben dazu geführt, dass sich die Situation vergleichsweise positiv darstellt. Im Laufe der vergangenen Jahre hat sich die Lage jedoch auch in Luxemburg verschärft. Eine nicht zu vernachlässigende Zahl von Jugendlichen rutscht heute in zeitweilige oder auch länger andauernde Arbeitslosigkeit, ist auf Beschäftigungsmaßnahmen angewiesen, die zu wahren Maßnahmenkarrieren werden können, oder wird in einem befristeten Arbeitsverhältnis eingestellt. Wie in anderen Ländern sind auch in Luxemburg Jugendliche ohne oder mit geringer Qualifikation von diesem Trend stärker betroffen. Gerade für sie gestaltet sich der Übergang in Beschäftigung besonders schwierig. Die Chancen und Risiken der Erstplatzierung sind somit nicht nur ungleich verteilt, über diese Chancen wird auch sehr früh entschieden. Formale Bildungsabschlüsse sind auch heute der beste Schutz gegen Arbeitslosigkeit, ohne das freilich damit eine Garantie auf schnelle und adäquate Beschäftigung verbunden wäre (Frising et al., 2007).

¹⁰ Der vergleichsweise hohe Anteil befristeter Verträge in der jüngeren Altersgruppe ist z. T. auf die hohe Zahl der Auszubildenden zurückzuführen. Mit einem Anteil von 38,9% befindet sich ein Großteil der Jugendlichen mit befristetem Vertrag in der Ausbildung (Auszubildende, Praktikanten usw.). Ein weiteres Fünftel der Jugendlichen mit einem befristeten Arbeitsvertrag befindet sich in der Probezeit (19,4%).

4.6.2. Jugend und Arbeitslosigkeit

Jugendarbeitslosigkeit wird in vielen Ländern als ein zentraler Indikator für die Schwierigkeiten der Jugendlichen beim Übergang vom Bildungssystem zum Arbeitsmarkt gesehen. Dies vor allem deshalb, weil die Erwerbsarbeit einen hohen Stellenwert hat und Voraussetzung für die gesellschaftliche Integration und die Erlangung von Selbstständigkeit ist.

Arbeitslosigkeit und Arbeitslosenquote: Eine Begriffsbestimmung

In Luxemburg werden zur Messung der Arbeitslosigkeit zwei Definitionen verwendet (Frising et al., 2007, S. 258): Einerseits gibt es eine Definition von Arbeitslosigkeit, die auf das Konzept der „International Labour Organization“ (ILO) zurückgreift, andererseits eine Definition, die die Anzahl amtlich registrierter Arbeitsloser (ADEM) zugrunde legt.

Basierend auf der Definition der ILO werden Arbeitslose als Personen ab 15 Jahren definiert, die während der Referenzwoche ohne Arbeit sind, innerhalb der beiden nächsten Wochen eine Arbeit aufnehmen können (sei es entlohnte oder nicht entlohnte Arbeit) sowie Arbeit suchen.¹¹

Die Definition der Arbeitslosigkeit nach der ADEM umfasst alle Personen ohne Arbeit, die für den Arbeitsmarkt zur Verfügung stehen, bei der ADEM eingeschrieben und auf der Arbeitssuche sind sowie nicht an einer Arbeitsmaßnahme teilnehmen.

Die Daten nach der ersten Definition der ILO werden auf Basis von Umfragen erhoben (EFT). Sie zielen darauf ab, vor allem auf internationalem Niveau vergleichbare Daten zur Verfügung zu stellen. Die ILO-Definition gilt in vielen Ländern als Orientierung zur Definition und Erhebung der Arbeitslosigkeit. Im Gegensatz dazu basieren die Kennzahlen der ADEM auf den amtlichen Daten der Verwaltung (Olschewski, 2003).

Aus den beiden zugrunde gelegten Definitionen resultieren auch voneinander abweichende Zahlen zur Arbeitslosigkeit in Luxemburg. So werden nach Definition der ILO auch jene Personen, die nicht bei der ADEM eingeschrieben sind, als Arbeitslose gezählt. Deshalb kann die Zahl der Arbeitslosen auf der Definitionsgrundlage der ILO auch über jener der ADEM liegen, weil etwa Arbeitssuchende keine Notwendigkeit darin sehen, sich bei der ADEM einzuschreiben und folglich in der ADEM-Statistik nicht auftauchen. Nach Berechnungen des STATEC ist von den arbeitslosen 15- bis 29-Jährigen (nach ILO-Kriterien) ein Anteil von 29,1 % nicht bei der ADEM eingeschrieben (Frising & Reichmann, 2009b, S. 1). Je nach zugrunde gelegter Definition von Arbeitslosigkeit (ILO oder ADEM) verändert sich somit auch die Arbeitslosenquote, welche den prozentualen Anteil der Arbeitslosen an der gesamten Zahl der aktiven Personen darstellt.¹² Wir werden in den folgenden Ausführungen zur Beschreibung der Jugendarbeitslosigkeit je nach Verfügbarkeit der Daten auf die verschiedenen Definitionen zurückgreifen.

Jugendarbeitslosigkeit im europäischen Vergleich

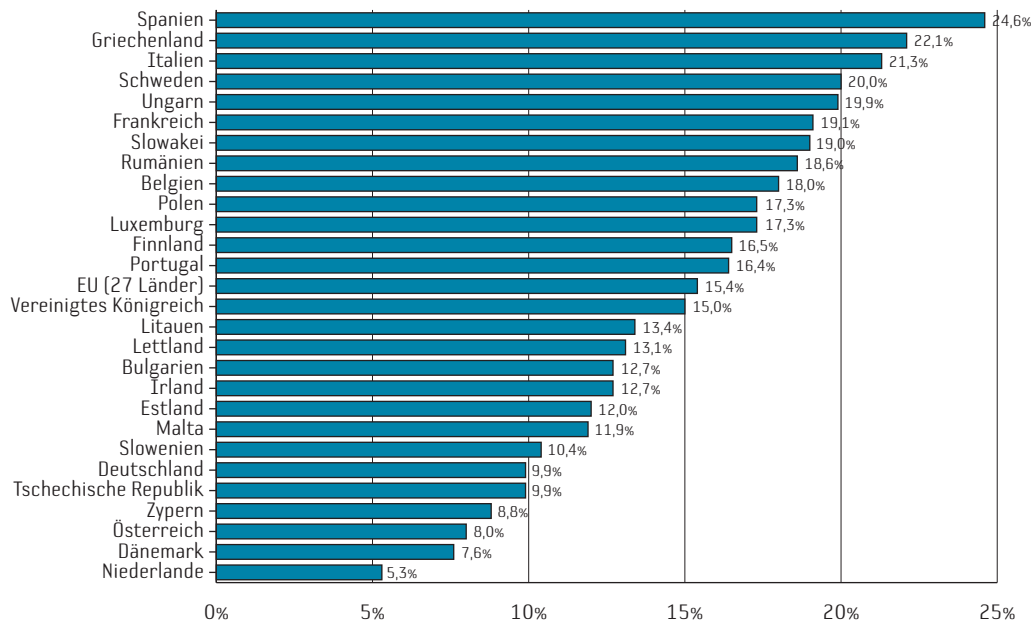
Um die Jugendarbeitslosenquote in Luxemburg mit anderen europäischen Ländern zu vergleichen, greifen wir auf die Daten der in sämtlichen europäischen Ländern durchgeführten Umfrage EFT zurück. Im Jahr

¹¹ Bzw. bestimmte Schritte unternommen haben, um eine neue entlohnte oder nicht entlohnte Beschäftigung zu finden (während der vier vorhergehenden Wochen) oder die eine Arbeit gefunden haben, die sie später – innerhalb von maximal drei Monaten – aufnehmen.

¹² Auf europäischer Ebene wird auch der Begriff NEET („not in education, employment or training“) benutzt, um die Gruppe der Jugendlichen mit den größten Risiken auf dem Arbeitsmarkt zu beschreiben (Quintini et al., 2007, S. 5). Hiermit werden auch die inaktiven Jugendlichen einbezogen, die z. B. aus unterschiedlichen Gründen nicht auf der Arbeitssuche sind.

2008 weist Luxemburg demnach bei den 15- bis 24-Jährigen eine Arbeitslosenquote von 17,3% auf.¹³ Mit diesem Wert liegt Luxemburg leicht über dem europäischen Durchschnittswert von 15,4%.

Abbildung 4.6.: Arbeitslosenquote der 15- bis 24-jährigen Jugendlichen im europäischen Vergleich im Jahr 2008



Quelle: Datenbank EFT 2008; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

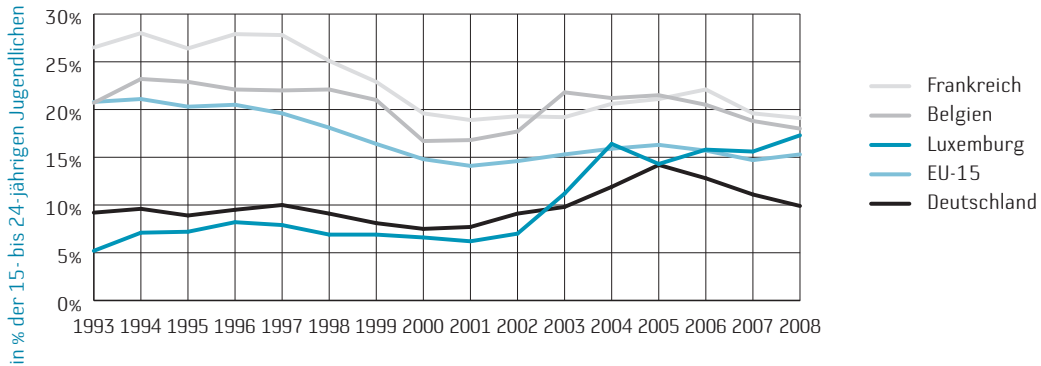
Ein Vergleich mit der älteren Bevölkerung (25 Jahre und älter) zeigt, dass in Luxemburg wie auch in sämtlichen europäischen Ländern die Arbeitslosenquote der jugendlichen Bevölkerung z. T. deutlich über jener der älteren Bevölkerung liegt und damit Arbeitslosigkeit vor allem für die Jugendlichen ein besonderes Risiko darstellt. In den EU-27-Ländern beträgt der Anteil bei den 15- bis 24-Jährigen durchschnittlich 15,4%, bei den Über-25-Jährigen 5,9%. In Luxemburg ist der Unterschied zwischen der Arbeitslosigkeit in der jungen und älteren Bevölkerung sogar noch deutlicher: 17,3% in der jüngeren Generation gegenüber 3,9% in der Gesamtbevölkerung. Arbeitslosigkeit ist damit in Luxemburg vor allem ein jugendspezifisches Risiko.

¹³ Die Arbeitslosenquote errechnet sich aus der Division von arbeitslosen 15- bis 24-Jährigen durch die aktive Bevölkerung der 15- bis 24-Jährigen. Damit werden Jugendliche, die sich noch im Bildungssystem (z. B. Schule oder Hochschule) befinden oder jene, die als Hausfrau/-mann tätig sind, nicht in die Berechnungen mit einbezogen.

Der starke Anstieg der Jugendarbeitslosigkeit in Luxemburg

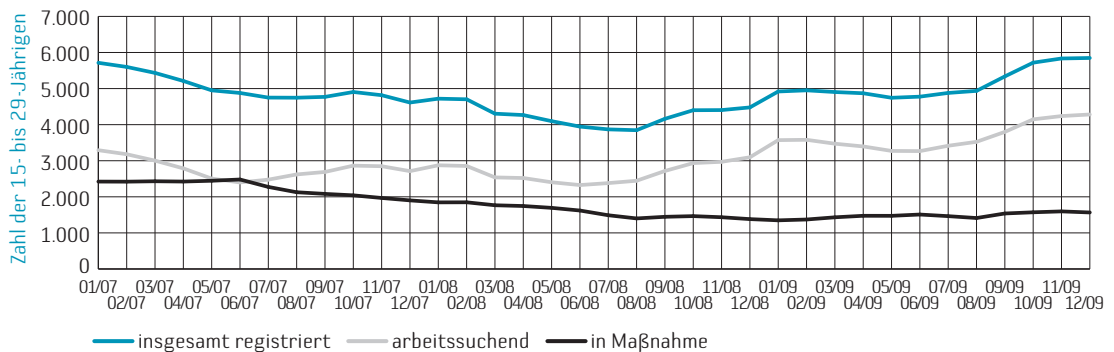
Abbildung 4.7 zeigt die Entwicklung der Jugendarbeitslosigkeit im Verlauf der vergangenen Jahre. Es wird deutlich, dass Jugendarbeitslosigkeit in Luxemburg während der 1990er Jahre noch auf einem – im Vergleich zu anderen europäischen Ländern – relativ niedrigen Niveau lag und vor allem im Laufe der vergangenen fünf Jahre deutlich angestiegen ist. Während Jugendarbeitslosigkeit in Luxemburg lange Zeit nur eine kleine Gruppe von Jugendlichen tangierte, betrifft sie heute eine vergleichsweise große Gruppe.

Abbildung 4.7.: Arbeitslosenquote der 15- bis 24-jährigen Jugendlichen im Vergleich mit den Nachbarländern



In Abbildung 4.8 wird der Blick auf ein kleineres Zeitfenster gerichtet und die Entwicklung auf Basis der bei der ADEM registrierten Arbeitslosen im Alter zwischen 15 und 29 Jahren gerichtet. Hier sind die zwischen Januar 2007 und Dezember 2009 registrierten Jugendlichen sowie die Zahl der Jugendlichen in Beschäftigungsmaßnahmen dargestellt. Aus der Differenz ergibt sich die Zahl der bei der ADEM registrierten arbeitssuchenden bzw. arbeitslosen Jugendlichen.

Abbildung 4.8.: Entwicklung der registrierten 15- bis 29-jährigen Jugendlichen bei der ADEM von Januar 2007 bis Dezember 2009



Wie aus der Abbildung hervorgeht, sinkt zunächst die Zahl der bei der ADEM registrierten Jugendlichen. Waren im Januar 2007 noch 5.714 Jugendliche registriert, sank die Zahl bis zum August 2008 auf 3.846, um danach aber wieder deutlich anzusteigen bis auf 5.848 im Dezember 2009. Es ist davon auszugehen, dass dieser Anstieg – insbesondere im Herbst 2009 – im Zusammenhang mit den Entwicklungen im Zuge der Wirtschafts- und Finanzkrise steht. Sicherlich spielen aber auch saisonale Schwankungen eine Rolle. Im Herbst, wenn viele Schul- und Studienabgänger auf den Arbeitsmarkt drängen, steigt die Arbeitslosigkeit erfahrungsgemäß stärker an. Weiterhin zeigt die Abbildung, dass die Zahl der Jugendlichen in Arbeitsmaßnahmen insgesamt im Zeitverlauf deutlich gesunken ist. Der starke Rückgang seit dem Juli 2007 geht vor allem auf die Gesetzesänderungen im Rahmen der Gesetzesinitiative 5611 zurück, deren Änderungen am 1. Juli 2007 in Kraft getreten sind. Mit der Gesetzesänderung wurde der Zugang zu den Maßnahmen erschwert (höher qualifizierten Jugendlichen ist der Zugang zu Maßnahmen nicht mehr möglich). Zudem führen Sanktionen zu einer Reduktion der Anspruchsberechtigten (Schneider, 2008a). Betrachtet man alle Jugendlichen, die im Jahr 2009 jemals bei der ADEM registriert waren, so ist die Zahl der Jugendlichen, die die Erfahrung der Arbeitslosigkeit gemacht haben – wenn auch teilweise nur für kurze Zeit – deutlich höher. Insgesamt waren im Jahr 2009 13.123 Jugendliche unter 30 Jahren zeitweilig bei der ADEM registriert, was auch auf die hohe Fluktuation der Jugendlichen hindeutet.

Vor allem in den ersten Jahren auf dem Arbeitsmarkt hat sich die Fluktuation zwischen unterschiedlichen Beschäftigungen aber auch zwischen Beschäftigung und Arbeitslosigkeit verstärkt. Reinstadler et al. (2007, S. 21f.) zeigen auf, dass ein Teil der Jugendlichen auch nach der ersten Erwerbstätigkeit noch zeitweise von Arbeitslosigkeit betroffen ist (13 % heute gegenüber 3 % früher).¹⁴ Die Entwicklung auf dem Arbeitsmarkt lässt vermuten, dass der erfolgreiche Einstieg in den Arbeitsmarkt sich für viele Jugendliche zusätzlich erschwert hat.

¹⁴ Da diese Analyse auf Daten aus dem Jahr 2004 basiert, die rückwirkend die drei letzten Jahre erfassen, sind nur solche Jugendlichen inbegriffen, die spätestens 2001 in den Arbeitsmarkt integriert waren, zu einer Zeit als die Arbeitslosenzahlen in Luxemburg sich auf einem sehr tiefen Niveau befanden.

Jugendliche in Langzeitarbeitslosigkeit

Jugendarbeitslosigkeit und vor allem längerfristige Arbeitslosigkeit steigert das Risiko sozialer Exklusion. In Europa ist in den vergangenen Jahren ein kontinuierlicher Rückgang der Langzeitarbeitslosigkeit¹⁵ bei Jugendlichen zu beobachten (Quintini et al., 2007, S. 7). Um einen Einblick in die luxemburgische Situation zu geben, greifen wir auf die Daten zur Einschreibedauer bei der ADEM zurück. In Tabelle 4.2 ist die Verteilung der bei der ADEM eingeschriebenen Jugendlichen nach der längsten Einschreibedauer für das Jahr 2009 dargestellt.¹⁶

Tabelle 4.2.: Verteilung der längsten Einschreibedauer der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen bei der ADEM im Jahr 2009

längste Einschreibedauer	n	in%
<1 Monat	1.808	13,8%
1 Monat bis <2 Monate	1.444	11,0%
2 bis <3 Monate	1.290	9,8%
3 bis <6 Monate	2.425	18,5%
6 bis <9 Monate	1.363	10,4%
9 bis <12 Monate	1.223	9,3%
12 Monate und mehr	3.570	27,2%
Total	13.123	100%

Quelle: Datenbank ADEM 01/2009-12/2009; n = 13.123

Die Tabelle zeigt, dass ein großer Teil der Jugendlichen über einen längeren Zeitraum bei der ADEM eingeschrieben ist. Ein Anteil von 46,9% der registrierten Jugendlichen ist mehr als sechs Monate arbeitslos; mit einem Anteil von 27,2% sind mehr als ein Viertel der Jugendlichen über einen Zeitraum von zwölf oder mehr Monaten ununterbrochen bei der ADEM eingeschrieben.

Problem- und Risikogruppen

Wie lassen sich nun die bei der ADEM registrierten Jugendlichen charakterisieren? Welche jugendlichen Gruppen sind besonders von Arbeitslosigkeit betroffen? In der Tabelle 4.3 sind die bei der ADEM registrierten Jugendlichen nach verschiedenen soziodemografischen Merkmalen differenziert dargestellt.

Ein genauer Blick auf die Geschlechter zeigt erste Unterschiede: Männliche Jugendliche sind mit einem Anteil von 57,5% überproportional häufig bei der ADEM registriert. Fast die Hälfte der als arbeitslos registrierten Jugendlichen hat eine luxemburgische Nationalität (46,6%), zur zweitgrößten Gruppe gehören mit einem Anteil von 28,4% die Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität. Andere Nationalitäten machen mit einem Anteil von z. T. deutlich unter 10% nur einen sehr geringen Anteil aus. Ein Vergleich mit

¹⁵ Als Langzeitarbeitslose gelten Personen, die ein Jahr oder länger ohne Beschäftigung sind.

¹⁶ Die längste Einschreibedauer wurde auf Basis der längsten Dauer im Zeitraum zwischen Januar und Dezember 2009 errechnet. In die Berechnung gehen alle Jugendliche ein, die mindestens einmal im Zeitraum zwischen Januar und Dezember 2009 bei der ADEM registriert waren.

Tabelle 4.3.: Bei der ADEM registrierte 15- bis 29-jährige Jugendliche zwischen Januar und Dezember 2009 nach ausgewählten Merkmalen (monatlicher Durchschnitt)

	n	in%
Geschlecht		
männlich	57,5%	2.955
weiblich	42,5%	2.188
Nationalität		
luxemburgisch	46,6%	2.394
portugiesisch	28,4%	1.457
franz., belg. oder deutsch	7,9%	405
ex-jugoslawisch	4,2%	218
andere EU-27	6,5%	332
andere	6,4%	330
Alter		
15-19 Jahre	13,2%	677
20-24 Jahre	45,8%	2.357
25-29 Jahre	41,0%	2.110
Bildungsniveau		
unteres Niveau	40,7%	2.070
mittleres Niveau	46,6%	2.369
oberes Niveau	12,6%	642

Quelle: Datenbank ADEM 01/2009-12/2009; leichte Differenzen der n ergeben sich aus den fehlenden Angaben zur Nationalität und zum Bildungsniveau; bei den Daten handelt es sich um den Durchschnittswert der 12 Monate im Jahr 2009

der gesamten jugendlichen Population deutet auf eine Überrepräsentation der Jugendlichen mit portugiesischer oder ex-jugoslawischer Nationalität hin.¹⁷ Offenbar handelt es sich hier um Gruppen mit besonderen Schwierigkeiten bei der Integration in den regulären Arbeitsmarkt.¹⁸ Bezüglich des Alters sind es vor allem die älteren Jugendlichen ab 20 Jahren, welche zu höheren Anteilen vertreten sind. Weiterhin stützen die Ergebnisse die These, dass Jugendliche mit geringerem Bildungsniveau deutlich stärker von Arbeitslosigkeit betroffen sind als Höherqualifizierte.¹⁹ Auch sind sie häufiger von Langzeitarbeitslosigkeit betroffen (von den Langzeitarbeitslosen haben 43,5 % einen niedrigen Bildungsabschluss, jedoch nur 7,3 % einen hohen Bildungsabschluss).

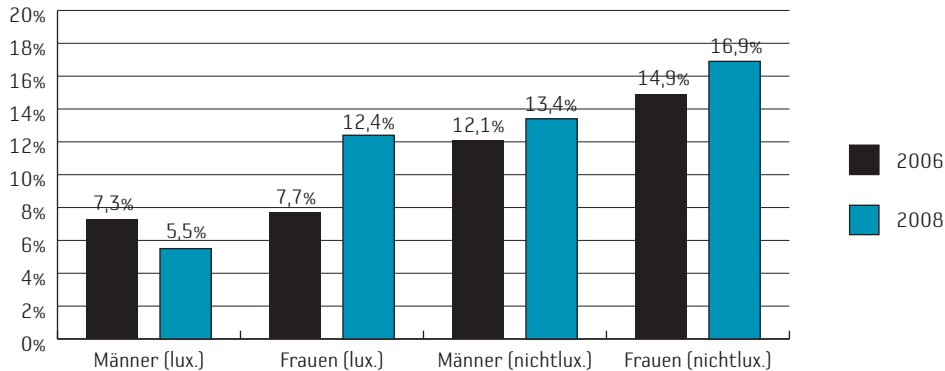
¹⁷ In der Gesamtbevölkerung der 15- bis 29-Jährigen haben 54,1 % eine luxemburgische, 19,9 % eine portugiesische sowie 3,2 % eine ex-jugoslawische Nationalität (RGPP, 01.01.2009).

¹⁸ Der Unterschied kann möglicherweise auch dadurch erklärt werden, dass Arbeitssuchende mit ausländischer Nationalität sich im Vergleich zu jenen mit luxemburgischer Nationalität häufiger bei der ADEM einschreiben (Frising & Reichmann, 2009b, S. 1).

¹⁹ Unteres Niveau: Schulpflicht (9 Schuljahre), mittleres Niveau: 10^e bis 13^e im „enseignement secondaire technique“ bzw. 4^e bis 1^{re} im „enseignement secondaire“, oberes Niveau: postsekundares Studium.

Auch die Daten der EFT zeigen, dass die Gruppe der Jugendlichen ohne luxemburgische Nationalität überdurchschnittlich stark von Arbeitslosigkeit betroffen ist.²⁰ Bei einer Analyse nach Geschlecht zeigen die EFT-Daten bei weiblichen Jugendlichen allerdings eine höhere Arbeitslosenquote (siehe Abbildung 4.9).²¹

Abbildung 4.9.: Arbeitslosenquote der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Geschlecht und Nationalität im Jahr 2006 und 2008



Quelle: 2006: (Frising et al. 2007), 2008: Datenbank EFT 2008; n für 2008 = (ungewichtet) = 2.421; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Wie die Daten der ADEM zeigen auch die Umfrageergebnisse der EFT den starken Zusammenhang zwischen Bildungsniveau und Jugendarbeitslosigkeit. Jugendliche, die ihre Schule ohne ein Diplom abgeschlossen haben, sind im Vergleich zu anderen Jugendlichen häufiger arbeitslos (Arbeitslosenquote: 17,4%). Unter den Jugendlichen mit einem Sekundardiplom liegt die Arbeitslosenquote mit einem Anteil von 13,2% noch immer relativ hoch. Es sind vor allem Jugendliche mit einem postsekundaren Diplom oder Universitätsdiplom, die sich offenbar am besten in den Arbeitsmarkt integrieren können; ihre Arbeitslosenquote liegt mit einem Anteil von 5% am niedrigsten.

Wie aus der Tabelle deutlich wird, sind es vor allem die Berufseinsteiger, die stärker von Arbeitslosigkeit betroffen sind und denen der Einstieg in den Arbeitsmarkt nicht nahtlos gelingt. Im Jahr 2008 sind es 58,5% der aktiven Jugendlichen, die sich nach ihrem Abschluss zeitweilig in der Arbeitslosigkeit befinden.²² Mit zunehmender Dauer auf dem Arbeitsmarkt wird der Anteil der arbeitslosen Jugendlichen tendenziell geringer. Für das Jahr 2008 steigt die Arbeitslosenquote jedoch bei den Jugendlichen, die länger als acht Jahre auf dem Arbeitsmarkt sind, wieder an. Hierbei handelt es sich um Jugendliche, die nach ein paar Jahren Erwerbstätigkeit ihre Arbeitsstelle verloren haben.

In Tabelle 4.4 ist die Arbeitslosenquote nach Dauer der Jugendlichen auf dem Arbeitsmarkt dargestellt.²³

²⁰ Diese Daten zeigen, dass die Nationalitätenunterschiede nicht auf die Unterschiede bei der Registrierung der Arbeitssuchenden zurückzuführen sind.

²¹ Dieses Ergebnis widerspricht den Daten der ADEM, wonach die männlichen Jugendlichen stärker von Arbeitslosigkeit betroffen sind. Eine mögliche Erklärung für diese Unterschiede sind die weiblichen Jugendlichen, die nach Definition der EFT als arbeitslos gelten, jedoch nicht bei der ADEM eingeschrieben sind. Frising und Reichmann (2009b, S. 1) belegen diese Differenzen. Demnach sind von den männlichen Arbeitssuchenden 78,3% bei der ADEM eingeschrieben, bei den Frauen liegt der Anteil mit 68,5% deutlich darunter.

²² Der hohe Anteil kann teilweise auch durch die geringe Zahl von erwerbsfähigen Jugendlichen in dieser Gruppe erklärt werden.

²³ Die Dauer auf dem Arbeitsmarkt errechnet sich aus der Differenz zwischen dem Zeitpunkt der Befragung und dem Zeitpunkt des Erwerbs des letzten Bildungsabschlusses.

Tabelle 4.4.: Arbeitslosigkeit der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Dauer auf dem Arbeitsmarkt im Jahr 2006 und 2008

Dauer auf dem Arbeitsmarkt	EFT 2006			EFT 2008		
	Erwerbstätige	Arbeitslose	Arbeitslosenquote	Erwerbstätige	Arbeitslose	Arbeitslosenquote
< 1 Jahr	1.033	682	39,8%	608	856	58,5%
1-2 Jahre	3.205	661	17,1%	3.886	854	18,0%
3-4 Jahre	10.303	1.002	8,9%	13.052	1.205	8,5%
5-7 Jahre	10.521	850	7,5%	10.904	668	5,8%
8-10 Jahre	6.570	494	7,0%	6.679	971	12,7%
>10 Jahre	3.205	250	7,2%	3.458	640	15,6%
Total	34.837	3.939	10,2%	38.587	5.194	11,9%

Quelle: 2006: (Frising et al. 2007), 2008: Datenbank EFT 2008; n für 2008 = (ungewichtet) = 2.399; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Gründe für den Verlust des Arbeitsverhältnisses

Insgesamt hat lediglich ein geringer Teil der Jugendlichen bereits die Erfahrung des Arbeitsplatzverlustes gemacht. Bei der Befragung im Jahr 2008 gaben 4,2 % der befragten Jugendlichen an, innerhalb der letzten acht Jahre ihren Arbeitsplatz einmal verloren zu haben. Für den Verlust des Arbeitsplatzes gibt es mehrere Gründe, wie Tabelle 4.5 zeigt.

Bei den Jugendlichen sticht vor allem das Ende einer befristeten Tätigkeit als Grund für die Aufgabe der Arbeit hervor. Auch die Entlassung bzw. der Abbau des Arbeitsplatzes ist bei den Jugendlichen ein häufig genannter Grund.

Tabelle 4.5.: Gründe des Arbeitsplatzverlustes nach Altersgruppen

	15-29 Jahre	30 Jahre und mehr	Total
Entlassung	16,9%	9,6%	10,3%
Ende der befristeten Tätigkeit	36,9%	3,7%	6,9%
Persönliche oder familiäre Gründe	21,2%	18,9%	19,1%
Ruhestand	0%	50,2%	45,3%
Sonstiges	25,0%	17,6%	18,3%
Total	100%	100%	100%

Quelle: Datenbank EFT 2008; n (ungewichtet) = 1.458; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Die Differenzierung der Gründe nach den Geschlechtern zeigt deutlich die traditionelle Rollenverteilung: Bei einem Drittel der jungen Frauen liegen persönliche oder familiäre Gründe vor, jedoch bei keinem der jungen Männer. Das Bildungsniveau der Jugendlichen spielt auch eine Rolle für die Begründung des Arbeitsplatzverlustes: Jugendliche mit einer niedrigen Ausbildung verlieren häufiger ihren Arbeitsplatz

durch Entlassung oder Stellenabbau, während bei Jugendlichen mit einer höheren Ausbildung häufiger die befristete Tätigkeit das Ende ihrer Arbeit bedeutet.

Es lässt sich festhalten, dass der Übergang vom Bildungssystem in die Arbeitswelt für einen Teil der Jugendlichen mit besonderen Schwierigkeiten und Risiken verbunden ist, mit denen sich in den vergangenen Jahren eine immer größer werdende Gruppe von Jugendlichen konfrontiert sieht.

4.6.3. Hilfeleistungen und Maßnahmen zur Berufsintegration

Als Reaktion auf diese Transitionsprobleme wurden eine Reihe von Hilfeleistungen und Maßnahmen entwickelt, die Problemgruppen beim Übergang Unterstützung anbieten sollen. Wie in Abschnitt 4.3.4 beschrieben, besteht in Luxemburg eine Vielzahl von Unterstützungs- und Berufsintegrationsmaßnahmen, die sich vor allem an benachteiligte Jugendliche und Problemgruppen richten. Meyers (2003) sowie Milmeister und Willems (2008a) haben bereits Bestandsaufnahmen der Berufseingliederungs- und Weiterbildungsmaßnahmen vorgelegt. Daher können wir uns hier auf die Darstellung einer aktuellen Auswahl von Maßnahmen beschränken, die vor allem auch die neuen Entwicklungen der letzten Jahre berücksichtigt.

Eingliederungsmaßnahmen der ADEM

Vor allem das luxemburgische Arbeitsamt (ADEM) bietet bzw. vermittelt eine Reihe unterschiedlicher Maßnahmen zur Arbeitsintegration für arbeitssuchende Jugendliche. Im Folgenden wird ein Überblick über die wichtigsten Beschäftigungs- und Weiterbildungsmaßnahmen gegeben. Auch wenn diese Maßnahmen sich nicht ausschließlich an jugendliche Arbeitssuchende richten, so sind sie dennoch für einen nicht unerheblichen Teil der Unter-29-Jährigen von Bedeutung:²⁴

- „Contrat d'appui emploi“ (CAE) (vormals CAT-public): Arbeitsmaßnahme für den öffentlichen Sektor;
- „Contrat d'initiation à l'emploi“ (CIE) (vormals CAT-privé): Arbeitsmaßnahme für den privaten und assoziativen Sektor;
- „Contrat d'initiation à l'emploi - expérience pratique“ (CIE-EP): komplementär zum CIE eine Arbeitsmaßnahme für diplomierte Jugendliche (seit 11.11.2009);
- „Mise au travail des demandeurs d'emploi indemnisés“: Arbeitsmaßnahme bei der Jugendliche an der Ausführung öffentlicher Arbeiten beteiligt sind, um den Kontakt zur Arbeitswelt beizubehalten;
- „Pool des assistants pédagogiques“: Jugendliche mit postsekundarem Studium, die in Sekundarschulen die Direktion durch Klassenaufsicht oder administrative Tätigkeiten unterstützen;
- „Apprentissage pour adultes“: Ausbildung für Arbeitssuchende, die von der ADEM vorgeschlagen und vermittelt wird;
- „Mesures spéciales“: hierunter fallen Maßnahmen der regionalen und kommunalen Träger ohne Erwerbszweck (z. B. „Objectif Plein Emploi“, „Forum pour l'Emploi“, „Pro-Actif“ u. a.);
- „Formations complémentaires“: Weiterbildungen die auf den speziellen Bedarf einzelner Unternehmen ausgerichtet sind und gemeinsam mit ihnen geplant werden mit dem Ziel einer beruflichen Wiedereingliederung;
- „Les formations d'initiation et de perfectionnement“: verschiedene Weiterbildungsmaßnahmen, an denen während der Phase der Arbeitslosigkeit teilgenommen wird und die die Chancen der Wiedereingliederung in den Arbeitsmarkt verbessern sollen („cours de langue“, CNFPC usw.).

24 www.adem.public.lu/aides/demandeur/index.html (zuletzt abgerufen am 27.04.2010).

Weitere Hilfen beim Übergang von der Schule zum Beruf

Neben den von der ADEM koordinierten und finanziell unterstützten Maßnahmen besteht eine Reihe weiterer Angebote der beruflichen Beratung, Orientierung und Begleitung (siehe auch Schneider, 2009, S. 944). Folgende Dienststellen bzw. Programme sind von Bedeutung:

- „Service de l’Orientation professionnelle“ der ADEM (Berufsinformation und -beratung);
- „Service de psychologie et d’orientation scolaire“ (SPOS), der auch mit dem „Service de l’Orientation professionnelle“ zusammenarbeitet;
- „Action locale pour Jeunes“ (ALJ) Vorbereitung auf das Erwerbsleben, Organisation von Praktika, Beratung und Begleitung;
- „Service volontaire d’orientation“ (SVO) als Orientierungsmaßnahme des „Service National de la Jeunesse“ (SNJ) für Schulabgänger (seit 1. Oktober 2007);
- Informationsangebote des „Centre de documentation et d’information sur l’enseignement supérieur“ (CEDIES) für diplomierte Jugendliche.

Als eine wichtige Informationsplattform für Jugendliche besteht seit dem 9. September 2009 die Internetseite www.anelo.lu²⁵. Die Seite richtet sich an Jugendliche, die sich nach ihrem Schulabschluss über die verschiedenen Möglichkeiten informieren wollen (Arbeitssuche, Bildungsangebote, Freiwilligendienst).

Zentrale jugendspezifische Eingliederungsmaßnahmen

Wegen der Vielzahl bestehender Maßnahmen werden wir uns bei der näheren Beschreibung auf eine Auswahl der wichtigsten Maßnahmen und Orientierungshilfen beschränken. Mit dem sogenannten Gesetzesprojekt 5611 wurden im Jahr 2007 die Maßnahmenangebote abgeändert. Am 1. Juli 2007 wurden die gesetzlichen Beschäftigungsmaßnahmen „stage d’insertion en entreprise“ (SIE) und der „contrat d’auxiliaire“ für den privaten Sektor („CAT-privé“) und der „contrat d’auxiliaire temporaire“ („CAT-public“) für den öffentlichen und den assoziativen Sektor durch zwei neue Beschäftigungsmaßnahmen ersetzt: Für den öffentlichen Sektor wurde der „contrat d’appui emploi“ (CAE) und für den privaten sowie assoziativen Sektor der „contrat d’initiation à l’emploi“ (CIE) neu eingeführt. Die Einführung der neuen Maßnahmen und die neuen Regelungen wurden im Land von den unterschiedlichen Parteien und Jugendorganisationen kontrovers diskutiert. Von den Jugendlichen wurden die Änderungen als Verschlechterung der Bedingungen für jugendliche Arbeitslose bewertet. Die Regierung verteidigte die politische Linie mit dem Argument, die bisherigen Maßnahmen hätten nicht zu den erwarteten Erfolgen geführt und eine aktivierendere Arbeitsmarktpolitik sei notwendig, um Jugendlichen eine reale Perspektive auf eine Beschäftigung zu geben. Die zahlreichen Angebote hatten in der Vergangenheit zwar das Ziel der Vermittlung, oft aber die Funktion einer Warteschleife.²⁶ Die Studie zur Wirksamkeit der Arbeitsmaßnahmen durch das CEPS/INSTEAD (Zanardelli, Brosius & Clement, 2006) hatte die Wirkungslosigkeit des „CAT public“ herausgestellt.

²⁵ Die Seite www.anelo.lu wurde in Zusammenarbeit von SNJ, ADEM, CEDIES und MENFP erstellt (zuletzt abgerufen am 20.04.2010).

²⁶ In diesem Zusammenhang wurde vielfach die Kritik vorgebracht, dass die CAT-Maßnahmen die Illusion einer möglichen Anstellung bei Staat oder Gemeinde wecken und dem allgemeinen Vermittlungsgedanken entgegenwirken (Schneider, 2008a).

Der „Contrat d'appui emploi“ (CAE)

Der „contrat d'appui emploi“ (CAE) zielt darauf ab, dem Jugendlichen eine praktische und theoretische Einführung und/oder Ausbildung zu ermöglichen, und damit seine Chancen auf dem Arbeitsmarkt zu verbessern. Bedingungen sind, dass der Jugendliche jünger als 30 Jahre alt ist, seit mindestens einem Monat beim Arbeitsamt gemeldet ist und eine „convention d'activation“ mit dem Arbeitsamt vereinbart. Während seiner Vertragszeit wird ihm ein Tutor im Betrieb zugewiesen, und es muss ein Ausbildungsplan ausgearbeitet werden. Der junge Arbeitssuchende mit CAE-Vertrag erhält 80% des sozialen Mindestlohns. Seine wöchentliche Arbeitszeit beträgt 32 Stunden. Der CAE soll vor allem die Rolle eines Instruments der Weiter- oder Fortbildung einnehmen.

„Contrat d'initiation à l'emploi“ (CIE)

Der „contrat d'initiation à l'emploi“ (CIE) ist ein Vertrag, der zwischen dem Arbeitgeber, dem Jugendlichen und dem Arbeitsamt geschlossen wird. Er hat zum Ziel, dem Jugendlichen während seiner Arbeitszeit eine praktische Ausbildung zu vermitteln, die ihm bei der Arbeitssuche behilflich ist. Bedingungen sind, dass der Jugendliche jünger als 30 Jahre alt ist und der Arbeitgeber dem Jugendlichen am Ende des Vertrags eine reelle Einstellungsperspektive bieten kann. Vergütet wird der Jugendliche mit 80% des sozialen Mindestlohns. Auch hier steht dem Jugendlichen ein Tutor im Betrieb zu Verfügung. Zudem muss ein Ausbildungsplan verfasst werden.

„Service volontaire d'orientation“ (SVO)

Neben dem von der ADEM angebotenen CAE und dem CIE bietet der SNJ seit dem 1. Oktober 2007 den sogenannten „Service volontaire d'orientation“ (SVO) an, der als Freiwilligendienst darauf abzielt, die Jugendlichen an die Arbeitswelt heranzuführen. Der SVO beinhaltet mehrere Zieldimensionen. „Il a pour but de développer la solidarité entre les jeunes, de promouvoir leur citoyenneté active, de favoriser la compréhension mutuelle entre eux ainsi que de constituer pour eux une expérience d'apprentissage et d'orientation en leur facilitant l'exercice d'activités d'intérêt général.“ (SNJ, 2009, S. 1). Das Angebot des SVO richtet sich an Jugendliche im Alter zwischen 16 und 30 Jahren die nicht mehr schulpflichtig sind. Zur Zielgruppe gehören vor allem benachteiligte Jugendliche die keine Perspektiven in der Schule oder auf dem Arbeitsmarkt haben: „Il peut s'agir de décrocheurs scolaires, de jeunes ayant des difficultés à trouver un patron pour faire un apprentissage et qui sont souvent démotivés par le système scolaire, mais pas encore prêts pour le marché de l'emploi.“ (SNJ, 2009, S. 1). Das Engagement dauert zwischen drei und zwölf Monaten und umfasst verschiedene Tätigkeitsfelder: im Sozial- und Erziehungsbereich, in Kultur und Tourismus, im Bereich Sport oder Umwelt. Der SVO ist als Bildungsmaßnahme konzipiert, bei der die Teilnehmer neue Erfahrungen machen und Fähigkeiten erlernen. „Le volontaire jouit d'un accompagnement personnalisé, d'une formation adaptée à ses besoins spécifiques et d'une attestation de ses compétences. La participation au dispositif SVO lui ouvre de nouvelles perspectives, réalistes et adaptées à sa situation personnelle.“ (SNJ, 2009, S. 1).

Aktuelle Veränderungen mit dem Gesetz vom 11. November 2009

Als Reaktion auf die Wirtschafts- und Finanzkrise und die damit verbundenen Entwicklungen auf dem Arbeitsmarkt wurden die bestehenden Arbeitsmaßnahmen im Herbst 2009 mit dem Gesetz vom 11. November 2009 erweitert bzw. angepasst.²⁷ Mit diesen Veränderungen soll vor allem der steigenden Zahl der Arbeitslosen mit schulischem und universitärem Abschluss ein besserer Einstieg in den Arbeitsmarkt geboten werden. Dazu wurde als neue Maßnahme der „contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique“ (CIE-EP) eingeführt, der sich insbesondere an Abiturienten und Universitätsabsolventen richtet. Im Zuge dieser Neueinführung wurden auch die traditionell an benachteiligte Jugendliche gerichteten Maßnahmen wieder

²⁷ „Loi du 11 novembre 2009 concernant certaines mesures temporaires pour l'emploi des jeunes“.

für qualifizierte Jugendliche geöffnet. Sowohl für die neue Maßnahme CIE-EP als auch die bestehenden Maßnahmen (CAE, CIE) sieht das neue Gesetz vor, dass der „Fonds de l'emploi“ dem Arbeitgeber einen Teil der Kosten rückerstattet. Falls der Jugendliche nach Ablauf der Maßnahme übernommen wird und einen unbefristeten Arbeitsvertrag ohne Probezeit erhält, hat der Arbeitgeber zudem Anrecht auf eine Prämie. Außerdem werden die Jugendlichen innerhalb eines gewissen Zeitraumes nach der Maßnahme für eine Position die ihrer Qualifikation entspricht, bevorzugt eingestellt. Im Gegensatz zu den Maßnahmen CAE und CIE werden die CIE-EP Arbeitsverträge vor allem über das Internet vermittelt.²⁸ Die ADEM wird erst in einer zweiten Phase in die Vermittlung eingebunden. Die gesetzlichen Änderungen gelten für einen befristeten Zeitraum bis Ende des Jahres 2010. Bezüglich des CIE-EP bestehen noch keine längeren Erfahrungswerte bei den Praktikern, und wegen der erst kurzen Zeit seit dem Inkrafttreten des Gesetzes existieren auch noch keine Daten, die verlässliche Aussagen über die Entwicklung der Maßnahme zulassen. Laut Aussagen des SNJ haben sich bis zum 27.01.2010 insgesamt 297 Jugendliche eingeschrieben und 113 interessierte Unternehmen. Bis zu diesem Zeitpunkt sind über das Portal www.anelo.lu 57 Verträge zwischen jugendlichen Arbeitssuchenden und Arbeitgebern zustande gekommen.

Verteilung auf die Eingliederungsmaßnahmen der ADEM

An den verschiedenen Maßnahmen der Berufshilfe und Arbeitsmarktintegration der ADEM nehmen eine Vielzahl von Jugendlichen teil. Tabelle 4.6 zeigt die Verteilung der Jugendlichen auf die wichtigsten angebotenen Maßnahmen im Dezember 2009.

Tabelle 4.6.: Verteilung der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen auf ausgewählte Eingliederungsmaßnahmen im Dezember 2009

Maßnahme	n	in %
„Mesure spéciale“	27,7%	434
„Contrat d'initiation-emploi (CIE)“	25,9%	405
„Apprentissage pour adulte“	15,1%	237
„Contrat appui-emploi (CAE)“	11,9%	187
„Mise au travail“	7,2%	113
„Pool assistant“	6,4%	100
andere	5,7%	90
Total	100%	1.566

Quelle: Datenbank ADEM 12/2009; n = 1.566

Im Dezember 2009 sind bei der ADEM 1.566 Jugendliche im Alter zwischen 15 und 29 Jahren registriert, die an einer Maßnahme der Berufshilfe oder Arbeitsmarktintegration teilnehmen. Der größte Anteil entfällt mit 27,7% auf spezielle Maßnahmen, die insbesondere von unterschiedlichen Vereinigungen ohne Gewinnzweck auf Gemeindeebene oder regional angeboten werden (z. B. „Objectif Plein Emploi“ usw.). Etwa ein Viertel (25,9%) der Jugendlichen nehmen an der speziell für jugendliche Arbeitssuchende entwickelten Maßnahme des CIE teil. An dritter Stelle folgen die Weiterbildungsmaßnahmen des „apprentissage pour adultes“ (15,1%). Von großer Bedeutung ist ebenfalls die Maßnahme CAE mit einem Anteil von 11,9%. Weiterhin ist ein Teil der Jugendlichen direkt in anderen Bereichen der Arbeitswelt integriert: so

28 www.cie-ep.anelo.lu (zuletzt abgerufen am 20.04.2010).

etwa in Arbeiten im öffentlichen Bereich, um den Kontakt zur Arbeitswelt zu behalten („Mise au travail“: 7,2%), oder aber für die höher qualifizierten Jugendlichen als „assistants pédagogiques“ („Pool assistants“) mit einem Anteil von insgesamt 5,5%. Die weiteren Weiterbildungsmaßnahmen sind von z. T. deutlich geringerem Stellenwert (darunter u. a. der CIE-EP mit einem Anteil von 1,4%).

Nur ein sehr geringer Teil der vom SNJ verwalteten und betreuten Teilnehmer am SVO („service volontaire d'orientation“) wird von der ADEM erfasst. Auf Basis der SNJ-Datenbank, welche sämtliche Interessenten am SVO umfasst, haben wir spezielle Auswertungen durchgeführt. Damit kann die Zielgruppe des SVO genauer beschrieben werden.

Seit der Einführung des SVO am 1. Oktober 2007 bis zum 30. Oktober 2009 haben sich insgesamt 638 Personen, die am SVO interessiert sind, beim SNJ eingeschrieben.²⁹ Bezüglich der Alterszusammensetzung ist die Gruppe der 15- bis 19-Jährigen mit einem Anteil von 54,7% am stärksten vertreten: mehr als jeder dritte Interessent ist im Alter zwischen 20 und 24 Jahren (36,9%). Dagegen machen die älteren Jugendlichen ab 25 Jahren nur einen sehr geringen Anteil aus (8,3%). Insgesamt sind beide Geschlechter zu etwa gleichen Teilen beim SVO eingeschrieben (männlich: 47,5%; weiblich: 52,5%). Bezüglich der Nationalität handelt es sich mit einem Anteil von 66,5% zum überwiegenden Teil um Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität. Jugendliche mit portugiesischer Nationalität stellen mit 17,1% die zweitgrößte Gruppe dar. Erst mit weitem Abstand folgen andere Nationalitäten (kapverdisch: 3,9%; ex-jugoslawisch: 3,8%).

Wie bereits beschrieben, richtet sich der SVO vor allem an benachteiligte Jugendliche, die keine Perspektiven in der Schule oder auf dem Arbeitsmarkt haben. Entsprechend sind unter den Interessierten vor allem Arbeitssuchende (52,2%) und Schulabbrecher (17,6%).³⁰ Diese starke Ausrichtung auf benachteiligte Jugendliche spiegelt sich auch im Bildungsniveau der interessierten Jugendlichen wider. So zeigt die Analyse, dass das Angebot des SVO vor allem von unqualifizierten oder gering qualifizierten Jugendlichen aufgesucht wird.

Etwa ein Drittel der Jugendlichen (64,8%) verfügt über ein „degré inférieur“ und ein Anteil von 18,6% über ein „degré moyen“. Entsprechend gering vertreten sind Jugendliche mit höheren Abschlüssen („degré supérieur“: 13,8%; postsekundärer Abschluss: 2,8%).³¹ Von den interessierten Jugendlichen werden jedoch nicht alle Jugendlichen in einen SVO vermittelt was aber durchaus auch als Erfolg gewertet werden kann, wenn den Jugendlichen andere Perspektiven eröffnet werden. So kehrt ein Teil zwischenzeitlich in das Bildungssystem zurück, beginnt eine Arbeit bzw. Arbeitsmaßnahme oder es wird eine andere Lösung für die betreffende Person gefunden. Insgesamt haben in dem betreffenden Zeitraum von den 638 registrierten Personen 194 an einem SVO teilgenommen, was einem Anteil von 30,4% entspricht.

4.7. JUGENDLICHE UND VERÄNDERTE TRANSITIONSBEDINGUNGEN VOR DEM HINTERGRUND DER AKTUELLEN WIRTSCHAFTS- UND FINANZKRISE

Die Wirtschafts- und Finanzkrise und deren Folgen für die Jugendlichen haben im Jahre 2009 auch für kontroverse Diskussionen in der Öffentlichkeit, unter Fachleuten sowie bei den politisch Verantwortlichen gesorgt. Auf politischer Seite bestand im Herbst 2009 eine hohe Sensibilität für die jugendlichen Schul- oder Studienabgänger, die im Herbst auf den Arbeitsmarkt drängten. Noch im Sommer 2009 wurde prognostiziert, dass im Herbst des Jahres deutlich mehr Jugendliche unter 26 Jahren sich bei der ADEM einschreiben würden als in den Vorjahren. Der Arbeitsminister äußerte sich im September mit Blick auf bevorstehende

²⁹ Diese hohe Nachfrage übersteigt damit deutlich die Möglichkeiten des SNJ.

³⁰ Zu den übrigen 30,3% liegen keine Angaben vor.

³¹ „degré inférieur“: bis zur 9. bzw. 5. Klassenstufe, „degré moyen“: 10. bis 12. Klassenstufe bzw. 4. bis 2. Klassenstufe, „degré supérieur“: 13^e bzw. 1^{re}; bei 10% (n = 64) der Jugendlichen bestehen keine Angaben zum Abschluss.

Negativentwicklungen auf dem Arbeitsmarkt, indem er von einer „génération sacrifiée“ sprach.³² Neben den niedrig qualifizierten Jugendlichen wurde auch über die Integration der höher qualifizierten Jugendlichen Besorgnis geäußert. Diese Perspektiven bildeten auch den Ausgangspunkt für die Gesetzesänderungen bezüglich der Beschäftigungsmaßnahmen (siehe Abschnitt 4.6.3). Roger Negri, Berichterstatter des Gesetzesprojektes, unterstreicht die Ernsthaftigkeit der Lage: „C'est pour la première fois dans l'histoire du Luxembourg que des jeunes diplômés ne trouvent pas d'emblée un travail. C'est une situation inconnue jusqu'ici.“ (Anen, 2009).

Die Jugendarbeitslosigkeit ist im Herbst 2009 allerdings nicht in dem erwarteten hohen Maße angestiegen. Nach Aussagen der ADEM gibt es dafür mehrere mögliche Erklärungen: Eine Erklärung ist, dass weniger Jugendliche ihre Ausbildung oder Studium abgeschlossen haben als erwartet oder dass Jugendliche länger, als sie ursprünglich geplant hatten, im Bildungssystem verbleiben. Auch ist davon auszugehen, dass ein Teil der qualifizierten Jugendlichen in diesen Zeiten eine Arbeitsstelle mit niedrigeren Qualifikationsansprüchen annimmt, um auf dem Arbeitsmarkt Fuß zu fassen. Nach Einschätzungen der ADEM scheint also die jüngere Generation nicht stärker als die erwachsene Bevölkerung von den Auswirkungen der Krise betroffen zu sein. Jedoch wird von Seiten der ADEM auch die Erwartung geäußert, dass die krisenhaften Entwicklungen und die verschärfte Situation auf dem Arbeitsmarkt der Jugendlichen sich erst mit Verzögerung in den amtlichen Daten der ADEM-Statistiken niederschlägt.

Das STATEC (Ries, 2010) hat im März 2010 eine erste Analyse zur Entwicklung der Arbeitslosigkeit im Zusammenhang mit der Wirtschaftskrise vorgelegt. Im Vordergrund der Studie steht die Frage nach den Merkmalen der Personen, die von den Auswirkungen der Krise am stärksten von Arbeitslosigkeit betroffen sind. Ries (2010, S. 3f.) stellt heraus, dass der Anteil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen unter 30 Jahren an der Gesamtzahl der Arbeitslosen seit 2003 kontinuierlich zurückgegangen ist, jedoch seit Anfang 2009 wieder leicht ansteigt. Die Entwicklungen der Wirtschafts- und Finanzkrise und die sich verschärfende Situation auf dem Arbeitsmarkt scheint somit auch Auswirkung auf die Situation der Jugendlichen zu haben, wenngleich noch nicht in dem Maße, wie von manchen befürchtet.

4.8. ZUSAMMENFASSUNG UND SCHLUSSFOLGERUNGEN

Zentrale Ergebnisse

Die Übergänge vom Bildungssystem zum Arbeitsmarkt haben sich in den vergangenen Jahren und Jahrzehnten nicht nur biografisch nach hinten verlagert, sie haben sich auch diversifiziert und individualisiert. Wenngleich einem überwiegenden Teil der luxemburgischen Jugendlichen ein nahtloser Übergang vom Bildungssystem zum Beruf gelingt, ist auch eine zunehmende Zahl von Jugendlichen zumindest phasenweise mit größeren Unsicherheiten und Problemen konfrontiert. Ein Teil der Jugendlichen befindet sich in Luxemburg zeitweilig in Arbeitslosigkeit, Qualifikationsmaßnahmen oder in Weiterbildung.

Die Jugendarbeitslosigkeit in Luxemburg hat in den vergangenen Jahren deutlich zugenommen und liegt heute auch im europäischen Vergleich auf einem überdurchschnittlich hohen Niveau.

Zur Gruppe mit den größten Schwierigkeiten auf dem Arbeitsmarkt gehören vor allem Jugendliche ohne schulischen Abschluss oder mit geringer Qualifikation. Vor allem in der Privatwirtschaft sehen sich die einheimischen Jugendlichen mit niedrigen Qualifikationen in einer Konkurrenzsituation zu Arbeitnehmern aus der Großregion. Auch wenn eine höhere Berufsqualifizierung heute keine Garantie für einen erfolgreichen Berufseintritt ist, so bietet sie doch den besten Schutz gegen Arbeitslosigkeit.

Die Position der Jugendlichen auf dem Arbeitsmarkt ist sehr stark von den formalen Bildungsabschlüssen bestimmt. Der soziale Status und die gesellschaftliche Platzierung der Elterngeneration

³² www.gouvernement.lu/salle_presse/actualite/2009/10-octobre/27-projet/index.html (zuletzt abgerufen am 27.04.2010).

werden jedoch sehr stark in der jüngeren Generation reproduziert. Während Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität vor allem im öffentlichen Sektor beschäftigt sind, befinden sich verschiedene Jugendliche ohne luxemburgische Nationalität häufiger im Privatsektor und z. T. in Bereichen mit niedrigen Qualifikationsanforderungen. Mädchen sind zwar tendenziell erfolgreicher im Bildungssystem, offenbar setzt sich der Bildungserfolg aber nicht nahtlos in der Arbeitswelt fort.

Datenlücken und Forschungsdesiderata

Was die Datengrundlage für den Themenbereich Transition betrifft, so ist die Situation schwierig. Einerseits gibt es eine Reihe von offiziellen Daten, die in regelmäßigen Abständen erhoben werden und mittels derer z. B. ein aktuelles Bild über den Erwerbsstatus der Jugendlichen oder die Arbeitslosenquote gegeben werden kann. Andererseits gibt es aber auch viele wichtige jugendspezifische Fragestellungen, die mit den vorhandenen Daten und Studien nicht bearbeitet werden können. Das ist vor allem darauf zurückzuführen, dass viele Daten (amtliche Daten und Umfragedaten) die Gesamtbevölkerung umfassen und nicht auf die jugendliche Bevölkerung ausgerichtet sind. Auch beziehen sich Daten meist auf einen festgelegten Zeitpunkt. Hier wären Längsschnittstudien dringend notwendig, mit denen individuelle Übergänge und Übergangsprobleme (z. B. die „Yoyo-Transitions“, das „cooling-out“) beschrieben werden könnten. Sie würden auch wichtige, grundlegende Daten für die effektive Steuerung von Hilfs- und Orientierungsmaßnahmen und etwa der Arbeit der „*école de la deuxième chance*“ liefern können.

In Zukunft wird es zudem wichtig sein, Transitionsprozesse auch aus der subjektiven Perspektive der Jugendlichen zu beschreiben. Hierzu sind weitere wissenschaftlich abgesicherte Erkenntnisse über Transitionskarrieren, Motivations- und Demotivationsprozesse nötig, die zum Verständnis von Problemlagen und den möglichen Folgen für die weitere Lebensplanung, die Identitätsentwicklung oder das Wohlbefinden haben. Diese Erkenntnisse könnten auch eine wichtige Grundlage für die Diskussion adäquater Maßnahmen und Hilfsangebote sein.

Handlungsbedarf

Gerade vor dem Hintergrund der gestiegenen Anforderungen des Arbeitsmarktes und der überregionalen Konkurrenzsituation sind eine verbesserte Bildung und Qualifizierung der luxemburgischen Jugendlichen von zentraler Bedeutung. Qualifizierung und Ausbildung von Jugendlichen gelten als die zentralen Voraussetzungen für den erfolgreichen Eintritt und die dauerhafte Etablierung auf dem Arbeitsmarkt. Vor allem bei den Jugendlichen aus bildungsfernen Herkunftsmilieus gilt es diese wichtigen Voraussetzungen stärker zu fördern.

Auf die Jugendarbeitslosigkeit und die davon betroffenen Problemgruppen wird in Zukunft ein besonderes Augenmerk zu richten sein. Es muss nach geeigneten Wegen gesucht werden, für jeden Jugendlichen die bestmöglichen Voraussetzungen zu schaffen, erfolgreich in den Beruf einzusteigen und sich dauerhaft zu etablieren („Case-Management“, individuelles „coaching“, ganzheitliche Ansätze).

Im Bereich der Maßnahmen und Orientierungshilfen besteht eine Vielzahl von Trägern und Anbietern mit unterschiedlichen Strategien und Zielsetzungen. Hier wären eine umfassende und integrierte Gesamtstrategie dringend notwendig. Dazu kann etwa eine bessere Vernetzung und inhaltliche Abstimmung zwischen den verschiedenen Akteuren beitragen. Von zentraler Bedeutung wäre es auch, die Hilfen lokal zu verankern und möglichst niederschwellige Angebote zu schaffen.

Gerade vor dem Hintergrund der Vielfalt an Hilfen und Maßnahmen wäre eine kontinuierliche Wirkungsanalyse der Maßnahmen von Bedeutung. Dadurch könnten wichtige Informationen bereit gestellt werden, auf deren Basis z. B. die inhaltliche Ausrichtung der Hilfen und Maßnahmen weiterentwickelt und Ressourcen zielgerichtet eingesetzt werden könnten.

Aus einer Präventivlogik sollte die Berufsinformation und -orientierung bereits möglichst früh stattfinden. Die Jugendlichen umfassend zu informieren ist eine Grundvoraussetzung, damit Jugendliche eigenständig über ihre berufliche Zukunft entscheiden und auch einen ihren Interessen und Fähigkeiten

entsprechenden Weg einschlagen können. Die Berufsinformation könnte z. B. systematisch in den Lehrplan der Schule integriert werden, die Kooperation mit dem Wirtschaftsbereich weiter ausgebaut werden.

Aus der Perspektive des Jugendlichen und vor dem Hintergrund der konkreten Lebenssituation des Einzelnen gilt es, ein Bewusstsein für die Komplexität von jugendlichen Problemsituationen zu entwickeln (Arbeit, Familie, Gesundheit) und individuelle Betreuungsverhältnisse zu entwickeln. Nur so können die Maßnahmen sich an den aktuellen Lebenssituationen, Problemen und Perspektiven der Jugendlichen orientieren, was eine zentrale Voraussetzung für die Effektivität von Maßnahmen darstellt.

5. Integrations- und Partizipationsdefizite von Jugendlichen mit Migrationshintergrund

5.1. EINLEITUNG

Luxemburg verzeichnet seit den 1960er Jahren ein starkes Bevölkerungswachstum, das größtenteils auf eine steigende Migrationsrate zurückzuführen ist. Dies hat zu einem hohen Anteil von Migranten in der luxemburgischen Gesellschaft geführt. Gleichzeitig diversifiziert sich die Migration zunehmend mit entsprechenden Folgen für die Heterogenität und Vielfalt der Kulturen und Lebensformen in Luxemburg. Mit dieser heterogenen Bevölkerungsstruktur nimmt Luxemburg eine Sonderstellung in Europa ein (Commission of the European Communities, 2009, S. 11). Sie spiegelt sich insbesondere im Lebensalltag der Jugendlichen wider. Jugendliche treffen heute im Alltag immer häufiger auf Gleichaltrige anderer kultureller, ethnischer und nationaler Herkunft. In der Schule, in der Nachbarschaft oder in der Freizeit sind solche Begegnungen selbstverständlich. Pluralität ist für Jugendliche im Alltag zur Normalität geworden.

Der Diskurs um Migration und die Integration von Migranten ist von unterschiedlichen gesellschaftspolitischen Zielvorstellungen bestimmt. Durch den Zuzug von jungen Migranten soll vor allem der Überalterung der luxemburgischen Gesellschaft entgegengewirkt werden und Arbeitskräfte für die dynamische Ökonomie gewonnen werden. Damit verbunden ist auch das Ziel, die Rentensysteme zu entlasten (Bouchet, 2003). Die Integration der Migranten voranzutreiben, deren gesellschaftliche Teilhabe zu stärken, die Chancengleichheit sicherzustellen und damit auch die soziale Kohäsion zu erhalten, wird im öffentlichen Diskurs der luxemburgischen Gesellschaft als eine Notwendigkeit angesehen. Auch in der luxemburgischen Politik und Jugendpolitik ist die Integration und gesellschaftliche Partizipation der Einwohner mit Migrationshintergrund als eine zentrale Zieldimension formuliert (Meisch & Schroeder, 2009).

Das folgende Kapitel beschäftigt sich mit der Situation der Jugendlichen mit Migrationshintergrund und der Frage nach der Integration und der gesellschaftlichen Teilhabe der verschiedenen Migrantengruppen in den unterschiedlichen Lebensbereichen. Gerade vor dem Hintergrund der politischen Zielvorstellung, Chancengleichheit und gleiche Startbedingungen für Jugendliche unterschiedlicher Herkunft herzustellen, ist diese Frage für den vorliegenden Jugendbericht von besonderer Bedeutung. Wegen der hohen Zahl von Migrantenjugendlichen in Luxemburg ist es für die Zukunft des Landes entscheidend, ob die Integration dieser Jugendlichen und die Stärkung ihrer gesellschaftlichen Teilhabechancen gelingen. Im folgenden Kapitel sollen die bestehenden Defizite aufgezeigt und Gruppen identifiziert werden, die in ihren Teilhabechancen benachteiligt werden. Auf die hohe Aktualität dieser Thematik verweist die Diskussion um Parallelgesellschaften, Segregationstendenzen und soziale Benachteiligung in Luxemburg (vgl. u. a. Hartmann-Hirsch, 2007; Meyers & Willems, 2008; Willems & Milmeister, 2008).

Zugleich soll in diesem Kapitel der Blick aber auch auf die Chancen und Potenziale einer heterogenen, multikulturellen Gesellschaft gerichtet werden. In den Alltagskontexten von Schule, Freizeit und Beruf bestehen vielfältige Kontakte zwischen den Nationalitätengruppen, die überwiegend als Bereicherung erlebt werden. Hier treffen Jugendliche mit unterschiedlichen kulturellen Hintergründen und Sprachpraxen

aufeinander. Es bilden sich neue Erfahrungswelten heraus sowie Orte des interkulturellen Austauschs und Lernens. Die Situation in Luxemburg soll daher hier nicht nur aus einer Defizitperspektive betrachtet werden, sondern auch hinsichtlich der spezifischen Potenziale, die mit der kulturellen und ethnischen Pluralität verbunden sind.

Im ersten Kapitel werden zunächst die wichtigsten theoretischen Konzepte der Integrationsforschung skizziert, auf die wir uns in diesem Bericht beziehen. Damit wird die dem Kapitel zugrunde gelegte Perspektive theoretisch begründet. Danach wird Luxemburg als Einwanderungsland und die Migration vor allem in der jungen Generation beschrieben. Die dann folgenden Kapitel erläutern die verschiedenen Teilbereiche (wie das Bildungssystem, der Arbeitsmarkt, der Freizeitbereich sowie die Identifikation mit dem Land), denen bei der Integration der Migranten eine zentrale Bedeutung zukommt.

5.2. KONZEPTION UND THEORETISCHE ANSÄTZE

5.2.1. Konzepte der Migrations- und Integrationsforschung

Die Erforschung der Prozesse der Migration und der Mechanismen der Integration haben ihren Ursprung in den USA. Im Zuge der starken Migrationsströme in nordamerikanische Städte wurde die Migrationsforschung zu Beginn des 20. Jahrhunderts dort entwickelt (Park, 1950a). Dabei lag der Schwerpunkt der frühen Migrationsforschung vor allem auf der Erforschung der Folgen der Migration für die Städte und Gesellschaften, insbesondere auf Fragen der Integration der Migranten. Park versuchte den generationenübergreifenden Prozess der Assimilation der Migranten in seinem „race relation-Modell“ abzubilden. Assimilation im Verständnis von Park ist die Abfolge von Interaktionen zwischen Aufnahmegesellschaft und ethnischen Zuwanderern, in deren Verlauf sich die Zugewanderten verändern und an die Aufnahmegesellschaft anpassen (vgl. Treibel, 2003). Den Prozess hin zur vollständigen Assimilation sieht Park als unvermeidlich an. Die Einwanderer passen sich so lange an, bis sie vollständig in der Aufnahmegesellschaft aufgehen. Allerdings wird dies als ein Prozess über mehrere Generationen gesehen.

Seit Mitte des 20. Jahrhunderts jedoch rückte die Migrationsforschung von der Vorstellung einer vollständigen Assimilation der Einwanderer ab und wurde von Modellen einer eher partiellen oder ungleichzeitigen Assimilation abgelöst (Eisenstadt, 1954; Taft, 1957). Das interaktionistische Assimilationskonzept nach Taft berücksichtigt nicht mehr lediglich die einseitige Angleichung der Einwanderer an die Aufnahmegesellschaft, sondern versteht Assimilation als beidseitigen Prozess, bei dem sich sowohl Einwanderergesellschaft als auch die Aufnahmegesellschaft verändern und einander annähern. Auch Eisenstadt (1954) hat in seiner „Absorptionstheorie“ darauf hingewiesen, dass die Integration von Migranten einerseits voraussetzt, dass die Gesellschaft entsprechende institutionalisierte Rollen zur Verfügung stellt, andererseits zur Folge hat, dass sich grundlegende Strukturen der Gesellschaft auch durch Absorption großer Migrantengruppen verändern. Daher wird Integration als ein zweiseitiger Prozess gesehen, der sowohl von den Einwanderern, als auch von der Aufnahmegesellschaft Anpassungen verlangt. Dies setzt voraus, dass für gleiche Lebensbedingungen und Lebenschancen Sorge getragen wird und den Einwanderern bürgerliche und politische Rechte gewährt werden. Es setzt aber ebenso voraus, dass die Aufnahmegesellschaften ihre Erwartungen an die Migranten klar definieren und neben den Rechten auch die Verpflichtungen kommunizieren, die mit der Aufnahme in die Gesellschaft verbunden sind (Kommission der Europäischen Gemeinschaften, 2000). Entscheidend in dieser neuen Auffassung von Integration ist jedoch, dass von den Migranten nicht mehr die vollständige Aufgabe ihrer kulturellen Traditionen und Identität als Voraussetzung für eine gesellschaftliche Integration erwartet wird. In diesem Modell behalten die Migranten einen Teil ihrer Identität bei.

Heute wird von vielen Sozialwissenschaftlern die Ansicht vertreten, dass für ein konfliktfreies Zusammenleben eine Identifikation mit der Aufnahmegesellschaft nicht unbedingt notwendig ist und dass neben

der vollständigen Integration in die Aufnahmegesellschaft auch andere Zielvorstellungen denkbar sind (multikulturelle Gesellschaft, plurale Gesellschaft). So geht Elwert mit dem Begriff der Binnenintegration davon aus, dass „eine stärkere Integration der fremdkulturellen Einwanderer in ihre eigenen sozialen Zusammenhänge innerhalb der aufnehmenden Gesellschaft [...] unter bestimmten Bedingungen ein positiver Faktor für ihre Integration in die aufnehmende Gesellschaft ist.“ (Elwert, 1984, S. 51f.). Dabei wird diese Binnenintegration jedoch nur als Zwischenschritt auf dem Weg zur Integration von Einwanderer- und Aufnahmegesellschaft gesehen.

Auch ein Modell des Nebeneinanders unterschiedlicher Nationalitätengruppen, welches unter dem Begriff der Parallelgesellschaft bzw. der segmentierten Assimilation diskutiert wird, scheint eher problematisch zu sein. Zahlreiche Autoren (Kalter, Esser, Treibel) verweisen auf die gesellschaftlichen Spannungen und Konfliktpotenziale, welche das Leben in unterschiedlichen, parallelen Lebenswelten mit sich bringen können. Daher haben heute die grundlegenden Ideen der frühen Assimilationstheorien von Park auch aktuell wieder Unterstützung gefunden bei Autoren, die zwar den Prozess der interaktiven, wechselseitigen Anpassung von Migrantengruppen und Aufnahmegesellschaft hervorheben, die aber gleichwohl betonen, dass Integration und Assimilation als Zieldimension für die Aufnahmegesellschaft von großer Bedeutung sind (Alba, 2008; Han, 2006). In verschiedenen Modellen wird die Prozesshaftigkeit der Integration differenziert dargestellt. Damit wird es möglich, Integration als Zieldimension beizubehalten, ohne die empirisch beobachtbare Ungleichzeitigkeit und Unvollständigkeit konkreter Integrationsprozesse von Migrantengruppen zu ignorieren. Orientiert an Esser (1980) kann man von einem differenzierten Stufenmodell der Integration ausgehen, das von der kognitiven Integration (Wissen und Kenntnisse über die neue Umwelt, insbesondere Sprachkenntnisse) über die strukturelle Integration (insbesondere berufliche Eingliederung), die soziale Integration (über interethnische Kontakte) bis hin zur identifikativen Integration (gefühlsmäßige Assimilation, Identitätswandel) verläuft.

Filsinger, Rotink und Willems (2009, S. 1120) heben vier Dimensionen der Integration hervor, die für eine differenzierte empirische Beschreibung der Integrationsprozesse hilfreich sein können: die strukturelle Integration (Inklusion in gesellschaftliche Funktionssysteme Bildung, Beschäftigung/Arbeitsmarkt), die soziale Integration (Familie, Freundschaften, Gruppenzugehörigkeit), die kulturelle Integration (Sprache, normative Orientierung) sowie die identifikative Integration (Zugehörigkeit zur Aufnahmegesellschaft).

Von der Vorstellung geleitet, dass alle Gesellschaftsmitglieder gleiche Zugangschancen zu den gesellschaftlichen Funktionssystemen (wie Bildung, Arbeitsmarkt, soziale Sicherungssysteme, Politik) haben sollen, hat sich die Migrationsforschung lange Zeit vor allem mit den bestehenden Ungleichheiten zwischen Einheimischen und Migrantengruppen in Bezug auf die gesellschaftlichen Teilhabechancen und Positionierung beschäftigt. Themen der Exklusion, der Marginalität und der konflikthafter Beziehungen (Diskriminierung) dominieren nicht nur den öffentlichen sondern auch den Fachdiskurs. Die Beschreibung hat eine starke institutionelle Perspektive und fokussiert vor allem die statistischen Auffälligkeiten in den Verteilungs- und Teilhabestrukturen (Apitzsch, 2002).

In den 1990er Jahren hat jedoch in der internationalen Forschung eine Perspektive an Bedeutung gewonnen, die auch stärker die positiven, dynamischen Aspekte von Migration und des Migrantensstatus von Jugendlichen berücksichtigt. Der Migrantensstatus soll demnach nicht bloß als Erklärungsvariable („Begründungskonzept“) etwa für abweichende Verhaltensweisen oder Benachteiligung herangezogen werden (Bundesjugendkuratorium, 2008). „Die Jugendlichen ausländischer Herkunft [sind] als handelnde, aktive Subjekte zu betrachten und nicht nur als erleidende, sozial determinierte Individuen, wie es insbesondere in der klassischen Migrationsforschung üblich war. Die Perspektive wird also bewusst auch auf konstruktive und kreative Elemente in der Lebensorganisation Jugendlicher ausländischer Herkunft gerichtet.“ (Juhasz & Mey, 2001, S. 208). Viele der neueren Perspektiven suchen nach den kreativen und gelingenden Prozessen der Identitätsentwicklung von Migrant*innen (Hannerz, 1992). Bruhns (2006, S. 18) plädiert daher für eine stärkere Akzentuierung der positiven Seiten und der wissenschaftlichen Analyse „gelingender“ interkultureller Beziehungen. „Eine Migrations- und Integrationsforschung hat sich

demnach verstärkt den alltäglichen, „gelingenden“ interkulturellen Beziehungen zu widmen, ohne dabei Probleme und Konflikte außer Acht zu lassen. Im Mittelpunkt stehen die individuellen, sozialen und gesellschaftlichen Potenziale, die junge Migrantinnen und Migranten zusammen mit anderen Gleichaltrigen in interkulturellen Beziehungen entwickeln (können).“ Nach Bruhns (2006) besteht die Chance, dass in interkulturellen Gruppen eigene Vorstellungen und Orientierungen überprüft, erweitert und gefestigt werden können, Interessen ausgebildet sowie Denk- und Handlungsmuster entwickelt werden können. Für die Kinder von Arbeitsmigranten (zweite Generation) ist die Statuspassage vom Jugend- zum Erwachsenenalter aber durch einen doppelten Bezug gekennzeichnet: Zum einen sind Migrantenjugendliche ein Teil jener Generation, die die Wissensbestände, Werte und Normen der Aufnahmegesellschaft reproduziert; zum anderen sind sie jedoch auch zugleich immer definiert als zweite Generation, das heißt als diejenige Generation, die auf Erfahrungen des Familienprojekts Migration bezogen bleibt und die Evaluation ursprünglicher Auswanderungsziele durch die Elterngeneration zum Ausgangspunkt eigener Projekte machen muss (Wilpert, 1980, S. 57).

Es stellt sich die Frage, inwieweit diese Konzepte und Diskurse auch für die luxemburgische Situation fruchtbar gemacht werden können. So ist etwa die Übernahme des klassischen Integrationsmodells schwierig, gehen doch die meisten Ansätze (zumindest implizit) davon aus, dass eine ethnisch, kulturell und sprachlich homogene ansässige Mehrheitsgesellschaft besteht und Migranten als Minderheitengruppe in den integrativen Austausch mit dieser Mehrheit treten. Die Situation in Luxemburg ist im Vergleich dazu durch andere Voraussetzungen gekennzeichnet. Die Mehrsprachigkeit der einheimischen Bevölkerung, die lange Migrationsgeschichte, die Großraumlage und nicht zuletzt die Tatsache, dass fast die Hälfte der jungen Generation keine luxemburgische Nationalität hat, muss auch bei der Frage der Integration und des Verhältnisses zwischen der ansässigen Bevölkerung und der Migrantenbevölkerung besondere Berücksichtigung finden. Im Zuge der Globalisierung und der damit verbundenen erhöhten räumlichen Mobilität einer zunehmenden Zahl von Menschen müssten für Luxemburg zudem auch neuere Ansätze, die den unterschiedlichen Typen und Motiven der Migration stärker Rechnung tragen, stärker berücksichtigt werden. Neben der permanenten, einmaligen Verlagerung des Lebensmittelpunktes (der Migrationstypus, auf den die meisten traditionellen Integrationsansätze explizit ausgerichtet sind) rücken temporäre, wiederholte, bi- und multilokale Formen der Migration mehr und mehr in den Vordergrund. Mit der Terminologie der „Transnationalität“ oder der „Transmigration“ können diese Phänomene begrifflich gefasst werden. Im Gegensatz zu den klassischen Migrationstheorien, die von der Annahme ausgehen, dass Migration einen einmaligen und abgeschlossenen Prozess in nationalstaatlich abgrenzbaren sozialen Räumen darstellt, wird hier von transnationalen sozialen Räumen gesprochen, die nicht in den Kategorien von räumlich abgrenzbaren Nationalstaaten zu fassen sind (Pries, 2007).

5.2.2. Begriffserläuterungen

Im diesem Kapitel haben verschiedene Begriffe eine zentrale Bedeutung, deren Verwendung teilweise problematisch ist. Deshalb bedürfen einige zentrale Begriffe einer näheren Erläuterung. Die Verwendung des Begriffs „ausländische Jugendliche“ oder auch „Jugendliche mit ausländischer oder nichtluxemburgischer Nationalität“ ist kein trennscharfer Begriff, mit dem alle Jugendlichen identifiziert werden können, die Migrationserfahrungen gemacht haben. Fehlen, Burnotte-Boreux und Casteels (2003, S. 25) stellen auf Basis der Volkszählung von 2001 heraus, dass auch von der Bevölkerung mit luxemburgischer Nationalität ein Anteil von 6,3 % außerhalb des Landes geboren ist und damit eigene Migrationserfahrungen gemacht hat. Umgekehrt ist ein Anteil von 23,1 % der Jugendlichen mit nichtluxemburgischer Nationalität in Luxemburg geboren und hat somit keine eigenen Migrationserfahrungen gemacht. Hinzu kommt, dass auch innerhalb der Migrantengruppen nicht immer von der Nationalität auf die kulturelle und soziale Herkunft geschlossen werden kann (z. B. Migranten aus dem Kap Verde mit portugiesischer Nationalität).

Wie in anderen Ländern umfasst auch in Luxemburg der überwiegende Teil der amtlichen Daten keine Informationen zur Migration der Jugendlichen oder deren Eltern, so dass in den meisten statistischen Analysen lediglich die rechtliche Zugehörigkeit zu einer Nationalität abgebildet werden kann. Ein Teil der Jugendlichen mit familiärem Migrationshintergrund fällt damit aus dem Blickfeld heraus. Dazu zählen sowohl Kinder von binationalen Eltern (welche die Nationalität des luxemburgischen Elternteils angenommen haben) als auch jene Jugendlichen, die mittels Einbürgerung die luxemburgische Nationalität erhalten haben. Ebenfalls können anhand der Nationalität keine Rückschlüsse gezogen werden, ob die Person im Ausland oder in Luxemburg geboren wurde. Die Situation ist also um ein Vielfaches komplexer, als es die Statistiken zur Nationalitätszugehörigkeit auf den ersten Blick vorgeben. Für die Forschung ergibt sich daraus eine Reihe von Problemen. Wenn die kulturelle Herkunft bzw. die Migrationserfahrung als Erklärungskonzept für das Verhalten der Jugendlichen herangezogen werden soll, dann können wir uns in der Regel nicht mit der Angabe zur Nationalität zufrieden geben. Dennoch sind wir in den meisten Fällen darauf angewiesen, die Staatsangehörigkeit als Hilfskategorie zu verwenden.

Für die in Luxemburg wohnhaften Jugendlichen ohne luxemburgische Nationalität werden wir im Folgenden die Begriffe „Migrantenjugendliche“ oder „Jugendliche mit nichtluxemburgischer Nationalität“ oder „Jugendliche mit anderer Nationalität“ synonym verwenden; bei differenzierenden Analysen sprechen wir somit von Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität und Jugendlichen mit nichtluxemburgischer bzw. ausländischer oder anderer Nationalität. Wenn wir von luxemburgischen Jugendlichen sprechen sind immer alle Jugendlichen gemeint, die im Land leben.

5.3. LUXEMBURG ALS EINWANDERUNGSLAND

5.3.1. Migration in Luxemburg

Die jüngere Einwanderungsgeschichte Luxemburgs hängt eng mit der wirtschaftlichen und industriellen Entwicklung und dem daraus resultierenden starken Arbeitskräftebedarf des Landes im ausgehenden 19. Jahrhundert zusammen. Im Zuge der Entwicklung der Stahlindustrie kamen vor allem Migranten aus den angrenzenden Regionen sowie aus Italien als Arbeitsmigranten nach Luxemburg. Nachdem der Arbeitskräftebedarf der Industrie, insbesondere in der Stahlindustrie, Mitte des vergangenen Jahrhunderts deutlich zurückgegangen war, wurden ab den 1970er Jahren vor allem Arbeitskräfte im aufstrebenden Bausektor und im Dienstleistungsbereich benötigt. Als Arbeitsmigranten kamen Arbeiter aus Portugal und Jugoslawien nach Luxemburg, deren Einreise auch mit einer staatlichen Vereinbarung zwischen der luxemburgischen und der portugiesischen bzw. jugoslawischen Regierung geregelt wurde. Während es sich bei diesen Migranten zum überwiegenden Teil um (zunächst alleinstehende) Arbeitsmigranten handelte, waren es in den 1980er Jahren zunehmend Familien, die nach Luxemburg emigrierten (Hartmann-Hirsch, 2007, S. 26).

Im Zuge des Ausbaus des Finanzsektors und der internationalen Institutionen kamen in den letzten Jahrzehnten zunehmend hoch qualifizierte Migranten aus weiteren europäischen Staaten und den Nachbarländern nach Luxemburg. In dieser Zeit stieg auch die Zahl der Grenzgänger besonders deutlich an. Eine weitere Migrantengruppe kam in den 1990er Jahren als Kriegsflüchtlinge vor allem aus den ex-jugoslawischen Gebieten nach Luxemburg (Scuto, 2009).

Bezüglich der Herkunftsländer hat sich die Flüchtlingsmigration deutlich ausdifferenziert. Waren es Ende der 1990er Jahre vor allem Antragsteller aus osteuropäischen Ländern, sind es heute auch viele aus afrikanischen und asiatischen (z. B. Irak) Staaten (Ministère des affaires étrangères et de l'immigration, 2009). Diese Migrantengruppen aus Nicht-EU-Staaten sind dennoch zahlenmäßig vergleichsweise gering (vor allem in der jugendlichen Bevölkerung), so dass sie bei statistischen Darstellungen nicht gesondert ausgewiesen werden können.

5.3.2. Sozialer Status und gesellschaftliche Positionierung der Migrantenbevölkerung

Weder hinsichtlich der Nationalität und kulturellen Herkunft noch hinsichtlich der beruflichen Qualifikationen, der gesellschaftlichen Verankerung und sozialen Positionen lassen sich die Migranten in Luxemburg als eine homogene Gruppe darstellen.

Die zahlenmäßig größte Gruppe der Migranten mit portugiesischer Nationalität ist im Vergleich zur Bevölkerung mit luxemburgischer Nationalität und anderen Migrantengruppen durchschnittlich deutlich geringer qualifiziert und entsprechend häufig in Sektoren mit geringen Qualifikationsanforderungen beschäftigt. Dies setzt sich auch beim Einkommen fort, welches bei den Arbeitnehmern mit portugiesischer Nationalität deutlich niedriger liegt als bei anderen Nationalitätengruppen (Hartmann-Hirsch, 2007, S. 35ff.). Die Gruppe der Migranten mit portugiesischer Nationalität verfügt damit über vergleichsweise geringe sozioökonomische Ressourcen und gehört einer niedrigeren Statusgruppe an (Estgen, 2008, S. 15). Ähnliches zu Qualifikation und Berufsstatus lässt sich auch für die Gruppe der ex-jugoslawischen Migranten sagen.

Auf der anderen Seite besteht in Luxemburg eine zahlenmäßig bedeutende Gruppe von Migranten, die als sogenannte „transnational upper-class“ bezeichnet wird. Im Gegensatz zu den klassischen Arbeitsmigranten handelt es sich hierbei um Bevölkerungsgruppen, die überwiegend höhere Qualifikationen aufweisen und vor allem hohe berufliche Positionen besetzen (Hartmann-Hirsch, 2007, S. 31; Willems, Milmeister, Hartmann-Hirsch & Kollwelter, 2009b). Hierzu zählen neben den hochrangigen Angestellten in der privaten Wirtschaft (insbesondere in den Finanzdienstleistungen) auch die internationalen Beamten der europäischen Institutionen, die zwar nicht im nationalen Arbeitsmarkt, dem Sozialversicherungssystem und dem öffentlichen Schulsystem integriert sind, jedoch einen starken Einfluss auf das soziale Leben in Luxemburg haben (Hartmann-Hirsch, 2007, S. 32).

Der Migrantenstatus bzw. die Zugehörigkeit zu einer bestimmten Nationalität und der soziale bzw. berufliche Status der Migranten sind daher in Luxemburg auf unterschiedliche Art und Weise miteinander verbunden und überlagern sich. Migration hat sowohl zu einer „Unterschichtung“ bzw. zu einer Ausweitung der Unterschicht in der luxemburgischen Gesellschaft geführt, wie auch zu einer Ausweitung der Oberschicht bzw. einer spezifischen Form der Oberschicht („transnational upper-class“, „transnational elites“). Das hat Folgen für Analysen, die auf die Nationalität als mögliche erklärende Variable referieren müssen. Insbesondere dann, wenn die Daten keine Differenzierung nach verschiedenen Nationalitätengruppen enthalten, haben wir in der Regel eine Überlagerung von Effekten der kulturellen Herkunft mit Effekten des sozioökonomischen Status. Wenn also von Nationalitätenunterschieden gesprochen wird, dann sind damit oftmals auch implizit Unterschiede verbunden, die auf die soziale Herkunft der Jugendlichen zurückzuführen sind und weniger auf die Zugehörigkeit zu einer Kultur oder Nationalität.

5.3.3. Migrations- und Integrationspolitik in Luxemburg

Die Ausrichtung der luxemburgischen Migrations- und Integrationspolitik ist seit jeher stark von den wirtschaftlichen Entwicklungen und dem Bedarf des luxemburgischen Arbeitsmarktes bestimmt. Da ein großer Teil der Migranten bereits in den 1970er und 1980er Jahren nach Luxemburg immigriert ist, hat ein Teil der Jugendlichen mit ausländischer Nationalität keine eigenen Migrationserfahrungen gemacht. Wenngleich auch heute noch jährlich mehrere Tausend Migranten nach Luxemburg einwandern (siehe 5.3.4) gehört ein großer Teil bereits der sogenannten zweiten oder dritten Einwanderergeneration an. Wegen der langen Zeit in Luxemburg praktizierten „jus sanguinis“ wird die Nationalität der Eltern jedoch an die Kinder übertragen (im Gegensatz zu dem „jus solis“, nach dem die Kinder die Nationalität des Geburtslandes annehmen, wie z. B. in den USA oder Kanada).

Umgekehrt hat ein Teil der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität auch eine ausländische Herkunft. Dies ist darauf zurückzuführen, dass in Luxemburg für Bewohner mit ausländischer Nationalität

unter bestimmten Bedingungen die Möglichkeit besteht, ab dem 18. Lebensjahr die luxemburgische Nationalität zu erhalten. Mit der Gesetzesänderung zur Staatsbürgerschaft am 23. Oktober 2008, welche seit dem 1. Januar 2009 in Kraft getreten ist, gelten folgende Voraussetzungen für den Erhalt der luxemburgischen Nationalität: mindestens 18 Jahre alt sein; mindestens sieben Jahre in Luxemburg gelebt haben; Sprachtest in einer der Landessprachen sowie auch im gesprochenen Luxemburgisch (entfällt wenn man mindestens sieben Jahre in einer luxemburgischen Schule eingeschrieben war oder vor dem 31. Dezember 1984 eine Aufenthaltsgenehmigung besaß und seitdem in Luxemburg einen Wohnsitz hat) sowie Teilnahme an Kursen zur Staatsbürgerkunde.

Eine weitere Neuerung seit dem 1. Januar 2009 ist die Möglichkeit einer doppelten Staatsbürgerschaft, deren Einführung lange diskutiert wurde. Diese gesetzliche Neuregelung soll vor allem die Integration der zweiten und dritten Generation vorantreiben:

Ziel der Gesetzesreform ist es, das Staatsbürgerschaftsrecht den gesellschaftlichen Veränderungen der vergangenen Jahrzehnte in Luxemburg anzupassen und zu einer Stärkung der Integration der in Luxemburg lebenden Ausländer beizutragen. [...] Zwar leben viele Ausländer nur während einiger Jahre in Luxemburg, doch hat ein Teil von ihnen sich entschieden, sich endgültig hier niederzulassen; diese Menschen möchten durch den Erwerb der luxemburgischen Staatsbürgerschaft ihre Verbundenheit mit unserem Land und ihren Integrationswillen in unsere nationale Gemeinschaft bekunden, dabei jedoch gleichzeitig über ihre ursprüngliche Staatsangehörigkeit die Verbindung mit der Heimat und Kultur ihrer Vorfahren aufrechterhalten. Zu diesen Menschen gehören heute vor allem die Kinder und Enkelkinder der in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts nach Luxemburg eingewanderten Arbeitnehmer. (Presse- und Informationsdienst der Luxemburger Regierung & Justizministerium, 2009, S. 10f.)

Vor der Gesetzesänderung zur Staatsbürgerschaft war es für Bürger mit ausländischer Nationalität möglich, entweder durch Naturalisation oder Option die luxemburgische Staatsbürgerschaft zu erhalten. Im Jahr 2008 verzeichnet das Justizministerium insgesamt 1.215 Einbürgerungen, 496 mittels Naturalisation sowie 719 durch Option (STATEC, 2008).¹ Der überwiegende Teil der Naturalisationen entfällt mit einem Anteil von 24,1 % auf die Bevölkerung mit portugiesischer Nationalität.

Im November 2009 wurden die ersten Daten zum Antrag auf eine doppelte Staatsbürgerschaft veröffentlicht (Ministère de la Justice, 2009). Demnach haben im Zeitraum von Januar bis Oktober (die ersten zehn Monate nach Einführung des Gesetzes zur doppelten Staatsbürgerschaft) insgesamt 4.299 Personen beim Justizministerium einen Antrag auf Erhalt der luxemburgischen Nationalität gestellt. Die größte Gruppe stellen die Personen mit portugiesischer Nationalität dar (32,7%), 21,6 % entfallen auf Personen mit einer Nationalität eines Nachbarstaates (Frankreich, Belgien, Deutschland) und an dritter Stelle folgen Staatsangehörige ex-jugoslawischer Länder (Serbien, Bosnien, usw.) mit einem Anteil von 19,9 %. Antragsteller mit italienischer Nationalität sind mit einem Anteil von 10,3 % vertreten. Unter den Personen, die bis Oktober die luxemburgische Nationalität erhalten (3.152) haben, ist die Gruppe der 18- bis 27-jährigen Jugendlichen mit einem Anteil von 38,8 % (1.223) am stärksten vertreten. Allerdings können hier anhand

¹ Nach dieser alten Regelung konnten Ausländer, die Bluts- oder Territorialbindungen zu Luxemburg haben (z. B. Heirat mit einem luxemburgischen Staatsbürger, Absolvierung der Schulzeit in Luxemburg), die Staatsangehörigkeit durch Option erwerben. Ausländer, die weder Bluts- noch Territorialbindung zu Luxemburg haben, konnten nur durch Entscheidung der Abgeordnetenversammlung, d. h. durch Naturalisation, die luxemburgische Staatsangehörigkeit erlangen.

der Daten noch keine verlässlich bewertbaren Entwicklungen nachgezeichnet werden, da wegen der erst kurzen Zeit seit Inkrafttreten des Gesetzes noch keine langfristigen Daten bestehen.²

Im Zusammenhang mit den zunehmenden internationalen und globalen Migrationsströmen hat in den 1990er Jahren auch die Asylpolitik in Luxemburg an Bedeutung gewonnen. Im Jahr 1996 wurde in Luxemburg ein Gesetz zum Asylrecht eingeführt („Loi du 3 avril 1996 portant création d’une procédure relative à l’examen d’une demande d’asile“). Die Prozeduren werden als sehr strikt beschrieben, entsprechend liegt die Anerkennungsrate nach dem Genfer Status bei gerade einmal 2 % bis 5 % pro Jahr (Kollwelter, 2005). Vielen Asylbewerbern, vor allem Muslimen aus den serbisch-montenegrinischen Gebieten, wurde das Bleiberecht verwehrt (Kollwelter, 2005). Dabei wurden illegale Einwanderer während des ökonomischen Aufschwungs in Luxemburg lange Zeit regularisiert und anerkannt, ohne die offiziellen Prozeduren zu durchlaufen. Wegen der steigenden Zahl undokumentierter und zurückgewiesener Einwanderer wurde im Jahr 2001 ein Regularisierungsprogramm in die Wege geleitet, welches jedoch keine gesetzliche Basis hatte und sich an das Immigrationsgesetz von 1972 anlehnte. Seit dem Jahr 2001 wurde so ein Teil der illegalen Einwanderer regularisiert, wenngleich ein großer Teil auch weiterhin ausgeschlossen bleibt (Kollwelter, 2005).

5.3.4. Migrationsbewegungen in der jungen Generation

Zu einer Besonderheit der Jugend in Luxemburg zählt sicherlich deren ethnische und kulturelle Vielfalt. Im Kapitel 2 wurden die heterogene Nationalitätenstruktur und der hohe Anteil von Migranten in der jungen Generation beschrieben (47 % der 12- bis 29-Jährigen haben keine luxemburgische Nationalität). Dabei ist die Zahl der Einwanderer in den vergangenen Jahren weiter kontinuierlich angestiegen. Die Daten des STATEC (Tabelle 5.1) verdeutlichen diese Entwicklung. Die Tabelle verdeutlicht jedoch auch, dass es eine hohe Fluktuation von Migranten gibt, dass also die nationalstaatlichen Grenzen Luxemburgs in beide Richtungen durchlässiger geworden sind und ein starker transnationaler Austausch stattfindet. Hier wäre durchaus auch zu fragen, wie lange die Verweildauer bestimmter Migrantengruppen in Luxemburg ist und welches die Motive der Abwanderung einer zunehmenden Zahl von Menschen sind (z. B. Arbeitsmigration, Ruhestand im Ausland).

Tabelle 5.1.: Entwicklung der Zu- und Abwanderung in der Gesamtbevölkerung von 1990 bis 2008

Jahr	Zuwanderung	Abwanderung	Saldo
1990	10.281	6.339	3.942
1995	10.337	5.715	4.622
2000	11.765	8.121	3.644
2005	14.397	8.287	6.110
2008	17.758	10.058	7.700

Quelle: Migrationsdatenbank STATEC (1990-2008)

Die aufgezeigten Migrationsbewegungen spiegeln sich auch in der jungen Generation wider. Im Jahr 2008 kamen insgesamt 6.621 Einwanderer im Alter zwischen 12 und 29 Jahren ins Land. Die Verteilung nach Nationalität deutet darauf hin, dass es vor allem Jugendliche aus europäischen Ländern sind, die nach

² Auch ist im Gesetz festgelegt, dass die Dauer bis zur Ablehnung oder Abweisung einer Anfrage bis zu acht Monate betragen kann, so dass sich eine große Zahl der Anfragen noch in der Bearbeitung befindet und somit keine verlässlichen Aussagen zum Erhalt der doppelten Staatsbürgerschaft getroffen werden können.

Luxemburg kommen. Mit einem Anteil von 82,6% hat der überwiegende Teil der jugendlichen Einwanderer eine Nationalität eines EU-Landes. 11,7% entfallen auf andere EU-Länder und 17,4% auf Länder außerhalb der EU. Tabelle 5.2 zeigt die Zu- und Abwanderung der 12- bis 29-jährigen Bevölkerung nach Nationalität für das Jahr 2008.

Tabelle 5.2.: Zu- und Abwanderung der 12- bis 29-jährigen Jugendlichen im Jahr 2008 nach Nationalität

	Zuwanderung	in%		Abwanderung	in%
portugiesisch	1.649	24,9%	portugiesisch	668	21,6%
französisch	1.530	23,1%	luxemburgisch	644	20,8%
belgisch	344	5,2%	französisch	468	15,2%
deutsch	294	4,4%	belgisch	229	7,4%
luxemburgisch	288	4,3%	deutsch	124	4,0%
italienisch	255	3,9%	italienisch	112	3,6%
polnisch	196	3,0%	amerikanisch	73	2,4%
rumänisch	138	2,1%	britisch	54	1,7%
andere EU	776	11,7%	andere EU	330	10,7%
nicht-EU	1.151	17,4%	nicht-EU	387	12,5%
Total	6.621	100%	Total	3.089	100%

Quelle: Migrationsdatenbank STATEC (2008)

Jugendliche mit portugiesischer Nationalität zählen mit insgesamt 1.649 (24,9%) Einwanderern im Jahr 2008 zur größten Gruppe.³ Zur zweitgrößten Gruppe der Einwanderer zählen mit insgesamt 1.530 die Jugendlichen mit französischer Nationalität, was einem Anteil von 23,1% entspricht. Mit weitem Abstand folgen jugendliche Einwanderer mit belgischer (344; 5,2%) und deutscher (294; 4,4%) Nationalität. Dass Migration in Luxemburg auch in den Kontext globaler Entwicklungen eingebunden ist, zeigt die Zahl von 1.151 Jugendlichen mit außereuropäischer Nationalität (17,4%). Bei den 288 Zuwanderern mit luxemburgischer Nationalität handelt es sich wahrscheinlich um Jugendliche, die über einen gewissen Zeitraum ihren Wohnsitz ins Ausland verlagert hatten und nach Luxemburg zurückgekehrt sind. Die z. T. hohe Zahl der Abwanderer verdeutlicht die bestehende hohe Mobilität und Wanderungsbereitschaft vor allem auch in der jungen Bevölkerung. Hier zeigt sich, dass mit 668 Personen eine hohe Zahl von Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität das Land verlässt und vermutlich zum großen Teil (und vielleicht auch nur vorübergehend) nach Portugal zurückkehrt.

Differenziert nach Alter gehört der überwiegende Teil der jugendlichen Einwanderer zur Gruppe der 24- bis 29-Jährigen (3.981; 60,1%), während die Gruppe der Minderjährigen unter 18 Jahren mit 682 Einwanderern (10,3%) deutlich geringer vertreten ist. Der hohe Anteil von Migranten im erwerbsfähigen Alter könnte ein Indiz dafür sein, dass es sich bei den jugendlichen Migranten vor allem um Arbeitsmigranten handelt.

³ Nach Berger (2008, S. 1) hat die Zahl der Migranten mit portugiesischer Nationalität seit 2002 stark zugenommen (für alle Altersklassen waren es zwischen 1994 und 2001 etwa 2.000 pro Jahr, ab 2002 etwa 4.000 pro Jahr).

5.4. DIMENSIONEN DER INTEGRATION UND DER GESELLSCHAFTLICHEN TEILHABE VON MIGRANTENJUGENDLICHEN

Im Folgenden werden unter Rückgriff auf die vorne diskutierten theoretischen Konzepte verschiedene Lebensbereiche beleuchtet, die für die Beschreibung der Integrationssituation der unterschiedlichen Nationalitätengruppen in Luxemburg von Bedeutung sind. Dazu zählen die Teilhabe der Jugendlichen am Bildungssystem und am Arbeitsmarkt, die politische Teilhabe und das soziale Engagement, interethnische Kontakte während der Freizeit, Sprachkompetenz sowie die Identifikation und die gesellschaftliche Zugehörigkeit.

5.4.1. Die Position der Migrant*innen Jugendlichen im Bildungssystem und auf dem Arbeitsmarkt

Die Bildungsbenachteiligung von Migrantengruppen

Der Erfolg im Bildungssystem entscheidet maßgeblich über den späteren beruflichen Werdegang der Jugendlichen und damit auch über die gesellschaftliche Platzierung und Positionierung. Im Kapitel 3 wurde auf die besondere Bedeutung der schulischen aber auch der außerschulischen Bildungsprozesse und -abschlüsse für die Jugendlichen hingewiesen. Eine entscheidende Voraussetzung für die Eingliederung in die Lebens- und Arbeitswelt in Luxemburg ist der Bildungsabschluss. Vor allem die formalen Bildungsabschlüsse gelten nach wie vor als wichtige Voraussetzung für den Eintritt in den Arbeitsmarkt und entsprechende berufliche Positionen (siehe Kapitel 4).

In der luxemburgischen und internationalen Debatte um Bildungsbeteiligung im Allgemeinen und Schulleistungen im Besonderen wird auf die anhaltende Benachteiligung von Migrant*innen Jugendlichen in Luxemburg hingewiesen (vgl. PISA; MENFP & Universität Luxemburg, 2007). Die Gründe dafür sind vielfältig. Im Fachdiskurs werden mehrere Erklärungszusammenhänge diskutiert. Eine Erklärung für den geringeren Bildungserfolg bestimmter Gruppen Jugendlicher mit ausländischer Nationalität liegt in sozioökonomischen Zusammenhängen begründet. Die geringere Ressourcenausstattung von vielen Migrant*innen Familien wird als zentrale Ursache für die geringere Bildungsbeteiligung der Kinder und Jugendlichen bestimmter Migrantengruppen gesehen. Ein Teil der Jugendlichen mit Migrationshintergrund besitzt daher am Ende ihrer Schulzeit ein fundamentales Bildungs- und Qualifizierungsproblem, das auf ungleichen Startbedingungen beruht und im Laufe der Bildungsbiografie offenkundig nicht ausgeglichen werden kann. Ebenfalls können die Sprachkompetenzen von Kindern und Jugendlichen eine wichtige Voraussetzung für schulischen Erfolg sein. Die komplexe Sprachsituation in Luxemburg und insbesondere auch im Schulsystem stellt sicherlich eine besondere Herausforderung für verschiedene Migrantengruppen dar, insbesondere für die eher frankophon orientierten Kinder sowie zunehmend auch für Kinder, die keine der luxemburgischen Landessprachen sprechen.

Anhand der Verteilung in den unterschiedlichen Bildungszweigen der luxemburgischen Sekundarschule wurde im Kapitel 3 bereits auf die Chancenungleichheit zwischen unterschiedlichen Nationalitätengruppen im luxemburgischen Schulsystem hingewiesen. Es wurde deutlich gemacht, dass Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität im Vergleich zu verschiedenen Migrantengruppen durchschnittlich höhere Bildungsabschlüsse anstreben und erreichen. So sind Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität zu höheren Anteilen im „enseignement secondaire“ (ES) eingeschrieben als etwa die Jugendlichen portugiesischer Nationalität sowie Jugendliche aus ex-jugoslawischen Ländern und aus Nicht-EU-Staaten, die häufiger das „enseignement secondaire technique“ (EST) besuchen. Aber auch zwischen den verschiedenen Migrantengruppen bestehen erhebliche Differenzen in der Bildungsbeteiligung. Bestimmte Migrantengruppen durchlaufen das luxemburgische Bildungssystem recht erfolgreich, wie die vergleichsweise hohen Anteile von Jugendlichen aus anderen Ländern der EU (Belgien, Frankreich, Deutschland, Italien usw.) im ES zeigen. Ebenfalls sind einige Migrantengruppen zu hohen Anteilen in den internationalen Schulen (z.B. Europaschule) eingeschrieben und streben dort ebenfalls hohe Bildungsabschlüsse an. Offenbar

entwickeln diese Jugendlichen höhere Bildungsambitionen als andere, was sicherlich auch durch die vergleichsweise hohe sozioökonomische Ressourcenausstattung (Bildung und Einkommen) der Herkunftsfamilien dieser Migrantengruppen erklärt werden kann.

Diese ungleiche Verteilung der unterschiedlichen Nationalitäten auf die Bildungszweige des Schulsystems setzt sich erwartungsgemäß auch bei den Schulabschlüssen fort. Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität machen häufiger als Jugendliche mit portugiesischer und ex-jugoslawischer Nationalität einen Abschluss im ES („Première“). Auch die Migranten aus anderen EU-Staaten zeigen hohe Anteile von Absolventen im ES. Bei den Daten zu den Hochschulabschlüssen weisen vor allem die Jugendlichen aus den Nachbarländern Belgien und Frankreich sowie aus den anderen EU-15-Ländern hohe Anteile von tertiären Bildungsabschlüssen auf (bis zu 70 %). Andere Nationalitätengruppen hingegen, wie Jugendliche mit portugiesischer oder deutscher Nationalität, liegen mit einem Anteil von 12,3 % bzw. 32,0 % vergleichsweise niedrig, während Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität mit einem Anteil von 38,8 % einen mittleren Platz einnehmen.⁴

Dass Jugendliche aus bestimmten Gruppen mit ausländischer Nationalität besonders gravierende Probleme im luxemburgischen Schulsystem haben, zeigen auch die Daten zum Schulabbruch. Jugendliche mit portugiesischer, italienischer und kapverdischer Nationalität gehören mit überproportional hohen Anteilen zur Gruppe der Schulabbrecher.

Auch im Vergleich mit anderen europäischen Ländern zeigen Studien, dass verschiedene Migrantengruppen im luxemburgischen Schulsystem besonders benachteiligt sind. Die Agentur der Europäischen Union für Grundrechte stellt in ihrem Bericht (European Union Agency for Fundamental Rights, 2008, S. 85) heraus, dass Luxemburg zu jenen europäischen Ländern gehört, in denen Migranten im Schulsystem besonders benachteiligt sind. Dem Bericht zufolge sind Migranten in jenen Schulen überrepräsentiert, welche sich an Schüler mit besonderem Erziehungsbedarf richten und auch in Bildungszweigen, die zu geringeren Schulabschlüssen führen. Auch die international vergleichende PISA-Studie zu den Schulleistungen sieht den Migrationshintergrund in vielen Ländern als einen zentralen Erklärungsfaktor für Leistungsdefizite. Die luxemburgische PISA-Studie (Burton et al., 2007, S. 44) kommt zu dem Schluss, dass die Leistungsdifferenz zwischen Jugendlichen ohne und denjenigen mit Migrationshintergrund im Vergleich zu anderen europäischen Ländern sehr hoch ist.

Die Daten zeichnen also ein insgesamt problematisches Bild der Benachteiligung der zahlenmäßig großen Gruppen von Migranten im luxemburgischen Schulsystem. Dass es aber auch deutliche Tendenzen hin zu höheren Bildungsambitionen in der jungen Migrantengeneration gibt, zeigt Berger (2008) mit einer differenzierten Analyse der Migranten mit portugiesischer Nationalität. Er weist nach, dass das Qualifikationsniveau zwischen den Migrantengruppen der ersten Generation („primo-arrivants“) und der zweiten Generation⁵ sich im Laufe der vergangenen Jahre z. T. deutlich erhöht hat. Der Anteil jener Personen mit portugiesischer Nationalität mit höchstens einem Primarschulabschluss liegt in der ersten Generation noch zwischen 84 % und 93 % und in der zweiten Generation mit 32 % deutlich niedriger; der Anteil der Hochschulabsolventen liegt dagegen mit 10 % in der zweiten Generation (gegenüber 0 % bis 3 % in der ersten Generation) deutlich höher. Obwohl weiterhin große Ungleichheiten bei der Bildungsbeteiligung bestehen, scheint bei der Gruppe der Migranten mit portugiesischer Nationalität ein Teil der Jugendlichen

⁴ Bei einem Vergleich des höchsten Bildungsabschlusses der 24- bis 29-Jährigen.

⁵ Berger unterscheidet drei Gruppen der ersten Einwanderergeneration („primo-arrivants“): erstens Personen mit portugiesischer Nationalität die vor 1982 nach Luxemburg immigriert sind, zweitens Personen mit portugiesischer Nationalität, die zwischen 1982 und 1993 nach Luxemburg immigriert sind, und drittens Personen mit portugiesischer Nationalität, die nach 1993 nach Luxemburg immigriert sind. Zur zweiten Generation zählen Personen mit portugiesischer Nationalität, die entweder in Luxemburg geboren sind oder vor ihrem zwölften Lebensjahr nach Luxemburg immigriert sind.

im Vergleich zu der älteren Generation höhere Bildungsambitionen zu entwickeln und entsprechend höhere formale Abschlüsse anzustreben.

Soziale Ungleichheit und Differenzierung auf dem Arbeitsmarkt

Für einen Großteil der Migranten gehört vor allem eine bessere berufliche Perspektive in Luxemburg zu den zentralen Motiven der Migration. Der erfolgreiche Eintritt in das Berufsleben sowie die erfolgreiche Platzierung sind wichtige Voraussetzungen der gesellschaftlichen Integration und Teilhabe von Migrantengruppen.

Die formalen Bildungsabschlüsse bestimmen wesentlich über den Zugang zu Arbeitsbereichen und Berufspositionen. Wegen der unterschiedlichen Bildungsabschlüsse und Qualifizierungen ist davon auszugehen, dass auch die Übergänge in den Beruf und die Platzierung auf dem Arbeitsmarkt für die verschiedenen Nationalitätengruppen unterschiedlich verlaufen. So nehmen Jugendliche mit nichtluxemburgischer Nationalität durchschnittlich früher eine Erwerbsarbeit auf als Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität, was vor allem auf deren kürzeren Verbleib im Bildungssystem zurückgeführt werden kann.

Ein besonderes Problem, welches auch für öffentliche Aufmerksamkeit sorgt, ist die Arbeitslosigkeit in der jungen Generation. Verschiedene Migrantengruppen sind besonders stark von Arbeitslosigkeit betroffen. Insbesondere Jugendliche mit portugiesischer und ex-jugoslawischer Nationalität sind stärker von Arbeitslosigkeit betroffen als Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität und Migrantengruppen anderer europäischer Länder. Die geringere Bildungsbeteiligung der portugiesischen und ex-jugoslawischen Jugendlichen setzt sich daher offensichtlich auch in Form einer Benachteiligung auf dem Arbeitsmarkt fort. Die hohen Qualifikationsanforderungen des Arbeitsmarktes einerseits und die vergleichsweise geringen Qualifikationen dieser Nationalitätengruppen andererseits erschweren deren berufliche Integration und Positionierung auf dem Arbeitsmarkt in besonderem Maße. Estgen (2008) sieht in der bestehenden Segmentierung des Arbeitsmarktes eine weitere Schwierigkeit für den Integrationsprozess, da dadurch soziale Kontakte zwischen Personen mit luxemburgischer Nationalität und verschiedenen Migrantengruppen in der Arbeitswelt kaum stattfinden. Weiterhin zeigen Langers et al. (2009), dass das Armutsrisiko bei vielen Migrantengruppen (insbesondere bei Migranten mit portugiesischer Nationalität) z. T. deutlich höher liegt als bei Bewohnern mit luxemburgischer Nationalität, was auch auf die Ungleichheit bezüglich der beruflichen Positionierung und vor allem des Einkommens hindeutet (siehe Kapitel 6).

Wenngleich verschiedene Migrantengruppen offenbar größere Schwierigkeiten beim Einstieg in den Arbeitsmarkt haben und auch zu höheren Teilen niedrigeren Berufsstatusgruppen angehören, zeigen sich auch bei einigen Einwanderergruppen deutliche Tendenzen sozialer Mobilität. Berger (2008) konnte zeigen, dass die zweite Generation der Einwanderer mit portugiesischer Nationalität nicht nur über höhere formale Bildungsabschlüsse verfügt, sondern auch weniger stark auf die Berufsfelder ihrer Eltern konzentriert ist. In der ersten Einwanderergeneration arbeiten etwa 60 % der erwerbstätigen Männer im Baugewerbe, in der zweiten Generation ist es mit 23 % ein deutlich geringerer Teil. Bei den erwerbstätigen Frauen arbeiten in der ersten Generation 70 % als Haushaltshilfen, in der zweiten Generation sind es lediglich 9 %. Die im Vergleich zur ersten Einwanderergeneration höhere Bildungsbeteiligung der zweiten Generation macht deutlich, dass zumindest einem Teil der Migranten mit ausländischer Nationalität der soziale Aufstieg gelingt und sie sich dauerhaft beruflich platzieren können.

5.4.2. Möglichkeiten und Grenzen der politischen Partizipation von Migrantenjugendlichen

Die Teilhabe an Politik und an demokratischen Entscheidungsprozessen gilt in modernen Demokratien als wichtiger Gradmesser der gesellschaftlichen Integration. Luxemburg gehört neben Belgien zu den einzigen Ländern Europas, in denen eine gesetzliche Wahlpflicht für Bürger ab 18 Jahren besteht. Dies betrifft für die Parlamentswahlen jedoch ausschließlich Personen mit luxemburgischer Nationalität. Personen ohne luxemburgische Nationalität haben hier weder aktives noch passives Wahlrecht.

Mit den Verträgen von Maastricht wurden die gesetzlichen Rahmenbedingungen für das Wahlrecht auf europäischer und kommunaler Ebene in der EU zugunsten der Einwohner mit ausländischer Nationalität verändert. Prinzipiell wurde in Maastricht festgehalten, dass beim Wahlrecht für die EU-Bürger in allen Mitgliedsstaaten die gleichen Bedingungen gelten sollen wie für die Einheimischen. In Luxemburg können sich seit 1999 Ausländer aus der EU auf Wählerlisten eintragen, die sie berechtigen, bei Gemeinde- und EU-Wahlen ihre Stimme abzugeben. Seit 2003 sind auch Nicht-EU-Bürger berechtigt, an den Gemeindewahlen teilzunehmen. Das Wahlrecht gilt allerdings nur unter der Bedingung, dass die betroffene Person fünf Jahre im Land gelebt hat. Mit den Änderungen wurde für EU-Ausländer sowohl ein aktives als auch passives Wahlrecht auf Gemeindeebene eingeführt; jedoch dürfen sie weder Mitglied des Schöffenrats sein, noch das Amt des Bürgermeisters bekleiden. Von den Parlamentswahlen sind Bürger ohne luxemburgische Nationalität in Luxemburg nach wie vor ausgeschlossen. Da ausschließlich Personen mit luxemburgischer Nationalität und ab dem Alter von 18 Jahren wählen dürfen, sind insgesamt nur etwa 40 % der in Luxemburg wohnhaften Bevölkerung bei diesen Wahlen wahlberechtigt (Scuto, 2009, S. 348). In Luxemburg wird bereits seit langem eine Diskussion über die Anpassung des Wahlrechtes geführt (Schumacher, 2007). Ausländerorganisationen (ASTI, CLAE) plädieren für die Vereinfachung des Wahlrechtes für Ausländer (so etwa die Verringerung der Wohndauer oder die Verkürzung der Dauer zwischen Einschreibung und Wahl). Wenngleich Ausländer so weitgehend von der nationalen Politik ausgeschlossen sind, so bestehen doch etwa bei den Wahlen zu den Arbeitnehmerkammern für alle in Luxemburg Beschäftigten und Rentner (und damit auch für die in Luxemburg wohnhaften Ausländer sowie Grenzgänger) die Möglichkeit zur politischen Einflussnahme. Die Arbeitnehmerkammer ist per Gesetz aufgerufen, sich an dem Verfahren zur Ausarbeitung von Gesetzen und großherzoglichen Verordnungen zu beteiligen (Anhörungen, Stellungnahme).

Diese legislativen Rahmenbedingungen bilden auch einen wichtigen Kontext bei der Diskussion um die Frage der politischen Teilhabe von Migrantenjugendlichen. Gerade für Luxemburg mit einem hohen Anteil Jugendlicher ohne luxemburgische Nationalität kann deren Ausschluss von den Parlamentswahlen besondere Konsequenzen haben. Die ohnehin geringe demokratische Repräsentanz der Jugend durch das Wahlalter (ab 18 Jahren) wird zusätzlich dadurch geschwächt, dass die große Zahl Jugendlicher ohne luxemburgische Nationalität keine Wahlberechtigung in Luxemburg hat.⁶ Gerade vor diesem Hintergrund erscheint die politische Teilhabe außerhalb der klassischen Politikfelder von Wahlteilnahme und Parteipolitik für die junge Generation insgesamt, und die Migrantenjugendlichen im Besonderen, von großer Bedeutung. Zumindest hier können sie ihre Meinungen, Interessen und Ideen artikulieren und in die spezifischen demokratischen Werte, Kulturen und Traditionen des Landes hineinwachsen.

Gerade im Jugendalter hat die Partizipation außerhalb klassischer Politikfelder, etwa in selbstorganisierten Initiativen und Vereinen, einen besonderen Stellenwert. Das politische Interesse in der jungen Generation wird in vielen Jugendstudien als insgesamt gering herausgestellt und auch für Luxemburg weisen die bestehenden Daten auf ein eher geringes politisches Interesse bei einem Großteil der Jugendlichen hin (siehe Kapitel 8). Sämtliche Befunde für Luxemburg zeigen, dass Jugendliche mit ausländischer Nationalität sich besonders wenig für Politik interessieren und auch seltener an politischen und gesellschaftlichen Entscheidungsprozessen beteiligt sind. Während sich mehr als ein Drittel (38,2 %) der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität als politisch interessiert beschreibt, ist es bei den Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität lediglich ein Anteil von 9,1 %. Auch die Jugendlichen mit einer Nationalität eines Nachbarlandes und anderer Länder verzeichnen im Vergleich zu den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität mit 27,6 % bzw. 19,2 % ein deutlich geringer ausgeprägtes Politikinteresse (Datenbank ESS, 2004). Weiterhin zeigen die Daten des „European Social Survey“ (ESS) bezüglich der Einstellungen zur Politik, dass es Migrantengruppen besonders schwierig fällt, sich eine politische Meinung zu bilden, und

6 In anderen Ländern Europas gibt es bereits seit längerer Zeit Bestrebungen, das Wahlalter herabzusetzen. In Österreich besteht Wahlrecht ab 16 Jahre und in Deutschland gilt das für einige Bundesländer und Kommunen (Karlhofer, 2007).

dass das Vertrauen in die Politik geringer ausgeprägt ist. Insgesamt deuten die Daten darauf hin, dass Migrant*innenjugendliche im Vergleich zu den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität doch eine weitaus geringere Affinität zur Politik und dem politischen Entscheidungssystem aufweisen.

Diese Differenzen des politischen Interesses bei den unterschiedlichen Nationalitätengruppen setzen sich z. T. auch in anderen Bereichen gesellschaftspolitischen Engagements und gesellschaftlicher Teilhabe fort. Denn Jugendliche mit ausländischer Nationalität artikulieren auch vergleichsweise seltener ihre gesellschaftspolitischen Interessen in klassischen Bereichen politischer Partizipation und demokratischen Dialogs (z. B. Engagement in gesellschaftspolitischen Organisationen, Demonstrationen, Diskussionsforen usw.). Wie verschiedene Studien exemplarisch aufzeigen, sind vor allem Jugendliche mit portugiesischer Nationalität bei der Teilnahme an Petitionen, Demonstrationen oder der Mitarbeit in Organisationen und Vereinen deutlich weniger stark beteiligt als Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität (Heinen, 2008; Meyers & Willems, 2008). Insgesamt muss die politische Partizipation der Migrant*innenjugendlichen als problematisch beschrieben werden angesichts der Bedeutung, die diesen Teilhabechancen in der luxemburgischen Jugendpolitik eingeräumt wird.

5.4.3. Soziale Integration und Kohäsion: Interethnische Kontakte in Alltags- und Freizeitkontexten

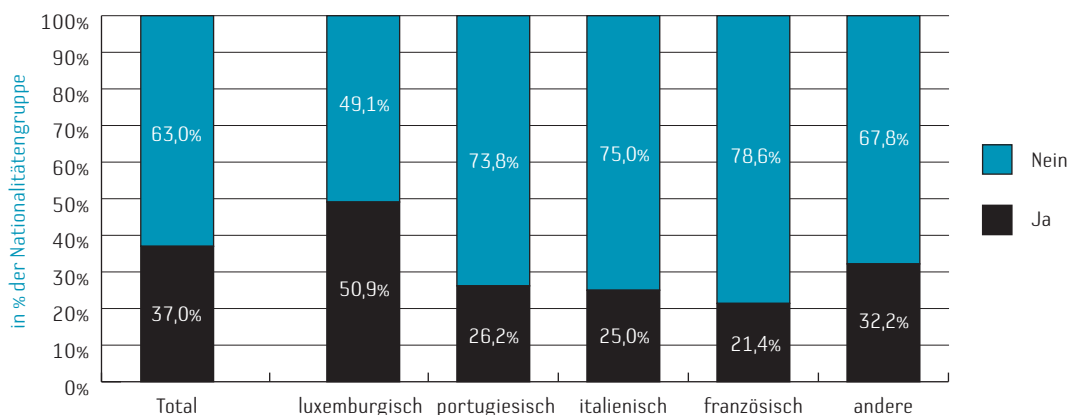
Neben den gesellschaftlichen Funktionssystemen (Bildungssystem, Arbeitsmarkt) und der politischen Teilhabe spielen auch das Alltagsleben, die sozialen Kontakte, die Begegnungen und die Netzwerke zwischen Jugendlichen unterschiedlicher Nationalität eine wichtige Rolle bei der Frage nach der gesellschaftlichen Integration. Vor allem der Freizeitbereich gilt im Jugendalter als zentraler Kristallisationspunkt interkultureller, interethnischer Kontakte und als Ort der Integration.

Im Folgenden werden beispielhaft für den Bereich der Jugendfreizeit die Integrationsleistungen und -probleme der Vereine sowie der Angebote der offenen Jugendarbeit beleuchtet. Weiterhin werden Freundschaftsbeziehungen und binationale Ehen als Indikatoren persönlicher Kontakte zwischen den Migrant*innengruppen und als Ausdruck sozialer Kohäsion dargestellt. Die Ergebnisse basieren vor allem auf den lokalen Jugendstudien des CESIJE, die im Rahmen verschiedener Jugendkommunalpläne durchgeführt wurden, auf einer Studie zum Freizeitverhalten des CEPS/INSTEAD (Bardes, 2008) sowie auf Daten des STATEC von 2008 zu Eheschließungen.

Zwischen Integration und Segregation: Jugendliche Migrant*innen in Vereinen und Jugendhäusern

Soziale Kontakte und Begegnungen zwischen Jugendlichen unterschiedlicher Herkunft finden in Alltagszusammenhängen von Schule, Freizeit und Beruf statt. Eine wichtige Bedeutung im Freizeitbereich haben die Vereine, welche auch einen zentralen Stellenwert bei der Integration der nachwachsenden Generation in die Gesellschaft einnehmen. Sie können insbesondere auch für Jugendliche mit ausländischer Nationalität einen wichtigen Kontakt- und Begegnungsraum mit der Aufnahmegesellschaft darstellen. Die Mitgliedschaft in Vereinen kann Ausdruck für das Interesse der Migrant*innenjugendlichen an einer intensiven Beteiligung am sozialen Leben dieser Gesellschaft sein; ist aber auch Ausdruck der Offenheit der Aufnahmegesellschaft gegenüber neuen Mitbürgern. Die Mitgliedschaft und das Engagement der Jugendlichen im Verein stärken deren Eigeninitiative und Selbstverantwortung und sind eine Form der Selbsthilfe und der aktiven demokratischen Beteiligung (siehe auch Kapitel 8).

Für den Bereich der Vereinsaktivität und -integration geben die lokalen Jugendstudien Hinweise auf die Situation in Luxemburg. Im Rahmen der Erhebungen wurde nach der Vereinsmitgliedschaft der Jugendlichen gefragt und die Ergebnisse nach Nationalität analysiert. Auf Basis einer Befragung von Jugendlichen in der Stadt Luxemburg zeigen Meyers und Willems (2008, S. 189f.) die starken nationalitätsspezifischen Unterschiede bei der Vereinsmitgliedschaft auf.

Abbildung 5.1.: Vereinsmitgliedschaft der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen nach Nationalität

Quelle: PCJ Stadt Luxemburg 2004; n = 876

Wie die Abbildung 5.1 zeigt sind von den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität mit einem Anteil von 50,9% mehr als die Hälfte Mitglied in einem Verein. Bei Jugendlichen mit ausländischer Nationalität liegt der Wert z. T. deutlich unter 30% (portugiesisch: 26,2%; italienisch: 25,0%; französisch: 24,4%). Auch die Befunde für andere luxemburgische Gemeinden deuten auf ein vergleichsweise geringes Vereinsengagement der Jugendlichen mit ausländischer Nationalität hin. So stellen auch Heinen, Boultagen und Willems (2007) in einer Studie zur Jugend in Esch-sur-Alzette die geringe Vereinsmitgliedschaft von Migrant*innenjugendlichen heraus (luxemburgisch: 32,0%; nichtluxemburgisch: 23%). Auch Beirão (1999, S.80) sieht Jugendliche mit portugiesischer Nationalität in den meisten Vereinen (mit Ausnahme der Fußballvereine) unterrepräsentiert, wenngleich sie auch auf die Veränderungen und ein sich verstärkendes Vereinsengagement der jüngeren Einwanderergeneration hinweist. Zu ähnlichen Befunden kommen Meyers, Heinen, Legille und Willems (2009a, 2009b) für vier Gemeinden im Osten des Landes (Betzdorf, Niederanven, Sandweiler und Contern), in denen die Vereinsmitgliedschaft von Migranten ebenfalls vergleichsweise geringer ist. Die Autoren nennen unterschiedliche Gründe für die geringere Beteiligung von Migrant*innenjugendlichen. Familiäre Vereinstraditionen scheinen von der älteren an die jüngere Generation weitergegeben zu werden. Die Vereinsmitgliedschaft der Jugendlichen wird stark vom Vereinsengagement der Eltern bestimmt; die hohe Vereinsaktivität der Eltern mit luxemburgischer Nationalität einerseits und die geringe Aktivität der Eltern mit ausländischer Nationalität andererseits setzen sich in der jüngeren Generation fort.

Weitere Studien zeigen, dass auch die Engagementbereitschaft der Migrant*innenjugendlichen mit der Art des Vereines variiert. Wenngleich sich die zugrunde gelegten Studien im Rahmen des PCJ auf einzelne Gemeinden beziehen und die Fallzahlen z. T. gering sind, zeigen die Studien, dass verschiedene Vereinsarten eher von Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität dominiert werden, während andere Vereine durchaus auch zum großen Teil von Migrant*innengruppen besucht werden. So sind Jugendliche mit ausländischer Nationalität in verschiedenen Sportvereinen z. T. überrepräsentiert (Jungen insbesondere in Fußballvereinen). Dagegen sind Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität vor allem in Jugendclubs, in Musik- und Gesangsvereinen sowie der Feuerwehr aktiv (Meyers et al., 2009a, 2009b). Auch eine Studie des CEPS (Bardes, 2008) zeigt die nationalitätsspezifischen Differenzen im Freizeitverhalten und den Freizeitaktivitäten. Von den Migrant*innengruppen sind vor allem Jugendliche mit portugiesischer Nationalität seltener in spezifischen Bereichen wie z. B. Kunst, Sport oder Pfadfinder aktiv. Dabei sehen die Autoren der CEPS/INSTEAD-Studie einen starken Zusammenhang zwischen sozialer Herkunft, Nationalität und der Art des Vereinsengagements.

Les enfants issus des milieux les plus favorisés ainsi que les jeunes luxembourgeois et autres jeunes européens membres de l'UE-15 (exception faite du Portugal) cumulent, durant leur temps libre, activités sportives et artistiques [...] À l'inverse, les conditions d'accès au sport, ou plus exactement à certains types de sports, à l'art ou encore à certaines pratiques juvéniles telles que le scoutisme jouent en défaveur des enfants venant des milieux les moins aisés, des Portugais et des ressortissants hors UE-15. (Bardes, 2008, S. 7)

Diese Ergebnisse zum Vereinsengagement haben deutlich gemacht, dass Jugendliche mit ausländischer Nationalität nicht nur im Durchschnitt seltener im Verein aktiv sind, sondern auch oft in anderen Vereinen als ihre Altersgenossen mit luxemburgischer Nationalität sind. Offenbar spielen institutionelle, sprachliche und soziale Barrieren hier eine große Rolle. Die Segmentierung in Schule und Arbeitswelt zwischen Jugendlichen unterschiedlicher nationaler Herkunft scheint sich in der Freizeit fortzusetzen; die Integrationskraft verschiedener Vereine wird dadurch in Frage gestellt.

Als weiterer Aspekt der sozialen Integration von Migrantenjugendlichen wurden die sozialen Kontakte der Migrantenjugendlichen erhoben (Datenbank ESS 2004). Es wurde nach der Einschätzung gefragt, wie häufig die Befragten im Vergleich zu anderen Gleichaltrigen an geselligen Ereignissen oder Treffen teilnehmen. Mit dieser Frage lässt sich zwar nicht die Kontakthäufigkeit zwischen Jugendlichen unterschiedlicher Nationalität darstellen (um etwa die Häufigkeit interethnischer Kontakte abzubilden), dafür aber die Selbsteinschätzung der sozialen Einbindung. In Tabelle 5.3 sind die Ergebnisse dargestellt.⁷

Tabelle 5.3.: Häufigkeit der Teilnahme der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen an geselligen Ereignissen oder Treffen im Vergleich zu anderen Gleichaltrigen nach Nationalität

	luxemburgisch	portugiesisch	andere	Total
viel seltener als die meisten	7,9%	22,9%	8,1%	11,0%
seltener als die meisten	17,9%	20,8%	21,6%	19,1%
ungefähr gleich oft	54,6%	40,6%	59,5%	52,5%
häufiger als die meisten	13,2%	10,4%	4,1%	11,2%
viel häufiger als die meisten	6,3%	5,2%	6,8%	6,1%
Total	100%	100%	100%	100%

Quelle: Datenbank ESS 2004; n (ungewichtet) lux. = 276, port. = 69, andere = 61; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Die Tabelle zeigt, dass insgesamt fast ein Drittel der Jugendlichen der Meinung ist, seltener oder viel seltener als andere Gleichaltrige an geselligen Ereignissen oder Treffen teilzunehmen. Ein Blick auf die Nationalitäten zeigt eine deutliche Differenzierung. Bei den Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität sieht sich ein Anteil von insgesamt 43,7% seltener oder viel seltener an Ereignissen und Treffen beteiligt, während die Anteile bei den Jugendlichen mit anderer ausländischer Nationalität mit 29,7% und bei den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität mit 25,8% deutlich niedriger liegen. Die Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität schätzen ihre soziale Eingebundenheit damit deutlich geringer ein als Jugendliche anderer Nationalitäten. Eine differenzierte Betrachtung nach Geschlecht zeigt, dass es vor allem die Mädchen mit portugiesischer Nationalität sind, die sich im Vergleich zu anderen Gleichaltrigen als weniger

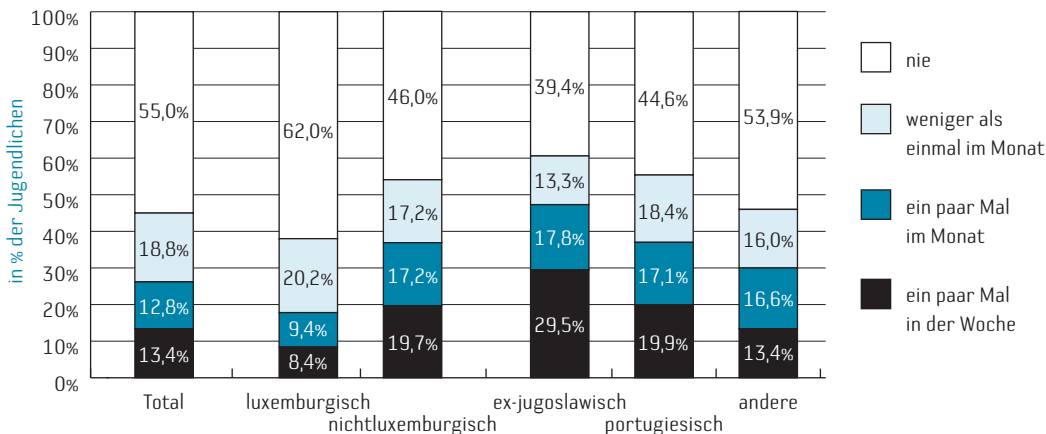
⁷ Wegen der geringen Fallzahlen bei einzelnen Nationalitäten (außer portugiesische Nationalität) werden diese Fälle zu ‚andere‘ zusammengefasst.

sozial eingebunden sehen.⁸ Auch Beirão (1999, S.81f.) hatte bereits in ihrer qualitativen Studie zu portugiesischen Familien auf die geringere soziale Einbindung insbesondere der Mädchen mit portugiesischer Nationalität hingewiesen. Sie führte dies vor allem auf die im Vergleich zu den Jungen geringeren Freiräume zurück.

Neben den strukturellen Unterschieden bezüglich der sozialen Teilhabe, die beispielhaft am Vereinsengagement herausgestellt wurden, zeigen sich also auch auf der Ebene der subjektiven Einschätzung der eigenen sozialen Eingebundenheit Hinweise auf nationalitätsspezifische Segmentierungen. Während ein vergleichsweise hoher Teil der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität sich im Verein engagiert und sich ein nur vergleichsweise geringer Teil als wenig sozial eingebunden einschätzt, sind Migranten (insbesondere jene mit portugiesischer Nationalität) verhältnismäßig selten in Vereinen aktiv und fühlen sich auch weniger sozial eingebunden.

Neben den Vereinen gehören die Jugendhäuser zu den wichtigen Akteuren im Feld der Jugendarbeit. Als die zentralen Anbieter der offenen Jugendarbeit in den luxemburgischen Gemeinden richten sie sich an junge Menschen und machen Angebote zu Freizeitaktivitäten, die sich sowohl an allgemein-pädagogischen wie auch an gesellschaftspolitischen Zielen orientieren. Die Integration von Migranten spielt dabei eine wichtige Rolle. Die Ergebnisse der PCJ-Studien zeigen, dass Jugendliche mit ausländischer Nationalität die Jugendhäuser deutlich häufiger als Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität besuchen (für die Südregion siehe Abbildung 5.2).

Abbildung 5.2.: Häufigkeit des Jugendhausbesuchs der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen nach Nationalität



Quelle: PCJ SUD 2006; n (ungewichtet) = 1.247; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Meyers und Willems (2008, S. 185) stellen auch für die Stadt Luxemburg diese nationalitätsspezifischen Differenzen heraus. Hier gehören ebenfalls Jugendliche mit ausländischer Nationalität zu der stärksten Besuchergruppe von Jugendhäusern: 11,8% der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität im Vergleich zu 5,1% der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität gehören zu den regelmäßigen Jugendhausbesuchern. Dies deutet darauf hin, dass das Angebot der Jugendarbeit offensichtlich die Jugendlichen mit ausländischer Nationalität erreicht, die von den anderen Freizeitangeboten (wie z. B. Vereinen) nicht profitieren. Andererseits aber werden Jugendhausbesucher von den außenstehenden Jugendlichen oft mit

⁸ Insgesamt 12,9% der Jungen mit portugiesischer Nationalität sehen sich als, viel seltener sozial eingebunden; bei den Mädchen liegt der Anteil mit 24,7% deutlich höher.

negativen Stigmatisierungen belegt und wahrgenommen. Auch wenn die nationale Zugehörigkeit nicht als Grund der Abgrenzung und Distanz explizit formuliert wird, so verdeutlichen die Ergebnisse doch, dass die vorhandenen Segmentierungstendenzen zwischen den Nationalitätengruppen auch im Bereich der offenen Jugendarbeit z. T. weiterbestehen. Als Grund für die häufige Meidung des Jugendhauses, insbesondere durch Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität, gibt ein Großteil der befragten Jugendlichen an, dass sich dort die „falschen Leute“ aufhalten. Diese Ergebnisse sind jedoch nicht auf alle Gemeinden und Jugendhäuser im Land übertragbar und sind von den lokalen Bedingungen, dem spezifischen lokalen Umfeld, den Traditionen und Angeboten des jeweiligen Jugendhauses abhängig. Dies könnte eine Erklärung dafür sein, weshalb in verschiedenen Jugendhäusern die Besucherstruktur nach Nationalität stärker heterogen zusammengesetzt ist (vgl. Meyers et al., 2009a, S. 103).

Soziale Kontakte zwischen Migrantengruppen

Freundschaftsbeziehungen

Die überwiegende Mehrheit der luxemburgischen Jugendlichen fühlt sich heute einer festen Freundesgruppe zugehörig. Gleichaltrigengruppen haben sich zu einer wichtigen Sozialisationsagentur und einem wichtigen Lernfeld für Heranwachsende entwickelt. „Gruppen sind wichtige Interaktionsfelder, wo Jugendliche ihre Selbstbilder entwerfen und ausprobieren können.“ (Eckert, Reis & Wetzstein, 2000, S. 17). Dabei können ethnische Zugehörigkeiten und kulturelle Orientierungen bei dem Prozess der Selbstdefinition einer Gruppe als wichtige Referenzpunkte gelten. Wir gehen davon aus, dass ethnisch gemischte Freundeskreise und Bekanntnetzwerke ein Indikator für verstärkte Interaktionen zwischen Jugendlichen unterschiedlicher Herkunft darstellen und ein wichtiger Schritt einer gelingenden Integration sein können.

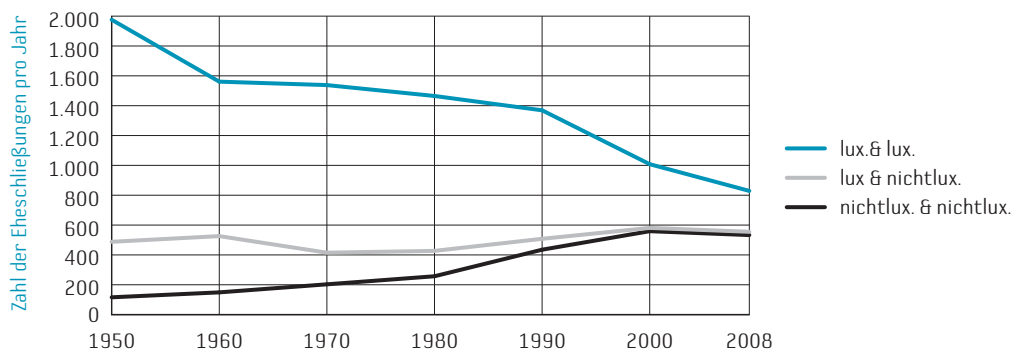
Die Ergebnisse der lokalen Jugendstudien im Rahmen des Jugendkommunalplanes geben Hinweise auf die Zusammensetzung der Freizeitcliquen und Freundesgruppen. Für die Stadt Luxemburg zeigen Meyers und Willems (2008, S. 129) auf, dass Tendenzen zu eher ethnisch homogenen Gruppen vor allem bei Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität bestehen. Im Rahmen einer Befragung gibt mit einem Anteil von 74,4 % fast drei Viertel der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität an, dass der Großteil des Freundeskreises aus Jugendlichen der gleichen (luxemburgischen) Nationalität zusammengesetzt ist. Auch von den Jugendlichen mit ausländischer Nationalität gibt ein Großteil der Befragten an, dass die meisten Freunde die gleiche Nationalität haben wie sie selber (v. a. bei der Gruppe mit portugiesischer Nationalität ist der Anteil mit 67,0 % besonders hoch). Weitere kommunale Jugendstudien in anderen Landesteilen kommen zu ähnlichen Ergebnissen (Heinen, 2008; Meyers et al., 2009a, 2009b). Beirão (1999, S. 79ff.) beschrieb bereits im Jahr 1999 auf Basis einer qualitativen Studie zur Situation portugiesischer Migranten in Luxemburg anhand von Fallbeispielen die Segmentierungstendenzen zwischen Jugendlichen mit luxemburgischer und portugiesischer Nationalität während der Freizeit. Meyers und Willems (2008) führen in der Jugendstudie für die Stadt Luxemburg die geringen Kontakte zwischen den verschiedenen Nationalitätengruppen vor allem auf den Besuch unterschiedlicher Schulen aber auch auf die Konzentration von Nationalitätengruppen auf die verschiedenen Stadtviertel zurück, was die Kontakthäufigkeit zwischen Jugendlichen unterschiedlicher Nationalität verringert.

Binationale Ehen

Neben binationalen Bekanntschaften und Gruppenmitgliedschaften zählen binationale Ehen – also die Heirat zwischen Migranten und Einheimischen – als wichtiger Indikator für die soziale Integration. Die Eheschließungen bedeuten dauerhafte soziale Interaktionen und Vernetzung über ethnische Gruppen Grenzen hinweg und verstärken so die Integration in vielen anderen Lebensbereichen (Schroedter & Kalter, 2008, S. 351f.). Als Begründungen für die Zunahme binationaler Ehen werden verschiedene Aspekte diskutiert. So können beispielsweise zunehmende Bildung und höhere Arbeitsmarktpositionen dazu führen, dass es für Migranten schwieriger wird, statushomogene Partner in der eigenen Nationalitätengruppe zu

finden (wenn von einer Unterschichtung ausgegangen wird) und der einheimische Heiratsmarkt dadurch an Attraktivität zunimmt. Auch die Gelegenheitsstrukturen des Heiratsmarktes spielen eine Rolle. Nauck (2009, S. 696) weist darauf hin, dass ethnisch stratifizierte oder segregierte Bildungs-, Beschäftigungs- und Wohnverhältnisse die Wahrscheinlichkeit einer binationalen Partnerwahl reduzieren. In Abbildung 5.3 ist die Entwicklung der binationalen Eheschließungen in Luxemburg im Kontext der jährlichen Eheschließungen in der Gesamtbevölkerung abgebildet.

Abbildung 5.3.: Entwicklung der Eheschließungen in der Gesamtbevölkerung nach Nationalität der Ehepaare von 1950 bis 2008



Quelle: Datenbank Stateg (mariages selon la nationalité des conjoints); n = 1.983-2.580

Wie aus Abbildung 5.3 hervorgeht ist die Gesamtzahl der Eheschließungen in Luxemburg rückläufig (1950: 2.580; 2008: 1.917). Der deutlichste Rückgang ist bei den Ehen zu verzeichnen, in denen beide Partner die luxemburgische Nationalität haben. Vor allem seit den 1970er Jahren ist ein starker Anstieg binationaler Eheschließungen feststellbar. Auch die Ehen bei denen beide Ehepartner eine ausländische Staatsangehörigkeit haben, sind deutlich angestiegen.

Van Kerm (2005) hat auf Basis der PSELL-Daten aus dem Jahr 2003 die Zusammensetzung von Paaren generell in Luxemburg ermittelt und dabei auch die nichtehelichen Lebensgemeinschaften berücksichtigt. Der Autor weist auf eine Tendenz zur starken Homogenität der Paare nach Nationalität hin. Die überwiegende Mehrheit von 91 % der Personen mit luxemburgischer Nationalität hat eine(n) Partner(in) mit luxemburgischer Nationalität, das Gleiche gilt für Personen mit portugiesischer Nationalität. Nur 1 % der Personen mit luxemburgischer Nationalität hat eine(n) Partner(in) mit portugiesischer Nationalität. Jedoch haben 20 % der EU-15-Ausländer eine(n) Partner(in) mit luxemburgischer Nationalität.⁹

5.4.4. Sprachen als Schlüssel zur interkulturellen Verständigung

In Luxemburg bestehen drei offizielle Landessprachen: Luxemburgisch, Französisch und Deutsch. Diese Sprachen werden im Alltag sowie in der Arbeitswelt benutzt. Im Gegensatz zu anderen europäischen Ländern (z. B. Belgien, Schweiz) bestehen in Luxemburg keine Sprachregionen.¹⁰ Während Luxemburgisch vor allem in der Familie und im Alltag sowie in der Vorschule erlernt wird, gehört das Erlernen von Französisch und Deutsch zum Curriculum in der Schule. Wenn auch nicht als offizielle Sprachen anerkannt, haben

⁹ Die Daten beziehen sich auf das gesamte Panel des PSELL und umfassen damit alle Altersgruppen.

¹⁰ Dennoch bestehen, je nach Grenznähe zu den französisch- oder deutschsprachigen Nachbarländern, auch regionale Tendenzen.

bedingt durch die Zuwanderung auch die portugiesische und die englische Sprache in der Alltags- und Berufswelt an Bedeutung gewonnen.

Verschiedene Autoren verweisen auf den Zusammenhang zwischen sprachlicher und sozialer Hierarchie (Tausch, 1986; Hartmann-Hirsch, 1998). Sie zeichnen das Bild einer Pyramide, wonach auf der untersten Basis das alltägliche Französisch der Migranten zu verorten ist, eine Stufe darüber Luxemburgisch, dann Deutsch und an der Spitze folgt ein „upper class“ Französisch und mit kleinem Anteil auch Englisch. Dies ist ein sehr vereinfachtes Modell, es deutet jedoch darauf hin, dass Sprache eine starke soziale Dimension hat und dass mittels Sprache soziale Zugehörigkeiten aber auch Abgrenzungen markiert werden können. Weis (2007, S. 183f.) betont aber, dass sich die Sprachsituation weitaus komplexer darstellt als ein solches Modell es darzustellen in der Lage ist. So kann sich der Sprachgebrauch je nach Situation ändern, denn die Beherrschung mehrerer Sprachen ist in Luxemburg die Norm, so dass auch das situative Wechseln der Sprache zur Alltagspraxis gehört. Fehlen (2009) zeigt auf Basis einer repräsentativen Befragung, dass ein Großteil der in Luxemburg wohnhaften Bevölkerung mehrere Sprachen beherrscht. Als Dimension der kulturellen Integration gehören Sprachkompetenz und Sprachgebrauch sowie die damit einhergehenden normativen Orientierungen zu den wichtigen Bereichen. Zur Beschreibung der Sprachsituation in der jungen Generation greifen wir vor allem auf die Befunde aus den Baleine-Studien zurück (Fehlen, 2009). Weitere Datenquellen stellen die Erhebungen des ESS (Datenbank ESS 2004) sowie die PSELL-3-Datenbank (2007) dar, die ebenfalls Informationen zum Sprachgebrauch für die Altersgruppe der 15- bis 29-Jährigen (ESS) bzw. 16- bis 29-Jährigen (PSELL-3) enthalten. Für das folgende Kapitel wurden die Daten gesondert ausgewertet.

Sprachkompetenz und Sprachgebrauch

Für Migranten gilt das Beherrschen der Sprachen des Aufnahmelandes als eine wichtige Voraussetzung der Verständigung und der Kontaktaufnahme mit der einheimischen Bevölkerung. Ohne grundlegende Beherrschung der Sprache ist es nicht möglich, sich in einen produktiven Austausch mit der Mehrheitsgesellschaft zu begeben, deren Wertvorstellungen und Handlungsweisen zu verstehen und in das eigene Handlungssystem zu integrieren. Darüber hinaus spielt Sprache bei dem Prozess der Entwicklung eines Zugehörigkeitsgefühls zur Aufnahmegesellschaft und der Identifikation eine wichtige Rolle. Die meisten theoretischen Modelle, mit denen die Sprachkompetenz als Faktor der Integration beschrieben wird, basieren auf der Vorstellung, dass Integration in einem Kontext der Einsprachigkeit der Aufnahmegesellschaft stattfindet (vgl. Esser, 2008). Entsprechend werden in den meisten Ländern Migranten mit zwei Sprachen konfrontiert: der Erst- oder Muttersprache und der später erlernten Zweitsprache.

Vor dem Hintergrund der besonderen Sprachsituation in Luxemburg mit drei offiziellen Landessprachen sind die Einwanderer hier jedoch mit einer komplexen Situation der Mehrsprachigkeit konfrontiert. Wenn davon ausgegangen werden kann, dass die einheimische Bevölkerung mehrere Sprachen beherrscht, kann die Verständigung mit der einheimischen Bevölkerung in Luxemburg auch über mehrere verschiedene Sprachen erfolgen. Damit besteht in Luxemburg, im Gegensatz zu vielen anderen europäischen Ländern, keine eindeutige Integrationssprache.

Jedoch wird der luxemburgischen Sprache in diesem Zusammenhang ein zunehmend hoher Stellenwert beigemessen. So wird das Sprechen der luxemburgischen Sprache als wichtiger Teil der luxemburgischen Identität gesehen. Einer TNS-Ilres-Befragung (2007) zufolge sind 87% der Befragten der Meinung, dass Luxemburgisch zu sprechen unverzichtbar sei, um sich Luxemburgisch zu fühlen. Für die Migranten ist oder bleibt jedoch auch ihre Muttersprache von großer Bedeutung, stellt sie doch eine wichtige Brücke zu sozialen Netzwerken des Herkunftslandes dar. Wie Studien in Deutschland zeigen, kann Bilingualität zudem für die junge Migrantengeneration auch eine wichtige, beruflich bedeutsame Ressource darstellen (Reinders 2009, S. 20). Hier bleibt jedoch zu fragen, inwieweit dies auch für Jugendliche in Luxemburg zutrifft.

Sprachkompetenz

Auf Basis der Daten des PSELL-3 aus dem Jahr 2007 lassen sich Sprachkompetenzen der Jugendlichen unterschiedlicher Nationalität darstellen. Hier wurde die Frage gestellt, in welchem Maße die Jugendlichen Schwierigkeiten beim Sprechen der jeweiligen Sprache haben. In Tabelle 5.4 sind die prozentualen Anteile jener Jugendlichen dargestellt, die angeben, keine Schwierigkeiten beim Sprechen der jeweiligen Sprache zu haben.¹¹

Tabelle 5.4.: Anteil der 16- bis 29-jährigen Jugendlichen, die keine Probleme haben, die jeweilige Sprache zu sprechen nach Nationalität

Sprache	Nationalität				Total
	luxemburgisch	portugiesisch	belg., franz., oder deutsch	andere	
luxemburgisch	99,0%	41,5%	21,0%	43,8%	73,6%
französisch	88,9%	66,2%	92,7%	71,2%	82,8%
deutsch	97,0%	29,9%	37,9%	54,8%	73,2%
englisch	71,8%	21,6%	54,7%	58,0%	58,9%

Quelle: Datenbank PSELL-3 (2007); n (ungewichtet) = 1.909-1.911; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Die Abbildung verdeutlicht die Vielsprachigkeit der jungen Generation in Luxemburg. Insgesamt verfügt ein überwiegender Teil der Jugendlichen über Sprachkompetenzen in den drei Landessprachen Luxemburgisch (73,6%), Französisch (82,8%) und Deutsch (73,2%) sowie der Fremdsprache Englisch (58,9%). Vor allem die Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität verfügen über besonders hohe Kompetenzen in den drei Landessprachen sowie Englisch. Bei den Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität liegen die Anteile bei allen Sprachen deutlich niedriger. Französisch bereitet einem Großteil dieser Gruppe offenbar keine Probleme (66,2%). Auch geben 40,5% der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität an, Luxemburgisch ohne Probleme zu sprechen. Bei Deutsch und Englisch liegen die Werte dagegen deutlich niedriger. Bei den Jugendlichen aus den Nachbarländern herrscht Französisch vor, was vor allem auf die hohen Anteile französischer und belgischer Jugendlicher zurückzuführen ist. Dieser Gruppe der Jugendlichen aus den Nachbarländern bereitet die luxemburgische Sprache offenbar die größten Schwierigkeiten. Nur ein Fünftel gibt an, die luxemburgische Sprache ohne Schwierigkeiten zu sprechen.

Dass bei Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität die portugiesische Sprache einen hohen Stellenwert einnimmt, zeigen die Befunde von Fehlen (2009, S. 87-88). Er zeigt auf Basis einer Befragung, dass mit einem Anteil von 41% der größte Teil der 19- bis 24-jährigen Befragten mit portugiesischer Nationalität angibt, die portugiesische Sprache am besten von allen Sprachen zu sprechen. Erst danach folgen die luxemburgischen Landessprachen. Mit einem Anteil von 36% gibt mehr als jeder dritte Befragte an, die französische Sprache am besten zu sprechen; Luxemburgisch folgt mit einem Anteil von 23%. Wenngleich die portugiesische Sprache für Jugendliche mit portugiesischer Nationalität von großer Bedeutung ist, zeigen die Daten, dass sie im Vergleich zu den älteren Generationen in der jüngeren Generation leicht an Bedeutung verloren hat. In den älteren Bevölkerungsgruppen nimmt die portugiesische Sprache einen höheren Stellenwert ein (25 bis 34 Jahre: 67%, 35 bis 49 Jahre: 72%).

¹¹ Da es sich hier um subjektive Selbsteinschätzungen der Jugendlichen handelt, denen keine festgelegten Kriterien zugrunde liegen (wie z.B. bei standardisierten Sprachtests), kann jedoch nicht auf objektive Sprachkompetenzen geschlossen werden.

Sprachgebrauch

Neben der Sprachkompetenz stellt sich weiterhin die Frage, inwieweit Sprachen im Lebensalltag benutzt werden. Zu dieser Frage stehen Daten des ESS (2004) zur Verfügung, die allerdings aufgrund ihres geringen Stichprobenumfangs keine differenzierten Analysen nach Nationalität erlauben, sondern lediglich zu den Jugendlichen mit luxemburgischer und portugiesischer Nationalität.¹² Als wichtiger Kontext des Sprachenlernens und des Sprachgebrauchs gilt die Familie. In der Umfrage wird nach den im Haushalt gesprochenen Sprachen gefragt.¹³

Den Daten zufolge wird mit einem Anteil von 30,7% in fast einem von drei Haushalten der Jugendlichen zwischen 15 und 29 Jahren mehr als eine Sprache gesprochen. Während bei den Haushalten der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität dieser Anteil vergleichsweise gering ist (17,4%), ist er bei den Jugendlichen ohne luxemburgische Nationalität (v. a. portugiesische Nationalität) deutlich höher. Hier wird in bis zu 60% der Haushalte mehr als eine Sprache gesprochen. In der Tabelle 5.5 sind die in den Haushalten der Jugendlichen gesprochenen Sprachen detailliert aufgelistet.

Tabelle 5.5.: Gesprochene Sprache(n) in den Haushalten der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Nationalität

Sprache	Nationalität			
	luxemburgisch	portugiesisch	andere	Total
luxemburgisch	82,8%	4,1%	1,5%	54,6%
luxemburgisch u. andere	12,5%	0%	15,2%	10,2%
luxemburgisch u. portugiesisch	1,0%	1,0%	0%	0,9%
portugiesisch	0,7%	35,1%	3,0%	8,3%
portugiesisch u. andere	0,7%	26,8%	1,5%	6,3%
portugiesisch u. luxemburgisch	1,0%	30,9%	0%	7,2%
andere	1,3%	2,1%	78,8%	12,6%
Total	100%	100%	100%	100%

Quelle: Datenbank ESS 2004; n (ungewichtet) lux. = 267, port. = 70, andere: 54; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Bei den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität ist auch die luxemburgische Sprache von größter Bedeutung. Mit einem Anteil von 82,8% wird hier in den meisten Haushalten ausschließlich Luxemburgisch gesprochen. Bei den Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität ist die portugiesische Sprache am wichtigsten. In vielen portugiesischen Haushalten wird aber mehr als eine Sprache gesprochen. Hier wird in fast einem Drittel der Haushalte sowohl Portugiesisch als auch Luxemburgisch gesprochen. Portugiesisch und eine andere Sprache machen 26,8% aus. Bei einem Blick auf die Jugendlichen anderer Nationalität wird deutlich, dass Luxemburgisch bei ihnen kaum eine Rolle spielt, dafür aber andere Sprachen.

Um den Spracherwerb in der Familie zu beleuchten, stellt Fehlen (2009, S. 97f.) die Frage nach der wichtigsten gesprochenen Sprache in der Familie im Alter von unter vier Jahren.¹⁴ Von den Befragten mit

¹² Die weiteren Nationalitäten wurden zu ‚andere‘ zusammengefasst.

¹³ Da davon auszugehen ist, dass ein Teil der (vor allem älteren) Jugendlichen ihren Herkunftshaushalt bereits verlassen hat, beziehen sich nicht alle Angaben auf die in der Herkunftsfamilie gesprochene Sprache.

¹⁴ Die Frage richtet sich an alle Altersgruppen und wird retrospektiv beantwortet, so dass die hier vorgestellten Werte nicht die aktuelle Sprachsituation abbilden.

luxemburgischer Nationalität zählt ein Anteil von 87% Luxemburgisch zur wichtigsten Sprache. Von jenen mit portugiesischer Nationalität geben mit 97% nahezu alle Befragten Portugiesisch als die wichtigste Sprache an.

Neben der Familie ist auch der Schulkontext für Jugendliche ein wichtiges Interaktions- und Lernfeld für Sprachen. Fehlen (2009, S. 95) stellt auf Basis einer Befragung aus dem Jahr 2004 heraus, dass die Mehrheit der Jugendlichen mit den Schulfreunden mehrere Sprachen spricht (lediglich ein Viertel der 18- bis 24-jährigen Jugendlichen gibt eine einzige Sprache an).¹⁵ In den älteren Altersklassen ab 25 Jahren liegt der Anteil derer, die angeben, nur eine Sprache mit den Schulfreunden zu sprechen bzw. gesprochen zu haben, deutlich darüber (über alle Altersklassen hinweg beträgt der Anteil 60%). Dieser Vergleich zeigt, wie stark vor allem die junge Generation von der Mehrsprachigkeit geprägt ist und welchen hohen Stellenwert der Schule und dem schulischen Umfeld dabei zukommt.

Insgesamt machen diese Ergebnisse deutlich, dass Jugendliche in Luxemburg mit einer sehr komplexen Sprachsituation konfrontiert sind und dass in unterschiedlichen Situationen und Lebensbereichen auch unterschiedliche Sprachen gebraucht werden. Vor allem der Familie, der Schule und dem Freundeskreis kommen beim Erlernen der Sprache und der Sprachpraxis eine zentrale Bedeutung zu. Die soziokulturelle Heterogenität spiegelt sich z. T. auch in den Sprachkompetenzen der Jugendlichen wider. Heute spricht ein Großteil der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität nicht nur Französisch, sondern auch die luxemburgische Sprache und ist damit in der Lage, sich in mindestens einer der Landessprachen zu verständigen. Wenn davon ausgegangen wird, dass der luxemburgischen Sprache eine wichtige Integrationsfunktion zukommt, dann gibt es deutliche Anzeichen dafür, dass ein bedeutender Teil portugiesischer Migranten hier wichtige Kompetenzen entwickelt hat und die luxemburgische Sprache auch beherrscht. Im Gegensatz dazu zeigen die Daten, dass es verschiedenen Migrantengruppen aus den Nachbarländern offenbar deutlich schwerer fällt, die luxemburgische Sprache zu sprechen, was auch Folgen für die Kontaktaufnahme mit den Luxemburgisch sprechenden Jugendlichen haben könnte.

Norm- und Wertorientierungen in der jungen Generation

Normen und Werte haben eine starke kulturelle Verankerung und gelten gar als konstitutiv für Kultur und Gesellschaft. Die Verständigung über die zentralen Werte und Normvorstellungen zwischen Migrantengruppen einerseits und Aufnahmegesellschaft andererseits wird von vielen Sozialwissenschaftlern als ein wichtiger Schritt auf dem Weg zur gesellschaftlichen Integration gesehen (Esser, 1990).

In vielen Ländern werden dabei vor allem die Schwierigkeiten des Zusammenlebens von Migranten und Einheimischen herausgestellt und im Zusammenhang mit einer mangelnden Verständigung über gemeinsame Normen und Werte diskutiert. Die Religion kann dabei eine zentrale Rolle einnehmen. Dies wird beispielsweise in Frankreich oder Deutschland in Zusammenhang mit Norm- und Wertorientierungen verschiedener Migrantengruppen aus islamischen Ländern (z. B. Algerien, Türkei) diskutiert, die oftmals nur schwer mit den Vorstellungen westlicher Gesellschaften in Einklang zu bringen sind.

Im Gegensatz zu den Nachbarländern kommen die Einwanderer nach Luxemburg zum überwiegenden Teil aus Ländern mit gleicher (v. a. römisch-katholischer) Konfession, so dass zumindest bei den zahlenmäßig bedeutendsten Migrantengruppen ein starker Grundkonsens über die zentralen Normen und Wertorientierungen angenommen werden kann.¹⁶

¹⁵ Die Frage richtet sich an alle Altersgruppen und wird retrospektiv beantwortet, so dass die hier vorgestellten Werte nicht nur die aktuelle Sprachsituation abbilden.

¹⁶ Im Gegensatz zu Luxemburg entstammt z. B. in den Nachbarländern Deutschland oder Frankreich eine Mehrheit der Migranten aus islamischen Ländern. Hier sind Fragen etwa über die demokratische Grundordnung und Gleichberechtigung von zentraler Bedeutung und müssen zwischen den verschiedenen gesellschaftlichen Gruppen ausgehandelt werden.

Meyers und Willems (2008, S. 150ff.) zeigen für die Jugendlichen der Stadt Luxemburg insgesamt eine ähnliche Wertorientierung auf, die typisch ist für Jugendliche in modernen westlichen Gesellschaften. Sie weisen jedoch darauf hin, dass die Jugendlichen unterschiedlicher Nationalität sich in einigen ihrer Wertorientierungen z. T. unterscheiden. Sie kommen zu dem Schluss, dass Selbstentfaltungswerte vor allem bei den Jugendlichen mit luxemburgischer und französischer Nationalität einen besonders hohen Stellenwert haben, während sie für Jugendliche mit portugiesischer und italienischer Nationalität dagegen weniger wichtig sind und vor allem durch prosoziale¹⁷ Wertorientierungen ausbalanciert werden. Diese Gruppen sind es auch, die im Vergleich zu den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität stärker hedonistische Wertorientierungen angeben. Meyers und Willems (2008) führen dies auf eine unterschiedliche Sozialisation zurück. Diese Wertorientierungen in der jungen Generation spiegeln auch die Orientierungen in der Gesamtbevölkerung wider, die Estgen wie folgt beschrieben hat:

Les valeurs et modèles à caractère plus traditionnel, conformiste, soumis, mais généreux se retrouvent davantage chez les Portugais et les Italiens, tandis que les valeurs et modèles plus liés à la post-modernité et au libéralisme sont davantage le fait des nationaux des pays voisins et, relativement, des Luxembourgeois. Parmi les « autres » étrangers, on trouve les deux orientations, tantôt indépendance et imagination (autres Européens du nord, surtout), tantôt foi religieuse, générosité et modèle de religiosité soumise (davantage Européens de l'Est). (Estgen, Legrand & Mertz, 2009, S. 208)

5.4.5. Identifikation und Zugehörigkeit zur Aufnahmegesellschaft

Das Gefühl der Zugehörigkeit zum Aufnahmeland wird als letzte Stufe auf dem Weg einer erfolgreichen gesellschaftlichen Integration der Einwanderergesellschaft gesehen. Dabei müssen Jugendliche aus Migrantenfamilien eine im Vergleich zu der ansässigen Bevölkerung weitaus größere Leistung bei der Integration der unterschiedlichen Kulturen in ihren Lebenslauf erbringen (Liegle, 1998). Viele Autoren verweisen aber auch auf das sich in Auflösung begriffene Verständnis vom Nationalstaat und der nationalen Zugehörigkeit. Demnach gehen Zugehörigkeiten und Identitäten immer häufiger über nationalstaatliche Grenzen hinaus und beziehen sich z. B. auf mehrerer Staaten, Europa oder die Weltgesellschaft (Pries, 2007). Migranten können zum Beispiel eine „bikulturelle Identität“ entwickeln und ihr Identitätskonzept bezieht sich dann etwa auf zwei Nationalstaaten. Im Zuge verstärkter transnationaler und globaler Migrationsbewegungen kann sich zudem auch die Vorstellung subjektiver Zugehörigkeit im Lebenslauf ändern.

Dass ein eindimensionales Konzept der nationalen Identifikation mit dem Aufnahmeland zu kurz greift, um die Situation der Jugendlichen differenziert und angemessen zu beschreiben, ergibt sich schon alleine aus der Tatsache, dass es wegen einem sich stärker differenzierenden Verständnis von Nationalstaat immer schwieriger wird, genau zu definieren, was ein Nationalstaat überhaupt bedeutet und was eine „nationale“ Identität auszeichnet. Aus einer TNS-Ilres-Umfrage (2007) zur luxemburgischen Identität aus dem Jahr 2007 geht hervor, dass ein großer Teil der Bevölkerung die luxemburgische Identität im Wandel begriffen sieht. Mit einem Anteil von 84% ist der überwiegende Teil der Befragten der Meinung, dass die luxemburgische Identität sich in den vergangenen 20 Jahren stark verändert hat.

Im Folgenden werden wir der Frage nachgehen, inwiefern Jugendliche in Luxemburg im Vergleich zu andern Altersgruppen sich einer Nationalität zugehörig fühlen (Tabelle 5.6)¹⁸.

¹⁷ Unter prosozialen Wertorientierungen sind Werte zusammengefasst, die auf andere Individuen bezogen sind (dazu zählen hier Hilfsbereitschaft, Rücksichtnahme, Verantwortungsübernahme für andere).

¹⁸ Eine differenzierte Analyse nach Nationalität kann wegen der geringen Fallzahl Jugendlicher mit ausländischer Nationalität in der Stichprobe nicht durchgeführt werden.

Aus der Tabelle geht deutlich hervor, dass vor allem in der jüngeren Generation die gefühlte Zugehörigkeit oft über den Nationalstaat hinausgeht und besonders die Zugehörigkeit zu Europa stärker ausgeprägt ist.

Tabelle 5.6.: Gefühlte Identität in der nahen Zukunft nach Alter

	15-29 Jahre	30-49 Jahre	50-64 Jahre	65 und mehr	Total
nur als (eigene Nationalität)	17,5%	19,7%	24,3%	29,9%	22,0%
(eigene Nationalität) und als Europäer/in	41,2%	48,1%	39,3%	46,0%	44,5%
als Europäer/in und (eigene Nationalität)	23,7%	18,3%	20,6%	16,1%	19,4%
nur als Europäer/in	12,4%	13,0%	15,9%	6,9%	12,4%
weiß nicht	5,2%	1,0%	0%	1,1%	1,6%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Quelle: Datenbank Eurobarometer 67.1 (2007); n (ungewichtet) 15-29 = 71, 30-49 = 186, 50-64 = 119, 65 und älter = 130; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Wenngleich es deutliche Anzeichen dafür gibt, dass die Konzepte der nationalen Identität zugunsten transnationaler Konzepte an Deutungsanspruch verloren haben, kann doch das Gefühl der Zugehörigkeit zum Aufnahmeland als wichtiger Hinweis der Integration von Migrantenjugendlichen gewertet werden. Meyers und Willems (2008, S. 119ff.) behandeln in der Jugendstudie für die Stadt Luxemburg Fragen der nationalen Identität der Jugendlichen und liefern auch differenzierte Ergebnisse für die verschiedenen Nationalitätengruppen. Die Autoren kommen zu dem Schluss, dass ein erheblicher Teil der Jugendlichen mit ausländischer Nationalität eine starkes Zugehörigkeitsgefühl zu Luxemburg als Aufnahmeland entwickelt hat. Dies ist vor allem bei jenen Jugendlichen mit ausländischer Nationalität der Fall, die im Land geboren wurden. Den Ergebnissen zufolge fühlt sich fast jeder dritte Jugendliche mit portugiesischer Nationalität nicht der portugiesischen Nationalität zugehörig, sondern der luxemburgischen (15,4%), europäischen (10%) oder einer anderen Nationalität (3,1%). Mit Blick auf die Befragten insgesamt ist festzustellen, dass sich mit einem Anteil von 10% ein erheblicher Teil Europa zugehörig fühlt, wobei der Anteil in der Gruppe der Studierenden besonders hoch ist. Auch hier zeigt sich die starke europäische Orientierung der luxemburgischen Jugendlichen.¹⁹

5.4.6. Einstellungen gegenüber Migranten und Diskriminierungserfahrungen

Migration, Nationalitätenvielfalt und kulturelle Differenzen werden nicht nur als Bereicherung für die Gesellschaft gesehen, sondern können auch als Bedrohung der gesellschaftlichen Kohäsion und Gemeinschaft wahrgenommen werden und Ursache von gesellschaftlichen Spannungen und Auseinandersetzungen sein.

Bezüglich des Verhältnisses zwischen den einheimischen und den immigrierten Jugendlichen wird im internationalen Diskurs vor allem das Problem von Ausländerfeindlichkeit und Rassismus diskutiert (European Union Agency for Fundamental Rights, 2008). In vielen Ländern steht ein Teil der einheimischen Jugendlichen immigrierten Jugendlichen ablehnend bis feindlich gegenüber, was sich auch in gewalttätigen Handlungen gegenüber bestimmten Gruppen äußern kann (Eckert & Willems, 1992; Willems,

¹⁹ Die im Vergleich zu den Eurobarometer-Daten geringen Werte für die europäische Nationalität sind wahrscheinlich vor allem auf die unterschiedlichen Erhebungsmethoden (verschiedene Antwortvorgaben) zurückzuführen.

Würtz & Eckert 1994). Die Gründe für fremdenfeindliche und rechtsextremistische Einstellungen sind vielfältig und werden häufig mit der sozialen Lage der Jugendlichen begründet. Es wird angenommen, dass eine Kumulation mehrfacher sozialer Benachteiligungen und die Angst vor zukünftiger sozialer Benachteiligung die Entwicklung rechtsextremer Einstellungen begünstigt (BMFSFJ, 2002, S. 238). „Ein Klima fremdenfeindlicher Gewalt entsteht darüber hinaus potenziell da, wo der Kontakt zwischen den unterschiedlichen Gruppen eher selten ist; hingegen ist das Aufbrechen und die gewaltförmige Lösung von Konflikten dort eher seltener zu befürchten, wo Angehörige verschiedener Ethnien unter akzeptablen Bedingungen zusammenleben“ (BMFSFJ, 2002, S. 238, nach Dollase, 1999).

Offene Formen der fremdenfeindlich motivierten Gewalt sowie fremdenfeindliche Organisationen und Parteien bestehen jedoch (anders als in den anderen europäischen Ländern) in Luxemburg nicht. „Visible acts of racial violence as they occur in our neighbour countries are rare, or even non-existent in Luxembourg. Demonstrations of a more collective type, as of the regroupings of extreme-right parties do not exist. There is a total absence of organisations or of political parties promoting racism. Nevertheless, the situation is not calm as one could think by this description“ (EUMC, o.J.). Wenngleich keine abgesicherten Befunde zu fremdenfeindlich motivierten Gewalthandlungen in Luxemburg vorliegen, so gibt es dennoch in der öffentlichen Wahrnehmung Hinweise auf Vorfälle, die auf entsprechende Spannungen hindeuten (vgl. Heiderscheid, 2008; Rafalski, 2008). Im Folgenden werden die Einstellungen unter den Jugendlichen gegenüber Migranten, die ein wichtiger Indikator für die Offenheit und das interkulturelle Selbstverständnis der Gesellschaft sind, behandelt. Weiterhin wird auch der Frage nachgegangen, inwieweit Diskriminierung aufgrund von ethnischer Zugehörigkeit verbreitet ist. Zu den wichtigen Quellen gehören die Daten des Eurobarometer sowie der Datenbank des ESS von 2004.

Einstellungen bezüglich des Zuzugs von verschiedenen Migrantengruppen

In Tabelle 5.7 sind die Einstellungen von Jugendlichen bezüglich des Zuzugs von Migranten in Luxemburg abgebildet.²⁰

Tabelle 5.7.: Einstellungen der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen bezüglich des Zuzugs von Migranten

In welchem Maße sollte Luxemburg die Einreise von Migranten erlauben?	vielen erlauben	einigen erlauben	wenigen erlauben	niemandem erlauben	Total
Migranten mit der gleichen ethnischen Herkunft wie die Mehrheit der Luxemburger	21,3%	51,3%	21,5%	6,0%	100%
Migranten mit einer anderen ethnischen Herkunft als die Mehrheit der Luxemburger	12,8%	41,8%	25,7%	19,7%	100%
Migranten aus anderen ärmeren Ländern außerhalb Europas	16,6%	37,7%	26,0%	19,6%	100%

Quelle: Datenbank ESS 2004; n (ungewichtet) = 404; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

²⁰ Die Formulierungen der zu bewertenden Aussagen enthalten eine gewisse Unklarheit, was die Interpretation der Ergebnisse erschwert. So ist nicht klar, welche Bevölkerungsgruppen mit der Beschreibung „mit gleicher bzw. anderer ethnischer Herkunft wie die Mehrheit der Luxemburger“ genau gemeint sind. Ob es sich um Gemeinsamkeiten bzw. Differenzen bezüglich ethnischer Merkmale wie Religion, kulturelle Zugehörigkeit (westlich/nichtwestlich), Sprache oder andere Merkmale handelt, bleibt den Befragten überlassen, es wird auf die je individuell vorgestellten Gemeinsamkeiten oder Differenzen abgezielt. Trotz dieser Unklarheit, lassen sich ausgehend vom Antwortverhalten Tendenzen bezüglich der Einstellungen gegenüber bestimmten Zuwanderergruppen abbilden.

Bei der Frage nach der Einstellung zum Zuzug von Migranten mit gleicher ethnischer Herkunft, wie die Mehrheit der Luxemburger²¹ zeigt sich ein überwiegender Teil der Jugendlichen eher offen eingestellt. Mit einem Anteil von 72,6% sind fast drei von vier Jugendlichen der Meinung, dass einigen bis vielen dieser Migrantengruppe der Zuzug nach Luxemburg erlaubt werden sollte. Bei der Einstellung bezüglich der Migranten mit anderer ethnischer Herkunft als die Mehrheit der Luxemburger sind die Anteile an Befürwortungen mit 54,6% hingegen deutlich geringer. Hier ist mit einem Anteil von 19,7% sogar etwa ein Fünftel der Jugendlichen der Meinung, dass niemandem dieser Gruppe der Zuzug ins Land erlaubt werden sollte. Ähnliche Ergebnisse zeigen sich auch bei der Frage nach den Migranten aus ärmeren Ländern außerhalb Europas. Diese Ergebnisse könnten ein Hinweis dafür sein, dass bei Jugendlichen eine vergleichsweise hohe Offenheit gegenüber Migranten besteht, zu denen eine kulturelle Nähe besteht. Dagegen scheint bei stärkerer kultureller Differenz eine stärkere ablehnende Haltung zu bestehen.

Auch die Befunde im Rahmen des Jugendkommunalplanes geben einen Eindruck von den Einstellungen Jugendlicher mit luxemburgischer Nationalität gegenüber Einwanderern. Wie die Daten des ESS deuten auch die Befunde dieser Studien darauf hin, dass positive Einstellungen und Bewertungen hinsichtlich des Zuzugs von Migranten in der Gesamtbetrachtung überwiegen. Jedoch steht auch eine Minderheit von Jugendlichen der Situation weitaus kritischer gegenüber. So ist etwa jeder dritte befragte Jugendliche der Meinung, dass in Luxemburg zu viele Ausländer wohnen und jeder fünfte Jugendliche ist der Meinung, dass das Verhältnis von Jugendlichen mit luxemburgischer und ausländischer Nationalität angespannt ist (Meyers et al., 2009a, S. 72).

Bewertung des Einflusses von Migranten auf das kulturelle Leben

Ein weiterer Aspekt betrifft die Einstellung bezüglich des Einflusses von Migranten auf das kulturelle Leben in Luxemburg. In Tabelle 5.8 sind die Antworten auf die Frage abgebildet, inwieweit Menschen mit anderer ethnischer Herkunft als die übrige Bevölkerung in Luxemburg als Bereicherung der luxemburgischen Kultur erlebt werden. Dabei werden die Ergebnisse differenziert nach Alter dargestellt.²¹

Tabelle 5.8.: Kulturelle Bereicherung durch Migration nach Alter

	15-29 Jahre	30-49 Jahre	50-64 Jahre	65 und mehr	Total
stimme voll und ganz zu	30,7%	31,8%	23,0%	24,7%	28,5%
stimme eher zu	50,5%	48,7%	54,0%	43,5%	49,3%
stimme eher nicht zu	12,9%	11,8%	13,0%	22,4%	14,1%
stimme überhaupt nicht zu	5,9%	7,7%	10,0%	9,4%	8,1%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Quelle: Datenbank Eurobarometer 65.4 (2006); n (ungewichtet) 15-29 = 79, 30-49 = 182, 50-64 = 119, 65 und älter = 97; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Die Ergebnisse der Tabelle deuten darauf hin, dass Zuwanderung von einem Großteil der Bevölkerung als Bereicherung erlebt wird. Die positive Bewertung ist vor allem in der jungen Bevölkerung sehr hoch. Mit einem Anteil von 81,2% bewerten vier von fünf Jugendlichen den Zuzug von Migranten als Bereicherung für die luxemburgische Kultur. In den älteren Altersklassen ab 50 Jahre sind die Zustimmungswerte

²¹ Unterschiede nach Nationalität können wegen der geringen Fallzahlen einzelner Nationalitäten nicht dargestellt werden.

dagegen z. T. deutlich geringer. Diese Ergebnisse deuten auf eine vergleichsweise hohe Offenheit der jungen Bevölkerung gegenüber Migranten hin.

Auch im ESS aus dem Jahr 2004 wird nach den Bewertungen des Einflusses der Zuwanderer auf das Leben und die Kultur in Luxemburg gefragt. Die Befragten können ihr Urteil zwischen „völligem Untergraben“ und „völliger Bereicherung“ der Kultur abstufen.²² In Tabelle 5.9 sind die Bewertungen der Jugendlichen differenziert nach drei Nationalitätengruppen dargestellt.

Tabelle 5.9.: Bewertung des Einflusses von Zuwanderern auf das kulturelle Leben in Luxemburg nach Nationalität (15- bis 29-jährige Jugendliche)

	luxemburgisch	portugiesisch	andere	Total
sehr bis voll und ganz untergraben	4,8%	7,1%	1,4%	4,8%
eher untergraben	17,5%	6,1%	1,4%	12,6%
teils, teils	14,0%	21,4%	16,7%	15,8%
eher bereichert	43,2%	48,0%	47,2%	45,0%
sehr bis voll und ganz bereichert	20,5%	17,3%	33,3%	21,9%
Total	100%	100%	100%	100%

Quelle: Datenbank ESS 2004; n (ungewichtet) lux. = 269, port. = 70, andere: 61; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Eine überwiegende Mehrheit der luxemburgischen Jugendlichen verbindet mit dem Zuzug von Migranten eine kulturelle Bereicherung (66,9%). Auf der anderen Seite steht ein kleinerer Teil der Jugendlichen der Zuwanderung weitaus kritischer gegenüber. Vor allem unter den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität ist eine nicht zu vernachlässigende Gruppe (22,3%) der Meinung, dass Zuwanderer das kulturelle Leben in Luxemburg untergraben. Unter den Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität liegt der Anteil zwar niedriger, aber immerhin noch bei 13,2%.

Tabelle 5.10.: Einfluss der Zuwanderer auf die Lebensqualität in Luxemburg nach Nationalität (15- bis 29-jährige Jugendliche)

	luxemburgisch	portugiesisch	andere	Total
sehr bis ganz verschlechtern	6,9%	7,3%	2,8%	6,4%
eher verschlechtern	28,4%	27,1%	9,7%	25,2%
teils, teils	33,6%	33,3%	18,1%	30,9%
eher verbessern	24,9%	21,9%	47,2%	27,9%
sehr bis ganz verbessern	6,2%	10,4%	22,2%	9,6%
Total	100%	100%	100%	100%

Quelle: Datenbank ESS 2004; n (ungewichtet) lux. = 267, port. = 69, andere: 59; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

²² Folgende Frage wurde gestellt: „Und würden Sie sagen, dass das kulturelle Leben in Luxemburg im Allgemeinen durch Zuwanderer untergraben oder bereichert wird?“.

Eine weitere Einstellungsfrage des ESS aus dem Jahr 2004 bezieht sich auf den Einfluss der Migranten auf die Lebensqualität (siehe Tabelle 5.10). Den Daten zufolge verbindet ein vergleichsweise hoher Anteil von luxemburgischen Jugendlichen mit den Migranten eine Verbesserung der Lebensqualität in Luxemburg (37,5%). Auf der anderen Seite ist mit einem Anteil von 31,6% fast ein Drittel der Jugendlichen der Meinung, dass sich durch Zuwanderer das Leben in Luxemburg tendenziell verschlechtert. Ein Anteil von etwa einem Drittel hat eine unentschiedene Haltung.

Insgesamt zeigen die Befunde zu den Einstellungen, dass eine große Gruppe von Jugendlichen der Zuwanderung positiv gegenübersteht und sie als Bereicherung bewertet. Eine nicht zu vernachlässigende, starke Minderheit von Jugendlichen nimmt jedoch eine ambivalente bis negative Haltung ein. Zumindest bei einem Teil der Jugendlichen besteht eine kritische bis ablehnende Haltung gegenüber Migranten.

Diskriminierungserfahrungen

Tendenzen einer strukturellen Benachteiligung und tendenziellen Ausgrenzung von Migranten und ethnischen Minderheiten in den verschiedenen gesellschaftlichen Bereichen wurden bereits in den vorangegangenen Abschnitten diskutiert; etwa Formen der strukturellen Diskriminierung im Schulsystem, auf dem Arbeitsmarkt oder im Bereich der politischen Teilhabe. Im Folgenden werden die selbstberichteten Formen und das subjektive Erleben ethnischer Diskriminierung in Luxemburg thematisiert.

Eine vom „Centre de l'égalité de traitement“ in Auftrag gegebene TNS-Ilres-Erhebung von 2008/2009²³ hat gefragt, wie die Bevölkerung die Entwicklung der Diskriminierung in Luxemburg innerhalb der vergangenen fünf bis zehn Jahren einschätzt. Dabei wird nach den verschiedenen Ursachen der Diskriminierung gefragt (z. B. wegen sexueller Orientierung, Geschlecht, Religion, ethnischer Zugehörigkeit). Differenziert nach den verschiedenen Gründen ist es vor allem die Diskriminierung wegen ethnischer Zugehörigkeit, von der mit einem Anteil von 40% ein Großteil der Befragten der Meinung ist, dass sie in Luxemburg stark bis sehr stark zugenommen hat (TNS-Ilres, 2008/2009). Auch wenn diese Daten die gesamte Bevölkerung umfassen, so verweisen sie doch auf eine Problematik und zeigen zudem ein gewisses Problembewusstsein.

Die Daten des Eurobarometer behandeln ebenfalls Fragen der Diskriminierung und ermöglichen eine erste Analyse für die Gruppe der Jugendlichen. Hier wird gefragt, wie hoch der Anteil derjenigen Personen ist, die Diskriminierung oder Belästigung wegen ethnischer Zugehörigkeit bereits persönlich erlebt oder beobachtet haben. In Tabelle 5.11 sind die Ergebnisse nach Alter abgebildet.

Tabelle 5.11.: Diskriminierung aufgrund ethnischer Zugehörigkeit

	15-29 Jahre	30-49 Jahre	50-64 Jahre	65 und mehr	Total
Persönliche Diskriminierung oder Belästigung wegen ethnischer Herkunft	6,3%	6,2%	5,8%	0%	5,1%
Beobachtete Diskriminierung oder Belästigung wegen ethnischer Herkunft	24,3%	13,8%	18,5%	1,7%	13,6%

Quelle: Datenbank Eurobarometer 69.1 (2008); n (ungewichtet) 15-29 = 74, 30-49 = 203, 50-64 = 119, 65 und älter = 117; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Diskriminierung oder Belästigung aufgrund ethnischer Zugehörigkeit hat nur eine Minderheit der befragten Jugendlichen in Luxemburg bereits persönlich erlebt. Mit einem Anteil von 6,3% ist der Anteil in der jüngeren Generation im Vergleich zu den älteren Altersgruppen etwas höher. Bei der Frage nach der

²³ Die Befragung wurde von Dezember 2008 bis Januar 2009 durchgeführt.

beobachteten Diskriminierung und Belästigung liegen die Werte insgesamt deutlich höher, vor allem in der jüngeren Altersgruppe. In der Gruppe der 15- bis 29-Jährigen hat mit einem Anteil von 24,3% etwa jeder Vierte bereits Diskriminierung oder Belästigung wegen ethnischer Zugehörigkeit beobachtet. Offenbar sind die Erfahrungen (oder auch das Problembewusstsein) vor allem in der jungen Generation deutlich stärker verbreitet. Um eine differenzierte Beschreibung der Diskriminierungserfahrungen zu erstellen, fehlt in Luxemburg – wie in vielen anderen europäischen Ländern auch – derzeit die Datengrundlage. Das wurde auch bereits von der Agentur der Europäischen Union für Grundrechte in ihrem Jahresbericht 2008 (European Union Agency for Fundamental Rights, 2008, S. 9) bemängelt:

[...] observe simplement des signalements de procédures judiciaires, soit des chiffres généraux sur la discrimination, pouvant inclure des crimes à caractère raciste, ou encore une absence totale de statistiques officielles de la justice pénale en matière de criminalité raciste accessibles au public. Ces États membres sont la Belgique, la Bulgarie, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays Bas, le Portugal, la Roumanie et la Slovaquie.

5.5. CHANCEN UND POTENZIALE ETHNISCH-KULTURELLER VIELFALT

Das Aufwachsen und Zusammenleben in einer pluralen und heterogenen Gesellschaft, in der ethnisch-kulturelle Vielfalt zum Lebensalltag gehört, birgt auch eine Vielzahl von Chancen und Potenzialen, sowohl für die einheimische als auch für die zugewanderte Bevölkerung. Sicherlich ist diese Perspektive in der Migrations- und Integrationsdiskussion weniger verbreitet und findet in den gängigen Interpretationen und Sichtweisen bislang kaum Berücksichtigung. Sowohl die Forschung als auch der öffentliche Diskurs sind stärker auf die mit dem Zusammenleben von Einheimischen und Migranten verbundenen Defizite, Probleme und Risiken ausgerichtet. Auch deshalb wird der Integrationsforschung vielfach der Vorwurf gemacht, sich mehr auf Konflikt- und Desintegrationsprobleme zu konzentrieren statt die unauffälligen, aber erfolgreichen Normallagen der Integration zu analysieren (Bade, 2006, S. 40). Dabei besteht vor allem für Luxemburg eine Reihe von Gründen, die dafür sprechen, die mit Migration verbundenen Chancen und Potenziale viel stärker als bisher ins Blickfeld der Debatte zu rücken.

Ein wichtiges Argument im Zusammenhang mit der Migrantenbevölkerung betrifft die wirtschaftliche Entwicklung des Landes. Mit dem Zuzug von Migranten wird zusätzliches Arbeitskräftepotenzial für die wirtschaftliche Dynamik des Landes bereitgestellt, was eine Grundlage der beispiellosen Wohlstandsentwicklung der letzten Jahrzehnte gewesen ist. Zugleich füllen Migranten auch jene Beschäftigungsbereiche auf, die für die einheimische Bevölkerung vergleichsweise wenig attraktiv sind. Daneben sorgt die Migrantenbevölkerung auch für einen gewissen demografischen Ausgleich. Bedingt durch die Zuwanderung insbesondere junger Migranten und deren höheren Fertilität ist die Migrantenbevölkerung durchschnittlich jünger als die Bevölkerung mit luxemburgischer Nationalität. Dem viel diskutierten Problem einer Überalterung der luxemburgischen Gesellschaft wird damit z. T. entgegengewirkt. Daneben kann das Aufwachsen in Vielfalt und die produktive Auseinandersetzung mit der Differenz auch kreatives Potenzial entfalten und die gesellschaftliche Anpassungsfähigkeit und Entwicklungskapazität in Zeiten globalisierter Herausforderungen fördern. Schließlich gehört der Umgang mit ethnisch-kulturellen Unterschieden in Europa und in einer globalisierten Welt in zunehmendem Maß zur Alltagserfahrung von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg.

In Luxemburg gibt es bislang kaum eine Forschung, die die gelungene Integration von Migranten und die Potenziale der Migration in den Fokus rückt. Möglicherweise ist gerade auch dieser Umstand ein Indiz dafür, dass Migration in Luxemburg vor allem im Zusammenhang mit den damit verbundenen Defiziten

und Problemen diskutiert wird. Fragen der Erfolgsfaktoren für gelungene Bildungs- und Berufskarrieren von Migrantenjugendlichen sind bisher ebenso wenig bearbeitet worden wie z. B. die Voraussetzungen gesellschaftspolitischen Engagements von Migranten in der Zivilgesellschaft. Insofern stellt es eine besondere Schwierigkeit dar, die Situation hier anhand von Daten- und Forschungsmaterial angemessen zu beschreiben. Zwar gibt es eine Vielzahl von Projekten und Praxisbeispielen die aufzeigen, dass die gesellschaftliche Teilhabe von Migranten und das Miteinander unterschiedlicher Gruppen in vielen Bereichen stattfinden und gelingen können (z. B. ASTI, IKL²⁴, 4MOTION, „Cours d'intégration“ in den Gemeinden). Eine systematische Aufarbeitung dieser Maßnahmen und Projekte und ihre Effekte liegt jedoch nicht vor.

Ein Blick auf die Daten des Eurobarometer zum Interesse an interkulturellem Austausch zeigt, dass in der jungen Generation in Luxemburg eine große Aufgeschlossenheit und ein Interesse an einem produktiven Nutzen der kulturellen Vielfalt bestehen. Tabelle 5.12 zeigt die Ergebnisse differenziert nach Alter.

Tabelle 5.12.: Interesse an interkulturellem Austausch und Kennenlernen von Menschen aus dem europäischen Ausland

	15-29 Jahre	30-49 Jahre	50-64 Jahre	65 und mehr	Total
sehr interessiert	45,8%	35,9%	36,8%	29,5%	36,9%
ziemlich interessiert	32,3%	53,6%	41,5%	34,1%	43,5%
nicht sehr interessiert	14,6%	8,6%	14,2%	22,7%	13,4%
überhaupt nicht interessiert	5,2%	1,4%	6,6%	11,4%	5,0%
weiß nicht	2,1%	0,5%	0,9%	2,3%	1,2%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Quelle: Datenbank Eurobarometer 67.1 (2007); n (ungewichtet) 15-29 = 71, 30-49 = 186, 50-64 = 113, 65 und älter = 130; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Bei den 15- bis 29-jährigen Jugendlichen ist das Interesse an interkulturellem Austausch besonders stark ausgeprägt. Mit einem Anteil von 78,1 % sind fast vier von fünf Jugendlichen ziemlich bis sehr daran interessiert. Inwieweit diese Einstellungen allerdings auch in konkretes Handeln umgesetzt werden, muss zunächst offen bleiben.

5.6. ZUSAMMENFASSUNG UND SCHLUSSFOLGERUNGEN

Zentrale Ergebnisse

In der jungen Generation der 12- bis 29-Jährigen hat annähernd die Hälfte der Jugendlichen in Luxemburg eine ausländische Nationalität und deutlich über die Hälfte leben in Familien mit Migrationshintergrund. Diese Vielfalt stellt die Gesellschaft vor große Herausforderungen, insbesondere hinsichtlich der Integration und der gerechten Teilhabe der Migranten. Die Gruppe der Jugendlichen ohne luxemburgische Nationalität ist bezüglich der nationalen Herkunft, der sprachlich-kulturellen und sozioökonomischen Ressourcen sehr heterogen zusammengesetzt. Die strukturelle Integration im Bildungsbereich und auf dem Arbeitsmarkt gelingt einem Teil der Jugendlichen mit ausländischer Nationalität und vergleichsweise hoher Ressourcenausstattung (v. a. Jugendliche mit nordeuropäischer, französischer, deutscher und belgischer

²⁴ Das „Centre de documentation et d'animations interculturelles“ bietet Projekte vor allem für Grundschulen und Sekundarschulen im Bereich der Diversität und interkulturellen Verständigung an.

Nationalität) relativ problemlos. Andere Migrantengruppen (v. a. mit portugiesischer, ex-jugoslawischer und kapverdischer Nationalität) sind hier z. T. sehr benachteiligt.

In den zentralen gesellschaftlichen Funktionssystemen von Bildung und Beschäftigung bestehen daher starke Segmentierungstendenzen zwischen den unterschiedlichen Migrantengruppen und den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität. Da über Bildung und Beschäftigung die gesellschaftliche Position und der soziale Status vermittelt wird, bedeutet eine ausländische Nationalität bzw. ein Migrationshintergrund für viele Jugendliche in Luxemburg ein höheres Risiko hinsichtlich der sozialen Platzierung und gesellschaftlichen Integration.

Segmentierungstendenzen im Bildungssystem und auf dem Arbeitsmarkt lösen sich nicht in der Freizeit auf, sondern vieles deutet darauf hin, dass sie sich dort z. T. reproduzieren. Im Bereich der sozialen Integration und der interethnischen Kontakte deuten die Befunde darauf hin, dass für sämtliche Migrantengruppen Integrationsdefizite bestehen.

Jugendliche ohne luxemburgische Staatsbürgerschaft sind insbesondere in ihren Möglichkeiten der politischen Teilhabe deutlich eingeschränkt. Da ein erheblicher Teil der luxemburgischen Jugendlichen nicht nur altersbedingt (Minderjährige), sondern auch nationalitätsbedingt nicht wahlberechtigt ist, kann hier von einer „doppelten Marginalisierung“ der Jugendlichen mit nichtluxemburgischer Nationalität gesprochen werden. Umso mehr erscheinen andere Formen der politischen Beteiligung und des gesellschaftlichen Engagements jenseits der klassischen Politik und Parteipolitik von Bedeutung. Aber auch hier sind Jugendliche mit ausländischer Nationalität vergleichsweise wenig beteiligt.

Die junge Generation in Luxemburg zeichnet sich im Vergleich zur älteren Bevölkerung durch eine stärkere interkulturelle Offenheit aus. Die in Luxemburg vorherrschende kulturelle Vielfalt wird von einem überwiegenden Teil der Jugendlichen positiv gesehen. Für Teile der Jugendlichen scheint die Situation aber auch durch Belastungen, Probleme und Konflikte gekennzeichnet zu sein.

Datenlücken und Forschungsdesiderata

Die Situation von Migrantenjugendlichen in Luxemburg umfassend und differenziert zu beschreiben stellt ein äußerst schwieriges Unterfangen dar. Systematisch angelegte, repräsentative Studien zu Migrantenjugendlichen, die auch der internen Diversität dieser Gruppe gerecht werden, existieren bislang nicht. Verfügbare repräsentative Daten ermöglichen oft keine differenzierte Beschreibung der einzelnen Nationalitätengruppen. Oftmals kann lediglich zwischen der Gruppe der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität und Jugendlichen mit ausländischer Nationalität unterschieden werden.

Ein Großteil der Daten und Studien arbeitet zudem mit der Nationalität als Hintergrundvariable. Um zwischen den verschiedenen Einwanderergenerationen unterscheiden zu können (erste und zweite Generation) und den Einfluss des Migrationshintergrundes isolieren zu können müssten Daten verfügbar gemacht werden, die über die Nationalität des Jugendlichen als Variable hinausgehen und etwa Informationen über die Nationalität der Eltern, das Geburtsland oder die Dauer des Aufenthaltes im Land enthalten (Migrationshintergrund).

Während eine Vielzahl von Studien zur sozialen Ungleichheit und zu Segmentierungstendenzen zwischen den Jugendlichen unterschiedlicher Nationalität vorliegen, gibt es bislang keine systematische Forschung zu den Potenzialen und Chancen, welche mit der Nationalitätenvielfalt in der jungen Generation verbunden sind. Formen gelungener Integration und ihre Bedingungen sind bislang nicht erforscht. Gerade für die Entwicklung von Praxisprojekten einerseits und politischen Handlungsstrategien andererseits wäre es wichtig, Erkenntnisse zu den Erfolgsfaktoren gelungener Integration zu gewinnen.

Handlungsbedarf

Die Stärkung der Teilhabechancen von Migrantenjugendlichen ist gerade für ein Land wie Luxemburg mit einem hohen Ausländeranteil von besonderer Bedeutung. Die Zukunftsfähigkeit des Landes wird in

entscheidendem Maße davon abhängen, inwieweit es gelingen wird, die verschiedenen Migrantengruppen an der gesellschaftlichen Entwicklung und den demokratischen Prozessen zu beteiligen.

Angesichts der demografischen Entwicklung und des stetigen Anstiegs des Arbeitskräftebedarfs in Luxemburg ist es ein besonderes Anliegen von Politik und Wirtschaft, die Erwerbsbeteiligung der Migrantenbevölkerung gezielt zu erhöhen und insbesondere zur Verbesserung der Qualifikationsstruktur bei den jugendlichen Migranten beizutragen.

Vor allem im Bereich der schulischen Bildung ist nach Wegen und Lösungsmöglichkeiten zu suchen, wie bedarfsorientierte Hilfestellungen gegeben werden können. Die Bemühungen im Bildungsbereich und auf dem Arbeitsmarkt sind insofern von zentraler Bedeutung, als sie auch eine wichtige Voraussetzung sein können, um auch die soziale Integration und Kohäsion zwischen Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität und Jugendlichen mit ausländischer Nationalität in anderen Alltagskontexten zu stärken.

Die Segmentierungstendenzen in Bildung und Arbeit spiegeln sich z. T. auch in residenziellen Mustern segregierter Stadtgebiete wider. In diesem Zusammenhang ist zu überlegen, wie in Gebieten mit hohen Migrantenanteilen die Investitionen gezielt erhöht werden können, um Segregationstendenzen und deren negativen Folgen entgegenzuwirken.

Zugleich wäre nach Wegen zu suchen, wie die politische Partizipation der Migrantenjugendlichen gezielt gefördert und gestärkt werden kann. Diese können in unterschiedlichen Bereichen ansetzen wie in einer verstärkten politischen Bildung schon in der Schule, einer Ausweitung des Wahlrechtes und der Schaffung von Partizipationsangeboten auch außerhalb der konventionellen Politikfelder.

Vor allem im Freizeitbereich bestehen vielfältige Möglichkeiten des Kontaktes und des Austausches zwischen verschiedenen jugendlichen Nationalitätengruppen. Hier sind zusätzliche Anstrengungen notwendig, um Begegnungsräume und Gelegenheitsstrukturen zu schaffen, in denen dieser Austausch stattfinden kann. Die verschiedenen Akteure und Freizeitanbieter müssen gezielt Jugendliche ohne luxemburgische Nationalität ansprechen und sie für ihre Angebote gewinnen. Politik und Praxis sollte verstärkt die Chancen und Potenziale, die mit Migration und Migrationserfahrungen verbunden sind, wahrnehmen und fördern.

6. Armut, Armutsrisiko und soziale Exklusion von Kindern und Jugendlichen

6.1. EINLEITUNG

Die Vereinten Nationen haben sich im Jahr 2000 in der „United Nations Millennium Declaration“ das Ziel gesetzt, Armut weltweit bis zum Jahr 2015 zu beseitigen, insbesondere die extreme Armut und den Hunger. So verkündeten die Mitgliedsstaaten: „We will spare no effort to free our fellow men, women and children from the abject and dehumanizing conditions of extreme poverty, to which more than a billion of them are currently subjected“¹. Auch wenn diese politische Zielsetzung in erster Linie auf die Bekämpfung der existenziellen Armut in Ländern der Dritten Welt ausgerichtet ist, so hat die Deklaration dennoch das Bewusstsein dafür geschärft, dass Armut auch im 21. Jahrhundert auf der Tagesordnung der Weltgemeinschaft stehen muss. Zugleich mit einer besorgniserregenden Ausweitung der existenziellen Armut in der Dritten Welt infolge der jüngsten Wirtschafts- und Finanzkrise haben wir auch in den sogenannten entwickelten, modernen Ländern eine Debatte über die Verstärkung der sozialen Ungleichheit und die Zunahme von Armutsphänomenen. Auch die sogenannte Lissabon-Strategie sowie deren Nachfolgestrategie EUROPA 2020 beinhalten das Ziel, gesellschaftliche Exklusion zu bekämpfen und soziale Kohäsion zu fördern. Armut ist somit ein Thema, das überall wieder aktuell ist. Dies drückt sich z. B. auch darin aus, dass 2010 als das europäische Jahr zur Bekämpfung der Armut und gesellschaftlichen Ausgrenzung ausgerufen wurde.

Auch in Luxemburg gibt es trotz eines breiten, ausgeprägten Wohlstands Erscheinungsformen von Armut und gesellschaftlicher Ausgrenzung. Davon sind Kinder und Jugendliche besonders betroffen. Glaubt man den Zahlen verschiedener Studien so sind gerade die Jüngeren einem höheren Armutsrisiko ausgesetzt als andere Altersklassen (vgl. Frising et al., 2008). Im folgenden Kapitel werden Diskurse, Definitionen und Aspekte von Armut sowie deren spezifischen Ausprägungen in Luxemburg beleuchtet. Hierbei kommt der Verbreitung und den möglichen Konsequenzen von Armut bei Kindern und Jugendlichen besondere Aufmerksamkeit zu.

6.2. KONZEPTION UND THEORETISCHE ANSÄTZE

6.2.1. Internationale Diskurse

Zunahme der Ungleichheit

Armut ist ein gesellschaftliches Problem, das sich auch in hoch entwickelten und „reichen“ Ländern stellt. Die OECD belegt in ihrer 2008 veröffentlichten Studie „Growing unequal“, dass finanzielle Ungleichheit und statistisch belegte Armut zwischen 1985 und 2005 in zwei Dritteln der OECD-Staaten quasi kontinuierlich

1 www.un.org/millennium/declaration/ares552e.htm (zuletzt abgerufen am 23.04.2010).

zugenommen haben. Mit einigen Ausnahmen hat sich dieser seit den 1980er Jahren beobachtete Trend in den meisten Ländern weiter fortgesetzt. Aus Sicht dieser Studie ist der relative Armutsanstieg während dieser Periode in Deutschland, Irland, den Niederlanden und Neuseeland, aber auch in Luxemburg besonders stark ausgeprägt (OECD, 2008b).

Auch die „Breadline Europe“-Studie stellte bereits zur Jahrtausendwende einen Anstieg von Ungleichheit und Armut insbesondere in Europa fest (Gordon & Townsend, 2000) – ein Trend, der bereits seit den 1980er Jahren in Großbritannien (als europäischem Vorreiter einer liberalen Wirtschaftspolitik) beobachtet wurde, und sich wenig später in anderen europäischen Staaten abzeichnete:

Some observers believe that, under successive governments, the country has been going so far down the road of residualising welfare that it has become detached from most of the other European states, and is following lamely in the wake of the US. This strategy of ‚liberalisation‘ has been justified as the only way of guaranteeing the nation economic prosperity in the new global market, even if that means more unequal social conditions. [...] Although the UK is the extreme case, other European countries in the last two decades show that a majority of member states and of intending member states have experienced a growth of inequality of living standards and of poverty. (Gordon & Townsend, 2000, S. 4-5)

Häußermann, Kronauer und Siebel (2004) sprechen heute von der Wiederkehr der Arbeitslosigkeit und Armut, die auch von einer steigenden sozialen Ungleichheit begleitet wird und sich in einem veränderten öffentlichen Diskurs widerspiegelt:

Am Beginn des 21. Jahrhunderts werden in Westeuropa und in den USA Erscheinungsformen sozialer Ungleichheit wieder diskutiert, die man in der Entwicklungsgeschichte moderner Gesellschaften eher im 19. Jahrhundert verorten würde. [...] Die Zahl der Armen steigt, aber ebenso die Zahl der Bewohner mit sehr hohen Einkommen, während der Anteil der mittleren Einkommenschichten stagniert oder – wie in den USA – sogar schrumpft. (Häußermann et al., 2004, S. 7)

Entgegen dem Trend einer steigenden relativen Armut sind die Fälle schwerer Armut in fast allen Mitgliedsländern zwischen 1995 und 2005 zurückgegangen. Die relative Armut ist am höchsten in jenen Ländern, die die größte Einkommensstreuung aufweisen (OECD, 2008b). Sie drückt eher die soziale Ungleichheit in einem Land aus, als dass sie Aussagen über tatsächlich verfügbare Ressourcen macht.

Verlagerung der Armut auf die junge Generation

Kennzeichnend für die aktuelle Situation ist, dass insbesondere die Kinder- und Jugendarmut in den letzten Jahren zugenommen hat, während sich die finanzielle Situation älterer Menschen in der OECD im gleichen Zeitraum im Durchschnitt verbessert hat:

Poverty risks [...] have shifted significantly over time. The most significant of these shifts has been away from the elderly and towards younger people. [...] By 2005, children and young adults had poverty rates about 25 % above the population average, while they were close to and below that average, respectively, 20 years ago. (OECD, 2008b, S. 131)

So ist z. B. in Deutschland das Armutsrisiko von Kindern und Jugendlichen seit Ende der 1990er Jahre tendenziell angestiegen und lag 2006 um 4,6 Prozentpunkte über dem Niveau von 1996 (vgl. Böhmer & Heimer, 2008). Wie die folgenden Kapitel zeigen werden, tragen heute auch in Luxemburg die jungen Menschen das größte Armutsrisiko.

Ursachen für die „neue Armut“

Die Zunahme von Armutsphänomenen in Europa und anderen Teilen der Welt wirft die Frage auf, welche Ursachen dahinter stehen. In vielen Veröffentlichungen zum Thema wird daher versucht, diese negative Tendenz zu erklären. So machen z.B. Häußermann et al. (2004) als Auslöser für die „neue Armut“ fünf Ursachen aus: den Strukturwandel von der Industrie- zur Dienstleistungsgesellschaft, der dazu führen kann, dass niedrig qualifizierte Arbeiter den Anschluss verlieren; die Globalisierung und die damit einhergehende Verlagerung der Produktion ins Ausland, die in einigen traditionellen Industriebereichen Europas beobachtet wird; der Rückgang der Leistungen des Wohlfahrtsstaates, der in vielen europäischen Ländern stattfindet; die Erosion informeller Subsistenzsysteme, d.h. das zunehmende Verschwinden finanzieller oder materieller Unterstützungsformen durch die Familie oder andere soziale Einbindungen; sowie der Strukturwandel und die Segregation in den Städten.

Die OECD ihrerseits (2008b) nennt eine Reihe von Faktoren, die ihrer Ansicht nach eine Rolle bei der Zunahme größerer Einkommensungleichheiten und verschärfter Armut spielen: Erstens hängt dies laut OECD mit Veränderungen in der Bevölkerungsstruktur zusammen. Hiermit ist eher die Zunahme an Ein-Personen-Haushalten als das Altern der Bevölkerung gemeint. Zweitens sind in den OECD-Staaten die Einkommensunterschiede bei den Vollzeitbeschäftigten größer geworden und zwar aufgrund eines weiteren Anstiegs der Einkommen in der höchsten Einkommensstufe. Dieser Zuwachs wird auf Globalisierung, kompetenzgebundene technische Veränderungen und Arbeitsmarktpolitik zurückgeführt. Drittens ist die Beschäftigungsquote von Personen mit niedriger Ausbildung weiter zurückgegangen. Als weiterer erklärender Faktor für den Anstieg der Einkommensungleichheit werden Einkommen aus Kapitalvermögen genannt. Auch Arbeitslosigkeit ist ein wichtiges Erklärungsmoment, denn Armut ist sechsmal häufiger bei „arbeitslosen Familien“ anzutreffen als bei „arbeitenden Familien“. Trotzdem stellt auch Arbeit keine Garantie gegen Armut dar, denn auch „arbeitende Familien“ können in die Armut abrutschen: Die Hälfte aller von Armut Betroffenen gehören einem Haushalt an, in dem irgendeine Form von Arbeitseinkommen zur Verfügung steht. Diese Fälle sind durch ein niedriges Arbeitspensum pro Jahr und/oder niedrige Gehälter erklärbar („working poor“) (OECD, 2008b).

Diese genannten Ursachen und beeinflussenden Faktoren stellen mögliche Erklärungsansätze für die bereits längst vor der internationalen Finanzkrise Anfang des 21. Jahrhunderts wieder zunehmende Armutsproblematik in den westlichen Ländern dar. Allerdings lassen sie sich nicht immer auf Luxemburg übertragen, wo das Thema Armut in mancher Hinsicht durch landesspezifische Merkmale geprägt ist.

6.2.2. Definitionen von Armut und Armutsrisiko

Armut als statistischer Wert

Darüber, was Armut eigentlich ist, sind Experten nicht einer Meinung. Die Fachliteratur zur Armutsbekämpfung unterscheidet oft zwischen absoluter und relativer Armut.² Unter absoluter Armut wird eine existenzielle Form der Armut verstanden, die durch große Entbehrungen gekennzeichnet ist. Die Weltbank z.B. benutzt zur Bestimmung der weltweiten absoluten Armut eine Referenzlinie, die bei verfügbaren 1,25 \$ (nach Kaufkraftparität) pro Tag liegt. Über eine Milliarde Menschen in der Welt müssen demnach mit finanziellen Mitteln zurechtkommen, die unter dieser Referenzlinie liegen, und befinden sich somit in absoluter Armut, die durch einen täglichen Kampf ums physische Überleben mit entsprechenden Konsequenzen wie Hunger, Unterernährung, Krankheit und einer hohen Sterblichkeitsrate gekennzeichnet ist.

Relative Armut meint nicht diese existenzielle Form der Armut. Sie bezieht sich, anders als das Konzept der absoluten Armut, auf eine gesellschaftliche Positionierung in Bezug auf einen landesspezifischen Wohlstand. In den meisten Fällen wird für statistische Zwecke die monetäre Armut geschätzt. Hierzu wird

² Manchmal wird auch zwischen sogenannter „food poverty“ und „non-food poverty“ unterschieden.

eine sogenannte „poverty line“ (Schwellenwert) errechnet, die z. B. einem bestimmten Prozentsatz des medianen Einkommens entspricht.

In den EU-Ländern wird die Armutsgefährdungsquote bzw. Armutsrisikoquote definiert. Der Schwellenwert für Armutsgefährdung oder Armutsrisiko ist konventionellerweise³ bei 60 % des nationalen medianen Einkommens angesetzt (vgl. Wolff, 2009; Guio, 2005). Personen mit einem Einkommen unterhalb dieses Schwellenwerts gelten nicht als arm, aber zumindest als von Armut bedroht. Es werden auch andere Schwellenwerte benutzt, deren Interpretation jedoch nicht immer einheitlich ist. Das deutsche Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend z. B. benutzt in einer Publikation über „Armutsrisiken von Kindern und Jugendlichen in Deutschland“ drei Schwellenwerte, die jeweils einem spezifischen Prozentsatz des medianen Einkommens entsprechen. Das Armutsrisiko wird demnach bei 60 % angesiedelt, Armut bei 50 % und starke Armut bei 40 % (Böhmer & Heimer, 2008).⁴

Die Armutsrisikoquote stellt nur einen von mehreren europäischen Indikatoren zur Erfassung von Armut und sozialer Exklusion dar. Der Ausschuss für Sozialschutz stellte 2001 ein erstes Indikatorenset zur Berichterstattung über Armut und soziale Exklusion vor (auch „Laeken-Indikatoren“ genannt). Diese sind mittels der Offenen Methode der Koordinierung in nationale Aktionspläne zur sozialen Inklusion eingebettet und beschränken sich nicht nur auf das Einkommen: „Die Auswahl an EU-Indikatoren kennzeichnet den Übergang von einer primär einkommenszentrierten Armutsberichterstattung hin zu einer mehrdimensionalen Betrachtung der sozialen Exklusion, die neben der Einkommensdimension auch Gesundheit, Arbeit und Bildung einschließt.“ (Krause & Ritz, 2006, S. 153). Die 18 ursprünglichen Indikatoren sind bereits multidimensional ausgelegt und in Primär- und Sekundärindikatoren eingeteilt. Während erstere als zentrale Ursachen für soziale Ausgrenzung angesehen werden, liefern die Sekundärindikatoren⁵ eher ergänzende Informationen. Die zehn Primärindikatoren gestalten sich wie folgt:

1. Armutsgefährdungsquote (60 % des Medianeinkommens)
2. Ungleichheit der Einkommensverteilung (S80/S20-Einkommensquintilverhältnis)⁶
3. Quote der dauerhaften Armutsgefährdung
4. Relative Armutsgefährdungslücke⁷
5. Regionaler Zusammenhalt (Streuung der regionalen Beschäftigungsquoten)
6. Langzeitarbeitslosenquote
7. Bevölkerung in erwerbslosen Haushalten
8. Schulabbrecher, die nicht an einer Bildungs-/Berufsbildungsmaßnahme teilnehmen
9. Lebenserwartung bei der Geburt nach Geschlecht
10. Eigene Gesundheitswahrnehmung nach Einkommensniveau

3 „Although some statistical considerations have guided its selection, the choice of the poverty threshold at 60 % of national median equivalised disposable income is conventional.“ (Wolff, 2009, S. 2)

4 Die gleichen Werte, zusätzlich des 70 %-Werts, werden in Europa auch zur Schätzung der Streuung um die Armutsrisikoschwelle herangezogen.

5 Die Sekundärindikatoren umfassen des Weiteren: die Streuung um die Armutsgefährdungsschwelle, die Armutsgefährdungsquote bei zeitlicher Verankerung, die Armutsgefährdungsquote vor Sozialleistungen, die Ungleichheit der Einkommensverteilung (Gini-Koeffizient), die Quote der dauerhaften Armutsgefährdung, basierend auf 50 %-Schwellenwert, den Anteil der Langzeitarbeitslosigkeit, die Extrem-Langzeitarbeitslosenquote, Personen mit niedrigem Bildungsstand (Social Protection Committee, 2001; Krause & Ritz, 2006).

6 Das S80/S20-Quintilverhältnis dient zur Messung der Ungleichheit der Einkommensverteilung. Es handelt sich dabei um das Verhältnis des Gesamteinkommens der 20 % der Bevölkerung mit dem höchsten Einkommen (oberstes Quintil) zum Gesamteinkommen der 20 % der Bevölkerung mit dem niedrigsten Einkommen (unterstes Quintil) (Schäfer, 2009).

7 Die relative mediane Armutsgefährdungslücke ist die Differenz zwischen dem von Personen unterhalb der Armutsgefährdungsschwelle bezogenen verfügbaren medianen Äquivalenzeinkommen und der Armutsgefährdungsschwelle, ausgedrückt in Prozent derselben (Schäfer, 2009). Je näher dieser Wert an 100 % liegt, desto gravierender ist die Intensität der Armut.

Diese Indikatoren findet man in aktuellen europäischen Publikationen vor, allerdings sind die verwendeten Altersklassen nicht immer für jugendspezifische Untersuchungen nützlich.

Das Laeken-Indikatorenset wurde 2006 und 2008 grundlegend überarbeitet und erweitert, so dass jetzt auch die Themen Gesundheit und Renten berücksichtigt werden. Die EU ist vor allem bestrebt, neben einkommensorientierten Armutsindikatoren auch vermehrt auf solche zurückzugreifen, die nichtmonetäre Aspekte des Lebensstandards messen. Hierzu zählt z. B. die sogenannte „material deprivation rate“ oder Quote der materiellen Entbehrung. Dieser Indikator misst, inwiefern eine Person bestimmten materiellen Entbehrungen ausgesetzt ist. In der Praxis wird Armut durch Entbehrung als eine Summe von mindestens drei Entbehrungen aus einer Liste von neun definiert, wobei zwischen gewollter und ungewollter Entbehrung differenziert wird:

Material deprivation is defined as the enforced lack of at least three of the nine following items; ability to face unexpected expenses, ability to pay for one week annual holiday away from home, existence of arrears (mortgage or rent payments, utility bills, or hire purchase instalments or other loan payments), capacity to have a meal with meat, chicken or fish every second day, capacity to keep home adequately warm, possession of a washing machine, a colour TV, a telephone or a personal car. (Wolff, 2009, S. 8)

Schwächen der Armutsschätzung

In der Vergangenheit wurde Armut, obwohl es ein vielschichtiges und mehrdimensionales Konzept ist, in vielen Fällen eindimensional definiert und operationalisiert (vgl. Mansel & Brinkhoff, 1998). Auch heute noch kommt, vor allem in der Öffentlichkeit, dem Indikator „verfügbares Einkommen“ zentrale Aufmerksamkeit für die Armutsbestimmung zu. In der EU wird spezifisch das „Äquivalenzeinkommen nach Transfers“⁸ als Grundlage zur Berechnung der Armutsrisikoquote benutzt. In jüngster Zeit geht der Trend bei der Erstellung von Armutsstatistiken aber wie erwähnt in die Richtung einer Ergänzung der objektiven einkommenszentrierten Indikatoren durch subjektive Indikatoren. Deren Ziel ist es, weitere Dimensionen der Armut zu erfassen und es zu ermöglichen, auch Phänomene der Armut sichtbar zu machen, die durch das verfügbare Einkommen allein nicht erfasst werden können. Ein methodologisches Problem besteht darin, dass bei Armutsschätzungen in den wenigsten Fällen auf Individuen bezogene Daten zur Armut herangezogen werden. Meist erfolgt die statistische Erfassung über die Haushalte, was einige Nachteile mit sich bringt. Somit gelten Kinder und junge Menschen z. B. dann als arm, wenn sie einem dem Einkommen nach „armen Haushalt“ angehören:

As is generally the case with all methods of poverty measurement, the household (or family) – but not the individual – is the unit of analysis. The different methods distinguish between poor and non-poor households (or families), and a person is considered poor if he/she is a member of a poor household (or family). This constitutes one of the shortcomings common to the various methods. (Rio Group, 2006, S. 36)

Die einkommensbasierte Methode übersieht auch die Möglichkeit von Armut durch hohe Ausgaben (schlechte Geldverwaltung, hohe Mieten, Überschuldung, Spiel- oder Trinksucht) in einem Haushalt, dem

⁸ Das „Äquivalenzeinkommen“ wird folgendermaßen berechnet: „The total net income of each household is calculated by adding together the income received by all the members of the household from all sources. For each person, the ‚equivalised total net income (EQ_INC)‘ is calculated as its household total net income divided by equivalised household size according to the modified OECD scale (which gives a weight of 1.0 to the first adult, 0.5 to other persons aged 14 or over who are living in the household and 0.3 to each child aged less than 14). Consequently, each person in the same household receives the same ‚equivalised total net income‘. The population consists of all the persons living in private households of a country. The term person therefore includes all the members of the households, whether they are adults or children.“ (Eurostat, 2003, S. 2).

im Prinzip ausreichende Einkommen zur Verfügung stehen. Problematisch ist ebenfalls, dass Schätzungen über das verfügbare Medianeinkommen nach Transferleistungen nur Menschen in privaten Haushalten berücksichtigen: „The population consists of all the persons living in private households of a country“ (Eurostat, 2003, S. 2). Das heißt, dass Menschen in Obdachlosen- oder anderen Heimen, die also eher zum ärmeren Teil der Bevölkerung gehören, in solchen Schätzungen nicht erfasst werden. Die Gewichtung der Haushaltsmitglieder bei der einkommensbasierten Armutsschätzung (siehe Fußnote 8) wird außerdem zunehmend in Frage gestellt.

6.2.3. Aspekte der Armut

Armut als gesellschaftliche Kategorie

Wie oben erwähnt, lässt sich Armut nicht am Einkommen allein ablesen, vielmehr ist sie ein Phänomen mit vielfältigen Ausprägungen und Begleiterscheinungen. So gibt es durchaus Ansätze bei Statistikern und Sozialwissenschaftlern, Armut anders als nur durch ein schwaches Einkommen zu definieren. In diesem Fall wird der Frage nachgegangen, was Armut neben Geldmangel charakterisiert. Eine der bekanntesten klassischen Definitionen ist diejenige des Soziologen Georg Simmel, für den Armut vor allem durch die Einstellung der Gesellschaft zu den Armen geprägt ist, wodurch Armut als eigenständige soziale Kategorie festgelegt wird. Die festgestellte Unterstützungsbedürftigkeit des Armen weist ihm seinen entsprechenden gesellschaftlichen Status zu:

Dadurch allein, dass jemand arm ist, gehört er wie gesagt noch nicht in eine sozial bestimmte Kategorie. Er ist eben ein armer Kaufmann, Künstler, Angestellter, usw. und verbleibt in dieser, durch die Qualität seiner Tätigkeit oder Position bestimmten Schicht. Innerhalb ihrer mag er seiner Armut wegen eine graduell modifizierte Stellung einnehmen, allein die Individuen, die sich in den verschiedenen Ständen und Berufen auf dieser Stufe befinden, sind keineswegs über die Abgrenzungen ihrer heimischen Schichten hinweg zu einer besonderen soziologischen Einheit zusammengefasst. Erst in dem Augenblick, wo sie unterstützt werden [...] treten sie in einen durch die Armut charakterisierten Kreis ein. Freilich wird dieser nicht durch eine Wechselwirksamkeit seiner Mitglieder zusammengehalten, sondern durch die kollektive Attitüde, die die Gesellschaft als ganze ihm gegenüber einnimmt.⁹

Die Unterstützung, die der Arme von der Gesellschaft erfährt oder erwarten kann, ist unterschiedlich in Form und Ausmaß. Die Beziehung zwischen den Armen und dem Rest der Gesellschaft ist äußerst bedeutsam und variiert nach geografischen, kulturellen und wirtschaftlichen Kriterien.

Formen der Armut: Integrierte, marginale, ausschließende Armut

Der französische Soziologe und Spezialist für Armut Serge Paugam unterscheidet drei Typen der Armut, die sich u. a. auf den gesellschaftlichen Umgang mit derselben beziehen: integrierte Armut, marginale Armut, ausschließende Armut¹⁰ (Paugam, 2005). Integrierte Armut bezieht sich auf eine Form der Armut, die man hauptsächlich in vor- und unterindustrialisierten Ländern vorfindet. Sie betrifft in diesem Fall große Teile der Bevölkerung, so dass die Armen keine marginalisierte Unterklasse darstellen und nur schwach stigmatisiert werden. In Europa findet man integrierte Armut heute höchstens noch in einigen Mittelmeerlandern und östlichen Ländern vor, in Regionen in denen Armut häufiger und anhaltender als anderswo ist. Marginale Armut bezieht sich sowohl auf Armut im eigentlichen Sinne als auch auf Formen der Exklusion. In diesem Fall stellen die Armen nur einen kleinen Teil der Bevölkerung, und es finden wohlfahrtsstaatliche Transferleistungen zu ihren Gunsten statt. Dieser gesellschaftliche Umgang mit Armut beruht auf der

⁹ www.socio.ch/sim/arm06.htm (Simmel, 1906; zuletzt abgerufen am 23.04.2010).

¹⁰ Er benutzt die Begriffe „Pauvreté intégrée, pauvreté marginale, pauvreté disqualifiante“.

Vorstellung, dass diese Minderheit die ökonomischen und sozialen Funktionen des Systems nicht erschüttert. Allerdings sind die Armen in diesem Fall stark stigmatisiert und gelten als soziale Problemfälle, was z. T. auch auf kulturell vermittelte Vorstellungen zurückgeht. Diese Form von Armut herrscht laut Paugam meist in wohlhabenden Ländern mit geringer Arbeitslosigkeit vor. Er nennt die Schweiz als Beispiel:

Le chômage en Suisse est toujours très stigmatisant et les pauvres sont contraints de vivre leur pauvreté dans le silence pour éviter l'épreuve culpabilisante de la réprobation sociale. [...] Lorsque la pauvreté est, dans les représentations sociales, un phénomène marginal, elle risque néanmoins d'apparaître comme une épreuve douloureuse et humiliante pour ceux qui en font l'expérience. [...] En Suisse ou dans les autres pays riches, la pauvreté, on l'a vu, reste silencieuse. Les pauvres qui vivent sous le regard des gens aisés ont en quelque sorte le devoir de se taire. (Paugam, 2005, S. 152-166)

Ausschließende Armut schließlich bezieht sich stärker auf das Problem der Exklusion als das der eigentlichen Armut. Sie entspricht nach Paugam einem gesellschaftlichen Umgang mit Armut, der mit dem Aufkommen der sogenannten „neuen Armut“ einhergeht und von Kollektivängsten begleitet ist. Die Betroffenen leben nicht unbedingt in ständiger und schon gar nicht in existenzieller Armut, sondern befinden sich vielmehr in einem Prozess des gesellschaftlichen Abstiegs, der von einer ständigen Angst, nutzlos und überflüssig zu sein, begleitet ist. Dieser gesellschaftliche Abstieg ist durch geringe Einkommen, prekäre Wohn- und Gesundheitsumstände, Zerschlagung familiärer und freundschaftlicher Beziehungen, unsichere Partizipation an institutionalisierten Formen des gesellschaftlichen Lebens und zumindest zeitweilige Abhängigkeit von staatlichen Transferleistungen gekennzeichnet. Der Abstieg wird umso stärker erlebt, als viele Betroffene keine arme Kindheit verbracht haben. Als Beispiele des Vorkommens dieser neuen Armut in Europa nennt Paugam Frankreich und Großbritannien.

Armut als multidimensionales Konzept

In den modernen westeuropäischen Gesellschaften findet man heute eher Formen der marginalen oder ausschließenden Armut vor. Eine der größten Gefahren dieser Formen der Armut liegt, wie ihr Name es andeutet, in der drohenden Exklusion oder gesellschaftlichen Ausgrenzung der Betroffenen. Martin Kronauer (2002) macht drei Momente des Ausgrenzungsproblems aus: erstens eine Marginalisierung am Arbeitsmarkt bis hin zum gänzlichen und dauerhaften Ausschluss von Erwerbsarbeit; zweitens eine Einschränkung der sozialen Beziehungen bis hin zur Vereinzelung und sozialen Isolation; und drittens Ausschluss von Teilhabemöglichkeiten an gesellschaftlich anerkannten Lebenschancen und Lebensstandards. Armut hat also viel mit gesellschaftlicher Zugehörigkeit zu tun.

Gesellschaftliche Zugehörigkeit wird nach Kronauer (2002) einerseits durch Interdependenzen vermittelt, andererseits durch Teilhaberechte hergestellt und abgesichert. Daraus ergeben sich verschiedene Bedeutungen und Dimensionen der Ausgrenzung. Ausschluss aus Interdependenzbeziehungen bedeutet, in der Gesellschaft keinen anerkannten Ort zu haben (Ausschluss aus der gesellschaftlichen Arbeitsteilung), aber auch soziale Isolation (Ausschluss aus sozialen Netzen). Ausschluss von Teilhabemöglichkeiten oder Partizipation bedeutet, nicht mithalten zu können (Ausschluss von materieller Teilhabe), Macht- und Chancenlosigkeit (Ausschluss von politisch-institutioneller Teilhabe) und Abgeschnittenheit von gesellschaftlich geteilten Lebenszielen (Ausschluss von kultureller Teilhabe).

Armut geht in vielen Fällen mit gesundheitlichen Problemen einher, die sowohl Auslöser als auch Konsequenz von Armut sein können. Im Kapitel 7.5.1 werden Zusammenhänge zwischen Gesundheit und soziokulturellem Status näher beleuchtet. Oft ist Armut auch von Wohnproblemen begleitet, wobei gleichzeitig wieder Auswirkungen auf die Gesundheit bestehen können, z. B. durch Lärmbelästigung, Schimmelpilze, Feuchtigkeit, unadäquate Beheizung o. ä. Zur Erfassung solcher Probleme hat die Europäische Union spezifische Indikatoren entwickelt. Bei jungen Menschen bedeutet Armut oft geringere Bildungschancen.

PISA hat gezeigt, dass dies auch in Luxemburg der Fall ist. In verschiedenen Fällen gesellen sich psychische Probleme zur Armut hinzu, genauso gut können sie aber auch Ursache von Armut sein.

Charakteristisch für Armut ist zudem, dass sie heute weitgehend ein urbanes Phänomen, also vor allem in Städten gut sichtbar ist. Autoren wie Mansel und Brinkhoff (1998) sprechen gar von einer „Urbanisierung der Armut“. Städte neigen immer zu einer gewissen Polarisierung der Bevölkerungsschichten: „Wie im 19. Jahrhundert die großen Städte der Ort waren, wo sich die schärfsten sozialen Gegensätze zeigten, sind sie auch heute wieder der Ort, wo Armut und Ausgrenzung sichtbar werden.“ (Häußermann et al., 2004, S. 8). Städte sind außerdem oft der Schauplatz einer räumlichen Konzentration der Armut.

6.2.4. Armut und ihre Folgen bei Kindern und Jugendlichen

Armut hat je nach Lebensalter unterschiedliche Bedeutungen: Arm sein im hohen Alter, als Erwachsener oder als Kind bedeutet nicht das Gleiche, sondern hat jeweils spezifische Ausprägungen. Aufwachsen in Armut ist oft mit vielfältigen Entbehrungen und Frustrationen verbunden sowie durch Abwertungen und eine Erfahrung des Nicht-Mithalten-Könnens geprägt. Es bedeutet vor allem, von Anfang an benachteiligt zu sein. Klaus Hurrelmann illustriert die möglichen negativen Erfahrungen und Ausgrenzungen junger Menschen infolge von Armut wie folgt:

Ein Aufwachsen in einer armen Familie bedeutet für Kinder und Jugendliche ganz konkret, dass im Unterschied zu anderen Familien keine Urlaubsreise möglich ist, die Freizeitaktivitäten eingeschränkt werden müssen und Anschaffungen teils nicht möglich sind oder teils nur auf einem niedrigen Niveau erfolgen können. Kinder müssen beobachten, wie gering ihr Taschengeld im Vergleich zu den übrigen Kindern oder Jugendlichen ausfällt. Bedrückende Erlebnisse können darin bestehen, nicht so ohne weiteres die Mittel aufbringen zu können, die von der Schule oder von Vereinen erwartet werden. Im Laufe der Zeit kann es auch geschehen, dass die Kinder sich im Erscheinungsbild von den anderen absetzen, weil sie bei modischer Kleidung und neuen Kleidungsstücken nicht mithalten können. (Hurrelmann, 2000a, S. 24)

Für Heranwachsende hat Armsein daher eine andere Bedeutung als für Erwachsene, denn im Gegensatz zu Erwachsenen haben arme Kinder und Jugendliche wenige bis keine Möglichkeiten, auf ihre missliche Lage einzuwirken. Zudem stehen ihnen weniger Möglichkeiten zur Verfügung, selbstschützend mit ihrer Situation umzugehen. Kinder können Auswirkungen von Armut weniger kaschieren als Erwachsene. Während Erwachsene freiwilligen Verzicht „vorspielen“ können, wird ein Nicht-Mithalten-Können bei Kindern und Jugendlichen schnell entlarvt und stigmatisiert (vgl. Hurrelmann, 2000a).

Die Folgen von Armut bei Kindern und Jugendlichen sind vielfältig. Verkürzt können drei wesentliche Aspekte davon festgehalten werden: erstens die teilweise erheblichen gesundheitlichen und psychosozialen Folgen von Armut; zweitens der Mangel an gesellschaftlicher Partizipation, der schlimmstenfalls bis zur totalen gesellschaftlichen Entfremdung gehen kann; und drittens die Vererbung von Armut als etwas, was die betroffenen Kinder von ihren Eltern übernehmen und später in ihrem eigenen Erwachsenenleben wiederholen und riskieren, an ihre eigenen Kinder weiterzugeben. Alle drei Aspekte stellen ernstzunehmende Risiken und finanzielle Belastungen für die Gesellschaft dar.

Psychosoziale und gesundheitliche Folgen von Armut

Das Aufwachsen in Armut kann sich negativ auf die Gesundheit, die Psyche und das Verhalten der betroffenen Kinder und Jugendlichen auswirken: „Kranken viele der Mittelschichtskinder eher an Leistungsstress, Konkurrenz- und Versagensängsten, werden Angehörige der Unterschicht durch die mangelnde Teilhabe an gesellschaftlich anerkanntem Leben und Konsum und durch Abwertung und Ausgrenzungserfahrungen ver- oder zerstört“ (Köttgen, 2000, S. 83). Das daraus resultierende Verhalten stößt oft auf Unverständnis

und Empörung. Die Erfahrungen dieser Kinder und Jugendlichen werden nicht immer in ihrer ganzen Tragweite verstanden und sind oft schwer nachzuvollziehen. Charlotte Köttgen (2000) weist erklärend auf die „seelischen Verletzungen“ armer Kinder und Jugendlicher hin und erinnert daran, dass sozialmedizinische Studien zeigen, dass Kinder in armen Familien häufiger psychische, soziale, emotionale, motorische und andere Auffälligkeiten zeigen. Das Aufwachsen in Armut und die ihnen zugewiesene gesellschaftliche Kategorie wird von Kindern früh verinnerlicht:

Kinder erleben ihr direktes Umfeld als ihren ganzen Kosmos. Aus diesem Kosmos und aus den Modellen in ihrem Erwachsenenenumfeld beziehen sie ihre Werte und leiten ihre Maßstäbe ab. Sie sind in hohem Maße loyal gegenüber ihren Eltern und leiden mit an deren demütigenden Erfahrungen, die Arbeitslosigkeit und Ausgrenzung bewirken. Schon von klein auf entwickeln sie zusammen mit ihren Eltern ein Gefühl der Wertlosigkeit und rebellieren gleichzeitig dagegen. (Köttgen, 2000, S. 78)

Nach Hurrelmann (2000a) kommt den Eltern armer Kinder als Vermittler und Interpreten der sozialen Umwelt eine wichtige Rolle zu. Behalten die Eltern in einer Situation der Armut die Souveränität, den Kindern eine „positiv gefärbte“ Beziehung zu vermitteln, dann können die Kinder die Benachteiligungen außerhalb der Familie besser ertragen. Eltern in einer Armutssituation sind allerdings in den meisten Fällen nicht souverän, sondern verunsichert, was zu einer Belastung des Beziehungs- und Erziehungsprozesses führt. Mögliche Folgen bei den Kindern sind Aggression, Depression, Verhaltensschwierigkeiten und Konsum legaler und illegaler Drogen.

Die soziale Lebenslage wirkt sich unmittelbar auf die Gesundheit von Kindern aus. Laut Hurrelmann (2000a) zeigen Kinder und Jugendliche aus den unteren sozialen Schichten in „nahezu allen“ Gesundheitsindikatoren eine schlechtere Bewertung ihres Gesundheitszustandes als solche aus den restlichen Schichten. Dieser subjektiv wahrgenommene Gesundheitszustand steht im Einklang mit Ergebnissen von Studien zum Zusammenhang von sozialer Schicht und Gesundheit im Jugendalter. Der schlechtere gesundheitliche Zustand kann teilweise auf Stresserlebnisse und psychologische Belastungen von armen Kindern und Jugendlichen zurückgeführt werden, andererseits spielt aber auch ein durch Erziehung und Umfeld vermitteltes Gesundheitsverhalten eine wichtige Rolle. Dies ist umso wichtiger, als diese Verhaltensmuster dazu tendieren, sich zu verfestigen: „Kindheit und Jugend sind sensible Perioden, in denen wesentliche Muster des Gesundheitsverhaltens entstehen und sich stabilisieren. In diesen Lebensphasen entwickeln sich die Grundstrukturen individueller Verhaltensweisen, die im Erwachsenenalter fortgeführt werden.“ (Langness et al., 2006, S. 86)

Die Lebensgeschichte vieler armer Kinder und Jugendlicher ist auch durch belastende Erlebnisse gekennzeichnet wie das Fehlen stabiler, schützender und fördernder Bezugspersonen in der Kindheit, Verlust wichtiger Bezugspersonen, häufige Wechsel des Wohnortes, der Schule u. a. (Köttgen, 2000). Aufwachsen in Armut geht oft mit Vernachlässigung einher und in manchen Fällen auch mit frühen Gewalterfahrungen.¹¹ Als typische Verhaltensweisen, die bei vernachlässigten Kindern und Jugendlichen beobachtet werden, die Gewalt erlebt haben, nennt Köttgen (2000) z. B. Selbstbeschädigung, Gewaltausübung, Zerstörung von Beziehungen, Prostitution, Pädophilie und Zusammenschluss in gewaltbereiten Gruppen.

Ausschluss von Partizipation als Folge von Armut

Die Fähigkeiten und Möglichkeiten von Kindern und Jugendlichen, erfolgreich in Vereinen aktiv zu sein oder politisch zu partizipieren, hängen maßgeblich von ihren sozioökonomischen und kulturellen Ressourcen ab. Diese Ressourcen variieren stark nach gesellschaftlicher Schichtzugehörigkeit. Finanzielle Ressourcen, soziale Netzwerke und kulturelles Kapital sind Grundvoraussetzungen der gesellschaftlichen Partizipation, deren Fehlen die Betroffenen erheblich benachteiligt (vgl. Bourdieu, 1979, 1983).

¹¹ Frühe Gewalterfahrungen können aber auch in bessergestellten Familien stattfinden.

So sind finanzielle Mittel z. B. notwendig, um bestimmte zur Partizipation notwendige Anschaffungen zu tätigen. Der Wert sozialer Netze ist in der Partizipation wichtig, da sie nötige Information und Unterstützung liefern können. Besonders auch das kulturelle Kapital, das nicht nur über formelle Bildungswege, sondern auch über informelle Wege sowie Erziehung vermittelt wird, spielt bei der Partizipation eine herausragende Rolle: „Da Wissen aber ungleich verteilt ist, muss Partizipationsorientierung prüfen, wem es an welchen Informationen mangelt, und muss helfen, diesen Mangel zu erkennen und ihn zu beheben“ (Knauer & Sturzenhecker, 2005, S. 74).

Im Kapitel 8 wird der Aspekt des Ausschlusses junger Menschen von Partizipation durch sozioökonomische Faktoren näher beleuchtet.

Intergenerationale Vererbung von Armut

Jugendarmut ist nicht zuletzt deshalb ein ernstes Problem, weil die Armut in vielen Fällen nach dem Jugendalter andauert oder wiederkehrt (Paugam, 2005). Das Risiko, als Erwachsener in finanzielle Schwierigkeiten zu geraten, ist höher, wenn man in einem sozioökonomisch benachteiligten Milieu aufgewachsen ist. Die Reproduktion der während der Kindheit und Jugend erlebten Armut im Erwachsenenalter findet man in Europa vor allem in den südlichen Ländern vor, während dieses Phänomen im Norden weniger stark ausgeprägt ist. Dies lässt sich z. T. durch strukturelle Gegebenheiten wie Einkommensverteilung und Arbeitslosigkeit erklären. Trotzdem existiert dieses Phänomen ungeachtet des wirtschaftlichen Umfelds auch im Norden: „Il existe aussi dans les pays du Nord une proportion de la population qui reste pauvre de génération en génération et pour laquelle les difficultés à survivre sont persistantes, quelle que soit la conjoncture économique et sociale“ (Paugam, 2005, S. 109).

6.3. ARMUT IN LUXEMBURG

6.3.1. Der Armutsdiskurs in Luxemburg

Das Armutsproblem ist heute in Frankreich, Großbritannien oder Deutschland ein prominentes Thema im öffentlichen Diskurs und wird von Schlagwörtern wie „neue Armut“, „Underclass“ oder „Exklusion“ beherrscht. Der luxemburgische Diskurs über Armut ist jedoch in mancher Hinsicht anders. Er dreht sich z. T. um die Frage, ab wann man eigentlich arm ist. Armut ist auch in Luxemburg ein reales Problem, gestaltet sich aber aufgrund eines insgesamt hohen Lebensstandards der Bevölkerung entsprechend spezifisch und ist vielleicht gerade deshalb schwieriger einzuschätzen als in unseren Nachbarländern.

Laut verschiedenen Statistiken hat auch in Luxemburg die Armut zugenommen, aber da die zitierten Indikatoren in den meisten Fällen die relative Einkommensarmut messen, und deren Schwellenwert in absoluten Geldbeträgen in Luxemburg deutlich höher liegt als in den meisten EU-Ländern, stellt sich immer die Frage nach deren Aussagekraft. Premierminister Juncker sprach diesen Sachverhalt in seiner Rede zur Lage der Nation 2008 an und machte einen Unterschied zwischen richtiger Armut und statistischer Armut:

Et gëtt schlémm Aarmut, richtig brutal Aarmut an et gëtt statistesch Aarmut. Déi statistesch Aarmut muss een am Aa behalen déi richtig Aarmut muss ee bekämpfen. Et gëtt gesot zu Lëtzebuerg giffe 14 % vun de Leit an Aarmut liewen oder giffe riskéieren an d'Aarmut erofzerétschen. Dëse Prozentsaz deen op Grond vun enger europäescher Aarmuts- an Aarmutsrisiko-Erhiewungsmethod errechent gëtt ass dat, wat ech d'statistesch Aarmut nennen.¹²

¹² www.gouvernement.lu/gouvernement/etat-nation-2009/2008/index.html (zuletzt abgerufen am 07.12.2009).

Hierbei erwähnte Juncker auch, dass Haushalte, die in Luxemburg statistisch als arm gelten, dies bei gleichem Einkommen in Arlon, Thionville oder Trier nicht wären, wobei freilich Unterschiede in den Lebenshaltungskosten nicht berücksichtigt werden.

In Luxemburg ist keine Instanz damit beauftragt, einen offiziellen Schwellenwert für Armut zu definieren, der handlungsleitend für die Festlegung sozialer Mindestleistungen wäre. Der einzige offizielle Rahmen für die Festlegung solcher Indikatoren ist somit die EU (Frising et al., 2008). Dabei stellt sich die Frage, ob der EU-Armutsindikator der Situation in Luxemburg gerecht wird und die tatsächliche Situation widerspiegelt. Serge Allegrezza, Direktor des STATEC, weist darauf hin, dass Armutserschätzungen anhand von Einkommensschwellenwerten stets einer bestimmten Konvention entsprechen und dass diese hinterfragt werden darf. Als mögliche Alternativen zur gebräuchlichen Armutsrisikoquote schlägt er z.B. vor, alternative Armutserschätzungen zu benutzen oder die Schwelle des offiziellen Armutsrisikos in Luxemburg tiefer als bei den in Europa üblichen 60 % des Medianeinkommens anzusetzen, was die offizielle Armutsquote erheblich senken würde:

Rien n'empêche les décideurs politiques de fixer un autre seuil, différent du seuil communautaire, éventuellement plus adapté à l'environnement luxembourgeois. [...] On peut approcher le risque de pauvreté comme étant une privation de certains biens et services jugés indispensables. On peut aussi garder la définition communautaire mais adopter d'autres seuils de pauvreté. Par exemple, un seuil correspondant à 50 % du revenu disponible équivalent médian réduit le taux de pauvreté officiel de moitié, soit à 7,4 %. Pourquoi ne pas fixer le seuil de pauvreté à 40 % du revenu équivalent médian, ce qui ramènerait le taux de risque de pauvreté à 2,3 %? (Allegrezza, 2008, S. 7)

Der Vorschlag Allegrezzas, die Armutsrisikoschwelle in Luxemburg wegen der hohen Löhne tiefer anzusetzen, stößt nicht überall auf Zustimmung. Einerseits spielen, wie bereits erwähnt, die höheren Lebenshaltungskosten in Luxemburg eine Rolle bei der Relativierung hoher Einkommen. Außerdem misst der genannte Indikator nicht nur ein Armutsrisiko, sondern auch eine soziale Ungleichheit. Diese ist in Luxemburg genauso real wie in den Nachbarländern, auch wenn die Einkommen der armen Bevölkerungsschichten im direkten Vergleich deutlich höher sind.

Serge Allegrezza macht auch darauf aufmerksam, dass in Luxemburg verschiedene Informationen zur Messung des Wohlstands und dessen Verteilung nicht zur Verfügung stehen. Dazu gehören Informationen über die Verteilung von finanziellem Vermögen, Grundbesitz oder Immobilien sowie über Schwarzarbeit. Er kritisiert auch die Überstrapazierung des Pro-Kopf-Bruttoinlandsproduktes als Messeinheit für den Wohlstand eines Landes. So erinnert er z.B. daran, dass das luxemburgische Pro-Kopf-BIP im internationalen Vergleich durch die hohe Anzahl an Grenzgängern künstlich in die Höhe getrieben wird.¹³ Insgesamt plädiert Allegrezza dafür, dass ein breites Arsenal an objektiven und subjektiven Indikatoren erarbeitet wird, die es erlauben, Wohlstand und Verteilung des Reichtums besser zu messen: „Les partenaires sociaux, la communauté scientifique, les statisticiens devraient travailler à faire reconnaître et légitimer une batterie d'indicateurs, partant des comptes nationaux, pour aboutir à des indicateurs de bien-être subjectifs“ (Allegrezza, 2007, S. 28).

Die Wohlfahrtsorganisation „Caritas Luxembourg“ publizierte 2008 den zweiten luxemburgischen Sozialalmanach mit den Schwerpunkten Kinderarmut und Bildung. In dieser Publikation erinnert Robert Urbé daran, dass auch in Luxemburg Kinderarmut ein ernstzunehmendes Thema ist. Er stellt unter anderem fest, dass der Anstieg der Kinderarmut zwischen 2003 und 2006 durchaus als Trend gesehen werden kann; dass die Differenz zwischen dem Armutsrisiko der Gesamtbevölkerung und jenem der Kinder mit sechs Prozentpunkten eine der höchsten in Europa ist; dass das Armutsrisiko der Kinder schneller

¹³ Grenzgänger stellen etwa 40 % der Lohnempfänger und tragen damit entscheidend zur Erwirtschaftung des BIP bei. Sie gehören aber nicht zur luxemburgischen Bevölkerung und werden deshalb beim Pro-Kopf-BIP nicht mitgerechnet.

angestiegen ist als das der Gesamtbevölkerung; dass das luxemburgische Armutsrisiko für Kinder mit 20 % über dem unserer Nachbarländer liegt; dass Haushalte mit Kindern ein größeres Armutsrisiko haben als solche ohne; dass besonders Alleinerziehende einen starken Anstieg des Armutsrisikos erfahren haben. Für Urbé verdeutlicht dies, dass Handlungsbedarf besteht:

Auch wenn [...] das Steuersystem in Luxemburg, gekoppelt mit den Familienzulagen dazu führt, dass Luxemburger von ihrem Brutto-Verdienst generell, Familien mit Kindern aber im besonderen, einen größeren Prozentsatz als Nettolohn bekommen als ihre Pendants in unseren drei Nachbarstaaten, so zeigen diese statistischen Analysen doch, dass diese Art von Sozialtransfers nicht ausreicht, um das Armutsrisiko der Familien mit Kindern auf das gleiche Niveau abzusenken, wie es für Paare ohne Kinder gilt. (Urbé, 2008, S. 85)

Nach Ansicht von Erny Gillen (Caritas) haben die Zahlen zur relativen Armut der Kinder in Luxemburg daher durchaus ihre Bedeutung:

Die hier angesprochene Kinderarmut wird statistisch als Vergleichszahl erfasst. Diese relative Armut darf nicht einfach minimisiert werden, wie dies von manchen gerne gemacht wird. Sie hat ihre Bedeutung als Messgröße und weist auf ein Defizit hin. Als Vergleichszahl belegt sie eine Differenz, die möglicherweise ein Einsatzzeichen für politisches Handeln darstellt. (Gillen, 2008, S. 10)

Debatte in der Abgeordnetenversammlung

Im Februar 2007 wurde auf eine Interpellation des Abgeordneten Claude Adam hin eine Debatte über Armut in der Abgeordnetenversammlung geführt. Anlass für diese Interpellation waren die Statistiken des „Rapport travail et cohésion sociale 2006“. Neben der Vorlage einer Resolution zur Einführung des Rechts auf eine Wohnung und eines Antrags zur Reform der „Offices sociaux“ wurden verschiedene Aspekte des Armutsproblems in Luxemburg diskutiert. Besonders oft wurden die Themen Arbeitslosigkeit und vor allem Jugendarbeitslosigkeit sowie Wohnungsnot angesprochen.

Kinder- und Jugendarmut wird in diesem Zusammenhang mehrmals spezifisch angesprochen: So macht Claude Adam (Déi Gréng) darauf aufmerksam, dass die Jugendarbeitslosigkeit anfrage, „krasse“ Ausmaße anzunehmen. Auch sei es äußerst wichtig, bei jungen Menschen Prävention durch Bildung zu leisten, dies auch vor dem Hintergrund besonders hoher Armutsrisikoquoten bei den 0- bis 15-Jährigen. Jean-Paul Schaaf (CSV) begrüßt die Initiative der „École de la 2^e Chance“ und weist darauf hin, dass 22 % der Jugendlichen zwischen 16 und 18 Jahren nicht mehr zur Schule gehen. Gast Gibéryen (ADR) kritisiert u. a. die Desindexierung des Kindergeldes und der Familienzulagen. Fernand Diederich (LSAP) meint, dass die Armutsprävention verbessert werden müsse, vor allem bei den Jugendlichen. Die Familien- und Integrationsministerin Marie-Josée Jacobs weist darauf hin, dass junge Erwachsene unter 25 Jahren kein Anrecht auf das RMG besitzen. Vor dem Hintergrund, dass 60 % aller überschuldeten Haushalte solche mit Kindern sind, sei das Vorgehen gegen Überverschuldung auch implizit ein Vorgehen gegen Kinderarmut. Die Ministerin stellt ebenfalls fest, dass immer mehr Jugendliche unter 25 Jahren auf der Straße sind. Hier müssten spezifischere Auffangstrukturen geschaffen werden (vgl. Chambre des Députés, 2007).

Wohnungsknappheit und Wohnungsnot

Im öffentlichen Diskurs über Armut in Luxemburg wird oft ein Thema angesprochen, das vor allem ärmere Bevölkerungsgruppen, aber nicht nur diese, vor Probleme stellt: das der Wohnungsknappheit auf einem

kleinen und teuren Immobilienmarkt.¹⁴ René Kneip weist im Sozialalmanach 2008 darauf hin, dass der Wohnungsbau in den letzten Jahren nicht der Bevölkerungsentwicklung entsprechend mitgewachsen sei, was zu einer starken Verteuerung der Immobilien geführt habe. So sind allein zwischen 1991 und 2001 die Mietpreise um 27 % gestiegen. Während der gleichen Periode wurde der Mindestlohn z. B. aber nur um 21 % erhöht. Allein zwischen 2003 und 2006 ist der Anteil der von Armut bedrohten Mieter von 19,8 % auf 25 % angestiegen (Kneip, 2008a). Ein immer größerer Teil des Einkommens ärmerer Haushalte wird auf die Wohnkosten verwendet. 2006 betrug der Anteil der Wohnkosten am Gesamteinkommen der weniger wohlhabenden Haushalte (erstes Quartil der Lebensstandardverteilung) 29,2 % gegenüber 18,6 % bei den „mittleren bis wohlhabenden Haushalten“ (die restlichen drei Viertel). In den zehn Jahren vor 2006 ist das relative Gewicht der Wohnkosten für wohlhabendere Haushalte gleich geblieben, während es in der gleichen Zeit für die weniger wohlhabenden Haushalte angestiegen ist (Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement, 2009a).

Für eine zunehmende Zahl an luxemburgischen Haushalten, darunter viele junge Menschen und junge Familien, sind die Möglichkeiten auf dem heimischen Immobilienmarkt so begrenzt, dass sie sich im nahen Grenzgebiet niederlassen (Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2008). Besonders im Bereich der kleinen Wohnungen, die ja gerade für junge Menschen interessant sind, ist laut „Observatoire de l'habitat“ das Angebot ungenügend. Auch der Umstand, dass ein Großteil der angebotenen Immobilien erst rezent erbaut und deswegen vergleichsweise teuer ist, spielt hierbei eine Rolle (Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement, 2009b).

Angesichts der kritischen Situation auf dem Immobilienmarkt wurde im Herbst 2009 auf eine Initiative des „European Anti Poverty Network“ (EAPN) und der „Wunnéngshëllef“ in Luxemburg eine neue öffentliche Einrichtung, die sogenannte „Agence immobilière sociale“ (AIS) gegründet, deren Zweck es ist, soziale Exklusion durch Wohnungsmangel zu bekämpfen. Der Auftrag der AIS besteht darin, benachteiligten Personen Zugriff auf erschwingliche und ihren Verhältnissen angepasste Wohnungen für eine Übergangszeit von drei Jahren zu ermöglichen. Hierzu arbeitet die Agentur mit Sozialbüros zusammen. Um billige Wohnungen anbieten zu können, bietet die AIS den Besitzern Gegenleistungen.¹⁵

6.3.2. Maßnahmen zur Verminderung von Armut und Chancenungleichheit

Sozialtransfers und ihre Entwicklung

Luxemburg verfügt über ein Sozialversicherungssystem mit einem breiten Angebot an Leistungen, das sich über die Jahre immer stärker ausgedehnt hat (vgl. Hartmann-Hirsch, 2009; Meyers, 2009). Diese staatlichen Transferleistungen ermöglichen es, soziale Härtefälle erheblich zu mildern und bieten auch bei Krankheitsfällen und Schicksalsschlägen einen gewissen Grad an Sicherheit.

Chronologisch betrachtet wurden Anfang des 20. Jahrhunderts als erstes die „assurances sociales“ (Sozialversicherung) eingeführt, die gegen den Krankheitsfall und Unfall versicherten sowie eine Rente garantierten. Während sich diese Versicherung auf immer größere Gesellschaftsbereiche ausdehnte, entwickelten sich gleichzeitig die „allocations familiales“, also die Familienzulagen. Während des Ersten Weltkriegs

¹⁴ Laut „Observatoire de l'habitat“ gestalteten sich im dritten Trimester 2009 die durchschnittlichen angezeigten Preise für Mietwohnungen folgendermaßen: Studio 722 €, Einzimmerwohnung 938 € (in Luxemburg versteht man unter Einzimmerwohnung eine Wohnung, die neben einem Wohnzimmer ein Schlafzimmer aufweist. Eine Zweizimmerwohnung hat also zwei Schlafzimmer usw. Eine Wohnung mit nur einem Wohn-/Schlafraum wird gemeinhin als „Studio“ bezeichnet), Zweizimmerwohnung 1.258 €, Dreizimmerwohnung 1.682 €. Für Häuser wurden die folgenden durchschnittlichen Mietpreise ermittelt: zwei Zimmer 1.583 €, drei Zimmer 1.822 €, vier Zimmer 2.326 €. Die Verkaufspreise in diesem Zeitraum waren wie folgt: Einzimmerwohnung 256.316 €, Zweizimmerwohnung 350.019 €, Dreizimmerwohnung 441.146 €, Haus mit zwei Zimmern 434.215 €, Haus mit drei Zimmern 509.864 €, Haus mit vier Zimmern 563.120 € (abgerufen am 10.02.2010 unter www.observatoire.ceps.lu/index.cfm?pageKw=fiche_info_comp).

¹⁵ Weitere Informationen findet man unter www.ais.lu

wurden bereits erste Zusatzlöhne für Arbeiter mit Kindern ausbezahlt. 1947 wurden die Familienzulagen für Lohnempfänger zum ersten Mal gesetzlich festgehalten, erfuhren dann nachträgliche Ausdehnungen und Harmonisierungen. Ende des 20. Jahrhunderts wurden die „*prestations de maternité*“ (Leistungen im Mutterschaftsfall) eingebracht. So wurde 1975 ein Gesetz zur Mutterschaft verabschiedet, das vor allem den bezahlten Mutterschaftsurlaub regelt. In mehreren Etappen wurden im Laufe des 20. Jahrhunderts die „*indemnités de chômage*“ (Arbeitslosengeld) eingeführt. Als Reaktion auf die Wirtschaftskrise der 1970er Jahre wurde 1976 eine tiefgreifende Reform des Arbeitslosengeldes durchgeführt, die den Zugang zu diesem erleichterte und die Beträge erhöhte. Zusätzliche Maßnahmen sollten den Zugang junger Menschen zum Arbeitsmarkt erleichtern. 1987 wurden erneute Reformen durchgesetzt, die die bestehenden Leistungen noch einmal ausdehnten und verstärkten. 1986 ist ein wichtiges Datum in der Geschichte des luxemburger Sozialstaats, denn es ist das Jahr, in dem das „*revenu minimum garanti*“ (garantiertes Mindesteinkommen) als explizites Instrument zur Bekämpfung der Armut eingeführt wurde: „*Dans le cadre de la lutte contre l'exclusion sociale, un revenu minimum garanti a été institué qui confère, dans les conditions fixées par la loi, des moyens suffisants d'existence ainsi que des mesures d'insertion professionnelles et sociales*“ (Ministère de la Sécurité Sociale, 2009, S. 343). Ziel dieser Maßnahme ist es, benachteiligten Haushalten unter bestimmten Bedingungen ein monatliches Einkommen zur Verfügung zu stellen. 1990 wurde die „*préretraite*“ (Frührente), die bis dahin provisorisch behandelt wurde, definitiv gesetzlich festgehalten und geregelt. 1998 wurde die „*assurance dépendance*“ (Pflegeversicherung) eingeführt (Ministère de la Sécurité Sociale, 2009).

Das luxemburgische Sozialversicherungssystem umfasst heute allgemeine Bereiche wie medizinische Versorgung, Arbeitslosengeld, Renten, Frührenten und Witwenrenten sowie Leistungen im Fall von Krankheit, Mutterschaft, Pflegebedürftigkeit, Arbeitsunfall, Berufskrankheit oder Arbeitsunfähigkeit. Zudem gibt es zahlreiche Familienleistungen, wie z. B. die „*allocations familiales*“ (Familienzulagen bzw. Kindergeld) mit Sonderzulagen für behinderte Kinder, „*allocations de rentrée scolaire*“ (Schulanfangszulage), „*allocation d'éducation*“ (Erziehungszulage), „*allocation de naissance*“ (Geburtenzulage), „*allocation de maternité*“ (Mutterschaftszulage), „*congé parental*“ (Elternurlaub) sowie einen steuerlichen Kinderbonus. Wichtig zu erwähnen ist hierbei, dass die heutige Gesetzgebung explizit besagt, dass das Kindergeld den Kindern persönlich zusteht. Mit der Ratifizierung der UN-Kinderrechtskonvention am 7. März 1994 hat Luxemburg durch den Artikel 27 auch eine rechtliche Basis für die Einforderung des Rechts von Kindern auf ein würdiges Leben gelegt.

Garantiertes Mindesteinkommen

Spezifisch zur Armutsbekämpfung wird das sogenannte „*revenu minimum garanti*“ (RMG) oder garantiertes Mindesteinkommen eingesetzt. Anwärter müssen folgende Bedingungen erfüllen: das Aufenthaltsrecht in Luxemburg besitzen und dort wohnhaft sein; mindestens 25 Jahre alt sein; über finanzielle Ressourcen verfügen, die unter einem festgelegten Betrag liegen; und bereit sein, sämtliche Möglichkeiten des Rechts zu nutzen, um ihre Situation zu verbessern. Ausnahmen unter 25 Jahren werden wie folgt gewährt: Personen, die ein Kind erziehen und Familiengeld beziehen; Erwachsenen, die eine schwer behinderte Person versorgen; Erwachsenen, die aufgrund von Krankheit oder Behinderung ihren Lebensunterhalt nicht verdienen können.

Verweigert wird das RMG allgemein jenen Personen, die freiwillig ihre berufliche Tätigkeit aufgegeben oder verringert haben, aufgrund eines schweren Fehlers entlassen wurden, die Teilnahme an einer vom Arbeitsamt organisierten beruflichen Eingliederungsmaßnahme verweigert haben, das Anrecht auf Arbeitslosengeld aufgrund der Verweigerung einer angebotenen Stelle verloren haben, sich in Untersuchungshaft befinden oder eine Haftstrafe verbüßen, sich im unbezahlten Urlaub oder Teilzeiterurlaub befinden.

In der Praxis wird das RMG in der Form einer „*indemnité d'insertion*“ oder einer „*allocation complémentaire*“ je nach Alter ausbezahlt und danach, ob der Betroffene fähig ist, an Wiedereingliederungsmaßnahmen

teilzunehmen. Die „allocation complémentaire“ besteht in der Auszahlung eines Geldbetrages, der den Unterschied zwischen Höchstbetrag des RMG und den finanziellen Ressourcen der Betroffenen ausgleicht. Die „indemnité d’insertion“ ihrerseits richtet sich an Personen, die an solchen Maßnahmen teilnehmen. Ziel der Maßnahmen ist eine Resozialisierung und Wiedereinführung in den normalen Arbeitsmarkt.

Alle Personen, die in Luxemburg als Lohnempfänger oder Selbstständige arbeiten, sind obligatorisch kranken- und rentenversichert. Ein wichtiger Aspekt des RMG ist, dass auch solche Personen, die das gesetzlich garantierte Mindesteinkommen oder ein Ersatzeinkommen („revenu de remplacement“) beziehen, krankenversichert sind. Versichert sind auch in Luxemburg Studierende, minderjährige Kinder sowie Behinderte.

Über eine Entwicklungsperiode von rund 100 Jahren hat sich in Luxemburg ein Sozialversicherungssystem entwickelt, das breit gefächert und, wie die nachfolgenden Zahlen zeigen, effizient in der Bekämpfung von Benachteiligung und Armut ist. Durch eine Reihe von staatlichen Transferleistungen werden Kinder und Jugendliche direkt und indirekt vor Armut geschützt. All dies bedeutet allerdings nicht, dass es keine Lücken mehr in diesem Sozialnetz gibt. Auch gibt es Menschen, die trotz eines Anspruchs auf das RMG aus diversen Gründen keinen Gebrauch von diesem Recht machen.

Neben dem staatlichen Hilfssystem existieren in Luxemburg noch eine Reihe nicht direktstaatlicher oder nichtstaatlicher Hilfeleistungen für Familien oder Kinder und Jugendliche in prekären Situationen. Als Beispiel seien hier die Hilfen des CPOS für Familien mit geringem Verdienst oder für schwere soziale Fälle genannt (Conseil Supérieur de l’Action Sociale, 2008). Auch das Familien- und Integrationsministerium gewährt zusätzliche finanzielle Hilfen an Familien oder Kinder in Notlagen z. B. das Bezahlen von Internaten im Ausland oder der Krankenkassenbeiträge (Chambre des Députés, o. J.). Hilfsbedürftige können Hilfe sowohl beim „Office social“ ihrer Gemeinde beantragen¹⁶ als auch bei gemeinnützigen Organisationen z. B. der Fondation Grande-Duchesse Charlotte, der Caritas, der Ligue médico-sociale oder der Croix-Rouge. Statistiken zu diesen punktuellen Hilfen gibt es jedoch kaum.

Kinderbetreuung: „Maisons relais pour enfants“ und „Chèque-Service Accueil“

Ein gutes und für jedermann zugängliches Angebot an Kinderbetreuungseinrichtungen kann auch eine wichtige Rolle bei der Verminderung gesellschaftlicher Benachteiligung und Armut spielen. Bis vor wenigen Jahren war das Tagesbetreuungsangebot in Luxemburg sowohl von der Anzahl der Plätze her als auch hinsichtlich der zeitlichen Flexibilität nicht ausreichend angesichts einer sich wandelnden gesellschaftlichen Realität. Die luxemburgische Regierung ist deshalb 2005 mit der Einführung der „Maisons relais pour enfants“ dazu übergegangen, das bestehende Angebot durch neue Modelle der Kinderbetreuung auszubauen. Das erklärte Ziel ist eine bessere Vereinbarkeit von Familie, Beruf und Schule (vgl. Achten, Horn & Schronen, 2009). Gleichzeitig sind die „Maisons relais pour enfants“ eine wichtige Maßnahme zur Förderung der Chancengleichheit der Kinder. Angesichts der hohen Wohn- und Lebenshaltungskosten in Luxemburg sind viele Paare darauf angewiesen, dass beide Partner arbeiten.¹⁷ Falls keine Unterstützung durch z. B. Großeltern stattfinden kann, gelingt es den Eltern ohne flexible außerfamiliäre Angebote in vielen Fällen nicht mehr, Kindern ein angemessenes Umfeld zum Aufwachsen zu bieten. Im Prinzip bieten die „Maisons relais pour enfants“ zudem ausländischen Kindern die Möglichkeit, den Umgang mit der luxemburgischen Sprache zu erlernen, was einen wichtigen Integrationsfaktor darstellt.¹⁸ Sie sind auch bestrebt,

¹⁶ Ab 01.01.2011 tritt das Gesetz „Loi du 18 décembre 2009 organisant l’aide sociale“ in Kraft, das das Recht auf Hilfe durch das „Office social“ verankert.

¹⁷ www.gouvernement.lu/salle_presse/interviews/2005/12decembre/20051221jacobs_revue/index.html (zuletzt abgerufen am 04.06.2010).

¹⁸ In Expertengesprächen wurde bedauert, dass die „Maisons relais pour enfants“ zur Zeit noch ungenügend von verschiedenen Bevölkerungsgruppen in Anspruch genommen würden, die davon den größten Nutzen ziehen könnten. So seien z. B. portugiesische Kinder im Vergleich zur Referenzbevölkerung noch unterrepräsentiert.

den dort verweilenden Kindern „soziale Wurzeln und Orientierungspunkte“ zu vermitteln, und ihnen bei der Vereinsmitgliedschaft sowie der Beteiligung an heimischen Feiern, Festen, Bräuchen und Traditionen zu helfen.¹⁹

Für Familien mit geringem Einkommen stellen die Tarife der Kindertagesstätten in Luxemburg eine große finanzielle Herausforderung dar. Die Regierung hat Anstrengungen unternommen, den Zugang zu diesen Angeboten zu erleichtern, allerdings nicht durch eine Erhöhung der Familienzulagen, sondern durch die Einführung des sogenannten „Chèque-Service Accueil“. Am 1. März 2009 ist dieses System der Dienstleistungsschecks zur Kinderbetreuung in Kraft getreten, dessen Ziel eine verbesserte und gerechtere außerschulische Betreuung und Förderung der Kinder ist. Der „Chèque-Service Accueil“ räumt jedem Kind mindestens drei Stunden kostenlose Betreuung pro Woche sowie 21 Stunden zum ermäßigten Tarif ein, wobei der tatsächliche Tarif von der Einkommenssituation des Haushalts und dem Rang eines Kindes in der Geschwisterfolge abhängt. Das System in Anspruch nehmen können Kinder, die ihren Wohnsitz in einer luxemburgischen Gemeinde haben und zwischen 0 und 12 Jahren alt sind. Langfristige Ziele sind eine kostenlose außerschulische Betreuung zur Förderung des sozialen Zusammenhalts und der Chancengleichheit. Seit September 2009 kann der „Chèque-Service Accueil“ auch zur Benutzung sportlicher und kultureller Einrichtungen benutzt werden.²⁰ In Richtung der Prävention von Ungleichheit und Kinderarmut könnte auch das kürzlich geschaffene „Office national de l'enfance“ (ONE) und das Gesetz „Loi relative à l'aide à l'enfance et à la famille“ vom 16. Dezember 2008 neue Ansätze für präventive Maßnahmen gegen Kinderarmut eröffnen (vgl. Rotink, 2010).

6.3.3. Das Armutsrisiko bei Kindern, Jugendlichen und ihren Familien

Zahlen zum Armutsrisiko in Luxemburg und im europäischen Vergleich

Detaillierte Zahlen zum Armutsrisiko in Luxemburg im europäischen Vergleich befinden sich in den EU-SILC-Studien von 2007 (Frising et al., 2008; Wolff, 2009) und 2008 (Langers et al., 2009). Die Armutsrisikoquote²¹ der gesamten Bevölkerung in Luxemburg liegt 2007 bei 13,5 % (2008: 13,4 %), der Durchschnitt der EU-27-Länder bei 16 %. Somit liegt das generelle Armutsrisiko in Luxemburg leicht unter dem EU-Durchschnitt. Ein ähnliches Armutsrisiko findet man auch in den Nachbarländern Luxemburgs vor: 15 % in Belgien und Deutschland, 13 % in Frankreich.

Laut Eurostat ist 2008 die Armutsgefährdungsquote für Frauen in Luxemburg leicht erhöht (Männer 13 %, Frauen 14 %). Diese Verteilung hat sich in den letzten Jahren wenig verändert. In den meisten europäischen Ländern verhält es sich ähnlich, d. h. die Armutsgefährdungsquote für Frauen ist gleich derjenigen der Männer oder liegt 1 bis 2 % höher.²²

Werden andere Schwellenwerte angewendet, z. B. 50 % des medianen Einkommens, so sind 2007 in Luxemburg 7,4 % der Bevölkerung betroffen, bei 40 % des medianen Einkommens sind es 2,3 % der Bevölkerung (Frising et al., 2008). Die ausgeprägte Differenz zwischen der Zahl armer Personen an der 60 %- und der 50 %-Grenze ist ein Indiz, dass viele Personen innerhalb dieser zwei Grenzwerte liegen (vgl. Berger, 2006).

Konkret musste eine Person in Luxemburg, die unter der 60 %-Armutsrisikogrenze liegt (ungefähr 65.000 Betroffene), 2008 mit weniger als 1.546 € pro Monat leben (Langers et al., 2009). Entsprechend

19 www.ance.lu/index.php?option=com_content&view=article&id=81:mill-majerus-die-maison-relais-pour-enfants-instrument-der-kinder-und-familienpolitik-in-luxemburg&catid=31:online-dokutheik&Itemid=4 (zuletzt abgerufen am 23.04.2010).

20 Weitere Informationen sind verfügbar unter www.chèque-service.lu

21 Die Armutsgefährdungsquote ist definiert als der Anteil von Personen, die nach Auszahlung von Transferleistungen ein verfügbares Äquivalenzeinkommen unterhalb der Armutsgefährdungsschwelle, die wiederum bei 60 % des nationalen verfügbaren medianen Äquivalenzeinkommens festgelegt ist, zur Verfügung haben (Schäfer, 2009).

22 In den baltischen Staaten sind die Unterschiede mit bis zu 5 % zu Ungunsten der Frauen ausgeprägter.

lag bei der 50%-Schwelle das verfügbare Einkommen bei 1.288€ pro Monat, bei der 40%-Schwelle bei 1.031€ pro Monat. Um diese Armutsrisikogrenze im luxemburgischen Kontext zu situieren, helfen als Vergleichswerte die Höhe des RMG und des Sozialmindestlohns. Am 1. März 2009 beträgt das RMG für eine erwachsene Person 1.198,67€, der Sozialmindestlohn (für einen nichtqualifizierten Erwachsenen) liegt zum selben Datum bei 1.682,76€ brutto.²³ Netto liegen diese Beträge also etwas tiefer²⁴, was bedeutet, dass eine Person, die den Sozialmindestlohn oder das RMG in Luxemburg bezieht, ohne zusätzliches Einkommen unter die Armutsrisikogrenze fällt (vgl. Berger, 2006; Georges & Urbé, 2010).

Der Indikator der Armutsrisikogrenze sagt alleine nicht viel zur Intensität der Armut aus, also dazu, ob die Personen, die unter der Armutsrisikogrenze liegen, sich relativ nahe oder eher weit entfernt von dieser Grenze befinden (vgl. Berger, 2006). Um dies zu beschreiben, wird die relative mediane Armutsgefährdungslücke²⁵ herangezogen. 2008 liegt dieser Wert bei 17% (Langers et al., 2009), 2007 bei 19% (Frising et al., 2008). Dies bedeutet, dass 2008 die Hälfte der Personen, die einem Armutsrisiko ausgesetzt sind, ein Einkommen hatten, das zwischen 83% und 100% des Schwellenwerts lag.

Seit 1995 ist das Armutsrisiko der gesamten Bevölkerung Luxemburgs von 11,0% auf 13,4% leicht angestiegen (Langers et al., 2009). Das STATEC warnt jedoch aufgrund der sich überlappenden Konfidenzintervalle davor, diese Zahlen als klaren Trend zu interpretieren.

Armutsrisiko vor und nach Transferleistungen

Das Armutsrisiko wird wesentlich durch die Transferleistungen des luxemburgischen Sozialsystems verringert. Zur Berechnung des Effekts der Transferleistungen werden Sozialleistungen wie Arbeitslosenunterstützungen, Familienleistungen und Wohnsubsidien herangezogen. Renten werden jedoch bei der Berechnung nicht berücksichtigt (Wolff, 2009). 2008 hätten in Luxemburg ohne diese Transferleistungen 24% der Bevölkerung (2007: 23,4%) unter der 60%-Armutsrisikogrenze gelebt (Langers et al., 2009). Im europäischen Durchschnitt liegt der Anteil an Personen unter der 60%-Armutsrisikogrenze ohne Sozialtransfers bei 25% (Wolff, 2009). Die Sozialleistungen verringern das Armutsrisiko in Europa (EU-27) um 36%. In Luxemburg wird das Armutsrisiko um etwa 40% reduziert.

Vergleich des Armutsrisikos nach Altersgruppen

Minderjährige (0 bis 17 Jahre) und ältere Personen (65 Jahre und mehr) sind die beiden Bevölkerungsgruppen, die innerhalb der EU-27 am häufigsten vom Armutsrisiko bedroht sind (Wolff, 2009). Im europäischen Durchschnitt leben 19% der Kinder unter der 60% Armutsrisikogrenze und ebenfalls 19% der älteren Personen, jedoch nur 15% der 18- bis 64-Jährigen.

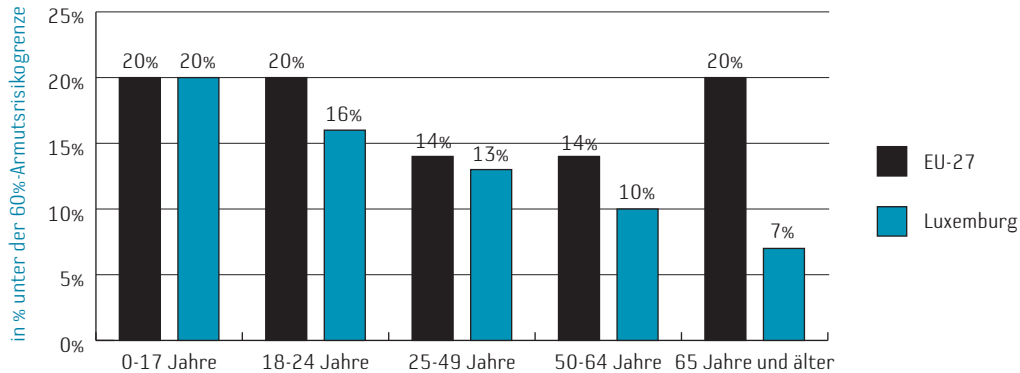
In Luxemburg stellt sich die Verteilung des Armutsrisikos jedoch etwas anders dar: Hier tragen die 0- bis 17-jährigen Kinder ein deutlich höheres Risiko in die Armut zu rutschen als die erwachsenen oder älteren Personen (siehe Abbildung 6.1). Das Armutsrisiko liegt 2007 bei den Unter-18-Jährigen bei 20%. Zwischen 18 und 24 Jahren betrifft es noch immer 16% der Altersgruppe (17% bei den Männern und 15% bei den Frauen) (Frising et al., 2008). Bei den 25- bis 49-Jährigen reduziert sich das Armutsrisiko auf 13%, bei den 50- bis 64-Jährigen auf 10% und bei den Über-65-Jährigen auf 7%. Das Armutsrisiko reduziert sich in Luxemburg also mit steigendem Alter.

²³ Abgerufen am 27.10.2009 bei www.secu.lu/legis/ParamSoc/Paramsoc20090301.html

²⁴ Netto liegt das RMG für eine alleinstehende Person bei ungefähr 1.160€, der Sozialmindestlohn bei ungefähr 1.480€.

²⁵ Siehe Fußnote 7: Laeken-Indikatoren.

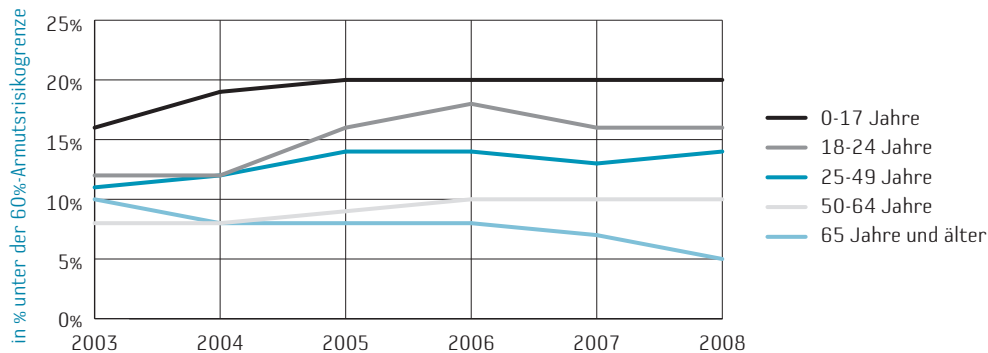
Abbildung 6.1.: Einwohner mit Armutsrisiko in Luxemburg und der EU nach Altersgruppen



Quelle: Datenbank Eurostat (Datenfichier ilc_li02 vom 17.03.2010); Erläuterung: Anteil von Personen mit einem verfügbaren Äquivalenzeinkommen unter der Armutsgefährdungsschwelle, die auf 60% des nationalen verfügbaren Median-Äquivalenzeinkommens (nach Sozialleistungen) festgelegt ist.

Diese Tendenzen haben sich in den letzten fünf Jahren verschärft (siehe Abbildung 6.2). 2003 verzeichneten alle Altersgruppen, außer den Minderjährigen, Armutsrisiken, die noch relativ ähnlich waren (zwischen 8% und 12%). 2008 verzeichnen die Minderjährigen noch immer das höchste Armutsrisiko. Es ist im Vergleich zu 2003 noch um 4% gestiegen. Die Armutsrisiken der anderen Alterskategorien haben sich indes noch weiter auseinander bewegt: die der drei mittleren Altersklassen (18 bis 24, 25 bis 49 und 50 bis 64 Jahre) sind leicht gestiegen, während das der Über-65-Jährigen deutlich gefallen ist.

Abbildung 6.2.: Einwohner mit Armutsrisiko in Luxemburg nach Altersgruppen zwischen 2003 und 2008



Quelle: Datenbank Eurostat (Datenfichier ilc_li02 vom 17.03.2010); Erläuterung: Anteil von Personen mit einem verfügbaren Äquivalenzeinkommen unter der Armutsgefährdungsschwelle, die auf 60% des nationalen verfügbaren Median-Äquivalenzeinkommens (nach Sozialleistungen) festgelegt ist.

In einem Bericht der Europäischen Kommission zur Kinderarmut werden die europäischen Länder nach zwei Kriterien klassifiziert: erstens die Höhe des Kinderarmutsrisikos des Landes im Vergleich zum europäischen Durchschnitt; zweitens das Kinderarmutsrisiko im Vergleich zum Armutsrisiko der gesamten Bevölkerung (European Commission, 2008). Luxemburg wurde hier auf Basis der EU-SILC-Daten von 2005 zu den Ländern gezählt, in denen Kinderarmut ein herausragendes Problem darstellt. Im Vergleich

zu den anderen Ländern, die ebenfalls dieser Gruppe zugeordnet wurden (Bulgarien, Ungarn, Litauen, Malta, Polen, Rumänien, Slowakei), fällt jedoch der hohe Lebensstandard in Luxemburg auf. Luxemburg schneidet auch 2007 bei beiden Kriterien schlecht ab (Wolff, 2009): Das Armutsrisiko der Kinder liegt in Luxemburg weiterhin ein Prozent über dem europäischen Durchschnitt und fünf Prozent über dem Gesamtdurchschnitt der luxemburgischen Bevölkerung.

Die konkreten Bedingungen und die Bedeutung dieser Situation sind anhand der genannten Daten nur teilweise einzuschätzen. Mögliche Erklärungen liegen in der Bevölkerungsstruktur Luxemburgs (höhere Geburtsraten bei der Bevölkerung ohne luxemburgische Nationalität), den unterschiedlichen Armutsrisiken je nach Nationalität oder Familientyp (alleinerziehende Eltern, unverheiratete Eltern) oder dem außergewöhnlich niedrigen Armutsrisiko bei Rentnern. In jedem Fall stellt sich aber die Frage, was es bedeutet, wenn 20 % der Minderjährigen in Luxemburg von Armut bedroht sind.

Vergleich des Armutsrisikos nach soziokulturellen Variablen

Das Armutsrisiko in Luxemburg hängt deutlich mit Faktoren wie der nationalen Zugehörigkeit, dem Ausbildungsniveau und der Arbeitslosigkeit zusammen. Besonders der Zusammenhang zwischen Nationalität und Armutsrisiko ist sehr eindeutig: 2007 beträgt das Armutsrisiko innerhalb der Bevölkerung luxemburgischer Nationalität nur 7,2 %, bei der Bevölkerung nichtluxemburgischer Nationalität aber 19,5 %, ist damit also fast dreimal so hoch (Frising et al., 2008). 2008 scheint sich dieser Unterschied noch einmal vertieft zu haben: Nur noch 6,2 % der Bevölkerung luxemburgischer Nationalität, jedoch 20,4 % der Bevölkerung nichtluxemburgischer Nationalität ist von Armut bedroht (Langers et al., 2009). Diese Entwicklung wirft Fragen auf und ist ein wichtiger Aspekt beim Verständnis der Armut in Luxemburg. Wichtige Erklärungsansätze hierfür liegen sicherlich im Prozess der jahrzehntelangen sozialen Aufwärtsmobilität der Bevölkerung luxemburgischer Staatszugehörigkeit, während die weniger attraktiven Arbeitsplätze immer mehr von Immigranten und Grenzgängern besetzt wurden, sowie in der Tatsache, dass ein großer Teil der Luxemburger in staatlichen Institutionen arbeitet und somit über eine hohe Arbeitsplatzgarantie verfügt.

Das Armutsrisiko hängt auch wesentlich mit dem Ausbildungsniveau der Personen zusammen. Berücksichtigt man nur die Über-25-Jährigen, so tragen 2008 die Geringqualifizierten ein Armutsrisiko von 17,6 % (2007: 17,1 %), jene mit einem Sekundarschulabschluss 7,8 % (2007: 9 %) und jene mit einem Universitätsabschluss 5,4 % (2007: 4,3 %) (Frising et al., 2008; Langers et al., 2009).

Ein Faktor, der immer wieder zur Armutserklärung herangezogen wird, ist die Position der Personen auf dem Arbeitsmarkt. So beträgt das Armutsrisiko für Personen, die arbeiten, 2008 immerhin noch 10,2 % in Luxemburg (Langers et al., 2009). Dieser Wert lag 2005 bei 9 %, 2006 bei 10,3 % und 2007 bei 9,8 % (vgl. Berger, 2007a; Frising et al., 2008). Personen, die nicht arbeiten, haben aber insgesamt ein höheres Armutsrisiko: Hier fallen 15 % unter die 60 %-Armutsgrenze (Frising et al., 2008). Die Hintergründe der Inaktivität bestimmen die Höhe des Armutsrisikos: So riskieren 46 % der Arbeitslosen in die Armut zu rutschen, jedoch nur 8 % der Rentner und 15 % der anderen Inaktiven (Frising et al., 2008). Die Erwerbstätigkeit reduziert somit nach Berger (2006) das Armutsrisiko, kann es jedoch nicht annullieren. Dies hängt mit verschiedenen Faktoren zusammen, die das Armutsrisiko beeinflussen: die Höhe des Einkommens, die Zahl der gearbeiteten Monate, die Situation der anderen Haushaltsmitglieder auf dem Arbeitsmarkt und die Zahl der abhängigen Personen im Haushalt.

Vergleich des Armutsrisikos nach Haushaltstypen

Das Armutsrisiko in Luxemburg variiert stark nach Haushaltszusammensetzung. Alleinstehende Eltern mit einem oder mehr Kindern bilden jene Haushalte, die seit Jahren in Luxemburg das höchste Armutsrisiko tragen (vgl. Frising et al., 2008; Langers et al., 2009). 2007 lag das Armutsrisiko dieser Familien bei 45 %, 2008 bei 44 %. Bei der Interpretation dieser Zahlen sollte man jedoch angesichts der relativ geringen Anzahl an Alleinerziehenden innerhalb der luxemburgischen Stichprobe der Umfrage (EU-SILC) vorsichtig sein. Für die Richtigkeit dieser hohen Werte spricht allerdings der europäische Vergleich: Innerhalb der

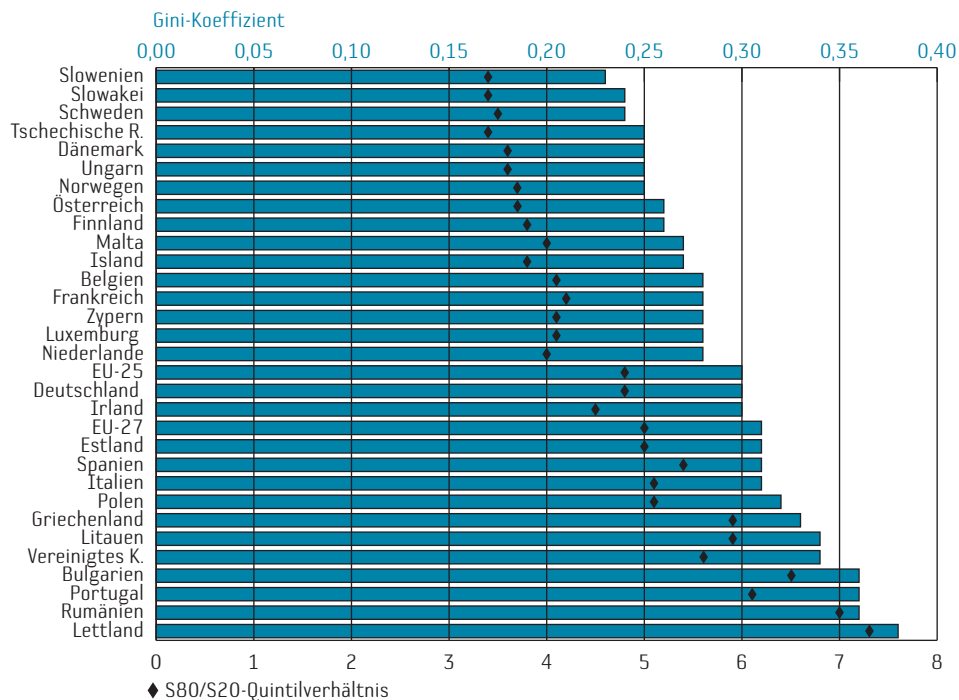
EU-27 liegt das Armutsrisiko alleinerziehender Eltern bei 46 % (Wolff, 2009). Unbestritten ist, dass Familien mit Kindern ein höheres Armutsrisiko haben: 2007 und 2008 lag dieses bei 17 %, während Haushalte ohne Kinder nur ein Armutsrisiko von 9 % aufwiesen. Mit jedem zusätzlichen Kind steigt auch das Risiko der Familien in die Armut zu rutschen: Bei zwei Eltern mit einem Kind beträgt es noch 10 %, mit zwei Kindern bereits 14 % und mit drei oder mehr Kindern 25 % (Langers et al., 2009).

Einkommensungleichheit

Während die Armutsindikatoren Hinweise zur Verteilung der unteren Einkommen geben, beschreiben die Indikatoren zur Einkommensungleichheit Unterschiede innerhalb der gesamten Bevölkerung. Hierzu werden hauptsächlich zwei Indikatoren benutzt: das S80/S20-Quintilverhältnis und der Gini-Koeffizient.²⁶

Das Quintilverhältnis beträgt 2008 in Luxemburg 4,1 (Langers et al., 2009), was bedeutet, dass das Gesamteinkommen der 20 % der Bevölkerung mit dem niedrigsten Einkommen viermal kleiner ist als dasjenige der 20 % der Bevölkerung mit dem höchsten Einkommen. Seit 1995 liegt das Quintilverhältnis um den Wert 4 (Frising et al., 2008). In diesem Zeitraum lag der Wert für Luxemburg immer unter dem EU-15-Durchschnittswert.

Abbildung 6.3.: Ungleichheitsindikatoren 2008 im europäischen Vergleich



Quelle: Datenbank Eurostat (Datenfichier silc_di 11 und ilc_di 12 vom 17.03.2010).

²⁶ Der Gini-Koeffizient misst eine Ungleichverteilung. Auf Einkommen bezogen bedeutet dies: je näher er an 1 ist, desto größer ist die Ungleichheit der Einkommensverteilung.

Der Gini-Koeffizient beträgt im Jahr 2008 0,28 für Luxemburg (Langers et al., 2009). In der Periode zwischen 1995 und 2007 schwankt er lediglich zwischen 0,25 und 0,29. Er hat sich also in den letzten 13 Jahren nur wenig verändert.

Im Vergleich mit anderen europäischen Ländern liegt Luxemburg, was die Ungleichheitsindikatoren anbelangt, leicht unter dem EU-Durchschnitt und zeigt eine sehr ähnliche Situation wie in Frankreich und Belgien auf. In Deutschland sind die Ungleichheiten etwas stärker ausgeprägt. Die skandinavischen Länder, aber auch östliche Staaten wie Slowenien, Slowakei, Tschechische Republik oder Ungarn, sind eher egalitär. Die südlichen und südöstlichen Staaten Europas, aber auch die baltischen Staaten und Länder wie Polen oder das Vereinigte Königreich, zählen heute zu den Ländern mit den höchsten Einkommensungleichheiten (siehe Abbildung 6.3).

6.3.4. Nichtmonetäre Indikatoren und subjektives Armutsbefinden

Subjektive Einschätzung von Armut

Wie bereits erwähnt werden in der EU mittlerweile immer öfter auch nichtmonetäre Indikatoren zur Armutsbestimmung benutzt. Auch gibt es neben den sogenannten „objektiven“ Armutsindikatoren solche, die subjektiv orientiert sind, also versuchen das individuelle Armutsempfinden der Personen zu erfassen. In diesem Abschnitt werden ein paar Beispiele von alternativen Messungen der Armut wiedergegeben.

Subjektive Einschätzungen von Armut wirken oft weniger relevant und zuverlässig als z.B. einkommensbasierte Zahlen. Wenn man sich aber die Mängel einer rein einkommensbasierten Armutsschätzung vor Augen führt, sieht man schnell, dass subjektive Einschätzungen interessante Daten liefern, die durchaus aussagekräftig sind und eine sinnvolle Ergänzung darstellen. So geht z.B. aus einer rezenten Eurobarometer-Umfrage zum Thema Armut in Europa hervor, dass nur fünf Prozent aller befragten luxemburgischen Haushalte angeben, Schwierigkeiten damit zu haben, am Monatsende alle notwendigen Ausgaben noch tätigen zu können, obwohl 55 % aller Luxemburger der Ansicht sind, dass Armut ein weit verbreitetes Problem in ihrem Land darstellt. In Deutschland, Belgien und Frankreich z.B. geben 9 %, 11 % und 12 % der Haushalte an, finanzielle Schwierigkeiten zu haben. Richtet man sich nach den PSELL-3-Daten des CEPS/INSTEAD von 2005, so ist ein größerer Anteil der Bevölkerung mit finanziellen Problemen konfrontiert: Demnach schätzen insgesamt 19 % der luxemburgischen Haushalte ihre finanzielle Lage als schwierig ein (Van Kerm & Villeret, 2007). Interessant ist auch die Feststellung, dass Luxemburg zu jenen Ländern gehört, in denen eine sehr große Anzahl von Menschen glaubt, dass Armut mit den Wohnkosten zusammenhängt (European Commission, 2009a).

Ein Zusammenhang besteht auch zwischen sozioökonomischer Position und subjektiver Lebenszufriedenheit. Letztere wurde vom „European Social Survey“ gemessen: ESS-Daten von 2001 bis 2004 belegen, dass die Personen am unteren Ende der luxemburgischen Einkommensskala (erstes Quintil) erwartungsgemäß weniger zufrieden mit ihrem Leben sind, als diejenigen aus den oberen Quintilen. Während im ersten Quintil 71 % zufrieden sind, sind es im dritten bereits 84,5 % und im fünften Quintil, also der höchsten Einkommensstufe gar 93,9 %. Auf das Alter der Befragten bezogen verhält es sich so, dass die 15- bis 24-Jährigen gemeinsam mit den Über-65-Jährigen am zufriedensten mit ihrem Leben sind. Insgesamt liegen die Werte für alle Altersgruppen jedoch nahe beieinander, nämlich zwischen 81 % und 88 % (Langers et al., 2009).

Unterschiede zwischen „objektiver“ und subjektiver Armut

Die einkommensbasierte relative Armut muss nicht einer subjektiv empfundenen Armut entsprechen und umgekehrt. Statistiken der Europäischen Kommission zeigen deutlich, dass es z.T. beträchtliche Unterschiede zwischen der objektiven Armutsrisikoquote²⁷ (gemessen an der 60 %-Schwelle) und subjektiv

²⁷ Sofern es möglich ist, von einer objektiven Messung von Armut zu sprechen.

empfundener Armut²⁸ gibt. Langers et al. (2009) weisen auf einen besonderen Fakt hin: Während 2007 die Armutsrisikoquote in Luxemburg bei rund 13 % der Bevölkerung lag, so ergab die gemessene subjektive Armut nur einen Wert von 7 %. In anderen Ländern liegt die subjektiv empfundene Armut meist höher als die offizielle Armutsrisikoquote. Zum Vergleich seien zwei Länder genannt, die zum Zeitpunkt der Messung genau wie Luxemburg eine „objektive“ Armutsgefährdungsquote von 13 % aufweisen: Frankreich und Ungarn. Die Zahlen sind aufschlussreich: Frankreich verzeichnet 13 % Armutsgefährdete, jedoch 34 % subjektiv empfundene Armut; Ungarn 13 % Armutsgefährdete, aber 84 % subjektive Armut. Dies verdeutlicht noch einmal, dass die Armutsgefährdungsquote ein relativer Wert ist und internationale Vergleiche stets hinken. Die Autoren des „Rapport travail et cohésion sociale 2009“ liefern eine Erklärung für diese Diskrepanzen. Sie vermuten, dass die abweichenden Werte der subjektiven Armut vor allem mit der Höhe des mittleren Einkommen in den jeweiligen Ländern zusammenhängen und beweisen in ihrer Publikation, dass diese beiden Werte korrelieren (Langers et al., 2009), was nichts anderes bedeutet, als dass die subjektive Armutsquote eines Landes mit großer Wahrscheinlichkeit umso höher ausfällt, je niedriger das mittlere Einkommen ist.

Ein weiterer aussagekräftiger, nicht einkommensbasierter Indikator zur Armutsschätzung ist die Quote der materiellen Entbehrung. Auch hier ergibt sich für Luxemburg ein sehr niedriger Wert: Das Land hat 2007 mit nur drei Prozent der Gesamtbevölkerung, die von materiellen Entbehrungen betroffen sind, den niedrigsten Wert der gesamten EU. Luxemburg folgen das Nicht-EU-Land Norwegen²⁹ sowie die Niederlande und die nordischen Länder, die allesamt Werte unter 10 % aufweisen. Die Nachbarländer Luxemburgs haben Quoten um 12 %, während in Ländern wie Rumänien dieser Wert über 50 % liegt; in Polen, Ungarn, Zypern, der Slowakei und Litauen immerhin noch über 30 %. In Luxemburg ist durch diesen Indikator auch ersichtlich, dass junge Menschen unter 17 Jahren eher betroffen sind als z. B. ältere Menschen.

Das gute Abschneiden Luxemburgs bei alternativen Armutsschätzungen ist ein Hinweis darauf, dass hinter dem relativen statistischen Armutsbegriff sehr unterschiedliche gesellschaftliche Realitäten stehen können. Indikatoren, die in die Richtung einer absoluten (durch Entbehrung) oder subjektiven Armutsmessung (durch eigene Einschätzung) gehen, weisen für Luxemburg eher gute Werte aus, während dies bei einer relativen Armutsmessung (z. B. 60 %-Schwelle) nicht unbedingt der Fall ist. Um sich ein möglichst realitätsnahes Bild zu machen, ist es deshalb notwendig, sowohl monetäre wie nichtmonetäre Angaben in Augenschein zu nehmen. Angaben wie z. B. jene aus EU-SILC 2007, die Luxemburg und Bulgarien die gleiche Armutsrisikoquote bescheinigen, müssen daher mit der gebührenden Vorsicht interpretiert werden.

6.3.5. Junge Menschen mit erhöhtem Armutsrisiko

Die bisherige Analyse der Armut in Luxemburg hat sich zu einem großen Teil an den bestehenden Statistiken zur finanziellen Armutsberechnung orientiert. Hier sind es vor allem die Minderjährigen (unter 18 Jahren) und ihre Familien, die im Fokus der Analyse stehen. Zielgruppe des vorliegenden Jugendberichtes sind jedoch die Jugendlichen und jungen Erwachsenen im Alter von 12 bis 29 Jahren. Im vorliegenden Kapitel werden deshalb gezielt einige thematische Schwerpunkte im Zusammenhang mit Jugendarmut in Luxemburg vertieft. Für jedes Thema wird versucht, kurz die gesamte Situation in Luxemburg, und danach konkret die Lage der benachteiligten Jugendlichen aufzuzeigen.

In der Jugendphase vollziehen die jungen Menschen eine doppelte Transition: Sie verlassen die Schule und versuchen sich auf dem Arbeitsmarkt einzubringen. Gleichzeitig lösen sie sich von ihrer Herkunftsfamilie, beziehen eine eigene Wohnung und gründen eventuell eine eigene Familie. Diese Übergangszeit ist durch eine Reihe großer Unsicherheiten gekennzeichnet, da die Jugendlichen nicht mehr nach festgelegten

²⁸ Gemessen als Prozentsatz der Bevölkerung, der angibt, weniger als das zu verdienen, was notwendig wäre, um alle notwendigen Ausgaben zu tätigen. Entnommen aus einer Eurobarometer-Umfrage des Jahres 2007.

²⁹ Besagte Statistik bezieht auch Norwegen und Island mit ein.

Traditionen und in vorgegebenen Netzwerken leben, sondern ihre Entscheidungen ganz individuell treffen müssen. Auch die finanzielle Situation der Jugendlichen verändert sich grundlegend in dieser Zeit. Ausgehend von einer durch die Herkunftsfamilie finanzierten, abhängigen Situation sollte der Jugendliche am Ende der Periode durch die eigene Erwerbstätigkeit finanziell unabhängig sein. Diese Transition, die schon für Jugendliche mit ausreichenden sozialen und materiellen Ressourcen schwer zu bewältigen ist, stellt für einen Jugendlichen, der in einer Familie mit nur geringen finanziellen Ressourcen aufwächst, eine noch größere Herausforderung dar.

Reproduktion von Armut

Ein Problem des Aufwachsens in Armut ist, dass sich in vielen Fällen die Armut der Eltern auf die Kinder weitervererbt oder, anders ausgedrückt, dass die Wahrscheinlichkeit, als Erwachsene in Armut zu verbleiben, bei armen Kindern und Jugendlichen relativ hoch ist. PSELL-Daten zeigen, dass dies auch für Luxemburg gilt. Liegt 2005 das Armutsrisiko der 25- bis 66-Jährigen insgesamt bei 11 %, so ist das Risiko bei Personen, die in ihrer Jugend ständig oder oft finanzielle Probleme kannten, bei 29 % respektiv 18 % angesiedelt. Andererseits liegt es bei jenen, die nie solche Probleme kannten, nur bei 7 %. Einige weitere Indikatoren wie die Fähigkeit, finanzielle Notreserven aufzubringen oder subjektive Einschätzungen der eigenen finanziellen Situation zeigen in die gleiche Richtung (Reinstadler, 2007). Die Vererbung von Armut lässt sich zu einem großen Teil durch weniger erfolgreiche Bildungswege und geringere Qualifizierung von Kindern ärmerer Herkunft erklären.

Niedrigqualifizierte und Schulabbrecher

Eine erste besonders folgeschwere Hürde, die die Jugendlichen beim Erwachsenwerden bewältigen müssen, ist der Schulabschluss. Bereits mit dem Abschluss der Grundschule (früher: Primarschule) und dem Beginn der Sekundarschulkarriere wird bei vielen 12-jährigen Jugendlichen die Richtung für ihren späteren schulischen Werdegang festgelegt. Hier zeigt sich besonders der enge Zusammenhang zwischen einer armen Herkunftsfamilie und einer wenig anspruchsvollen schulischen Laufbahn: Jugendliche, die sozial schlechter gestellt sind, machen im „régime préparatoire“³⁰ über die Hälfte der Schülerschaft aus, während sie im „enseignement secondaire“ in der Minderheit sind (10 %) (Burton et al., 2007; Keller et al., 2007). Dies bedeutet im Grunde nichts anderes, als dass die Zuweisung eines Schülers zu einem bestimmten Bildungssystem nicht nur von seinem eigentlichen schulischen Potenzial, sondern auch von seiner sozioökonomischen Herkunft bestimmt wird. Die Autoren der PISA-Studie von 2006 bringen diese Feststellung folgendermaßen auf den Punkt: „Das Luxemburger Schulsystem [gehört] im internationalen Vergleich zu den Schulsystemen [...], in dem der Bildungserfolg mit am stärksten an den familiären Hintergrund der Jugendlichen gekoppelt ist“ (Burton et al., 2007, S. 44).

Die Benachteiligung Jugendlicher aus sozial schwächeren Familien zeigt sich in der vermehrten Klassenwiederholung und im häufigeren Besuch der weniger anspruchsvollen Schulzweige. Die Gründe hierfür sind vielfältig: Einerseits haben Jugendliche mit einem niedrigeren sozioökonomischen Status oftmals einen Migrationshintergrund und sprechen zu Hause weder Deutsch noch Luxemburgisch. Andererseits schneiden die sozioökonomisch benachteiligten Schülerinnen und Schüler nicht nur hinsichtlich der finanziellen Ressourcen schlechter ab, sondern auch beim Besitz von Kulturgütern, von Bildungsressourcen und sozialem Kapital. Dies sind alles Faktoren, die ein Gelingen in der Schule begünstigen. Ein weiterer Erklärungspunkt könnte sein, dass arme Eltern ihren Kindern keine individuelle Nachhilfe zahlen können (Arbeiterkammer, 2007).

Eine besondere Risikogruppe innerhalb der Geringqualifizierten bilden die Schulabbrecher. Das luxemburgische Bildungsministerium hat in den letzten Jahren einen verstärkten Fokus auf die Schulabbrecher innerhalb des luxemburgischen Schulsystems gerichtet. Einige Studien versuchen die Situation der

30 „Vorbereitungsunterricht“, siehe Kapitel 3.3.2.

Schulabbrecher genauer zu beschreiben (siehe auch Kapitel 3.3.5). Die aktuellste Studie stammt aus dem Jahr 2009. Sie zeigt u. a. auf, dass vor allem Jugendliche ohne luxemburgische Nationalität, Jugendliche aus unteren Schultypen und Klassenwiederholer zu Schulabbrechern werden. Hierbei handelt es sich also wiederum um Jugendliche, die durchschnittlich häufiger aus sozial benachteiligten Familien stammen. Der Anteil der Schulabbrecher hat sich dem Bildungsministerium zufolge über die letzten Jahre verringert, liegt für das Schuljahr 2007/2008 aber immerhin noch bei 11,2 % der Schülerkohorte. Insgesamt sind Jungen stärker als Mädchen schulabbruchgefährdet (Unsen & Barthelemy, 2009).

Eine etwas andere Herangehensweise an das Thema Schulabbrecher hat das STATEC. Es nutzt die Daten der EFT-Studie³¹, um den Anteil der Jugendlichen zu berechnen, die frühzeitig das Schulsystem verlassen haben und keine Weiterbildung verfolgen.³² Zwischen 2004 und 2007 lag ihr Anteil zwischen 14,4 % und 15,2 % (Frising et al., 2008). Die letzten verfügbaren Daten sind aus dem Jahr 2008, wo ihr Anteil bei 15,1 % lag (Langers et al., 2009). Mit diesen Werten liegt Luxemburg immer noch deutlich über dem Referenzwert von 10 %, der von der EU im Rahmen der Lissabon-Strategie für 2010 festgelegt wurde. Als wichtig hervorstreichend ist bei der STATEC-Untersuchung außerdem, dass der enge Zusammenhang zwischen dem Schulabbruch der Jugendlichen (die noch zu Hause wohnen) und dem Qualifizierungsniveau der Eltern dargestellt wird: Jugendliche, deren Eltern einen niedrigen Schulabschluss besitzen, brechen häufiger die Schule ab (Frising et al., 2008). Die soziale Herkunft bestimmt somit auch die Wahrscheinlichkeit der Jugendlichen, ihre Schulzeit abzuschließen oder abzubrechen.

Die Folgen von geringer bzw. keiner Qualifizierung durch den Schulabbruch beschreibt der „Conseil économique et social“ in seinem Gutachten von 2007 (Conseil économique et social, 2007). Er weist darauf hin, dass der Schulabbruch ein besonders ernstzunehmendes Phänomen ist, da es vor allem die Jugendlichen ohne Schulabschluss sind, die geringe Chancen auf eine Arbeitsmarktintegration haben und daher Gefahr laufen, in eine prekäre Situation zu geraten.³³ Dies belegen auch die Zahlen zum Armutsrisiko, das besonders hoch ist für Personen mit einem niedrigen Schulabschluss. In diesem Sinne plädiert der CES dafür, möglichst vielen Jugendlichen eine höhere Ausbildung zu ermöglichen, da diese am besten vor Armut schützen kann (Conseil économique et social, 2008).

„Working poor“, Niedriglohnpfänger und Arbeitslose

Im Kapitel 6.3.3 wurde bereits gezeigt, wie das Armutsrisiko mit der Position einer Person auf dem Arbeitsmarkt zusammenhängt. Jugendliche befinden sich in einer besonders prekären Situation, da sie in der Transitionsphase erst die Integration auf den Arbeitsmarkt erfolgreich bewältigen müssen.

Zum Armutsrisiko jugendlicher Arbeitnehmer ergeben Daten von 2006 folgendes Bild (Frising et al., 2007): 16- bis 24-jährige Arbeitnehmer haben ein Armutsrisiko von 14,2 %, bei 25- bis 49-jährigen Arbeitnehmern liegt es bei 11 % und bei 50- bis 64-jährigen Arbeitnehmern bei 6,4 %. Eurostat-Daten des Jahres 2008 geben für die 18- bis 24-jährigen Arbeitnehmer ein Armutsrisiko von 11 % (EU-27-Durchschnitt: 10 %) an, für die 25- bis 54-Jährigen 10 % (EU-27-Durchschnitt: 8 %), und für die 55- bis 64-Jährigen 3 % (EU-27-Durchschnitt: 8 %). Insgesamt liegt Luxemburg laut Eurostat 2008 mit 9 % armutsgefährdeten Arbeitnehmern³⁴ leicht über dem europäischen Durchschnitt. Während die 25- bis 54-Jährigen in Luxemburg ein höheres Arbeitsarmutsrisiko tragen als im EU-Durchschnitt, ist das Gegenteil der Fall bei den älteren Arbeitnehmern.

³¹ „Enquête sur les forces de travail“.

³² Eine neue Definition von EUROSTAT sieht vor, dass dieser Indikator dem Anteil an 18- bis 24-Jährigen entspricht, die folgende Bedingungen erfüllen: höchste Ausbildung CITE 0, 1, 2 oder 3c kurz und keine formale Ausbildung innerhalb der vier letzten Wochen vor der Umfrage, mit Ausnahme der Schüler und Studenten in Ferien.

³³ Siehe Kapitel 4.

³⁴ Der „Rapport travail et cohésion sociale“ von 2009 gibt einen Wert von 10,2 % an. Dieser Unterschied kommt wahrscheinlich dadurch zustande, dass Arbeitnehmer unter 18 Jahren von Eurostat nicht berücksichtigt werden.

Diese Differenz zwischen den Altersgruppen kann teilweise auf die niedrigere Entlohnung junger Arbeitnehmer zurückgeführt werden, teils lässt sie sich durch die Zusammensetzung und die finanzielle Situation der Haushalte, in denen Jugendliche wohnen, erklären. Das Armutsrisiko der Arbeitnehmer steigt, wenn sie Kinder im Haushalt haben und wenn Erwachsene, die im Haushalt wohnen, nicht oder nur teilweise arbeiten. Dies bedeutet, dass junge Eltern, die bei der Geburt eines Kindes nicht mehr beide vollzeitig arbeiten gehen, besonders gefährdet sind, unter die Armutsrisikogrenze zu fallen. Weitere Variablen, die das Armutsrisiko der jungen Arbeitnehmer erhöhen, sind eine niedrige Qualifikation und das Ausüben einer manuellen Tätigkeit.

Jugendliche fallen wahrscheinlich häufiger in die Kategorie der Niedriglohnempfänger, da sie am Anfang ihrer beruflichen Karriere stehen und somit ihr Anfangsgehalt ohne berufliche Erfahrung und ohne Dienstjahre am geringsten ist. Diesen Sachverhalt spiegeln auch die Statistiken über Arbeitnehmer, die etwa den Sozialmindestlohn verdienen, wider (Frising et al., 2008): Es handelt sich hierbei größtenteils um junge Arbeitnehmer. In absoluten Beträgen wird die Altersklasse der 25- bis 29-Jährigen mit über 6.000 Personen am häufigsten um den SSM („Salaire social minimum“) entlohnt (als Quelle dient hier die IGSS-Datenbank). Diese Zahl beinhaltet allerdings auch die Grenzgänger. Bei den ansässigen Arbeitnehmern sind es die 30- bis 34-Jährigen, die am häufigsten Gehälter um den Mindestlohn beziehen (rund 3.500). Relativ gesehen verzeichnen jedoch die 20- bis 25-jährigen Ansässigen mit rund 30 % der Beschäftigten ihrer Altersklasse den höchsten Anteil an Beziehern von Gehältern um den Mindestlohn. Auch ESS-Zahlen von 2006 belegen dies: Rund 58 % der Unter-19-Jährigen beziehen Niedriglöhne³⁵, 30 % der 20- bis 24-Jährigen und rund 15 % der 25- bis 29-Jährigen. Dieser Anteil nimmt bis zur Altersklasse der 55- bis 59-Jährigen konstant ab (8 %), steigt dann aber bei den Über-60-Jährigen wieder leicht an.

Das Phänomen der „working poor“ wird auch zunehmend in Luxemburg diskutiert: So hat der CES in seinem Gutachten von 2007 bereits die Aufmerksamkeit auf diese Gruppe von Personen gelenkt; die „Chambre des Employés Privés“ war 2007 in ihrem Gutachten ebenfalls besorgt über das Anwachsen dieser Gruppe (Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2008). Der Begriff „working poor“ bezieht sich auf jene Arbeitnehmer, die sich in einer Armutssituation wiederfinden, obwohl sie arbeiten. Die EU definiert als armen Arbeitnehmer jede Person, die mindestens während der Hälfte des Referenzjahres einer Arbeit nachgeht und die trotzdem in einem Haushalt wohnt, der unter die Armutsrisikogrenze fällt (Berger, 2007a). In dieser Debatte wird auch immer wieder die Diskussion zum Mindestlohn angeführt (vgl. Langers et al., 2009; Pamukçu, 2005).

Junge Mitglieder überschuldeter Haushalte

In Luxemburg wird seit längerem ein Überschuldungsproblem beobachtet. Überschuldung tritt dann ein, wenn eine Person nach Zahlung der Lebenshaltungskosten nicht ausreichend Geld zur Verfügung hat, um finanziellen Verpflichtungen, wie z. B. Krediten nachzukommen. So gingen in Luxemburg im Jahr 2007 immerhin 585 Anfragen beim „Service d'information et de conseil en matière de surendettement“ ein (Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2008). Hiervon wurden 350 behandelt und 35 Fälle wurden der „Commission de médiation“ übergeben.

Unveröffentlichte Zahlen der „Commission de médiation“³⁶ zeigen, dass sich über die letzten Jahre kein eindeutiger Trend feststellen lässt. Die Zahl der behandelten Fälle pro Jahr ist sehr variabel. Allerdings kann man festhalten, dass in der vierjährigen Periode zwischen 2006 und 2009 insgesamt mehr Fälle behandelt worden sind als in der vorhergegangenen Periode von 2002 bis 2005. Was den Zivilstand der Betroffenen angeht, so waren in den Jahren zwischen 2006 und 2009 über die Hälfte verheiratet (53 %), während 17 % ledig und 22 % geschieden waren. Am stärksten betroffen waren Arbeiter mit rund 40 % aller Fälle. Ebenfalls häufig betroffen waren Arbeitslose und RMG-Bezieher mit rund 23 % sowie Rentner und

³⁵ Definiert als weniger als 66 % des medianen Einkommens.

³⁶ Stand 01.11.2009.

Invaliden mit 12,6% und Hausfrauen mit 10%. Geografisch gesehen war der Süden des Landes mit über 80% aller Fälle mit Abstand am stärksten betroffen.

Überschuldete unter 25 Jahren sind selten, sie machten zwischen 2006 und 2009 nur 3% aller Fälle aus. Die Zahl der Kinder, die durch die Überschuldung ihrer Eltern betroffen sind, lag während dieser Periode insgesamt bei 95. Pro Verschuldungsfall ist im Durchschnitt etwa ein Kind betroffen.

Das Überschuldungsproblem in Luxemburg³⁷ könnte durch die Einführung der Möglichkeit einer privaten Insolvenz in die luxemburgische Gesetzgebung unter Umständen eingedämmt werden. In der Tat befindet sich ein solches Gesetz zur „faillite civile“ in Vorbereitung, nachdem die Regierung im März 2009 ihre Zustimmung hierzu gegeben hat.

Wohnungslose

Eine eigene Wohnung ist für Jugendliche ein wichtiger Schritt zur Ablösung von der Herkunftsfamilie in die Selbstständigkeit. Die Wohnungsknappheit in Luxemburg und die Übersteuerung des luxemburgischen Wohnungsmarkts gekoppelt mit persönlichen Problemen, kann auch bei Jugendlichen zur Obdachlosigkeit führen. Laut Sozialalmanach 2008 gibt es für Obdachlose in Luxemburg nur ungenügend Auffangmöglichkeiten. Eine Rückkehr zum normalen Immobilienmarkt gestaltet sich für diese Menschen in Luxemburg äußerst schwer:

À l'heure actuelle beaucoup de structures d'hébergement d'urgence ainsi que de structures de logement encadré se voient confrontées d'un côté à une demande croissante et de l'autre à un phénomène de débordement quasiment constant. Même les personnes ayant réussi à stabiliser leur situation personnelle respectivement leur situation professionnelle, n'arrivent plus à financer les logements qui sont offerts sur le marché normal. (Kneip, 2008a, S. 33f.).

Auch der Nationale Bericht 2008 für die „Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-abri (FEANTSA)“ hält fest, dass das Angebot an Übernachtungsmöglichkeiten für Obdachlose in Luxemburg unzureichend ist (etwa 125 Betten). Es wird bedauert, dass keine genauen Zahlen zur Verfügung stehen, man nimmt aber an, dass die Zahl der Personen, die sich in einer prekären Wohnsituation oder auf der Straße befinden, zunimmt. Als einer der Hauptgründe hierfür wird der Mangel an erschwinglichen Wohnungen gesehen. Bei den Betroffenen wird zudem eine Zunahme der 18- bis 25-Jährigen festgestellt.³⁸ Es wird geschätzt, dass in Luxemburg etwa 1.500 bis 2.500 Personen von schwerwiegenden Wohnproblemen betroffen sind und unter eine der ETHOS³⁹-Kategorien zur Bestimmung von massiven Wohnproblemen fallen (Kneip, 2008b). Eine Studie des CEPS/INSTEAD (2007) hält fest, dass Frauen mit 46% aller Fälle fast genauso oft mit Wohnproblemen zu kämpfen haben wie Männer. Auch diese Studie zeigt, dass die Betroffenen oft recht junge Menschen sind: Die Hälfte ist zwischen 18 und 34 Jahren alt. Diese Altersklasse ist somit stark überrepräsentiert.⁴⁰

37 In den Reviewergesprächen ist das Überschuldungsproblem mehrmals mit unseriösen Kreditvergaben durch teils fragwürdige Kreditgeber aus dem Grenzgebiet in Verbindung gebracht worden.

38 In den Expertengesprächen wurde mehrmals darauf hingewiesen, dass öfters Jugendliche von ihren Eltern „vor die Tür gesetzt werden“, unter anderem um Einbußen beim RMG zu verhindern, wenn sie eine Lehrstelle oder einen Arbeitsplatz gefunden haben. Dieses Phänomen konnte aber nicht beziffert werden.

39 „European Typology on Homelessness and Housing Exclusion“.

40 Die Probleme der Jugendlichen in diesem Bereich zeigen auch die Berichte Jugendlicher, die im Sommer 2009 ein leerstehendes Haus in Clausen für einige Zeit besetzt haben, um auf ihre schwierige Situation auf dem Immobilienmarkt hinzuweisen.

Empfänger des „Revenu Minimum Garanti“

Ein bereits erwähntes Instrument, das das Armutsrisiko der Haushalte in Luxemburg verringern soll, ist das garantierte Mindesteinkommen. Kinder und Jugendliche, die noch bei ihren Eltern wohnen, können indirekt vom RMG profitieren, wenn der Haushaltsvorstand das RMG erhält. Unter 25 Jahren haben Jugendliche oder junge Erwachsene nur unter bestimmten Bedingungen ein eigenes Recht auf das RMG (siehe Kapitel 6.3.2).

Die Zahl der Empfänger⁴¹ des RMG ist in den letzten Jahren deutlich angestiegen. Seit dem Jahr 2000 ist die betroffene Bevölkerung (bezugsberechtigte Haushaltsmitglieder) von 7.824 Personen auf 16.789 Personen im Jahr 2009 gestiegen (Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2008; Datenbank SNAS 2009). Bei den Haushalten war es im gleichen Zeitraum eine Steigerung von 4.966 auf 8.691. Dieser Anstieg kann zum einen Teil auf die Ausweitung der Zielgruppe des RMG zurückgeführt werden: So wurden 1999 die Altersgrenze und die Wohndauer herabgesetzt (vgl. Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2008; Inspection Générale de la Sécurité Sociale, 2008). Zum anderen Teil erklärt sich der rezente Anstieg jedoch auch durch die prekäre Situation vieler Arbeitsloser, die kein Anrecht auf Arbeitslosengeld mehr haben und ihre Existenzsicherung nur mit Hilfe des RMG erlangen (Inspection Générale de la Sécurité Sociale, 2008). Weiterhin wurde im August 2008 die Gesetzgebung zum RMG nochmals angepasst: Die Residenzbedingung wurde von fünf Jahren für Schweizer Bürger sowie für Familienmitglieder von luxemburgischen Staatsbürgern oder von Bürgern eines anderen EU-Landes oder eines Landes des Europäischen Wirtschaftsraumes oder der Schweiz abgeschafft. Der SNAS (2008) rechnet somit mit einer Zunahme der Empfänger des RMG, vor allem von jenen mit nichtluxemburgischer Nationalität.

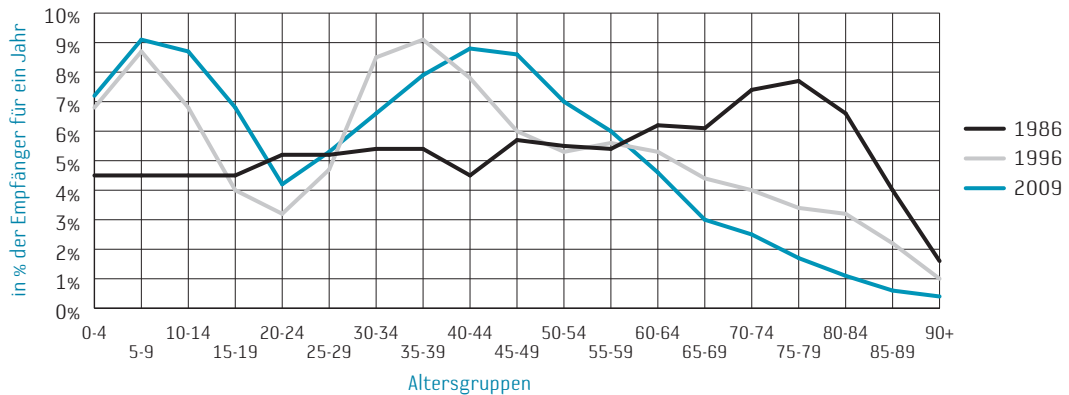
Im Dezember 2008 erhielten 7.606 Haushalte, das entspricht 14.528 Personen (bezugsberechtigte Haushaltsmitglieder), in Luxemburg eine Hilfe, die unter das RMG-Gesetz fällt (Service National d'Action Sociale, 2008). Dies entspricht einem Anteil von ungefähr 2,9 % der in Luxemburg lebenden Bevölkerung.⁴² 2002 lag dieser Anteil noch bei 2,3 % (Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2004). Im Dezember 2009, also in einem Zeitraum von einem Jahr, ist die Zahl der Haushalte und der Haushaltsmitglieder, die vom RMG abhängen, noch einmal deutlich gestiegen auf 8.691 Haushalte, das entspricht 16.789 Personen (Datenbank SNAS 2009).

Als das RMG eingeführt wurde, handelte es sich vor allem um eine Maßnahme, die die Armut bei älteren, pensionierten Personen bekämpfen sollte. Doch bereits 1996 waren Kinder zwischen fünf und neun Jahren die am meisten betroffene Altersgruppe unter den bezugsberechtigten Haushaltsmitgliedern, gefolgt von den 35- bis 39-Jährigen (vgl. Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2004) (siehe Abbildung 6.4). 2009 hat eine Verlagerung der höchsten Anteile auf die 5- bis 14-Jährigen, sowie auf die 40- bis 49-Jährigen stattgefunden, während der Anteil der Über-60-Jährigen bei den bezugsberechtigten Haushaltsmitgliedern abgenommen hat. Des Weiteren sieht man, dass die Altersgruppe der 15- bis 29-Jährigen am wenigsten vom RMG betroffen ist (die Unter-25-Jährigen können nur in Ausnahmefällen selbst einen Antrag für das RMG stellen). Die Verjüngung der RMG-Bevölkerung lässt sich aber am Durchschnittsalter der bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder ablesen: Seit seiner Einführung im Jahr 1986 ist es von 48 auf 36 Jahre im Jahr 2006 gefallen (vgl. Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2008). 2009 liegt das Durchschnittsalter aller bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder bei nur mehr 34,8 Jahren (Datenbank SNAS 2009).

⁴¹ Die Zahlen der Empfänger stammen aus der Datenbank des SNAS zum 31.12.2009. Der SNAS unterscheidet bei den Empfängern des RMG zwischen den „attributaire du RMG“, also den eigentlichen Antragstellern des RMG, und den „membres bénéficiaires du RMG“, den bezugsberechtigten Haushaltsmitgliedern des RMG (diese Kategorie umfasst neben den Antragstellern auch alle Haushaltsmitglieder des Antragstellers).

⁴² Nach STATEC lebten zum 01.01.2009 493.500 Personen im Land (Abrufbar unter: www.statistiques.public.lu/stat/TableView/tableView.aspx?ReportId=463&IF_Language=fra&MainTheme=2&FldrName=1).

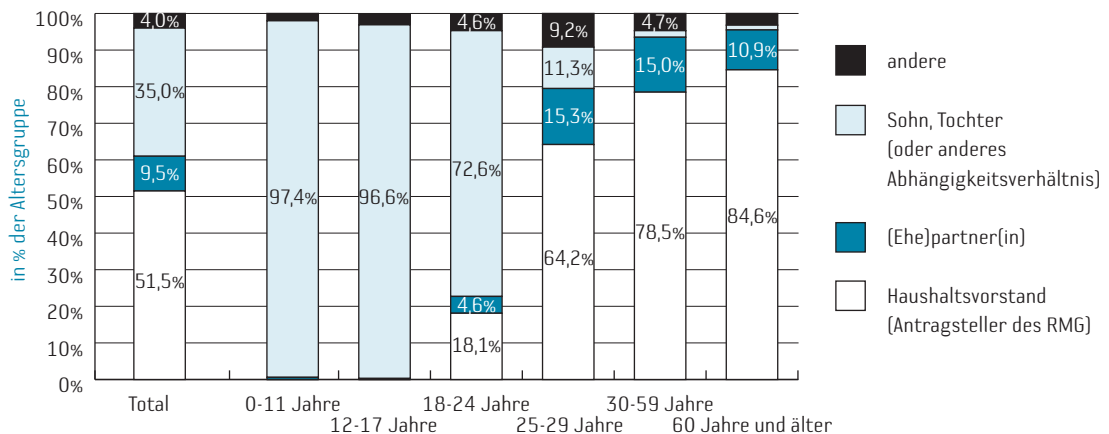
Abbildung 6.4.: Verteilung der bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder des RMG nach Altersklassen für die Jahre 1986, 1996 und 2009



Quellen: Daten SNAS von 1986-2002 in: Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2004; Datenbank SNAS (Daten vom 31.12.2009)

Die Datenbank des SNAS erlaubt es, die Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die vom RMG betroffen sind, etwas genauer zu beschreiben (siehe Abbildung 6.5). Während noch fast die Gesamtheit der 12- bis 17-Jährigen ($n = 1.641$) als Sohn, Tochter in einem Haushalt wohnt, der vom RMG betroffen ist, erhalten bei den 18- bis 24-Jährigen ($n = 1.099$) bereits 18,1 % selber das RMG. Bei den 25- bis 29-Jährigen ($n = 893$) steigt der Anteil der Antragsteller des RMG dann stark an: Fast zwei Drittel dieser Gruppe sind selber Antragsteller des RMG.

Abbildung 6.5.: Verteilung der Verwandtschaftsverhältnisse der bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder des RMG nach Altersklasse

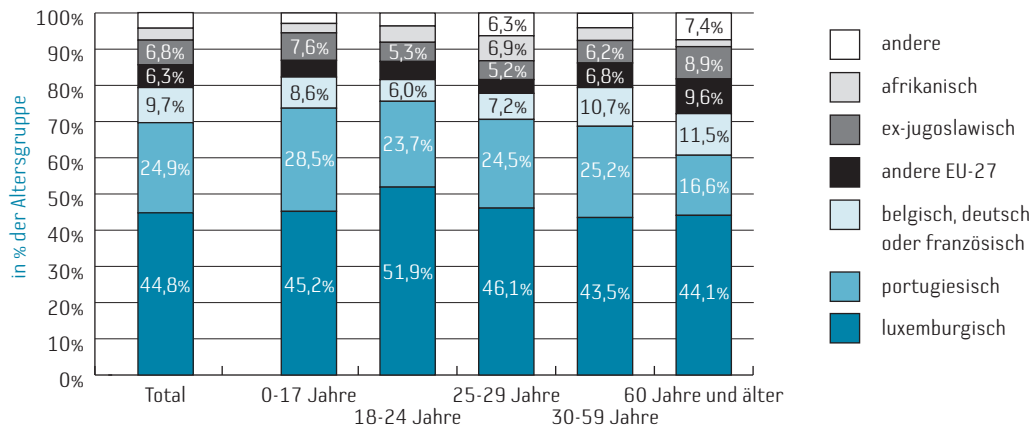


Quelle: Datenbank SNAS (Daten vom 31.12.2009); $n = 16.789$

Das Kapitel 6.3.3 hat bereits gezeigt, dass die Nationalität einen wichtigen Indikator im Armutsbereich darstellt.⁴³ Innerhalb der bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder hat etwas weniger als die Hälfte die luxemburgische Nationalität (44,8 %) (siehe Abbildung 6.6). Hiermit liegt der Anteil der RMG-Bezieher mit luxemburgischer Nationalität unter dem Anteil der Bevölkerung mit luxemburgischer Nationalität innerhalb der Gesamtbevölkerung, der zum ersten Januar 2009 56,3 %⁴⁴ betrug. Etwa ein Viertel der Bezugsberechtigten haben eine portugiesische Nationalität und sie sind damit bei den RMG-Empfängern überproportional hoch vertreten (STATEC 1.1.2009: 16,2 %).

Vergleicht man die aktuellen Daten mit jenen der letzten Jahre⁴⁵, so stellt man fest, dass sich die Nationalitätenzusammensetzung der Personen, die das RMG beantragen in den letzten Jahren verändert hat. Seit 2000 ist die Gruppe mit luxemburgischer Nationalität innerhalb der RMG-Bevölkerung nicht mehr überrepräsentiert (vgl. Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2009). Zugenommen haben dagegen die Nationalitäten aus anderen EU-Ländern und jene außerhalb der EU. Vor allem diese letzte Kategorie hat sich seit 1999 fast verdoppelt.

Abbildung 6.6.: Verteilung der Nationalitäten der bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder des RMG nach Altersklassen



Quelle: Datenbank SNAS (Daten vom 31.12.2009); n Total = 16.765; n 12-17 = 1.639; n 18-23 = 1.004; n 24-29 = 988

Die Nationalitätenverteilung nach Altersklasse der bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder des RMG unterscheidet sich in einigen Punkten von jener der Gesamtpopulation des RMG (siehe Abbildung 6.6). Bei den minderjährigen Haushaltsmitgliedern besteht eine leichte Überrepräsentation der Kinder mit portugiesischer Nationalität. Dagegen sind bei den jungen Erwachsenen (18 bis 24 Jahre, 25 bis 29 Jahre) Bezieher luxemburgischer aber auch solche mit einer afrikanischen Nationalität überrepräsentiert.

Im Folgenden werden die Haushalte, die das RMG erhalten genauer unter die Lupe genommen. 2009 handelt es sich hierbei um 8.691 Haushalte. Bei 91,1 % der Haushalte ist der Haushaltsvorstand 30 Jahre

⁴³ Da nicht auf einen sozioökonomischen Indikator zurückgegriffen werden kann, wird die Nationalität mit dem Wissen benutzt, dass sich hier auch noch andere Zusammenhänge widerspiegeln.

⁴⁴ Nach STATEC lebten zum 01.01.2009 278.000 Personen mit luxemburgischer Nationalität und 215.500 Personen ohne luxemburgische Nationalität im Land (Abrufbar unter www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=463&IF_Language=fr&MainTheme=2&FldrName=1).

⁴⁵ Dieser Vergleich basiert nur auf volljährigen Personen in der RMG-Datenbank, da vor 2000 nur diese Daten zur Verfügung standen (vgl. Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2009).

und älter, bei 8,9% ist er oder sie noch keine 30 Jahre alt. Von den 8.691 Haushalten, die 2009 das RMG erhielten, war der größte Teil davon ohne Kinder. Dieser Prozentsatz ist seit der Einführung des RMG kontinuierlich gefallen (von 78,8% im Jahr 1986 auf 61,7% in 2009) und scheint sich in den letzten Jahren zwischen 60% und 65% eingependelt zu haben (vgl. Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2009). Der zweithäufigste Haushaltstyp bei den Empfängern des RMG sind die Alleinerziehenden: 2009 machen sie 20,1% der Haushalte aus. Damit ist der Anteil der Alleinerziehenden seit 2001 konstant gestiegen (vgl. Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2009). Ihr Anteil unter den RMG-Empfängern liegt dabei auch weit über jenem in der Gesamtbevölkerung. Eine Differenzierung dieser Familien nach Alter des Haushaltsvorstandes zeigt außerdem, dass es sich hier häufiger um jüngere Familien handelt: 36,7% der Haushalte mit einem Vorstand unter 30 Jahren sind alleinerziehend, jedoch nur 18,5% der Haushalte mit einem Vorstand über 30 Jahren. Als dritthäufigster Haushaltstyp folgen die Paare mit Kindern. Sie machen 12,1% der RMG-Empfängerhaushalte aus. Seit Einführung des RMG ist auch ihr Anteil gestiegen, hat sich seit 2003 jedoch auf diesem Niveau (zwischen 10% und 12%) eingependelt (vgl. Conseil Supérieur de l'Action Sociale, 2009).

Anerkannte Flüchtlinge, Staatenlose, Asylbewerber und illegale Einwanderer

Eine Risikogruppe für das Abrutschen in Armut stellen Migranten aus Drittländern dar. Die finanzielle Situation der Personen, die aus Ländern außerhalb der EU stammen und in Luxemburg Zuflucht suchen, ist sehr unterschiedlich und hängt von ihrem rechtlichen Status in Luxemburg ab. Staatenlose und Flüchtlinge, die vom Staat als solche anerkannt wurden, haben Zugang zu den Sozialleistungen des luxemburgischen Staates, u. a. das RMG und Familienzulagen.

Die Situation der Asylbewerber stellt sich etwas schwerer dar, da sie sich in einer Übergangssituation befinden, in der ihr Asylantrag von den luxemburgischen Behörden überprüft wird. Während der ersten neun Monate nach ihrer Anfrage können sie keine Arbeit aufnehmen. Verfügt der Asylbewerber über keine eigenen Mittel, kümmert sich das Familien- und Integrationsministerium um die soziale und medizinische Begleitung des Asylbewerbers. Diese Hilfe umfasst auch Nahrung, Wohnung, Gesundheitskosten und ein Taschengeld.⁴⁶

Illegale Einwanderer erhalten keine Hilfen und sind sich weitestgehend selbst überlassen. Sie finanzieren sich größtenteils über Schwarzarbeit oder illegale Tätigkeiten, wobei sie natürlich besonders armutsgefährdet sind.

6.4. ZUSAMMENFASSUNG UND SCHLUSSFOLGERUNGEN

Zentrale Ergebnisse

Die Armutsdebatte speziell in Luxemburg wirft die Frage nach der Definition und Messung von Armut auf, was sich auch in den dokumentierten Diskursen widerspiegelt.

In Luxemburg sind das Armutsrisiko und die Verteilung der Einkommen während der letzten Jahre noch relativ stabil geblieben. Es gibt wenig extreme Armut (obwohl es auch solche Fälle gibt, z. B. bei Obdachlosen, Drogensüchtigen, Asylbewerbern), aber Teile der Bevölkerung können der Kategorie der relativen, statistischen Armut zugerechnet werden. Luxemburg liegt im europäischen Vergleich in Bezug auf Armutsrisiko und Einkommensverteilung der Bevölkerung insgesamt jedoch unter dem Durchschnitt; auch Messungen der subjektiven Armut bestätigen dies. Allerdings sind Kinder und Jugendliche heute stärker vom Armutsrisiko betroffen als andere Altersgruppen. In einer EU-Studie wird Luxemburg zu jenen Ländern gezählt, in denen Kinderarmut ein Problem darstellt. Am häufigsten von Armut betroffen bleiben nach wie vor jüngere Personen unter 25 Jahren, sowie alleinerziehende Eltern, Familien mit Kindern,

46 www.clae.lu (zuletzt abgerufen am 27.04.2010).

nichtluxemburgische Personen, Personen, die nicht vollzeitig erwerbstätig sind, und Geringqualifizierte. Insbesondere Kinder und Jugendliche aus sozial benachteiligten und ausländischen Familien haben ein höheres Risiko, niedrige Bildungswege zu absolvieren oder gar zum Schulabbrecher zu werden. Sie haben damit auch geringere Chancen auf dem Arbeitsmarkt und ein erhöhtes Armutsrisiko. Häufig genannte Problemgruppen sind auch Niedriglohnempfänger und „Working poor“, Arbeitslose, Mitglieder überschuldeter Haushalte, Wohnungslose sowie Empfänger des RMG. Auch Flüchtlinge, Staatenlose, Asylbewerber und illegale Einwanderer haben ein erhöhtes Armutsrisiko.

Hohe Immobilien- und Mietpreise und Wohnungsnot sind in Luxemburg nach wie vor ein vieldiskutiertes Thema und auch ein wichtiger Teilaspekt der Armutsproblematik. Vor allem Niedrigverdiener haben Probleme, mit den seit Jahren stark ansteigenden Preisen mitzuhalten, vor allem auch, weil die Löhne am unteren Ende der Einkommensskala nicht proportional zu den Immobilienpreisen angestiegen sind. Bemerkenswert ist aber auch der wichtige Beitrag staatlicher Sozialtransfers bei der Milderung von Armutsphänomenen.

Datenlücken und Forschungsdesiderata

Im Bereich der Forschung sind in Luxemburg Studien zur subjektiven Armut oder zur biografischen oder intergenerationellen Persistenz von Armut relativ selten. In der Regel werden Informationen über Kinder- und Jugendarmut auch in Luxemburg über die Haushalte erfasst, was eine Reihe von Einschränkungen mit sich bringt. Eine Langzeitstudie zum Thema Armut könnte wichtige Befunde liefern und z. B. der Frage nachgehen, wie „Armutskarrieren“ verlaufen und was die Ursachen sind. Wünschenswert wäre neben der Erhebung quantitativer Daten zur Armut eine Stärkung der qualitativen Forschung in diesem Bereich.

In einigen Bereichen der Armutsthematik ist es schwer, die Situation präzise zu beschreiben. So sind z. B. die Daten über Personen, die durch das soziale Netz fallen oder nicht von ihrem Recht, das RMG zu beantragen, Gebrauch machen („non recours“), nur unstrukturiert und unvollständig verfügbar. Das Gleiche gilt für das Überschuldungsproblem. Die Sozialorganisationen verfügen zwar über eine beachtliche Menge an Daten, jedoch sind diese nicht einfach auszuwerten: zum einen arbeiten sie mit unterschiedlichen Definitionen und Abgrenzungen; andererseits decken sie in der Regel nicht die ganze Bevölkerung ab. Auch zu den Themenbereichen Armut und Gesundheit sowie Armut und Partizipation ist die Datenlage für Jugendliche nicht sehr ergiebig.

Handlungsbedarf

In jüngster Zeit wurden eine Reihe von neuen Gesetzen und großherzoglichen Verordnungen auf den Weg gebracht, die zur Armutsbekämpfung beitragen (z. B. die „Maisons relais pour enfants“, der „Chèque-Service Accueil“, die Reform der „offices sociaux“). Für eine Bewertung ihrer Effekte ist es aber noch zu früh.

Zu einer möglichst genauen und einvernehmlichen Bestimmung des Ausmaßes von Armut und sozialer Exklusion in Luxemburg wäre die Festlegung eines offiziellen und weitreichend akzeptierten nationalen Indikatorensystems hilfreich.

Im Hinblick auf das nachweisbar höhere Risiko von Schulabbrechern und jungen Menschen mit niedrigen Qualifikationen, später in Armut abzurutschen, muss es ein Ziel sein, so vielen jungen Menschen wie möglich einen guten Schulabschluss zu ermöglichen. Angesichts dieser Probleme müssen im Bildungsbereich die nötigen Anstrengungen unternommen werden.

Die Jugendarbeitslosigkeit wird in Luxemburg zunehmend zu einem ernsthaften Problem. Es obliegt in erster Linie der ADEM eine ausreichende Betreuung arbeitsloser Jugendlicher, vor allem auch solcher, die schwer vermittelbar sind, zu gewährleisten. Das Bildungssystem und die Arbeitsmarktpolitik aber sind hier gefordert, Lösungen zu schaffen.

Der luxemburgische Wohnungsmarkt stellt finanzschwache Erwachsene mit Kindern sowie erwerbstätige Jugendliche gleichermaßen vor Probleme. Auch Personen mit geringem Einkommen sollte die Möglichkeit erhalten bleiben, sich in Luxemburg eine Unterkunft zu finanzieren. In diesem Zusammenhang

stellt sich die Frage, ob Mindestlohn und RMG in ihrer aktuellen Höhe der Realität auf dem luxemburgischen Wohnungsmarkt gerecht werden respektiv ob der Wohnungsmarkt zunehmend an der gesellschaftlichen Realität vorbeigeht.

Ziel der Armutsbekämpfung muss es auch sein, den Zugang zu Hilfeleistungen zu vereinfachen und Barrieren abzubauen, damit jeder, der ein Anrecht auf Hilfe hat, diese auch bekommt. In diesem Kontext spielt die Information eine wichtige Rolle. Spezifisch auf Kinder bezogen ist es auch wichtig, den Artikel 27 der UN-Kinderrechtskonvention, der das Recht auf ein würdiges Leben verankert, sichtbar zu machen und die Zusammenhänge zwischen Kinderarmut und Konvention zu verdeutlichen.

Generell kann als Fazit festgehalten werden, dass Mittel, die direkt oder indirekt in die Bekämpfung von Kinder- und Jugendarmut fließen, gut investiertes Geld sind, weil sie der Prävention von späterer Armut im Erwachsenenleben dienen und damit der Reproduktion von Armut und Exklusion mit all ihren Kosten und Konsequenzen für die Gesellschaft entgegenwirken. Insbesondere die Investition in bessere Bildung und Bildungschancen kann als eine wichtige präventive Strategie gegen Armut angesehen werden.

7. Gesundheit und Wohlbefinden im Jugendalter

7.1. EINLEITUNG

Dem Thema Gesundheit und Gesundheitsverhalten von Kindern und Jugendlichen wurde bis vor einigen Jahren sowohl in der sozialwissenschaftlichen Forschung als auch in der Berichterstattung in vielen Ländern relativ wenig Aufmerksamkeit geschenkt. Wird von der Beschäftigung mit gefährdeten Problemgruppen einmal abgesehen, so hat es lange Zeit wenig Interesse gegeben für die grundsätzliche Frage nach der gesundheitlichen Situation der Jugendlichen. Angesichts einer insgesamt stetig verbesserten Versorgung der Bevölkerung mit materiellen Gütern und Dienstleistungen sind die (gesundheitlichen) Risiken des Aufwachsens in der modernen Gesellschaft lange Zeit nicht wirklich wahrgenommen worden. Erst in den letzten beiden Jahrzehnten hat sich das Interesse an dieser Frage stärker entwickelt. Dafür gibt es verschiedene Gründe:

a) Aus sozialwissenschaftlicher und insbesondere jugendsoziologischer Perspektive haben sich eine Vielzahl von empirischen Befunden zu der Feststellung verdichten lassen, dass „das soziale, psychische und körperliche Wohlbefinden großer Teile der jungen und jüngsten Bürgerinnen und Bürger keineswegs ausreichend gewährleistet ist“ (Hurrelmann, 1990, S. 58). Das Aufwachsen in der Moderne und die Bewältigung der ambivalenten Bedingungen der Moderne erzeugen für die Kinder und Jugendlichen spezifische Belastungen und Risiken. Der Umgang mit diesen Risiken und die Bewältigung der Belastungen in Familie, Freundeskreis, Schule und Arbeitswelt sind jedoch davon abhängig, über welche inneren sowie äußeren Ressourcen Jugendliche und junge Heranwachsende verfügen. Damit sind die Chancen zur Aufrechterhaltung von Gesundheit und Wohlbefinden nicht nur interindividuell unterschiedlich, sondern auch sozial ungleich verteilt.

b) Aus einer politischen Perspektive ist die Investition in gesunde Kinder und Jugendliche ein zentrales Instrument der Prävention von Krankheit im Erwachsenenalter. Sie ist zugleich auch ein zentraler Faktor für eine mittel- und langfristige Stabilisierung der Finanzierbarkeit der kranken- und pflegebezogenen Dienstleistungen in einer alternden Gesellschaft.

Im Mittelpunkt dieses Kapitels stehen Fragen nach dem Gesundheitszustand und dem Wohlbefinden der (Kinder und) Jugendlichen in Luxemburg, nach den spezifischen gesundheitlichen Belastungen und Risiken und nach den gesundheitsrelevanten Verhaltensweisen der Jugendlichen. Die Perspektive dieses Berichtes ist dabei eher als umfassende Bestandsaufnahme des Gesundheitszustandes und des Wohlbefindens der Jugendlichen konzipiert und nicht in erster Linie auf die Identifikation von Problemlagen und Problemgruppen ausgerichtet. Sie ist zudem gekennzeichnet von der Vorstellung, dass im Kontext einer gesellschaftlichen und politischen Verantwortlichkeit für gesundheitsfördernde und -erhaltende Lebens- und Arbeitsbedingungen Jugendliche in Bezug auf ihre Gesundheit und ihr Wohlbefinden als selbstverantwortliche Akteure angesehen werden können. Damit können auch das gesundheitsrelevante Verhalten und die den Jugendlichen zur Verfügung gestellten Ressourcen mit in den Blick genommen werden.

7.2. KONZEPTION UND THEORETISCHE ANSÄTZE

7.2.1. Die Ausweitung des Gesundheitsbegriffes

Das lange Zeit dominierende biomedizinische Krankheitsmodell begünstigte eine Definition von Gesundheit als Abwesenheit von biologischer Krankheit. Es wurde daher oft als ein reduktionistisches Modell kritisiert, welches die komplexen Interaktionen im Bereich der Gesundheit, die kulturellen Einflüsse, die Ressourcen des Patienten und deren Erleben ausblendet (Annandale, 1998). In den letzten 50 Jahren hat sich das biomedizinische Krankheitsmodell jedoch erheblich weiterentwickelt. Es geht daher heute von einer multifaktoriellen Verursachung der Krankheit aus und bezieht psychologische und soziale Faktoren mit ein (Blaxter, 2004).

Seit etwa Mitte des 20. Jahrhunderts wurde das biomedizinische Modell der Gesundheit zunehmend ergänzt durch ein umfassenderes und ganzheitlicheres Gesundheitsverständnis, welches die Patienten und ihre Ressourcen in den Vordergrund rückt und ihnen einen aktiven, mündigen Umgang mit ihrer Gesundheit erlaubt (Blaxter, 2004). Aus dieser Epoche (1949) stammt die viel referierte und bis heute sehr einflussreiche Definition der „World Health Organisation“ (WHO), welche Gesundheit als „a state of complete physical, mental and social well-being and not merely the absence of disease or infirmity“ (WHO, 2007, S. 1) beschreibt. Diese Konzeption hat zur Folge, dass heute in der Gesundheitsforschung und -politik sowohl körperliche als auch soziale, psychische und seelische Dimensionen einbezogen werden und das subjektive Wohlbefinden der Menschen in ihrem Umfeld und ihrer persönlichen Lebenssituation berücksichtigt werden.

Die gesundheitsbezogene Prävention und die Gesundheitsförderung prägen spätestens seit der Ottawa-Charta der WHO im Jahre 1986 maßgeblich die Gesundheitsdebatte. Bei dem Versuch, durch die aktive Vermeidung oder Verminderung bekannter Risiken möglicherweise zukünftig eintretende unerwünschte Zustände oder Ereignisse zu verhindern oder zu mildern, haben sich zwei Vorgehensweisen entwickelt:

a) die Verhältnisprävention, welche eine Veränderung der Lebensbedingungen und der Lebenskontexte beabsichtigt. Hier wird verstärkt auf die gesellschaftlichen und politischen Bedingungen hingewiesen, die den Menschen erst in die Lage versetzen, die Verantwortung für ihre Gesundheit zu übernehmen;

b) die Verhaltensprävention, welche auf eine Änderung des Wissens oder des Verhaltens von einzelnen Personen oder Gruppen abzielt (BMFSFJ, 2009). Dieser Prozess beinhaltet eine Ausweitung des Präventionsgedankens auf immer weiter gefasste Zielgruppen (über Personen und Gruppen mit konkreten Symptomen oder in konkreten Risikolagen hinaus) und auf immer privatere Bereiche der persönlichen Lebensgestaltung.

Die Ausweitung der Prävention gerade auch im Jugendbereich verweist auf unterschiedliche Interessen und Perspektiven. Einerseits kann Gesundheit an und für sich als erstrebenswert und im Sinne der UN-Kinderrechtskonvention und der WHO als Grundrecht eines Kindes bzw. Jugendlichen angesehen werden und Gesundheitsförderung daher als Pflicht der Gesellschaft gegenüber den Jugendlichen gewertet werden. Andererseits kann Gesundheit und damit auch die geforderten individuellen präventiven Verhaltensänderungen auch als Verantwortung des Einzelnen gegenüber der Gesellschaft verstanden werden, da Gesundheit eine elementare Voraussetzung für ein produktives Leben darstellt und eventuelle Krankheiten für die Gesellschaft mit hohen Kosten verbunden sind. Dass mit einer solchen individuellen „Gesundheitspflicht“ viele ethische Bedenken und Gefahren verbunden sind, ist offensichtlich.¹

¹ Hier ist die implizite Normativität in jeder Präventionsperspektive zu beachten, da ihr die Definition von unerwünschten Entwicklungen, Zuständen und Verhaltensweisen vorausgeht.

7.2.2. Konzeptionelle Perspektiven

Das physische, familiäre, soziale, politische und nicht zuletzt auch das staatliche Umfeld sind starke Determinanten für die aktuelle und zukünftige Gesundheit des Jugendlichen (BMFSFJ, 2009). Sie bestimmen die Gesundheit der Jugendlichen nicht nur durch direkte Einflüsse, sondern auch indirekt, indem sie die Jugendlichen in ihrer Handlungsfähigkeit und in ihren Handlungsmöglichkeiten fördern oder behindern. Die Jugendlichen werden in diesem Kontext als selbstbestimmte Akteure gesehen, die im Zuge ihrer Entwicklung eigene Vorstellungen von sich, ihren Lebensperspektiven und dem Umgang mit den gesundheitsrelevanten Ressourcen und strukturellen Bedingungen (Gesundheitssystem usw.) ausbilden. Hier liegt eine Schnittstelle zwischen Prävention, Beteiligung (Partizipation) und Befähigung (Empowerment) durch die Zurverfügungstellung der benötigten Ressourcen, des gesundheitsrelevanten Wissens und eines gesundheitsfördernden Umfeldes.

Aus Sicht der Prävention und der Gesundheitsförderung ist die Analyse der gesundheitsrelevanten Ressourcen, Risikofaktoren und Verhaltensweisen der Jugendlichen eine elementare Voraussetzung, um gezielte und sinnvolle Maßnahmen, Projekte und Ansätze zur Verhinderung von Krankheiten und zur Vermehrung der Gesundheit zu erarbeiten. In der Jugendphase werden Verhaltensweisen ausgebildet und Ressourcen erkannt und erschlossen, die den Jugendlichen z.T. ein Leben lang erhalten bleiben. Auch Risikofaktoren tendieren dazu, sich im Laufe des Lebens zu kumulieren und sich gegenseitig zu verstärken.

7.2.3. Themenbereiche und empirische Umsetzung

In den vorhergehenden konzeptionellen und perspektivischen Überlegungen wurden Wohlbefinden und Gesundheit in einem weiten Sinn erfasst und eine Vielzahl an potenziell gesundheitsrelevanten Bereichen ermittelt. Im Rahmen des hier vorliegenden Jugendberichtes konzentrieren wir uns vor allem auf folgende Bereiche:

Der erste Themenbereich fokussiert den aktuellen Gesundheitszustand und die Gesundheitsprobleme, mit denen sich Jugendliche und junge Erwachsene in Luxemburg konfrontiert sehen. Gemäß des Konzeptes der relativen Gesundheit bzw. Krankheit (Hurrelmann, 2000b) umfasst dieser Themenbereich neben der ärztlichen Bewertung der aktuellen physischen und psychischen Gesundheit auch die subjektive Bewertung des Gesundheitszustandes und des Wohlbefindens durch die Jugendlichen selbst. Mittels Indikatoren wie der subjektiven Bewertung des eigenen Gesundheitszustandes oder der motorischen Leistungsfähigkeit sollen der aktuelle Gesundheitszustand und die Gesundheitsprobleme der Heranwachsenden abgebildet werden.

Im zweiten Themenbereich wird eine Auswahl gesundheitsrelevanter Verhaltensweisen (das Ernährungs-, Bewegungs- und Verhütungsverhalten sowie der Konsum psychoaktiver Substanzen), die sich im Jugendalter ausprägen, untersucht. Diesem Themenbereich liegt einerseits die Definition der Jugendlichen und jungen Erwachsenen als aktive Gestalter ihres Wohlbefindens und als selbstbestimmte Akteure im Umgang mit den vorhandenen Ressourcen und Begebenheiten (Gesundheitssystem usw.) zugrunde. Andererseits wird auch der soziologischen Erkenntnis Rechnung getragen, dass verschiedene (manchmal gesundheitsgefährdende oder riskante) Verhaltensweisen für einen Teil der Jugendlichen ein elementarer Bestandteil ihrer Suche nach Identität und gesellschaftlicher Selbstverortung sind.

Der dritte Themenbereich ergründet, welche schützenden und gefährdenden Faktoren im Umfeld der Jugendlichen und jungen Erwachsenen existieren und auf welche Ressourcen sie zurückgreifen können. Aufgrund der Überlegung, dass die sozialen Kontexte, die Umgebung und das gesellschaftliche Umfeld einen Einfluss auf das subjektive Wohlbefinden, die Handlungsoptionen und den Gesundheitszustand der Jugendlichen haben können, werden in diesem Themenbereich die verschiedenen Bezugssysteme der Jugendlichen beschrieben. Hierzu werden ausgewählte Dimensionen, wie beispielsweise die Familie oder

die Arbeitssituation, durch Indikatoren (wie die Bewertung der Beziehungsqualität oder die Intensität des empfundenen Stresses am Arbeitsplatz) operationalisiert.

Bei der empirischen Umsetzung dieser drei Themenschwerpunkte wurde auf Indikatoren und Daten aus amtlichen Registern, Arbeitsdatenbanken, Surveys, Jahresberichten und Studien zurückgegriffen, die sich in der Art und Erfassung der Daten und ihrer ursprünglichen Verwendungsbestimmung stark unterscheiden. Neben den subjektiven Angaben von den Jugendlichen oder von Personen aus ihrem Familienkreis wurden auch objektive Daten (wie medizinische Untersuchungsergebnisse oder das Register der Mortalität nach Todesursachen der „Direction de la Santé“) einbezogen. Durch die unterschiedlichen Stichproben, Vorgehensweisen und Definitionen, auf denen die verwendeten Daten basieren, sind die einzelnen Indikatoren nur bedingt miteinander vergleichbar.

7.3. DER GESUNDHEITZUSTAND DER JUGENDLICHEN

Mit der Erweiterung der traditionellen Definition von Gesundheit werden neben körperlichen auch psychische, soziale und politische Dimensionen mit einbezogen, wenn es um die Definition von Gesundheit geht. Damit wird der Blick auch auf die individuellen, subjektiven Kriterien von Gesundheit und Wohlbefinden gerichtet (Kolip & Hurrelmann, 1994). Die luxemburgischen Studien, auf die hier zurückgegriffen werden kann, sind vor allem die Studie von Bös et al. (2006), die luxemburgische HBSC-Studie² aus dem Jahr 1999/2000 (Wagener & Petry, 2002; Wagener & Henschen, 2005) und die luxemburgischen HBSC-Daten 2005/2006 („Direction de la Santé“) sowie die PSELL-3 Datenbank³ aus dem Jahr 2007 (CEPS/INSTEAD).⁴

Diese Ergebnisse werden, soweit es möglich ist, im internationalen Vergleich betrachtet. Die internationalen Vergleiche beziehen sich insbesondere auf die internationalen HBSC-Studien (Currie et al., 2008; Wagener & Henschen, 2005)⁵ sowie auf nationale Studien aus verschiedenen Ländern wie beispielsweise Frankreich (Godeau, Grandjean & Navarro, 2005), Österreich (Dür & Griebler, 2007) oder Deutschland (Hurrelmann, Klocke, Melzer & Ravens-Sieberger, 2003b; Bergmann et al., 2008).

7.3.1. Subjektives Wohlbefinden und selbsteingeschätzter Gesundheitszustand

Das subjektive Wohlbefinden und der selbsteingeschätzte Gesundheitszustand werden anhand der Indikatoren ‚Subjektive Bewertung des Gesundheitszustandes‘, ‚Subjektive Bewertung des eigenen Körpers‘ und ‚Subjektive Beeinträchtigungen durch gesundheitliche Probleme‘ untersucht.

Subjektive Bewertung des Gesundheitszustandes

Die subjektive Einschätzung des allgemeinen Gesundheitszustandes erlaubt es, zwischen der objektiven medizinischen Diagnose (durch den Arzt) und der individuellen subjektiven Wahrnehmung des Gesundheitszustandes (durch die Jugendlichen) zu differenzieren (Robert Koch-Institut, 2008). Die medizinische Diagnose sagt oft wenig darüber aus, ob die Jugendlichen sich subjektiv krank und beeinträchtigt fühlen.

2 HBSC steht für „Health Behaviour in School-aged Children“. Die HBSC ist eine internationale Studie, die im Auftrag der WHO in regelmäßigen Abständen bei Schülern in 41 Ländern (Europa und Nordamerika) durchgeführt wird.

3 PSELL steht für „Panel socio-économique Liewen zu Lëtzeburg“.

4 Die Vergleichbarkeit zwischen den verschiedenen Studien ist u. a. wegen der unterschiedlichen Altersgruppen und Befragungsmethoden oft nur bedingt möglich.

5 Die Ergebnisse der nationalen HBSC-Daten 2005/2006 stammen aus einer eigenen Analyse der Daten, die von der „Direction de la Santé“ bereitgestellt wurden. Die hier analysierten Daten basieren auf einer repräsentativen Stichprobe für die 13- bis 18-Jährigen in der Sekundarstufe ($n = +/- 6.589$). Diese Stichprobe ist nicht vergleichbar mit der Stichprobe, die der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 zugrunde liegt, da diese sich auf die Altersstufen der 11-, 13- und 15-Jährigen konzentriert und damit zusätzlich die Schüler der Primarstufe berücksichtigt.

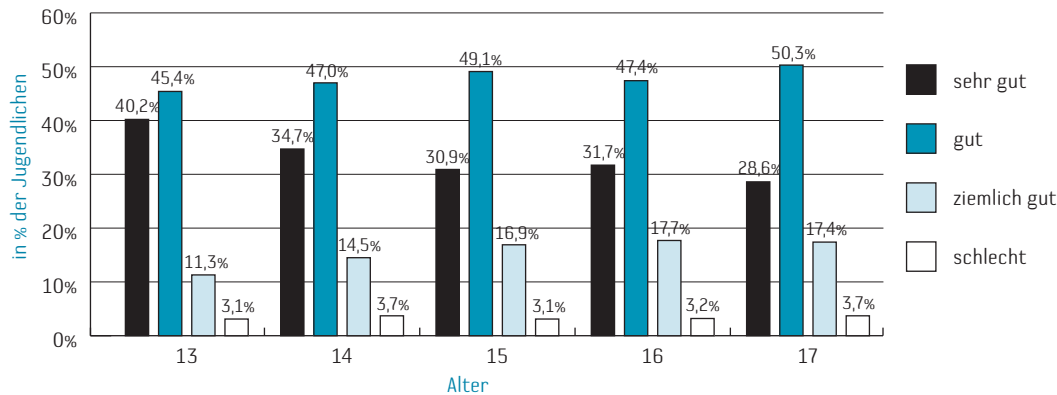
Jugendliche, die beispielsweise unter Diabetes leiden, können sich durchaus gesund fühlen und keine Einschränkungen wegen ihrer Krankheit empfinden, obwohl sie im medizinischen Sinne an einer Krankheit leiden. Genauso gut können sich jedoch Jugendliche subjektiv krank fühlen, ohne dass eine Krankheitsdiagnose durch den Arzt vorliegt. Das subjektive Wohlbefinden und die objektiven Befunde aus der Medizin müssen somit nicht immer übereinstimmen. Wenn Jugendliche sich jedoch gesundheitlich eingeschränkt fühlen, kann es sie davon abhalten, schwierig erscheinende Probleme und Aufgaben in Angriff zu nehmen und wichtige Entwicklungsaufgaben zu bewältigen (Mansel & Hurrelmann, 1994). Auch ein „nur“ subjektiv eingeschränkter Gesundheitszustand erfordert daher eine Unterstützung des Jugendlichen durch sein soziales und gesellschaftliches Umfeld.

Die subjektive Bewertung des Gesundheitszustandes wird anhand der PSELL-3 Datenbank (CEPS/INSTEAD 2007) und der nationalen HBSC-Daten 2005/2006 („Direction de la Santé“) analysiert. Basierend auf den Daten des PSELL-3 (2007) lässt sich festhalten, dass in Luxemburg Jugendliche zwischen 16 und 29 Jahren ihren subjektiven Gesundheitszustand durchschnittlich sehr positiv bewerten. So schätzten 58,3% der Jugendlichen zwischen 16 und 29 Jahren ihren Gesundheitszustand als ‚sehr gut‘, 33,8% als ‚gut‘ und 7% als ‚ziemlich gut‘ ein. Weniger als 1% der Jugendlichen und jungen Erwachsenen bezeichnen ihren Gesundheitszustand als ‚schlecht‘ oder ‚sehr schlecht‘.

Die nationalen HBSC-Daten 2005/2006 bestätigen diesen generellen Trend, ermitteln aber etwas geringere Zufriedenheitswerte. Der Anteil der Jugendlichen, die einen schlechten Gesundheitszustand angeben, liegt hier bei 3,5%. Ähnliche Werte wurden bereits in der nationalen HBSC-Studie von 1999/2000 festgestellt (Wagner & Petry, 2002).

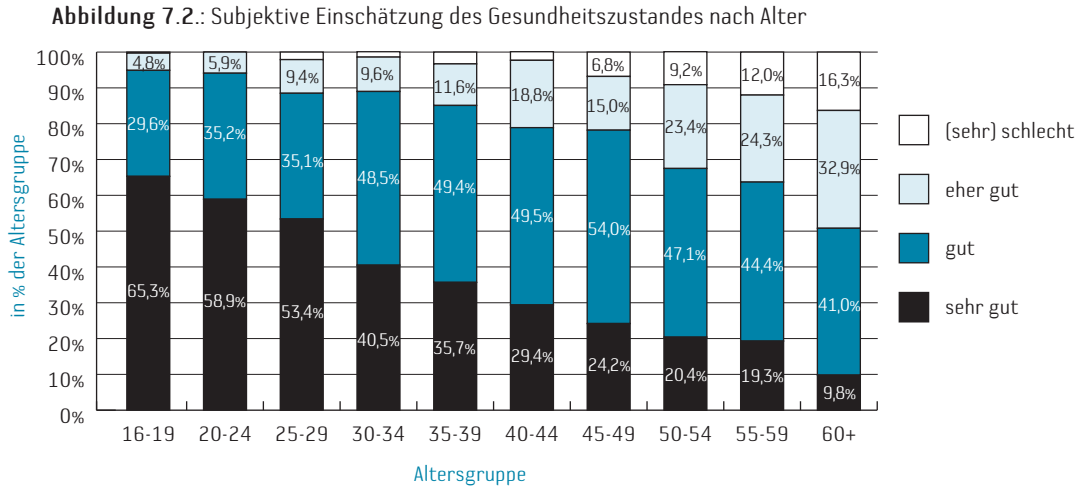
Bei genauerer Analyse lässt sich in den beiden Stichproben feststellen, dass mit zunehmendem Alter der Jugendlichen die Bewertung des Gesundheitszustandes als ‚sehr gut‘ tendenziell abnimmt, während die Einschätzungen ‚gut‘ und ‚ziemlich gut‘ tendenziell zunehmen. Die Einschätzung ‚schlecht‘ bleibt auf einem niedrigen Niveau (siehe Abbildung 7.1).

Abbildung 7.1.: Subjektive Einschätzung des Gesundheitszustandes (13- bis 17-Jährige)



Quelle: Nationale HBSC-Daten 2005/2006; n = 6.032

Auf welche Faktoren diese Abnahme des subjektiven Gesundheitserlebens bei älteren Jugendlichen zurückzuführen ist, lässt sich durch die vorliegende Analyse nicht sagen. Dieser Trend verstärkt sich jedoch über die Jugendphase hinaus wie Abbildung 7.2 verdeutlicht.



Quelle: PSELL-3 (2007); n (ungewichtet) = 7.909; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Auch bezüglich des Geschlechtes lassen sich deutliche Unterschiede herausstellen. Betrachtet man die subjektive Einschätzung des Gesundheitszustandes in der nationalen HBSC-Studie 2005/2006, bewerten Mädchen ihren Gesundheitszustand in der Regel weniger positiv als Jungen. 22,9% der Mädchen geben an, einen sehr guten Gesundheitszustand zu haben, gegenüber 41,8% der Jungen. Mit ‚schlecht‘ bewerten ihren Gesundheitszustand hingegen 4,6% der Mädchen gegenüber 2,4% der Jungen (siehe Abbildung 7.3). Diese Bewertungsunterschiede zwischen den Geschlechtern konnten sowohl in der nationalen HBSC-Studie von 1999/2000 (Wagener & Petry, 2002) als auch in der internationalen HBSC-Studie von 2005/2006 (Currie et al., 2008) bestätigt werden.

Betrachtet man Unterschiede in der subjektiven Einschätzung des Gesundheitszustandes nach dem besuchten Bildungszweig der Jugendlichen, so lassen sich in den nationalen HBSC-Daten 2005/2006 ebenfalls deutliche Unterschiede erkennen. So bewerten Schüler im oberen Bildungszweig (B1) ihren Gesundheitszustand am positivsten, während Schüler aus dem mittleren und unteren Bildungszweig (B2 und B3) negativere Einschätzungen abgeben.⁶ Diese Unterschiede nach Schultyp konnten ebenfalls in der nationalen HBSC-Studie 1999/2000 beobachtet werden (Wagener & Petry, 2002).

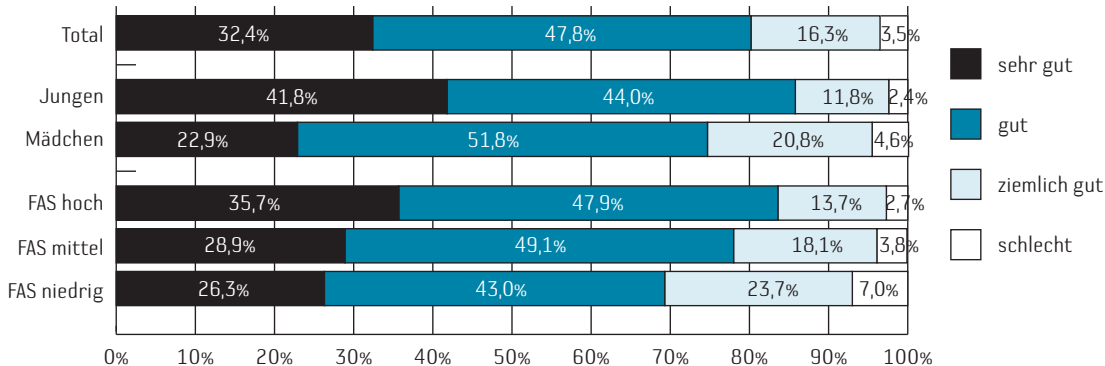
Zudem gibt es einen signifikanten Zusammenhang zwischen dem subjektiven Gesundheitszustand und dem familiären Wohlstand (FAS)⁷. Schüler mit einem hohen familiären Wohlstand bewerten ihren Gesundheitszustand durchschnittlich positiver als Jugendliche, die aus sozialen Milieus mit niedrigem familiären Wohlstand kommen. So bezeichnen Jugendliche mit einem niedrigen familiären Wohlstand ihren Gesundheitszustand etwa dreimal so häufig als ‚schlecht‘ als Gleichaltrige mit einem hohen familiären

6 Die Aufteilung nach Schulsystem gliedert sich in den nationalen Studien in drei Bildungszweige, dem B1, B2 und B3. Der obere Bildungszweig (B1) ist der allgemeine Sekundarunterricht („enseignement secondaire“), der mittlere Bildungszweig (B2) ist der technische Sekundarunterricht mit der allgemeinen technischen Richtung und der Techniker Ausbildung („régime technique“ und „régime technicien“); der untere Bildungszweig (B3) ist der berufsorientierte technische Sekundarunterricht („régime professionnel“). Zur weiteren Ausführung des luxemburgischen Bildungssystems siehe Kapitel 3.

7 Der Indikator „Family Affluence Scale“ (FAS) dient dazu den sozioökonomischen Status der Familie und somit auch die soziale Lage der Jugendlichen besser einzuschätzen. Der familiäre Wohlstand setzt sich aus folgenden Indikatoren zusammen: ‚Anzahl der Autos in der Familie‘, ‚Verfügbarkeit eines eigenen Zimmers für den Jugendlichen‘, ‚Anzahl der Familienurlaube im letzten Jahr‘ und ‚Anzahl der Computer in der Familie‘.

Wohlstand (siehe Abbildung 7.3).⁸ In der internationalen HBSC-Studie von 2005/2006 bestätigt sich diese Tendenz. Allgemein kann festgestellt werden, dass in den meisten HBSC-Ländern ein niedriger FAS mit einer schlechteren Bewertung des Gesundheitszustandes zusammenhängt (Currie et al., 2008).

Abbildung 7.3.: Subjektive Einschätzung des Gesundheitszustandes nach Geschlecht und familiärem Wohlstand (13- bis 18-Jährige)



Quelle: Nationale HBSC-Daten 2005/2006; n Total = 6.589, n Geschlecht = 6.589, n FAS = 6.272

Im Allgemeinen kann somit die subjektive Einschätzung des Gesundheitszustandes der Jugendlichen in Luxemburg als durchgehend gut bezeichnet werden. Es lässt sich zwar beobachten, dass die Einschätzung des Gesundheitszustandes von verschiedenen Variablen abhängig ist (wie dem Alter, dem Geschlecht, dem besuchten Bildungszweig und dem sozioökonomischen Hintergrund); dennoch bleibt der subjektive Gesundheitszustand insgesamt für die Altersgruppe der Jugendlichen und jungen Erwachsenen positiv, wie der Vergleich mit den anderen Altersgruppen gezeigt hat.

Subjektive Bewertung des Körpers

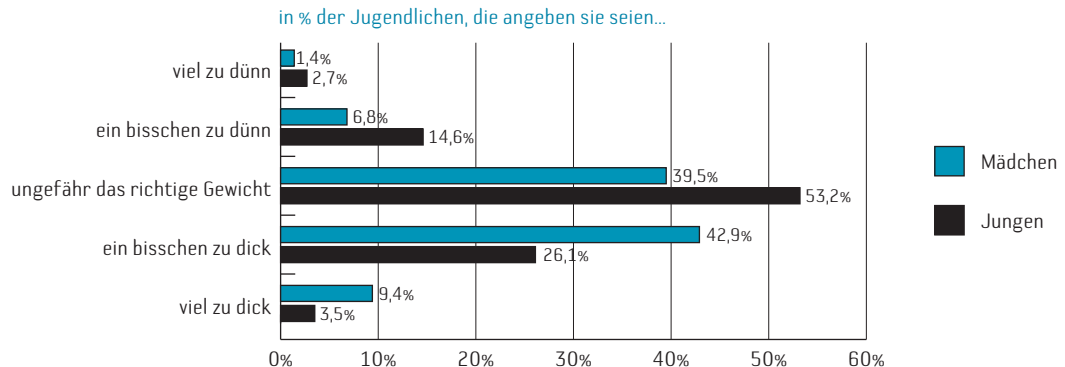
Die Pubertät führt oft zu einer problematischen subjektiven Körperwahrnehmung (Hurrelmann, Klocke, Melzer & Ravens-Sieberger, 2003a). Durch die weitreichenden körperlichen Veränderungen einerseits und durch die größere Bedeutung der Akzeptanz durch die Peers andererseits beschäftigen sich Jugendliche in dieser Phase häufig intensiver mit ihrem körperlichen Erscheinungsbild (Zimbardo & Gerrig, 2004). Schlanksein ist in unserer heutigen Gesellschaft eine geschätzte Eigenschaft, besonders für Frauen. Mädchen sehen sich häufig dem Druck ausgesetzt, dem gesellschaftlich propagierten Schönheitsideal des Schlankseins zu entsprechen. Gleichzeitig scheint es zu einer Zunahme der Stigmatisierung von Übergewicht und Adipositas⁹ zu kommen (Currie et al., 2008). In mehreren Studien konnte bereits festgestellt werden, dass junge Mädchen in der Pubertät häufiger eine negative Auffassung ihres Erscheinungsbildes haben als Jungen. Für Jungen ist offensichtlich weniger der schlanke Körper als vielmehr der muskulöse, athletische Körper attraktiv. Diese Unterschiede lassen sich auf kulturell unterschiedliche Vorstellungen der männlichen und weiblichen Idealfigur zurückführen (Currie et al., 2008; Dür & Griebler, 2007; Zimbardo & Gerrig, 2004).

⁸ Zu bedenken ist jedoch, dass der Anteil der Befragten stark variiert: FAS hoch: n = 3.408, FAS mittel: n = 2.350, FAS niedrig: n = 514.

⁹ Unter Adipositas versteht man starkes Übergewicht, auch noch Fettleibigkeit genannt.

Die Wahrnehmung des eigenen Körperbildes beeinflusst sowohl das Ernährungs- und Bewegungsverhalten von Jugendlichen als auch ihr psychisches Wohlbefinden.¹⁰ Sind Jugendliche unzufrieden mit ihrem Körperselbstbild, steigt das Risiko unter depressiven Verstimmungen oder unter psychosomatischen Beschwerden zu leiden. Dies kann sogar zu gesundheitsschädigendem Verhalten führen wie einem gestörten Essverhalten oder dem Einnehmen von synthetischen Substanzen, um Muskelmasse aufzubauen (Currie et al., 2008; Dür & Griebler, 2007; Zimbardo & Gerrig, 2004).

Abbildung 7.4.: Subjektive Körperwahrnehmung nach Geschlecht (13- bis 18-Jährige)



Quelle: Nationale HBSC-Daten 2005/2006; n = 6.252

Die subjektive Bewertung des eigenen Körpers (Körperwahrnehmung) kann anhand der nationalen HBSC-Daten 2005/2006 („Direction de la Santé“) analysiert werden. Basierend auf der Analyse dieser Daten halten sich 1,4% der 13- bis 18-jährigen Mädchen für viel zu dünn und 6,8% für ein bisschen zu dünn. Der Anteil der Jungen liegt bei 2,7%, die sich viel zu dünn fühlen, und bei 14,6%, die sich ein bisschen zu dünn fühlen. Die Werte liegen damit doppelt so hoch wie bei den Mädchen. Die Mädchen halten sich jedoch fast dreimal so oft für viel zu dick (9,4%) als die Jungen (3,5%). Des Weiteren halten sich 42,9% der Mädchen für ein bisschen zu dick gegenüber 26,1% der Jungen (Abbildung 7.4). Damit sind insgesamt 60,5% der Mädchen und 46,8% der Jungen unzufrieden mit ihrem Erscheinungsbild. Ähnliche Tendenzen konnten bereits in der nationalen HBSC-Studie 1999/2000 beobachtet werden (Wagener & Petry, 2002) und werden auch durch die internationale HBSC-Studie 2005/2006 (siehe Abbildung 7.5) für die meisten Länder bestätigt (Currie et al., 2008).

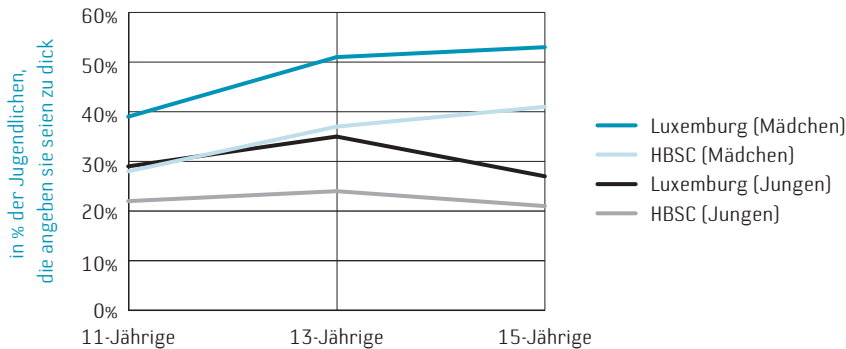
Im Ranking der 41 HBSC-Länder nach dem Anteil der Schüler und Schülerinnen, die sich zu dick finden bzw. ein bisschen zu dick finden, steht Luxemburg an zweiter Stelle bei den 11- und 13-Jährigen und an vierter Stelle bei den 15-Jährigen. Die luxemburgischen, wie auch die deutschen oder österreichischen Werte liegen damit weit über dem HBSC-Durchschnitt.¹¹

Nach familiärem Wohlstand analysiert zeigen die nationalen HBSC-Daten von 2005/2006, dass Jugendliche mit einem hohen familiären Wohlstand am zufriedensten mit ihrem körperlichen Erscheinungsbild

¹⁰ Das eigene subjektive Körperbild ist jedoch nicht unmittelbar mit dem realen Körpergewicht assoziiert. Mehrere Studien belegen, dass es vor allem Jugendlichen schwerfällt, ihr eigenes Körpergewicht einzuordnen. Dies führt zu einer Abweichung zwischen dem realen Gewicht und dessen Wahrnehmung.

¹¹ Die Unterschiede zwischen den verschiedenen Ländern sind jedoch sehr groß (bei den 15-Jährigen sind es beispielsweise für Deutschland 58% der Mädchen und 31% der Jungen, die sich zu dick finden, gegenüber nur 17% der Mädchen und 10% der Jungen in der Slowakei). Dies erklärt teilweise den großen Abstand zu dem HBSC-Durchschnitt (Currie et al., 2008).

Abbildung 7.5.: Internationaler Vergleich des Anteils der Jugendlichen, die angeben sie seien viel zu dick bzw. ein bisschen zu dick nach Alter



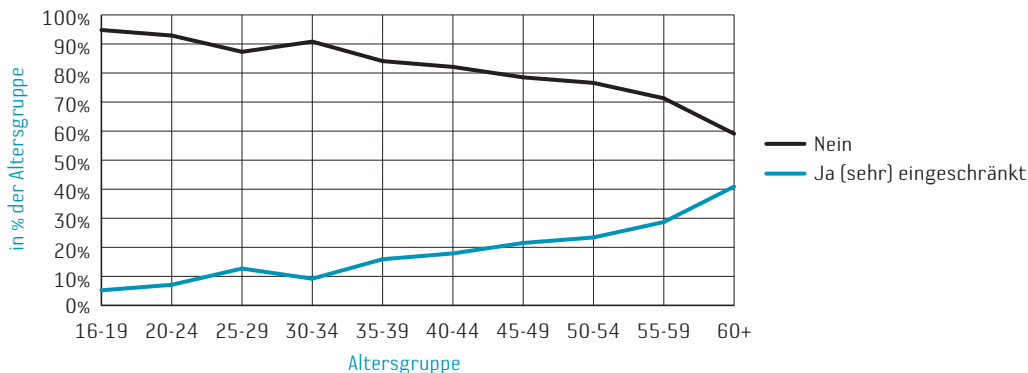
Quelle: Internationale HBSC-Studie 2005/2006 [Currie et al., 2008]; n Luxemburg = 4.300, n HBSC = 204.534

sind mit 48,8% gegenüber 40,8% bei den Jugendlichen mit niedrigem familiärem Wohlstand. Ein signifikanter Zusammenhang zwischen niedrigem familiären Wohlstand und der Einschätzung der Jugendlichen, zu dick zu sein, kann für Luxemburg und andere westliche Länder Europas ebenfalls in der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 festgestellt werden. Außerdem können geografische Unterschiede ausgemacht werden, nach denen Jugendliche (vor allem Mädchen) im westlichen und nördlichen Europa sich häufiger als zu dick einschätzen als Jugendliche in südlicheren Ländern (Currie et al., 2008).

Subjektive Beeinträchtigung durch gesundheitliche Probleme

Ein weiterer Indikator zum Gesundheitszustand der Jugendlichen bezieht sich auf die Frage, ob die Jugendlichen in den letzten sechs Monaten durch gesundheitliche Probleme eingeschränkt waren. Insgesamt 91,2% der befragten Jugendlichen in Luxemburg beantworten diese Frage mit „nein“. Somit geben lediglich 8,8% der Jugendlichen zwischen 16 und 29 Jahren an, unter gesundheitlichen Problemen, die ihre tägliche Funktionsfähigkeit beeinträchtigen, zu leiden (PSELL-3 Datenbank 2007). Diese Zahlen bestätigen die Ergebnisse zur subjektiven Gesundheitseinschätzung, welche ebenfalls in der Altersgruppe der Jugendlichen relativ positiv ausfielen. Es lässt sich auch hier festhalten, dass es zu einer Verschlechterung

Abbildung 7.6.: Subjektive Beeinträchtigung durch gesundheitliche Probleme nach Alter



Quelle: PSELL-3 (2007); n (ungewichtet) = 7.898; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

mit zunehmendem Alter kommt (siehe Abbildung 7.6). Insgesamt fühlen sich mehr Frauen durch gesundheitliche Probleme eingeschränkt als Männer. In der Altersgruppe der Jugendlichen lassen sich hier jedoch noch keine signifikanten Ergebnisse ermitteln.

Die bisherige Analyse hat ergeben, dass die Mehrheit der Jugendlichen ihren Gesundheitszustand positiv einschätzt und nur sehr selten unter körperlichen Beeinträchtigungen leidet; allerdings besitzt bereits ein Teil der Jugendlichen ein eher negatives subjektives Körperbild. Des Weiteren variiert die subjektive Gesundheit in Verbindung mit Faktoren wie Alter, Geschlecht und sozioökonomischem Hintergrund. Mädchen und ältere Jugendliche bewerten ihren Gesundheitszustand häufig schlechter als Jungen und jüngere Jugendliche. Auch der sozioökonomische Hintergrund scheint einen entscheidenden Einfluss auf die subjektive Gesundheit der Jugendlichen zu haben. Je niedriger der familiäre Wohlstand, desto schlechter wird die eigene Gesundheit und das eigene Körperbild eingeschätzt.

7.3.2. Psychische Gesundheit und psychisches Wohlbefinden

Das psychische Wohlbefinden und die psychische Gesundheit sind in den letzten Jahrzehnten in der Gesundheitsforschung zunehmend berücksichtigt worden. Die WHO beschreibt psychische Gesundheit als: „[...] a state of well-being in which the individual realizes his or her own abilities, can cope with normal stresses of life, can work productively and fruitfully, and is able to make a contribution to his or her community“ (WHO, 2001, S. 1). Damit wird sowohl dem gefühlten, persönlichen Wohlbefinden als auch der sozialen Dimension der psychischen Gesundheit Rechnung getragen.¹²

Psychische Probleme im Kindes- und Jugendalter haben zwangsläufig Folgen für das individuelle Wohlbefinden und sind nicht selten mit Belastungen durch und für das soziale Umfeld verbunden. Derzeit wird bei der Verursachung und Entwicklung von psychischen Störungen ein multifaktorielles, bio-psycho-soziales Entstehungsmodell angenommen. Dieses greift genetische, physiologische, personale, psychologische und lerngeschichtliche sowie psychosoziale Faktoren auf, die zur Entstehung und Aufrechterhaltung psychischer Störungen und Probleme beitragen können. Laut Rössler und Koch (o. J., S. 28) treten „im Gegensatz zu den meisten somatischen Erkrankungen [...] psychische Störungen zumeist im jungen und mittleren Erwachsenenalter auf und verlaufen, nicht zuletzt aufgrund einer unzulänglichen Diagnose und Behandlung, oft chronisch.“

Seit den 1960er Jahren haben sich die Krankheitsformen von Kindern und Jugendlichen tendenziell von akuten hin zu chronischen und von primär somatischen hin zu psychischen, psychosomatischen und verhaltensbezogenen Störungen verändert. Die empirischen Daten des KiGGS-Surveys des Robert Koch-Instituts untermauern diese These zumindest für Deutschland (Dittrich, Gadow, Permien & Sander, 2009).¹³ Die aktuell am häufigsten vorgefundenen psychischen Auffälligkeiten bei Kindern und Jugendlichen können unterteilt werden in nach außen gerichtete (externalisierende) und nach innen gerichtete (internalisierende oder innerpsychische) Auffälligkeiten (Schubert & Horch, 2004).

Bei internalisierenden Problemen handelt es sich vor allem um Depressionen, Angstzustände oder um psychosomatische Störungen (d. h. neurotische und emotionale Störungen). Zu den externalisierenden Problemen gehören u. a. Aufmerksamkeitsstörungen, Hyperaktivität sowie aggressives und dissoziales Verhalten. Weitere bedeutende Störungsformen bei Kindern und Jugendlichen sind unterschiedliche Formen von Lese-Rechtschreib-Störungen (Dyslexie) und weitere Lern- und Leistungsstörungen (u. a. Dyskalkulie,

¹² Für weiterführende Informationen siehe das „Grünbuch: Die psychische Gesundheit der Bevölkerung verbessern – Entwicklung einer Strategie für die Förderung der psychischen Gesundheit in der Europäischen Union“ (Europäische Gemeinschaften, 2005) sowie den „European Pact for Mental Health and Well-being“, welcher aus der EU-high-level-Konferenz „Together for mental Health and Well-being“ in Brüssel vom 12. und 13. Juni 2008 hervorging.

¹³ In den Fokusgruppengesprächen mit luxemburgischen Experten aus der Medizin und dem Gesundheitsbereich bestätigte sich, dass diese Befunde auch für Luxemburg Gültigkeit haben.

allgemeine Lernstörung). Diese Auffälligkeiten treten nicht selten auch mit anderen psychischen Belastungen auf (Komorbidität) (Gadow, 2009; Schubert & Horsch, 2004).¹⁴

In der Literatur (Gadow, 2009) werden verschiedene Auffälligkeiten als geschlechtsspezifisch beschrieben.¹⁵ Allgemein leiden Jungen öfter an psychischen Belastungen als Mädchen. Zudem leiden sie in der Regel an anderen psychischen Störungen als die Mädchen: Mädchen zeigen z.B. eher depressive Verhaltensauffälligkeiten und Ängste während bei den Jungen häufiger dissoziale Verhaltensauffälligkeiten oder Aufmerksamkeitsstörungen festgestellt werden. Die zur Zeit am häufigsten diagnostizierten Verhaltensstörungen im Kindesalter und jungen Jugendalter sind aggressiv-dissoziale Verhaltensauffälligkeiten, Schwierigkeiten im Umgang mit Gleichaltrigen, emotionale Probleme und Aufmerksamkeits- bzw. Hyperaktivitätsstörungen (Gadow, 2009).

Es bestehen augenblicklich in Luxemburg neben den HBSC-Daten keine übergreifenden Surveydaten, die (ähnlich wie in Deutschland der KiGGS-Survey oder die BELLA-Studie) repräsentative Daten zur (psychischen) Gesundheit der Jugendlichen in Luxemburg erheben. Bei der Erhebung der Daten für die HBSC-Studien 2005/2006 wurden viele Themen behandelt, welche in diesem Bereich relevant sind (psychisches Wohlbefinden, psychosomatische Symptome, Konsum psychoaktiver Substanzen, Gewalt- und Missbrauchserfahrungen, Suizidversuche). Der aktuelle Stand der Datenanalyse und -interpretation erlaubt jedoch zu diesem Zeitpunkt noch keine Schlussfolgerungen. Auch zu Schutzfaktoren und -ressourcen sowie zu gesundheitsfördernden Verhaltensweisen im Bereich der psychischen Gesundheit konnten keine aktuellen Daten und Studien gefunden werden. In der Studie von Bös et al. (2006) konnte lediglich festgestellt werden, dass 0,7 % der Schüler in der Sekundarstufe in psychologischer Behandlung sind. Im psychiatrischen Bereich stehen nur eine Planungsstudie mit Fokus auf die psychiatrischen Versorgungsstrukturen, welche in den Jahren 2003 und 2004 durchgeführt wurde (Rössler & Koch, o. J.) und die Informationen der einzelnen Krankenhäuser zur Verfügung.

Im Folgenden wollen wir zunächst kurz auf die Aufmerksamkeitsdefizit-/Hyperaktivitätssyndrom Erkrankung (ADHS) eingehen, da diese in den letzten Jahren als ein Problem der Kinder und Jugendlichen in Luxemburg wahrgenommen wurde. In Anschluss daran werden wir versuchen, die Situation im Bereich der kinder- und jugendpsychiatrischen Angebote und Erkrankungen in Luxemburg zu erfassen. Da in diesem Bereich kaum forschungsbezogene Daten vorliegen, greifen wir hier auf die Struktur- und Angebotsbeschreibung der verschiedenen Einrichtungen zurück.

Das Aufmerksamkeitsdefizit-/Hyperaktivitätssyndrom (ADHS) ist eine Störung, die in den letzten Jahren vor allem im Zusammenhang mit Erziehung und Schule zunehmend auch in Luxemburg thematisiert wurde. Das Syndrom stellt eine Herausforderung für Familien, psychosoziale Helfersysteme, die Schulen und das Gesundheitssystem dar (Gadow, 2009) und ist hauptsächlich gekennzeichnet durch Unaufmerksamkeit, Impulsivität, Hyperaktivität und durch die Beeinträchtigung der Affektregulation. International liegt die Prävalenzrate von ADHS zwischen 3 % und 5 % und gehört somit zu den häufigsten psychischen Störungen im Kindes- und Jugendalter (Schlack, Hölling, Kurth & Huss, 2007; Nicolay, 2009). In den letzten zehn Jahren sind in Luxemburg die Verschreibungen von Medikamenten, die beim Aufmerksamkeitsdefizit-/Hyperaktivitätssyndrom verwendet werden (z.B. Ritalin mit dem Wirkstoff Methylphenidat oder Concerta, welches von den Krankenkassen z. T. bezahlt wird) konstant angestiegen. Jungen werden dreimal häufiger mit dem Wirkstoff behandelt als Mädchen.¹⁶ Es ist jedoch nicht eindeutig

¹⁴ Ein weiterer Bereich der psychischen und psychiatrischen Störungen, die nicht als jugendspezifische Störungen gelten, ihren Ursprung jedoch häufig im Jugend- und frühen Erwachsenenalter haben, sind psychische Störungen und Verhaltensstörungen, die in Verbindung mit dem Konsum psychoaktiver Substanzen stehen.

¹⁵ Im Bereich der psychischen Störungen muss davon ausgegangen werden, dass ein hoher Anteil der Störungen und Erkrankungen nicht diagnostiziert wird und die Zahl der unerkannten Störungen (die Dunkelfeldzahlen) tendenziell hoch ist.

¹⁶ www.wort.lu/wort/web/letzebuerg/artikel/27636/ritalin-behandlung-mehr-jungen-als-maedchen.php (zuletzt abgerufen am 03.05.2010).

festzustellen, auf welche Ursachen die Häufigkeit der Verschreibung von Ritalin zurückzuführen ist, und ob die Verschreibung auch mit der Diagnose ADHS unmittelbar zusammenhängt.

Rössler und Koch (o. J.) erhoben 2003/2004 im Rahmen der Planungsstudie „Psychiatrie Luxemburg, Planungsstudie 2005“ in Luxemburg Angaben zu den psychiatrischen Versorgungsstrukturen. Diese Erhebung der spezialisierten stationären und teilstationären Versorgungsangebote der Kinder- und Jugendpsychiatrie in Luxemburg ergab, dass nur eine stationäre Einrichtung mit 15 Betten (mit Fokus auf Krisenintervention) im „Centre Hospitalier de Kirchberg“ und eine angegliederte pädopsychiatrische Tagesklinik mit sechs Plätzen im „Centre Hospitalier de Luxembourg“ (CHL) in Luxemburg zur Verfügung standen (Rössler & Koch, o. J.). Das CHL hat seitdem seine pädopsychiatrischen Angebote ausgeweitet und bot 2008 neben der erweiterten Tagesklinik auch eine pädopsychiatrische Station, einen ambulanten Beratungsdienst und einen, auf die Diagnose von Autismus spezialisierten, Evaluierungsdienst an. Das Behandlungsspektrum umfasste vor allem Reaktionen auf schwierige soziale und familiäre Situationen, psychiatrische Störungen (Ängste, Depressionen) und Entwicklungs- bzw. Bindungsstörungen.¹⁷ Auch im „Centre Hospitalier de Kirchberg“ (CHK) wurde der „Service National de Psychiatrie Juvénile“ u. a. durch die Eröffnung des „Service de Détection et d'Intervention Précoce“ (SDIP) und einer Tagesklinik weiter ausgebaut. Hier wurden vorrangig emotionale Störungen, Essstörungen, Psychosen, Adaptations- und Verhaltensstörungen sowie Aufmerksamkeitsdefizitsynndrome behandelt.¹⁸

Dem Jahresbericht des „Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique“ (CHNP) kann man entnehmen, dass es sich in Jahr 2009 bei 30 % der Aufnahmen ins Krankenhaus des CHNP um 10- bis 29-Jährige handelte (CHNP, 2010). Seit 2006 gibt es im CHNP eine jugendpsychiatrische Station. Diese Station umfasst ein ambulantes, begleitendes Angebot sowie eine geschlossene Abteilung, in welcher zwölf Betten zur Verfügung stehen (für Jugendliche, die aufgrund von psychischen Erkrankungen für sich selbst oder andere eine Gefahr darstellen). In der stationären Abteilung wurden 2009 45 Patienten (29 Jungen und 16 Mädchen) in einem durchschnittlichen Alter von 15,9 Jahren aufgenommen. Das ambulante jugendpsychiatrische Begleitungsangebot des CHNP wurde von 51 Patienten genutzt. Des Weiteren nutzten alle 20 Jugendlichen, welche 2009 eine Strafe im „Centre Pénitentiaire du Luxembourg“ verbüßten, die vom CHNP vor Ort angebotenen, gruppentherapeutischen Sitzungen. Acht Jugendliche nutzten zudem das Angebot einer individuellen Beratung (CHNP, 2010).¹⁹

2003/2004 gab es im komplementären und rehabilitativen Bereich nur das „Institut pour Enfants Autistiques et Psychotiques“, das „Foyer Thérèse“ der Caritas und das „Centre Socio-Éducatif de l'État de Luxembourg“, welches trotz eines breiten und psychiatrisch relevanten Problemspektrums weder über eine Zusammenarbeit mit einem Psychiater noch über psychiatrisch geschultes Fachpersonal verfügte (Rössler & Koch, o. J.).

Auch aktuell scheint die Versorgungslage im komplementären und rehabilitativen Bereich noch große Lücken aufzuweisen und einen Teil der Kapazitäten der stationären und teilstationären Versorgungskapazitäten zu binden.

Aufgrund dieser Engpässe im komplementären und rehabilitativen Bereich und trotz dieses Ausbaus der kinder- und jugendpsychiatrischen Versorgungsstrukturen gaben die von uns befragten Experten an, dass weiterhin ein Teil der psychiatrischen Versorgung luxemburgischer Kinder und Jugendlicher im Ausland durchgeführt werden muss.

¹⁷ www.chl.lu/clinique_pediatrique/front (zuletzt abgerufen am 03.05.2010).

¹⁸ psychiatrie.hkb.lu/index.php?page=activites (zuletzt abgerufen am 03.05.2010).

¹⁹ Hier wurde sich weitestgehend auf die Beschreibung des stationären Bereiches und der angegliederten ambulanten Angebote konzentriert. Darüber hinaus gibt es jedoch weitere ambulante Angebote und Einrichtungen von verschiedenen Trägern (z. B. „Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)“, „Centre de Santé Mentale“, „Psy-Jeunes“ usw.).

Da eine gemeindenähe Betreuung psychiatrischer Störungen besonders bei Kindern und Jugendlichen wichtig und eine Betreuung im Ausland nur in wenigen Fällen wünschenswert ist, scheint die Schlussfolgerung von Rössler und Koch (o. J.) dass in Luxemburg sowohl die ambulante, die teilstationäre, die stationäre als auch die komplementäre und rehabilitative Versorgung im kinder- und jugendpsychiatrischen Bereich nur bedingt gewährleistet ist, weiterhin Bestand zu haben. Insbesondere der Heimbereich und die Nachsorgestrukturen für schwer psychisch erkrankte Jugendliche und Jugendliche mit schweren Verhaltensauffälligkeiten stellen sich weiterhin als unzulänglich heraus (Rössler & Koch, o. J.).

Selbstverletzendes Verhalten

Der „vollendete“ Suizid ist nur ein Teilbereich des selbstschädigenden Verhaltens und der damit assoziierten psychischen und psychiatrischen Störungen, welche in der Pubertät und dem Jugendalter vorkommen. Neben dem passiven und aktiven selbstschädigenden Verhalten (Bewegungsarmut, Desorganisation des Tagesablaufes, Konsum psychoaktiver Substanzen usw.) tritt selbstverletzendes und selbstzerstörerisches Verhalten auch in Form von offenen und verdeckten (z. B.: als Teil einer zwanghaften Verschlimmerung oder Erzeugung von Krankheitssymptomen) Autoaggressionen bis hin zu Automutilationen auf. Die Autoaggressionen unterscheiden sich je nach Intensität, Verletzungsgrad, Häufigkeit, Dauer, Regelmäßigkeit und Automatisierung und treten oft in Komorbidität mit anderen psychischen und psychiatrischen Leiden wie z. B. Persönlichkeitsstörungen, Essstörungen usw. auf (Klosinski, 1999). Selbstverletzendes Verhalten wird manchmal als partieller Suizid angesehen, der die gleichen Motivationen wie ein Selbstmord aufweist. Autoaggressionen können jedoch auch aufgrund anderer Motivationen und Intentionen (Selbststigmatisierung, Pubertätsritus, Selbstbefreiung, Münchhausensyndrom usw.) entstehen. So kann selbstverletzendes Verhalten ein Mechanismus sein, um unerträgliche, bedrohliche, konfliktuelle oder depersonalisierende Situationen und Zustände zu überwinden und die Kontrolle zurückzugewinnen (Klosinski, 1999). Im Bereich des selbstverletzenden Verhaltens stehen derzeit jedoch nur Daten zu „vollendeten“ Suiziden zur Verfügung.

Um die langfristige Entwicklung und Veränderung der Mortalitätsraten durch Suizid für die Jugendlichen darzustellen, muss aufgrund der geringen Fallzahlen für Luxemburg auf fünf bzw. zehn Jahresabschnitte zurückgegriffen werden.²⁰ Rolland-Portal, Wagener, Mossong und Hansen-Koenig (2003) stellten fest, dass es für die 10- bis 24-Jährigen in Luxemburg zwischen den Zeitperioden 1968/1977 und 1988/1997 zunächst zu einer allgemeinen Zunahme der Todesraten durch Suizid von etwa 30% kam, insbesondere durch eine Zunahme der Suizidraten bei den Männern um 51 %²¹. Bei der altersdifferenzierten Darstellung zeigte sich, dass vorrangig die 15- bis 24-jährigen jungen Männer von dem beschriebenen Anstieg betroffen waren. Danach senken sich die Mortalitätsraten durch Suizid der 15- bis 29-Jährigen wieder leicht. Für Luxemburg liegt die Mortalitätsrate durch Suizid bei den 15- bis 29-Jährigen während der letzten 20 Jahre kontinuierlich über dem Durchschnitt der europäischen Vergleichsländergruppe Eur-A, weist jedoch wie diese eine leicht sinkende Tendenz auf.

Bei der geschlechtsspezifischen Analyse²² der Mortalitätsraten durch Suizid (siehe Abbildung 7.7), lässt sich festhalten, dass Männer insgesamt etwa 3,5-mal häufiger durch Suizid sterben als Frauen. Sowohl im Alter zwischen 10 und 29 Jahren als auch für die gesamte Altersspanne lagen in der Zeitperiode 1998-2007 die „rohen Mortalitätsraten“ (auf 100.000) durch Suizid in Luxemburg für die Männer weit über denen der Frauen (10 bis 29 Jahre: Männer: 11,2 Frauen: 2,3 / 0 bis 100 Jahre: Männer: 22,7 Frauen: 7,9). Im internationalen Vergleich gesehen, liegt die Mortalitätsrate durch Suizid für junge luxemburgische Männer

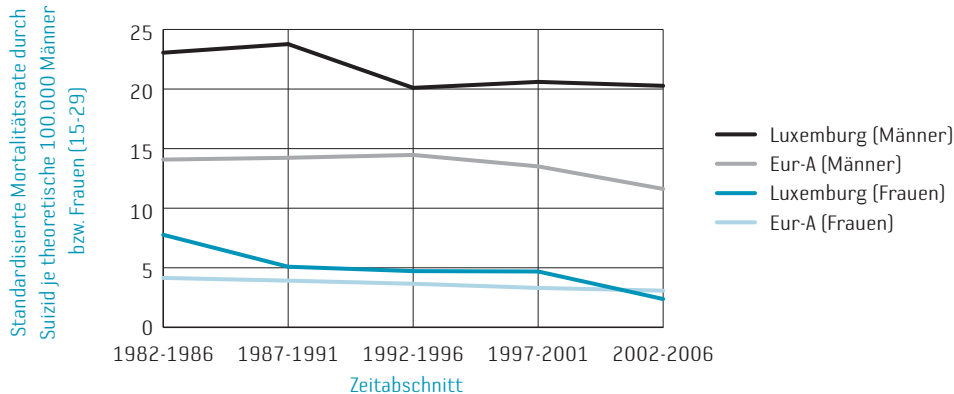
²⁰ Suizidraten sind aufgrund ihrer geringen Fallzahlen und aufgrund der Unterdeklaration nur bedingt aussagekräftig.

²¹ Bei den Frauen fielen die Suizidraten in diesem Zeitraum um 40%.

²² Aufgrund der äußerst geringen Fallzahlen ist die Aussagekraft einer geschlechtsspezifischen Analyse für die Frauen (besonders in jungen Jahren) eingeschränkt.

sehr deutlich über dem Durchschnitt der Eur-A Vergleichsgruppe, während die Mortalitätsrate durch Suizid der jungen luxemburgischen Frauen heute im Durchschnitt der Eur-A Vergleichsländer liegt.

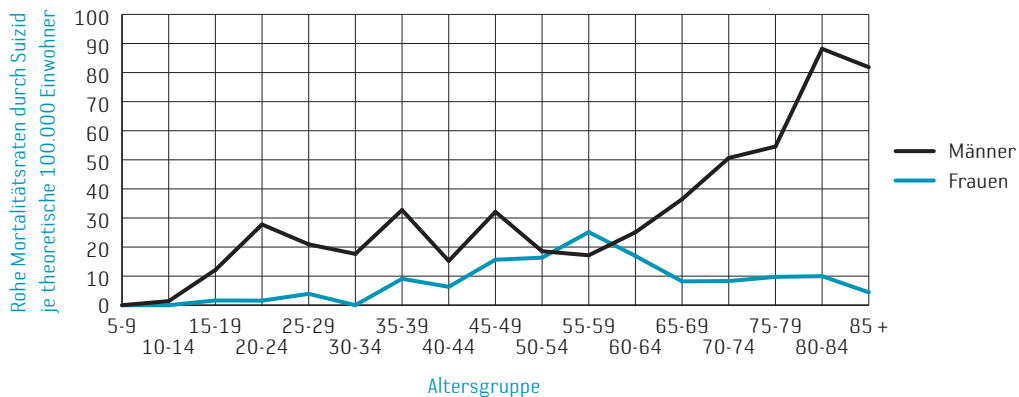
Abbildung 7.7.: Entwicklung der standardisierten Mortalitätsraten durch Suizid nach Geschlecht im internationalen Vergleich (15- bis 29-Jährige)



Quelle: European Detailed Mortality Database (WHO)

Die Analyse der Mortalitätsraten durch Suizid nach Lebensalter (siehe Abbildung 7.8) bestätigt, dass der Tod durch Suizid kein jugendspezifisches Phänomen ist. Obwohl der Tod durch Suizid erstmals im Alter zwischen 10 und 14 Jahren auftritt, treten die höchsten Suizidraten eher in späteren Lebensphasen auf. Bei den Männern steigt die Mortalitätsrate durch Suizid zwischen dem Alter von 10 und 24 Jahren stark an, bleibt bei den mittleren Altersgruppen relativ konstant und steigt ab dem 70. Lebensjahr noch einmal sehr stark an. Für die Frauen steigt der Anteil der Tode durch Suizid bis zum 34. Lebensjahr nur geringfügig an, um dann zwischen dem 35. und dem 59. Lebensjahr stark anzusteigen, danach jedoch wieder stark zu fallen.²³

Abbildung 7.8.: 5-Jahresdurchschnitt (2002-2006) der rohen Mortalitätsraten durch Suizid nach Alter und Geschlecht für Luxemburg



Quelle: European Detailed Mortality Database (WHO)

²³ Diese Beschreibung stellt eine Momentaufnahme dar.

7.3.3. Physisches Wohlbefinden, physische Gesundheit und Mortalität

In diesem Kapitel stehen das physische Wohlbefinden, die physische Gesundheit und die Mortalität der Jugendlichen in Luxemburg im Mittelpunkt. Auch wenn somatische Krankheiten im Jugendalter seltener sind als im Erwachsenenalter, sind sie dennoch von Bedeutung, da sie die Entwicklung des Heranwachsenden nachhaltig beeinträchtigen können (Bergmann et al., 2008). Die Jugendphase ist eine Phase der Veränderungen, in der Jugendliche oft lebenslange Gewohnheiten hinsichtlich ihres Gesundheitsverhaltens entwickeln. Diese beeinflussen die Gesundheit sowohl kurz- als auch langfristig. Somit sollte nicht nur die Situation kranker Jugendlicher berücksichtigt werden, sondern auch krank machende Faktoren schon vor der Entstehung einer nachweislichen, manifesten Krankheit bei den Jugendlichen ermittelt werden (Bös et al., 2006). Besonders Risikofaktoren wie mangelnde Bewegung, Übergewicht und motorische Defizite rücken immer mehr in den Fokus hinsichtlich der körperlichen Gesundheit von Jugendlichen (Bös et al., 2006). Das physische Wohlbefinden wird deshalb hier exemplarisch anhand folgender Indikatoren untersucht: der motorischen Entwicklung bei Jugendlichen, der Verbreitung von Übergewicht und Adipositas sowie chronische Erkrankungen bei Jugendlichen. Auch die Anzahl der Todesfälle und die Todesursachen im Jugendalter können Aufschluss über die gesundheitliche Lage der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg geben und werden in diesem Unterkapitel analysiert.

Motorische Entwicklung bei Jugendlichen

Die Thematisierung des Bewegungsverhaltens und der Motorik ist in Bezug auf die Gesundheit und das Wohlbefinden im Jugendalter unverzichtbar, da sie von großer Bedeutung für die unmittelbare und lebenslange Gesunderhaltung sind, sowohl aus einer gesundheitsfördernden Sichtweise, welche Bewegung und motorische Leistungsfähigkeit als Ressource betrachtet, als auch aus einer krankheitsvermeidenden Sichtweise, in der Bewegungsmangel als ein bedeutender Risikofaktor für die Gesundheit zu sehen ist. Eine adäquate Entwicklung der motorischen Fähigkeiten stellt einen lebenslangen Schutzfaktor bei der Bewältigung der Anforderungen an die Alltagsmotorik dar. Außerdem spielt die motorische Leistungsfähigkeit für das physische und psychische Gleichgewicht eine entscheidende Rolle (Bös et al., 2006).

Für die Darstellung des psychomotorischen Entwicklungsstandes der Jugendlichen in Luxemburg wird auf die Ergebnisse der Studie „Gesundheit, motorische Leistungsfähigkeiten und körperlich-sportliche Aktivität von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg, Untersuchung für die Altersgruppe 9, 14 und 18 Jahre“²⁴ (Bös et al., 2006) zurückgegriffen. In dieser Studie wurden unterschiedliche Testverfahren zur Einschätzung der motorischen Fähigkeiten der Kinder und Jugendlichen herangezogen. Die konditionelle Leistungsfähigkeit und Ausdauer²⁵ betreffend, zeigt sich in der Untersuchung ein durchgehender Geschlechtereffekt: Jungen verfügen über eine bessere konditionelle Leistungsfähigkeit als Mädchen. Des Weiteren steigt die Leistungsfähigkeit bei den Jungen mit dem Alter an. Es zeigt sich außerdem eine Abnahme der Leistung im konditionellen Bereich von den Schülern im oberen Bildungszweig zu den Schülern im unteren Bildungszweig. Besonders Mädchen aus dem unteren Bildungszweig haben eine schlechtere Kondition als gleichaltrige Mädchen aus dem oberen und mittleren Bildungszweig (Bös et al., 2006).

Die Ganzkörper- und Feinkoordination ist bei beiden Geschlechtern gleich gut und steigt bei Mädchen wie bei Jungen mit zunehmendem Alter an. Innerhalb der verschiedenen Bildungszweige nimmt die Leistungsfähigkeit im Bereich der Ganzkörperkoordination jedoch vom oberen zum unteren Bildungszweig ab. In der Feinkoordination zeigen sich keine Unterschiede zwischen den Schülern aus den verschiedenen

²⁴ In der Studie von Bös et al. (2006) wurden 367 Primarschüler mit einem Durchschnittsalter von 9,4 Jahren, in der Sekundarstufe wurden weitere 424 Schüler mit einem Durchschnittsalter von 14,1 Jahren und 350 Schüler mit einem Durchschnittsalter von 18,1 Jahre vollständig getestet.

²⁵ Durchgeführte Testaufgaben: 6-Minuten-Lauf, Standweitsprung, Kraftmessplatte, seitliches Hin- und Herspringen und Rumpfbeugen.

Bildungszweigen (Bös et al., 2006). Die Untersuchung der Beweglichkeit der Schüler hat ergeben, dass Mädchen durchschnittlich eine bessere Beweglichkeit haben als Jungen. Die Beweglichkeit bleibt bei den Mädchen über alle Altersgruppen hinweg gleich gut erhalten, während sie bei den Jungen mit dem Alter abnimmt. Mädchen, die den unteren Bildungszweig besuchen, zeigen jedoch die geringste Beweglichkeit (Bös et al., 2006).

Außerdem konnten deutliche Zusammenhänge zwischen körperlicher Aktivität und motorischer Leistungsfähigkeit sowie zwischen motorischer Leistungsfähigkeit und Gesundheitsindikatoren bei den 14- und 18-Jährigen festgestellt werden. So zeigte sich, dass Jugendliche mit einem ausgeprägteren Sportverhalten auch bessere motorische Leistungsfähigkeiten haben und Jugendliche mit den besten Motorikergebnissen auch weniger gesundheitliche Probleme haben (Bös et al., 2006).

Haltungs- und Bewegungsprobleme sowie Kreislaufprobleme und Rückenschmerzen stellen zunehmend auch ein Problem bei Kindern und Jugendlichen dar. Nach den Ergebnissen der Studie leiden insgesamt 8,8% der Kinder und Jugendlichen in Luxemburg an einer Erkrankung des Bewegungsapparates²⁶. Besonders bei den Mädchen zeigt sich, dass sie mit zunehmendem Alter häufiger unter Beschwerden des Bewegungsapparates leiden (14-Jährige: 10,6%; 18-Jährige: 18,1%). Es stellt sich die Frage, ob die größere Sportbegeisterung der Jungen und die damit einhergehende bessere körperliche Fitness sowie das dadurch trainiertere Muskel-, Gelenk- und Knochensystem diesen Beschwerden des Bewegungsapparates vorbeugt. Des Weiteren konnte festgestellt werden, dass 4,3% der Jugendlichen aus der Sekundarstufe regelmäßig eine krankengymnastische Behandlung in Anspruch nehmen (Bös et al., 2006).

Übergewicht und Adipositas bei Jugendlichen

Der Anteil von übergewichtigen und adipösen Menschen hat in den letzten Jahren in den westlichen Ländern erheblich zugenommen. Die WHO bezeichnet Adipositas inzwischen sogar als Weltepidemie (WHO, 2003a). Dieser Trend zeigt sich ebenfalls bei den Kindern und Jugendlichen. So leben in Europa etwa 14 Millionen übergewichtige Schulkinder, wovon 3 Millionen sogar adipös sind (Bös et al., 2006). Diese Entwicklung ist besorgniserregend, weil Übergewicht und Adipositas als Risikofaktoren für zahlreiche Erkrankungen gelten. Auch wenn sich diese Krankheiten im Kindes- und Jugendalter noch nicht manifestieren, ist eine Erkrankung mit zunehmendem Alter wahrscheinlicher als bei Normalgewichtigen. Da davon ausgegangen werden muss, dass übergewichtige Kinder und Jugendliche ein erhöhtes Risiko haben, auch im Erwachsenenalter Gewichtsprobleme zu haben, bedarf dieser Themenbereich besonderer Aufmerksamkeit (Dür & Griebler, 2007). Übergewicht kann auch im Jugendalter direkte Auswirkungen auf die Gesundheit haben, wie sich durch das vermehrte Auftreten von verschiedenen somatischen Erkrankungen bei Kindern und Jugendlichen zeigt (wie beispielsweise Typ2 Diabetes, Leberverfettung oder Gelenkschäden). Nicht zu unterschätzen sind auch die psychosozialen Belastungen, denen übergewichtige Kinder und Jugendliche durch mangelnde Akzeptanz und Stigmatisierung ausgesetzt sind (Bergmann et al., 2008).

Während es für Erwachsene klare Referenzwerte zur Bestimmung von Übergewicht und Fettleibigkeit über den „Body Mass Index“ (BMI) gibt, gestaltet sich die Festlegung solcher Referenzwerte für Kinder und Jugendliche schwieriger, da diese sich in einer kontinuierlichen physiologischen Wachstumsphase befinden. Um dennoch etwas über die Referenzwerte bei Kindern und Jugendlichen aussagen zu können, haben Cole, Bellizzi, Flegal und Dietz (2000) eine Methode entwickelt, mit der geschlechts- und altersspezifische Referenzwerte für Kinder und Jugendliche ermittelt werden können. Konkurrierend zu diesen Referenzwerten finden sich im deutschsprachigen Raum die ermittelten Referenzwerte von

²⁶ Zusammengefasst wurden hier die Fragen nach Erkrankungen der Wirbelsäule, der Kniegelenke sowie anderer Gelenkerkrankungen.

Kromeyer-Hauschild et al. (2001), deren Grenzwerte leicht von denen von Cole et al. (2000) abweichen (Dür & Griebler, 2007; Bös et al., 2006).²⁷

In Luxemburg stellt die Studie von Bös et al. (2006) bei insgesamt 13,2 % der untersuchten Schüler (9-, 14- und 18-Jährige) eine Übergewichtigkeit und bei 6,5 % sogar eine Fettleibigkeit fest. Der Anteil der normalgewichtigen Schüler liegt bei 80,3 %. Dabei zeigt sich, dass die Problematik des Übergewichtes bereits im Primarschulalter beginnt und mit zunehmendem Alter tendenziell zunimmt, wie Tabelle 7.1 zeigt. Zudem sind Jungen tendenziell eher übergewichtig als Mädchen. Bei den 14-jährigen Schülern sind 16,4 % der Mädchen übergewichtig bzw. adipös, bei den Jungen sind es 20,8 %. Bei den 18-jährigen Schülern liegt der Anteil der übergewichtigen bzw. adipösen Mädchen bei 22,1 % und bei den Jungen bei 23,2 %. Außerdem können signifikante Ergebnisse ermittelt werden in Verbindung mit dem Schultyp, den die Jugendlichen besuchen. Dabei zeigt sich, dass Jugendliche aus dem unteren Bildungszweig tendenziell stärker von Übergewicht betroffen sind als Jugendliche aus dem mittleren und oberen Bildungszweig (Bös et al., 2006).

Tabelle 7.1.: BMI nach Alter und Geschlecht

Klassifizierung nach dem BMI	9-Jährige		14-Jährige		18-Jährige	
	Mädchen	Jungen	Mädchen	Jungen	Mädchen	Jungen
Normalgewicht	85,0%	79,9%	83,6%	79,2%	77,8%	76,8%
Übergewicht	9,4%	9,8%	11,9%	14,7%	14,4%	18,7%
Adipositas	5,6%	10,3%	4,5%	6,1%	7,7%	4,5%

Quelle: [Bös et al., 2006, S. 165]; n = 1.105

Somit leiden insgesamt 19,7 % der Kinder und Jugendlichen in Luxemburg an Übergewicht oder Fettleibigkeit (Bös et al., 2006).²⁸

In der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 belegt Luxemburg einen mittleren Platz im Ranking der HBSC-Länder hinsichtlich des Anteils der Kinder und Jugendlichen (11, 13 und 15 Jahre), die übergewichtig sind. Auch hier konnte beobachtet werden, dass in Luxemburg, wie auch in den meisten anderen HBSC-Ländern Jungen häufiger an Übergewicht und Adipositas leiden als Mädchen. Außerdem konnte in Luxemburg für beide Geschlechter ein signifikanter Zusammenhang zwischen dem familiären Wohlstand

²⁷ Die Referenzwerte nach Kromeyer-Hauschild beruhen auf Angaben zu Körpergröße und Gewicht, die zwischen 1985 und 1998 in verschiedenen Regionen Deutschlands in unterschiedlichen Altersgruppen und mit unterschiedlichen Methoden erhoben wurden (Bergmann et al., 2008). In der Studie von Bös et al. (2006) sowie in der KiGGS-Studie (Bergmann et al., 2008) wurde sich auf die Werte von Kromeyer-Hauschild et al. bezogen, die internationale HBSC-Studie 2005/2006 jedoch bezieht sich auf die Referenzwerte von Cole et al. (Currie et al., 2008). Sowohl bei Cole et al. (2000) als auch bei Kromeyer-Hauschild et al. (2001) gelten Kinder und Jugendliche ab dem 90. BMI-Perzentil als übergewichtig und ab dem 97. BMI-Perzentil als adipös. Die Vergleichbarkeit ist jedoch durch die differenten Referenzwerte schwierig.

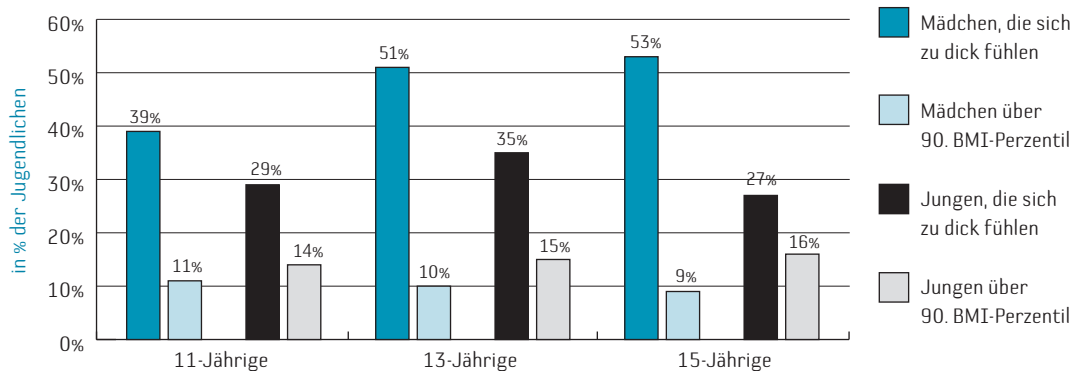
²⁸ Aus internationalen Studien geht hervor, dass Untergewicht ebenfalls ein ernstzunehmendes Problem im Jugendalter ist. So konnte in der deutschen HBSC-Studie festgestellt werden, dass 12 % der Mädchen und 6 % der Jungen untergewichtig sind (Hurrelmann et al., 2003a). In der Untersuchung der „Division de la médecine scolaire“ und der CRESIS des CRP-Santé konnte festgestellt werden, dass 1,8 % der Mädchen und 3,1 % der Jungen zwischen 12 und 18 Jahren in Luxemburg untergewichtig sind. Dabei wurden die Jugendlichen ab dem 50. BMI-Perzentil als untergewichtig eingestuft (Division de la médecine scolaire & CRESIS du CRP-Santé, 2004)

(FAS) und Übergewicht festgestellt werden. Kinder und Jugendliche, die einen niedrigen FAS haben, sind häufiger übergewichtig als Kinder und Jugendliche mit einem höheren FAS (Currie et al., 2008).²⁹

Neben dem familiären Wohlstand und dem Geschlecht spielen jedoch auch andere Faktoren eine Rolle, wie beispielsweise das Gewicht der Eltern. Es konnte festgestellt werden, dass der Anteil der Kinder und Jugendlichen mit Übergewicht um ein Vielfaches steigt, wenn mindestens ein Elternteil übergewichtig ist. Des Weiteren spielen die individuellen Verhaltensweisen der Kinder und Jugendlichen, besonders hinsichtlich der körperlichen Aktivität (Bewegungsverhalten) und der Mediennutzung eine wichtige Rolle. Bei einem hohen Medienkonsum ist das Risiko für Adipositas um 60 % höher als bei niedrigem Medienkonsum (Bergmann et al., 2008). Kombiniert sich diese mangelnde Bewegung mit unausgewogenen Ernährungsgewohnheiten, besonders durch zu energie- und fettreiche Nahrung, steigt das Risiko von Adipositas. Meist findet ein Zusammenspiel von verschiedenen Risikofaktoren statt. So werden Gewohnheiten wie das Ernährungsverhalten, der Medienkonsum und die körperlichen Aktivitäten entscheidend durch die soziale Herkunft mitbestimmt (Bergmann et al., 2008; Fröschl, Haas & Wirl, 2009).

Wie bereits festgehalten, weicht besonders im Jugendalter die subjektive Wahrnehmung des eigenen Körpergewichtes von dem realen Körpergewicht der Jugendlichen ab. Wenn die Ergebnisse der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 (Currie et al., 2008) zur subjektiven Körperwahrnehmung und die Ergebnisse zum angegebenen Körpergewicht einander gegenübergestellt werden, so ist der Anteil der Jugendlichen in Luxemburg, die sich für viel zu dick bzw. ein bisschen zu dick halten, wesentlich höher als der Anteil der Jugendlichen, die über dem 90. BMI-Perzentil liegen. Dies lässt vermuten, dass sich ein hoher Anteil der normalgewichtigen Jungen und Mädchen für zu dick halten. Obwohl Mädchen ihr Körpergewicht häufiger überschätzen als Jungen, lässt sich diese Beobachtung bei beiden Geschlechtern machen (siehe Abbildung 7.9).

Abbildung 7.9.: Gefühltes und tatsächliches Übergewicht der Jugendlichen nach Alter und Geschlecht



Quelle: Internationale HBSC-Studie 2005/2006 (Currie et al., 2008); n = 4.300

Auch die Ergebnisse aus den nationalen Studien bestärken diese Vermutung. So liegt der Anteil der normalgewichtigen Kinder und Jugendlichen in Luxemburg nach der Studie von Bös et al. (2006) bei

²⁹ Zu bedenken ist, dass in den nationalen Studien, wie der Studie von Bös et al. (2006) oder der Studie der „Division de la médecine scolaire“ und der CRESIS des CRP-Santé (2004) sowie auch in der deutschen KiGGS-Studie eine standardisierte Messung angestrebt wurde. In den HBSC-Studien hingegen werden selbstberichtete Angaben zu Körpergröße und Körpergewicht ermittelt, welche nur begrenzt zuverlässig sind, da Abweichungen zu den realen Werten wahrscheinlich sind.

80,3 %. Jedoch geben in der nationalen HBSC-Studie 2005/2006 nur rund 46 % der Jugendlichen an, dass sie der Meinung sind, das richtige Körpergewicht zu haben.

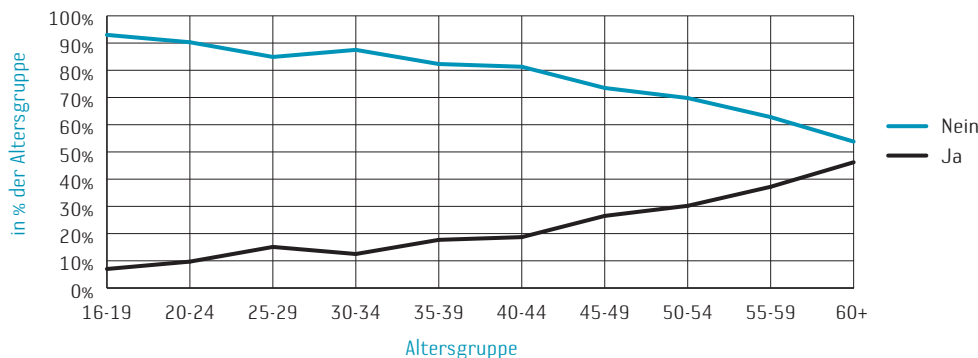
Auch wenn eine Vergleichbarkeit zwischen diesen Studien schwierig ist, lassen diese Ergebnisse doch die Vermutung zu, dass in Luxemburg viele Jugendliche unzufrieden mit ihrem Körpergewicht sind, obwohl ihr BMI im Normalbereich liegt. In der KiGGS-Studie konnte außerdem festgestellt werden, dass die Lebensqualität der Jugendlichen eher durch ein subjektiv empfundenes Übergewicht beeinträchtigt wird als durch ein objektives Gewichtsproblem. Adipöse Jugendliche, die ihr Körpergewicht als „genau richtig“ einschätzten, hatten oft eine höhere Lebensqualität als normalgewichtige Jugendliche, die sich viel zu dick fühlten (Kurth & Ellert, 2008).

Chronische Krankheiten bei Jugendlichen

In den letzten Jahrzehnten konnte, wie bereits erwähnt, besonders in den westlichen Industrienationen eine Verlagerung des Morbiditätsspektrums bei Kindern und Jugendlichen festgestellt werden, die u. a. geprägt ist durch eine Verschiebung von Akutkrankheiten zu chronischen Krankheiten (Bergmann et al., 2008; Dittrich et al., 2009). Im Allgemeinen kommen körperliche Krankheiten mit chronischem Verlauf bei Kindern und Jugendlichen seltener vor als bei Erwachsenen. Dennoch sind sie bereits in dieser Lebensphase von besonderer Bedeutung, weil sie die Entwicklung und zukünftigen Lebenschancen des betroffenen Jugendlichen nachhaltig beeinträchtigen können (Bergmann et al., 2008).

Der Begriff der chronischen Krankheiten ist sehr vielschichtig und umfasst eine Vielzahl von Erkrankungen mit ganz unterschiedlichen Genesen und Symptomatiken (Salewski, 2004). Nach Dür und Griebler (2007) werden unter chronischen Krankheiten Erkrankungen verstanden, „die längere Zeit (mindestens jedoch drei Monate) andauern und nicht durch Impfungen vermieden oder aber durch Medikamente dauerhaft geheilt werden können“ (Dür & Griebler, 2007, S. 21).

Abbildung 7.10.: Anteil der Personen, die an chronischen Krankheiten leiden nach Alter



Quelle: PSELL-3 (2007); n (ungewichtet) = 7.909; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

In Luxemburg leidet schätzungsweise jeder zehnte Jugendliche unter einer chronischen Erkrankung. Basierend auf den Daten der PSELL-3 (2007) trifft dies gar auf etwa 11 % der befragten 16- bis 29-jährigen Jugendlichen zu. Insgesamt leiden etwa 26 % der Bevölkerung (alle Altersgruppen) unter einer chronischen Erkrankung. Allgemein lässt sich eine Steigerung mit dem Alter feststellen, wie Abbildung 7.10 verdeutlicht.³⁰ In der Studie von Bös et al. (2006), in der Schüler von 9, 14 und 18 Jahren befragt wurden

³⁰ Sowohl bei der Studie von Bös et al. (2006) als auch bei der PSELL-3 (2007) wurde ein Teil der Angaben durch die Kinder und Jugendlichen selbst gemacht, ein weiterer Teil durch Personen aus dem näheren Umfeld (z. B. Eltern).

(n=1.253), geben insgesamt 8,5 % der Kinder und Jugendlichen an, unter einer chronischen Krankheiten zu leiden.³¹ Bei den 14-jährigen Schülern sind es 8,7 % und bei den 18-jährigen Schülern 8,3 %.

Die Differenzierung nach Geschlecht zeigt in der Studie von Bös et al. (2006), dass insgesamt mehr Jungen als Mädchen an chronischen Krankheiten leiden. Auf alle Altersgruppen bezogen zeigt sich anhand der PSELL-3-Daten (2007) jedoch, dass insgesamt mehr Frauen an chronischen Krankheiten leiden als Männer.

Diese Ergebnisse lassen jedoch nicht auf die Art und die Schwere der Erkrankung schließen. Somit lässt sich nicht sagen, ob und wie stark die betroffenen Jugendlichen durch ihre chronische Krankheit eingeschränkt sind. Bös et al. (2006) stellten fest, dass 6,5 % der luxemburgischen Schüler an Asthma, 1,3 % an Muskelerkrankungen, 1 % an Herzerkrankungen und 0,4 % unter Diabetes Mellitus leiden. Ähnliche Ergebnisse wie für Luxemburg wurden auch in Deutschland ermittelt. Auch hier leiden etwa 10 % der Jugendlichen an einer chronischen Krankheit (Bergmann et al., 2008).

Besonders die Prävalenz von allergischen Erkrankungen nimmt in unserem Kulturkreis immer weiter zu. Ursachen dafür sind u. a. ein unterfordertes Immunsystem, aber auch die zunehmenden Umweltbelastungen oder bestimmte Lebensstile (Ravens-Sieberer, Thomas & Erhart, 2003a). Die europäischen Daten schwanken hier jedoch nach Dür und Griebler (2007) zwischen 10 % und 40 % der Kinder und Jugendlichen (Dür, Fürth & Griebler, 2006; WHO, 2003). Für Deutschland wurde in der aktuellen KiGGS-Studie bei über 40 % der Kinder und Jugendlichen zwischen 3 und 17 Jahren eine Sensibilisierung gegenüber mindestens einem Allergen festgestellt (Bergmann et al., 2008). Für die Schüler in Luxemburg ermittelt die Studie von Bös et al. (2006) einen Anteil von 23 % der Kinder und Jugendlichen, die an einer Allergie leiden.

Mortalität

Die Analyse der Mortalitätsdaten stellt eine objektive Methode zur Darstellung des Gesundheitszustandes der Kinder, Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg dar. Zur Ergründung der Entwicklung der Mortalitätsraten und der häufigsten Todesursachen der Kinder, Jugendlichen und jungen Erwachsenen wird im vorliegenden Bericht auf folgende Daten zurückgegriffen: das Register der Mortalität nach Todesursachen und die „Statistiques des causes de décès pour l'année 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006“³² (Ministère de la Santé, 2003, 2004, 2005a, 2006, 2009), die Studie „Mortalité des enfants, adolescents et jeunes adultes au Luxembourg de 1968 à 1997“ (Rolland-Portal et al., 2003) und die europäische Mortalitätsdatenbank der WHO.

Mortalität kann auf sehr unterschiedliche Weise beschrieben werden und nur über theoretisch-rechnerische Konstrukte vergleichbar gemacht werden. In Anlehnung an Peltier, Langers, Schockmel, Thill und Weber (2009) und Rolland-Portal et al. (2003) lassen sich folgende Darstellungsweisen der Mortalität beschreiben:

³¹ Bös et al. (2006) haben einen Index für „chronische Krankheiten“ erstellt, der sich zusammensetzt aus den Fragen nach Asthma, Diabetes, Herz- und Muskelerkrankungen. Wenn die befragten Jugendlichen an einer dieser Krankheiten leiden, wird von einer chronischen Krankheit ausgegangen.

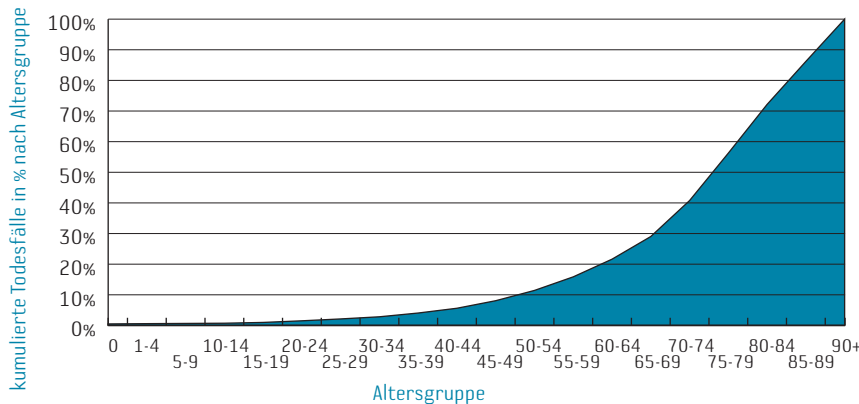
³² Im Gegensatz zu 2006 wurden 2002-2005 die Personen, die ihren Wohnsitz in Luxemburg hatten, jedoch im Ausland verstorben sind, nicht berücksichtigt (n 2006 = 214; n 2005 = 148; n 2004 = 162; n 2003 = 185; n 2002 = 207). Personen, die in Luxemburg verstorben sind, jedoch ihren Wohnsitz im Ausland hatten (n 2006 = 83; n 2005 = 79; n 2004 = 81; n 2003 = 78; n 2002 = 86), wurden über alle Jahre hinweg berücksichtigt. Die Zahlen des Registers der Mortalität nach Todesursachen für 2007 sind bis dato noch als provisorisch anzusehen. Die Studie „Mortalité des enfants, adolescents et jeunes adultes au Luxembourg de 1968 à 1997“ (Rolland-Portal et al., 2003) analysiert die Todesfälle, welche sich in Luxemburg ereignet haben und in Luxemburg wohnhafte Personen betrafen. Die Todesfälle, von Personen, welche in Luxemburg wohnhaft waren, deren Tod sich aber im Ausland ereignete, konnten somit nicht berücksichtigt werden.

- Die Anzahl der Todesfälle in einem bestimmten Zeitraum wird dargestellt, um einen Eindruck des „realen“ Ausmaßes hinter den (theoretischen) Mortalitätsraten zu erhalten. Die reine Anzahl der Todesfälle lässt jedoch keine Interpretationen oder Vergleiche zu, da sie nicht in Relation zu der Bevölkerungsgröße und -struktur gesetzt wurde.
- Die Anteile (in %) der Todesfälle, die sich in einem bestimmten Zeitraum für bestimmte Altersgruppen oder durch bestimmte Todesursachen ereignet haben, beschreiben die Prävalenz und die Häufigkeit der Mortalität für die jeweiligen Altersgruppen und jeweiligen Todesursachen.
- Die „rohen Mortalitätsraten“ („crude death rates“) werden verwendet, um bei einem nationalen Vergleich der Mortalität über einen gewissen Zeitraum hinweg, die Schwankungen der Bevölkerungsgröße und Bevölkerungsstruktur zu neutralisieren. Deshalb wird die Mortalität in Relation mit den jeweiligen Bevölkerungszahlen gesetzt und auf 1.000, 10.000 oder 100.000 Einwohner des jeweiligen Alters und Geschlechtes hochgerechnet.
- Die standardisierten Mortalitätsraten werden verwendet, um eine gewisse internationale Vergleichbarkeit der Mortalität zwischen verschiedenen Ländern mit unterschiedlicher Bevölkerungsgröße und -struktur zu gewährleisten. Die Mortalitätsraten der einzelnen Länder werden zu diesem Zweck auf eine exemplarische, von der WHO vorgegebene und standardisierte Population übertragen und auf 1.000, 10.000 oder 100.000 Einwohner des jeweiligen Alters und Geschlechtes hochgerechnet.

Die Mortalität von Kindern, Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg

Die Mortalität im Kindes- und Jugendalter ist in modernen Gesellschaften im Vergleich zu anderen Lebensphasen sehr gering (siehe Abbildung 7.11). Laut Peltier et al. (2009) ist heute das Risiko, zwischen 5 und 14 Jahren zu sterben, geringer als in allen anderen Altersgruppen. In den Jahren 2002-2006 starben jedes Jahr durchschnittlich 80 der durchschnittlich 170.000 1- bis 29-Jährigen, die in den jeweiligen Jahren in Luxemburg lebten.³³

Abbildung 7.11: Kumulierter Anteil der gesamten Todesfälle nach Altersgruppe für Luxemburg (Durchschnitt 2002-2006)



Quelle: „Statistiques des causes de décès pour l'année 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006“ (Ministère de la Santé, 2003, 2004, 2005, 2006, 2009); n 2002 = 3.696, n 2003 = 4.013, n 2004 = 3.530, n 2005 = 3.596, n 2006 = 3.709

³³ Diese Angabe basiert auf den jährlich publizierten Todesstatistiken der „Direction de la Santé“, welche die jeweils aktuellen Populationszahlen mit angibt. Sie ist nur eine ungefähre Angabe, da kein Abgleich zwischen den Personen, die in Luxemburg verstorben sind, jedoch ihren Wohnsitz nicht dort hatten und den Personen, die ihren Wohnsitz in Luxemburg hatten, jedoch nicht dort verstorben sind, durchgeführt wurde.

Insgesamt kam es laut dem Register der Mortalität nach Todesursache der „Direction de la Santé“ im Zeitraum zwischen 1998 und 2007 zu 51 Todesfällen bei den 1- bis 4-Jährigen, zu 24 Todesfällen bei den 5- bis 9-Jährigen, zu 30 Todesfällen bei den 10- bis 14-Jährigen, zu 95 Todesfällen bei den 15- bis 19-Jährigen, zu 192 Todesfällen bei den 20- bis 24-Jährigen und zu 253 Todesfällen bei den 25- bis 29-Jährigen.³⁴

Da die jeweiligen jährlichen Fallzahlen sehr niedrig sind, ist eine statistische Auswertung der langfristigen Entwicklung der Mortalität der Kinder, Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg problematisch. Rolland-Portal et al. (2003) haben daher die Entwicklung der Fallzahlen auf Basis von zehnjährigen Zeiträumen verglichen und festgestellt, dass in Luxemburg die „rohe Mortalitätsrate“ der Kinder, Jugendlichen und jungen Erwachsenen seit Beginn des 20. Jahrhunderts erheblich gesunken ist.

Die verschiedenen Altersgruppen scheinen jedoch nicht in gleichem Maße von dieser Senkung der „rohen Mortalitätsraten“ profitiert zu haben. Im Vergleich zur gesamten Bevölkerung (-20 %) verzeichnen die 1- bis 24-Jährigen von der Zeitperiode 1968-1977 zur Periode 1988-1997 eine deutlichere Senkung (-34 %). Für die 1- bis 14-Jährigen lag die Senkung der Sterblichkeitsraten zwischen diesen Zeitperioden mit jeweils -50 % bis -70 % nochmals deutlich über der Senkung für die 15- bis 24-Jährigen (-28 % bzw. -11 %) (Rolland-Portal et al., 2003). Zugleich zeigt sich bei der Analyse der aktuelleren Mortalitätszahlen, dass sich die „rohen Mortalitätsraten“ der Kinder, Jugendlichen und jungen Erwachsenen weiterhin schneller senken als die „rohen Mortalitätsraten“ der gesamten Bevölkerung in Luxemburg.

Diese langfristige Senkung der „rohen Mortalitätsraten“ der Kinder, Jugendlichen und jungen Erwachsenen sowie der gesamten Bevölkerung ist auf verschiedene gesellschaftliche, wissenschaftliche und soziale Fortschritte und Verbesserungen in Bereichen wie der Lebens- und Arbeitsbedingungen, der medizinischen Möglichkeiten, der Ernährung, der individuellen Verhaltensweisen, der Qualität und Verfügbarkeit von medizinischer Versorgung, der Hygiene und der sozialen Absicherung zurückzuführen (Peltier et al., 2009; Rolland-Portal et al., 2003). Diese Fortschritte und Verbesserungen scheinen sich jedoch stärker auf die „natürliche“ Mortalität, also die Sterblichkeit durch Krankheiten, Geburten oder angeborene Anomalien³⁵ auszuwirken als auf die Mortalität durch „äußere“ Ursachen, also die Sterblichkeit durch Unfälle, vorsätzliche Selbstbeschädigung, tätliche Angriffe oder Vergiftungen.

Für die untersuchten Altersgruppen ist diese Unterscheidung umso relevanter, da sich das Verhältnis der Todesfälle durch „äußere“ bzw. durch „natürliche“ Todesursachen bei den 1- bis 29-Jährigen deutlich von dem in anderen Altersgruppen unterscheidet. Während die 1- bis 14-Jährigen zu ungefähr gleichen Anteilen an „äußeren“ und „natürlichen“ Todesursachen sterben, steigt der Anteil der Todesfälle, welche durch „äußere“ Ursachen bedingt sind, in der Altersgruppe der 15- bis 29-Jährigen auf annähernd 80 % an. Ab 30 bis 35 Jahren sinkt der Anteil der Todesfälle durch „äußere“ Ursachen wieder kontinuierlich (siehe Abbildung 7.12).

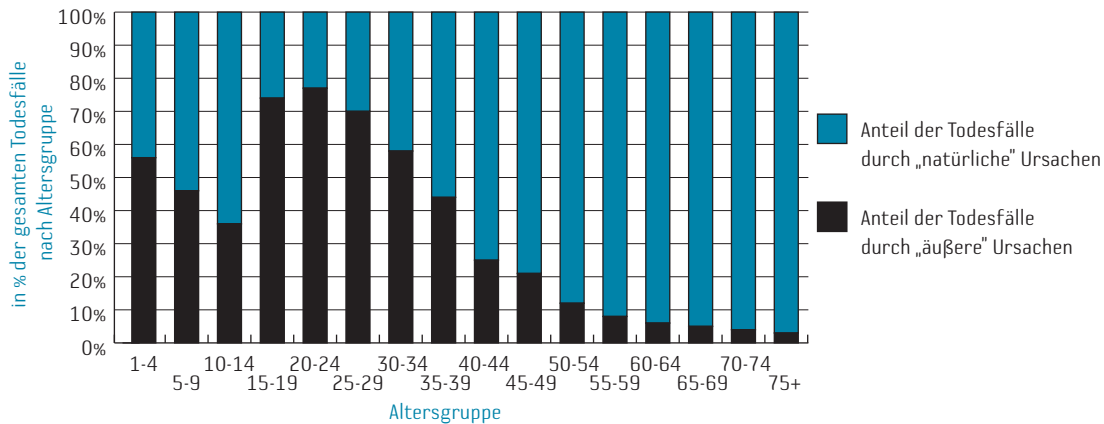
Es scheint vor allem ab der Altersgruppe der 15- bis 19-Jährigen zu erheblichen Veränderungen der Risikolagen der Jugendlichen und jungen Erwachsenen beider Geschlechter zu kommen. Diese Annahme bestätigt sich bei der Analyse der häufigsten Todesursachen für die 1- bis 29-Jährigen anhand des Registers der Mortalität nach Todesursachen (siehe Abbildung 7.13).³⁶

³⁴ Da die Säuglingssterblichkeit nicht mit der Mortalität von Kindern und Jugendlichen verglichen werden kann, wurde bei der Analyse der Mortalität Kinder erst ab dem Alter von einem Jahr berücksichtigt.

³⁵ Seit 1998 erfolgt die Klassifizierung der Todesursachen nach der internationalen ICD 10 Kodierung. Daten aus den Jahren 1979-1998, 1971-1978 und vor 1970 wurden jeweils nach der ICD 9, ICD 8 bzw. ICD 7 Kodierung erfasst und nach festgelegten Regeln in die ICD 10 Kodierung übernommen.

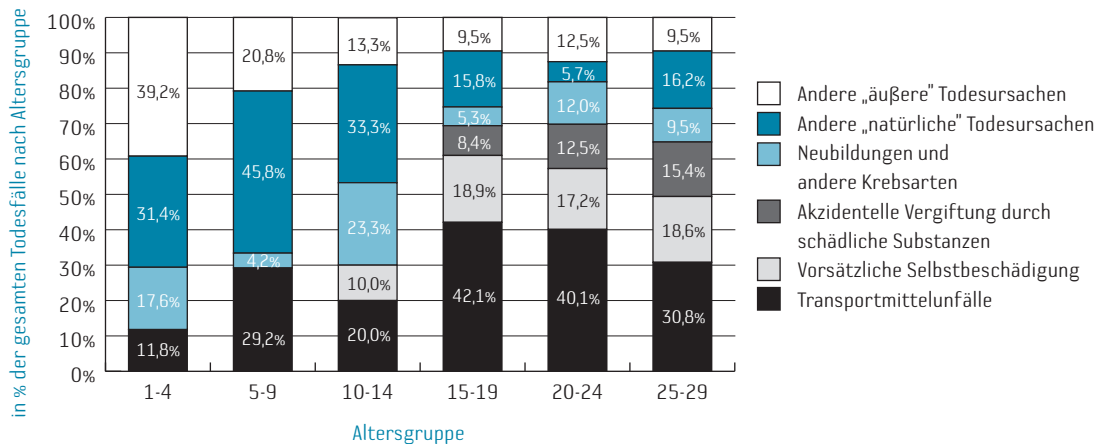
³⁶ Da bei den 1- bis 14-Jährigen die Mortalität vergleichsweise gering ist (105 der insgesamt 645 Todesfälle, die sich zwischen 1998 und 2007 bei den 1- bis 29-Jährigen ereigneten), können die Anteile der Todesfälle durch bestimmte Todesursachen in diesen Altersgruppen durch Einzelschicksale stark schwanken.

Abbildung 7.12.: Anteil der Todesfälle durch „äußere“ Ursachen und durch „natürliche“ Ursachen nach Alter (2002-2006)



Quelle: Datenbank „Statistiques des causes de décès pour l’année 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006“ (Ministère de la Santé, 2003, 2004, 2005, 2006, 2009); n 2006 = 3.709; n 2005 = 3.596; n 2004 = 3.530; n 2003 = 4.013; n 2002 = 3.696; Die hier dargestellten prozentualen Anteile der Todesfälle müssen im Zusammenhang mit den, mit dem Alter stark zunehmenden, Fallzahlen in den jeweiligen Altersgruppen gesehen werden (siehe Abbildung 7.11).

Abbildung 7.13.: Anteil der Todesfälle durch die häufigsten Todesursachen der 1- bis 29-Jährigen (1998-2007)



Quelle: Register der Mortalität nach Todesursachen; n = 645; Es wurden nur die Todesursachen (Transportmittelunfälle, vorsätzliche Selbstbeschädigung, akzidentelle Vergiftung durch schädliche Substanzen, Neubildungen und andere Krebsarten) hervorgehoben, welche für die Altersgruppen 10-29 am relevantesten waren.

Ab der Altersgruppe der 10- bis 14-Jährigen, einem Alter, in welchem sich durch die beginnende Pubertät und dem Wechsel von der Primarschule auf die Sekundarschule die Lebenswelten der Jugendlichen stark verändern, kommt es zu erheblichen Veränderungen der Risikolagen der Jugendlichen. Der Anteil

der Todesfälle, welcher auf Transportmittelunfälle³⁷ zurückzuführen ist, steigt von der Altersgruppe der 10- bis 14-Jährigen zu der Altersgruppe der 15- bis 19-Jährigen um das Doppelte an. Insgesamt sind bei den 15 bis 29-Jährigen Transportmittelunfälle, vorsätzliche Selbstbeschädigungen, akzidentelle Vergiftungen die häufigsten Todesursachen.

Mortalitätsraten im internationalen Vergleich

In den späten 1990er und frühen 2000er Jahren wurde Luxemburg in verschiedenen europäischen Vergleichsstudien als eines der Länder mit den höchsten Mortalitätsraten für die (männlichen) Jugendlichen und jungen Erwachsenen geführt. Hackauf und Winzen (2004) erwähnen beispielsweise aufgrund ihrer Analyse der europäischen Mortalitätsraten des Jahres 1997, dass Luxemburg die zweithöchste Rate der männlichen Todesfälle in der Altersgruppe der 15- bis 24-Jährigen habe. Als häufigste Todesursache der 15- bis 24-Jährigen in Europa beschreiben sie Verkehrsunfälle, Selbstmord und Krebs. Was den Suizid als Todesursache betrifft, liegen die luxemburgischen Jugendlichen zwischen 15 und 24 Jahren nach dieser Studie in Europa an dritter Stelle.

Der Länderbericht der WHO (2006) stellt des Weiteren im internationalen Vergleich der Mortalitätsraten des Jahres 2002 fest, dass „the striking feature of the excess mortality in Luxembourg is the higher risk of dying for boys 1-14 years old (almost 50 % more) and men 15-34 years old (24-29 % more) versus the Eur-A, whereas females have a lower risk of dying compared to Eur-A until age 24“ (WHO, 2006, S. 10). Bei den männlichen Jugendlichen sieht dieser Bericht einen Zusammenhang zwischen der erhöhten allgemeinen Mortalität und der erhöhten spezifischen Mortalität durch äußere Einflüsse. Für die unterdurchschnittliche Mortalität der jungen Mädchen und Frauen finden sich in diesem Bericht jedoch keine Erklärungsansätze. Sowohl im Bereich der Verkehrstoten, als auch im Bereich des Suizides spricht dieser Bericht somit von einer erhöhten Mortalitätsrate für die luxemburgischen Jugendlichen über alle Altersgruppen hinweg (WHO, 2006).

Da Luxemburg in neueren internationalen Studien (z. B. Commission of the European Communities, 2009) zur gesundheitlichen Lage der Jugend keine Erwähnung findet, wurde im Folgenden versucht, die aktuellen luxemburgischen Mortalitätsraten mit denen anderer europäischer Länder zu vergleichen (siehe Kapitel 7.3.3).³⁸

Die durchschnittliche Mortalitätsrate der 15- bis 29-Jährigen für Luxemburg lag während der letzten 20 Jahre kontinuierlich über dem Durchschnitt der Vergleichsländergruppe Eur-A. Die Mortalitätsrate der 15- bis 29-Jährigen ist jedoch in diesem Zeitraum substanziell gesunken: Luxemburg hat sich in den letzten Jahren dem Durchschnitt der Vergleichsländergruppe Eur-A angenähert.

Dies wird bei der geschlechtsspezifischen Analyse der standardisierten Mortalitätsraten der 15- bis 29-Jährigen im internationalen Vergleich (siehe Abbildung 7.14) deutlich. Hier lässt sich feststellen, dass die Mortalitätsrate der jungen Frauen nahe am Durchschnitt der Eur-A Vergleichsländergruppe liegt.³⁹ Auch bei den jungen Männern in Luxemburg kam es zu einer substanziellen und anhaltenden Verringerung.

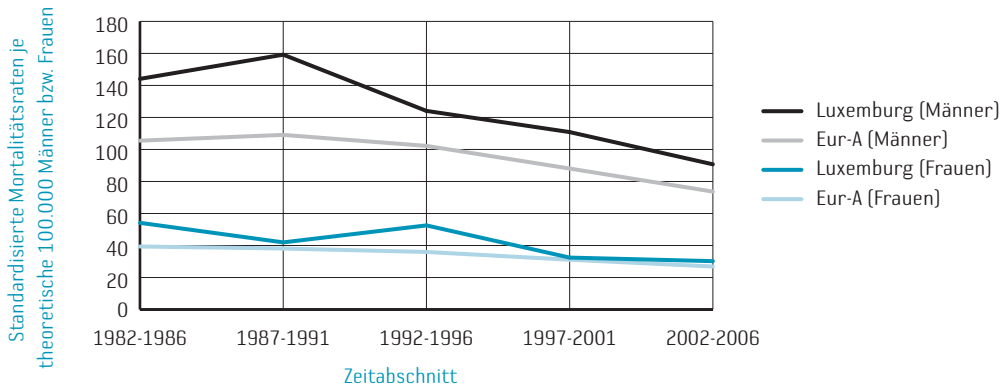
³⁷ Die Transportmittelunfälle beinhalten sowohl Fußgänger und Radfahrer als auch Fahrer und Benutzer von Personenkraftwagen, Lieferwagen, Lastkraftwagen und Bussen, die bei Transportmittelunfällen getötet wurden.

³⁸ Um eine gewisse internationale Vergleichbarkeit der Mortalität verschiedener Länder mit unterschiedlicher Bevölkerungsgröße und -struktur zu gewährleisten, wurde hierbei auf die standardisierten Mortalitätsraten der europäischen Mortalitätsdatenbank der WHO zurückgegriffen. Luxemburg wird hier zur Referenzgruppe EUR-A, die aus 27 europäischen Ländern mit sehr niedriger Kinder- und Erwachsenenmortalität besteht, gezählt. Bei der Analyse der internationalen Mortalitätsraten sind relativ hohe Differenzen zwischen den berücksichtigten Todesfällen in den einzelnen Ländern, sehr niedrige jährliche Fallzahlen (für Luxemburg aber auch für andere Länder wie z. B. Malta, Island) und kulturell bedingte Differenzen in der Zuordnung der ICD-Kodes aufgefallen. Aus luxemburgischer Sicht sind diese internationalen Vergleiche daher nur bedingt aussagekräftig und sollten als grobe Schätzung und nicht als präzise Darstellung der realen Mortalitätsraten gelesen werden.

³⁹ Allerdings zeigen sich als Konsequenz der sehr geringen Fallzahlen in Luxemburg starke jährliche Schwankungen.

rung der Mortalitätsraten und einer Annäherung an den Durchschnitt der Eur-A Vergleichsländergruppe. Dennoch liegt die Mortalitätsrate der 15- bis 29-jährigen Männer in Luxemburg weiterhin deutlich über dem Durchschnitt der Eur-A Vergleichsländergruppe und ebenfalls deutlich über der Mortalitätsrate der jungen Frauen in Luxemburg.

Abbildung 7.14.: Entwicklung der standardisierten Mortalitätsraten (alle Todesursachen) nach Geschlecht im internationalen Vergleich (15- bis 29-Jährige)



Quelle: European Detailed Mortality Database (WHO); n = unbekannt, da theoretische Hochrechnung auf standardisierte Bevölkerung

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die Mortalität der 1- bis 29-Jährigen sehr gering ist im Vergleich zu anderen Lebensaltern und dass es in den letzten Jahren zu einer substantiellen Senkung der Mortalitätsraten der 1- bis 29-Jährigen in Luxemburg gekommen ist. Sowohl die häufigsten Todesursachen (Transportmittelunfälle, vorsätzliche Selbstbeschädigungen, akzidentelle Vergiftungen durch schädliche Substanzen) als auch der große Unterschied zwischen den Geschlechtern weisen aber darauf hin, dass das Risiko eines Todesfalles insbesondere für die jungen Männer zwischen 15 und 29 Jahren deutlich erhöht ist und dass es einen Zusammenhang gibt mit risikoreichen bzw. selbstschädigenden Verhaltensweisen.

7.3.4. Unfälle und Gewalterfahrungen

In diesem Unterkapitel werden problematische und gesundheitsriskante Verhaltensweisen und Erlebnisse im Jugendalter anhand des erhöhten Unfallrisikos in dieser Altersgruppe und hinsichtlich der Gewalterfahrungen, die Jugendliche erleben oder selbst ausüben, näher beleuchtet. Solche Erlebnisse können erhebliche Auswirkungen auf die psychische und physische Gesundheit von Jugendlichen haben und führen besonders in dieser Altersphase zu einem spezifischen Mortalitäts- und Morbiditätsrisiko.

Unfälle

Unfälle und Verletzungen sind bei Jugendlichen neben einer häufigen Todesursache auch die häufigste Ursache für einen Krankenhausaufenthalt.⁴⁰ In keiner anderen Lebensphase ist das Unfall- und Verletzungsrisiko so hoch wie im Jugendalter (Richter, 2005; Ravens-Sieberer et al., 2003).

In der nationalen HBSC-Studie 2005/2006 wird die Frage gestellt, wie oft die Schüler im letzten Jahr einen Unfall oder eine Verletzung hatten, so dass sie einen Arzt oder eine Krankenschwester aufsuchen

⁴⁰ Dabei werden Unfälle verstanden als unbeabsichtigte Geschehnisse, die zu Verletzungen führen (im Gegensatz zu Verletzungen durch absichtsvolle Gewalt) (Kuendig, 2008).

mussten. Insgesamt geben 41,4% der befragten Schüler im Alter zwischen 13 und 18 Jahren in Luxemburg an, mindestens eine Verletzung oder einen Unfall erlitten zu haben, so dass sie medizinisch behandelt werden mussten. Dabei sind Jungen häufiger betroffen (45%) als Mädchen (37,7%). Sowohl die nationale HBSC-Studie von 1999/2000 (Wagener & Petry, 2002) als auch die internationale HBSC-Studie von 2005/2006 bestätigen diese Ergebnisse (Currie et al., 2008). Dieser Trend lässt sich ebenfalls in fast allen teilnehmenden Ländern der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 beobachten (Currie et al., 2008).

Sowohl in der nationalen HBSC-Studie 2005/2006 als auch in der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 konnte festgestellt werden, dass Jugendliche mit einem höheren familiären Wohlstand häufiger angeben, sich in den letzten zwölf Monaten mindestens einmal so verletzt zu haben, dass sie einen Arzt oder eine Krankenschwester aufsuchen mussten, als Jugendliche mit einem niedrigeren familiären Wohlstand.⁴¹ Ähnliche Beobachtungen konnten u. a. auch in Frankreich, Belgien und Deutschland für beide Geschlechter gemacht werden (Currie et al., 2008). Wie diese Befunde zu erklären sind, ist bislang noch offen. Es könnte möglicherweise damit zusammenhängen, dass Eltern von Jugendlichen mit einem höheren familiären Wohlstand bei Verletzungen eher eine medizinische Behandlung in Anspruch nehmen als dies bei Jugendlichen mit niedrigerem familiären Wohlstand der Fall ist oder auch, dass Jugendliche mit einem höheren familiären Wohlstand einen besseren Zugang zu Freizeit- und Sportaktivitäten haben, die unter Umständen risikoreicher sein können (Ravens-Sieberer & Erhart, 2008).

Arbeitsunfälle

In Luxemburg, wie auch europaweit, sind die jungen Berufstätigen gefährdeter als andere Altersgruppen, einen Arbeitsunfall zu erleiden. Nach Angaben der „Association d'Assurance contre les Accidents“ (AAA) ist die Arbeitsunfallrate bei jungen Arbeitnehmern besorgniserregend hoch. „2005 war die Arbeitsunfallrate bei jungen Angestellten im Alter unter 25 Jahren (12,73) fast doppelt so hoch wie bei den Beschäftigten insgesamt (7,75)“ (AAA, o.J., S. 5f).

Basierend auf den jährlichen Statistiken der AAA wurden im Jahr 2008 in der Kategorie des „régime général de la section industrielle“ insgesamt 3.172 Unfälle bei Jugendlichen zwischen 16 und 25 Jahren gezählt, davon ereigneten sich 2.249 Unfälle (bzw. Berufskrankheiten, die hier mit aufgelistet werden, jedoch bei Jugendlichen eher seltener sind) auf dem Arbeitsplatz selbst und 923 waren Wegeunfälle. In der Altersgruppe der 26- bis 30-Jährigen wurden insgesamt 2.993 Unfälle gemeldet, davon entfielen 2.113 auf Arbeitsunfälle (bzw. Berufskrankheiten) und 880 auf Wegeunfälle. Tödlich verunglückt sind im Jahr 2008 insgesamt drei Jugendliche im Alter zwischen 16 und 30 Jahren.⁴² Dabei dominieren die Arbeitsunfälle (bzw. Berufskrankheiten) vor den Wegeunfällen. Jedoch zeigt sich, dass besonders bei jüngeren Arbeitnehmern proportional zu den Gesamtunfällen in dieser Altersgruppe mehr Wegeunfälle gemeldet werden als bei älteren Arbeitnehmern.⁴³

Auch auf europäischer Ebene scheint sich zu bestätigen, dass junge Arbeitnehmer einem erhöhten Arbeitsunfallrisiko ausgesetzt sind. Die Unfallzahlen und -ursachen schwanken jedoch je nach Sektor und Tätigkeitsbereich erheblich. Mögliche Gründe für dieses erhöhte Risiko sind das Zusammentreffen von mehreren arbeitsanfängerspezifischen Risikofaktoren, wie der mangelnden Arbeitserfahrung und dem damit einhergehenden mangelnden Wissen und Bewusstsein über die Gefahren am Arbeitsplatz (AAA, o.J.). Insbesondere junge Männer scheinen eine Risikogruppe darzustellen, was die Sicherheit auf dem Arbeitsplatz betrifft. Diese Unterschiede lassen sich z. T. durch die verschiedenen Berufe erklären (männertypische und frauentypische Berufe), aber auch durch mögliche unterschiedliche Verhaltensweisen beider Geschlechter

⁴¹ In der internationalen Studie konnten für Luxemburg signifikante Ergebnisse für die Mädchen festgestellt werden.

⁴² Im Jahr 2008 waren insgesamt 308.799 „salariés unité“ bei der AAA versichert und insgesamt 21.044 Arbeitsunfälle wurden gemeldet.

⁴³ www.aaa.lu/statistiques/2008/02_sectionIndusGeneral/17_age_victime_2008.pdf; www.aaa.lu/statistiques/2008/02_sectionIndusGeneral/06_accidents_mortels_2008.pdf (zuletzt abgerufen am 05.05.10)

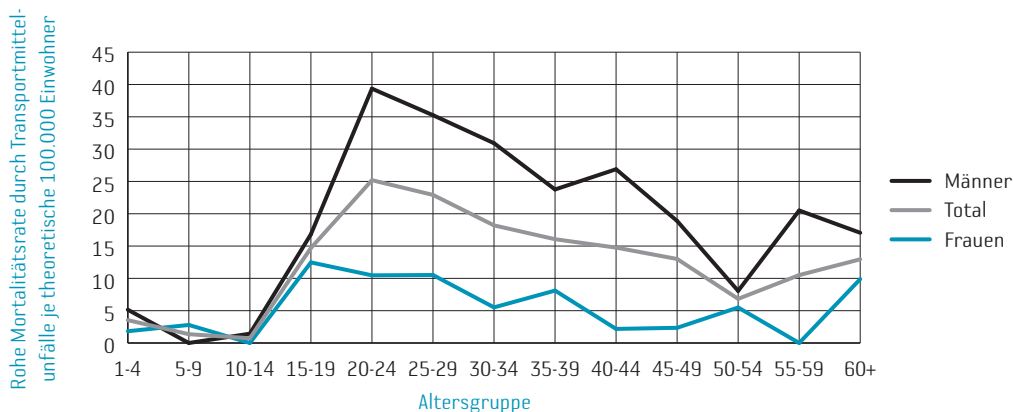
vermuten. Die Raten der tödlich verlaufenden Arbeitsunfälle sind bei jungen Arbeitnehmern europaweit insgesamt niedrig (Europäische Agentur für Sicherheit und Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz, 2007; Peltier et al., 2009).

Verkehrsunfälle

Die eigenständige Teilnahme an der mobilen Gesellschaft ist in Luxemburg fest verankert und stellt für viele Jugendliche einen Schritt in die Unabhängigkeit dar. Jedoch erleiden besonders Fahranfänger häufiger einen Autounfall als geübtere Fahrer. Junge Autofahrer haben noch keine Erfahrungen mit den Gefahren des Straßenverkehrs; es kommt deshalb eher zu Fehleinschätzungen und waghalsigem Verhalten. Zudem tendieren Jugendliche häufiger als Erwachsene dazu, sich Gefahrensituationen, wie überhöhter Geschwindigkeit oder Fahren unter alkoholisiertem Zustand, auszusetzen (Tully & Baier, 2006).

Transportmittelunfälle sind in Luxemburg die häufigste Todesursache bei Jugendlichen und jungen Erwachsenen zwischen 15 bis 29 Jahren, wie bereits in Abbildung 7.13 dargestellt. Dabei erleiden Männer über fast alle Altersgruppen hinweg wesentlich häufiger einen tödlichen Transportmittelunfall als Frauen, wie Abbildung 7.15 zeigt.

Abbildung 7.15: 5-Jahresdurchschnitt (2002-2006) der „rohen Mortalitätsraten“ durch Transportmittelunfälle nach Alter und Geschlecht für Luxemburg



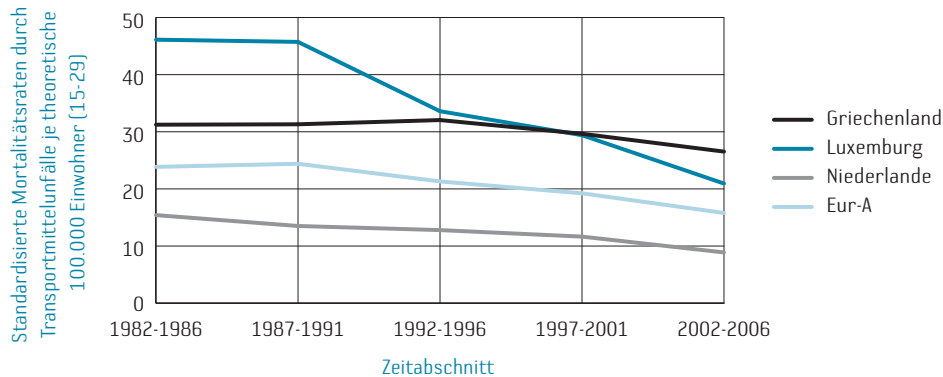
Quelle: European Detailed Mortality Database (WHO); n 2006 = 40; n 2005 = 46; n 2004 = 54; n 2003 = 57; n 2002 = 87

Obwohl es in Luxemburg in den letzten Jahren zu einer deutlichen Senkung der standardisierten Mortalitätsraten durch tödliche Transportmittelunfälle bei den 15- bis 29-Jährigen gekommen ist, liegt die Rate für Luxemburg jedoch weiterhin deutlich über dem Durchschnitt der EUR-A Vergleichsgruppe, wie Abbildung 7.16 verdeutlicht. Griechenland weist ebenfalls eine sehr hohe Mortalitätsrate durch Transportmittelunfälle auf, während die Niederlande hier eine der niedrigsten Raten hat.

In den Unfallstatistiken des Transportministeriums zeigt sich, dass im Zeitraum 2000-2008 proportional zu den registrierten Unfällen durchschnittlich weniger Menschen verletzt oder getötet wurden als in den vorhergehenden Zeiträumen (Ministère des Transports, 2001, 2009). Bezogen auf die Daten des STATEC lässt sich ebenfalls eine Abnahme der Verletztenzahl in der Altersgruppe der 15- bis 24-Jährigen im Laufe der Jahre konstatieren. So wurden im Jahr 1980 viermal und 1990 doppelt so viele verletzte Jugendliche

zwischen 15 und 24 Jahren registriert als dies 2008 der Fall war.⁴⁴ Über die Jahre hinweg werden Jungen und junge Männer wesentlich häufiger bei Verkehrsunfällen verletzt als Mädchen und junge Frauen (STAT-EC, Datenfichier Nr. e3103 vom 07.01.2010).

Abbildung 7.16.: Entwicklung der standardisierten Mortalitätsraten durch Transportmittelunfälle im internationalen Vergleich (15- bis 29-Jährige)



Quelle: European Detailed Mortality Database (WHO)

Gewalterfahrung und sexueller Missbrauch

Gewalt als ein gesundheitsgefährdendes Problem ist schwierig zu erfassen, da keine eindeutige Problemdefinition vorliegt. Sie kann verstanden werden als „der intentionale Einsatz physischer und psychischer Mittel, mit der die Person Schaden an anderen Personen, an sich selbst oder an Gegenständen anrichtet, anzurichten droht oder bei der sie eine Schädigung in Kauf nimmt“ (Heeg, 2009, S. 19). Gewalt ist ein äußerst diffuses und komplexes Phänomen, da die Vorstellung von akzeptablen und nicht akzeptablen Verhaltensweisen und die Grenzen dessen, was als Gefährdung empfunden wird, meist von kulturellen, sozialen und historischen Normen beeinflusst wird (Willems, 1994). Diese sind schwer zu fassen, da sich Wertvorstellungen und gesellschaftliche Normen ständig wandeln und nach sozialen Schichten, kulturellem Milieu und situativen Settings variieren. In den Familien und Schulen war es noch vor einer Generation nicht ungewöhnlich, dass Gewalt als Erziehungsmethode angewandt und dies gesellschaftlich akzeptiert wurde. Auch heute wird Gewalt, trotz gesetzlichem Verbot⁴⁵ in einigen Familien, bedingt durch tradierte Erziehungsvorstellungen oder aber Überforderung, immer noch als Mittel der Erziehung von Kindern eingesetzt.

Gewalt gilt als ein Sozialphänomen, das erhebliche Auswirkungen auf die Gesundheit hat (WHO, 2003b). Das Europäische Parlament macht darauf aufmerksam, dass es wichtig und erforderlich ist, anzuerkennen, „dass Gewalttaten schwerwiegende sofortige und langfristige Auswirkungen auf die Gesundheit, die psychische und soziale Entwicklung von Einzelpersonen, Familien und Gemeinschaften sowie auf die Chancengleichheit der Betroffenen haben und für die Gesellschaft als Ganzes hohe soziale und

⁴⁴ Dies kann neben repressiven Maßnahmen auch auf die im Laufe der Jahre sicherheitstechnisch verbesserten Autos zurückgeführt werden. Daneben wurden ebenfalls mehrere Sensibilisierungskampagnen gestartet, um die Verkehrssicherheit zu verbessern (Ministère des Transports, 2009).

⁴⁵ Im luxemburgischen Gesetz wird festgehalten, dass „innerhalb besonders der Familien und Erziehungsgemeinschaften, physische und sexuelle Gewalt, intergenerationelle Übergriffe, inhumane und erniedrigende Behandlungen sowie Genitalverstümmelungen verboten sind“ (Artikel 2, Absatz 3 des „Loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille“).

wirtschaftliche Kosten mit sich bringen.⁴⁶ Gewalterfahrungen können somit mit potenziell schwerwiegenden Konsequenzen für die psychische und physische Gesundheit von Kindern und Jugendlichen verbunden sein. Zu den möglichen akuten, langfristigen und chronischen gesundheitlichen Folgen von Gewalterfahrungen zählen neben den körperlichen Verletzungen auch psychische Erkrankungen, Verhaltens- und Beziehungsstörungen, psychosomatische Störungen, Depressionen sowie autoaggressives bzw. selbstverletzendes, gar suizidales Verhalten (Horch & Atzpodien, 2007). Durch Gewalt können jedoch nicht nur die Gesundheit und das Wohlbefinden der Kinder und Jugendlichen nachhaltig negativ beeinflusst werden, sondern auch das Sozialverhalten. Opfer von Gewalt werden häufig auch zu Tätern; Kinder und Jugendliche, die geschlagen werden, tendieren häufiger dazu, selbst Gewalt bei Auseinandersetzungen in ihrem Umfeld und später bei der Erziehung ihrer Kinder anzuwenden. Zudem steht Gewalttätigkeit im Jugendalter oft mit deviantem und dissozialem Verhalten in Verbindung und hat sich als Prädiktor für eine spätere Straffälligkeit im Erwachsenenalter erwiesen (Schlack & Hölling, 2007).

Internationale Studien weisen jedoch darauf hin, dass auch psychische Gewalt in Form von Vernachlässigung, Mobbing (auch Bullying⁴⁷ genannt) oder Cyberbullying⁴⁸ mit einer Vielzahl von gesundheitlichen Beeinträchtigungen, wie beispielsweise Depressionen, Angstzuständen, geringem Selbstvertrauen und psychosomatischen Beschwerden, sowohl bei Tätern als auch bei Opfern assoziiert werden kann (Melzer, Bilz & Dümmler, 2008; WHO, 2003b).

In einer Reihe von Untersuchungen konnte nachgewiesen werden, dass die Folgeprobleme weniger mit der Form der Gewalt, sondern vielmehr mit der Dauer und Schwere der Gewaltausübung zusammenhängen (Galm, Herzig, Lillig & Stötzel, 2007). Jedoch kann man davon ausgehen, dass die sexuelle Gewalt eine Form der Gewalt ist, die sich von anderen Gewaltformen durch einen höheren Schweregrad im Erleben sowie durch unterschiedliche Ausprägungen der Traumatisierung deutlich abhebt.

Gewalt kann Kindern und Jugendlichen sowohl im privaten als auch im öffentlichen Lebensraum begegnen. Neben den physischen Misshandlungen, die Kinder und Jugendliche in erster Linie in der Familie erleben können⁴⁹, kommt es auch zu Gewaltausübungen zwischen den Jugendlichen selbst. Gewalt unter Jugendlichen umfasst dabei eine Vielzahl von aggressiven Handlungen, die von Beschimpfungen und Schikanierungen über Schlägereien bis hin zu schwereren Delikten wie Mord und Totschlag reichen können (Horch & Atzpodien, 2007). Auch die kollektive Gewalt von Jugendgruppierungen scheint immer mehr als Problem wahrgenommen zu werden.

Für Luxemburg kann neben den Polizeistatistiken, die sogenannte Hellfelddaten liefern, auch auf einige wissenschaftliche Berichte mit Ergebnissen zu selbstberichteten Gewalterfahrungen der Jugendlichen zurückgegriffen werden. Diese beziehen sich auf die internationale HBSC-Studie 2005/2006, Ergebnisse aus kommunalen Jugendstudien (Boulton, Heinen & Willems, 2007; Meyers & Willems, 2008; Meyers et al., 2009a, 2009b) sowie Ergebnisse von nationalen Studien in Schulen (Steffgen & Ewen, 2004; Steffgen, 2004, 2005, 2009, 2010), welche Dunkelfeldziffern ermitteln.⁵⁰

Polizeistatistiken zur Gewalt gegen Personen bei Jugendlichen

Bei den im Folgenden verwendeten Polizeistatistiken ist zu bedenken, dass diese aus einer Reihe von Gründen kein zuverlässiges Abbild der Realität produzieren können. Veränderungen in den polizeilichen

46 Absatz 2 des Beschlusses Nr.803/2004/EG des Europäischen Parlaments und des Rates (2004).

47 Unter Bullying wird das systematische und wiederholte Schikanieren von Schwächeren verstanden, das meist als Gruppenphänomen auftritt (Steffgen, 2010). Zu den Merkmalen von Bullying, siehe Steffgen.

48 Das Cyberbullying wird als spezifische Form des Bulliyings angesehen, das als aggressives Verhalten gegen Opfer mit Hilfe von elektronischen Kommunikationsmitteln definiert werden kann (Steffgen, 2010; www.lisa-stopline.lu).

49 In jüngster Zeit werden auch Fälle körperlicher Misshandlungen und sexuellen Missbrauchs in pädagogischen Institutionen verstärkt thematisiert.

50 Vergleichend werden die Ergebnisse der nationalen HBSC-Studie von 1999/2000 herangezogen, da die aktuelleren Daten der nationalen HBSC-Studie 2005/2006 noch nicht publiziert wurden.

Statistiken sind nicht zwingend auf eine tatsächliche Veränderung von kriminellen Verhaltensweisen zurückzuführen, sondern können auch auf eine erhöhte Bereitschaft der Opfer, körperliche Gewalt anzuzeigen, zurückzuführen sein. Bedingt durch zahlreiche Sensibilisierungskampagnen und der Thematisierung der Gewalt als ernstzunehmendes Problem scheint es auch in Luxemburg zu einer veränderten Wahrnehmung der Gewalt gekommen zu sein. Gleichzeitig hat auch ein verändertes Ermittlungs- und Registrierungsverhalten der Polizei selbst Einfluss auf die Statistik. Im Rahmen von präventiven Maßnahmen hinsichtlich der Jugendkriminalität wurde die Präsenz der Polizei (auf Schulwegen, Bushaltestellen, Freizeitorten usw.) erhöht und es kam zu einer Sensibilisierung der Polizeieinheiten u. a. bezüglich der Jugendgewalt. Des Weiteren wurde die „Section de recherche et d'enquête criminelle“ (SREC-Protection de la jeunesse) verstärkt (Police Grand-Ducale, 2003).

Die ermittelten Fallzahlen der Taten und Tatverdächtigen müssen zudem stets in Relation zur Gesamtpopulation der Jugendlichen gesetzt werden. Eine besondere Schwierigkeit ergibt sich bei den Polizeistatistiken, die z. T. auch Straftaten umfassen, die von Personen begangen wurden, die nicht in Luxemburg wohnhaft sind.⁵¹ In den aktuellen Statistiken werden auch Mehrfachtäter bzw. -opfer nicht als solche erfasst. Eine Vielzahl der Delikte werden zudem nicht angezeigt bzw. gemeldet und tauchen somit nicht in den Statistiken auf (Dunkelfeld). Zu beachten ist weiterhin, dass seit Ende 2003 die Tatverdächtigen bei häuslicher Gewalt in der Kategorie „Gewalt gegen Personen“ miterfasst werden. Nach Polizeiangaben handelt es sich des Weiteren bei einem Großteil der Straftaten gegen Personen häufig um Schlägereien im Rahmen von öffentlichen Partys und Festen (Police Grand-Ducale, 2007).

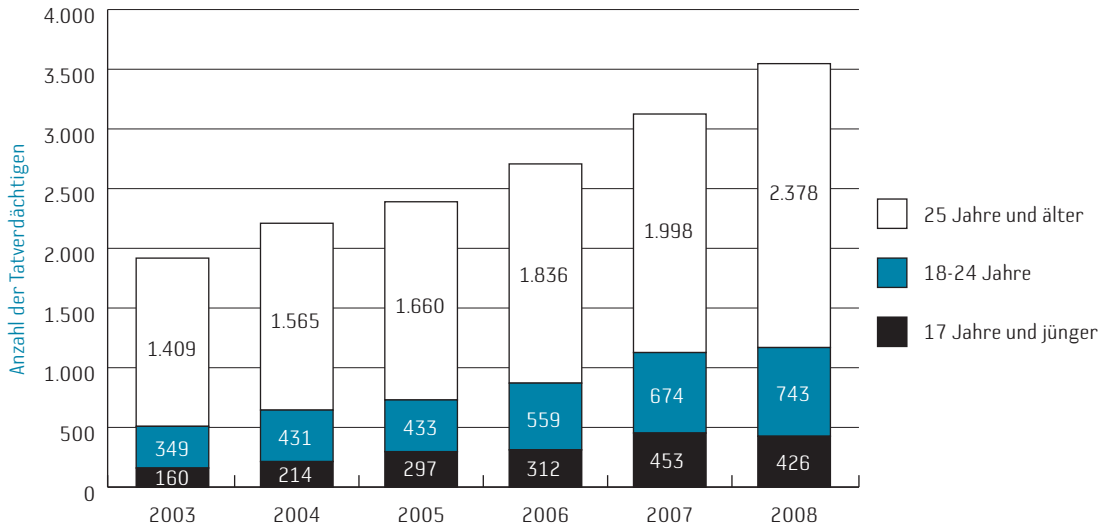
Anhand der polizeilichen Daten lässt sich somit nur bedingt auf die tatsächliche Entwicklung des Gewaltphänomens in der Gesellschaft rückschließen. Unter diesem Vorbehalt können die Zahlen, die in Abbildung 7.17 dargestellt sind, vielleicht nicht als unmittelbares Abbild gesellschaftlicher Verhaltensveränderungen gesehen, jedoch als Hinweis auf einen möglichen Trend interpretiert werden.⁵²

Während der Anteil der Jugendkriminalität an der Gesamtkriminalität in Luxemburg seit 2003 eher gleichbleibende Werte⁵³ aufweist (der Kriminalitätsanteil der Unter-18-Jährigen liegt im Jahr 2008 bei 11,8 %), ist im Bereich der „Gewalt gegen Personen“ seit Jahren eine deutliche Zunahme der jugendlichen Tatverdächtigen unter 25 Jahre zu verzeichnen. Im Jahr 2003 registrierte die Polizei bei den Unter-25-Jährigen insgesamt 509 Jugendliche, die wegen „Gewalt gegen Personen“ erfasst wurden, was einem Anteil von 26,5 % der Tatverdächtigen entspricht. Im Jahr 2008 sind es 1.169 registrierte Personen in der Altersgruppe unter 25 Jahren, was einem Anteil von nun 33 % der Gesamttatverdächtigen entspricht. Bei den Über-24-Jährigen ist ebenfalls ein kontinuierlicher Anstieg bei „Gewalt gegen Personen“ zu verzeichnen; hier sind es im Jahr 2008 2.378 gegenüber 1.409 Tatverdächtigen im Jahr 2003. Diesen Zahlen zufolge ist es in Luxemburg in den letzten Jahren insgesamt zu einer starken Zunahme der registrierten Tatverdächtigen wegen Gewalt gegen Personen gekommen, wobei insbesondere auch der Anteil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen unter den Tatverdächtigen zugenommen hat.

51 So sind beispielsweise im Jahr 2008 insgesamt 20,3 % der Personen, gegen die Anzeige erstattet wurde, nicht in Luxemburg wohnhaft (alle Straftaten). Bei den Jugendkriminalitätsstatistiken, in denen nur eine begrenzte Anzahl an Vergehen mitgezählt werden („vols avec violences“, „cambriolages“, „vols liés aux véhicules“, „autres vols“, „affaires de vandalisme“, „violences envers les personnes“, „atteintes aux mœurs“, „affaires de stupéfiants“, „divers“) liegt der Anteil der nicht in Luxemburg wohnhaften Tatverdächtigen bei 12,5 % (importierte Kriminalität).

52 In einem Telefongespräch mit dem zuständigen Dienst der Polizei wurde die methodologische Vorgehensweise abgeklärt und es wurde bestätigt, dass ähnliche Trends von der Polizei wahrgenommen werden (Direction de l'Information; Service Analyse Criminelle).

53 Es lassen sich zum heutigen Zeitpunkt nur eine begrenzte Anzahl von Jahren darstellen, da es zu einer Reformierung der Erfassung der Polizeidaten gekommen ist und eine einheitliche jugendspezifische Darstellung erst seit 2002 erfolgt. Da in diesem Unterkapitel im Punkt „Gewalt in der Familie“ jedoch nur Zahlen ab 2003 verfügbar sind, wird zur Einheitlichkeit hier auf die Darstellung der Zahlen von 2002 verzichtet.

Abbildung 7.17.: Entwicklung der Anzahl der Tatverdächtigen bei „Gewalt gegen Personen“ nach Alter

Quellen: *Rapports d'activité de la Police 2003-2008* (Police Grand-Ducale, o. J.)

Des Weiteren zeigt sich, dass hinsichtlich der erfassten Minderjährigen der Anteil der Jungen sowohl bei den Tatverdächtigen als auch bei den mutmaßlichen Opfern in der Kategorie „Gewalt gegen Personen“ im Jahr 2008 weit über den Anteilen der Mädchen liegt (siehe Tabelle 7.2). Bei den volljährigen Tatverdächtigen (alle Altersgruppen) liegt der Anteil der Männer bei 76,4 % (2.383 registrierte Personen) und jener der Frauen bei 23,6 % (738 registrierte Personen).

Tabelle 7.2.: Minderjährige Tatverdächtige und Opfer bei „Gewalt gegen Personen“ nach Geschlecht (2008)

	Jungen		Mädchen		Total
	Anzahl	in %	Anzahl	in %	Anzahl
Tatverdächtige	324	76,1%	102	23,9%	426
Opfer	195	65,4%	103	34,6%	298

Quelle: *Rapport d'activité de la Police 2008* (Police Grand-Ducale, o. J.)

Bei den volljährigen Opfern von „Gewalt gegen Personen“ zeigt sich jedoch im Jahr 2008, dass Frauen mit 55,8 % (830 Personen) häufiger als Opfer erfasst werden als Männer (44,2 % / 658 Personen) (Police Grand-Ducale, o. J.).

Gewalt in der Familie

Gewalt in der Familie kann verschiedene Ausprägungen haben, sei es als Gewalt der Eltern gegen die Kinder oder als Gewalt zwischen den Eltern, die von den Kindern miterlebt wird. Des Weiteren können die Jugendlichen in einer späteren Lebensphase selbst zu Opfern bzw. Tätern in eigenen partnerschaftlichen Beziehungen werden.

Obwohl Jugendliche während der Pubertät eine allmähliche Ablösung von der Familie vollziehen und zunehmend andere Sozialisationsinstanzen, wie die Peers, an Bedeutung gewinnen, bleibt die Familie dennoch eine zentrale Sozialisationsinstanz auch im Jugendalter. Die wahrgenommene und erfahrene Unterstützung in der Familie, die emotionale Bindung zwischen den Eltern als Bezugsperson und den Jugendlichen, die Art der familialen Interaktionen sowie die intrafamiliären Belastungen, denen Jugendliche ausgesetzt sind, haben daher erhebliche Auswirkungen auf das Wohlbefinden und die Persönlichkeitsentwicklung der Jugendlichen (Heitmeyer et al., 1998; Klocke & Becker, 2003).

Langandauernde und wiederkehrende Gewalt im häuslichen Bereich hat deshalb oft negative Folgen für die Entwicklung und Entfaltung der Kinder und Jugendlichen. „Wenn der persönlichste Lebensbereich, der ein Ort von Geborgenheit und Schutz sein sollte, von Gewalt und Willkür beherrscht und zu einer Quelle permanenter Angst wird, werden die Kinder [, Jugendliche und jungen Erwachsenen] in ihrem Vertrauen grundlegend erschüttert und in ihrer Entwicklung und Entfaltung massiv beeinträchtigt“ (Strasser, 2007, S. 63).

Kinder und Jugendliche, die in gewalttätigen Familien aufwachsen, entwickeln häufiger Verhaltensauffälligkeiten, die sich wiederum negativ auf die Eltern-Kind-Beziehung auswirken können und so zu einer Steigerung der Konflikte in der Familie führen können. Außerdem lernen Kinder und Jugendliche in einem gewalttätigen Familienkontext zumeist nicht, wie sie Konflikte konstruktiv lösen können, was zu Schwierigkeiten außerhalb der Familie (Schule, Peers) führen kann. Sie tun sich deshalb beim Aufbauen von Freundschaftsbeziehungen oft schwerer als Kinder und Jugendliche ohne Gewalterfahrungen und erleben so oft auch außerhalb der Familie weniger Unterstützung (Heynen, 2007). Jugendliche scheinen jedoch auch ihre Cliques nach ihrem individuellen und kulturellen Hintergrund auszuwählen. So finden sich Jungen, die im Elternhaus mit Gewalt konfrontiert waren, auch eher in gewalttätigen Cliques wieder und geraten z. T. immer tiefer in die Gewaltspirale hinein (Pfeiffer, Wetzels & Enzmann, 1999).

Neben der Gewalt in der Herkunftsfamilie können junge Erwachsene auch Gewalt in partnerschaftlichen Beziehungen erleben. Dabei sind die alarmierendsten Ergebnisse aus der Forschung, dass Kinder und Jugendliche, die Gewalt in der Familie erlebt haben (sei es indem sie selbst körperlich missbraucht wurden oder indem sie Zeugen von partnerschaftlicher Gewalt in ihren Herkunftsfamilien waren) selbst ein erhöhtes Risiko haben, später gegenüber den eigenen Kindern bzw. dem Partner gewalttätig zu werden (Brunner, 2001). Wenn Kinder und Jugendliche Gewalt bereits im eigenen Sozialisationsverlauf erleben, besteht die Gefahr, dass sie Gewalt als „Normalität“ wahrnehmen und als zulässiges Handlungsmodell ansehen (Heitmeyer et al., 1998).

Die Daten zur häuslichen Gewalt in Luxemburg zeigen, dass es seit Ende 2003 zu einer kontinuierlichen Steigerung der registrierten Fälle von häuslicher Gewalt kam (Stoff, 2009). Jedoch bedeutet dies nicht unbedingt, dass ein Anstieg der Gesamtzahl der Delikte von häuslicher Gewalt stattfand, sondern dies kann u. a. auch als ein Erfolg der Sensibilisierungs- und Enttabuisierungsbemühungen sowie intensiverer Polizeiarbeit interpretiert werden. Dennoch muss auch in diesem Bereich davon ausgegangen werden, dass die Dunkelziffer immer noch substanziell über der Anzahl der registrierten Delikte liegt. Basierend auf den Statistiken der Polizei nach Stoff (2009) stellt Tabelle 7.3 die Altersstruktur bei den Opfern und Tatverdächtigen von häuslicher Gewalt dar.

Wie die Tabelle 7.3 verdeutlicht, ist die Mehrzahl der Opfer von häuslicher Gewalt weiblich, während bei den Tatverdächtigen die Männer überwiegen. Frauen und Männer zwischen 31 und 40 Jahren sind am häufigsten in Verbindung mit häuslicher Gewalt polizeilich erfasst worden, gefolgt von den 41- bis 50-Jährigen. An dritter Stelle steht die Altersgruppe der jungen Erwachsenen zwischen 21 und 30 Jahren. Hinsichtlich des Alters zeigt sich, dass Minderjährige bei den Tatverdächtigen mit einem geringen Anteil vertreten sind. Dies lässt darauf schließen, dass es sich bei der hier erfassten häuslichen Gewalt überwiegend um Beziehungsgewalt handelt (Stoff, 2009).

Tabelle 7.3.: Opfer und Tatverdächtige bei häuslicher Gewalt nach Alter und Geschlecht
(Gesamtanzahl 2003-2008)

Opfer	Frauen		Männer		Total	
	Anzahl	in %	Anzahl	in %	Anzahl	in %
-17	60	3,7%	47	21,6%	107	5,8%
18-20	38	2,3%	11	5,0%	49	2,6%
21-30	337	20,5%	21	9,6%	358	19,3%
31-40	569	34,7%	23	10,6%	592	31,9%
41-50	431	26,3%	60	27,5%	491	26,4%
51+	205	12,5%	56	25,7%	261	14,0%
Total	1.640	100%	218	100%	1.858	100%

Tat- verdächtige	Frauen		Männer		Total	
	Anzahl	in %	Anzahl	in %	Anzahl	in %
-17	3	0,9%	8	0,4%	11	0,5%
18-20	14	4,1%	61	3,2%	75	3,3%
21-30	80	23,2%	307	16,1%	387	17,2%
31-40	134	38,8%	616	32,3%	750	33,3%
41-50	87	25,2%	588	30,8%	675	30,0%
51+	27	7,8%	328	17,2%	355	15,8%
Total	345	100%	1.908	100%	2.253	100%

Quelle: (Stoff, 2009, S. 22); basierend auf den Polizeistatistiken von November 2003 - Dezember 2008

Eine ähnliche Altersstruktur weisen die Zahlen des „Service d’assistance aux victimes de violence domestique“ (SAVVD)⁵⁴ auf. Von den Personen, welche vom SAVVD zwischen 2003 und 2008 kontaktiert wurden, waren 24 Opfer unter 18 Jahren, aber 232 zwischen 18 und 30 Jahren. Bei den Tatverdächtigen handelt es sich um eine Person unter 18 Jahren und 232 Personen, die zwischen 18 und 30 Jahren alt waren. Jedoch dominiert auch hier die Altersgruppe der 31- bis 50-Jährigen, sowohl bei den Opfern als auch Tatverdächtigen. Bei den insgesamt 994 Beratungsfällen (hauptsächlich häusliche Gewalt zwischen den Eltern) des SAVVD zwischen 2003 und 2008 waren aber insgesamt 1.510 Kinder und Jugendliche, welche in diesen Familien lebten, mitbetroffen. Davon waren 980 unter 13 Jahren, 329 waren zwischen 13 und 17 Jahren und 160 waren volljährig (Stoff, 2009).⁵⁵

⁵⁴ Der SAVVD besteht seit November 2003 und richtet sich an weibliche und männliche Opfer von häuslicher Gewalt, bei denen eine Verweisung gegen den Täter ausgesprochen wurde. Diese Institution nimmt proaktiv mit den Betroffenen Kontakt auf, um die Opfer zu unterstützen und zu beraten.

⁵⁵ Bei 41 Kindern bzw. Jugendlichen war das genaue Alter unbekannt.

Stoff (2009) hält fest, dass – im Vergleich zu anderen Hilfseinrichtungen – die Opfer über 30 Jahre im SAVVD stärker vertreten sind, während etwa in Frauenhäusern die Altersstruktur der aufgenommenen Frauen teils deutlich jünger ist.⁵⁶

Im Jahr 2005 wurde, in Trägerschaft von „Femmes en Détresse“, ein spezialisierter Dienst für jene Kinder und Jugendlichen gegründet, die direkt oder indirekt Opfer von häuslicher Gewalt geworden sind: der „Service psychologique pour enfants victimes de violence domestique“. Zwischen 2005 und 2008 wurden hier insgesamt 377 Kinder und Jugendliche betreut, von denen rund 53 % Mädchen und 47 % Jungen waren. Über 88 % der Kinder und Jugendlichen waren Opfer oder Zeuge von psychischer Gewalt und rund 42 % haben auch physische Gewalt in der Familie (mit)erlebt. Bei den Tätern handelte es sich in 78,2 % der Fälle um den Vater, in 8,5 % um die Mutter und in 6,7 % um den Stiefvater bzw. Freund der Mutter. Andere genannte Täter waren sonstige Familienmitglieder oder unbekannte Personen. Wie Tabelle 7.4 belegt, waren die Reaktionen der Kinder und Jugendlichen auf das Erleben von häuslicher Gewalt sowohl Aggressivität, Hyperaktivität oder Delinquenz (externalisierende Reaktionen) als auch internalisierende Reaktionen wie ein geringes Selbstwertgefühl, Depressionen oder Ängstlichkeit. In der Mehrzahl zeigten die Kinder und Jugendlichen aber nach außen gerichtete Auffälligkeiten. Dies war insbesondere bei den Jungen der Fall (Stoff, 2009).

Tabelle 7.4.: Reaktionen der Minderjährigen auf erlebte Gewalt nach Geschlecht (Gesamtanzahl 2005-2008)

	Mädchen		Jungen		Total	
	Anzahl	in%	Anzahl	in%	Anzahl	in%
internalisierende Reaktionen	68	43,3%	54	33,3%	122	38,2%
externalisierende Reaktionen	77	49,0%	102	63,0%	179	56,1%
Suizidversuche	12	7,6%	6	3,7%	18	5,6%
Total	157	100%	162	100%	319	100%

Quelle: (Stoff, 2009, S.57); basierend auf den Daten des „Service psychologique pour enfants victimes de violence domestique“ 2005-2008

Selbstberichtete Gewalterfahrungen von Jugendlichen in den Familien lassen sich für Luxemburg nur basierend auf den Ergebnissen der nationalen HBSC-Studie von 1999/2000 darstellen, da der aktuelle Stand der Datenanalyse und -interpretation der nationalen HBSC-Daten 2005/2006 noch keine Schlussfolgerungen in diesem Themenbereich erlauben. Insgesamt wurde damals festgestellt, dass der Anteil der Schüler, die häufig physische Gewalt in der Familie erleben, relativ gering war (2 %). Etwas mehr Jungen als Mädchen wurden von ihren Eltern geschlagen bzw. geohrfeigt. Mit steigendem Bildungsniveau nahm der Anteil der Jugendlichen, die jeden Tag oder öfters in der Woche Gewalt in der Familie erfuhren, tendenziell ab. Im Vergleich zur physischen Gewalt erlebte jedoch rund ein Viertel der Jugendlichen regelmäßige Beschimpfungen durch ihre Eltern. Dabei waren Mädchen häufiger betroffen als Jungen. Die Studie belegt außerdem, dass Jugendliche, die von ihren Eltern geschlagen wurden, auch öfter angaben, selbst jemanden geschlagen zu haben (Petry & Henschen, 2004; Wagener & Petry, 2002).

Gewalt in der Freizeit

Ergebnisse zu selbstberichteten Gewalterfahrungen der 13- und 15-Jährigen in der Freizeit lassen sich anhand der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 (Currie et al., 2008) darstellen. Die Schüler wurden ge-

⁵⁶ Diese Aussage wurde ebenfalls in den Fokusgruppen bestätigt.

fragt, ob sie in den letzten zwölf Monaten in körperliche Auseinandersetzungen verwickelt waren.⁵⁷ Dabei zeigt sich, dass im internationalen Vergleich die luxemburgischen Schüler (13- und 15-Jährige) nahe am HBSC-Durchschnitt liegen, was den Anteil der Jugendlichen betrifft, die in körperliche Auseinandersetzungen verwickelt waren.⁵⁸ Bei den 13-jährigen Mädchen liegt der Anteil derer, die in den vergangenen zwölf Monaten mindestens dreimal in einen physischen Kampf verwickelt waren, für Luxemburg bei 6 % (HBSC-Durchschnitt: 7 %), bei den Jungen sind es 18 % (HBSC-Durchschnitt: 21 %). Bei den 15-Jährigen liegt der Anteil der Mädchen bei 7 % (HBSC-Durchschnitt: 6 %) und jener der Jungen bei 16 % (HBSC-Durchschnitt: 17 %)⁵⁹ (Currie et al., 2008).

In mehreren kommunalen Studien konnte zudem für Luxemburg nachgewiesen werden, dass es hinsichtlich des gewalttätigen Verhaltens der Jugendlichen Unterschiede zwischen verschiedenen Regionen und Städten in Luxemburg gibt (Boulton et al., 2007; Meyers & Willems, 2008; Meyers et al., 2009a, 2009b). Zusammenfassend lässt sich aus diesen Studien ableiten, dass es insbesondere die männlichen Jugendlichen sind, die häufiger Gewalt anwenden. Mit zunehmendem Alter nimmt die Gewaltausübung bei den Jugendlichen jedoch ab. Ähnliche Tendenzen konnte Steffgen (2005) hinsichtlich des Gewaltaufkommens in luxemburgischen Schulen feststellen. Schüler in der mittleren Sekundarstufe im Alter von 14 bis 16 Jahren wiesen hier das ausgeprägteste Gewaltaufkommen auf. Diese Ergebnisse lassen vermuten, dass Gewalt in der Freizeit für einen Teil der Jugendlichen keine unwesentliche Rolle spielt.

Gewalt in der Schule

Die Verbreitung der Gewalt und des Bullyings in luxemburgischen Schulen wurde bereits in einigen nationalen Studien (siehe u. a. Steffgen & Ewen, 2005; Steffgen et al., 2009; Steffgen, 2010; Wagener & Petry, 2002; Petry & Henschen, 2004) sowie in der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 (Currie et al., 2008) analysiert.

Bei der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 (Currie et al., 2008) geben bei den 13-Jährigen 13 % der Mädchen und 16 % der Jungen an, in den letzten Monaten mindestens zweimal in der Schule schikaniert worden zu sein. Bei den 15-jährigen Schülern sind es 12 % der Mädchen und 11 % der Jungen. Die 15-jährigen Mädchen in Luxemburg geben dabei häufiger als der HBSC-Durchschnitt an, von anderen schikaniert zu werden, während die 15-jährigen Jungen im internationalen Vergleich bedeutend häufiger angeben, selbst schikaniert zu haben. Außerdem zeigt sich bei den Mädchen ein signifikanter Zusammenhang mit dem familiären Wohlstand (FAS). Je niedriger der FAS, desto höher liegt der Anteil der Mädchen, die von anderen schikaniert werden bzw. andere schikanieren. Jedoch zeigen sich auch bei diesen Fragen große Unterschiede zwischen den verschiedenen Ländern (Currie et al., 2008).

Steffgen (2010) berichtet von einer Umfrage von Goebel (2009) zur Gewalt im Untergrad der Sekundarstufe (n=458), in der festgestellt wird, dass 7,7 % der Schüler mindestens einmal im Monat in Prügeleien mit anderen verwickelt sind. 12,5 % geben an, dass sie mindestens einmal im Monat geschlagen werden (Steffgen, 2010).

Eine repräsentative Onlinestudie zu Bullying und Cyberbullying (n=2.070) ergab, dass 29,3 % der befragten Schüler einmal oder mehrmals im Schuljahr durch andere schikaniert und bedroht wurden. Zum Ausmaß des erlebten Cyberbullyings konnte festgestellt werden, dass 4,3 % der Schüler wiederkehrend (fast täglich, mehrmals die Woche, etwa einmal im Monat) Opfer von Cyberbullying geworden sind;

⁵⁷ Diese Frage wird zwar allgemein formuliert und bezieht sich auf alle Lebensbereiche, jedoch wurde sie im Kontext Schule gestellt und die vorherigen Fragen im Fragebogen beziehen sich explizit auf Gewalt in der Schule. Somit stellt sich die Frage, ob die Jugendlichen diese Frage nicht auch auf ihre Erlebnisse in der Schule begrenzt haben.

⁵⁸ Ein anderes Bild zeigt sich bei Bullying, wie im Unterpunkt „Gewalt in der Schule“ dargestellt.

⁵⁹ Die Unterschiede zwischen den verschiedenen Ländern sind jedoch groß (bei den 15-Jährigen sind es beispielsweise für den französisch-sprachigen Teil Belgiens 12 % der Mädchen und 25 % der Jungen, während es in Griechenland nur 2 % der Mädchen und 8 % der Jungen sind, die angeben, dass sie in den vergangenen 12 Monaten mindestens dreimal in einen physischen Kampf verwickelt waren (Currie et al., 2008).

weitere 9,8% der Schüler gaben an, ein- bis dreimal im Jahr betroffen zu sein. Auf die Frage, ob sie Mitschüler mit Hilfe von Kommunikationstechnologien schikaniert haben, gaben 5,6% der Schüler an, dies ein- bis dreimal im Jahr getan zu haben und weitere 5% gaben an, wiederkehrend solche Praktiken angewandt zu haben (Steffgen, 2009, 2010).

Zusammenfassend lässt sich aus den Studien festhalten, dass in luxemburgischen Schulen ein handlungsrelevantes Ausmaß an Gewalt vorherrscht. Gewalterfahrungen gehören für einen Teil der Schüler zum Alltag in der Schule. Die Ergebnisse weisen darauf hin, dass die physische Gewalt in einem geringeren Maße präsent ist als psychische Gewalt (Steffgen, 2005, 2009). Auch im internationalen Vergleich zeigt sich, dass physische Gewalt in Luxemburg weniger präsent ist als in anderen HBSC-Ländern. Jungen sind bei den unterschiedlichen Gewaltformen häufiger als Täter und Opfer zu verzeichnen als Mädchen. Am deutlichsten zeigen sich diese Unterschiede bei der physischen Gewalt, bei der psychischen liegt der Anteil der Mädchen näher am Anteil der Jungen (Steffgen, 2009). Auch hinsichtlich des besuchten Bildungszweigs lassen sich signifikante Unterschiede ausmachen. So verzeichnen Schüler des unteren und mittleren Bildungszweiges höhere Gewaltraten als Schüler des oberen Bildungszweiges. Interessant sind auch die altersabhängigen Unterschiede im Gewalterleben und -verhalten. Hier zeigt sich in den Studien, dass das Gewaltaufkommen bei den 14- bis 16-Jährigen am höchsten ist. Außerdem gibt es keine großen Unterschiede zwischen Schülern mit luxemburgischer Nationalität und Schülern mit nichtluxemburgischer Nationalität. Es lässt sich vermuten, dass eher der sozioökonomische Hintergrund als die Nationalität das Verhalten der Schüler beeinflusst. Außerdem konnte festgestellt werden, dass in einzelnen Schulen und Schulklassen gewalttätige Verhaltensweisen häufiger auftreten (Steffgen, 2005, 2009). Wichtig ist, dass Gewalt in der Schule als ein multifaktorielles Phänomen angesehen wird, in dem sowohl die Einflüsse der primären Sozialisationsinstanzen wie Familie und Peers als auch Gewalt hervorrufende Faktoren in der Schule berücksichtigt werden (Steffgen, 2004).

Sexuelle Belästigung und Missbrauch

Sexuelle Belästigung und Missbrauch gehören bis heute zu den Tabuthemen, über die meist nur wenig gesprochen wird und die in der Öffentlichkeit erst in den letzten Jahrzehnten mehr Aufmerksamkeit gefunden haben. „Unter sexuellem Missbrauch versteht man die Beteiligung noch nicht ausgereifter Kinder und Jugendlicher an sexuellen Aktivitäten, denen sie nicht verantwortlich zustimmen können, weil sie deren Tragweite noch nicht erfassen“ (Engfer, 2001, S.322). Der Täter nutzt dabei seine Macht- und Autoritätsposition aus, um eigene Bedürfnisse auf Kosten des Kindes oder des Jugendlichen zu befriedigen (Bange & Deegener, 1996). Bei sexueller Gewalt fehlt es jedoch oft an klaren körperlichen Symptomen; auch psychische Auffälligkeiten bei den Opfern lassen sich oft nicht direkt auf einen sexuellen Missbrauch zurückführen. Deshalb sind Selbstberichte der Kinder und Jugendlichen meist die einzige Art, um sexuellen Missbrauch aufzudecken (Engfer, 2001).

Sexuelle Gewalt hat schwerwiegende Folgen für die physische und psychische Gesundheit der Opfer. Neben einem erhöhten Risiko für Depressionen, Suizidgefährdung, Alkohol- und Drogenmissbrauch können auch Probleme mit der Sexualität und im Beziehungsverhalten auftreten (Engfer, 2001; WHO, 2003b).

Statistische Darstellungen sind besonders in diesem Bereich oft unzuverlässig und schwierig zu interpretieren. Zudem muss man bei diesen Zahlen immer von einer sehr hohen Dunkelziffer ausgehen. Bange und Deegener (1996) gehen aufgrund des Vergleiches von deutschen und internationalen Befragungen davon aus, dass jedes vierte bis fünfte Mädchen und jeder zwölfte Junge in Deutschland von sexueller Gewalt betroffen ist. Zudem lassen internationale Studien darauf schließen, dass die Raten der Opfer von sexueller Gewalt bei den Mädchen 1,5- bis 3-mal höher sind als bei den Jungen (Galm et al., 2007).

In der nationalen HBSC-Studie von 2005/2006 wurden ebenfalls Fragen zur sexuellen Gewalt gegen Kinder und Jugendliche in Luxemburg gestellt, jedoch erlaubt der aktuelle Stand der Datenanalyse und -interpretation derzeit noch keine Schlussfolgerungen. Die Experten aus den Fokusgruppen des luxemburgischen Jugendberichtes wiesen jedoch darauf hin, dass sexueller Missbrauch bei Kindern und Jugendlichen

auch in Luxemburg ein ernstzunehmendes Problem sei, das besonderer Aufmerksamkeit bedürfe. Diese Vermutung wird ebenfalls durch die Ergebnisse der nationalen HBSC-Studie von 1999/2000 bestärkt (Wagener & Petry, 2002). Damals gaben insgesamt rund 19% der Jugendlichen an (15% der Jungen und 23% der Mädchen) schon einmal ungewollt berührt, umarmt oder geküsst worden zu sein. Bei den Mädchen stieg dieser Anteil mit zunehmendem Alter deutlich an (von 14% bei den 13-Jährigen auf 28% bei den 19-Jährigen). Somit erlebten deutlich mehr Mädchen als Jungen, dass eine andere Person ihnen ungewollt körperlich zu Nahe kommt. Auch anzügliche Bemerkungen wurden Mädchen wesentlich häufiger gemacht als Jungen, sowohl von Gleichaltrigen als auch Erwachsenen. Jungen wurden hingegen etwas häufiger als Mädchen gezwungen, pornografische Fotos, Videos oder Magazine anzuschauen.

Fast 10% der befragten Jugendlichen gaben an, Opfer von „strafbaren“⁶⁰ sexuellen Übergriffen geworden zu sein. Dabei waren Mädchen (14,4%) dreimal häufiger Opfer als Jungen (4,7%).⁶¹ Hinsichtlich des Bildungsweges zeigt sich, dass Schüler aus dem mittleren (10,4%) und unteren (13,6%) doppelt so oft betroffen waren wie Schüler aus dem oberen Bildungszweig (5,3%). Rechnet man diese Zahlen auf die Gesamtschülerschaft (N=27.860) im Jahr 2003 hoch, kann man davon ausgehen, dass von allen luxemburgischen Schülern insgesamt mehr als 2.500 sexuelle Übergriffe erlebt haben (Wagener & Petry, 2002).

Zusammenfassend lässt sich aus der nationalen HBSC-Studie 1999/2000 festhalten, dass Mädchen wesentlich häufiger als Jungen erlebten, dass eine Person ihnen ungewollt körperlich zu nahe kommt. Auch hinsichtlich des sozioökonomischen Status zeigen sich deutliche Unterschiede: Bei einem niedrigen familiären Wohlstand, gaben wesentlich mehr Mädchen an, Opfer einer Vergewaltigung gewesen zu sein, als bei einem hohen familiären Wohlstand. Internationale Vergleiche weisen darauf hin, dass diese Prävalenz von sexueller Belästigung in Luxemburg in etwa vergleichbar ist mit der in anderen Ländern (Wagener & Petry, 2002).

Aktuellere Ergebnisse lassen sich anhand der Daten der ALUPSE („Association Luxembourgeoise pour la Prévention des Services à Enfants“) darstellen. Die ALUPSE betreut Kinder und Jugendliche zwischen 0 und 16 Jahren, die Opfer von physischer, psychischer oder sexueller Gewalt und Vernachlässigung wurden oder bei denen diesbezüglich ein Verdacht bestand. Hier wurden im Jahr 2008 insgesamt 128 Fälle behandelt, in denen 172 Kinder als „porteur de symptôme“ involviert waren. In 41 Fällen handelte es sich (auch) um sexuellen Missbrauch. In 21 Fällen konnte ein sexueller Übergriff bestätigt werden. In 20 Fällen konnten die Beschuldigungen nicht bewiesen werden. In den meisten Fällen handelte es sich um einen Täter aus dem direkten familiären Umfeld (ALUPSE-DIALOGUE, 2009). Auch in Deutschland konnten Befragungen nachweisen, dass es sich bei den Tätern seltener um Fremde handelt, sondern häufiger um flüchtige und nahe Bekannte, Partner oder Freunde sowie Autoritätspersonen (Heynen, 2008). Dabei belegen die Ergebnisse von internationalen Studien, dass auch sexuelle Aggressionen unter Jugendlichen und jungen Erwachsenen einen nicht zu unterschätzenden Verbreitungsgrad aufweisen (Heynen, 2008). Die Ergebnisse der nationalen HBSC-Studie von 1999/2000, die sich auf 13- bis 19-jährige Schüler beziehen, lassen eine ähnliche Situation für Luxemburg vermuten (Wagener & Petry, 2002).

Es lässt sich schlussfolgernd festhalten, dass Gewalt ein gesamtgesellschaftliches Problem und nicht unbedingt nur ein spezifisches Jugendproblem darstellt. Delinquentes Verhalten, wozu auch gewalttätiges Verhalten zählt, ist bei der Mehrheit der Jugendlichen ein episodenhaftes, auf bestimmte Entwicklungsabschnitte beschränktes Phänomen, das in allen sozioökonomischen Statusgruppen vorkommt und oft in

⁶⁰ Dies bezieht sich auf die Aussagen: „eine Person fasste meine Geschlechtsteile an, obwohl ich es nicht wollte“, „eine Person zwang mich ihre Geschlechtsteile anzufassen“, „eine Person zwang mich zum Geschlechtsverkehr“. Jedoch ist zu bedenken, dass auch andere Taten strafbar sind, wie „eine Person zwang mich pornografische Fotos, Videos oder Magazine anzuschauen“ aber auch je nach Situation „eine Person fasste mich an, obwohl ich es nicht wollte“, „eine Person küsste mich, obwohl ich es nicht wollte“ oder „eine Person machte anzügliche Bemerkungen“

⁶¹ Bei den Primarschülern waren hier hingegen etwas mehr Jungen als Mädchen betroffen (Wagener, Henschen & Petry, 2005).

Gruppen von Gleichaltrigen stattfindet. Jedoch scheint sich gewalttätiges Verhalten bei einem kleinen Teil der Heranwachsenden über die Jahre hinweg zu stabilisieren. Für die Jugendlichen lässt sich zum heutigen Zeitpunkt nicht eindeutig sagen, ob es in Luxemburg tatsächlich zu einer Zunahme des Gewaltpotenzials der Jugendlichen in den letzten Jahren gekommen ist. Es fehlt an umfassenden und zuverlässigen Daten, um diese Frage klären zu können.

7.4. ASPEKTE DES GESUNDHEITSRELEVANTEN VERHALTENS VON JUGENDLICHEN

7.4.1. Ernährungsverhalten und Bewegungsverhalten

Eine ausgewogene Ernährung und ausreichend Bewegung sind von besonderer Bedeutung für die Gesundheit und das Wohlbefinden der Jugendlichen. Ein gesunder Lebensstil schafft optimale Bedingungen für den Gesundheitsstatus, das Wachstum und die intellektuelle Entwicklung (Richter, 2005 in Anlehnung an Maes, Vereecken & Johnston, 2001). Vor diesem Hintergrund ist es von besonderer Bedeutung, dem Ernährungs- und Bewegungsverhalten von Kindern und Jugendlichen mehr Aufmerksamkeit zu schenken und einen gesunden Lebensstil mit einer gesunden Ernährung und ausreichend Bewegung im Kindes- und Jugendalter zu fördern. Sowohl das Ernährungsverhalten als auch das Bewegungsverhalten der Jugendlichen in Luxemburg wurden in der Studie „Gesundheit, motorische Leistungsfähigkeiten und körperlich-sportliche Aktivität von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg, Untersuchung für die Altersgruppe 9, 14 und 18 Jahre“ (Bös et al., 2006) erforscht.

Ernährungsverhalten

Kinder und Jugendliche haben einen erhöhten Energie- und Nährbedarf, bedingt durch die Phase des Wachstums und die physiologischen Veränderungen des Körpers. Eine Mangelernährung in dieser Lebensphase kann zu einer Verzögerung der sexuellen Reifung oder zu Wachstumsstörungen führen (Richter, 2005 in Anlehnung an Trapp & Neuhäuser-Berthold, 2001). Bei einer Fehlernährung, wie dem zu geringen Verzehr von Obst und Gemüse und/oder zu fettreicher Ernährung, erhöht sich die Anfälligkeit für Krankheiten (Richter, 2005). Im Kindes- und Jugendalter bilden sich zudem Präferenzen für bestimmte Lebensmittel und Ernährungsgewohnheiten aus, die oft im Erwachsenenalter bestehen bleiben. Auch konnte nachgewiesen werden, dass Vorlieben für bestimmte Lebensmittel wesentlich durch deren regelmäßiges Angebot entwickelt werden (Robert Koch-Institut, 2008).

In der Studie von Bös et al. (2006) wurden die Essgewohnheiten der Kinder und Jugendlichen in Luxemburg anhand ihres Obst- und Gemüsekonsums untersucht. 22,5 % der 14-Jährigen und 22,9 % der 18-Jährigen essen weniger als einmal am Tag Obst und Gemüse. Dabei ist der Anteil der Jungen höher als der Anteil der Mädchen. Die Studie kommt deshalb zu dem Schluss, dass Mädchen sich gesünder ernähren als Jungen. Des Weiteren ernähren sich Schüler aus dem unteren Bildungszweig am ungesündesten. Basierend auf diesen Ergebnissen hält die Studie fest, dass hierzulande mindestens ein Viertel der Jugendlichen die WHO-Empfehlung für Obst und Gemüse „Take five a day“ nicht erreichen (Bös et al., 2006).

Um Rückschlüsse auf das Essverhalten der Schüler machen zu können, wurden die Schüler nach ihrem täglichen Frühstücksverhalten und nach einer täglichen warmen Mahlzeit gefragt. Frühstück gilt als die wichtigste Mahlzeit am Tag. Schüler, die nicht frühstücken, sind in der Schule häufiger unkonzentriert und weniger aufnahmefähig. Außerdem wird eine warme Mahlzeit am Tag als gesund eingestuft. Dabei zeigt sich, dass das Essverhalten ungesünder wird, je älter die Schüler werden: Ältere Schüler gehen häufiger ohne Frühstück aus dem Haus: bei den 14-Jährigen sind es 35,9 %, und bei den 18-Jährigen etwas mehr als die Hälfte mit 52,8 %. Sie essen zudem weniger oft eine tägliche warme Mahlzeit: bei den 14-Jährigen sind es 11,8 %, und bei den 18-Jährigen sogar mit 24 % jeder Vierte. Des Weiteren frühstücken weniger Mädchen als Jungen täglich. Auch hinsichtlich des Bildungsweges zeigen sich beim Frühstücksverhalten signifikante

Differenzen. Weniger Schüler aus dem oberen Bildungszweig (36 %) als Schüler aus dem mittleren und unteren Bildungszweig (49 % bzw. 51 %) gehen morgens ohne Frühstück aus dem Haus (Bös et al., 2006).

Das Streben nach einer kulturell propagierten Idealfigur verleitet zudem Jugendliche häufig zu einem unangemessenen Diätverhalten. In der Studie von Bös et al. (2006) konnte festgestellt werden, dass rund 12 % der 14-jährigen Schüler und 13 % der 18-jährigen Schüler bereits eine Diät gemacht haben. Bei den 18-Jährigen steigt der Anteil der Mädchen, die bereits eine Diät gemacht haben, gar auf rund 19 %.

Bewegungsverhalten

Es besteht heute ein hoher Konsens darüber, dass es unverzichtbar ist, das Bewegungsverhalten in Verbindung mit Gesundheitsfragen sowie der Gesundheitsförderung im Kindes- und Jugendalter zu betrachten (Bös et al., 2006). Körperliche Inaktivität ist ein wichtiger Risikofaktor für eine Vielzahl von Krankheiten und regelmäßige körperliche Aktivität im Kindes- und Jugendalter führt zu einer Reduktion von Mortalität und Morbidität im Erwachsenenalter (Richter, 2005 in Anlehnung an Pate et al., 1995). Neben dem verminderten Erkrankungsrisiko fördert ein aktiver Lebensstil auch das psychische Wohlbefinden und die soziale Einbindung junger Menschen (Richter, 2005 in Anlehnung an Rütten et al., 2001; Booth, Okley, Chey & Bauman, 2001).

Nach Bös et al. (2006) berichten mehrere Studien seit Jahren von einem Rückgang der körperlichen Aktivität bei Kindern und Jugendlichen. Diese Entwicklung wird oftmals durch die Veränderungen der Lebens- und Bewegungswelt der Kinder und Jugendlichen erklärt. Kinder wachsen heute in einer bewegungsärmeren Welt auf als früher. Die Umwelt, in der Kinder und Jugendliche heute heranwachsen, ist oft bewegungseinschränkend. Dies führt zu einer Verlagerung der Spielräume und somit zu vermehrten bewegungsarmen Indooraktivitäten, wie beispielsweise Fernsehkonsum und das Spielen von Computerspielen (Bös et al., 2006).⁶²

Die Studie von Bös et al. (2006) konnte feststellen, dass nur rund 26 % der Jugendlichen in Luxemburg die Mindestempfehlungen⁶³ hinsichtlich der körperlich-sportlichen Aktivität von mindestens 60 Minuten pro Tag erfüllen. Dabei schneiden die Jungen mit 35 % besser ab als Mädchen mit 18 %; und Schüler aus höheren Bildungszweigen schneiden besser ab als Schüler aus niedrigeren Bildungszweigen (Bös et al., 2006).

Zudem konnte nachgewiesen werden, dass der Schulsport (1-2 Stunden wöchentlich in der Sekundarstufe; 2-3 Stunden in der Primarschule) mit einer eher moderaten Intensität durchgeführt wird. Das Interesse am Schulsport nimmt außerdem mit dem Alter ab. Besonders Mädchen zeigen während der Pubertät ein geringeres Interesse an Sport als Jungen (Bös et al., 2006).

Auch bewegungsintensive Alltagsaktivitäten nehmen mit zunehmendem Alter ab. Während noch etwa die Hälfte der Primarschüler zu Fuß in die Schule geht, greifen die Sekundarschüler überwiegend auf den ÖPNV zurück. Dies ergibt sich aus dem Wechsel von der wohnortsnahen Primarschule in die meist weiter weg gelegenen Sekundarschulen. Etwa 32 % der 14-jährigen und 39 % der 18-jährigen Jugendlichen geben an, dass sie täglich etwa drei bis fünf Kilometer zu Fuß zurücklegen und erreichen demnach die vom „President's Council on Physical Fitness and Sports“ im Jahr 2001 geforderte Schrittzahl, die Kinder und Jugendliche pro Tag zurücklegen sollten. Das Bewegen im Freien nimmt jedoch erheblich ab mit zunehmendem Alter. So verbringen Primarschüler noch durchschnittlich an vier bis fünf Tagen die Woche Zeit im Freien, während es bei den 18-Jährigen nur an zwei Tagen ist. Dabei zeigt sich, dass der Aktivitätsrückgang bei Mädchen deutlicher ist als bei Jungen (Bös et al., 2006).

⁶² Für weitere Informationen zur pädagogischen Förderung der Bewegung siehe „Kindheitsorientierte Didaktik der Bewegungserziehung? Eine Bewegungserziehung vom Kinde aus“ (Becker, Decker & Malané, 2008).

⁶³ Bei dieser Mindestempfehlung handelt es sich um den Umfang an Aktivitäten, die laut Experten mindestens erforderlich sind, damit negative Auswirkungen auf die Gesundheit aufgrund zu geringer körperlich-sportlicher Aktivität vermieden werden.

67% der 14-jährigen und 63% der 18-jährigen Schüler geben an, in ihrer Freizeit außerhalb eines Vereins eine Sportart auszuüben. Dabei überwiegt der Anteil der Jungen gegenüber dem Anteil der Mädchen. Bei den Sportarten zeigt sich, dass Mädchen ab der Sekundarstufe ein vermehrtes Interesse für gesundheits- und fitnessorientierte Sportarten (z. B. Joggen, Schwimmen, Fitness) entwickeln, während sich die Sportarten bei den Jungen (z. B. Fahrradfahren, Fußball, Basketball) mit zunehmendem Alter wenig verändern. An sportlichen Aktivitäten in einem Verein nehmen 50% der 14-Jährigen und 43% der 18-Jährigen teil, wobei sich auch hier Unterschiede nach Geschlecht (mehr Jungen als Mädchen), Alter (je älter desto weniger) und Bildungszweigen (mehr Jugendliche aus dem oberen Bildungszweig) zeigen (Bös et al., 2006).

Es zeigt sich außerdem, dass Schüler mit einem ausgeprägten Sportverhalten auch bessere Leistungen bei den Motoriktests erzielen und dass Jugendliche, die körperlich aktiv sind, sich auch subjektiv gesünder fühlen. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass trotz des hohen sportlichen Aktivitätsniveaus viele Jugendliche hierzulande die von der WHO geforderte tägliche Mindestaktivität nicht erreichen (Bös et al., 2006).

7.4.2. Sexualität und Gesundheitsschutz

Eine der wichtigsten Entwicklungsaufgaben, der sich Jugendliche und junge Erwachsene im Alter zwischen 12 und 29 Jahren stellen müssen, ist das Erleben und Erlernen von Partnerschaft, Intimität und Sexualität. Die Bewältigung dieser Entwicklungsaufgabe birgt neben großen Chancen jedoch auch Risiken.

Laut Oerter und Dreher (2008) lässt sich in den letzten Jahrzehnten eine sukzessive Vorverlagerung der Geschlechtsreife und damit verbunden auch der sexuellen Aktivität bei Jugendlichen beobachten. Erlebten Jugendliche Ende der 1950er Jahre meist zwischen 19 und 20 Jahren erste sexuelle Kontakte, zeigt sich bei den Jugendlichen von heute, dass diese wesentlich früher sexuell aktiv werden (Sigusch, 1998 zitiert nach Wagener & Petry, 2002; Heßling, 2006). Nach Michaud und Akaré (2009) lassen sich bedingt durch den Einfluss des gesellschaftlichen Wandels auch bedeutende Veränderungen hinsichtlich der Einstellungen und Vorstellungen von Sexualität bei Jugendlichen beobachten. Affektive und emotionale Aspekte von Sexualität, aber auch der Umgang mit Sexualität werden heute anders gehandhabt als dies noch in den vorherigen Generationen der Fall war. Die affektive Seite der Intimität ist ein Thema das von besonderer Bedeutung für Jugendliche ist und auch viele Fragen aufwirft. Aufklärung sollte deshalb nicht ausschließlich die anatomischen und physiologischen Aspekte von Sexualität aufgreifen, sondern auch die emotionalen Aspekte einbeziehen (Michaud & Akaré, 2009). Jugendliche haben heute auch wesentlich mehr Möglichkeiten sich über Sexualität zu informieren. So zeigen Untersuchungen in Deutschland, dass sowohl die Eltern, die Schule als auch die Medien als Vermittlungsinstanz gelten. Eltern werden laut dieser Studie immer mehr zu Vertrauenspersonen in Punkto sexueller Aufklärung. Es konnte festgestellt werden, dass heute etwa doppelt so viele Jugendliche von ihren Eltern über Verhütung beraten werden als dies noch vor 25 Jahren der Fall war. Auch in den meisten Schulen hat Sexualerziehung einen festen Platz auf dem Stundenplan (Heßling, 2006). In Luxemburg ist die Sexualerziehung ebenfalls Bestandteil des Schulprogrammes, jedoch hängt es auch hierzulande von verschiedenen Faktoren ab, wie umfassend diese Inhalte vermittelt werden können. Zudem bietet beispielsweise das „Planning Familial“ für Lehrer, Sozialpädagogen und Erziehungsberechtigte Weiterbildungen im Bereich der Sexualerziehung und Aidsberatung an, organisiert Informationsveranstaltungen in Schulen und berät Jugendliche, die sich eigenständig an das „Planning Familial“ wenden. Auch Medien werden von den Jugendlichen sowohl als Informations- als auch Unterhaltungsquelle hinsichtlich der Sexualität genutzt. So kann das Internet beispielsweise die Möglichkeit geben, sich über bestimmte Aspekte der Sexualität zu informieren oder in einem anonymen virtuellen Raum mit Gleichgesinnten über Tabuthemen zu sprechen. Jedoch birgt besonders der Umgang mit den neuen Medien auch Gefahren in sich, da die Zugangsschranken zu expliziten sexuellen und pornografischen Inhalten sehr niedrig sind. Hipeli und Süss (2009) machen auf eine Studie von Altstötter-Gleich (2006) aufmerksam, bei

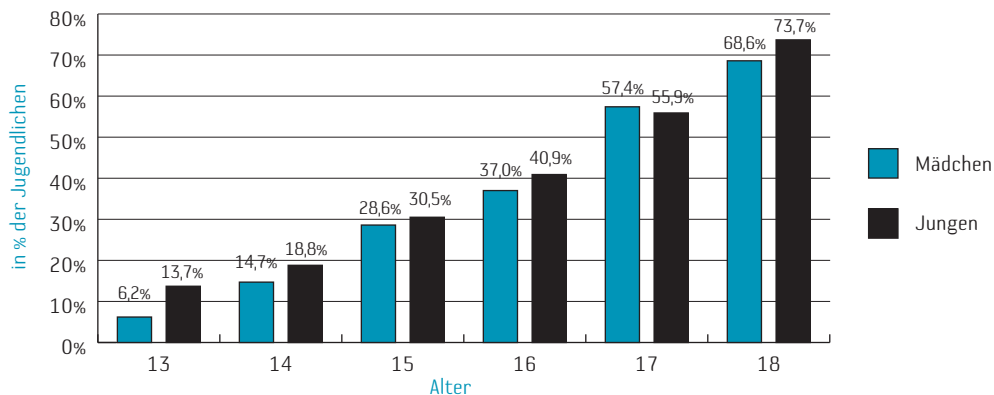
der 11- bis 18-jährige Schüler in Rheinland-Pfalz befragt wurden. Diese Studie kommt zum Schluss, dass Jugendliche in einem erheblichen Umfang sexuelle und pornografische Inhalte im Internet konsumieren. Bedingt durch die Anonymität des Netzes besteht jedoch auch die erhöhte Gefahr der sexuellen Belästigung von Jugendlichen (Hipeli & Süss, 2009).

Für die heutige Generation der Jugendlichen ist es deshalb unerlässlich, dass sie über die notwendige Medienkompetenz verfügen, um einen bewussten und kritischen Umgang mit sexuellen Medieninhalten zu ermöglichen. Trotz der Reizüberflutung mit sexuellen Inhalten über die Medien scheint es nach Schmidt (2004) und Sielert (2001) jedoch so zu sein, dass der Großteil der Jugendlichen zu einem distanzierten Umgang mit diesen Inhalten findet (Hipeli & Süss, 2009).

In mehreren deutschen Umfragen konnte außerdem festgestellt werden, dass die meisten Jugendlichen eine feste Partnerschaft mit jemandem, den sie lieben, anstreben und dass Sexualität bei den Jugendlichen zwar früher einsetzt, jedoch hauptsächlich in festen Partnerschaften stattfindet. Vertrauen, Geborgenheit und eine enge gefühlsmäßige Bindung spielen eine sehr wichtige Rolle für Jugendliche und für einen Großteil der Jungen und Mädchen ist Liebe auch die Bedingung für das Praktizieren des Geschlechtsverkehrs (Oerter & Dreher, 2008).

Basierend auf den nationalen HBSC-Daten 2005/2006⁶⁴ lässt sich für Luxemburg festhalten, dass der Anteil der Jugendlichen, die bereits einmal Geschlechtsverkehr hatten, mit zunehmendem Alter kontinuierlich ansteigt. Während bei den 15-Jährigen lediglich 28,6% der Mädchen und 30,5% der Jungen angeben, bereits einmal Geschlechtsverkehr gehabt zu haben, liegt der Anteil bei den 18-jährigen Mädchen schon bei 68,6% und bei den Jungen bei 73,7% (siehe Abbildung 7.18).

Abbildung 7.18: Anteil der Jugendlichen, die bereits Geschlechtsverkehr hatten nach Alter und Geschlecht



Quelle: Nationale HBSC-Daten 2005/2006; n = 6.311

Diese Ergebnisse bestätigen sich auch in der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 (Currie et al., 2008). Für Luxemburg ergab sich bei Mädchen außerdem ein Zusammenhang zwischen einem niedrigen familiären Wohlstand und einer frühen sexuellen Aktivität (Currie et al., 2008). Die nationalen HBSC-Daten 2005/2006 zeigen des Weiteren besonders hinsichtlich des Bildungszweigs signifikante Unterschiede: der Anteil der Jugendlichen, die bereits sexuell aktiv sind, ist im unteren Bildungszweig deutlich erhöht.

⁶⁴ Die Ergebnisse der nationalen HBSC-Studie 1999/2000 lassen sich aufgrund einer unterschiedlichen Methodologie nicht mit diesen Ergebnissen vergleichen, da 1999/2000 nur die Jugendlichen befragt wurden, die in einer vorherigen Frage angaben, in einer festen Partnerschaft zu sein (Wagener & Petry, 2002).

In der nationalen HBSC-Studie 2005/2006 geben hierzulande insgesamt 78 % der sexuell aktiven Jugendlichen an, dass sie beim Geschlechtsverkehr immer verhüten, weitere 15,4 % verhüten manchmal und 4,5 % geben an, nie zu verhüten.⁶⁵ Dabei zeigen sich keine signifikanten Unterschiede nach Geschlecht. Jedoch nimmt der Anteil der Jugendlichen, die immer verhüten, mit abnehmendem familiärem Wohlstand ab (FAS hoch: 80,7 %; FAS mittel: 77,1 %; FAS niedrig: 70,3 %). Auch hinsichtlich des Bildungszweigs zeigen sich ähnliche Tendenzen, wobei der Anteil der Jugendlichen, die immer verhüten, in höheren Bildungszweigen stärker ausgeprägt ist, während der Anteil der Jugendlichen, die manchmal oder nie verhüten, im unteren Bildungszweig am höchsten ist.

Die aktuelle Datenlage in Luxemburg erlaubt es uns nicht, Angaben zu den Jugendschwangerschaften zu machen. Deshalb beschränkt sich die folgende Analyse auf die Geburtenzahl bei Jugendlichen unter 20 Jahren und exemplarisch auf die Zahlen des „Planning Familial“ zu den Mädchen und jungen Frauen bis 30 Jahren, die sich wegen eines Schwangerschaftsabbruches an die Institution gewendet haben.⁶⁶

Die Anzahl der Geburten bei den Unter-20-Jährigen bleibt nach Angaben des STATEC⁶⁷ seit 2000 mehr oder weniger stabil und liegt zwischen 122 und 158 Geburten pro Jahr (durchschnittlich rund 143 Geburten pro Jahr), was etwa einem durchschnittlichen Anteil von 2,6 % der Gesamtgeburten pro Jahr ausmacht (STATEC, Datenfichier Nr. b3401 vom 30.04.2010).

Im Folgenden wird exemplarisch auf die Zahlen des Jahresberichtes 2008 vom „Planning Familial“ zurückgegriffen, hinsichtlich des Schwangerschaftsabbruches bei Jugendlichen. Seit 2005 kontaktierten insgesamt 549 Frauen das „Planning Familial“ wegen eines Schwangerschaftsabbruchs. Bei diesen Personen handelte es sich in 3 % der Fälle um Mädchen bis 15 Jahre (19 Jugendliche). Im Alter von 16 bis 19 Jahren waren es 111 Jugendliche, was 20 % der Anfragen entspricht und bei den 20- bis 24-Jährigen waren es 159 junge Frauen, was einem Anteil von 29 % entspricht. Somit wurden 52 % der Anfragen von Frauen unter 25 Jahren gemacht (Planning Familial, o. J.). Der „Planning Familial“ hat seit 2008 eine staatliche Zulassung des Gesundheitsministeriums, um medikamentöse Schwangerschaftsabbrüche bis zur fünften Schwangerschaftswoche durchzuführen (Chéry, 2009). Besonders aufgrund der Gesetzeslage in Luxemburg kann jedoch von einer sehr hohen Dunkelzahl von Schwangerschaftsabbrüchen ausgegangen werden, die nicht als solche deklariert werden oder im Ausland durchgeführt werden.

Die Verbreitung von AIDS⁶⁸ ist weltweit eines der größten Gesundheitsprobleme.⁶⁹ Als primärer Übertragungsweg gilt u. a. ungeschützter Sexualverkehr. Deshalb besteht die Forderung, den Jugendlichen mehr Bewusstsein über die Gefahr des ungeschützten Sexualverkehrs und besseres Wissen, wie man sich durch ein Kondom vor sexuell übertragbaren Krankheiten schützt, zu vermitteln. In der nationalen HBSC-Studie 2005/2006 wurden die Jugendlichen gefragt, ob sie oder ihr Partner beim letzten Geschlechtsverkehr ein Kondom benutzt haben. Insgesamt beantworten 69,9 % der sexuell aktiven Jugendlichen diese Frage mit ja, davon signifikant mehr Jungen (77,7 %) als Mädchen (61,6 %).⁷⁰

65 Bei 2,1 % der befragten Schüler konnte keine eindeutige Antworttendenz ausgemacht werden.

66 In Luxemburg ist ein Schwangerschaftsabbruch innerhalb der ersten zwölf Wochen nicht strafbar, wenn Gefahr für die physische und psychische Gesundheit der Frau oder des Ungeborenen besteht oder die Schwangerschaft Konsequenz einer Vergewaltigung ist. Des Weiteren muss die Betroffene u. a. volljährig sein oder die Einwilligung ihrer Eltern oder ihres gesetzlichen Vormundes haben und ein Frauenarzt zu Rate gezogen haben. In allen anderen Fällen ist ein Abbruch hierzulande strafbar.

67 Diese Zahlen beziehen sich auf die Register der Gemeinden, in denen die Kinder nach der Geburt gemeldet werden.

68 AIDS steht für „Acquired Immune Deficiency Syndrome“.

69 Altersspezifische Angaben zu aidserkrankten Jugendlichen sind für Luxemburg nicht publiziert.

70 Es war uns bei einem relativ hohen Anteil der Jugendlichen hinsichtlich der Fragen zur Kondombenutzung nicht möglich die Verwendung von Kondomen beim letzten Geschlechtsakt zuverlässig zu bestimmen. Je nach Alter lag der Anteil dieser 169 Jugendlichen unterschiedlich hoch (zwischen 16,5 % bei den 13-Jährigen und 5,9 % bei den 18-Jährigen). Jedoch müssten diese Hintergründe näher ermittelt werden.

Des Weiteren nimmt der Anteil der Jugendlichen, die beim letzten Geschlechtsverkehr ein Kondom benutzt haben, mit abnehmendem familiärem Wohlstand ebenfalls ab (FAS hoch: 72,2%, FAS mittel: 69,9%, FAS niedrig: 58,5%). Der Anteil der Jugendlichen, die ein Kondom verwendet haben, ist bei den 14- bis 16-Jährigen am höchsten (83,5% bei den 14-Jährigen, 78% bei den 15-Jährigen und 72,9% bei den 16-Jährigen). Bei den 18-Jährigen liegt der Anteil bei 61,3%. Diese Abnahme mit dem Alter konnte auch z. B. in Belgien beobachtet werden (Godin, Decant, Moreau, de Smet & Boutsen, 2008).

7.4.3. Konsum psychoaktiver Substanzen

Für einen Teil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen ist das Experimentieren mit und das Konsumieren von psychoaktiven Substanzen Teil des jugendspezifischen Entwicklungsprozesses. Unter dem Konsum psychoaktiver Substanzen verstehen wir die Einnahme von Substanzen, die ein verändertes Bewusstseinserleben auslösen, die zeitweilig abweichende Denk- und Wahrnehmungsprozesse bewirken und das Erleben und Verhalten qualitativ verändern können. Die so erlebbaren Grenzerfahrungen werden z. T. als wichtiger Aspekt der Suche nach Identität und gesellschaftlicher Selbstverortung interpretiert (Engel & Hurrelmann, 1998).

Ein beträchtlicher Teil der Jugendlichen macht im Laufe der Jugend Erfahrungen mit legalen und illegalen Drogen, jedoch führen die meisten dieser Jugendlichen nach mehr oder weniger ausgeprägten Experimentierphasen ein nahezu problemloses Leben im Umgang mit psychoaktiven Substanzen im Erwachsenenalter. Ob sich der Konsum von psychoaktiven Substanzen im Jugendalter zu einem Suchtverhalten und einer Suchterkrankung hin entwickelt, hängt in entscheidendem Maße von individuellen und strukturellen Ressourcen, also Schutz- und Risikofaktoren ab. Diese reduzieren bzw. erhöhen die Wahrscheinlichkeit von Drogenmissbrauch im Erwachsenenalter.

In den folgenden Abschnitten wird der Konsum von Tabak, Alkohol und illegalen Substanzen durch Jugendliche in einigen Aspekten dargestellt und analysiert. Um zu beschreiben, welche Ausmaße der Konsum psychoaktiver Substanzen unter den Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg einnimmt, wird in diesem Kapitel auf die Ergebnisse unterschiedlicher Berichte, Untersuchungen und Studien zurückgegriffen (Origer, 2009; Point Focal O.E.D.T, 2009; Prost-Heinisch, 2008; Bös et al., 2006; Fischer & Krieger, 1998).

Alkohol

Der Konsum von Alkohol ist vor allem in den westlichen Industrieländern kulturell und gesellschaftlich fest verankert. Die Konsumraten von Alkohol sind hier auch weltweit am höchsten. Alkoholkonsum zählt jedoch auch zu den Verhaltensweisen, die als Risikofaktoren für die biologische, psychologische und soziale Gesundheit und für das Wohlbefinden gelten. Der Konsum von Alkohol steht zusätzlich im Zusammenhang mit zahlreichen Krankheiten sowie mit erhöhten Todes- und Selbsttötungsraten (WHO, 2005).

Jugendliche assoziieren unterschiedliche Einstellungen und Bewertungen mit dem Konsum von Alkohol. Auf der einen Seite wird der Genuss von Alkohol mit verbesserter sozialer Integration und mit dem Abbau sozialer Hemmschwellen in Verbindung gebracht (Shedler & Block, 1990 zitiert nach Leppin, 2000; Wexler, 1991). Auf der anderen Seite ist Alkoholkonsum ein Risikofaktor für eine Vielzahl problematischer Verhaltensweisen. Früher Alkoholkonsum steht in Zusammenhang mit schulischen Schwierigkeiten, sexuellem Risikoverhalten, schädlichem und destruktivem Verhalten sowie mit gesetzeswidrigem Verhalten (Currie et al., 2008). Konzeptionell kann ein hoher und regelmäßiger Alkoholkonsum als ein potenziell riskantes Verhalten verstanden werden, welches negative Folgen für das Wohlbefinden und die Gesundheit Jugendlicher sowie für ihre Beziehung zur sozialen Umwelt zur Folge haben kann.

Neben den HBSC-Studien und Daten, liegen derzeit keine umfangreichen Daten bzw. liegt kein regelmäßiges Monitoring zum Alkoholkonsum von Jugendlichen in Luxemburg vor. Es existieren vielmehr punktuelle Daten, Arbeitsdaten und Informationsmaterial aus unterschiedlichen Institutionen und

Beratungsstellen, wie beispielsweise dem „Centre de Prévention des Toxicomanies“ (CePT). Die nationalen HBSC-Daten 2005/2006 und die internationale HBSC-Studie 2005/2006 liefern Stichprobendaten zum Konsum von Alkohol bei Jugendlichen. Die Jugendlichen wurden hier gefragt, wie oft sie verschiedene alkoholische Getränke konsumieren.

Die Ergebnisse für Luxemburg zeigen, dass 6 % der Mädchen und 9 % der Jungen im Alter von 13 Jahren angeben, mindestens einmal in der Woche Alkohol zu trinken. Jugendliche im Alter von 15 Jahren trinken schon deutlich häufiger Alkohol. Hier sind es 30 % der Jungen und 19 % der Mädchen, die mindestens einmal pro Woche Alkohol trinken (Currie et al., 2008).⁷¹ Der Konsum von Alkohol steigt noch einmal zwischen dem 14. und dem 18. Lebensjahr. Unter den 18-Jährigen haben knapp 40 % der Jugendlichen mindestens einmal pro Woche Kontakt mit Alkohol (Bös et al., 2006).

Im internationalen Vergleich liegt Luxemburg hinsichtlich der 13-jährigen Jugendlichen unter dem Durchschnitt aller Länder, die an der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 teilnahmen. Der Konsum von Alkohol in Luxemburg liegt hier auch unter den Werten der Nachbarländer Belgien und Frankreich; jedoch über dem Konsum für Deutschland. Die Alkoholkonsumwerte der 15-jährigen luxemburgischen Jugendlichen liegen im Bereich der HBSC-Durchschnittswerte (Currie et al., 2008).

Ein aussagekräftiger Prädiktor für einen gefährlichen Konsum von Alkohol im Erwachsenenalter ist der frühe Kontakt mit Alkohol während der Jugendzeit. In der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 wurde die Frage nach dem ersten erlebten Rauschzustand gestellt. In Luxemburg gaben 14 % der Jungen und 9 % der Mädchen an, dass sie schon im Alter von 13 Jahren oder früher ihren ersten alkoholbedingten Rausch erlebt haben (Currie et al., 2008). Die Daten zeigen zudem, dass Schüler des unteren Bildungszweiges eher dazu tendieren, Alkohol zu trinken als Schüler des oberen Bildungszweiges. Hier konnten signifikante Unterschiede festgestellt werden (Bös et al., 2006).

Daten zum Konsum von Alkohol und anderen Substanzen bei Jugendlichen in Luxemburg wurden ebenfalls im Rahmen der Studie zur „Jugend in der Südregion“ erhoben. Die Ergebnisse dieser Studie stimmen hinsichtlich der Kernaussagen mit den Daten der HBSC-Studie 2005/2006 in Bezug auf das Alter und das Geschlecht überein. 7 % der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen gaben hier an, oft Alkohol zu konsumieren. 29 % gaben an, manchmal Alkohol zu trinken. Des Weiteren steigt der Konsum von Alkohol auch in diesen Studien mit dem Alter an. Vor allem ab dem Alter von 13 Jahren ist ein deutlicher Anstieg zu beobachten. Bei den älteren Jugendlichen (ab 18 Jahren) bleibt die Häufigkeit des Alkoholkonsums eher konstant (Boultgen et al., 2007).

Zusammenfassend kann man feststellen, dass der Alkoholkonsum der Jugendlichen in Luxemburg insgesamt knapp unter dem Durchschnitt der Länder liegt, die an der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 teilgenommen haben. Vor allem im Alter zwischen 13 und 18 Jahren kommt es bei einigen Jugendlichen aber zu einer qualitativen Veränderung im Konsum von Alkohol. Allgemein neigen männliche Jugendliche häufiger und früher zu regelmäßigem Alkoholkonsum als Mädchen. Außerdem bestehen Zusammenhänge zwischen dem besuchten Bildungszweig und dem Alkoholkonsum. Jugendliche aus dem oberen Bildungszweig neigen signifikant seltener zu Alkoholkonsum als Jugendliche aus dem unteren Bildungszweig.

Tabak

Tabakkonsum ist ein Risikofaktor für eine ganze Reihe von gesundheitlichen Beeinträchtigungen und Krankheiten. Die Hälfte aller gewohnheitsmäßigen Raucher stirbt infolge ihres Tabakkonsums durch tabakbedingte Krankheiten wie Krebs, Herz-Kreislauf- oder Atemwegserkrankungen (Mackay & Erikson, 2002). Die meisten Tabakkonsumenten berichten, dass sie ihre ersten Zigaretten in ihrer Jugendzeit geraucht haben.

In Luxemburg haben die Prävalenzraten des Rauchens insgesamt zwischen 2001 und 2008 abgenommen (Prost-Heinisch, 2009a). Waren es 2003 noch insgesamt 33 % der luxemburgischen Bevölkerung, die

⁷¹ In dieser Altersgruppe sind die Geschlechtsdifferenzen signifikant.

rauchten, so sind es 2008 nur noch 25 %. In der Jugendpopulation in Luxemburg waren es 2008 15 % der 15- bis 17-Jährigen und sogar 36 % der 18- bis 24-Jährigen, die Zigaretten rauchen. Mit dem Erwachsenenalter nehmen die Raucheranteile jedoch wieder leicht ab (Prost-Heinisch, 2009b).

Man sollte jedoch hervorheben, dass seit 2002 der Anteil der 15- bis 17-jährigen Raucher um mehr als die Hälfte abgenommen hat (2002: 36 %; 2008: 15 %). Ebenfalls verringert hat sich der Anteil der 18- bis 24-jährigen Raucher (2002: 47 %; 2008: 36 %) (Prost-Heinisch, 2009b). Diese Entwicklungen könnten z. T. mit gesetzlichen Entwicklungen („Loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac“), mit Präventionsmaßnahmen und steigenden Tabakpreisen zusammenhängen. Über alle Altersklassen hinweg sind es männliche Jugendliche die häufiger rauchen als die weiblichen Jugendlichen.

Konsum illegaler Drogen

Der Begriff der illegalen Drogen umschließt eine Reihe verschiedener Substanzen, die z. T. sehr unterschiedliche Problembilder und Suchtmuster hervorbringen können. In diesem Bericht wird der Fokus auf die Darstellung von Konsumdaten gelegt. Neben Daten zum Cannabiskonsum werden auch unterschiedliche Daten zum Konsum von Opiaten, Kokain, Ecstasy, LSD und Pilzen dargestellt. Valide und zuverlässige Zahlen im Bereich des illegalen Drogenkonsums sind sowohl national als auch international recht schwierig zu ermitteln.

Cannabis ist in Luxemburg und auch international die meistkonsumierte illegale Droge, gefolgt von Amphetaminen. Der Konsum von Kokain und Opiaten ist weniger stark ausgeprägt. Zuwächse des illegalen Drogenkonsums in den letzten zehn Jahren sind u. a. auf amphetaminartige Substanzen zurückzuführen (UNODC, 2009). Bis auf geringe Variationen sind die Prävalenzraten für den illegalen Drogenkonsum in Luxemburg ähnlich wie jene auf europäischer oder weltweiter Ebene (Origer, 2009).

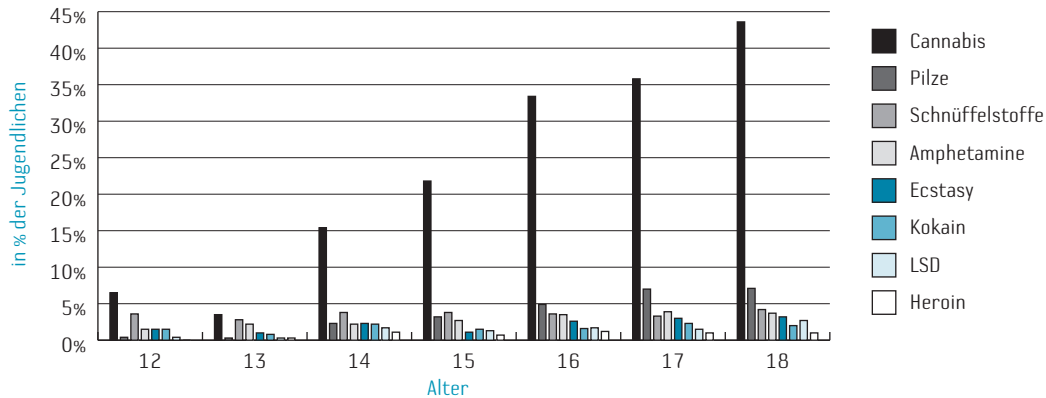
Für die Interpretation der Daten muss man auf zwei unterschiedliche Grundmuster des Konsums illegaler Drogen hinweisen. Es muss zwischen Personen unterschieden werden, die einen problematischen (weil dauerhaften) Umgang mit illegalen oder legalen psychoaktiven Substanzen haben, und Personen, die im Laufe ihres Lebens nur sporadisch mit dem Konsum von psychoaktiven Substanzen in Berührung gekommen sind, ohne jedoch biologische, psychische oder soziale Beeinträchtigungen dadurch erlebt zu haben.

*Sporadischer Konsum illegaler Substanzen (Lebensprävalenzraten)*⁷²

Mitte und Ende der 1990er Jahren wurde in Luxemburg eine Reihe von Präventionsstudien zum Drogenkonsum in Zusammenarbeit mit dem „Centre de Prévention des Toxicomanies“ (CePT), dem „Institut d’Études Éducatives et Sociales“ (IEES) und anderen Instituten durchgeführt (Fischer, 2000, 2001; Fischer & Krieger, 1998; Dickes, Houssemand & Martin, 1996; Matheis, Prussen & Reuter, 1995). Auch wenn es sich hier eher um punktuelle und kontextbezogene Studien handelt, so liefern sie doch wertvolle Daten in Bezug auf den Drogenkonsum Jugendlicher in Luxemburg. Die Daten dieser Prävalenzstudien wurden in dem Bericht „L’État du phénomène de la drogue au Grand-Duché de Luxembourg“ (Origer, 2009) zusammengetragen und mit den Daten der nationalen HBSC-Studie 1999/2000 (Wagener & Petry, 2002) sowie mit Teilen der nationalen HBSC-Daten 2005/2006 verglichen. Rezenter Überblicksdaten zum Konsum von legalen und illegalen Substanzen aller Jugendlichen in Luxemburg liegen uns derzeit nicht vor.

In den verschiedenen HBSC-Studien wurden die Lebensprävalenzen zum Konsum psychoaktiver Substanzen erhoben. Die Ergebnisse zur nationalen HBSC-Studie 1999/2000 sind in Abbildung 7.19 abgebildet.

⁷² Die Lebensprävalenzrate beschreibt den Anteil der Population, der im gesamten Leben mindestens einmal mit einem bestimmten Phänomen in Verbindung war.

Abbildung 7.19.: Lebensprävalenzraten des Konsums illegaler psychoaktiver Substanzen nach Alter

Quelle: (Origer, 2009); n = 7.347; auf Basis der HBSC-Daten 1999/2000

Im Alter von 14 Jahren sind es knapp über 15 %, die mindestens einmal Cannabis probiert haben. Bei den 18-Jährigen sind es bereits um die 44 % der Jugendlichen, die mindestens einmal Cannabis konsumiert oder probiert haben. Aus Abbildung 7.19 geht ebenfalls hervor, dass das Konsumieren oder Probieren anderer Substanzen wie Ecstasy, Kokain, LSD oder Pilze sehr viel seltener bei den Jugendlichen vorkommt, und wenn, dann auch zu einem späteren Zeitpunkt in der Jugendzeit.

Vergleichsdaten aus der HBSC-Studie 2005/2006 zum Konsum illegaler psychoaktiver Substanzen weisen daraufhin, dass die Lebensprävalenz bei 15-jährigen Jugendlichen hinsichtlich des Cannabiskonsums seit 2000 in etwa gleich geblieben ist. Die HBSC-Daten 2005/2006 weisen auf, dass 23 % der 15-jährigen Jugendlichen angaben, mindestens einmal in ihrem Leben Cannabis konsumiert zu haben; im Jahr 2000 waren es 22 %. Zusätzlich wurde festgestellt, dass Jungen im Vergleich zu Mädchen in diesem Alter bereits häufiger Cannabis geraucht haben (25 % der Jungen und 21 % der Mädchen) (Origer, 2009).

Allgemein kann festgehalten werden, dass es vor allem Cannabis ist, welches von den Jugendlichen konsumiert wird und dies meist zu einem frühen Zeitpunkt in der Jugend. Ein großer Anteil der Jugendlichen macht Erfahrungen mit dem Konsum oder mit dem Experimentieren mit Cannabis. Dagegen werden andere Substanzen nur von einem geringen Teil der Jugendlichen und später, gegen Ende der Teenagerzeit probiert. Alles in allem fehlt es an rezenten Prävalenzdaten und Untersuchungen zum Konsum illegaler psychoaktiver Substanzen bei Jugendlichen in Luxemburg um Antworten auf diesem Gebiet zu geben.

Problematischer Konsum von Drogen

Bis zum Jahre 2000 ist die Prävalenzrate von registrierten Drogenkonsumenten in Luxemburg angestiegen; zwischen 2003 und 2007 scheinen die Prävalenzraten jedoch wieder tendenziell zurückgegangen zu sein. In Luxemburg wurde die Zahl der registrierten Personen, die einen problematischen Drogenkonsum aufweisen auf zwischen 2.089 und 3.199 Personen im Jahr 2007 geschätzt (Origer, 2009).⁷³ Dies sind Konsumenten, die abhängig sind von illegalen Substanzen und über den Kontakt zu sozialen Institutionen registriert wurden.

Das Durchschnittsalter der Personen mit einem problematischen Drogenkonsum, hat sich in den letzten Jahren erhöht, während zugleich das Einstiegsalter abgenommen hat. Junge Männer waren 2008 bei ihrem ersten Kontakt mit illegalen Drogen im Durchschnitt 15 Jahre alt, junge Frauen waren hingegen 13,3

⁷³ Die Zahl der Personen, die Kontakt zu Institutionen im Bereich des Gesundheitswesens und der Drogenarbeit hatten, belief sich auf über 4.000. Doppelzählungen sind hier aber nicht ausgeschlossen.

Jahre alt. 1995 lag das Durchschnittsalter bei 16,3 Jahren für die Jungen; bei 15,8 Jahren für die Mädchen. Diese Entwicklungen spiegeln sich auch darin, dass die registrierten Drogenkonsumenten aktuell bereits in 46 % der Fälle vor ihrem 18. Lebensjahr Heroin konsumiert haben, 1995 waren es erst 23 %. Auch der Anteil der Heroinkonsumenten unter 18 war 1995 noch deutlich geringer. Insgesamt sind 2008 knapp die Hälfte aller registrierten Personen, die einen problematischen Drogenkonsum aufwiesen, 29 Jahre alt oder jünger gewesen (Point Focal O.E.D.T, 2009).

Zusammenhänge zwischen psychoaktiven Substanzen (Alkohol, Tabak und weiteren Drogen) und Risikoverhalten

Im Kontext des problematischen Drogenkonsums konnte festgestellt werden, dass das Phänomen der Polytoxikomanie allgemein sehr hoch ist. Dies bedeutet, dass die meisten registrierten Drogenkonsumenten (89 %) mehrere Substanzen gleichzeitig konsumieren (Point Focal O.E.D.T, 2009).

Rauchen korreliert bei Jugendlichen häufig mit anderem Risikoverhalten, wie unangemessenem Alkoholkonsum, dem Konsum von Cannabis oder anderen Drogen (Bös et al., 2006). Zudem wurden in dieser Studie ebenfalls Zusammenhänge zwischen häufigem Konsum von Cannabis und vorzeitigem Schulabbruch, ungeschütztem Geschlechtsverkehr und delinquentem Verhalten festgestellt.

In der internationalen HBSC-Studie 2005/2006 konnten ebenfalls positive Zusammenhänge zwischen Alkoholkonsum bei Jugendlichen und schulischem Misserfolg, ungeschütztem und ungeplantem Geschlechtsverkehr, destruktivem Verhalten und Cannabiskonsum festgestellt werden. Zusätzlich wurde beschrieben, dass Alkoholmissbrauch unter Jugendlichen die Wahrscheinlichkeit des Auftretens von Schlägereien, von Bullying und Kontakt mit der Polizei erhöht (Currie et al., 2008).

7.5. WOHLBEFINDEN IM SOZIALEN KONTEXT: RESSOURCEN UND RISIKOFAKTOREN

In der Gesundheitsforschung werden Gesundheit und Wohlbefinden als ein psychischer Bewältigungsprozess verstanden, in dem personelle und sozial vermittelte Kompetenzen und Widerstandsressourcen mobilisiert werden, um körperlichen, psychischen und sozialen Belastungen zu begegnen. In diesem Sinne geben die jeweiligen Sozialisationskontexte den Jugendlichen und jungen Erwachsenen die Möglichkeiten und Richtungen für die Entwicklung ihrer gesundheitsrelevanten Handlungs- und Bewältigungsstrategien vor (BMFSFJ, 2009).

Die unmittelbaren Lebens-, Lern-, Wohn- und Arbeitsbedingungen, die sozialen Kontexte und das gesellschaftliche Umfeld nehmen daher Einfluss auf das Wohlbefinden und die Gesundheit von Jugendlichen. Konfliktuelle Alltagserlebnisse, problematische Entwicklungsaufgaben, körperliche Beanspruchungen und Lebenskrisen stellen nur einige der Belastungen dar, denen Kinder und Jugendliche im Laufe ihres Erwachsenwerdens begegnen. Zur Bewältigung dieser Belastungen stehen den Jugendlichen, neben ihren personellen Kapazitäten aber auch verschiedene soziale, kulturelle und infrastrukturelle Ressourcen zur Verfügung. Die Belastungen und Ressourcen sind jedoch nicht für alle gleich, sondern variieren stark nach Geschlecht, sozialem Status, kultureller Herkunft und anderen Merkmalen.

Bei der Lektüre der folgenden Analysen gilt es zu beachten, dass die Wechselwirkungen zwischen den einzelnen Kontextfaktoren und ihren Auswirkungen auf die Gesundheit noch nicht hinreichend erforscht sind. Demnach sind die nachfolgenden Analysen eher Hinweise auf gesundheitliche Risiken und Chancen, wie sie für Jugendliche in ihrem sozialen Umfeld bestehen können. Obwohl verschiedene Aspekte des sozialen Umfeldes (sozioökonomische Ressourcen) bereits als Analysedimension in der Datendarstellung verwendet wurden, wollen wir diese hier aus theoretisch-systematischen Gründen umfassender erläutern.

7.5.1. Sozioökonomische Ressourcen und Familie

Es gilt als gut belegt, dass die sozioökonomischen Ressourcen der Jugendlichen das aktuelle und das zukünftige Wohlbefinden sowie die Gesundheit der Jugendlichen und jungen Erwachsenen beeinflussen. Diese Ressourcen sind maßgeblich durch den Elternhaushalt bestimmt. Sowohl die Sozialisationserfahrungen der Jugendlichen, die die gesundheitsrelevanten Einstellungen und Verhaltensweisen bestimmen (Ravens-Sieberer & Erhart, 2008) als auch die gesundheitsbeeinflussenden Faktoren der Umwelt, in der Jugendliche aufwachsen, werden stark vom sozioökonomischen Status der Familie beeinflusst. Ravens-Sieberer und Erhart (2008) beziehen sich auf die Theorie von Bourdieu und halten fest, dass ein Zusammenhang zwischen sozialer Benachteiligung und schlechter Gesundheit sowohl auf der Verhältnisebene als auch auf der Verhaltensebene stattfindet. Auf der Verhältnisebene sind dies beispielsweise ungünstige Lebensbedingungen im Arbeits- und Wohnbereich, wie schlechte Wohnverhältnisse oder unzureichende soziale Kontakte, begrenzte Unterstützungsangebote oder aber auch ein begrenztes Freizeitangebot, das zu einer wenig stimulierenden Umwelt führen kann. Auf der Verhaltensebene wird ein ungesundes Gesundheitsverhalten oft durch deprivierte Lebensumstände bedingt. Ein solcher Habitus bzw. Lebensstil entwickelt sich bereits früh im Sozialisationsprozess von Kindern und Jugendlichen und hat dementsprechend große Auswirkungen auf die Gesundheit (Ravens-Sieberer & Erhart, 2008).

Zur Operationalisierung der sozioökonomischen Unterschiede, in denen Jugendliche aufwachsen, wurde im vorliegenden Bericht einerseits auf den Indikator „Family Affluence Scale“ (FAS) der HBSC-Studien zum familiären Wohlstand und zum Lebensstandard der Familie zurückgegriffen und andererseits auf den Indikator der sozioökonomischen Situation des Elternhaushaltes mit der Ermittlung des Armutsrisikos der Familien (PSELL-3 Datenbank 2007). Durchgängig hat sich in den dargelegten empirischen Daten gezeigt, dass sowohl hinsichtlich des subjektiven Wohlbefindens, wie auch hinsichtlich gesundheitsrelevanter Verhaltensweisen und tatsächlicher Erkrankungen, Kinder und Jugendliche aus niedrigen sozialen Milieus höheren Belastungen und Risiken ausgesetzt sind.

Die gesundheitliche Entwicklung von Kindern und Jugendlichen steht aber auch im Zusammenhang mit anderen familienspezifischen Faktoren. Die Forschung konnte sowohl Einflüsse der Familienstruktur als auch des Familienklimas auf die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen feststellen (Bergmann et al., 2008). Eine Trennung innerhalb einer Familie wird beispielsweise für alle Beteiligten als ein kritisches Lebensereignis eingeordnet. Die damit verbundenen Veränderungen der Familienstruktur können für Kinder und Jugendliche das Risiko von Stresserleben und von Beeinträchtigungen der psychosozialen Gesundheit erhöhen. Allerdings gibt es auch Studien, die negative psychische und physische Folgen von Kindern nach Scheidungen vor allem mit dem belastenden Familienklima vor der Scheidung in Verbindung bringen und weniger mit der Scheidung selbst (Kolip, 2003).

Die sich ändernden Familienstrukturen in Luxemburg wurden im Rahmen der PSELL-3 Studie vom CEPS/INSTEAD analysiert (Bodson, 2006). Demnach lebten im Jahr 2004 etwa 83 % der Kinder und Jugendlichen im Alter zwischen 0 und 16 Jahren in einer traditionellen Familienform (ein Paar mit ihren Kindern), 9 % lebten mit einem alleinerziehenden Elternteil zusammen, 7 % lebten in sogenannten Patchwork-Familien (mit mindestens einem Halbgeschwister) und 1 % der Kinder und Jugendlichen lebten ohne Vater oder Mutter in einem privaten Haushalt. Die traditionelle Kernfamilie scheint demnach noch immer die prädominante Form in Luxemburg darzustellen.

Andere Studien (Kreppner, 2007) streichen die Bedeutung der Beziehungsqualität mit den primären Bezugspersonen (in der Regel die Eltern) im Gesamtbild der Familiendynamiken als wichtige Variable für die Entwicklung der sozialen und emotionalen Kompetenzen bei Kindern heraus. Die ersten emotionalen Bindungen stellen für das Kind Potenziale für das Erleben von Vertrautheit, Nähe und Akzeptanz dar. Die Art und Weise, wie Familienmitglieder miteinander umgehen, wie Gefühle, Wünsche u. ä. kommuniziert werden, bilden einen bedeutsamen Kontext für die Familienmitglieder. Die Gestaltung der Beziehungen zu

den Kindern und Jugendlichen wird somit als entscheidenden Faktor für ihre gesunde Entwicklung angesehen (Schneewind, 2008). Die Daten zur subjektiven Gesundheit und zum Wohlbefinden der Jugendlichen können den Zusammenhang mit Aspekten des Familienklimas und der familiären Beziehungen deutlich werden lassen.

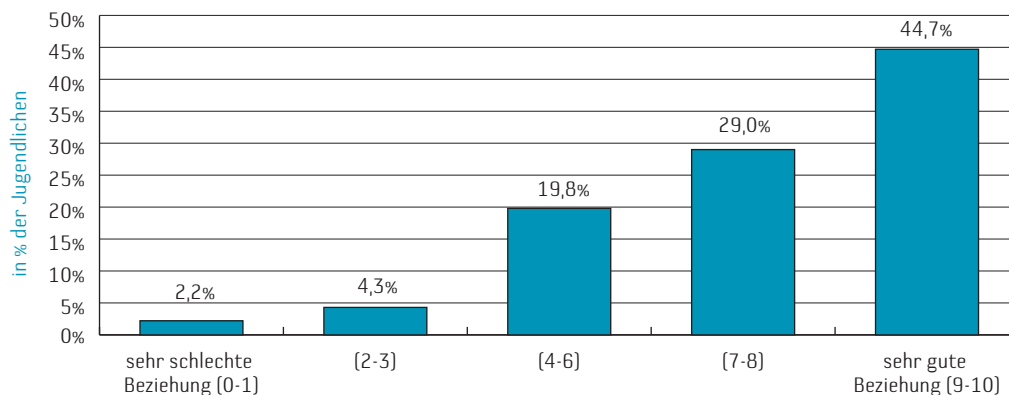
Zufriedenheit mit den familiären Beziehungen

Im Folgenden werden die wahrgenommenen familiären Ressourcen anhand der Einschätzung der Qualität der Beziehungen in den Familien dargestellt und analysiert. Dazu wird der Indikator „Zufriedenheit mit den Beziehungen in der Familie“ aus den nationalen HBSC-Daten 2005/2006 der „Direction de la Santé“ genutzt.

Bei der Erhebung der HBSC-Daten im Jahre 2005/2006 wurden Jugendliche im Alter von 13 bis 18 Jahren nach ihrer „Zufriedenheit mit den Beziehungen“ in ihren Familien befragt. Diese Einschätzungen sollen den subjektiven Eindruck der Beziehungsqualität der Jugendlichen in ihren Familien darstellen und als Indikator für das jugendliche Wohlbefinden fungieren. Hierbei wird davon ausgegangen, dass mit ansteigendem Zufriedenheitsgrad mit den Familienbeziehungen auch das Wohlbefinden der Jugendlichen in der Familie steigt.

Im Allgemeinen kann man die Einschätzungen der Jugendlichen in Luxemburg hinsichtlich ihrer Familienbeziehungen als eher positiv bewerten. Lediglich 2,2% der Jugendlichen zwischen 13 und 18 Jahren geben an, sehr schlechte Beziehungen zu Hause vorzufinden. Fast 45% geben an, sehr zufrieden zu sein (siehe Abbildung 7.20).

Abbildung 7.20.: Zufriedenheit mit den familiären Beziehungen (13- bis 17-Jährige)



Quelle: Nationale HBSC-Daten 2005/2006; n = 6.203

Über alle Antwortmöglichkeiten hinweg konnten tendenzielle Unterschiede in der Bewertung der Familienbeziehungen durch Jugendliche in Bezug auf das Alter nachgewiesen werden. Die jüngeren Jugendlichen (die 13-Jährigen) beantworteten die Frage am positivsten. Bis zum 16. Lebensjahr nehmen die Zufriedenheitsgefühle hinsichtlich der Familienbeziehungen tendenziell ab. Erst mit 17/18 Jahren fühlen sich die Jugendlichen scheinbar wieder zufriedener mit ihren familiären Beziehungen.

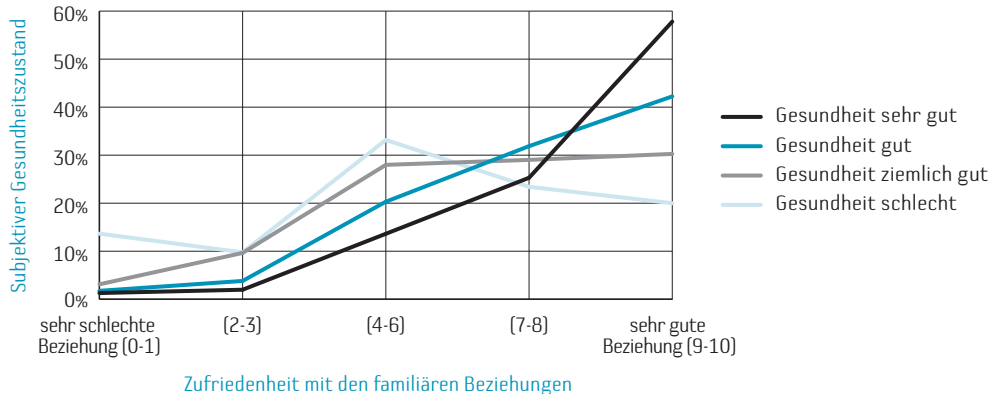
Hinsichtlich des Geschlechts wurden ebenfalls leichte Differenzen in der Einschätzung der Familienbeziehungen festgestellt. Über alle Altersgruppen hinweg zeigen sich Mädchen dabei etwas kritischer in der Bewertung ihrer Familienbeziehungen. Die Jungen geben vor allem viel häufiger an, sehr gute Beziehungen in ihren Familien vorzufinden. Jungen scheinen Familienbeziehungen zufriedener zu erleben und sich wohler zu fühlen als Mädchen. Ebenfalls wurden tendenzielle Unterschiede hinsichtlich des

sozioökonomischen Status registriert. Jugendliche, die aus einem wohlhabenden Elternhaus kommen, schätzen ihre Familienbeziehungen tendenziell besser ein.

Alter, Geschlecht und sozioökonomischer Status scheinen die Bewertungen hinsichtlich Zufriedenheit mit den Beziehungen in der Familie somit zu beeinflussen. Diese Zusammenhänge geben aber keine Auskunft über die zugrunde liegenden Phänomene dieser subjektiven Bewertungen.⁷⁴

Die nationalen HBSC-Daten 2005/2006 ermöglichen auch die Überprüfung der Zusammenhänge zwischen der Zufriedenheit mit den Familienbeziehungen und dem subjektiven Gesundheitsgefühl.⁷⁵ Jugendliche, die ihre Familienbeziehungen als sehr gut bezeichnen, geben auch häufiger an, sich sehr gesund zu fühlen. Anders verhält es sich bei Jugendlichen, die ihre Familienbeziehungen als eher schlecht einstufen. Diese geben auch häufiger ihren Gesundheitszustand als eher schlecht an. Selbstverständlich gibt es auch Jugendliche mit schlechtem subjektivem Gesundheitszustand, die angeben, sehr positive Familienbeziehungen zu Hause vorzufinden. Jedoch finden sich kaum Jugendliche, die sehr unzufrieden mit ihren familiären Beziehungen sind und sich dennoch sehr gesund fühlen (siehe Abbildung 7.21). Diese Ergebnisse sind allgemeine Hinweise darauf, dass die Familienbeziehungen doch einen beträchtlichen Einfluss auf das jugendliche Wohlbefinden haben und dass gute Beziehungen im familiären Kontext als schützende Ressourcen hinsichtlich der Gesundheit und des Wohlbefindens wirken können. Der familiären Situation wird somit eine entscheidende Bedeutung für das Aufwachsen und die Gesundheit der Kinder und Jugendlichen zugesprochen. Die wechselseitigen Einflüsse der gesundheitlichen Probleme der Jugendlichen (z. B. Verhaltensstörungen) und der familiären Ressourcen (z. B. Familienklima) sind jedoch noch nicht ausreichend erforscht (Bergmann et al., 2008).

Abbildung 7.21.: Zusammenhänge zwischen subjektivem Gesundheitsgefühl und der Zufriedenheit mit den familiären Beziehungen



Quelle: Nationale HBSC-Daten 2005/2006; n = 6.151

⁷⁴ Die eher positiven Einschätzungen ihrer Familienbeziehungen durch die Jugendlichen könnten z. T. daher stammen, dass die Jugendlichen der Umwelt gegenüber über eine ausgeprägte Loyalität, Solidarität und Identifikation mit ihrer Kernfamilie verfügen und sich der gesellschaftlichen Erwünschtheit von positiven Familienbeziehungen bewusst sind.

⁷⁵ Das subjektive Gesundheitsgefühl konnte von den Jugendlichen als ‚sehr gut‘, ‚gut‘, ‚ausreichend‘ und ‚schlecht‘ eingeschätzt werden. In unsere Interpretation fließen verstärkt die eindeutigsten Antworttendenzen in Bezug auf subjektive Gesundheit (sehr gut; schlecht) mit ein.

Heim- und Fremdunterbringungen

Sind die Familien, aus welchen Gründen auch immer, nicht in der Lage, Schutz, Gesundheit und Wohlbefinden der Kinder zu gewährleisten, so hat der moderne Wohlfahrtsstaat sich das Recht zugesprochen, im Interesse der Kinder auf verschiedene Art und Weise einzugreifen. Da die familienbezogene Forschung in Luxemburg bislang relativ wenig entwickelt ist und umfassende systematisch aufgearbeitete Daten zu Anzahl, Entwicklung und Hintergrund der verschiedenen Fälle, in denen es zu staatlichen Interventionen gekommen ist, nicht vorliegen, konzentrieren wir uns hier auf Daten der „Ligue Médico-Sociale“ zu sozialen Interventionen aufgrund der schulmedizinischen Untersuchungen und auf Daten zur Heim- und Fremdunterbringung. Die „Ligue Médico-Sociale“, welche in Luxemburg in 114 Gemeinden (bei 31.640 Schulkindern) die schulmedizinischen Untersuchungen in den Primarschulen durchführt, schaltete im Jahr 2008 bei 3 % der Schulkinder die sozialen Dienste ein. Die häufigsten Gründe für deren Eingreifen waren: Verhaltensprobleme der Kinder, Probleme im familiären Bereich (vor allem Konflikte zwischen den Eltern), Abwesenheit von der Schule und Vernachlässigung (Ligue Médico-Sociale, 2009).

Bei der Evaluation schwieriger Familienverhältnisse gilt es stets den Verlust von Schutzfaktoren und die Erhöhung der Risikofaktoren für Wohlbefinden und Gesundheit der Kinder, die durch eine Fremdplatzierung verursacht werden können, mit jugendschutzrechtlichen Überlegungen abzuwägen. Auf der einen Seite ist der staatliche Eingriff in Familien für Kinder und Jugendliche, die von Gewalt, Missbrauch oder Verwahrlosung betroffen sind oder ein deviantes und risikoreiches Verhalten aufweisen, zum Schutz ihrer körperlichen und psychischen Unversehrtheit notwendig und sinnvoll. Auf der anderen Seite bedeutet ein staatlicher Eingriff im familiären Bereich oder eine Fremdplatzierung jedoch immer auch einen schwerwiegenden Eingriff in die familialen Beziehungen und eventuell eine Schwächung der noch vorhandenen familiären Ressourcen.

Die Zahl der Kinder und Jugendlichen unter 18 Jahren, die in Luxemburg in Pflegefamilien, Heimen und Erziehungsanstalten (im In- und Ausland) platziert wurden, stieg von 823 im Jahre 2003 auf 1.063 im Jahre 2008 (wobei diese Erhöhung z. T. auf die zunehmende Zahl an verfügbaren Plätzen und die steigende Bevölkerungszahl zurückzuführen ist). 38,7% dieser Kinder und Jugendlichen wurden in klassischen Heimen, 26,8% in Pflegefamilien und 15,7% im Ausland untergebracht.⁷⁶ Im Jahre 2008 konnte daher fast jedes hundertste (0,96%) Kind unter 18 Jahren nicht auf seine primären familiären Ressourcen zurückgreifen (MFI, 2009b).

Was die Alters- und Herkunftsstruktur der Kinder und Jugendlichen in institutioneller Betreuung betrifft, stehen keine allgemeingültigen Daten zur Verfügung. Die folgenden Angaben beziehen sich nur auf diejenigen Kinder und Jugendlichen, welche in Luxemburg in Nacht- und Tagesbetreuungsstrukturen („Centres d'Accueil“) betreut werden. Es handelt sich hierbei in 48,8% der Fälle um Mädchen und in 51,2% der Fälle um Jungen. 37,9% der betroffenen Kinder und Jugendlichen waren 2008 zwischen 12 und 17 Jahren alt; 63,6% hatten die luxemburgische Nationalität, während 28,2% aus anderen Ländern der Europäischen Union stammten (MFI, 2009b).

In Gesprächen mit Vertretern der Praxis wurden diese Raten aus einer internationalen Perspektive als vergleichsweise hoch bewertet. Auch Soisson (2003) beklagt, dass in Luxemburg im Vergleich zu Deutschland ein höherer Anteil der Kinder und Jugendlichen von staatlichen Erziehungsmaßnahmen betroffen ist. Jedoch lässt sich diese Einschätzung aufgrund der sehr unterschiedlichen Jugendschutzgesetzgebungen in Europa und aufgrund der sehr unterschiedlichen Definitionen von Fremdunterbringung⁷⁷ nicht ohne genauere Untersuchungen verifizieren. Es lässt sich jedoch festhalten, dass aufgrund der Gesetzeslage und

⁷⁶ Das luxemburgische Jugendschutzgesetz unterscheidet nicht zwischen Platzierungen, die aufgrund der Familienverhältnisse vorgenommen werden, und Platzierungen, welche aufgrund des Verhaltens der Jugendlichen vorgenommen werden.

⁷⁷ Bei den Zahlen für Luxemburg werden Unterbringungen in Pflegefamilien mit berücksichtigt. Bei den internationalen Vergleichszahlen scheint es sich jedoch manchmal um reine Heimerziehungszahlen zu handeln.

der bestehenden Platzierungspraktik ein großer Teil der Platzierungen in Luxemburg vom Jugendgericht verordnet wird. Von den Platzierungen, welche im Jahr 2008 über die „Commission Nationale d'Arbitrage en matière de Placements“ (CNAP) realisiert wurden, waren 88 % vom Jugendgericht angeordnet (MFI, 2009b).⁷⁸

7.5.2. Peers und soziales Umfeld

Neben dem familiären Kontext nimmt mit zunehmendem Alter der Jugendlichen der Einfluss des weiteren sozialen Umfeldes und insbesondere des Freundes- und Gleichaltrigenkreises (Peers) für Jugendliche zu. Die Peers werden zu einem wichtigen sozialen Gefüge für die Jugendlichen und beeinflussen damit ihr Wohlbefinden maßgeblich. Es ist daher wichtig zu ergründen, inwieweit die Jugendlichen ihr soziales Umfeld und ihre Gleichaltrigengruppe als Unterstützungsressourcen erleben und bewerten. Aus der begrenzten bestehenden Datenlage wurden das Gefühl der Einsamkeit und das Vorhandensein von Unterstützungsressourcen außerhalb des Haushaltes als Indikatoren für die Beziehungen zu Peers und dem sozialen Umfeld analysiert.

Gefühl der Einsamkeit

Die subjektiv wahrgenommene Einsamkeit kann als wichtiger Indikator für Unterstützungsressourcen im Umfeld herangezogen werden. Insgesamt ist das subjektive und selbstberichtete Gefühl von Einsamkeit bei den Jugendlichen in Luxemburg relativ gering ausgeprägt. Nur 3,7 % der luxemburgischen Jugendlichen im Alter von 16 bis 29 Jahren geben an, sich oft im Leben einsam zu fühlen; und es sind knapp 15 %, die angeben, dies manchmal zu tun. Insgesamt behaupten aber mehr als 70 % der Jugendlichen in Luxemburg in dieser Alterskategorie, sich nie einsam zu fühlen (PSELL-3 Datenbank 2007).

Betrachtet man das selbstberichtete Gefühl von Einsamkeit in Bezug auf das Alter, so zeigt sich, dass die Häufigkeit des subjektiven Gefühls von Einsamkeit mit dem Alter tendenziell ansteigt. Sind es bei den 16- bis 19-Jährigen noch knapp 80 %, die angeben, sich nie einsam zu fühlen, so sind es bei den 20- bis 24-Jährigen nur noch etwa 70 %, und bei den 25- bis 29-Jährigen nur 65 %, die angeben, sich nie einsam zu fühlen. Dies ist auch darauf zurückzuführen, dass Jugendliche im Alter zwischen 16 und 19 Jahren noch zu großen Teilen in ihrer Herkunftsfamilie integriert sind und darüber hinaus durch Schule und Peers feste soziale Alltagsnetzwerke besitzen. Bei älteren Jugendlichen sind die sozialen Kontakte weniger reguliert durch die Familie und die Schule, und sind eher abhängig vom Arbeitskontext, vom Studienkontext oder vom allgemeinen Beschäftigungskontext.

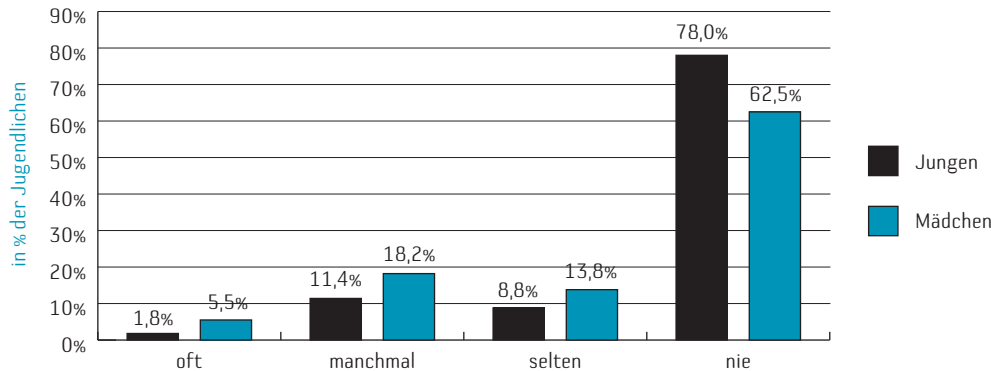
Das selbstberichtete Gefühl der Einsamkeit scheint auch mit dem Geschlecht zusammenzuhängen: Über das gesamte Jugendalter hinweg geben die weiblichen Jugendlichen eher an, sich einsam zu fühlen. Hingegen geben die männlichen Jugendlichen öfter an, sich nie einsam zu fühlen (siehe Abbildung 7.22).

Ähnliche Zusammenhänge zeigen sich auch bei dem selbstberichteten Gefühl in Bezug auf die Nationalität. Über alle Altersklassen hinweg (16- bis 29-Jährige) geben Jugendliche nichtluxemburgischer Nationalität tendenziell eher an, sich oft oder manchmal einsam zu fühlen (22 % gegenüber 10 % der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität). Ähnliche Beobachtungen können hinsichtlich des sozioökonomischen Hintergrunds der Familie gemacht werden. Hier geben über die gesamte Altersklasse

⁷⁸ Dies schließt die Platzierungen in den „Centres d'aide thérapeutique“, in den „Centres socio-éducatifs de l'État“, in den „Structures médico-thérapeutiques“ sowie die Platzierungen in den „Foyers d'accueil et de dépannage“ (FADEP) aus. Bei den 27 Platzierungen in den FADEPs wurden 2008 21 dringliche Platzierungen von dem Jugendgericht verordnet und 6 Platzierungen fanden auf freiwilliger Basis statt.

hinweg (16- bis 29-Jährige) Jugendliche, die in Familien mit Armutsrisiko⁷⁹ leben, tendenziell eher an, sich oft oder manchmal einsam zu fühlen (30% der Jugendlichen aus Familien mit Armutsrisiko; 15% der Jugendlichen aus Familien mit mittlerem finanziellen Wohlstand und 18% der Jugendlichen aus Familien mit hohem finanziellen Wohlstand).

Abbildung 7.22.: Selbstberichtetes Gefühl der Einsamkeit nach Geschlecht (16- bis 29-Jährige)



Quelle: PSELL-3 (2007); n (ungewichtet) = 1.896; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Unterstützungsressourcen im Umfeld

Neben dem Gefühl der Einsamkeit kann auch die subjektive Verfügbarkeit von Unterstützungsressourcen im sozialen Umfeld als Indikator für soziale Verortung und somit als Indikator für Ressourcen, die den Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Bezug auf ihr Wohlbefinden zur Verfügung stehen, gesehen werden. Bei der Befragung des PSELL-3 (2007) wurden auch die konkreten Unterstützungsressourcen Jugendlicher in ihrem sozialen Umfeld erhoben. Es wurde nach möglichen personalen Ressourcen außerhalb des eigenen Haushalts gefragt, auf die im Notfall zurückgegriffen werden könnte (z. B. zum zwischenzeitlichen Übernachten, zur finanziellen Unterstützung oder zum moralischen Beistand).

Über alle Altersklassen hinweg (16- bis 29-Jährige) geben 89% der Jugendlichen an, mit Sicherheit jemanden zu kennen, der ihnen in einer Notsituation helfen könnte. Nur 3,6% geben an, niemanden im sozialen Umfeld zu kennen, den sie fragen könnten. Mädchen und Frauen geben etwas häufiger an, auf soziale Ressourcen zurückgreifen zu können, als Jungen und Männer.

Weiterhin wurden auch Unterschiede in der Einschätzung der sozialen Ressourcen in Bezug auf die Nationalität festgestellt. Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität geben stärker an, auf soziale Ressourcen im Umfeld zurückgreifen zu können als Jugendliche mit anderen Nationalitäten. Betrachtet man diese Unterschiede noch detaillierter, so stellt man fest, dass Jugendliche mit portugiesischer Nationalität häufiger angeben, nur vielleicht oder gar nicht auf erweiterte soziale Ressourcen außerhalb der Familie zählen zu können als Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität. Die bedeutendsten Unterschiede zeigen sich aber zwischen Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität und Jugendlichen, die eine Nationalität außerhalb der EU angeben. Bei Letzteren geben knapp über 15% (im Vergleich zu 2% bei Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität) an, auf keine weiteren sozialen Ressourcen außerhalb des eigenen

⁷⁹ Eine Familie gilt als armutsgefährdet, wenn sie über weniger als 60% des medianen nationalen Pro-Kopf-Einkommens verfügt. Als Familie mit hohem finanziellen Wohlstand wurde hier eine Familie eingeordnet, wenn sie über 140% des medianen nationalen Pro-Kopf-Einkommens zur Verfügung hat.

Haushaltes zurückgreifen zu können.⁸⁰ Insbesondere Jugendliche, die nicht aus der EU kommen, können somit weniger auf soziale Unterstützungsressourcen in ihrem Umfeld zurückgreifen. Ähnliche Beobachtungen können hinsichtlich des sozioökonomischen Hintergrunds der Familie gemacht werden. Hier geben rund 11 % der Jugendlichen aus Familien mit Armutsrisiko an, auf keine weiteren sozialen Ressourcen außerhalb des eigenen Haushaltes zurückgreifen zu können gegenüber nur 2 % der Jugendlichen aus Familien mit mittlerem finanziellen Wohlstand und 3 % aus Familien mit hohem finanziellen Wohlstand.

7.5.3. Schule

Auch die Gegebenheiten, die die Jugendlichen in der Schule vorfinden, und die Erfahrungen, die sie in diesem Bereich machen, beeinflussen ihr Wohlbefinden und ihre Gesundheit. Sowohl das Selbstbewusstsein und die sozioemotionale Entwicklung, als auch gesundheitsrelevante Verhaltensweisen und Lebenszufriedenheit werden vom schulischen Umfeld mitgeprägt. Ein positives psychosoziales Umfeld in der Schule kann laut WHO (2004) einen positiven Effekt auf die psychische Gesundheit und das psychische Wohlbefinden der Jugendlichen haben. Des Weiteren können ein belastendes Schulumfeld, Schulversagen, Aggressionen und Bullying die Entwicklung, das Wohlbefinden und die Gesundheit der Jugendlichen gefährden (WHO, 2004).

Die folgende Analyse fokussiert den Einfluss der Schule auf das aktuelle Wohlbefinden der Jugendlichen durch die Indikatoren: ‚subjektives Erleben der Schule‘ und ‚Stress durch Schularbeiten‘. In einigen internationalen Studien wurde das positive subjektive Erleben der Schule bzw. die Zufriedenheit mit der Schule als Schutzfaktor gegen sexuelles Risikoverhalten, Drogenmissbrauch, Rauchen und Alkoholkonsum identifiziert. Jugendliche, die die Schule nicht mögen, scheinen hingegen ein erhöhtes Risiko für schulisches Versagen, für gesundheitsgefährdende Verhaltensweisen, für psychosomatische Symptome und für eine reduzierte Lebensqualität zu haben (Currie et al., 2008).

Der Stress durch Schularbeiten kann als empfundenes Ungleichgewicht zwischen den Erwartungen, denen die Jugendlichen in der Schule begegnen müssen, und den Ressourcen, die ihnen für die Bewältigung dieser Herausforderungen zur Verfügung stehen, gesehen werden. Schulstress hat einen wissenschaftlich ergründeten Einfluss auf die subjektive Gesundheit, die Zufriedenheit mit der Schule, die Lebensqualität sowie die psychologischen und somatischen Symptome (Currie et al., 2008).

Subjektives Erleben der Schule und Stress durch die Schularbeit

In einem ersten Schritt möchten wir allgemein darstellen, wie Schüler in Luxemburg zwischen 13 und 18 Jahren ihr subjektives Erleben zur Schule und ihr Stressempfinden in Bezug auf die Schule äußern und bewerten (siehe Abbildung 7.23).

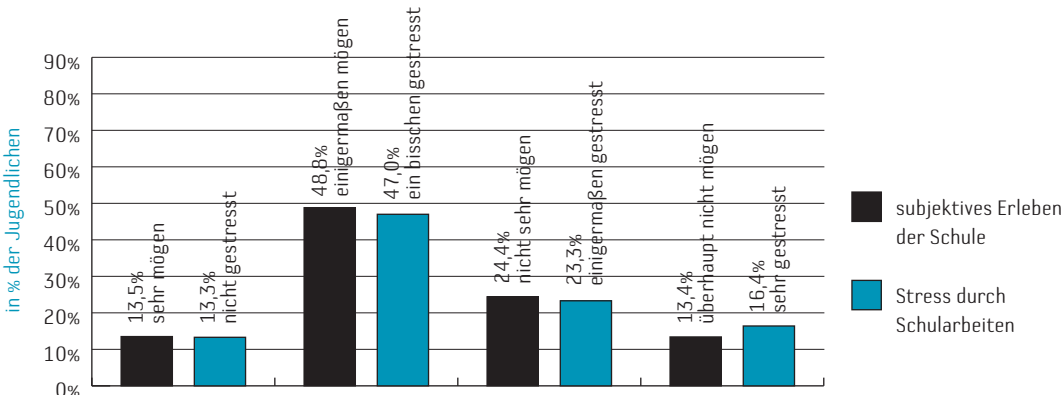
Unabhängig vom Geschlecht und über alle Bildungszweige hinweg geben etwas mehr als 13 % der Schüler zwischen 13 und 18 Jahren an, die Schule sehr zu mögen. Ähnlich viele Schüler geben auch an, überhaupt keinen Stress durch Schularbeiten zu empfinden. Knapp die Hälfte der Schüler, die an der HBSC-Studie 2005/2006 teilnahmen, geben an, die Schule einigermaßen zu mögen.

Die internationalen HBSC-Studien 2005/2006 und 2001/2002 (Currie et al., 2008; Currie, Roberts, Morgan, Smith, Settertobulte et al., 2004) berichten, dass der Anteil der Jugendlichen, die die Schule sehr mögen, in den meisten HBSC-Ländern mit zunehmendem Alter statistisch relevant abnimmt. Für Luxemburg ist dies überproportional der Fall, da die Zahlen für Luxemburg bei den 13-Jährigen noch fast an den

⁸⁰ Hier muss man allerdings präzisieren, dass die Aussagekraft der Ergebnisse wegen der geringen Stichprobengröße nur begrenzt ist. Insgesamt gaben 116 Jugendliche aller Nationalitäten an, über keine weiteren sozialen Ressourcen zu verfügen.

HBSC-Durchschnitt anknüpfen, während sie bei den 15-Jährigen schon deutlich unter dem HBSC-Durchschnitt liegen (siehe Tabelle 7.5).⁸¹

Abbildung 7.23.: Subjektives Erleben der Schule und Stress durch Schularbeiten (13- bis 18-Jährige)



Quelle: Nationale HBSC-Daten 2005/2006; n subjektives Erleben der Schule = 6.599; n Stress durch Schularbeiten = 6.409

Tabelle 7.5.: Subjektives Erleben der Schule und Stress durch die Schularbeit im internationalen Vergleich

Internationale HBSC-Studie 2005/2006				
	13-Jährige		15-Jährige	
	Luxemburg	HBSC International	Luxemburg	HBSC International
Schule sehr mögen	22,5%	25,0%	11,5%	20,0%
Sehr oder einigermaßen durch Schularbeiten gestresst	29,5%	37,0%	40,5%	45,0%

Quelle: (Currie et al., 2008); n Luxemburg = 4.300, n HBSC = 204.534

Sowohl 2005/2006 als auch 2001/2002 stellen die internationalen HBSC-Studien (Currie et al., 2008; Currie et al., 2004) fest, dass in fast allen HBSC-Ländern die Schülerinnen im Vergleich zu den Schülern öfter angeben, die Schule sehr zu mögen. Die luxemburgischen Ergebnisse weisen für 2005/2006 sowohl bei den 13-Jährigen als auch bei den 15-Jährigen einen signifikanten Geschlechterunterschied auf. Schülerinnen zwischen 13 und 18 Jahren geben eher an, die Schule sehr bzw. einigermaßen zu mögen, wohingegen Schüler tendenziell eher angeben, die Schule nicht sehr bzw. überhaupt nicht zu mögen.

In Luxemburg und den meisten anderen HBSC-Ländern stellt die internationale HBSC-Studie 2005/2006 mit zunehmendem Alter auch einen Anstieg der Jugendlichen fest, die angeben, sehr oder

⁸¹ Diese Aussagen beziehen sich auf die internationale HBSC-Studie 2005/2006 (Currie et al., 2008) und die nationalen HBSC-Daten 2005/2006 der „Direction de la Santé“. Die teils erheblichen internationalen Differenzen sind auch auf Unterschiede bei den Schulsystemen, der Bildungspolitik usw. zurückzuführen (Currie et al., 2004).

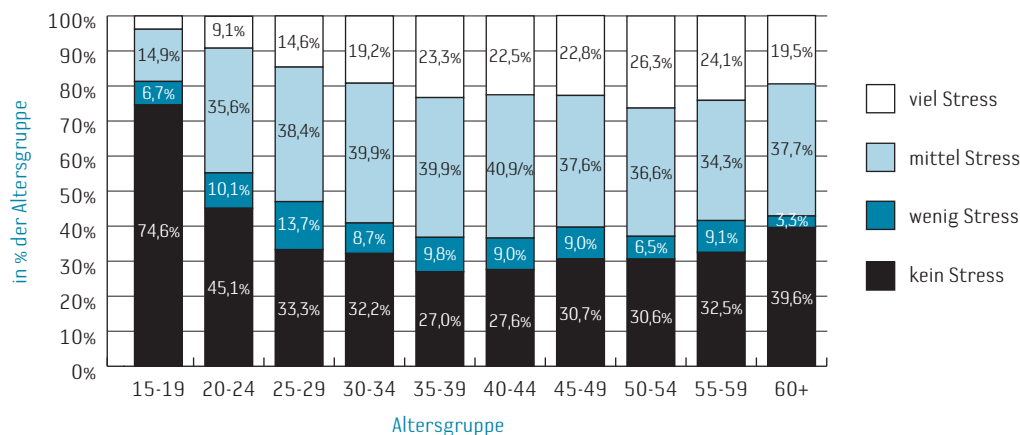
einigermaßen durch Schularbeiten gestresst zu sein (siehe Tabelle 7.5).⁸² Die nationalen HBSC-Daten 2005/2006 für Luxemburg deuten ebenfalls darauf hin, dass der Stress durch Schularbeiten mit dem Alter zunimmt. So geben 13-jährige Schüler zu 30 % an, einigermaßen oder sehr gestresst zu sein. Bei den 18-Jährigen sind es 45 %, die entsprechend antworten.

7.5.4. Arbeit

Für diejenigen Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die bereits in der Arbeitswelt Fuß gefasst haben, wird das Arbeitsumfeld zu einem Bereich, der ihr Wohlbefinden und ihre Gesundheit maßgeblich beeinflusst. Im Kapitel 4 des vorliegenden Berichtes wurde detailliert auf die Schwierigkeiten und Chancen, denen die Jugendlichen und jungen Erwachsenen beim Übergang in die Arbeitswelt begegnen, eingegangen. Die nachfolgende Analyse fokussiert Gesundheitsaspekte und subjektives Wohlbefinden im Zusammenhang mit dem Arbeitsplatz und dem Arbeitsumfeld. Bereits in Kapitel 7.3.4 haben wir darauf hingewiesen, dass junge Berufsanfänger in Luxemburg ein besonders hohes Risiko tragen, was das Erleiden von Arbeitsunfällen angeht.

Stellvertretend für das subjektive Erleben des Arbeitsumfeldes und das Wohlbefinden an der Arbeitsstelle wird im Folgenden der Indikator ‚Stressempfinden durch die Arbeit‘ aus der EFT-Datenbank von 2007 analysiert. Wie aus Abbildung 7.24 hervorgeht, sind die 15- bis 19-jährigen berufstätigen Jugendlichen über das gesamte erwerbstätige Alter diejenige Altersgruppe, welche am häufigsten (über 70 %) angibt, keinen beruflichen Stress zu haben. Mit zunehmendem Alter und vor allem zwischen den Alterskategorien der 15- bis 19-Jährigen und der 20- bis 24-Jährigen sinkt der Anteil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die angeben, keinen beruflichen Stress zu haben, erheblich und der Anteil der Jugendlichen, die viel Stress empfinden, steigt dementsprechend. Im Allgemeinen lässt sich festhalten, dass die Jugendlichen und jungen Erwachsenen im Vergleich zu den älteren Erwachsenen seltener angeben, beruflichen Stress zu haben.

Abbildung 7.24.: Stressempfinden durch die Arbeit nach Alter



Quelle: Datenbank EFT 2007; n (ungewichtet) = 8.300, die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

⁸² Es sei darauf hingewiesen, dass die Abschlussklassen, d. h. die Klassen bei denen ein höherer Stressfaktor gegeben wäre, nicht in der HBSC-Studie befragt wurden.

7.6. ZUSAMMENFASSUNG UND SCHLUSSFOLGERUNGEN

Zentrale Ergebnisse

Der Themenbereich Gesundheit und Wohlbefinden im Jugendalter geht von einem ganzheitlichen Gesundheitsbegriff aus, der sich aus der erweiterten Gesundheitsdefinition der WHO ergibt. Damit werden sowohl körperliche als auch soziale und psychische Dimensionen von Gesundheit berücksichtigt sowie dem Begriff des subjektiven Wohlbefindens eine umfassendere Bedeutung beigemessen.

Bei der objektiven Bewertung des physischen Gesundheitszustandes ist zu vermuten, dass sich bei den Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg, ähnlich wie in anderen westlichen Ländern, eine Entwicklung der Morbidität von akuten hin zu chronischen und von somatischen hin zu psychischen und psychosomatischen Krankheiten abzeichnet. Im Vergleich zu anderen Altersgruppen liegen bei den Jugendlichen (noch) wenige körperliche Erkrankungen vor. Sie leiden insgesamt weniger häufig an chronischen Krankheiten und weisen eine niedrigere Mortalität auf als andere Altersgruppen. Jungen und junge Männer sind öfters von schwereren Krankheiten und Tod betroffen als Mädchen und junge Frauen. Obwohl Jugendliche und junge Erwachsene insgesamt über einen relativ guten körperlichen Gesundheitszustand verfügen, geben die Ergebnisse zu den gesundheitsrelevanten Verhaltensweisen und Risikofaktoren (Übergewicht, Bewegungsmangel, Ernährungsverhalten, Konsum psychoaktiver Substanzen) und die Abnahme der positiven Bewertung des Gesundheitszustandes mit zunehmendem Lebensalter jedoch Anlass zur Annahme, dass die Weichen für ein gesundes oder krankes Erwachsenenleben bereits im Jugendalter gestellt werden. Des Weiteren zeichnet sich als wichtiges Ergebnis im Bereich des Gesundheitszustandes der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg eine jugendspezifische Risikolage ab. Im Alter zwischen 15 und 29 Jahren besteht im Vergleich zu anderen Altersgruppen ein erhöhtes Risiko durch „äußere“ Ursachen zu sterben. Insbesondere junge Männer weisen ein erhöhtes Risiko für Suizid sowie Verkehrs-, Arbeits- und Freizeitunfälle auf.

Ein wichtiger Baustein des Gesundheitskapitels stellt die Fokussierung auf das subjektive Gesundheitserleben der Jugendlichen in Luxemburg dar. Insgesamt konnte festgestellt werden, dass die Mehrheit der Jugendlichen ihren Gesundheitszustand als positiv einschätzt und sich nicht gesundheitlich beeinträchtigt fühlt. Diese allgemein positive Selbsteinschätzung nimmt jedoch mit dem Alter ab und Mädchen und junge Frauen sehen ihren Gesundheitszustand deutlich negativer als Jungen und junge Männer. Das Ergebnis, dass sehr viele Jugendliche nicht mit ihrem körperlichen Erscheinungsbild zufrieden sind, deutet des Weiteren darauf hin, dass die allgemein positive Einschätzung des Gesundheitszustandes nicht mit einem umfassenden psychischen und sozialen Wohlbefinden der Jugendlichen und jungen Erwachsenen einhergeht.

Da im Bereich des psychischen Wohlbefindens und der psychischen Gesundheit jedoch sehr wenige Studien und Daten vorhanden sind, lässt sich neben der erhöhten Suizidrate der Jungen und jungen Männer, nur vermuten in welchem Maß die Jugendlichen und jungen Erwachsenen (und insbesondere die Mädchen und jungen Frauen) von psychosomatischen und psychischen Problemen betroffen sind. Im Bereich des sozialen Wohlbefindens und der sozialen Verhaltensweisen hingegen gibt es einige Hinweise auf die Belastungen, denen Jugendliche und junge Erwachsene ausgesetzt sind: Minderjährige Jungen sind häufiger Täter und Opfer von „Gewalt gegen Personen“ und von Gewalt in der Freizeit als minderjährige Mädchen, während Mädchen häufiger Opfer von sexueller Belästigung und Missbrauch sind.

Bei den gesundheitsrelevanten Verhaltensweisen der Jugendlichen in Luxemburg lässt sich festhalten, dass Jungen ein aktiveres Bewegungsverhalten als Mädchen aufweisen. Im Bezug auf das Verhütungsverhalten lassen sich keine geschlechtsspezifischen Unterschiede feststellen. Ein niedriger familiärer Wohlstand scheint jedoch bei einigen Jugendlichen mit einem weniger konsequenten Schwangerschafts- und Aidsverhütungsverhalten einherzugehen. Des Weiteren zeigt sich, dass Jungen und junge Männer im Vergleich zu Mädchen und jungen Frauen häufiger psychoaktive Substanzen konsumieren.

Schlussfolgernd kann festgehalten werden, dass sich im Bezug auf das Wohlbefinden und die Gesundheit der Jugendlichen für Luxemburg ähnliche Trends (Entwicklung der Morbidität, erhöhte Mortalität

durch „äußere“ Ursachen bei Männern usw.) erkennen lassen, wie sie für andere Länder bereits beschrieben wurden. Die Ergebnisse deuten darauf hin, dass der familiäre Wohlstand und der Migrationshintergrund einen erheblichen Einfluss auf die unterschiedlichen Gesundheitschancen der Jugendlichen in Luxemburg haben. Des Weiteren deutet sich bereits im Jugendalter eine Verschlechterung des Wohlbefindens und des Gesundheitszustandes mit zunehmendem Alter an.

Datenlücken und Forschungsdesiderata

Die Datenlage im Bereich der Gesundheit und des Wohlbefindens von Jugendlichen stellte sich im Laufe der Erstellung dieses Jugendberichtes als lückenhaft dar. Die vorhandenen Daten und Register sind z. T. schwer zugänglich und verteilen sich auf viele verschiedene Institutionen. Auch die Vergleichbarkeit der Daten stellt ein Problem dar, da die Daten und Studien auf unterschiedliche Stichproben und Register zurückgreifen. Des Weiteren sind diese oft nicht für die Alterskategorien der Jugend aufbereitet bzw. ausgewertet oder es liegen unterschiedliche Definitionen vor.

Vor allem bei psychischen, chronischen und sozialen Beeinträchtigungen von Jugendlichen fehlen zuverlässige und ausgewertete Datenquellen und Studien. Des Weiteren war es aufgrund der Datenlage nicht möglich, Daten über sozialstrukturelle Analysevariablen (z. B. Armut, Wohnsituation) im Zusammenhang mit Daten über den ärztlich-objektiven Gesundheitszustand der Jugendlichen zu analysieren.

Was den Umfang und den Fokus der vorhandenen Daten anbelangt, stehen beispielsweise kaum ausgewertete Daten und Studien zu verschiedenen Populationsgruppen (Jugendliche mit Migrationshintergrund, Jugendliche im Alter zwischen 20 und 29 Jahren, erwerbstätige Jugendliche, Jugendliche mit Behinderung usw.) zur Verfügung. Zudem fehlen Daten und Studien zur Morbidität bzw. zum diagnostischen (ärztlich-objektiven) Gesundheitszustand der Jugendlichen, zum Zusammenhang von Mortalität und Morbidität, zu psychischen Beeinträchtigungen und Langzeitstudien. Die quantitative sowie die qualitative Datengrundlage müsste daher ausgebaut werden.

Im Bereich der psychischen Beeinträchtigungen wäre es denkbar, neben Surveydaten und Fremddaten (z. B. Fragebogendaten über Kinder und Jugendliche durch Eltern oder Angehörige) die Datenquellen der unterschiedlichen Beratungsstellen und Kliniken stärker zu nutzen. Diese Daten müssen jedoch noch vergleichbar gemacht und systematisch ausgewertet werden. Institutionell übergreifende Statistiken existieren derzeit nicht.

Handlungsbedarf

Um das Wohlbefinden und den Gesundheitszustand der Jugendlichen in Luxemburg weiter zu verbessern und nachhaltig zu sichern, ist eine kontinuierliche Kooperation und Zusammenarbeit zwischen den Bereichen (z. B. Schulmedizin, Schule, Eltern und Sozialarbeit) von Nöten. Des Weiteren gilt es in der Gesundheitsforschung die Zusammenarbeit der verschiedenen Disziplinen (Medizin, Sozialwissenschaften usw.) weiterzuführen und interdisziplinäre Forschungsgruppen zu stärken.

Ohne zuverlässige Daten über den Gesundheitszustand und die Zusammenhänge im Bereich des Wohlbefindens der Jugendlichen werden spezifische und zielgerichtete Präventionen, eine sinnvolle „Promotion de la Santé“ und eine zukunftsorientierte Ausrichtung der Gesundheitspolitik erschwert. Es besteht daher ein Bedarf an Daten, die systematisch angelegt sind und die Gesundheit und das Wohlbefinden nach verschiedenen Bevölkerungsgruppen (wie z. B. den Nationalitäten oder dem Migrationshintergrund) differenzieren sowie Auskunft über den Gesundheitszustand und das Wohlbefinden der Kinder und Jugendlichen in Luxemburg geben. Insbesondere wäre es sinnvoll, Ressourcen bereitzustellen, um im interdisziplinären Austausch Indikatoren zu entwickeln, die aussagekräftig, international anschlussfähig und über längere Zeiträume messbar sind.

Des Weiteren lässt sich ein Bedarf an Evaluierung der bestehenden Maßnahmen festhalten. Im Bereich der Gesundheitsförderung und der Prävention gibt es sehr viele verschiedene Initiativen,

Projekte und Programme von unterschiedlichen Projektträgern. Die Effizienz und Nachhaltigkeit dieser Präventionsangebote ist teilweise dadurch eingeschränkt, dass sie nicht aufeinander abgestimmt sind und ihnen eine gemeinsame, übergreifende Strategie und Ausrichtung fehlt. Da es außerdem an einer konsequenten Dokumentation und Evaluation der Effektivität dieser Präventionsangebote mangelt und auch das Wissen um die Akzeptanz und Wirkung der verschiedenen Aufklärungs- und Informationsaktionen begrenzt ist, ist eine sinnvolle Planung der notwendigen und Erfolg versprechenden Präventionsangebote kaum möglich.

Die Gesundheits- und Jugendpolitik sollte weiterhin die Gesundheitsgestaltung, -förderung und -prävention als wichtige Handlungsfelder wahrnehmen, um so dazu beizutragen, dass gesundheitsförderliche Bedingungen des Aufwachsens für Kinder und Jugendliche zur Verfügung gestellt werden. Die zentralen Ergebnisse zum Wohlbefinden und zur Gesundheit von Jugendlichen und jungen Erwachsenen legen eine verstärkte Prävention im Bereich des psychischen Wohlbefindens sowie der „äußeren“ Einflüsse auf die Gesundheit (Unfälle, Gewalterfahrung usw.) nahe. Des Weiteren muss in der Prävention verstärkt auf die alters- und geschlechtsspezifischen Risikolagen eingegangen werden. Weitere aktuelle Herausforderungen stellen vor allem die soziostrukturellen Faktoren des Aufwachsens dar, die bereits im frühen Alter Einfluss auf das Wohlbefinden und die Gesundheit von Kindern und Jugendlichen haben können. Migrationshintergrund, Armut, soziale Benachteiligung und Exklusion können daher ein besonderes Risiko bedeuten. Hier gilt es den gesundheitlichen Belastungen der Jugendlichen selbst, aber auch ihrer Eltern entgegenzuwirken.

8. Partizipation und freiwilliges Engagement: Jugendliche als Akteure in Politik und Gesellschaft

8.1. EINLEITUNG

Im nachfolgenden Kapitel wird das Engagement Jugendlicher in Politik und Gesellschaft des Großherzogtums Luxemburg beschrieben. Dabei wird von der grundlegenden Vorstellung ausgegangen, dass Jugendliche über ein hohes Potenzial an Engagement und Engagementbereitschaft verfügen und dass sie damit eine wichtige Ressource für die nachhaltige Weiterentwicklung der Demokratie und der Gesellschaft darstellen. Die Gesellschaft braucht das Engagement der Jugendlichen, ihre Bereitschaft, sich für Belange des Gemeinwohls einzusetzen und an der Verbesserung und Weiterentwicklung des Zusammenlebens mitzuwirken.

Die Partizipation Jugendlicher an politischen Entscheidungsprozessen und das freiwillige soziale Engagement eröffnen zudem wichtige Lernprozesse, in denen die Jugendlichen demokratische Strukturen und Verfahren kennen lernen und sich als Teil der Gesellschaft erfahren. Zugleich tragen das soziale Engagement in Vereinen und Verbänden und die Übernahme ehrenamtlicher Funktionen zu einer Stärkung der sozialen Kohäsion und zur Förderung von gesellschaftlicher Integration bei. Vor dem Hintergrund der heterogenen Bevölkerungsstruktur in Luxemburg ist dies von besonderer Bedeutung. Partizipation unterstützt das Hineinwachsen junger Menschen unterschiedlichster Herkunft in die demokratische Kultur und Gesellschaft Luxemburgs.

Aus diesen Gründen sind die Partizipation und das freiwillige Engagement Jugendlicher auch zentrale Themen des luxemburgischen Jugendberichtes. Der Bericht zielt auf die Beschreibung der Voraussetzungen, unter denen sich die Jugend in Luxemburg engagiert, und stellt die jugend- und gesellschaftspolitischen Rahmenbedingungen vor, die ihnen hierzu zur Verfügung stehen. Dabei soll der gesellschaftspolitischen Chance, die in der Jugendpartizipation steckt, ebenso Rechnung getragen werden wie der Darstellung des hohen zivilen Potenzials, das in einer Gesellschaft von der jungen Generation ausgeht.

Die Ausgestaltung partizipativer Strukturen und Möglichkeiten für Jugendliche in Luxemburg hat in den letzten Jahren durch die Implementierung neuer Programme und Initiativen einen deutlichen Aufwind erfahren (MFI, 2008b; Meisch, 2009). Auch die luxemburgische Jugendforschung hat sich der Erforschung der politischen Einstellungen und Interessen, des Demokratieverständnisses, des sozialen Engagements und der politischen Partizipationsbereitschaft der Jugendlichen in Luxemburg angenommen.¹

1 Vgl. u. a. Boulton et al. (2007); Boll & Faber (2009); Meyers & Willems (2008).

8.2. KONZEPTION UND THEORETISCHE ANSÄTZE

8.2.1. Zur Legitimation von Partizipation

Die Frage nach der Partizipation Jugendlicher ist in den letzten Jahren in Öffentlichkeit und Wissenschaft meist mit einem spürbar pessimistischen Unterton behandelt worden. Von einem nachlassenden Interesse an Politik, von geringerer Wahlbeteiligung und einem generell geringen Interesse an Beteiligung ist häufig die Rede. Je nach Referenzpunkt werden die Jugendgenerationen nach 1968 bzw. nach den großen sozialen Bewegungen der 1980er Jahre als eher unpolitische Generationen beschrieben, die durch andere Merkmale, nicht aber durch politisches Interesse und Engagement gekennzeichnet sind (z. B. „Generation Golf“, „Generation klick“). Wie falsch und unzuverlässig solche Zustandsbeschreibungen sein können, ließe sich mit einem Blick in die Vergangenheit feststellen: Noch Anfang der 1960er Jahre haben Sozialwissenschaftler die Jugend als politikabgewandt und desinteressiert beschrieben („skeptische Generation“), um dann innerhalb kürzester Zeit von der Wirklichkeit eines Besseren belehrt zu werden. Auch gegenwärtig scheint die Diagnose einer politisch desinteressierten, wenig engagementbereiten Generation in ihrer Pauschalität an der Wirklichkeit vorbeizugehen. Weil sie sich eher auf das Feld der Politik und der in diesem Zusammenhang etablierten Formen der Partizipation (konventionelle und unkonventionelle Formen) konzentriert, erfasst die Zustandsbeschreibung weder die neuen Formen der Auseinandersetzung mit politischen Fragen (Internetblogs, e-Partizipation) noch das außerhalb des institutionellen Rahmens der Politik sich vollziehende Engagement Jugendlicher im sozialen und kulturellen Bereich (z. B. Freiwilligendienste). Aus diesen Gründen soll in diesem Kapitel mit einem erweiterten Verständnis von jugendlicher Beteiligung gearbeitet werden. Neben dem Begriff der Partizipation wird als zweiter Begriff der des freiwilligen Engagements verwendet.

Nach einer klassischen Definition des Begriffs der politischen Partizipation umfasst diese solche Handlungen, die Bürger freiwillig mit dem Ziel vornehmen, Entscheidungen auf verschiedenen Ebenen des politischen Systems zu beeinflussen (Kaase, 2003, S. 495). Ausdrucksformen der politischen Partizipation sind beispielsweise das Wahlverhalten, die Parteimitgliedschaft oder das Engagement in Initiativen, die bestimmte gesellschaftliche Veränderungen erreichen möchten. Stärker auf die alltäglichen gesellschaftlichen und sozialen Handlungsbereiche bezieht sich der Begriff des gesellschaftlichen Engagements. Er umfasst u. a. die Beteiligung von Bürgern durch Mitgliedschaften in gesellschaftlichen Organisationen, Vereinen oder sozialen Netzwerken, die außerhalb politischer Entscheidungsprozesse die Gestaltung der Gesellschaft beeinflussen.

Welche Bedeutung der Partizipation Jugendlicher in den verschiedenen Theorien und theoretischen Konzepten beigemessen wird und wie Partizipation sich aus wissenschaftlicher Sicht heute darstellt, soll im Folgenden näher beleuchtet werden. Dabei wird sichtbar werden, dass es eine Fülle von guten Gründen für mehr Kinder- und Jugendpartizipation gibt.²

Partizipation als Antwort auf die veränderten Sozialisationsbedingungen

Aufgrund des gesellschaftlichen Wandels ist es heute mehr denn je erforderlich, dass junge Menschen stärker in die politischen und gesellschaftlichen Gestaltungs- und Entscheidungsprozesse eingebunden werden. In allen Lebensbereichen - sei es in der Familie, am Ausbildungsplatz, im Übergang zum Beruf, im Freizeitbereich, bei der Teilhabe am Konsummarkt und in den Medien - wird von ihnen ein Vielfaches mehr an Selbstständigkeit und Verantwortung für ihre Lebensbewältigung gefordert als noch vor wenigen Jahrzehnten (vgl. Hafener, Jansen & Niebling, 2005). Die Jugendphase hat sich von einer klar

² Die differenzierte Erfassung unterschiedlicher Begründungen von Partizipation orientiert sich v. a. an der Arbeit von Roth und Olk (2007).

strukturierten Übergangszeit zwischen der abhängigen Kindheit und dem Erwachsenenstatus zu einem eigenständigen Lebensabschnitt gewandelt (Hurrelmann, 2008, S. 302).

Die dabei beobachtbaren Entgrenzungsprozesse, d. h. die Auflösung der bestehenden regulativen Grenzen, bringen der jungen Generation eine Vielzahl an neuen Chancen, führen andererseits aber häufig auch zu einem hohen Grad an Ungewissheit (Böhnisch, Lenz & Schroer, 2009). In Krisenzeiten werden diese durch strukturelle Benachteiligungen verstärkt, die sich auf einen größer werdenden Anteil von Jugendlichen in der Form auswirken, dass die Garantie auf eine ökonomische Teilhabe und die gesellschaftliche und kulturelle Integration bröckelt. Hinzu kommen die Auswirkungen der Globalisierung und Pluralisierung der Gesellschaft ebenso wie die Zwänge einer fortschreitenden Individualisierung, die den gesamten Kontext des Aufwachsens und der Sozialisation nachhaltig verändert haben. Um den jungen Menschen die Anpassung an diese neuen Lebensbedingungen zu erleichtern, ist es deshalb notwendig, sie stärker als bisher an den gesellschaftspolitischen Prozessen zu beteiligen.

Die in diesem Rahmen geführte Diskussion um die Ausweitung der Beteiligungsrechte und Beteiligungsmöglichkeiten von Kindern und Jugendlichen wird auch durch Ergebnisse der neueren sozialwissenschaftlichen Kindheits- und Jugendforschung untermauert. Demnach werden Kinder und Jugendliche als grundlegend Handlungsbefähigte angesehen, die produktive Beiträge sowohl für ihr soziales Umfeld als auch für die Gesellschaft liefern können (Hurrelmann, 2001; Roth & Olk, 2007; Qvortrup, Corsaro & Honig, 2009). Bezugnehmend auf die frühe empirische Sozialisationsforschung wird darauf verwiesen, dass Kinder und Jugendliche schon in jungen Jahren Aspekte der Verteilung von Macht und Ressourcen in einer Gesellschaft wahrnehmen und über affektive Verbindungen mit dem politischen System verfügen (van Deth, 2005).

Eine weitere Herausforderung stellt auch die demografische Entwicklung dar: Im Jahr 2030 wird jeder dritte luxemburgische Bürger im Rentenalter sein (Gengler, 2005; siehe auch Kapitel 2.2). Gerade auf die heutigen Jugendlichen können damit erhebliche Lasten und eine große Verantwortung zukommen. Manche befürchten, dass die Anliegen der jungen Generation angesichts der demografischen Entwicklung und der steigenden Anzahl älterer Menschen politisch nicht hinreichend berücksichtigt werden (Roth & Olk, 2007). Als Beispiel kann angeführt werden, dass sich in rechtlicher Hinsicht am Status Jugend (trotz vielfältiger Veränderungen der Lebensbedingungen von Jugendlichen in den letzten 30 Jahren) kaum etwas verändert hat (Hurrelmann & Ulich, 1998, S. 280ff.). Allerdings wird vor diesem Hintergrund derzeit in verschiedenen Ländern wieder verstärkt über die Herabsetzung des Wahlalters von 18 auf 16 Jahre diskutiert. Aufgrund der veränderten Altersstruktur der Wahlbevölkerung wird es also für erforderlich gehalten, dass eine Balance hergestellt wird, die auch die jungen Menschen adäquat in die politischen Entscheidungsprozesse integriert. Zudem verspricht eine stärkere Beteiligung von Kindern und Jugendlichen neue Chancen für mehr Generationengerechtigkeit. Hierbei sind besonders langfristige Auswirkungen von politischen Entscheidungen im Sinne einer nachhaltigen Politik angesprochen.

Partizipation als Menschenrecht

Ein grundsätzliches Argument für die Förderung und Stärkung der Partizipation von Kindern und Jugendlichen basiert auf der Grundlage allgemeiner Menschenrechte, Bürgerrechte und Kinderrechte (Schneider & Willems, 2009). In Artikel 21 der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte der Vereinten Nationen von 1948 heißt es: „Jeder hat das Recht, an der Gestaltung der öffentlichen Angelegenheiten [...] durch frei gewählte Vertreter mitzuwirken“. ³ Dieser Grundsatz macht die Universalität der Menschenrechte deutlich und liefert damit die umfassendste Form der Begründung der Partizipationsrechte für Kinder und Jugendliche. Eine bedeutende zusätzliche völkerrechtliche Grundlage für die Ausweitung der Menschen- und Bürgerrechte auf die Kinder und Jugendlichen liefert die UN-Kinderrechtskonvention von 1989, die im Jahr 1993 auch von Luxemburg ratifiziert wurde. Kinder und Jugendliche werden in der UN-Kinderrechtskonvention

³ www.ohchr.org/EN/UDHR/Pages/Language.aspx?LangID=ger (zuletzt abgerufen am 30.04.2010).

als gleichberechtigte und kompetente Akteure angesprochen, die mit denselben Grundrechten ausgestattet sind wie alle Menschen (United Nations, 1992). Entsprechend erhalten sie das Recht, in allen Fragen und Angelegenheiten der politischen Gemeinschaft und in allen politischen und gesellschaftlichen Entscheidungsprozessen beteiligt zu werden.

Die demokratietheoretische Bedeutung von Partizipation

Der Partizipation von Kindern und Jugendlichen kommt neben ihrer rechtlichen Verbindlichkeit auch aufgrund demokratietheoretischer Aspekte verstärkte Aufmerksamkeit zu. Dies insbesondere deshalb, weil sich das Verständnis von Demokratie und Teilhabe in den letzten Jahrzehnten weltweit nachhaltig verändert und weiterentwickelt hat.

Konventionelle Formen politischer Partizipation, wie etwa die Teilnahme an Wahlen, wurden durch andere, unkonventionellere Formen wie Demonstrationen, Protestaktionen, Unterschriftensammlungen oder Petitionen erweitert. Auch die neuen Medien haben einen wesentlichen Beitrag zur Veränderung demokratischer Dialog- und Partizipationsformen geleistet. Inzwischen wird ein Großteil der Partizipationsideen und -programme weltweit durch Internetplattformen, Foren, Blogs oder Internetnetzwerke kommuniziert und auch praktisch umgesetzt und vernetzt. Die Umschreibung dieser modernen Formen der Kinder- und Jugendpartizipation mit dem noch relativ neuen Begriff der „e-Partizipation“ (Maier-Raber & Hartwig, 2006) hat deshalb seine Berechtigung.

Die Ausweitung der politischen Beteiligung und die Veränderung der Beteiligungsformen kann nach Roth und Olk (2007) als Teil eines Reformprozesses verstanden werden, der auf die „Demokratisierung liberaler Demokratien“ zielt. Im Mittelpunkt dieses Konzepts steht die Idee, dass die Voraussetzung und die Bedingung für eine moderne, beteiligungsorientierte Demokratie aktive und interessierte Bürger sind. Demokratie sollte also nicht nur als Staatsform und als politisches Prinzip verstanden werden, sondern auch als aktive Lebensform (Alemann, 1986, S. 75). Das heute populäre Konzept der Bürgergesellschaft steht demzufolge für die Vision einer aktiven Gesellschaft, in der ein großer Teil der Bevölkerung sich politisch einmischt, Verantwortung übernimmt und solidarisch handelt.⁴ Auch die junge Generation wird in dem Konzept dazu aufgefordert, als Akteure im politischen Gemeinwesen zu agieren, d.h. Verantwortung innerhalb der Gemeinschaft zu übernehmen und aktiv an den politischen und gesellschaftlichen Entscheidungsprozessen mitzuwirken.

Gerade in Zeiten der Europäisierung und Globalisierung, in denen sich Gesellschaften ausweiten und sich Traditionen und Kulturen stärker miteinander vermischen, ist die Beteiligung der Bürger ein wesentlicher Einflussfaktor für die Generierung einer gemeinsamen zivilen Identität. In diesem Sinne hat die EU die Kinder- und Jugendpartizipation als eines ihrer jugendpolitischen Kernziele definiert, um so die Ausgestaltung und Legitimierung europäischer Erweiterungs- und Erneuerungsprozesse auf eine breite gesellschaftliche Basis zu stellen und dadurch zur Förderung und Stärkung einer europäischen Bürgerschaft und eines gemeinsamen europäischen Verständnisses beizutragen.⁵

Bildungstheoretische und pädagogische Begründungen der Partizipation

Die Notwendigkeit zur Förderung von Kinder- und Jugendbeteiligung kann zudem mit pädagogischen und bildungstheoretischen Argumenten begründet werden. Die frühe Partizipation von Kindern und Jugendlichen an gesellschaftlichen oder politischen Aktivitäten wird in der Pädagogik als eine wichtige Voraussetzung für die Entwicklung demokratischer und sozialer Kompetenzen angesehen. Kinder und

⁴ Vgl. Stange, W. „Was ist Partizipation“; www.kinderpolitik.de/beteiligungsbausteine/pdf/a/Baustein_A_1_1.pdf (zuletzt abgerufen am 03.03.2010).

⁵ Der Europarat legte am 2. Dezember 2009 einen Aktionsplan für die „Partizipation von Kindern und Jugendlichen“ vor.

Jugendliche finden hier ein Übungs- und Trainingsfeld, das sie auf ihre Zukunft als verantwortliche und aktive Staatsbürger und Demokraten vorbereitet (vgl. Katz, Verducci & Biesta, 2009).

Die Einrichtungen und Institutionen der politischen Bildung sowie die Schulen und die Jugendarbeit sind besonders gefragt, wenn es um die Unterstützung dieser Lern- und Entwicklungsprozesse geht. Sie verfügen über ein breites Spektrum an Möglichkeiten, um jungen Menschen ein zivilgesellschaftliches und demokratisches Selbstverständnis näher zu bringen. Da die kognitiven und sozialen Voraussetzungen für das Verständnis gesellschaftlicher und politischer Zusammenhänge bereits in der Kindheit und verstärkt im Jugendalter ausgebildet werden, stellt dieses Alter eine wichtige Entwicklungsphase im Rahmen der politischen Sozialisation dar. Gerade durch die verstärkte Auseinandersetzung mit jugendrelevanten und gesellschaftspolitischen Themen und Sachverhalten, wie z. B. Fragen über die berufliche Zukunft oder Erfahrungen beim Übergang von der Schule in das Berufsleben, entwickeln Heranwachsende einen praktischen und unkomplizierten Zugang zu gesellschaftlichen sowie politischen Themen und Wissensbeständen (Schröder, 2008, S. 321).

Partizipation zur Qualitätssteigerung von politischen Entscheidungen

Die Partizipation von Kindern und Jugendlichen in der Planung und Umsetzung von kommunalpolitischen Projekten bietet auch Chancen zur Entwicklung einer nachhaltigen sowie zielgerichteten Politik. Durch eine bessere Abstimmung der Planungsvorhaben mit den Interessen und Bedürfnissen der Kinder und Jugendlichen können die Qualität der Maßnahmen und die Akzeptanz der Ergebnisse erhöht werden. Kinder und Jugendliche werden dabei als „Experten in eigener Sache“ in Planungsprozesse wie z. B. die Wohnumfeld-, Spielplatz- oder Verkehrswegeplanung einbezogen.

Die Beteiligung von Kindern und Jugendlichen in der Kommune und am Gemeinwesen (auch in der Schule und in der Jugendarbeit) ist besonders deshalb wirksam, weil sie politisches Handeln hier sehr viel direkter und praktischer erfahren können, als das z. B. auf nationaler Ebene der Fall wäre (Knauer, Friedrich, Herrmann & Liebler, 2004, S. 41). Allerdings halten viele Experten umfassendere Beteiligungsprojekte für erforderlich, bei denen Kinder und Jugendliche von Beginn an bei der Vorbereitung, Umsetzung und Evaluation lokaler Planungsvorhaben mitwirken (Roth & Olk, 2007). Dies fordert auf europäischer Ebene auch das Weißbuch der Europäischen Kommission, in dem explizit darauf hingewiesen wird, dass Partizipation besonders im lokalen Raum und in den sozialen Nahräumen der Jugendlichen verstärkt werden muss (Commission of the European Communities, 2001, S. 19).

Sicherstellung von gesellschaftlicher Integration und sozialer Kohäsion durch Partizipation

Im Hinblick auf die Heterogenität der Bevölkerung Luxemburgs hat Partizipation auch als Integrationsstrategie eine hohe Bedeutung. Der im europäischen Vergleich hohe Anteil von Migranten (siehe Kapitel 2) führt in Luxemburg dazu, dass eine Vielfalt an Kulturen und Traditionen in einer Gesellschaft zusammenfließen. Dies hat sowohl Folgen für die Identitätsbildung und die Persönlichkeitsentwicklung des Einzelnen, wie auch für das Zusammenwachsen unterschiedlicher kultureller Traditionen in einer Gesellschaft und für die Entwicklung eines gemeinsamen Verständnisses von demokratischen Werten. In der politischen Diskussion und auch in der Jugendforschung wird diese Thematik häufig aus einer Problemperspektive heraus diskutiert. Zentrale Themen sind die Gefahr der Bildung von Parallelgesellschaften, die Aufweichung demokratischer Grundüberzeugungen sowie Segregation und sozialer Exklusion von gesellschaftlichen Teilgruppen (Willems & Milmeister, 2008, Willems et al., 2009b).

Die aktive Förderung der Partizipation junger Menschen unterschiedlicher Herkunft an den sie betreffenden Fragen und Themen fördert nicht nur deren gesellschaftliche Wahrnehmung und Anerkennung, sondern auch das Selbstbewusstsein und die Kompetenz der Kinder und Jugendlichen mit Migrationshintergrund. Durch das gemeinsame Erleben alltagsdemokratischer Prozesse können die Grundlagen für die Integration der Migranten in die Gesellschaft und für die Entwicklung sozialer Kohäsion und gemeinsamer demokratischer Überzeugungen gelegt werden. Dabei ist soziale Integration nicht mit der einseitigen

Anpassung der Migranten an einen bestehenden Wertekanon gleichzusetzen, sondern Ausdruck eines wechselseitigen Lernprozesses (vgl. Kapitel 5).

Damit junge Menschen unterschiedlicher ethnisch-kultureller Herkunft eine zivile Identität und ein gemeinschaftliches demokratisches Verständnis erwerben können, sind offene Bildungs- und Beteiligungsstrukturen von Nöten, die Wissen über demokratische Prozesse vermitteln und die einen Erfahrungsraum bieten, in dem sich Jugendliche als Bürger eines demokratischen Landes wahrnehmen können.

8.2.2. Partizipation als Untersuchungsgegenstand in Forschung und Wissenschaft

Die Partizipationsforschung hat ihren wissenschaftlichen Ursprung in den Studien zum Wählerverhalten. Während einzelne Untersuchungen dieser Art schon in den frühen 1920er Jahren durchgeführt wurden, erlebte die Partizipationsforschung ihren eigentlichen Aufschwung mit der systematischen Entwicklung der Umfrageforschung in den USA (Kaase, 2003). Die Grundfragestellungen der Partizipationsforschung beziehen sich schwerpunktmäßig darauf, in welcher Form, unter welchen Voraussetzungen und aus welchen Gründen Bürger an politischen, aber auch an gesellschaftlichen Entscheidungsprozessen und im gesellschaftlichen Alltag partizipieren. Dabei wird die Bedeutung von individuellen Ressourcen, von Einstellungen und Erfahrungen und von institutionellen Bindungen für das politische und gesellschaftliche Engagement bereits in frühen Studien sichtbar.

Die frühen wissenschaftlichen Studien zur Partizipation und zur Handlungsmotivation haben die Jugend- und Sozialisationsforschung bis heute nachhaltig beeinflusst und gestärkt. Bereits in den 1970er Jahren wurden die bis dahin bestehenden Konzepte der Partizipationsforschung inhaltlich ausdifferenziert (Barnes & Kaase, 1979; Jennings et al., 1990). Seitdem werden traditionell-konventionelle Formen der Partizipation (Wahlen, Parteimitgliedschaften usw.) und unkonventionelle Formen der Partizipation (Proteste, Demonstrationen, Petitionen) als komplementäre Strategien der Teilhabe und Mitbestimmung an politischen und sozialen Entscheidungsprozessen behandelt. Dass die Bevölkerung allgemein und insbesondere auch die Jugend heute über ein breites, über Wahlen weit hinausreichendes Beteiligungsreservoir verfügen belegt die neuere Partizipationsforschung (Ogris & Westphal, 2006, S. 7ff.).

Der Schwerpunkt der theoretischen Erklärungen zu politischer und gesellschaftlicher Partizipation liegt nicht in erster Linie bei den strukturellen Anreizen und Herausforderungen („Incentives“), sondern bei den individuellen Ressourcen jedes Einzelnen. Das durch Verba, Nie und Kim (1978) begründete sozioökonomische Standardmodell politischer Partizipation („SES-Model“) und dessen weiterentwickelte Form („Civic Voluntarism Model“) dienen als Instrumente zur Klärung der Frage, inwiefern die individuelle Ressourcenausstattung als wesentliche Bedingung für die Beteiligung zu sehen ist. Als weitere Erklärungsmodelle und Bedingungen politischer Partizipation werden daneben auch politisches Selbstvertrauen und Kompetenzbewusstsein („internal efficacy“) d.h. das Gefühl, wirkliche Einflussmöglichkeiten zu haben, genannt sowie die Überzeugung von der Responsivität der Politik („external efficacy“) (Milbrath & Goel, 1977, S. 57).

Es wird dargelegt, dass Menschen mit einem höheren politischen Selbstvertrauen, also solche, die ihre Einflussmöglichkeiten höher einschätzen, auch das politische System als zugänglicher betrachten. Im Umkehrschluss werden soziale und politische Benachteiligungen oder die damit zusammenhängende Unzufriedenheit und Frustration als weniger relevant für politische Beteiligung gewertet. Diesen Erklärungsmodellen nach sind es also nicht die Randgruppen oder sozial Benachteiligten, die sich überdurchschnittlich stark politisch beteiligen, sondern diejenigen, die ihr politisches Engagement als positive Erfahrung wahrnehmen (Roller, Brettschneider & van Deth, 2006).

Neue Ansätze der Partizipationsforschung in Europa

Im Rahmen des EUYOPART-Projekts⁶ wurde eine Studie durchgeführt, die vergleichende Daten zum Umfang und Grad der politischen Beteiligung von Jugendlichen in Europa lieferte und gleichzeitig auf methodischer Ebene zuverlässige Indikatoren für die vergleichende Analyse politischer Beteiligung in Europa entwickelte (Spannring, Ogris & Gaiser, 2008).⁷ Die Ergebnisse der Studie belegen, dass die Mehrzahl (63 %) der befragten europäischen Jugendlichen an Politik nicht besonders interessiert ist. Die am stärksten interessierten Jugendlichen leben in Deutschland (51 %), wogegen Jugendliche im Vereinigten Königreich (30 %), Island (29 %) und der Slowakei (28 %) das geringste Interesse zeigen (vgl. Moore & Longhurst, 2005).

Hinsichtlich der Beteiligungsbereitschaft junger Menschen zeigt die EUYOPART-Studie, dass erstens die Schulen und die Bildungseinrichtungen generell, zweitens (und in zunehmender Weise) die Medien und drittens der politische Austausch mit Eltern und Freunden eine wichtige Rolle spielen. Es wird empirisch nachgewiesen, dass Jugendliche, die die etablierten Strukturen für politische Beteiligung in der Schule nutzen, eher dazu tendieren, auch außerhalb der Schule politisch aktiv zu sein. Daneben wird darauf hingewiesen, dass 11,3 % (Vereinigtes Königreich) bis 38,4 % (Italien) aller jungen Europäer berichten, dass sie Politik täglich in den Massenmedien verfolgen. Zudem gibt es einen Zusammenhang zwischen der Wahl der Informationsmedien und dem politischen Verhalten der jeweiligen Personen: Diejenigen, die sich über Medien (Zeitungen, Internet) aktiv informieren, neigen zu stärkerer politischer Aktivität als diejenigen, die eher passive Medien (Fernsehen, Radio) nutzen (vgl. Moore & Longhurst, 2005). Auch der politische Hintergrund der Familie und des Freundeskreises werden als entscheidender Einflussfaktor gesehen. Die elterliche Sozialisierung scheint sich allerdings stärker auf die politische Haltung und ideologische Orientierung des Einzelnen auszuwirken, während der Freundeskreis das reelle politische Verhalten und die politische Beteiligung des Einzelnen stärker beeinflusst. Aus der Studie wird auch deutlich, dass die unverfassten und modernen Partizipationsformen sich bei den Jugendlichen weiter durchsetzen: Als soziale und politische Form der Meinungsäußerung ist politischer Protest (z. B. Demonstrationen und Streiks) für sie relativ wichtig. Auch neue soziale Bewegungen und neue politische Organisationen genießen einen guten Ruf und sind attraktiver als die traditionellen (Spannring et al., 2008). Die Ergebnisse der EUYOPART-Studie spiegeln die Ergebnisse der internationalen Jugend- und Partizipationsforschung in vielen Punkten wider. Auf internationaler Ebene ist auch die länderübergreifende Studie der „International Association for the Evaluation of Educational Achievement“ (IEA) zur politischen und staatsbürgerlichen Bildung bedeutend. Die Studie „International Civic and Citizenship Education Study“ (ICCS) baut auf der IEA „Civic Education Study“ (CivED) auf, die 1999 durchgeführt wurde.⁸

Neben diesen Studien existieren europaweit eine Vielzahl an Programmen, Wissenschaftsnetzwerken und Foren, die die Forschung und den wissenschaftlichen Dialog zur Partizipation und zum zivilen Engagement in allen wesentlichen Bereichen und unter Einbezug unterschiedlicher Betrachtungsebenen

⁶ EUYOPART steht für: „Political Participation of Young People in Europe-Development of Indicators for Comparative Research in the European Union“. An der internationalen Vergleichsstudie im Rahmen des 5. Rahmenprogramms der EU nahmen insgesamt 8.030 Jugendliche aus acht europäischen Ländern teil. Luxemburg beteiligte sich nicht an der Studie.

⁷ Vgl. auch: www.sora.at (zuletzt abgerufen am 07.01.2010).

⁸ Im Rahmen der Studie werden Schülerleistungen anhand eines Tests bewertet, der das konzeptuelle Verständnis und die Fähigkeiten im Bereich der politischen und staatsbürgerlichen Bildung prüft. Ziel ist es, in den weltweit 40 teilnehmenden Ländern zu untersuchen, inwieweit junge Menschen darauf vorbereitet sind, ihre Rolle als Staatsbürger wahrzunehmen. Luxemburg beteiligte sich 2009 erstmals an der Untersuchung (koordiniert durch das „Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle“ und die Universität Luxemburg) (vgl. Schulz, Fraillon, Ainley, Losito & Kerr, 2008).

voranbringen und unterstützen.⁹ Im Jahr 1997 wurde beispielsweise das von der OECD eingeführte Programm zur Definition von Schlüssel-, Kern- und Bildungskompetenzen für die Bildung in einer demokratischen Gesellschaft („Definition and Selection of Competences: Theoretical and Conceptual Foundations“-DeSeCo) umgesetzt. Gleichzeitig lancierte der Rat für kulturelle Kooperation des Europarates das Projekt „Education for Democratic Citizenship“ (CDCC), das durch zahlreiche Studien des Europarates begleitet wurde. Das Jahr 2005 wurde entsprechend vom Ministerkomitee des Europarates zum Europäischen Jahr der Demokratieerziehung („European Year of Citizenship through Education“) ausgerufen, dessen Motto „Demokratie lernen und leben“ die Bedeutung der politischen Bildung in Europa hervorhebt und dessen Ziel es war, Kinder, Jugendliche und Erwachsene zur Teilnahme am demokratischen Leben zu ermutigen und sie nachhaltig dafür zu begeistern (Himmelfmann & Lange, 2005). Als weiteren Fortschritt bei der Implementierung von Strukturen zur Förderung von Partizipation kann auch die Datenbank „Networking European Citizenship Education“ (NECE) genannt werden.¹⁰ Das thematische Netzwerkprojekt „Children's Identity and Citizenship in Europe“ (CICE) fördert seit 1998 den Diskurs über die Lehrinhalte zur politischen Bildung und Sozialisation im Bereich der Hochschulausbildung von Pädagogen und Erziehern. Das Interesse des Netzwerks gilt der politikdidaktischen Frage, in welche Richtungen schulische politische Bildung und entsprechende Lern- und Lehrstrategien – unter besonderer Berücksichtigung neuerer gesellschaftlicher Herausforderungen sowie sich verändernder Sozialisationsbedingungen von Kindern und Jugendlichen – neu zu denken und zu praktizieren sind.¹¹ Auch Forscher der Universität Luxemburg/INSIDE sind hieran aktiv beteiligt.

Das internationale Forschungszentrum „Centre for Research on lifelong Learning“ (CRELL) der EU hat in den vergangenen Jahren an der Entwicklung von Indikatoren zur Messung von „Aktiver Bürgerschaft“ gearbeitet und die wissenschaftliche Forschung in diesem Bereich entscheidend vorangebracht.¹²

Direkt beteiligt sind Jugendliche an den jugendpolitischen EU-Programmen wie dem Programm JUGEND (2000–2006) bzw. JUGEND IN AKTION (2007–2013). Ein Kernziel der Europäischen Kommission im Rahmen des Programms ist es, aktive Bürger in Europa hervorzubringen, die die Menschenrechte und die Demokratie achten und Wert auf die gesellschaftliche Einbeziehung aller legen, ungeachtet ethnischer Zugehörigkeit oder des Geschlechts (Hoskins, 2004). Die gesetzliche Grundlage der Programme resultiert aus Artikel 149 der EU-Verträge (bis 2010), der Partizipation als ein Ziel der europäischen Jugendpolitik definiert. Auch in Luxemburg werden die jugendpolitischen Programme mit Erfolg umgesetzt (Biewers & Willems, 2007).

Stand der Wissenschaft und Forschung in Luxemburg

Die luxemburgische Jugendforschung hat bislang eine Reihe explorativer Studien und Evaluationen im Bereich des Ehrenamts, in jüngerer Zeit auch zum Freizeitverhalten und Politikverhalten der Jugendlichen

⁹ Hierbei ist insbesondere auf die Aktivitäten der EU-Partnerschaft von Europarat und Europäischer Kommission hinzuweisen. Die Zusammenarbeit beider Institutionen steht für die gemeinsame Entwicklung einer einheitlichen Strategie im Bereich der Jugendarbeiterqualifizierung, Jugendpolitik und Jugendforschung in Europa und bündelt in diesem Rahmen ein vielfältiges Spektrum an internationalen Ressourcen.

¹⁰ Die Datenbank dient einer stärkeren transnationalen Kommunikation und Zusammenarbeit im Bereich der politischen Bildung und fördert die grenzüberschreitende Vernetzung politischer Akteure wie Nichtregierungsorganisationen (NROs), Stiftungen, Universitäten.

¹¹ Neben der Universität Luxemburg arbeiten über 100 europäische Hochschulen gemeinsam in Forschungsverbünden an Fragestellungen rund um die politische Bildung und Demokratisierung als Gegenstand von Studiencurricula und Ausbildungsinhalten (vgl. Etienne, Verkest, Kerem & Meciari, 2007; Trotta Tuomi, Jacott & Lundgren, 2008).

¹² In ihrem Artikel „Measuring Active Citizenship through the Development of a Composite Indicator“ definieren Hoskins und Mascherini (2009) beispielsweise ein statistisches Instrumentarium, bestehend aus einem Verbund aus 61 Indikatoren zur Definition und Messung von Graden des aktiven bürgerschaftlichen Engagements in 19 europäischen Ländern, darunter auch Luxemburg.

durchgeführt.¹³ Die Datengrundlage im Themenfeld der politischen Partizipation und der gesellschaftlichen Teilhabeprozesse ist jedoch bislang noch nicht ausgeprägt.

Im Rahmen des Internationalen Jahres des Ehrenamtes 2001 wurde in einer explorativ und qualitativ angelegten Studie das verbandliche Ehrenamt bei Jugendlichen untersucht (Meyers, 2006). Die Untersuchung zielte auf die Ausarbeitung von neuen Konzepten und Empfehlungen zur Freiwilligenarbeit ab. Die Fragestellungen befassen sich mit den soziodemografischen Daten der jugendlichen Freiwilligen, deren Definition des Ehrenamtes, ihren Handlungsmotiven und dem Einfluss des Ehrenamtes auf die individuellen Biografien der jungen Menschen. In der Untersuchung zum Ehrenamt werden konkrete Empfehlungen zum zukünftigen Forschungsbedarf angeführt. Demnach besteht die Notwendigkeit, die ausgearbeiteten Konzepte der Freiwilligenarbeit anhand von quantitativen Ermittlungen zu verifizieren bzw. mittels qualitativer Studien zu erweitern.

Die Kampagne der Europäischen Initiativen „Alle verschieden, alle gleich – Europäische Kampagne der Jugend für Vielfalt, Menschenrechte und Partizipation“ wurde mit der Perspektive auf die Partizipationsformen und die Motivation Jugendlicher evaluiert. Mittels Experteninterviews wurde dabei überprüft, ob und inwiefern die verschiedenen Beteiligungsprojekte von den Jugendlichen wahrgenommen wurden und welche nachhaltigen Wirkungen die Projekte auf die Einstellungen und das Verhalten der Jugendlichen haben (Steffgen, Knell & Wimpfheimer, 2007).

Im Rahmen der europäischen Zusammenarbeit der EU-Mitgliedsstaaten bei der Europäischen Jugendkarte debattierten Jugendliche in Gruppendiskussionen über ihre Erfahrungen mit verschiedenen Beteiligungsformen und auf unterschiedlichen Beteiligungsebenen sowie über die Motivationen und Gründe ihres Engagements. Die Ergebnisse wurden mit denen der anderen beteiligten Länder verglichen und es wurden Ähnlichkeiten und Differenzen bei den beteiligten Ländern aufgezeigt (Saffran & Diderich, 2005).

Besonders hervorzuheben sind im Rahmen der jüngeren luxemburgischen Jugendstudien auch die Studien der Universität Luxemburg zum Jugendkommunalplan („Plan Communal Jeunesse“), die bisher in 25 Kommunen des Landes durchgeführt wurden. Die Ergebnisse liefern u. a. Erkenntnisse über die politischen Einstellungen luxemburgischer Jugendlicher (Boultgen et al., 2007; Meyers et al., 2009a, 2009b). Aus den Studien wird durchgehend sichtbar, dass das politische Interesse und das politische Engagement der luxemburgischen Jugendlichen auch im internationalen Vergleich relativ gering sind. Sie zeigen, dass Jugendliche mit höherem Bildungsgrad, aus höheren sozialen Schichten und mit luxemburgischer Nationalität stärker politisch interessiert und engagiert sind als Jugendliche mit niedrigerem Bildungsgrad, aus unteren sozialen Schichten und mit nichtluxemburgischer Nationalität (Meyers & Willems, 2008; siehe auch Kapitel 8).

Die Politikforschung und empirische Wahlforschung an der Universität Luxemburg hat in jüngster Zeit einige neue Forschungsprojekte begonnen, deren Ergebnisse bislang jedoch noch nicht vorliegen. Hierzu zählt u. a. ein Forschungsprojekt im Gegenstandsbereich der e-Partizipation Jugendlicher, eine Studie zum allgemeinen Wahlverhalten im Zuge der Europawahlen 2009 sowie Studien zum zivilen Engagement in Europa (Poirier, Dumont & Fehlen, 2008; Poirier, 2007; Fehlen, 2008). Im Jahr 2009 wurden darüber hinaus erste Ergebnisse der Studie „Bildungsstand und Bildungsvoraussetzungen im Bereich ‚Nachhaltige Entwicklung‘: Eine Studie bei luxemburgischen Sekundarschülern der Abschlussklassen“ vorgestellt (Boll & Faber, 2009)¹⁴. Die Ergebnisse fließen teilweise in diesen Bericht mit ein.

¹³ Vgl. hierzu Meyers (2006); Meyers & Willems (2008); Berg, Milmeister & Schoos (2005); u. a.

¹⁴ Stichprobe: 825 Schüler der Abschlussklassen des technischen und klassischen Sekundarunterrichts; in der Regel zwischen 18 und 22 Jahren.

8.2.3. Partizipation als Zieldimension luxemburgischer Jugendpolitik

Die luxemburgische Jugendpolitik hat die Partizipation von jungen Menschen zu einem kontinuierlichen Schwerpunktthema gemacht. Hierzu orientiert sich die nationale Jugendpolitik an mehreren Richtlinien und Aktionsplänen, die international an europäischen Initiativen ausgerichtet sind und auf nationaler Ebene in Zusammenarbeit mit Jugendlichen und Jugendorganisationen erarbeitet wurden. In den ersten „Lignes directrices“ (Richtlinien der Jugendpolitik) aus dem Jahr 1996 werden die drei Grundpfeiler der luxemburgischen Jugendpolitik beschrieben (Ministère de la Jeunesse, 1996):

- Partizipation der Jugendlichen an der Gesellschaft als Verwirklichung von Demokratie;
- Chancengleichheit für alle Jugendlichen zur Vermeidung einer gespaltenen Gesellschaft;
- die Vermittlung von Grundwerten wie Demokratie, Solidarität und Toleranz.

Diese Richtlinien wurden in den Folgejahren im Rahmen von drei Aktionsplänen mit jeweils unterschiedlichen Schwerpunkten (Partizipation, Kommunikation mit Jugendlichen, Jugendarbeit, Ehrenamtlichkeit, Partnerschaft) ausgearbeitet und weiterentwickelt. Die in den Aktionsplänen definierten Maßnahmen streben eine Jugendpolitik an, die den Dialog mit den Jugendlichen, ihre Mitbestimmung am gesellschaftlichen Leben und ihre ehrenamtliche Arbeit unterstützt.

Im Jahr 2004 wurden die zweiten Richtlinien der Jugendpolitik verabschiedet (MFI & SNJ, 2004). Die in diesen Richtlinien enthaltenen Empfehlungen und Impulse beziehen sich v. a. auf die strukturelle Verbesserung der Wissensgenerierung über die Situation der Jugendlichen in Luxemburg und beinhalten dementsprechend systematische Ansätze, die darauf ausgerichtet sind, das Verständnis von Jugend zu verbessern. Mit Bezug auf die gesellschaftlichen Herausforderungen in Luxemburg (insbesondere die ethnische Heterogenität und die Anforderungen des Arbeitsmarkts) legt die Jugendpolitik besonderen Wert auf den Ausbau von entsprechenden Strukturen zum Abbau von sozialer Exklusion, zur beruflichen Integration von sozial benachteiligten Jugendlichen und zur Zertifizierung des freiwilligen Engagements.

Im Jahr 2008 wurde das neue Gesetz zur Jugend verabschiedet.¹⁵ Es löst das Gesetz vom 27. Februar 1984 ab, welches die Gründung des nationalen Jugenddienstes (SNJ) vorsah. Das neue Gesetz greift die gesellschaftlichen und sozialisationstheoretischen Aspekte des demografischen Wandels, die Herausforderungen der interkulturellen Gesellschaft Luxemburgs und die erhöhten Anforderungen des Arbeitsmarkts auf. Es orientiert sich an den Schlussfolgerungen aus den zweiten Richtlinien über die Jugendpolitik aus dem Jahr 2004 sowie an den Resolutionen, die im Rahmen der Offenen Methode der Koordinierung vom EU-Jugendministerrat verabschiedet wurden (MFI, 2008b). Als konkrete Neuerungen der Jugendpolitik wurden im Rahmen des Gesetzes die Einführung eines Nationalen Jugendparlaments und die Kopplung der staatlichen Subventionierung von Infrastrukturkosten kommunaler Jugendeinrichtungen an die Konzeption und Umsetzung eines Jugendkommunalplans beschlossen.

Wichtige Impulse entstehen auch durch die Zusammenarbeit mit der Europäischen Kommission. Durch die Implementierung von Programmen wie „JUGEND“ oder „JUGEND IN AKTION“ konnte z. B. dazu beigetragen werden, dass Projekte wie der Europäische Freiwilligendienst sich in Luxemburg etabliert haben (Meisch, 2009). Durch die Programme und Maßnahmen der Europäischen Kommission werden junge Menschen dabei unterstützt, sich aktiv an den Diskussions- und Entscheidungsprozessen im demokratischen System zu beteiligen.

Mit Blick auf die politische Sozialisation stellt die außerschulische Jugendbildung ein jüngerer Ziel der luxemburgischen Jugend- und Bildungspolitik dar (siehe hierzu auch Kapitel 3). So wird in den Richtlinien von 2004 u. a. auf die Notwendigkeit der Erarbeitung eines Konzepts für die staatsbürgerliche und soziale Bildung und Partizipation verwiesen.

¹⁵ „Loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse“.

8.3. BEDINGUNGEN JUGENDLICHER PARTIZIPATION

Wie aus den Ausführungen zum Stand wissenschaftlicher Forschungen deutlich wurde, sind Partizipation und soziales Engagement an eine Reihe von Bedingungen geknüpft. Hierzu zählen auf individueller Ebene vor allem die Wertorientierungen und Einstellungen zu Politik und Demokratie sowie das Interesse an Politik, auf der strukturellen Ebene vor allem die bereitgestellten Handlungsmöglichkeiten und Ressourcen.¹⁶

8.3.1. Wertorientierungen

Die Entwicklung der Werte und Wertorientierungen junger Menschen steht in einem engen Zusammenhang mit den gesellschaftlichen Wandlungsprozessen der letzten Jahrzehnte. Die empirische Werteforschung wird daher verstärkt als Wertewandelforschung betrieben und die Jugend steht dort als Trendsetter im Zentrum der Aufmerksamkeit (Gille, 2006, S. 132).

Bei der soziologischen Untersuchung des Wertewandels werden in der Literatur meist zwei zentrale Positionen beschrieben: Ronald Inglehart (1998) vertritt die These, dass seit den 1970er Jahren eine Abwendung von materiellen Werten und eine gleichzeitige Hinwendung zu postmateriellen Werten stattfindet („silent revolution“). Helmut Klages hingegen geht mit seinem „Konzept der Wertesynthese“ (1988) davon aus, dass der Bedeutungsverlust traditioneller Pflicht- und Akzeptanzwerte (wie Disziplin, Leistung oder Ordnung) und der gleichzeitige Bedeutungszuwachs moderner Selbstentfaltungswerte (wie Kreativität, Engagement, Mitwirkung oder Genuss) in einem dynamischen Verhältnis zueinander stehen und dass Werte als Mischform koexistieren (siehe hierzu auch Meyers & Willems, 2008, S. 137).

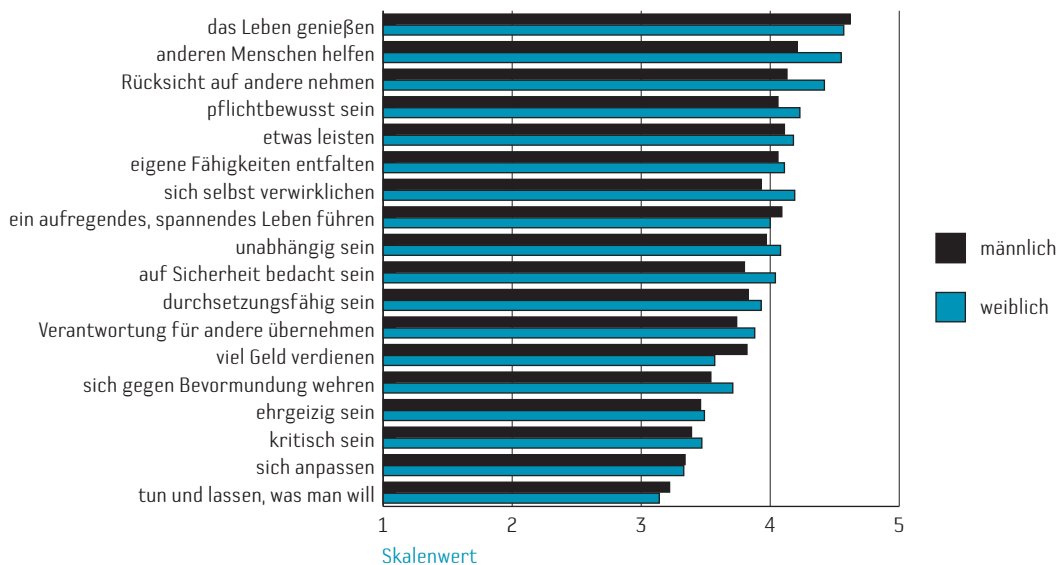
Jugendspezifische Studien bestätigen durchgehend, dass der Wertewandel besonders bei der jungen Generation deutlich sichtbar wird. So prägte die 15. Shell-Studie erstmals den Begriff der „pragmatischen“ jungen Generation (Deutsche Shell, 2006) und konnte gegenüber früheren Studien einen deutlichen Mentalitätswandel feststellen (Deutsche Shell, 2002): Nachdem die Jugendlichen in den 1980er Jahren Leistungs- und Anpassungswerten eher kritisch gegenüberstanden und viel stärker zu Selbstentfaltungswerten tendierten, wird in der Studie heute wieder ein gegenläufiger Trend registriert. Werte wie Leistung und Sicherheit sowie Tugenden wie Fleiß und Ehrgeiz rücken wieder stärker in den Vordergrund. Diesen Trend bestätigt auch die 15. Shell-Studie. Prägnant ist in dieser Studie das Ergebnis, dass Jugendliche heute vor allem Strategien der persönlichen und praktischen Problembewältigung wählen und sich leistungs-, macht- und anpassungsorientierte Werte stärker durchsetzen als engagement- und gesellschaftsbezogene Einstellungen. Als wesentliche Einflussfaktoren gelten das Lebensalter, die Geschlechtszugehörigkeit, das Bildungsniveau, der erreichte Status in Ausbildung und Beruf, regionale Faktoren und der Migrationshintergrund.

Auch in Luxemburg lassen sich diese Trends beobachten. Im Rahmen einer Studie zur Situation der Jugend in der Südregion Luxemburgs wurde danach gefragt, welche Werte den luxemburgischen Jugendlichen am wichtigsten sind. Die Ergebnisse der Studie bestätigten einen von Klages (1988) beschriebenen Trend hin zur Wertesynthese. Jugendliche in Luxemburg schätzen selbstbezogene, hedonistische und leistungsbezogene Werte und soziale Werte (sich um andere Menschen kümmern) gleichermaßen (Boulten et al., 2007). In der Studie wurde auch untersucht, ob sich die Werte der Jugendlichen unter Betrachtung verschiedener Gruppen unterscheiden. Die luxemburgische Studie zeigt, dass weibliche und männliche

¹⁶ Die hier zur Verfügung stehende Datenbasis besteht überwiegend aus Daten des „European Social Survey“ aus dem Jahr 2004 und der Jugendkommunalpläne aus dem Süden und Osten des Landes aus den Jahren 2004–2009. Zudem wird auf die Studie „Bildungsstand und Bildungsvoraussetzungen im Bereich ‚Nachhaltige Entwicklung‘: Eine Studie bei luxemburgischen Sekundarschülern der Abschlussklassen“ der Universität Luxemburg aus dem Jahr 2009 zurückgegriffen (Boll & Faber, 2009). Neben diesen nationalen Studien wird auf die Ergebnisse der europäischen Vergleichsstudie EUYOUNG aus dem Jahr 2004 Bezug genommen.

Jugendliche im Großen und Ganzen über eine ähnliche Wertestruktur verfügen, allerdings mit einigen auffälligen Unterschieden: Mädchen ist es wichtiger, anderen Menschen zu helfen und auf andere Rücksicht zu nehmen. Sie sind stärker auf Sicherheit bedacht und legen höheren Wert darauf, sich selbst zu verwirklichen. Mädchen legen zudem etwas mehr Wert darauf, pflichtbewusst und unabhängig zu sein, Verantwortung für andere zu übernehmen und sich gegen Bevormundung zu wehren. Sie erweisen sich diesen Ergebnissen zufolge als nach wie vor eher an traditionell-konventionellen prosozialen Werten orientiert. Allerdings zeigt sich auch, dass sie diese Werthaltungen verstärkt mit Selbstentfaltungswerten kombinieren (sich selbst verwirklichen wollen und unabhängig sein) (Boulton et al., 2007; Willems & Meyers, 2008). Jungen dominieren lediglich in Bezug auf eine Wertorientierung sehr deutlich: Ihnen ist es wichtiger, viel Geld zu verdienen (siehe Abbildung 8.1).

Abbildung 8.1: Wertorientierungen der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen in der Südregion nach Geschlecht



Quelle: (Boulton et al., 2007, S. 273); n = 1.244-1.250

Betrachtet man die Aussagen der Jugendlichen differenziert nach Alter, zeigt sich, dass ältere Jugendliche im Vergleich zu jüngeren Jugendlichen fast durchgängig ein höher ausgeprägtes Wertebewusstsein haben. Junge und ältere Jugendliche unterscheiden sich auch im Hinblick auf die Beurteilung der Wichtigkeit bestimmter Wertorientierungen: Ältere Jugendliche legen mehr Wert darauf, kritisch, unabhängig, ehrgeizig, pflichtbewusst und durchsetzungsfähig zu sein. Jüngeren Jugendlichen ist es dagegen wichtiger, ein aufregendes und spannendes Leben zu führen. Die älteren Jugendlichen möchten sich eher selbst verwirklichen, ihre eigenen Fähigkeiten entfalten, aber dabei auch Rücksicht auf andere nehmen. Tendenziell ist es den älteren Jugendlichen in Luxemburg auch wichtiger, Verantwortung für andere zu übernehmen. Insgesamt erweisen sich die älteren Jugendlichen demnach als stärker konventionalistisch, etwas weniger materiell und etwas stärker pflicht- und verantwortungsbewusst als die jüngeren Befragten.

Die luxemburgische Studie untersuchte auch Differenzierungen in den Wertorientierungen von Jugendlichen unterschiedlicher Nationalitäten. Die hierbei festgestellten Unterschiede waren jedoch weniger ausgeprägt als die altersspezifischen Differenzen. Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität halten es für etwas wichtiger, ehrgeizig, kritisch und durchsetzungsfähig zu sein, während Jugendliche mit

nichtluxemburgischer Nationalität stärker auf Sicherheit bedacht sind und mehr Wert darauf legen, sich anzupassen. Während bei den Befragten mit luxemburgischer Nationalität Selbstentfaltungswerte eine größere Rolle spielen, stehen bei den Jugendlichen mit nichtluxemburgischer Nationalität konventionalistische Werte im Vordergrund (Sicherheit, Anpassung usw.). In den dargestellten Ergebnissen spiegelt sich vor allem der Umstand wider, dass die luxemburgischen Jugendlichen sich ihre Werte heute gezielt danach zusammenstellen, wie sie ihnen für eine persönlich erfolgreiche Lebensgestaltung am erfolgversprechendsten erscheinen. Die Ablehnung traditioneller Werte, wie dies in der „silent revolution“ der Fall war, ist heute nicht mehr dominant. Vielmehr werden Werte wie Treue, Fleiß oder Familie als wichtige Ergänzung sowohl zu postmaterialistischen, als auch zu materialistischen Werten oder Selbstverwirklichungswerten gesehen (Boulton et al., 2007; Willems & Meyers, 2008).

8.3.2. Politikinteresse

Das Interesse an Politik ist ein weiterer wesentlicher Faktor für das politische Engagement Jugendlicher (Schneider, 1995). Eine Vielzahl von Studien spricht von einem rückläufigen Politikinteresse und sogar von einer Distanz der Jugendlichen gegenüber der traditionellen Politik (Fatke, 2007, S. 31; Spannring et al., 2008). Diese Distanz beschränkt sich nicht nur auf die Beurteilung politischer Programme und politischer Parteien, sondern richtet sich auch auf die Ebene der aktiven politischen Handlung. Auch das Bewusstsein von Politik im Sinne der „Demokratie als Lebensform“ (Dewey, 1949) und der Gestaltung kommunaler Lebens- und Kommunikationsräume wird als nicht stark ausgeprägt beschrieben (Roth, 2009).

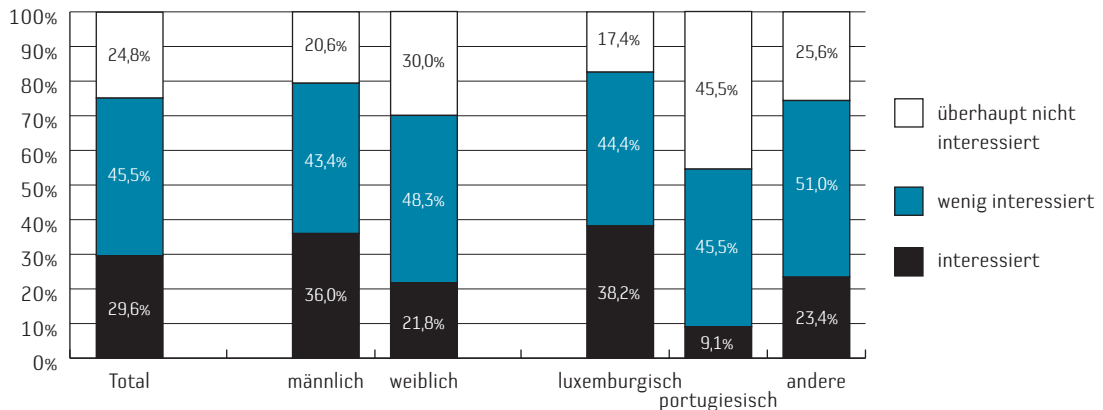
Andere Befunde hingegen zeigen, dass die junge Generation durchaus engagiert ist und sich nicht verweigert, mit der Demokratie weitgehend zufrieden und in vielfältiger Weise aktiv und engagiert ist (z. B. Hafenecker et al., 2005). Hier wird vor allem auf Formen der politischen Beteiligung jenseits der etablierten Parteien, Verbände und Gruppen mit ihren längerfristigen Mitgliedschaften und verbindlichen Prozeduren hingewiesen. Eher mit punktuellen und selbstbestimmten Engagements, mit Aktionen und Projekten, Events und Demonstrationen zeigt die junge Generation, welche Themen sie mobilisieren, welches Politikverständnis sie hat und welche Formen des konventionellen und unkonventionellen Engagements sie favorisiert. Im Spiegel der nachfolgend dargestellten Studienergebnisse¹⁷ werden die unterschiedlichen Richtungen sichtbar, in die die Forschungsergebnisse zum Politikinteresse Jugendlicher in Europa und in Luxemburg sich bewegen.

Die Ergebnisse des Flash Eurobarometer zum Politikinteresse zeigen einen überdurchschnittlich positiven Trend: Nach der Studie interessieren sich 82 % der befragten Jugendlichen in Europa für die nationale Politik ihres Landes. 73 % der Befragten geben an, sich für die Politik auf der kommunalen oder regionalen Ebene zu interessieren, 66 % sind zudem am aktuellen politischen Geschehen in der EU interessiert. Dabei zeigt sich, dass besonders die älteren und gut ausgebildeten Jugendlichen in Europa sowie diejenigen, die in einer Großstadtregion leben, ein höheres Interesse an den politischen Entwicklungen auf den verschiedenen Ebenen haben. Von den luxemburgischen Jugendlichen, die im Rahmen des Eurobarometer befragt wurden, geben 74 % an, an den politischen Geschehnissen in Luxemburg interessiert zu sein. Mit Blick auf den Gesamtdurchschnitt aller Länder belegt Luxemburg mit diesem Wert lediglich den viertletzten Platz. Weiter im europäischen Mittelfeld liegt Luxemburg aber bei der Frage nach dem Interesse an kommunal- und regionalpolitischen Prozessen (71 %) und im oberen Mittelfeld bei der Frage nach dem Interesse an der Politik der EU (70 %). Zur genaueren Betrachtung der Situation in Luxemburg lässt sich auf die Daten des „European Social Survey“ (ESS) aus dem Jahr 2004 zurückgreifen. Wie die Abbildung 8.2 zeigt, geht aus

¹⁷ 202 Flash Eurobarometer 2007, (hieran nahmen 19.000 Menschen zwischen 15 und 30 Jahren aus ganz Europa teil, darunter auch 504 Jugendliche aus Luxemburg), Daten der EUYOPART-Studie 2004 (8.030 Jugendliche aus acht europäischen Ländern, keine Beteiligten aus Luxemburg), luxemburgische Daten des „European Social Survey“ 2002, Ergebnisse der Jugendkommunalpläne in luxemburgischen Gemeinden im Süden und Osten des Landes 2004–2009.

den luxemburgischen Daten dieser europaweit durchgeführten Studie hervor, dass knapp 30% der jungen Luxemburger ziemlich (26%) oder sehr an politischen Themen interessiert (3,5%) sind. Im Hinblick auf die Nationalität der Befragten ist festzustellen, dass Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität insgesamt häufiger angeben (38%), politisch interessiert zu sein, als Jugendliche mit einer anderen Nationalität (insgesamt 23%). Unter den in Luxemburg lebenden Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität bezeichnen sich lediglich 9% der Befragten als politisch interessiert. Umgekehrt zeigt sich, dass 17% der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität, 26% der Jugendlichen mit anderer Nationalität und immerhin 46% der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität sich als überhaupt nicht politisch interessiert bezeichnen.

Abbildung 8.2.: Politikinteresse der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Geschlecht und Nationalität



Quelle: Datenbank ESS 2004; n (ungewichtet) lux. = 279, port. = 72, andere = 62; w = 203, m = 210; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Betrachtet man die Ergebnisse aktueller luxemburgischer Jugendstudien, die im Rahmen der Jugendkommunalpläne in den Gemeinden im Süden und Osten Luxemburgs durchgeführt wurden, so zeigen sich ähnliche Tendenzen wie bei den ESS-Ergebnissen (Boulton et al., 2007). Die Differenzen in den empirischen Befunden in Europa und Luxemburg verdeutlichen, dass keine Rede davon sein kann, dass sich die Jugend sukzessive oder als Ganzes von der Politik abwendet. Auch wenn ein Desinteresse der Jugendlichen an der verfassten Politik teilweise sichtbar wird, so ist doch darauf hinzuweisen, dass auch ihr Interesse an einem gesellschaftlichen Engagement vergleichsweise hoch ist und dass Jugendliche in vielen verschiedenen Lebensbereichen beteiligt sind.

Da das Politikinteresse Jugendlicher als ein Indikator für die politische Sozialisation und das Hineinwachsen der Jugendlichen in die demokratische Kultur gilt, werfen diese Werte einige Fragen auf. Sie weisen darauf hin, dass sich die junge Generation portugiesischer Migranten sowie auch andere Jugendliche mit Migrationshintergrund in Luxemburg bislang immer noch wenig mit den demokratischen Strukturen in Luxemburg und der Demokratisierung in ihrem Land vertraut gemacht haben und sich nicht ausreichend angesprochen fühlen. Eine erfolgreiche soziale Integration und die Bildung einer zivilen und demokratischen Identität innerhalb Luxemburgs werden hierdurch erschwert.

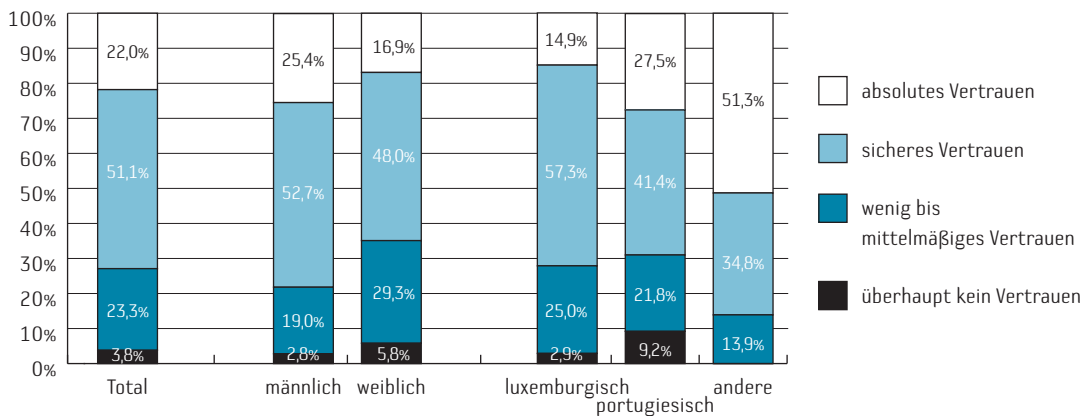
8.3.3. Einstellungen gegenüber Politik und Demokratie

Als weitere Bedingungsfaktoren für Partizipation sind die Einstellungen der Jugendlichen gegenüber Politik und Demokratie von Bedeutung. Die Frage nach dem Vertrauen, das Jugendliche in verschiedene politische Institutionen setzen, wurde vielfach in empirischen Studien zur politischen Beteiligung untersucht. Bei der Einstufung des politischen Vertrauens wird dabei meist eine Trennung zwischen (parti)politischen Institutionen (wie Regierungen, Parteien oder einzelne Politiker), regulativen Institutionen (wie Gerichte, die Polizei oder andere Behörden) und eher sozial orientierten Institutionen (wie Menschenrechtsorganisationen, Nichtregierungsorganisationen) vorgenommen.

Den luxemburgischen Ergebnissen des ESS zufolge haben die meisten luxemburgischen Jugendlichen zwischen 15 und 29 Jahren ein relativ sicheres Vertrauen (70,8 %) in die Politiker ihres Landes. Differenziert man diesen Befund nach der Nationalität der Befragten, so zeigt sich, dass die Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität Politikern gegenüber ein hohes Vertrauen entgegenbringen (70,6 %); etwas weniger Vertrauen in die Politiker haben die Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität (63,1 %). Allerdings wird auch gezeigt, dass die Anzahl der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität, die wenig bis überhaupt kein Vertrauen in Politiker haben, mit insgesamt 36,8 % vergleichsweise hoch liegt.

In der Abbildung 8.3 wird sichtbar, dass das Vertrauen der Jugendlichen in das nationale Parlament noch einmal höher ist als das Vertrauen in die nationalen Politiker in Luxemburg. 73,1 % aller 15- bis 29-Jährigen in Luxemburg sagen, dass sie dem Parlament gegenüber absolutes oder sicheres Vertrauen entgegenbringen. Dabei ist das Vertrauen der Jungen höher als das der Mädchen (78,1 % im Vergleich zu 64,9 %). Im Vergleich der Nationalitäten ergeben sich keine wesentlichen Unterschiede. Die Zahlen für Luxemburg liegen hierbei auch im Vergleich zu den europäischen Zahlen wesentlich höher.

Abbildung 8.3.: Vertrauen der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen in die „Chambre des Députés“ nach Geschlecht und Nationalität

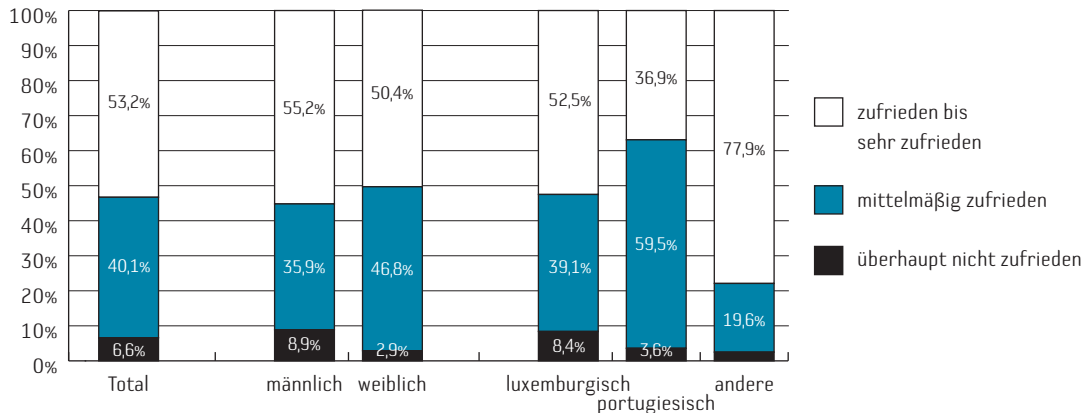


Quelle: Datenbank ESS 2004; n (ungewichtet) lux. = 250, port. = 57, andere = 44; w = 162, m = 189; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Neben dem Vertrauen in Politiker und Parlament ist auch die Zufriedenheit der Jugendlichen mit der Demokratie ein wichtiger Indikator. Bei der Frage des ESS (2004) nach der Zustimmung zur Demokratie als Staatsform wird deutlich, dass insgesamt 53,2 % aller luxemburgischen Jugendlichen zwischen 15 und 29 Jahren der Aussage zustimmen, dass sie mit der Demokratie als Staatsform zufrieden oder sehr zufrieden sind (Abbildung 8.4). Ähnliche Werte werden auch bei der Gruppe der Jugendlichen mit luxemburgischer

Nationalität sowie bei den Jungen und Mädchen gleichermaßen sichtbar. Hiervon abweichend bezeichnen sich allerdings lediglich 36,9% der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität selbst als mit der Demokratie zufrieden bis sehr zufrieden.

Abbildung 8.4.: Demokratiezufriedenheit der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Geschlecht und Nationalität



Quelle: Datenbank ESS 2004; n (ungewichtet) lux. = 224, port. = 51, andere = 48; w = 147, m = 176; die prozentualen Anteile basieren auf gewichteten Zahlen

Insgesamt unterscheiden sich Jugendliche in Luxemburg mit ihren Einstellungen gegenüber der Demokratie und dem demokratischem Gesellschaftssystem nicht wesentlich von den Erwachsenen, sondern gleichen sich dem „gesellschaftlichen Mainstream“ heute stärker an, als dies früher der Fall war. Dies wird aus den Daten des ESS 2004 deutlich, wonach insgesamt 57,9% der luxemburgischen Befragten aller Altersklassen mit der Demokratie zufrieden sind (Datenbank ESS 2004).

Demgegenüber sind die Erwartungen der Jugendlichen an die Interessenvertretung der Allgemeinheit seitens der Politik und an die Responsivität der politischen Beteiligung wenig optimistisch. Die Ergebnisse weisen darauf hin, dass die Jugendlichen den Möglichkeiten der konventionellen Politik eher wenig vertrauen und dass es Zweifel daran gibt, ob sich das in die Politik investierte Vertrauen und die Investition von Zeit und Engagement (z. B. durch den Gang zur Wahlurne) auch wirklich lohnen.

Allerdings stellt sich in diesem Zusammenhang die Frage nach dem Wissen, über das Jugendliche bezüglich politischer Verfahren und Zusammenhänge verfügen. Ob sie Politik wirklich verstehen und bewerten können, hängt davon ab, wie Kinder und Jugendliche während ihrer Sozialisation dazu befähigt wurden, demokratische Prozesse in ihrem Aufbau und ihren Abläufen zu verstehen und zu reflektieren. In der öffentlichen und wissenschaftlichen Diskussion gibt es hierüber unterschiedliche Meinungen. Im Rahmen des ESS wurden Jugendliche beispielsweise gefragt, wie häufig ihnen politische Themen als zu kompliziert erscheinen. Die Ergebnisse machen deutlich, dass es für insgesamt ca. drei Viertel der befragten Jugendlichen hilfreich und sinnvoll wäre, wenn politische Inhalte und Themen deutlicher oder verständlicher kommuniziert würden, weil sie als kompliziert wahrgenommen werden. Eine Studie der Universität Luxemburg hat in diesem Zusammenhang nachgefragt, in welchem Umfang politische Themen in den Abschlussklassen der Sekundarstufen in Luxemburg vermittelt werden. Hierbei zeigte sich, dass 30,4% der Schüler angaben, in der Schule nichts darüber gelernt zu haben, wie in Wirtschaft und Politik wichtige Entscheidungen getroffen werden. Darüber hinaus sagten 42,4% der Schüler, sie hätten nichts darüber gelernt, wie Entscheidungen in der Gesellschaft beeinflusst werden können. Außerdem wünschten sich die Schüler selbst

mehr politik- und gesellschaftsrelevante Inhalte im Unterricht und waren durchaus daran interessiert, sich mit politischen Themen auseinanderzusetzen. 56 % der Schüler möchten künftig mehr darüber lernen, wie in Wirtschaft und Politik wichtige Entscheidungen getroffen werden. 61,2 % der Schüler möchten mehr darüber lernen, wie man Entscheidungen in der Gesellschaft beeinflussen kann (Boll & Faber, 2009).

Ein wichtiger Faktor für die Identifikation mit der Demokratie und für die Entwicklung von Vertrauen in die politischen Institutionen ist die Erfahrung der Jugendlichen mit politischer Partizipation und sozialem Engagement. Insbesondere die Erfahrung, Gehör zu finden, Anerkennung durch die Politiker zu erfahren und als Dialogpartner ernstgenommen zu werden, ist hierbei wichtig.

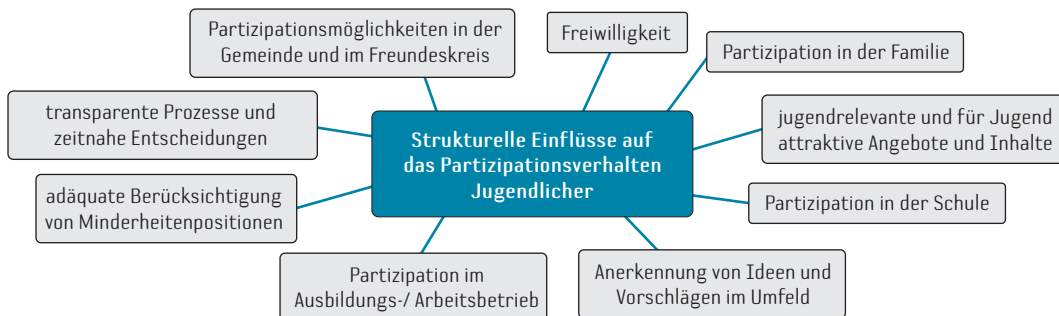
8.3.4. Strukturelle Angebote und Ressourcen zur Förderung von Partizipation

Neben dem Interesse, der Motivation und der Fähigkeit Jugendlicher, sich in der Gesellschaft adäquat einzubringen und diese mitzugestalten, benötigt erfolgreiche Partizipation auch die hierzu erforderlichen Ressourcen und Strukturen. Es ist Ziel und Aufgabe der Gesellschaft und des Staates, diese bereitzustellen und somit die Grundlagen für demokratische und soziale Teilhabe zu schaffen. Damit Jugendliche überhaupt ein Interesse an der Mitgestaltung von politischen und gesellschaftlichen Fragen entwickeln und mit ihrer Partizipation ein sinnvolles, sowohl individuell als auch gesellschaftlich nützliches und wertvolles Handeln verbinden, ist es u. a. notwendig, dass sie genügend attraktive und interessante Partizipationsangebote vorfinden.

Es wurde bereits darauf hingewiesen, dass das Partizipationsverhalten junger Menschen erheblich dadurch beeinflusst werden kann, wie mit den Ergebnissen partizipativer Aktionen, den Ideen und den Vorschlägen Jugendlicher umgegangen wird, und welche Anerkennung diese erhalten (Responsivität). Transparente und verständliche Entscheidungsprozesse wirken sich insofern ebenso positiv auf das Partizipationsverhalten Jugendlicher aus wie zeitnahe Entscheidungen, die nicht im Laufe langer politischer und bürokratischer Verfahren aus dem Blickwinkel der Jugendlichen geraten.

Bei der Konzeption und Durchführung von Partizipationsangeboten und der Implementierung von Partizipationsstrukturen ist es von Bedeutung, Unterschiede in Bezug auf das Alter, das Geschlecht, den persönlichen Hintergrund und die Erfahrungen der Jugendlichen zu beachten und die Beteiligungsmethoden entsprechend auszuwählen. Wichtig ist, dass alle Jugendlichen gleichermaßen angemessene demokratische Einflussmöglichkeiten vorfinden und positive Partizipationserfahrungen sammeln können. In Abbildung 8.5 werden zentrale strukturelle Einflüsse auf das Partizipationsverhalten von Jugendlichen dargestellt: zum einen Aspekte einer umfassenden Partizipationskultur in den verschiedenen Bereichen der Gesellschaft (Schule, Arbeit, Familie, Freundeskreis, Gemeinde); zum anderen Aspekte einer transparenten, responsiven Politik (zeitnahe und transparente Entscheidungsprozesse, Anerkennung u. a.).

Abbildung 8.5.: Strukturelle Einflüsse auf das Partizipationsverhalten Jugendlicher

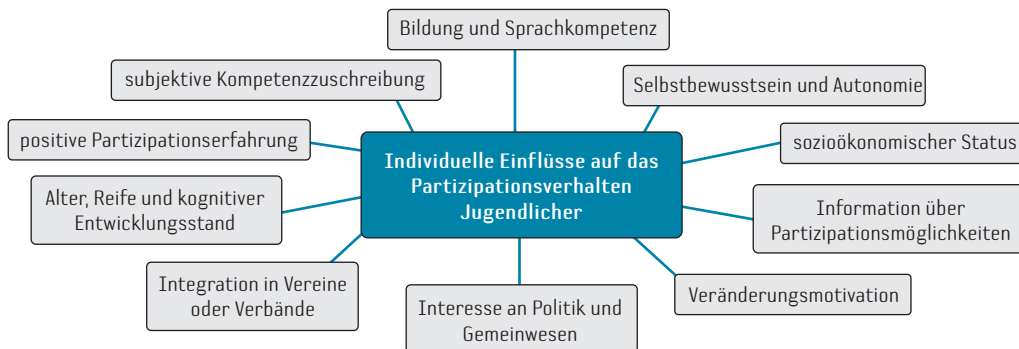


Quelle: eigene Darstellung

Um in den genannten Kernbereichen des gesellschaftlichen Lebens und der Politik Partizipation zu stärken, werden sowohl auf europäischer, wie auch auf nationaler Ebene in Luxemburg eine Reihe von Aktionsprogrammen und Aktivitäten durchgeführt.¹⁸ Zudem bedarf es gezielter, auf die Jugendlichen ausgerichteter und im Lebensumfeld der Jugendlichen installierter Formen der Teilnahme an gesellschaftlichen und politischen Prozessen, wie z. B. konkrete kommunale Partizipationsangebote oder nachhaltige Partizipationsstrukturen innerhalb von Schulen.

Erfolgreiche Partizipation benötigt jedoch nicht nur eine solide strukturelle Grundlage, sondern hängt auch von den individuellen Möglichkeiten ab, über die jeder Jugendliche verfügt. In der politischen Partizipationsforschung gelten diese Kapazitäten oder die sogenannten „Partizipationsressourcen“ als eine zentrale Voraussetzung für die soziale, gesellschaftliche und politische Beteiligung (Verba, Lehmann & Brady, 1995). Jugendliche mit einem höheren Bildungsstatus, deren Familien ein solides Einkommen haben, verfügen oft nicht nur über mehr Geld und Zeit, sondern auch über mehr zivile Kompetenzen. Damit sind Fähigkeiten wie Sprachvermögen gemeint, aber auch allgemeine Kommunikationsfähigkeit und Erfahrungen in der Artikulation eigener Meinungen, die bei bestimmten Formen der Beteiligung benötigt werden. Wenn es um das Aushandeln von Konflikten oder das Treffen gemeinsamer Entscheidungen geht, ist die Kompetenz, andere zu verstehen und sich sprachlich verständlich machen zu können wichtig.

Abbildung 8.6.: Individuelle Einflüsse auf das Partizipationsverhalten Jugendlicher



Quelle: eigene Darstellung

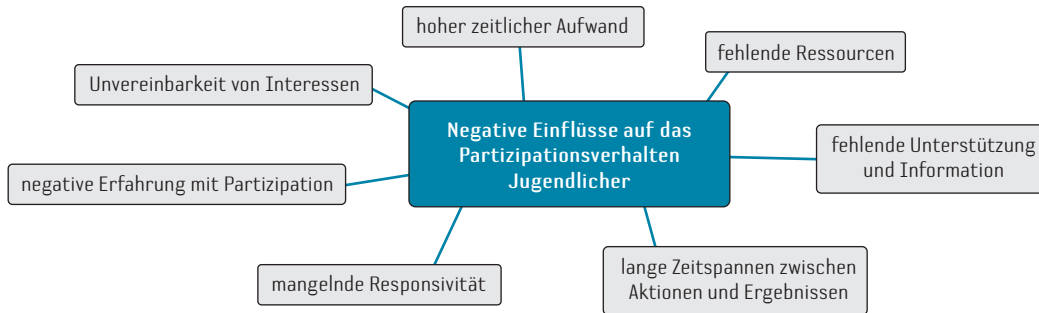
Daneben trägt die Integration in Vereinen oder Verbänden dazu bei, dass Jugendliche das Engagement für ein gemeinsames Ziel als positive Lernerfahrung erleben. Hier ist zudem der Raum, in dem Jugendliche ein offenes Ohr für Ideen finden und an dem sie Anerkennung erfahren. Jugendliche, die ein stärkeres Interesse an den Vorgängen innerhalb ihrer Umgebung haben, sind eher dazu bereit, sich zu beteiligen, als andere (Verba et al., 1995). Einen Einfluss auf die Bereitschaft hat auch der altersgemäße kognitive Reifegrad, was sich darin zeigt, dass jüngere Jugendliche allgemein weniger Interesse und Partizipationsbereitschaft zeigen als ältere Jugendliche (Abbildung 8.6).

Partizipation bedarf aber nicht nur der individuellen Motivation und Bereitschaft der Jugendlichen, sondern benötigt auch finanzielle Ressourcen. Zugleich kann nur dann von erfolgreicher Partizipation gesprochen werden, wenn die Einflussnahme Jugendlicher mit den entsprechenden Konsequenzen auch gewollt und unterstützt wird. Die Unvereinbarkeit der Interessen führt im Rahmen von Partizipation nicht selten zu Enttäuschungen. Besonders dann, wenn die Meinungen und Interessen Jugendlicher nur pro forma eingeholt werden, wenn keine Responsivität seitens der Politik erkennbar wird oder Vorschläge im

¹⁸ Vgl. hierzu den Jahresbericht der „Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise“ (2008).

Laufe langer politischer Entscheidungswege verloren gehen, wird Partizipation für Jugendliche uninteressant. Negative Einflüsse auf das Partizipationsverhalten Jugendlicher sind deshalb insbesondere aus solchen Erfahrungen mit Partizipation zu erwarten (Abbildung 8.7).

Abbildung 8.7.: Negative Einflüsse auf das Partizipationsverhalten Jugendlicher



Quelle: eigene Darstellung

Sowohl die staatlichen und kommunalen Einrichtungen, wie auch soziale und pädagogische Institutionen haben eine gewisse Vorreiterrolle, wenn es darum geht, die Bedingungen und Voraussetzungen jugendlicher Partizipation zu reflektieren. Auf Grundlage ihrer gesellschaftspolitischen und sozialpolitischen Rolle haben sie aber auch eine besondere Chance, Partizipation in vielfältiger Weise strukturell zu verankern. In diesem Sinne stellt sich die Frage, in welchem Verhältnis die genannten Akteure gegenüber der Förderung von Partizipation und zivilem Engagement stehen und wie die hier zur Verfügung stehenden Ressourcen adäquat genutzt werden können.

8.4. PARTIZIPATION JUGENDLICHER IN VERSCHIEDENEN LEBENSBEREICHEN

Die Partizipation und das Engagement Jugendlicher in vielen gesellschaftlichen Bereichen in Luxemburg darzustellen, ist ein zentraler Schwerpunkt dieses Kapitels. Im Mittelpunkt steht die gelebte Partizipation im Alltag, die darin zum Ausdruck kommt, wie Kinder und Jugendliche untereinander und mit Erwachsenen kommunizieren, ihre individuellen und gemeinsamen Interessen vertreten, Positionen aushandeln, sich engagieren und ihre Lebenswelt mitgestalten. In den vergangenen Jahren haben sich vor allem im kommunalen Raum neue Formen gesellschaftlicher Beteiligung von Kindern und Jugendlichen entwickelt; aber auch in Schulen, in der Jugendarbeit oder in Vereinen sind vielfältige Beteiligungsmöglichkeiten vorhanden.

Im Folgenden sollen einige empirische Befunde zur sozialen und gesellschaftlichen Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg dargelegt werden. Dabei muss berücksichtigt werden, dass der Stand der Forschung und die Datenlage in den genannten Bereichen in Luxemburg noch große Lücken aufweist.

8.4.1. Mitwirkung in der Familie

Die Familie prägt als primäre Sozialisationsinstanz die Einstellungen und Werte sowie das spätere Mitwirkungsverhalten von Kindern und Jugendlichen entscheidend mit (Schneider & Fatke, 2007, S. 61). Durch die Möglichkeit der Mitsprache und Mitwirkung an familiären Entscheidungsprozessen machen Kinder und Jugendliche die ersten prägenden Erfahrungen damit, inwieweit ihre Meinungsäußerungen respektiert und ihre Interessen berücksichtigt werden. Es geht dabei beispielsweise um die Diskussion und Festlegung gemeinsamer Regeln des Zusammenlebens oder die Festlegung von Aufgaben und Rollen innerhalb der Familie, aber auch um die Beteiligung an Entscheidungen, die die Familie betreffen. Eine diesbezügliche Studie der Bertelsmann Stiftung¹⁹ zeigt, dass Jugendliche allgemein in der Familie (im Vergleich zu anderen Lebensbereichen wie Schule oder Kommune) am häufigsten mitbestimmen können (Schneider & Fatke, 2007). Aus den Ergebnissen geht hervor, dass die Mitbestimmungsmöglichkeiten der Jugendlichen in der Familie mit steigendem Alter zunehmen. Zugleich kann gezeigt werden, dass Jugendliche nicht in allen Familien in gleicher Intensität mitbestimmen können. Insbesondere junge Menschen aus kleineren Familien und Jugendliche mit einem höheren Bildungsgrad können überdurchschnittlich viel mitbestimmen; während Jugendliche, deren Familie aus einem anderen Herkunftsland stammt, die viele Geschwister haben oder einen geringen Bildungsgrad besitzen, über weniger Mitwirkungsmöglichkeiten in der Familie verfügen (Hafeneger et al., 2005).

Die Studie zum Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg (Wagener & Petry, 2002) hat u. a. die Frage nach der Partizipation Jugendlicher in ihren Familien aufgegriffen. Die Beziehung Jugendlicher zu ihren Eltern, die Möglichkeiten, die Jugendliche haben, sich zuhause an Entscheidungsprozessen zu beteiligen sowie die aktive Mitwirkung und das Engagement Jugendlicher in der Haushaltsführung, wurden in dieser Studie als Indikatoren zur Definition von Wohlbefinden aufgegriffen.²⁰

Die Ergebnisse zeigen, dass über die Hälfte der befragten Jugendlichen in Luxemburg regelmäßig mit den Eltern diskutieren, wobei die Zahl der Mädchen (57,6 %) leicht höher liegt als die der Jungen (54,1 %) (Tabelle 8.1). Während die Jugendlichen, die den oberen Bildungszweig besuchten, am häufigsten angaben, regelmäßige Diskussionen mit ihren Eltern zu führen, sinkt die Zahl bei den Jugendlichen aus dem mittleren und unteren Bildungszweig.²¹ Immerhin 8,4 % der Jugendlichen gaben an, dass sie nie mit ihren Eltern diskutieren. Aus den Antworten auf die Frage, inwiefern sich die Jugendlichen in ihrer Familie an den allgemeinen familiären Aufgaben beteiligen, wird deutlich, dass hier auch die Mädchen stärker eingebunden sind (59,4 %) als die Jungen (46,2 %). Die Übernahme von Aufgaben nimmt zudem mit sinkendem Bildungsgrad ab. 11 % der Jugendlichen gaben an, dass sie sich nie an familiären Aufgaben beteiligen.

Außerdem wurde danach gefragt, inwiefern die Jugendlichen von ihren Eltern in die familiären Entscheidungen miteinbezogen werden. Diese Frage bejahten 38,3 % der befragten Jugendlichen, wobei keine wesentlichen Unterschiede zwischen den Geschlechtern sichtbar werden, wohl aber zwischen den Bildungsrichtungen: 46 % der Schüler aus dem oberen Bildungszweig standen in dieser Frage 35,5 % der Schüler aus dem mittleren Bildungszweig, bzw. 31,2 %, der Schüler aus dem unteren Bildungszweig gegenüber.

19 Im Rahmen der Studie wurde in 42 deutschen Städten und Gemeinden das Mitwirkungsverhalten von 12.000 Kindern und Jugendlichen zwischen 12 und 18 Jahren untersucht.

20 Dabei wurden 7.672 Jugendliche der Klassen 7^e bis 2^e aus dem oberen Bildungszweig (B1: „enseignement secondaire“) bzw. der Klassen 7^e bis 12^e des mittleren Bildungszweiges (B2: „régime technique“ und „régime techniciens“) bzw. des unteren Bildungszweiges (B3: „régime professionnel“) nach ihren Beteiligungsmöglichkeiten in der Familie befragt. Die Mehrzahl der Jugendlichen war zwischen 13 und 19 Jahre alt.

21 „oberer Bildungszweig“ = 63,8 %; „mittlerer Bildungszweig“ = 53,8 %; „unterer Bildungszweig“ = 48 %

Tabelle 8.1.: Mitwirkung der 13- bis 19-jährigen Jugendlichen innerhalb der Familie

	Total	Jungen	Mädchen	B1	B2	B3
Ich diskutiere mit meinen Eltern	55,8%	54,1%	57,6%	63,8%	53,8%	48,0%
Ich beteilige mich an familiären Entscheidungen	38,3%	37,5%	39,1%	46,0%	35,5%	31,1%
Ich beteilige mich an familiären Aufgaben	52,8%	46,2%	59,4%	57,3%	52,1%	46,7%

Quelle: (Wagener & Petry, 2002, S.87); n = 7.672; B1 = „oberer Bildungszweig“; B2 = „mittlerer Bildungszweig“, B3 = „unterer Bildungszweig“

Immerhin 15% der Jugendlichen beteiligen sich nie an familiären Entscheidungen. Auffällig ist, dass im Vergleich zwischen den Bildungsrichtungen generell weniger Jugendliche die den unteren Bildungszweig besuchen, partizipativ in die Familie eingebunden sind als Jugendliche aus den anderen beiden Bildungsrichtungen (Wagener & Petry, 2002).

Insgesamt kann aus den Ergebnissen geschlossen werden, dass Jugendliche in Luxemburg (u.a. je nach Geschlecht, Alter und Bildungsgrad) durchaus häufig, wenn auch in unterschiedlichem Maße in die familiären Entscheidungen und Familienaktivitäten einbezogen werden. Die Entwicklung weg von einem autoritären Befehlshaushalt hin zu einem modernen, auf Dialog und Partizipation basierenden Aushandlungshaushalt ist somit auch für Luxemburg erkennbar. Die Jugendlichen, die in familiäre Entscheidungen eingebunden sind, erhalten hierdurch Anerkennung und Respekt und erfahren eine persönliche Aufwertung und Stärkung ihrer Selbstständigkeit und Eigenverantwortlichkeit. Gelungene Diskussions- und Aushandlungsprozesse führen darüber hinaus zu vermehrter Partnerschaftlichkeit und erhöhen die Bereitschaft, die Entscheidungsbeteiligung im Laufe der Zeit zu erweitern.

8.4.2. Partizipation im Rahmen selbstorganisierter Freizeit (Jugendkulturen, Szenen)

In den vergangenen Jahrzehnten haben Freunde, Peers, Cliques und Jugendszenen (neben der Familie) als Orientierungsmodelle für Jugendliche immer mehr an Einfluss gewonnen (Hurrelmann, 2002). Sie nehmen eine wichtige Rolle im Prozess der Identitätsbildung und Persönlichkeitsentwicklung ein. Insbesondere die Entwicklung und Reflexion von Werten, Orientierungen, Einstellungen und Meinungen in den Peergruppen beeinflusst entscheidend auch die Sozialisation von Jugendlichen. Jugendliche benötigen Gleichgesinnte, um sich auszutauschen, über alterstypische Interessen und Probleme zu diskutieren und durch diese reflektiven Prozesse eigene Sichtweisen zu bilden. Zudem werden die meisten Freizeitaktivitäten nur gemeinsam mit Gleichaltrigen ausgeübt (Meyers & Willems, 2008).

Neben der Sozialisationsfunktion haben selbstorganisierte Kontakte unter Jugendlichen auch eine demokratiepädagogische Funktion. Im Hinblick auf die politische Sozialisation verfügen Peergruppen über ein hohes Erfahrungs- und Lernpotenzial, weil sie sich über jugendkulturelle Orientierungen, wie z.B. den Musikgeschmack, Kleidungsstile, Werte und Normen, Raumanewegungsweisen, politische Positionen, das Verhältnis zu Erwachsenen usw. charakterisieren und voneinander abgrenzen. Sowohl die spezifischen internen Normen, die dabei Beachtung finden müssen, als auch die kulturspezifischen Merkmale und Orientierungen bedingen die Art und Weise, wie Initiativen und Engagement innerhalb von Cliques und Gruppierungen von Jugendlichen gestaltet werden.

Zwar wird das Freizeitverhalten und die Bedeutung von Freundeskreisen und Peergruppen im Rahmen verschiedener luxemburgischer Jugendstudien beschrieben, allerdings liegen auch in diesem

Themenbereich derzeit noch keine quantifizierbaren Daten vor, die es erlauben, Fragen zur informellen Partizipation im Rahmen selbstorganisierter Freizeit detailliert zu beantworten (Boulton et al., 2007). Die Studie über die Situation der Jugend im Süden Luxemburgs hat den Wert des Freundeskreises, von Cliquen und Jugendszenen zum Gegenstand von Interviews und Gruppendiskussionen mit Jugendlichen gemacht. Dabei wurde u. a. eine aktive Skaterszene identifiziert, in der Jugendliche mit hohem Engagement in der Gemeinde und für die Gemeinde aktiv sind. Die im Interview nach ihrer Motivation befragten Jugendlichen sehen in der Szene vor allem deshalb eine einzigartige Möglichkeit, sich einzubringen, weil dort, im Vergleich zu Vereinen, ihre eigene Initiative zum Tragen kommt und alle Ideen selbst entwickelt und umgesetzt werden können (Boulton et al., 2007).

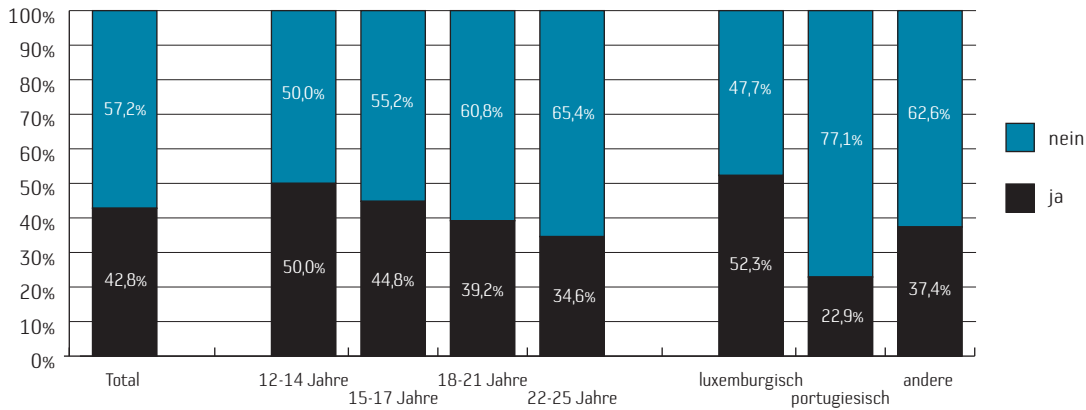
Die Studie beschreibt daneben eine Vielzahl weiterer informeller Jugendgruppen, die sich z.T. aufgrund kultureller (z. B. HipHop, Theater) oder sportlicher Interessen (z. B. Basketball) gebildet haben und sich mehr oder weniger regelmäßig treffen, um ihrem Interesse nachzugehen, einfach nur „abzuhängen“ oder sich auszutauschen. Dass diese gemeinsamen Aktivitäten eine sinnstiftende Funktion für die jeweilige Gruppe haben und damit auch eine integrierende Funktion für jedes einzelne Mitglied, zeigt die hohe Anzahl der identifizierten und beschriebenen Gruppen. Zusammen mit den gemeinsamen Vorstellungen, Normen und Wertorientierungen, die in der Freundesgruppe hervorgebracht und vermittelt werden, bilden sie die gemeinsame soziale Identität, die den Jugendlichen nicht nur einen Erprobungsraum bietet, sondern auch das Gefühl der Zugehörigkeit (Boulton et al., 2007). Aus dem Bericht wird deutlich, dass das rückläufige Interesse Jugendlicher an einem langfristigen Engagement innerhalb formalisierter Strukturen nicht gleichbedeutend ist mit einem generell rückläufigen Interesse Jugendlicher an gesellschaftlichem Engagement. Das steigende Interesse Jugendlicher an informeller Freizeitgestaltung sowie das hierin bestehende soziale und gesellschaftspolitische Lernpotenzial ist ein weiteres Themenfeld, das es im Rahmen der luxemburgischen Jugendforschung künftig stärker zu beachten gilt (Hitzler et al., 2005).

8.4.3. Mitgliedschaft in Vereinen und Verbänden

Auch Vereine bieten günstige Gelegenheitsstrukturen für das Erlernen und Einüben von demokratischen Formen des Miteinanders auf der Basis von Partizipation. Sie haben zugleich eine wichtige Integrationsfunktion. Jugendliche lernen in Vereinen die Kompetenzen Einzelner für die Gemeinschaft zu nutzen und Personen je nach Fähigkeit mit Aufgaben zu betrauen. Sie lernen zudem, Verantwortung in der Gemeinschaft zu übernehmen. Die Rekrutierung von Vereins- und Verbandsmitgliedern wird trotz dieser wichtigen Sozialisations- und Lernfunktionen jedoch schwieriger, weil die Vereine als Freizeitanbieter heute mit anderen Anbietern in Konkurrenz stehen. Der Trend zeigt sich europaweit: Viele Vereine sorgen sich darum, dass sie einen großen Teil der Jugendlichen nicht bzw. nicht mehr erreichen oder sich die Mobilisierung bzw. Rekrutierung auf bestimmte Teilpopulationen der Jugendlichen beschränkt (Gille & Krüger, 2000a; Gaiser & de Rijke, 2007). Auch die kommunale und die kirchliche Jugendarbeit erreichen immer weniger Kinder und Jugendliche (Opaschowski, 2007).

Welche Bedeutung Vereine und Verbände für Jugendliche in Luxemburg haben, wurde im Rahmen der kommunalen Jugendstudien der Universität Luxemburg untersucht. Die Studie zur Situation der Jugendlichen in der Südregion Luxemburgs zeigt, dass beinahe die Hälfte der befragten Jugendlichen zwischen 12 und 25 Jahren zum Zeitpunkt der Befragung in einem Verein oder einer Organisation aktiv waren (43 %). Aus der Abbildung 8.8 geht hervor, dass die jüngeren eher in Vereinen aktiv sind als die älteren Jugendlichen (Boulton et al., 2007).

Abbildung 8.8.: Vereinsmitgliedschaft der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen

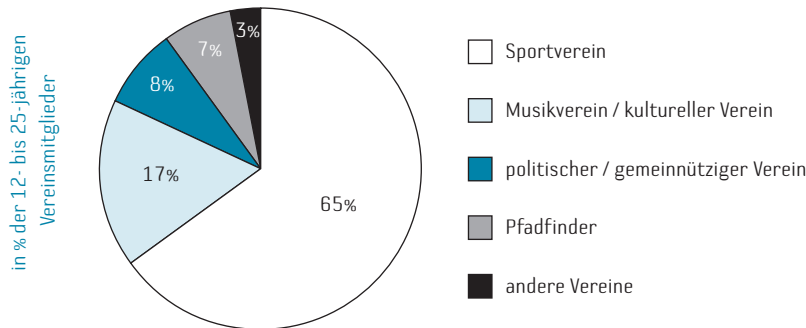


Quelle: (Boultgen et al., 2007, S. 230f.); n = 1.250

Im Hinblick auf die Nationalität zeigt sich, dass Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität sehr viel häufiger in Vereinen aktiv sind (52,3%), als ihre Altersgenossen mit nichtluxemburgischer Nationalität. In der Gruppe der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität liegt die Zahl bei 23% der Befragten. Ähnliche Ergebnisse zeigt auch die Studie über die Jugend in der Stadt Luxemburg (Meyers & Willems, 2008). Aus ihr geht hervor, dass sich die Zurückhaltung hinsichtlich der Vereinsaktivität auch auf diejenigen Jugendlichen bezieht, die aus Frankreich und aus Italien stammen und dass insbesondere diejenigen Jugendlichen, die erst nach ihrer Geburt mit ihren Familien nach Luxemburg gekommen sind, kaum in den luxemburgischen Vereinen vorzufinden sind (Meyers & Willems, 2008). Dieser Befund ist insbesondere vor dem Hintergrund problematisch, dass gerade Jugendliche aus anderen kulturellen Bezügen durch die Partizipation in Vereinen und Verbänden günstige Voraussetzungen für die soziale Integration und die gesellschaftliche Teilhabe vorfinden würden. Dass jedoch gerade Jugendliche ohne luxemburgische Nationalität nur mühsam den Zugang zu Vereinen finden, kann einerseits darauf hindeuten, dass die gesellschaftliche Integration der Jugendlichen aus anderen Herkunftsländern bisher noch nicht geglückt ist. Zum anderen ist davon auszugehen, dass insbesondere bei Jugendlichen, die erst spät nach Luxemburg immigriert sind, neben den sprachlichen Barrieren, auch institutionelle, soziale und sozioökonomische Aspekte für die geringe Partizipation in Vereinen verantwortlich sind.

Bei der Frage danach, welche Vereine besonders häufig von Jugendlichen ausgewählt werden, liegen die Sportvereine mit 65 % aller Nennungen als die wichtigste Vereinsart vor allen anderen weit vorne. Dahinter folgen an zweiter Stelle Musikvereine (inklusive der Gesangvereine) sowie kulturelle Vereine (17 %). Politische und gemeinnützige Vereine und Organisationen sind nahezu gleichauf mit den Pfadfindern (8 % bzw. 7 %) (Abbildung 8.9).

Abbildung 8.9.: Am häufigsten genannte Vereinsarten der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen



Quelle: [Boultgen et al., 2007, S. 229]; n = 1.250

Es zeigt sich, dass die Jugendlichen mit nichtluxemburgischer Nationalität im Vergleich zu den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität etwas häufiger Sportvereine als Vereinsart angeben. Mitgliedschaften im Jugendclub, Musik- und Gesangvereinen sowie der Feuerwehr beschränken sich hingegen nahezu ausschließlich auf die Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität. Die Befunde deuten darauf hin, dass die Jugendlichen mit nichtluxemburgischer Nationalität tendenziell nicht nur seltener, sondern auch in anderen Vereinen als ihre Altersgenossen mit luxemburgischer Nationalität aktiv sind. Somit scheint es, dass die den Vereinen zugesprochene Integrationskraft nur für einen Teil der Jugendlichen und der Vereine gilt, und dass bestimmte Gruppen nur unzureichend erreicht werden (vgl. Meyers et al., 2009a, 2009b).

Deutlich ist auch, dass Jungen (48,5 %) vereinsaktiver sind als Mädchen (37 %). Dies zeigt sich auch an den Mitgliedszahlen der freiwilligen Feuerwehr, der Rettungsdienste sowie der Pfadfinder. Mädchen haben ein stärkeres Interesse daran, sich in Bereichen außerhalb von formalen Vereins- oder Organisationsstrukturen und eher in selbstorganisierten Gruppen oder Projekten, in der Schule, an der Uni oder im Beruf zu engagieren. Mädchen sind zudem eher ökologisch und in sozialen Feldern aktiv, während männliche Jugendliche vermehrt für das Gemeinwesen und für Ordnung und Sicherheit im Wohnort aktiv sind (Boultgen et al., 2007; Meyers & Willems, 2008). Dieser Trend wird durch eine Vielzahl nationaler und internationaler Studien bestätigt.²²

Eine Schülerstudie der Universität Luxemburg aus dem Jahr 2009 untersuchte das Engagement luxemburgischer Sekundarschüler zwischen 18 und 22 Jahren in freizeitorientierten Gruppierungen einerseits, und in sozialen, politischen oder ökologisch orientierten Vereinigungen andererseits (Boll & Faber, 2009). Die Ergebnisse zeigen, dass die Sportvereine im Gesamtvergleich aller Mitgliedschaften mit 47,5 % auch hier die erste Wahl der Jugendlichen sind. Rund ein Fünftel der luxemburgischen Jugendlichen besucht

²² Wie die genannten Studien zu den Jugendkommunalplänen zeigt auch die Studie zum Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg, dass die Vereinsaktivität, insbesondere die in einer Sportmannschaft, hinsichtlich des Geschlechts variiert (Wagener & Petry, 2002). Der europäische Jugendbericht zeigt, dass 26,8 % der jungen Männer und 18,9 % der Frauen zwischen 16 und 29 Jahren während der letzten zwölf Monate an Freizeitaktivitäten von festen Gruppen und Organisationen teilnahmen (Commission of the European Communities, 2009).

regelmäßig einen Jugendclub oder ein Jugendhaus, ist Mitglied in einem Musikverein oder sonstigen Kulturverein oder ist in einer anderen Art und Weise im Freizeitbereich aktiv. Weniger Anklang finden die Pfadfinder (8 %) oder die freiwillige Feuerwehr (3,6 %) (siehe Tabelle 8.2).

Tabelle 8.2.: Engagement der 18- bis 22-jährigen Jugendlichen in Gruppierungen mit freizeitorientiertem Schwerpunkt

Sind Sie in Ihrer Freizeit regelmäßig in einer Gruppe oder einer Organisation aktiv?	ja	nein
Sportgruppe/Sportverein	47,5%	52,5%
Jugendclub/Jugendhaus	22,4%	77,6%
Gesang/Musikverein/Musikband	19,7%	80,3%
Pfadfinder	8,0%	92,0%
Freiwillige Feuerwehr	3,6%	96,4%
„Protection civile“	2,7%	97,3%
sonstige Engagements mit Freizeitschwerpunkt	6,7%	93,3%

Quelle: (Boll & Faber, 2009); n = 768

Im Vergleich zu den Gruppierungen mit einem freizeitorientierten Schwerpunkt ist das Interesse Jugendlicher an Mitgliedschaft in Vereinen oder Verbänden mit sozialem, politischem oder ökologischem Schwerpunkt nur gering ausgeprägt. Wie die Tabelle 8.3 zeigt, liegen die Anteile der jugendlichen Mitgliedschaften bei allen aufgeführten Gruppierungen unter 5 %.

Tabelle 8.3.: Engagement der 18- bis 22-jährigen Jugendlichen in Gruppierungen mit sozialem, politischem oder ökologischem Schwerpunkt

Sind Sie in Ihrer Freizeit regelmäßig in einer Gruppe oder einer Organisation aktiv?	ja	nein
Kirchlich-religiöse Gruppe mit Einsatz für Werte	4,8%	95,2%
Organisation pro Entwicklungsländer	4,6%	95,4%
Tierschutzorganisation	4,4%	95,6%
Natur-/Umweltschutzorganisation	3,8%	96,2%
Menschenrechtsorganisation	2,3%	97,7%
Friedensgruppe	2,1%	97,9%
sonstige Engagements mit sozialem und politischen Schwerpunkt	1,9%	98,1%

Quelle: (Boll & Faber, 2009); n = 768

Zudem werden in der Studie Zusammenhänge zwischen der Vereinsaktivität und sonstigen Freizeitaktivitäten Jugendlicher festgestellt: vereinsaktive Jugendliche zeigen sich häufiger sportlich aktiv, spielen häufiger ein Musikinstrument, engagieren sich öfter für politische oder soziale Organisationen und sehen

seltener fern. Eine Definition und Beschreibung unterschiedlicher Freizeittypen unter den luxemburgischen Jugendlichen wurde in der Studie von Meyers und Willems (2008) ausgearbeitet.

Die aufgezeigten Zusammenhänge bestätigen die These der Integrationsfunktion von Vereinen und unterlegen deren bedeutende Rolle im Sinne jugendlicher Partizipation und politisch-sozialen Engagements.

Weshalb sich manche Jugendliche mehr in Vereinen engagieren als andere, ist auf unterschiedliche Faktoren zurückzuführen. Das weniger stark verbreitete Engagement Jugendlicher an gemeinnützigen Vereinen oder Verbänden interpretieren Hofer, Ladner und Reichmann (1999) als eine Folge der guten wohlfahrtsstaatlichen Versorgung, die zusätzliche Unterstützungsangebote weniger notwendig macht. Zudem ist das Freizeitangebot für Jugendliche durch eine breiter werdende Palette an kommerziellen und nicht-kommerziellen Angeboten gekennzeichnet (vgl. Meyers & Willems, 2008). Neben der Nationalität und dem Alter der Jugendlichen kann außerdem die Region, in der die Jugendlichen leben, als Erklärung für oder gegen eine Vereinsaktivität herangezogen werden. Aufgrund der vorliegenden kommunalen Jugendstudien in Luxemburg ist gut belegt, dass Jugendliche in ländlichen Regionen stärker in die Vereine integriert sind als Jugendliche in urbanen Gebieten (vgl. Meyers et al., 2009a, 2009b). Die geringere Konkurrenz kommerzieller Anbieter auf dem Lande, aber auch die stärkere lokale Einbindung und Identifikation der Jugendlichen mit ihren Gemeinden werden hier als Erklärungen angeführt.

Sehr unterschiedlich sind auch die Vereinsmitgliedszahlen der luxemburgischen Jugendlichen zwischen den verschiedenen Bildungswegen: Fast 70 % der Schüler aus dem oberen Bildungszweig, aber nur die Hälfte der Schüler aus dem unteren Bildungszweig sind Mitglied in einem Verein oder einer Sportmannschaft (Wagener & Petry, 2002).

Die Ergebnisse der Studie aus der Südregion Luxemburgs belegen zudem, dass solche Jugendlichen, deren Eltern Mitglied eines Vereins sind, häufiger ebenfalls in einem Verein engagiert sind. Ohne Berücksichtigung der Vereinsmitgliedschaft der Eltern liegt der Anteil an Vereinsaktiven unter den Jugendlichen der Südregion bei 43 %. Bei Mitgliedschaft eines Elternteils erhöht sich dieser Prozentanteil auf 60,1 % und bei Vereinsaktivität beider Eltern sogar auf 72,5 % (Boultgen et al., 2007).

Insgesamt kann festgehalten werden, dass das Engagement in Vereinen für Jugendliche eine durchaus wichtige Rolle spielt. In allen Altersgruppen scheinen Vereine trotz abnehmender Mitgliedszahlen für viele Jugendliche ein geeigneter Rahmen zu sein, um eigene Ansichten zur Geltung zu bringen und (somit) gesellschaftlich aktiv zu sein. Bei Umweltschutzorganisationen, Hilfsorganisationen, politischen Parteien, Religionsgemeinschaften und Gewerkschaften liegt der Anteil derer, die für sich persönlich dort eine Möglichkeit zu Beteiligung wahrnehmen, niedriger.

8.4.4. Partizipation im Rahmen Offener Jugendarbeit

Die Offene Jugendarbeit in Luxemburg hat in den letzten Jahren eine starke Entwicklung erlebt. Dies zeigt sich u. a. in der stetig wachsenden Anzahl der Jugendhäuser, die im Jahr 2009 auf mehr als 60 gestiegen ist (Biewers & Willems, 2008). Aus den Jahres- und Qualitätsberichten der Jugendhäuser wird ersichtlich, welche strategischen Ziele die einzelnen Häuser im Zeitraum zwischen 2006 und 2008 verfolgten. Dabei zeigt sich, dass das jugendpolitische und pädagogische Ziel der Partizipation²³ im Rahmen unterschiedlicher Projekte und Programme bei einer hohen Anzahl von Jugendhäusern prioritär umgesetzt wird. Im Jahr 2007 haben mehr als die Hälfte aller Jugendhäuser ein Qualitätsentwicklungsprojekt mit

²³ Nach den Bestimmungen des „Règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour jeunes“ ist es ein Leitziel der Offenen Jugendarbeit in Luxemburg „(...) de participer au développement d'une politique socioculturelle de démocratisation par la mise à disposition d'outils de participation en donnant une attention particulière aux catégories sociales dont les conditions économiques, sociales et culturelles sont les moins favorables.“ Vgl. auch: „Deuxièmes Lignes directrices de la politique de Jeunesse: Jeunesse et Société“ (MFI & SNJ, 2004).

dem Schwerpunkt Aktivierung und Beteiligung durchgeführt, um damit den aktiven Einbezug der Jugendlichen im Alltag des Jugendhauses zu fördern oder die Beteiligung der Jugendlichen an Entscheidungs- und Kommunikationsprozessen im Jugendhaus zu unterstützen. Auch Jugendumfragen und kultur- oder sportorientierte Aktivitäten mit dem Ziel der Förderung von Partizipation finden sich häufig in den Projektbeschreibungen. Die folgenden Beispiele sollen einen Einblick in die Bandbreite der Projekte und Aktivitäten geben, mit denen Partizipation im Rahmen Offener Jugendarbeit in Luxemburg umgesetzt wird:

- In vielen Jugendhäusern werden Jugendkomitees oder Jugendforen mit dem Ziel implementiert, die Jugendlichen stärker an der Auswahl, der Planung, der Durchführung und der Evaluation von Aktivitäten und Projekten zu beteiligen. Durch die strukturierte und systematische Diskussion sollen die Meinungen und Ideen der Jugendlichen in einem adäquaten Rahmen in die Handlungsprozesse im Jugendhaus einfließen können. Die Jugendlichen sollen hierdurch lernen, anderen auch im Falle unterschiedlicher Meinungen eine wertschätzende Anerkennung entgegenzubringen und die konstruktive Diskussion als ein wichtiges Instrument der Persönlichkeitsentwicklung zu nutzen. Zudem erhalten die Jugendlichen im Rahmen des Jugendkomitees oder Jugendforums die Möglichkeit, sich auf gleicher Augenhöhe mit den Fachkräften über die sie betreffenden Themen im Jugendhaus auseinanderzusetzen und erleben dadurch, dass sie durch ihre Aktivität einen konkreten Nutzen hervorbringen und einen Einfluss auf ihr Umfeld ausüben können.
- Projekte wie „Chef de bar“ oder die Ausbildung „Co-Pilote“ geben Jugendlichen ganz konkret ihren eigenen Verantwortungsbereich oder eine Zuständigkeit im Jugendhaus. Die Jugendlichen verpflichten sich damit zur Übernahme einer aktiven Rolle und werden zum Assistenten der verantwortlichen pädagogischen Fachkraft. Auch diese Art der Beteiligung wird in mehr oder weniger ausgeprägter Form in fast allen Jugendhäusern durchgeführt und bietet für die einzelnen Jugendlichen ein zentrales Übungsfeld für die aktive Teilnahme am gesellschaftlichen Leben.
- Als eine weitere Form der Beteiligung werden in einigen Jugendhäusern Jugendvertreter gewählt, die an den regelmäßig stattfindenden Teambesprechungen im Jugendhaus teilnehmen. So können gemeinsam im Team Kritikpunkte und Wünsche der Jugendlichen thematisiert und diskutiert werden. Auch Zukunftswerkstätten und thematische Kleingruppen von Jugendlichen, die ihre Ergebnisse durch einen Jugendvertreter im Teammeeting vorbringen lassen, werden beispielhaft beschrieben. Dass diese Art der Beteiligung unterschiedliche Ergebnisse hervorbringt, geht aus den Evaluationen entsprechender Qualitätsberichte hervor (Biewers & Willems, 2008).
- Damit Jugendliche ihre Rolle als aktive und engagierte Mitbürger im kommunalen Kontext für sich entdecken, erproben und entfalten können, wird der sozialräumlichen Arbeit in vielen Jugendhäusern ein hoher Stellenwert beigemessen. Obwohl in den meisten Kommunen von einem lebendigen, offenen und integrierenden Gemeinwesen gesprochen wird, wird kontinuierlich dafür geworben, dass die Offene Jugendarbeit nicht in Konkurrenz zu vereins- oder verbandsgebundener Arbeit steht, sondern als Ergänzung und Unterstützung zu bereits bestehenden Angeboten gesehen werden muss. Von daher ist es den meisten Jugendhäusern wichtig, eine kontinuierliche Netzwerkarbeit zu betreiben. In diesem Sinne steht die Herstellung von Kooperationsbeziehungen im sozialräumlichen Umfeld, mit Schulen, Vereinen oder z.B. der Freiwilligen Feuerwehr ganz oben auf der Prioritätenliste vieler Jugendhäuser. Außerdem wird häufig angegeben, dass Stadtteilaktionen, Feste oder Sozialraumbegehungen mit Jugendlichen durchgeführt werden, um einerseits den Jugendlichen ihren Stadtteil näher zu bringen und andererseits das Jugendhaus als Teil des Gemeinwesens stärker in das Bewusstsein der dort lebenden Menschen zu bringen.
- Einige Jugendhäuser führen regelmäßige Befragungen durch, um die Interessen und Motivationen der Jugendlichen zu analysieren und die Angebote entsprechend zielgruppen- und bedarfsorientiert planen zu können.

- Kulturelle Projekte werden sehr häufig genutzt, um Jugendliche zu aktivieren und zu motivieren, die eigenen Kompetenzen auszuprobieren, sich selbst in einer aktiven Rolle (z. B. in einer Theater-, Tanz- und Gesangsshow) zu erleben und hieraus positive Lernerfahrungen und Selbstbewusstsein zu schöpfen. Zudem planen die Jugendlichen solche Events meist auch selbst mit und erleben so, dass sie vielfältige Kompetenzen besitzen. Gerade im Hinblick auf die soziale Partizipation sind solche niedrigschwelligen Angebote sehr wichtig. Sie sind häufig die Türöffner oder Eisbrecher für jugendliches Engagement ganz allgemein.
- Kulturelle und sportliche Aktivitäten werden zudem häufig genutzt, um Jugendliche zu sensibilisieren, sich stärker mit Themen wie gesunder Ernährung und Bewegung auseinanderzusetzen und verantwortungsbewusst mit dem eigenen Körper umzugehen. Sie werden zudem dazu genutzt, die interkulturelle Kommunikation zu verbessern, Vorurteile abzubauen und das Miteinander Jugendlicher aus verschiedenen Herkunftsländern zu stärken.

Nicht alle auf die Partizipationsförderung ausgerichteten Aktivitäten der Jugendhäuser verlaufen planmäßig oder erfolgreich. Oftmals stimmen die pädagogischen Vorstellungen der Fachkräfte zur Umsetzung der Aktivierungsstrategie nicht mit den Wünschen der Jugendlichen überein. Ein Ergebnis der Studie über die Situation der Jugend im Süden Luxemburgs zeigt, dass die Jugendlichen die Aktivitäten des Jugendhauses nicht selten als Überangebot wahrnehmen und das Jugendhaus vielmehr als informellen Treffpunkt nutzen möchten. Aus der Analyse der Interviews mit Fachkräften luxemburgischer Jugendhäuser wird deutlich, dass ein Teil der Jugendlichen nicht ständig aktiv an Projekten und Angeboten teilnehmen, sondern auch einfach nur mit Freunden „rumhängen“ und nichts tun möchte (Boultgen et al., 2007). Oft sind dies nach Meinung der befragten Fachkräfte männliche Jugendliche mit Migrationshintergrund, aber auch Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität, die aus sozial schwächeren Familien kommen. Nicht selten weisen diese Jugendlichen erhebliche Defizite insbesondere beim Schriftgebrauch der französischen Sprache auf oder haben generell Probleme in der Schule und bei der Suche nach einer Arbeitsstelle.

Allgemein kann davon ausgegangen werden, dass es etwas häufiger die jüngeren Jugendlichen und die Jugendlichen mit nichtluxemburgischer Nationalität sind, die ins Jugendhaus kommen; die älteren und die Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität sind vielfach unterrepräsentiert. Als problematisch wird in vielen Jugendhäusern auch der geringe Anteil an Mädchen gewertet. Obwohl die Jugendhäuser gezielt versuchen, Mädchen anzuwerben und Aktivitäten und Angebote des Jugendhauses auf die Interessen der Mädchen auszurichten, gelingt dies bislang nur punktuell und sporadisch (Biewers & Willems, 2008).

8.4.5. Beteiligung Jugendlicher in der Schule

Auch die Schule hat eine hohe Verantwortung hinsichtlich der politischen Bildung und der Bereitstellung von Lern- und Erfahrungsräumen im Bereich der demokratischen Partizipation. Partizipation wird in der Schule in unterschiedlichen Begründungszusammenhängen diskutiert: als politische Bildung und Förderung demokratischer Handlungskompetenz, als Entwicklung einer demokratischen Schulkultur und Förderung sozialen Lernens und neuerdings als didaktisches Prinzip bei der Lern-Lehr-Planung (Knauer & Sturzenhecker, 2005). In den beiden zentralen Partizipationsfeldern der Schule, nämlich der Mitgestaltung des Schullebens einerseits und der Bildungsprozesse andererseits, geht es insbesondere um die Frage, wie es gelingen kann, dass Schüler in die Rolle des eigenverantwortlichen Akteurs gebracht, bzw. in dieser Rolle gestärkt werden können.

Die Rechte der Schüler auf Beteiligung sind zwar in den Schulgesetzen festgeschrieben, und auch die theoretische Diskussion um innerschulische Partizipation (angeregt durch die Debatten um die Verbesserung der Schulqualität und der Schulkultur, die Öffnung der Schulen und die Stärkung der Einflussrechte von Kindern und Jugendlichen) hat in den letzten Jahren einen starken Aufwind erlebt (Schmidt, 2002).

Empirische Studien in diesem Forschungsfeld gibt es jedoch international wie auch in Luxemburg bisher nur wenige. In Luxemburg wäre die „International Civic and Citizenship Education Study“ (ICCS-Studie) zu nennen, im Rahmen derer in den Schulen untersucht wird, über welches Wissen die Schüler der 6^e und 8^e im Themenbereich der zivilen und politischen Bildung verfügen. Ergebnisse liegen jedoch noch nicht vor. Zudem hat eine Studie der Universität Luxemburg (Boll & Faber, 2009) in den Abschlussklassen der Sekundarstufen u. a. erforscht, welche Unterrichtsinhalte sich die Schüler wünschen und inwiefern politische Themen im Unterricht bearbeitet werden.

Boll und Faber (2009) weisen darauf hin, dass nur eine Minderheit der befragten Schüler angeben, in ihrer Schule viel oder sehr viel mitzuwirken, d. h. dass die vorhandenen Gremien und Mitwirkungsmöglichkeiten nur von einem geringen Anteil der Schüler tatsächlich genutzt werden. Gründe könnten darin liegen, dass die schulischen Mitwirkungsgremien zumeist nur Beratungs- oder Empfehlungsfunktionen haben, und die Verfahren mit einem hohen Maß an Verrechtlichung und Bürokratisierung einhergehen. Schließlich beziehen sich die Partizipationsmöglichkeiten meist nur auf die das Schulleben betreffende Themen, während die Schüler an der Unterrichtsplanung und Gestaltung selbst kaum beteiligt werden. Im Rahmen der Debatten um die Verbesserung der Schulqualität wurde in den letzten Jahren entsprechend u. a. der Bedarf an mehr dezentraler pädagogischer Verantwortung, Entscheidungskompetenz und umfassender Partizipation von Schülern und Eltern gefordert (Schmidt, 2002). Die neueren Konzepte der „Öffnung von Schule“ („Gemeinwesenorientierte Schule“, „Community Education“ u. ä.), die Kontakte und Kooperationen mit dem außerschulischen Umfeld erschließen, geben diesbezüglich Anregungen für eine aktivere „Beteiligungskultur“. Durch handlungs- und projektbezogene Unterrichtsverfahren sollen Schüler so mehr Möglichkeiten der aktiven Mitwirkung erhalten.

Einen Überblick über die Partizipationsmöglichkeiten, über die Schüler an luxemburgischen Schulen derzeit verfügen, gibt die folgende exemplarische Auflistung:

- Die Klassensprecher vertreten ihre Klasse gegenüber den Lehrern und der Schulleitung. Als Wortführer ihrer Klassenkameraden stimmen sie sich regelmäßig mit diesen über geltende Regelungen, Anliegen oder Vorschläge aus dem Klassenverband ab und informieren die Schulleitung oder andere Gremien hierüber. Zudem stehen die Klassensprecher in engem Austausch mit dem Schülerkomitee einer Schule.
- Auf Grundlage des Gesetzes vom 27. August 1997 und der großherzoglichen Verordnung vom 1. August 2001 sind in allen Lyzeen Schülerkomitees einzurichten, die die Interessen der Schüler gegenüber der Schulleitung und anderen Gremien vertreten. Die Komitees nehmen die Interessen der Schüler wahr und richten ihre Beschwerden und Vorschläge an die Schulleitung. Vertreter des Schülerkomitees sind auch in anderen, das Schulleben und den Unterricht betreffenden Arbeitsgruppen stellvertretend integriert. Zudem haben sie eine wichtige Funktion bei der Gestaltung des Schullebens, bei der Planung von Veranstaltungen, Events, Projekten usw.
- Die „Conférence Nationale des Élèves Luxembourg“ (CNEL) bietet in Zusammenarbeit mit dem Nationalen Jugenddienst (SNJ) seit 2004 die Ausbildung „Comité d’élèves“ an, um Schülern das benötigte Handwerkszeug zur Mitwirkung in den entsprechenden Schulgremien zu vermitteln.
- Durch Besuche und Praktika in Unternehmen, Treffen mit Vertretern aus Gesellschaft und Wirtschaft, unentgeltlicher Mitarbeit der Schüler bei humanitären und sozialen Vorhaben bieten die Schulen ihren Schülern Wege und Möglichkeiten an, unterschiedliche Gesellschaftszweige näher kennenzulernen und für sich zu entdecken.
- An vielen Schulen werden Schülerzeitungen und Internetseiten durch die Schüler selbst entworfen und mit Inhalten gefüllt. Diese Art der medialen Beteiligung ist besonders gut geeignet, damit sich alle Schüler nach ihrem persönlichen Interesse und gemäß ihrer Ressourcen im Schulalltag zu Wort melden können.

- Außerdem existieren mittlerweile an vielen Schulen von Schülern geleitete Mediationsgruppen („peer mediation“), die das Ziel verfolgen, Konflikte oder Probleme von Schülern mit anderen ohne das Eingreifen von Erwachsenen durch die Anwendung von Konfliktmanagement sowie geeigneter Kommunikations- und Beratungsformen zu lösen.
- Im Rahmen von Projektwochen können sich Schüler selbstständig und praktisch mit bestimmten Themen und Fragestellungen auseinandersetzen. Losgelöst vom normalen Regelunterricht finden die Projektwochen meist in den höheren Bildungsstufen der Sekundarstufen statt. Sie bieten den Jugendlichen Raum für Experimente und Erfahrungslernen, denn sie können und sollen zu großen Teilen durch die Schüler selbst konzipiert und durchgeführt werden.
- Neben den Schülerkomitees werden zunehmend Schülerparlamente gegründet, die ein Forum für die Diskussion zu schul-, bildungs- oder jugendpolitischen Themen bieten. Im Schülerparlament sollen die Anliegen der Schüler eine stärkere Stimme und größere Medienpräsenz erhalten.

Differenziert man schulische Partizipation hinsichtlich der Mitwirkungsmöglichkeiten im alltäglichen Schulleben, bei der Unterrichtsgestaltung und als institutionalisierte Form durch die Mitwirkung in Schülergremien, wird der Eindruck bestätigt, dass Partizipation je nach Form ungleiche Realisierungschancen aufweist und unterschiedliche Akzeptanz findet. So zeigte bereits die Studie zum Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg, dass etwas weniger als die Hälfte der Schüler der Meinung ist, dass in ihrer Schule Rücksicht auf die Vorschläge der Schüler genommen werde.

Dass aber die Planung des Unterrichts bisher noch überwiegend ohne die Beteiligung der Schüler stattfindet, zeigt die Auflistung der Partizipationsmöglichkeiten an luxemburgischen Schulen. Die Partizipationsmöglichkeiten von Schülern sind vorzugsweise da zu finden, wo kein Unterricht berührt wird. Viele Schüler beschreiben ihre Situation gegenüber dem Lehrpersonal als chancenlos, wenn es um das Mitbestimmen struktureller und organisatorischer Fragen geht, so eine pessimistische These (Koopmann, 2005). Außerdem werten Jugendliche die Möglichkeit zur Partizipation stark in Abhängigkeit von der Qualität der sozialen Beziehungen der Beteiligten, d.h. die Schule, die Lehrkräfte und das übrige Personal müssen die Beteiligung wollen, sonst läuft sie ins Leere (Hurrelmann, 2001).

Welche Partizipationsformen sich Schüler wünschen, wurde im Rahmen des fünften Luxemburger Jugendkonvent 2008 diskutiert.²⁴ Dabei entwickelten die Beteiligten klare Statements zur Förderung von Partizipation im Schulalltag. Es wurde gefordert, dass Schüler allgemein besser über strukturelle und organisatorische Aspekte an ihren Schulen informiert werden sollten, um sich adäquat bei der Lösungssuche oder Entscheidungsfindung beteiligen zu können. Darüber hinaus wurden mehr Unterstützung und generell mehr Möglichkeiten der direkten Teilnahme an der Gestaltung von Schulaktivitäten, bei der Festlegung der Speisepläne in den Schulkantinen und auch bei der Gestaltung der Inhalte von Lehrplänen gefordert. Außerdem wurde vorgeschlagen, Jugendorganisationen künftig die Kontaktaufnahme mit den Schulen zu erleichtern und ihnen die Möglichkeit zu bieten, vor Ort und im Unterricht präsent zu sein, um so den Informationsaustausch quantitativ und qualitativ zu verbessern. Diskutiert wurde in diesem Rahmen auch die Rolle des schulpsychologischen Dienstes „Services de psychologie et d’orientation scolaires“ (SPOS). Es stellte sich die Frage, ob und inwiefern seine Unterstützungsfunktion in Richtung Partizipation und Bereitstellung entsprechender Beratungs- und Informationsdienste erweitert werden könnte.

In einer kooperativen Zusammenarbeit der CGJL und des SNJ sowie Vertretern der CNEL wurde ein „Handbuch für Schülerkomitees“ erarbeitet, dessen Ziel es ist, die sich konstituierenden Schülerräte in ihrer Arbeit zu unterstützen. Die Schüler werden durch dieses Handbuch über ihre Rechte und Möglichkeiten informiert und erhalten hilfreiche Tipps für die Umsetzung von Projekten. Hier wurden also bereits erste Schritte eingeleitet.

²⁴ Vgl. hierzu die Zusammenfassung unter www.cgjl.lu (zuletzt abgerufen am 06.04.2010).

Dass sich die Zufriedenheit von Schülern mit ihrer Schule und damit die pädagogische Grundatmosphäre deutlich verbessert, wenn Schüler ihre Partizipationschancen in der Schule als vielfältig wahrnehmen und sich als ernstzunehmende Gesprächspartner erleben, ist in Studien zum Verhältnis von Schulklima und Schulqualität nachgewiesen worden (u. a. Kunze, 2004). Die Frage, weshalb die institutionalisierte Form der Schülerbeteiligung in Form des Schülerkomitees nur verhältnismäßig wenige Schüler anspricht, bleibt aber bestehen.

Festzustellen bleibt, dass bestimmte Fächer wie z. B. Politikunterricht und Bürgerkunde („cours d’instruction civique“, „éducation civique et sociale“ oder „connaissance du monde contemporain“) gut geeignet wären, die Bedeutung demokratischer Prozesse und zivilgesellschaftlichen Engagements als praxisorientierte Lernmodule zu konzipieren und Mitbestimmungsformen programmatisch zu installieren. Auch eine Ausweitung des Angebots von Partizipationsprojekten würde ein größeres Übungsfeld für selbstbestimmtes Lernen ermöglichen. Entsprechende Lehrerfortbildung bietet das Bildungsministerium an²⁵: Die Weiterbildung „Mitbestimmung im Unterricht fördert das Lerninteresse“ vermittelt Ideen und praktische Beispiele, wie im Unterricht Nischen zur Partizipation von Schülern entdeckt, ausgebaut oder neu entwickelt werden können. Auch im Rahmen der Lehrerbildung an der Universität Luxemburg spielt die Partizipation sowohl als organisatorisches Prinzip wie auch als Fachthema (Partizipation in der Schule) eine große Rolle.

Letztlich ist auch die Forschung gefragt, näher zu untersuchen, wie Schüler adäquat in den Schul- und Unterrichtsprozess eingebunden werden können, d. h. welche Formen von Partizipation aktuell konkret in den Schulen umgesetzt werden, inwiefern diese mit den Interessen der Schüler kohärent sind und dementsprechend angenommen werden, von welchen besonderen Einflüssen die Bereitschaft der Schüler an ihrer Schule aktiv mitzuwirken abhängen und welche Wirkungen die Partizipation in Schulen hat.

8.4.6. Beteiligung in der Ausbildung und am Arbeitsplatz

Die Partizipation Jugendlicher und junger Arbeitnehmer an ihrem Arbeits- oder Ausbildungsplatz erfolgt entweder durch die aktive Mitwirkung in entsprechenden Strukturen und Gremien (wie z. B. dem Betriebsrat, dem Personalrat, der Arbeitnehmervertretung oder durch die passive Mitwirkung in Form der Wahlbeteiligung an Betriebs- oder Personalratswahlen usw.). Auch die Teilnahme an Betriebs- und Personalversammlungen oder sonstigen betrieblichen Veranstaltungen zählt dazu. Betriebe ab 15 Mitarbeiter sind in Luxemburg gesetzlich dazu verpflichtet, einen Personalrat aufzustellen und besonders die größeren Betriebe verfügen auch über Jugend- oder Ausbildungsvertretungen, die dafür zuständig sind, die Rechte und Interessen der Jugendlichen im Betriebsrat zu vertreten.

In der europäischen Vergleichsstudie EUYOUNG wurde darüber berichtet, dass das Interesse Jugendlicher, sich aktiv innerhalb des Ausbildungs- oder Arbeitsbetriebes zu engagieren, dann steigt, wenn diese auch bereits in der Schule eine aktive Funktion übernommen haben. Zudem wird dort festgestellt, dass die Partizipation und das aktive Engagement innerhalb des Betriebs auch in einem positiven Zusammenhang mit dem generellen Interesse an politischer Partizipation stehen (Spannring, Ogris & Gaiser, 2008). Vor diesem Hintergrund erscheint es sinnvoll zu fragen, inwieweit die Ausbildungs- und Arbeitsumgebung, in der Jugendliche einen großen Teil ihrer Zeit verbringen, zeitgemäße Kompetenzen der Partizipation vermittelt und tatsächlich auch Möglichkeiten zur Partizipation bereitstellt. Über die Partizipationsmöglichkeiten und das Partizipationsverhalten luxemburgischer Jugendlicher in ihren Ausbildungs- und Arbeitsbetrieben liegen derzeit keine aussagekräftigen Daten vor. Hier besteht ein Bedarf an systematischer Erfassung von Daten und an empirischer Forschung.

25 Vgl. www.focoweb.scrip.t.lu (zuletzt abgerufen am 07.01.2010).

8.5. POLITISCHE PARTIZIPATION JUGENDLICHER IN LUXEMBURG

Nachdem im letzten Kapitel die Teilhabe Jugendlicher in verschiedenen gesellschaftlichen Bereichen und Lebenswelten dargestellt wurde, steht im folgenden Kapitel die Frage des politischen Engagements und der politischen Partizipation Jugendlicher im engeren Sinne im Vordergrund. In den letzten beiden Jahrzehnten hat europaweit nicht nur das politische Interesse, sondern auch die politische Teilnahmebereitschaft der jungen Generation deutlich nachgelassen (Gille & Krüger, 2000a). Neben den Parteien und politischen Organisationen wird auch von den Gewerkschaften und politischen Jugendverbänden ein Nachwuchsmangel diagnostiziert. Diese rückläufige Entwicklung der Mitgliederzahlen ist allerdings nur bedingt als Beleg für einen generellen Rückgang der Engagementbereitschaft der jüngeren Generation geeignet. Sie rührt u. a. daher, dass sich seit den 1970er Jahren im Umfeld der neuen sozialen Bewegungen zahlreiche neue Organisationen gebildet haben, die mit den etablierten politischen Organisationen um Mitglieder konkurrieren (u. a. Bürgerinitiativen, Umwelt-, Friedens- und Frauengruppen). Zugleich ist eine Differenzierung und Ausweitung der politischen Partizipationsformen beobachtbar.

8.5.1. Konventionelle Partizipationsformen: Wahlbeteiligung und Parteimitgliedschaft

Unter konventionellen Partizipationsformen werden alle parteiorientierten, formalen und verfassten Beteiligungsformen verstanden, so zum Beispiel die Parteiarbeit und politische Gremienarbeit, die Mitwirkung in politischen Gruppierungen oder die aktive und passive Beteiligung an Wahlen (Uehlinger, 1988).

Die Beteiligung an politischen Wahlen ist für Wahlberechtigte in Luxemburg obligatorisch. Zur Nationalwahl zugelassen sind alle luxemburgischen Staatsbürger ab dem 18. Lebensjahr. Dies gilt sowohl für Wahlen auf kommunaler Ebene, als auch für die nationale und europäische Ebene. Jugendliche unter 18 Jahren sind vom Einfluss auf die demokratischen Machtverhältnisse mittels Wahlrecht demnach ausgeschlossen und mit ihren Meinungen formal nicht in den Parlamenten repräsentiert.

Den Bestimmungen des luxemburgischen Wahlrechts zufolge sind außerdem solche Personen ausgeschlossen, die nicht die luxemburgische Nationalität besitzen. Zwar können sich auch Bürger anderer EU-Staaten seit 1999 bzw. seit 2003 auf die luxemburgischen Wählerlisten eintragen, die sie berechtigen, an den EU-Wahlen bzw. an den Kommunalwahlen in Luxemburg teilzunehmen; allerdings nur dann, wenn sie seit mindestens fünf Jahren mit einem festen Wohnsitz in Luxemburg gemeldet sind. Aufgrund des hohen Anteils ausländischer Mitbürger in Luxemburg stehen diese Bestimmungen des Wahlrechts immer wieder in der öffentlichen und politischen Diskussion, denn sie führen dazu, dass de facto ein Großteil der Bevölkerung nicht zur Wahl zugelassen ist, weil er im Besitz einer anderen Staatsangehörigkeit ist (Scuto, 2009, S. 348). In Luxemburg wie auch in anderen europäischen Ländern wird zudem seit Jahren über eine Herabsetzung des Wahlalters von 18 auf 16 Jahre diskutiert.²⁶ Bislang wurde das Wahlalter zur Beteiligung an Nationalwahlen lediglich in Österreich auf 16 Jahre gesenkt.²⁷ Auch in Deutschland ist es Jugendlichen in einigen Bundesländern möglich, ab dem 16. Lebensjahr im Rahmen der Landtagswahlen ihre Stimme abzugeben. Doch noch ist das direkte Wahlrecht für Jugendliche unter 18 Jahren umstritten und wird in der überwiegenden Zahl der europäischen Staaten abgelehnt.

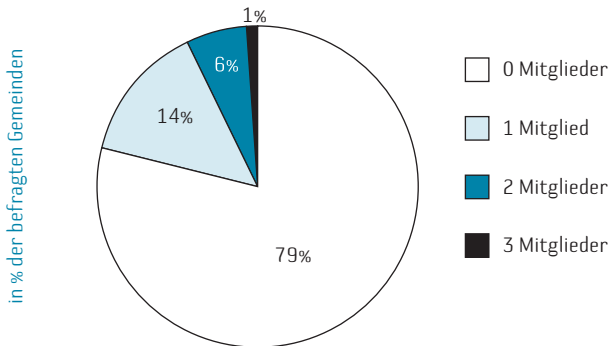
Unter luxemburgischer Beteiligung wurde im Rahmen des Eurobarometer 2007 das Wahlverhalten europäischer Jugendlicher untersucht. Dabei wurde gefragt, ob die Jugendlichen in den letzten drei Jahren bei einer Wahl oder einem Referendum abgestimmt haben. Die Ergebnisse zeigen, dass dies mit 62% fast zwei Drittel der europäischen Jugendlichen getan haben. Umgekehrt wurde gefragt, wie viele Jugendliche nicht gewählt haben. Der prozentuale Anteil der luxemburgischen Jugend lag bei dieser Frage bei 7%.

²⁶ Vgl. hierzu z. B. www.dp.lu/news_detail.php?idNews=561&lang=1; www.lsap.lu/files/doc_center/20040402_100_Punkte_Programm.pdf (zuletzt abgerufen am 07.01.2010).

²⁷ www.kfunigraz.ac.at/iwiwww/publ/reichmann_45.pdf (zuletzt abgerufen am 07.01.2010).

Zwar lässt die Wahlpflicht in Luxemburg keinen wirklichen Entscheidungsspielraum bei der Frage zu, ob Jugendliche zur Wahlurne gehen oder nicht. Allerdings wurde im Rahmen einer Umfrage der CGJL von 71 % der befragten Jugendlichen ausgesagt, dass sie auch dann zur Wahl gehen würden, wenn diese in Luxemburg nicht obligatorisch wäre.²⁸

Abbildung 8.10.: Anzahl der Gemeinden, in denen Jugendliche unter 29 Jahren Mitglied im Gemeinderat sind



Quelle: Gemeindeumfrage 2008; n = 88 Gemeinden

Im Hinblick auf die passive Wahlbeteiligung, also die Übernahme eines Wahlmandats, liegen aktuell nur wenige Daten vor. Im Rahmen einer für den luxemburgischen Jugendbericht durchgeführten Umfrage zum Angebot an Partizipationsmöglichkeiten in den 116 luxemburgischen Gemeinden³⁰ wurde u. a. danach gefragt, wie viele jugendliche Gemeinderatsmitglieder unter 29 Jahren in den kommunalen Gemeinderäten vertreten sind. Hierbei zeigt sich, dass in nur 21 % der Gemeinden die Gemeinderäte mindestens mit einem (14%), mit zwei (6%) oder gar drei (1%) jugendlichen Mitgliedern besetzt sind (Abbildung 8.10). Die Jugendlichen übernehmen dort die ehrenamtliche Aufgabe, die Anliegen der Kinder und Jugendlichen in der Gemeinde zu vertreten und zu unterstützen und üben damit eine direkte Form der Mitwirkung aus.

Bei der Frage nach den Mitgliedszahlen von Jugendlichen in politischen Parteien und Organisationen ist bereits darauf hingewiesen worden, dass sowohl auf luxemburgischer, wie auch auf europäischer Ebene von einem generellen Abwärtstrend die Rede ist. Die Mitgliedszahlen in den beteiligten Ländern liegen zwischen 6 % (Österreich) und 0,3 % (Großbritannien) (Abold & Juhász, 2006; Spannring et al., 2008). In den Begründungsversuchen für diesen Trend wird davon ausgegangen, dass Jugendliche nur dann in Parteien eintreten, wenn dieser Schritt auch belohnt wird, sie also jene Wünsche befriedigen können, die sie mit ihrem Eintritt verbinden. Insbesondere die mit Parteien oft verbundene Schwerfälligkeit, Undurchsichtigkeit und starren Versammlungsroutinen wirken auf junge Leute abschreckend (Niedermayer, 2006). Dies umso mehr, weil sich die Partizipationsansprüche erhöht und verändert haben und Jugendliche verstärkt aktions- und erlebnisorientierte Beteiligungsgelegenheiten verlangen, anstatt sich langfristig und durch formalen Beitritt an eine Partei zu binden.

Die Ergebnisse des ESS (2004) belegen diesen Trend auch für Luxemburg. Sie weisen darauf hin, dass im Vergleich zu anderen Partizipationsformen mit 2,1 % der Befragten zum Zeitpunkt der Erhebung nur ein geringer Anteil der luxemburgischen Jugendlichen Mitglied einer Partei war. Die Ergebnisse des

²⁸ Vgl. www.cgjl.lu (zuletzt abgerufen am 10.03.2010).

²⁹ Zur Erhebung der kommunalen Daten wurden im Jahr 2008 Fragebögen an die 116 luxemburgischen Gemeinden verschickt. Die Rücklaufquote betrug 76 % (88 Gemeinden).

Luxemburger Jugendkonvents vom November 2008³⁰ zeigen allerdings, dass den Jugendlichen, die hieran teilgenommen haben, der direkte Kontakt zu politischen Entscheidungsträgern sehr wohl wichtig ist und dass sie sich generell mehr Informationen über das konkrete politische Geschehen wünschen.³¹ Ihre politische Teilhabe empfinden die Jugendlichen deshalb oft als schwierig, weil sie besonders in der Parteiarbeit einen in sich geschlossenen Kreis von einflussreichen Politikern erwarten, ohne deren Unterstützung sich ein Engagement gar nicht erst lohnt (Boultgen et al., 2007). Viele der im Rahmen der Studie befragten Jugendlichen fühlen sich bei konventionellen politischen Aktivitäten nicht adäquat beteiligt. Zwar werden die fachlichen Bemühungen zur Förderung der politischen Partizipation junger Menschen durchaus wahrgenommen und begrüßt, allerdings wird von Seiten der Jugendlichen nachdrücklich an die Politik appelliert, dass die jugendlichen Anliegen nicht nur zur Kenntnis genommen werden, sondern auch in die politische Diskussion und Entscheidungsfindung einfließen sollen.

8.5.2. Unkonventionelle Partizipationsformen: Demonstrationsteilnahme, Internetblogs, Petitionen

Gleichzeitig mit der rückläufigen Entwicklung des Interesses Jugendlicher an konventionellen Partizipationsformen hat die Bereitschaft zur adhoc-Mitarbeit in informellen Gruppen und zur Teilnahme an direkten politischen Aktionen in allen entwickelten Demokratien deutlich zugenommen (Dalton, 2002, 2004; Inglehart, 1998). Konventionelle und unkonventionelle Formen der Partizipation schließen sich dabei nicht aus, sondern ergänzen sich mehr und mehr (Hadjar & Becker, 2007). Letztere bieten insbesondere Jugendlichen die Möglichkeit, sich auch außerhalb von Parteien und politischen Wahlen adäquat einzubringen und ihre politische Meinung zu äußern.

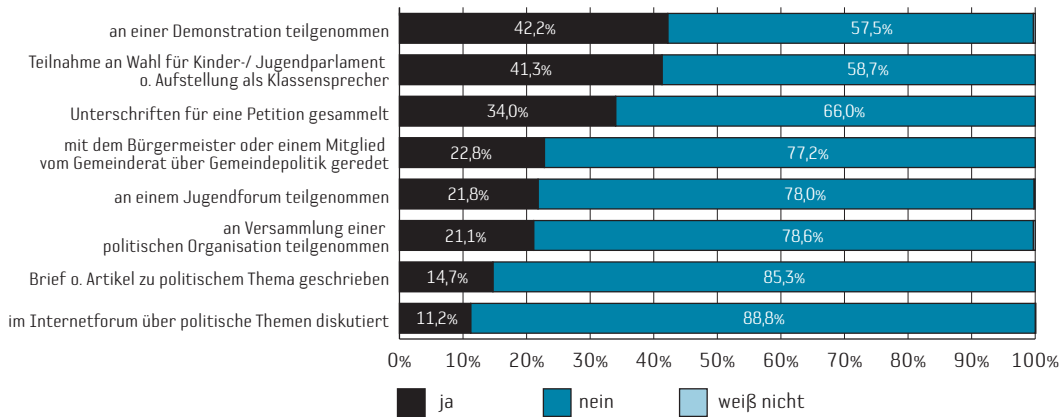
Mit unkonventionellen Partizipationsformen sind z.B. problemspezifische Aktivitäten wie Bürgerinitiativen, genehmigte Demonstrationen, Petitionen oder Boykotts gemeint. Zudem hat die politische Meinungsäußerung über das Internet in den letzten Jahren stark zugenommen. Die unkonventionellen Formen der politischen Beteiligung lassen sich z. T. als stärker protestorientiert und weniger institutionalisiert charakterisieren und finden außerhalb eines parteipolitischen Rahmens statt (Uehlinger, 1988).

Dass die Jugendlichen ein Interesse an eher unkonventionellen politischen Partizipationsformen haben, wird z.B. aus den Ergebnissen der Studie zur Situation der Jugend im Süden Luxemburgs sichtbar. Im Rahmen der Studie wurden die beteiligten Jugendlichen danach gefragt, in welchen sonstigen Formen sie sich schon einmal politisch engagiert haben. Dabei wurde ein Trend hin zu eher punktuellen politischen Aktivitäten sichtbar. Die politische Beteiligung junger Menschen in der Südregion Luxemburgs erfolgt häufiger in Form der Teilnahme an einer Demonstration oder durch die Unterschrift einer Petition. Wie die Abbildung 8.11 zeigt, sind dabei Partizipationsformen, die zeitaufwendiger erscheinen, weniger populär als solche, die nur einen geringen Zeitaufwand beinhalten. Hierzu gehören z.B. das Verfassen von politischen Artikeln für eine Zeitschrift oder ein Internetbeitrag zu politischen Themen (Boultgen et al., 2007).³² Allerdings wird auch das Engagement in einem Jugendparlament oder als Klassensprecher relativ häufig genannt.

³⁰ Im November 2008 nahmen hieran rund 40 Teilnehmer zwischen 15 und 30 Jahren teil.

³¹ Vgl. www.cgjl.lu (zuletzt abgerufen am 07.01.2010).

³² Hier wäre sicherlich zu prüfen, ob die Daten in jedem Fall tatsächlich Aktivitäten abbilden oder Aktivitätsbereitschaften.

Abbildung 8.11.: Formen politischer Partizipation der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen

Quelle: Boulting et al., 2007, S. 281; n = 1.250

Ältere Jugendliche haben prinzipiell häufiger an den abgefragten Beteiligungsformen partizipiert als jüngere. Tendenziell wurde unter den älteren Befragten aber öfter angegeben, bereits einen Brief oder Artikel mit politischem Inhalt verfasst und darüber hinaus auch öfter an einem Jugendforum teilgenommen zu haben. Mädchen weisen ähnliche Partizipationsprofile auf wie Jungen, gaben aber seltener als Jungen an, das politische Gespräch mit dem Bürgermeister oder einem Mitglied des Gemeinderates zu suchen. Es zeigt sich eine leichte Dominanz der männlichen Jugendlichen im Hinblick auf ihre Teilnahme an Diskussionen über politische Anliegen im Internet.

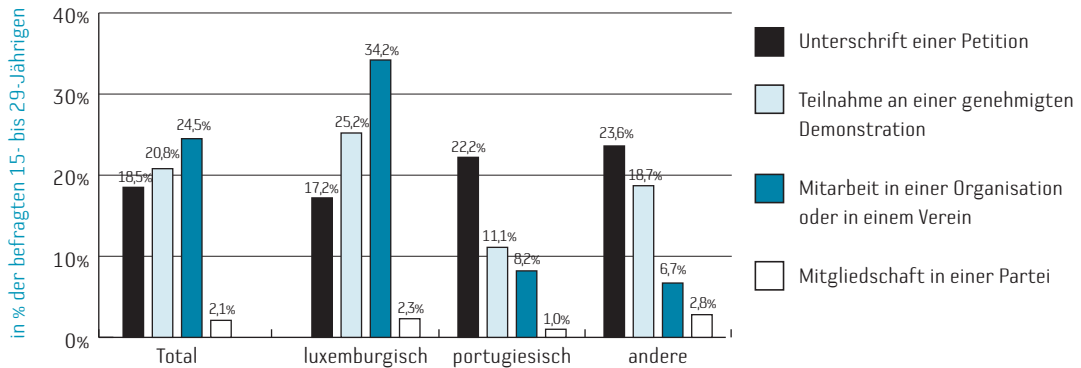
Bezogen auf den Schultyp der befragten Jugendlichen fällt auf, dass Schüler aus den unteren Bildungszweigen weniger häufig an der Teilnahme an einer legalen Demonstration interessiert sind und sich ebenfalls seltener an der Unterschriftensammlung für eine Petition beteiligen als Schüler aus dem oberen Bildungszweig (Boulting et al., 2007).³³

Im Rahmen des Eurobarometer 2007 wurde die Frage gestellt, welche Art der politischen Meinungsäußerung Jugendlichen am wichtigsten erscheint, wenn es darum geht, sicherzustellen, dass ihre Meinung die Politik erreicht. 28 % der an der Studie beteiligten luxemburgischen Jugendlichen stimmten für politische Debatten, 15 % sagten, sie finden Demonstrationen besonders wichtig und 15 % sagten, für sie erscheint die Unterzeichnung einer Petition besonders geeignet (Eurobarometer 2007). Wie aus den Daten der Südstudie geht auch hieraus deutlich hervor, dass konventionelle und unkonventionelle Formen der politischen Partizipation ergänzend genannt werden.

Obwohl der ESS 2004 über die politischen Aktivitäten der luxemburgischen Jugendlichen von einer relativ kleinen Stichprobe ausgeht, wird hieraus sichtbar, dass besonders die unkonventionellen Formen der Beteiligung heute durchaus gängige politische Artikulationsmittel für die Jugendlichen in Luxemburg darstellen: Die Studie fragt danach, an welchen politischen Aktivitäten die Jugendlichen innerhalb der vergangenen zwölf Monate teilgenommen haben. In der Abbildung 8.12 werden die vier abgefragten Aktivitätsarten gegenübergestellt.

³³ Obwohl hier nach tatsächlichen Aktivitäten in den verschiedenen Partizipationsfeldern gefragt wurde, sind die Zahlen doch mit Vorsicht zu interpretieren. Sie verweisen möglicherweise stärker auf eine grundlegende Akzeptanz und Teilnahmebereitschaft für die jeweiligen Partizipationsformen als auf bereits tatsächlich durchgeführte Handlungen.

Abbildung 8.12.: Politische Aktivitäten der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen in den letzten 12 Monaten nach Nationalität



Quelle: Datenbank ESS 2004; n = 413

Bei den Werten aller luxemburgischen Jugendlichen zeigt sich, dass die Unterschrift einer Petition, die Teilnahme an einer Demonstration sowie die Mitarbeit in einer Organisation oder einem Verein als politische Aktivitäten relativ gleichmäßig verteilt sind. Die Mitgliedschaft in einer Partei wird hingegen als mögliche Aktivität nur von einer kleinen Anzahl von Jugendlichen angegeben. Mit Blick auf die Nationalität ist erkennbar, dass die Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität am häufigsten in Organisationen und Vereinen mitwirken (34,2%), wohingegen dies lediglich 8,2% der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität tun.³⁴ Zudem wird deutlich, dass die Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität in den vergangenen zwölf Monaten mehr als doppelt so häufig an Demonstrationen teilgenommen haben, wie ihre Altersgenossen mit portugiesischer Nationalität. Insgesamt nimmt die Beteiligung der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität bei den anspruchsvolleren politischen Aktivitäten zu (außer der Mitgliedschaft in politischen Parteien), während bei den Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität eine Abnahme der Beteiligung festzustellen ist. Hinsichtlich des Geschlechts zeigen sich keine wesentlichen Differenzen, außer für die Unterschrift einer Petition, die bei den Jungen doppelt so häufig genannt wird wie bei den Mädchen (25,2% gegenüber 10,2%).

Neben diesen Formen der politischen Meinungsäußerung haben Jugendliche in Luxemburg die Möglichkeit, sich durch die Veröffentlichung von Internetblogs oder Texten auf verschiedenen politisch-gesellschaftlich orientierten Internetseiten über politische Themen und Bewegungen auszutauschen und mitzuteilen. Einige speziell an Jugendliche gerichtete, von Jugendlichen initiierte und betreute Foren sind z. B. das Onlinemagazin und die Jugendzeitung „Queesch“ oder der „Infoladen“, die insbesondere links gerichtete, basisdemokratische Werte vertreten. Auf den Internetplattformen der Vereine können Stellungnahmen zu aktuellen politischen Entscheidungen oder Politikrichtungen und auch zu speziellen Themen wie der Flüchtlingspolitik, zum Feminismus oder zur Humanisierung der Drogenproblematik (u. a.) veröffentlicht werden. Die Homepages und Institutionen bieten darüber hinaus eine Informationsplattform und ein soziales Netzwerk für politisch interessierte und engagierte Jugendliche. Ein anderes Beispiel für selbstorganisiertes, unkonventionelles politisches Engagement stellt die „LIFE –eco-CreActive“ Plattform dar, die 1999 offiziell gegründet wurde. Die Plattform kann als ein ökologisch-kreativer Rahmen beschrieben werden, in dem sich mehrere eigenständige Projektgruppen mit ökologischen und gesellschaftspolitischen Zielsetzungen wie dem Tierschutz, dem fairen Handel, der Suchtprävention, dem Klimawandel oder der

³⁴ Die Verteilungsunterschiede erklären sich ggf. durch die geringe Stichprobengröße, die den luxemburgischen Daten bei der Studie zugrunde liegt.

Globalisierung zusammen gefunden haben. Die Projekte wurden von ehrenamtlichen, hauptsächlich jugendlichen Mitgliedern zwischen 15 und 30 Jahren erarbeitet und umgesetzt.³⁵ Darüber hinaus gibt es eine Reihe weiterer jugendpolitischer Organisationen und Gruppierungen mit klarer politischer Ausrichtung, die aber hier nicht vollständig dargestellt werden können.³⁶

8.6. JUGENDSPEZIFISCHE PARTIZIPATIONSANGEBOTE IN LUXEMBURG

In den letzten Jahren haben sich in Luxemburg vor allem im kommunalen Raum neue Formen gesellschaftlicher Beteiligung von Kindern und Jugendlichen entwickelt. Das Spektrum reicht dabei von Modellen, die sich an den Verfahren der repräsentativen Demokratie orientieren, bis hin zu offenen Formen der Mitbestimmung und der projektförmigen Teilhabe. Die meisten Beteiligungsaktivitäten beziehen sich auf die nähere räumliche Umgebung von Kindern und Jugendlichen und orientieren sich an ihren spezifischen Bedürfnissen. Grundsätzlich können unterschiedliche Formen und Prinzipien der Partizipation unterschieden werden (vgl. Stange & Tiemann, 1999):

1. Punktuelle und projektorientierte Beteiligungsformen wie Aktionen, Dialoge mit Politikern, Planspiele, Zukunftswerkstätten, Informationserhebung und Interessenermittlung durch Befragungen oder auch die symbolische Beteiligung;
2. Repräsentative Formen wie Gremienarbeit, Kinder- und Jugendinteressenvertretung, z. B. Kinder- und Jugendparlamente, Kinder- und Jugendbeiräte;
3. Offene Versammlungsformen wie z. B. offene Kinder- und Jugendforen, Runde Tische oder Vollversammlungen;
4. Medienorientierte Beteiligung an der Gestaltung von Radio- oder Fernsehbeiträgen, das Verfassen und Veröffentlichen politischer Statements oder die Beteiligung an Internetumfragen;

Eine zentrale Funktion bei der Umsetzung jugendspezifischer Partizipation in Luxemburg haben neben den Jugendorganisationen, den Vereinen und Jugendverbänden der „Conseil Supérieur de la Jeunesse“, die „Conférence Générale de la Jeunesse luxembourgeoise“ (CGJL), der „Service Nationale de la Jeunesse“ (SNJ) und das „Centre Information Jeunes“ (CIJ). Die Einrichtungen und ihr Aufgabenspektrum werden im Folgenden kurz dargestellt.

Der „Conseil Supérieur de la Jeunesse“ wird im neuen Jugendgesetz vom 04. Juli 2008 festgelegt und in der großherzoglichen Verordnung vom 09. Januar 2009³⁷ näher definiert. Vertreter der beteiligten Ministerien und von Jugenddachorganisationen kommen hier zur Diskussion über jugendpolitische Themen zusammen. Zudem berät das Gremium das Familien- und Integrationsministerium und legt überdies Vorschläge für spätere Gesetzesinitiativen vor.

Die CGJL wurde als repräsentativer Vertreter der luxemburgischen Jugendverbände und Jugendorganisationen im Jahr 1960 gegründet. Mit ihrer Mission, sich für die Rechte und Interessen der Jugendlichen einzusetzen, ihnen Raum und Möglichkeiten zur politischen und gesellschaftlichen Partizipation zu geben und sie hierzu zu aktivieren und zu motivieren, nimmt sie eine zentrale Rolle bei der Förderung der politischen und gesellschaftlichen Integration junger Menschen in Luxemburg ein. Heute vertritt die CGJL die

³⁵ Nach der Auflösung der Plattform im Jahr 2009 wird der Verein LIFE asbl. sowie die Projekte und Aktionen, die im Laufe der Jahre durch die Plattform initiiert wurden, weitergeführt. Auch wenn hier nur ein im Verhältnis zur Gesamtzahl geringer Anteil von Jugendlichen engagiert ist, wird das Engagement als solches jedoch als erwähnenswert erachtet.

³⁶ z.B. „Mouvement Alternatif des Révoltés“ (MAR), „Union Nationale des Étudiants du Luxembourg“ (UNEL), u.a.

³⁷ „Règlement grand-ducal du 9 janvier 2009 sur la jeunesse.“

Interessen von 27 Mitgliedsorganisationen wie politischen Parteien und Jugendgewerkschaftsorganisationen, Pfadfinderverbände, Freizeitorganisationen oder sozial-educative Jugendorganisationen. Sie wird von den Ministerien und anderen öffentlichen Institutionen zu allen jugendrelevanten Fragen konsultiert und veröffentlicht eigene offizielle Stellungnahmen. Zudem koordiniert sie gemeinsame Aktionen der Jugendbewegungen, bildet Arbeitsgruppen zu spezifischen Themen und organisiert Projekte in den unterschiedlichsten thematischen Bereichen. Auf internationaler Ebene ist die Luxemburger Jugendkonferenz ein aktives Mitglied des Europäischen Jugendforums (European Youth Forum), dem europäischen Dachverband der Jugendorganisationen in Europa.

Der SNJ, gegründet 1964, ist als Verwaltungseinheit dem für Jugend zuständigen Ministerium zugeordnet und zuständig für die Umsetzung der jugendpolitischen Ziele. Neben dem Angebot von Informationsprojekten, Ausbildungslehrgängen und speziellen Unterstützungsprogrammen für Jugendliche koordiniert der SNJ den nationalen („service volontaire“) und den internationalen Freiwilligendienst („European Voluntary Service“)³⁸, führt Projekte im Bereich der demokratiepolitischen Bildung („citoyenneté active“) durch und fördert die Umsetzung des Jugendkommunalplans auf kommunaler Ebene u. v. m. (vgl. Bodeving, 2009a, S. 745ff.). Damit unterstützt und fördert der SNJ die Jugendpartizipation in vielfältiger Art und Weise.

Als weitere institutionelle Einrichtung der Partizipation und Information ist das „Centre Information Jeunes“ (CIJ) zu nennen. Dieses 1987 gegründete nationale Jugendinformationszentrum entspricht einer der weiteren Prioritäten der luxemburgischen Jugendpolitik. Es bietet den Jugendlichen leicht zugängliche Informationen, Unterstützung und Programme, die ihren Bedürfnissen entsprechen sowie ihnen als Orientierung und Rat zur Entscheidungsfindung und Projektrealisierung dienen. Zudem sind die Kommunen, die Pfadfinderverbände und die Jugendfeuerwehren wichtige Akteure, wenn es um die Umsetzung jugendspezifischer Partizipation geht.

8.6.1. Jugendspezifische Partizipationsstrukturen

Neben den zentralen Einrichtungen zur Förderung von Partizipation wurden in Luxemburg in den vergangenen Jahren einige jugendspezifische, partizipationsfördernde Strukturen implementiert. Hierzu gehören insbesondere:

Die „Assemblée Nationale des Jeunes“ (Nationales Jugendparlament)

Die Aufnahme des im Gesetz vom 4. Juli 2008 konstituierten „Assemblée Nationale des Jeunes“ (Nationales Jugendparlament) erfolgte im November 2009. Die CGJL erhielt als Dachverband der luxemburgischen Jugendorganisationen den Auftrag zur Umsetzung des nationalen Jugendparlaments. Sie ist gemeinsam mit dem nationalen Informationsdienst CIJ für seine praktische Umsetzung verantwortlich. Das Nationale Jugendparlament dient dazu, eine Kultur des strukturierten Dialogs zwischen der Politik und der Jugend einzuführen. Es bietet Jugendlichen zwischen 14 und 28 Jahren die Möglichkeit, ihre politischen Meinungen, Sichtweisen und Positionen in Form eines demokratischen Prozesses an die luxemburgische Regierung zu richten. Dies geschieht u. a. durch offizielle Stellungnahmen oder in Diskussionsrunden mit Abgeordneten. Das Gremium tagt in regelmäßigen Abständen zu jugendrelevanten Gesetzen und Verordnungen sowie zu sämtlichen Themen, die für die Jugend von Bedeutung sind. Mit dem nationalen Jugendparlament wurden zwei Begleitprojekte gegründet: Im Rahmen eines Infomobils sollen jugendrelevante Einrichtungen wie Schulen, Jugendhäuser und andere Jugendorganisationen verstärkt zu Orten werden, an denen Jugendliche sich informieren können und an denen sie über die sie betreffenden Themen diskutieren und sich einbringen können. Zudem dient die neue Internetplattform www.jugendparlament.lu als Aktionsrahmen des Jugendparlaments. Hier finden Internetforen, online

³⁸ Er stellt die Nationalagentur zur Koordination des Programms JUGEND bzw. JUGEND IN AKTION.

gestützte Umfragen, Informationsdienste usw. statt. Im Rahmen der ersten Sitzung des Jugendparlaments am 21. November 2009 nahmen ca. 150 Jugendliche aus Luxemburg teil, der zweiten Sitzung im Januar 2010 wohnten ca. 80 Jugendliche bei.

Der Jugendkonvent

Mit den seit 2005 ein bis zwei Mal jährlich stattfindenden Jugendkonvents wurde ein Instrument konzipiert, mit dem das Verständnis und die Kenntnis über die Einstellungen und Sichtweisen der Jugend erhöht und die politische und gesellschaftliche Integration sowie das Demokratieverstehen der jungen Generation gefördert werden kann. Im Rahmen des Jugendkonvents diskutieren Jugendliche gemeinsam mit Abgeordneten verschiedener Parteien und mit Fachleuten aus Politik und Praxis über aktuelle gesellschaftsrelevante Themen. Im Rahmen von moderierten Workshops werden Kritik, Vorschläge und Meinungen zu jugendspezifischen politischen Positionen modelliert und später im gemeinsamen Plenum mit Vertretern der Parteien diskutiert. Der Jugendkonvent wird federführend durch die CGJL organisiert und durch das Familien- und Integrationsministerium und das Bildungsministerium unterstützt. Je nach Themenbereichen wird der Konvent zudem durch den SNJ, Eurodesk, CIJ und die Nationalagentur des Programms JUGEND IN AKTION unterstützt und gewinnt hierdurch einen breiten Handlungsrahmen. Die Ergebnisse des Konvents werden in Form eines offiziellen Dokuments den politischen Gremien zugänglich gemacht, um so einen regelmäßigen Austausch mit den betroffenen Ministerien, Abgeordneten und Kommissionen zu gewährleisten. Die Ergebnisse fließen zudem in das Leistungsprogramm des CGJL ein.

Der Jugendkommunalplan

Der Jugendkommunalplan stärkt auf kommunaler Ebene die Partizipation der Jugendlichen in den Gemeinden und fördert auf diesem Weg eine nachhaltige und dezentralisierte Jugendpolitik.³⁹ Im Rahmen des Jugendkommunalplans werden gemeinsam mit den Jugendlichen lokale Aktionspläne, Projekte und Maßnahmen für die Jugendpolitik der Gemeinden erarbeitet. Am Beginn jedes Jugendkommunalplanes steht eine nach wissenschaftlichen Methoden durchgeführte Beschreibung und Analyse der Freizeit- und Lebenssituation sowie der Bedürfnisse der Jugendlichen in der jeweiligen Gemeinde (Heinen, Meisch, Meyers & Willems, 2009, S. 272). Die Ergebnisse der Studie gelten als wichtige Informations- und Diskussionsgrundlage für den weiteren Prozess. Unter der Beteiligung von Jugendlichen werden sodann Pläne für Maßnahmen und Projekte ausgearbeitet, die die Partizipation der jungen Gemeindeeinschwohner verstärken. Die Ausarbeitung der Pläne erfolgt in enger und direkter Zusammenarbeit der Jugendlichen mit den lokalen Akteuren vor Ort. Dabei sieht das Konzept neben der Organisation von Jugendforen auch Rundtischgespräche mit Gemeinderatsmitgliedern bzw. kommunalpolitischen Akteuren vor. Die Ergebnisse aus den unterschiedlichen Phasen werden in einen ganzheitlichen lokalen Aktionsplan integriert. Zur Legitimation und zur Sicherstellung des gemeinschaftlich konzipierten Plans wird dieser im Gemeinderat begutachtet und beschlossen.

Die Jugendkommissionen und Jugend-, bzw. Kindergemeinderäte

In einer Vielzahl der Gemeinden sind Jugendkommissionen für die Belange der Jugendlichen zuständig. Die Jugendkommissionen haben die zentrale Aufgabe, die kommunale Vernetzung und den Austausch jugendrelevanter Institutionen und Vereine innerhalb der Gemeinde zu unterstützen und dem Gemeinderat als Fachgremium in jugendpolitischen und jugendspezifischen Themen zur Seite zu stehen. In einigen Gemeinden haben sich zudem Kindergemeinderäte und Jugendgemeinderäte gegründet, die die Interessen der Kinder und Jugendlichen in der Gemeinde vertreten und sich für Jugendräume, junge Kultur und andere Jugendthemen einsetzen.

³⁹ Laut dem Jugendgesetz vom 04. Juli 2008 wird die staatliche Subventionierung von Infrastrukturkosten kommunaler Jugendeinrichtungen an die Konzeption und Umsetzung eines Jugendkommunalplans gekoppelt.

8.6.2. Jugendinformation und Beteiligung Jugendlicher in den Medien

Die Information Jugendlicher ist als Teil der Partizipation ein Schwerpunkt der europäischen und der nationalen Jugendpolitik. Sie ist dazu geeignet, Benachteiligungen abzubauen und allen jungen Menschen, unabhängig von kulturellen, körperlichen, geschlechtsspezifischen, intellektuellen oder ökonomischen Bedingungen, den Zugang zu Informationen im Allgemeinen und zu sozialen Diensten im Besonderen zu ermöglichen. Entsprechend halten Jugendinformationsdienste in der Regel komplexe Informations- und Beratungsangebote bereit und nutzen hierfür eine Reihe unterschiedlicher Formen und Medien. Häufig ergänzen diese Einrichtungen ihre Konzepte durch medienpädagogische und offene Angebote für Kinder und Jugendliche oder durch Seminare und Projekte. Zudem unterbreiten sie jugendkulturelle Angebote. Die Umsetzung des politischen Ziels der Jugendinformation wird in Luxemburg im Rahmen vielfältiger Aktivitäten insbesondere durch das CIJ und den SNJ gewährleistet. Daneben sind auch das Jugendportal des SNJ, das europäische Jugendinformationsnetzwerk Eurodesk und das europäische Jugendportal wichtige Informationsquellen für Jugendliche. Das CIJ betreut auch die Jugendkarte „Euro>26“ mit Informationen und vergünstigten Zugängen zu zahlreichen soziokulturellen Aktivitäten sowie die Ausstellung der „TEAMK8“-Karte, einer formalen Anerkennung für gesellschaftliches Engagement.

Auf europäischer Ebene bietet die Jugendinformationsagentur „Eryica“, die ihren Sitz in Luxemburg hat, umfangreiche Informationen zu sämtlichen jugendrelevanten Themen.⁴⁰ Die Stadt Luxemburg verfügt zudem über ein eigenes Jugendinformationsbüro („Info-Jeunes“).

Partizipation und Information Jugendlicher findet immer häufiger in den Medien und mit Hilfe der Medien statt. Besonders das Internet fordert Beteiligung aufgrund seiner technischen Struktur geradezu heraus. Bereits die Kommentierung von Weblogs oder Nachrichtenseiten kann als Partizipation verstanden werden. Ein weiterer Schritt wäre z.B. das Anlegen eigener Weblogs oder themenspezifischer Beiträge bei sozialen Netzwerken wie Facebook, die gerade unter Jugendlichen sehr beliebt sind. Diese Beteiligungsformen können per se bereits als gesellschaftlich relevant betrachtet werden, erst recht wenn man bedenkt, dass die dabei erworbenen Kompetenzen Voraussetzung für Beteiligung am öffentlichen und kommunikativen Diskurs sind. Diese unter dem modernen Begriff „e-Partizipation“ diskutierten Partizipationsformen ergänzen traditionelle Formen der Beteiligung mit den Möglichkeiten des Internet. E-Partizipation gewinnt auch deshalb an Beliebtheit, weil sie die Jugendlichen aktiviert und dazu auffordert, sich aktiv mit bestimmten Fragestellungen oder Themen auseinanderzusetzen. Auch die Information über jugendrelevante Themen im Fernsehen, übers Radio und durch Zeitungen und Zeitschriften sind gängige Instrumente, die für die Partizipation genutzt werden.

Im Rahmen des fünften Luxemburger Jugendkonvents wurde vorgeschlagen, alle modernen Methoden der Informationsdiffusion zu nutzen und so insbesondere auch die Jugendlichen anzusprechen, die tagtäglich das Internet nutzen (www.cgil.lu). Es wurde angeregt, das IT-Netzwerk Facebook als ein jugendgerechtes Medium zu nutzen, um zu informieren und Jugendliche für bestimmte Thematiken zu sensibilisieren. Allerdings bergen die neuen Medien als Partizipationsinstrument auch ein gewisses Risiko: Betrachtet man den Zusammenhang von Partizipation und Bildungschancen, ist zu beachten, dass Jugendlichen mit einer niedrigeren formalen Bildung gerade im Hinblick auf die neuen Medien ein wesentlich eingeschränkteres Nutzungsspektrum zur Verfügung steht als Jugendlichen mit höherer Bildung. Die Jugendlichen mit einer niedrigeren formalen Bildung sind in der Regel stärker fokussiert auf die unterhaltungsorientierte oder kommunikative Nutzung (u.a. Chatten) als die höherqualifizierten Jugendlichen. Bei der Frage nach den Beteiligungsmöglichkeiten der luxemburgischen Jugendlichen in den Medien können exemplarisch folgende Angebote genannt werden: Die kommerzielle Fernsehstation RTL bietet einen spezifischen

⁴⁰ Weiterführende Informationen unter: www.youth.lu; www.europa.eu.int/youth; www.eurodesk.org; www.eryica.org (zuletzt abgerufen am 30.04.2010).

Programmteil für Kinder und Jugendliche an („Planet RTL“), in dem kinder- und jugendrelevante Informationen und Beiträge ausgestrahlt werden. Zudem ist der Schulsender „Uelzecht Kanal“ (LGE) zu nennen. Speziell an Jugendliche richtet sich auch das Angebot der beiden kommerziellen Radiostationen „Radio ARA“ („Graffiti“) und „Eldorado“ sowie das des Schülerradios „Schoulradio (100,7)“. Hier haben Jugendliche die Möglichkeit, eigene Blogs und Sendungen zu entwerfen bzw. durchzuführen. Weiterhin gibt es mittlerweile eine Reihe alternativer gesellschaftspolitisch orientierter Jugendseiten wie z.B. das Magazin „Queesch“ oder zahlreiche Schul- und lokale Clubzeitungen. Auch online geführte Jugendumfragen wie z.B. die „Jugendemfro“ der CGJL werden immer beliebter.

Eine detaillierte Analyse zur Medienkompetenz und zum Medienverhalten Jugendlicher in Luxemburg (auch als Aspekt der Sozialisation und des Alltagshandelns Jugendlicher) ist bisher aufgrund der fehlenden systematischen Forschung in diesem Bereich nicht möglich.

8.6.3. Jugendrelevante Infrastrukturangebote auf kommunaler Ebene

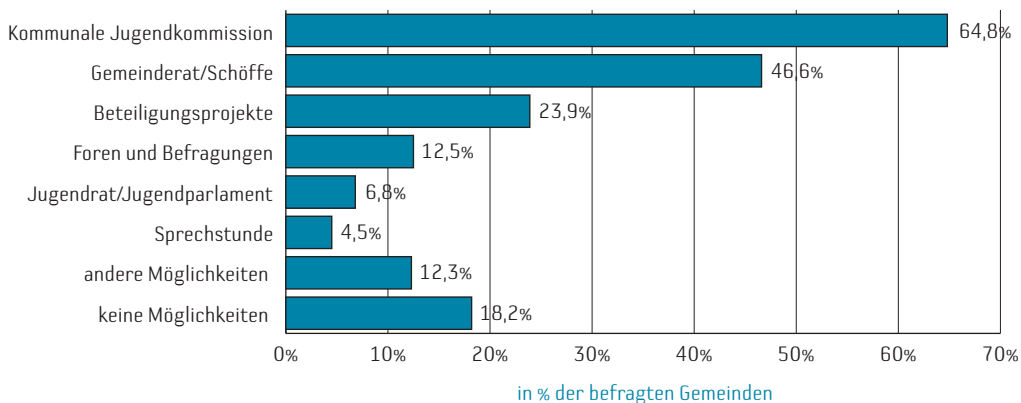
Die Entwicklung der letzten Jahre zeigt, dass die Gemeinden durch die Umsetzung kommunaler und lokaler jugendpolitischer Programme eine besondere Chance haben, die Jugend innerhalb ihrer Lebenswelt zu fördern und in ihrer Entwicklung zu unterstützen. In der Kommunalplanung hat sich daher ein kommunikativer Ansatz durchgesetzt, der die Jugendlichen mehr und mehr mit einbezieht und der darauf abzielt, die Identifikation der Jugendlichen mit ihrer Gemeinde und ihrem sozialen Nahraum zu erhöhen, die Interessen der Jugendlichen zu wecken, sich für das Gemeinwohl einzusetzen und Umsetzungswiderstände der lokalen Politik zu minimieren (vgl. Meinhold-Henschel, 2007). Kinder und Jugendliche werden als Experten in ihren eigenen Angelegenheiten angesprochen und ihnen wird die Möglichkeit gegeben, ihre Anliegen und Bedürfnisse einzubringen.

In Luxemburg sind es die 116 Gemeinden, die neben dem zuständigen Familien- und Integrationsministerium und den jugendspezifischen Institutionen eine wichtige Rolle in der Umsetzung der jugendpolitischen Richtlinien sowie in der Jugendpartizipation und Jugendinformation einnehmen. Gemäß dem beschriebenen Trend hat in den vergangenen Jahren auch in Luxemburg die Beteiligung Jugendlicher an der Gestaltung von Planungsprozessen in den Gemeinden zugenommen. Nach dem Subsidiaritätsprinzip entscheiden die Gemeinden, welche Initiativen und Programme sie in welchem Umfang lokal umsetzen. Die Formen und Vorgehensweisen sind dabei vielseitig: Unterschieden werden kann zwischen jugendpolitischen Modellen, in denen Erwachsene die Interessen von Kindern und Jugendliche anwaltschaftlich vertreten (z.B. durch Jugendbeauftragte, Jugendkommissionen, Jugendbüros oder Jugendanwälte) und Modellen, in denen Kinder unmittelbare Beteiligungsmöglichkeiten haben (z.B. Jugendgemeinderäte oder Jugendforen). Während in repräsentativen Modellen Jugendliche stellvertretend die Interessen ihrer Altersgruppe wahrnehmen, eröffnen Jugendforen spontane und personell nicht eingegrenzte Teilnahmemöglichkeiten. Projektorientierte Formen sind schließlich durch einen thematischen Fokus und eine zeitliche Begrenzung der Mitarbeit gekennzeichnet. Es geht dabei häufig um die Planung und Gestaltung einer Sportstätte oder eines anderen, für Jugendliche wichtigen öffentlichen Raums. Obwohl in der Fachliteratur ein Konsens über die Chancen und den Nutzen der kommunalen Beteiligungsformen besteht, werden auch deren Nachteile reflektiert. Demnach erreichen die repräsentativen Formen nicht unbedingt alle Kinder und Jugendliche und begünstigen strukturell ältere, männliche und gut gebildete Jugendliche. Offenen und projektorientierten Formen mangelt es hingegen oft an Nachhaltigkeit und Verbindlichkeit (Herrmann, 1998, S. 315ff.).

Im Jahr 2008 führte die Universität Luxemburg in der Vorbereitung dieses Jugendberichtes eine Umfrage in den Gemeinden in Luxemburg durch, um die kommunalen Möglichkeiten der Partizipation zu erfassen und im Rahmen dieses Berichtes zu beschreiben. Hierbei wurde im ersten Schritt ermittelt, durch welche jugendspezifischen Partizipationsangebote Jugendliche in ihrer Gemeinde die Möglichkeit erhalten, sich in die kommunalen Diskussionen und Entscheidungsprozesse einzubringen und diese mitzugestalten.

Abbildung 8.13 zeigt, dass in 64,8% der Gemeinden, die sich an der Befragung beteiligt haben, eine Jugendkommission die Interessen der Jugendlichen vertritt. Zudem wurde angegeben, dass in 46,6% der Gemeinden die Möglichkeit besteht, dass sich die Jugendlichen direkt an den Gemeinderat oder den zuständigen Schöffen wenden können, wenn sie ihre Interessen im kommunalen Kontext einbringen möchten. In 23,9% der Gemeinden wurden jugendspezifische Beteiligungsprojekte durchgeführt. Dabei ging es in den meisten Fällen um die Schulhofgestaltung, die Einrichtung und/oder Renovierung des Jugendhauses, die Gestaltung von Sport- und Freizeitanlagen (Beachvolleyballfeld, Erlebnisplatz, Bolzplatz), die Planung und Mitgestaltung von Festen und Aktionen oder die Beteiligung an der Entwicklung eines Jugendkommunalplans. Häufig sind es die Jugendkommissionen, die Jugendhäuser oder die Schulen, die Projekte initiieren und begleiten. Kommunale Jugendforen und Befragungen, z. B. im Rahmen des Jugendkommunalplans fanden bis Mitte 2008 in 12,5% der Gemeinden statt. Es ist davon auszugehen, dass gleichzeitig mit dem Jugendkommunalplan künftig auch die Zahl der Jugendforen und die kommunikativen Formen der Jugendbeteiligung in Luxemburg ansteigen werden. Lediglich in 6,8% der Gemeinden existierte im Jahr 2008 ein Jugendparlament oder ein kommunaler Jugendrat und 4,5% der Gemeinden geben an, eine persönliche Sprechstunde für Jugendliche beim Bürgermeister eingerichtet zu haben.

Abbildung 8.13.: Mitsprache- und Mitwirkungsmöglichkeiten für Jugendliche in den Gemeinden



Quelle: Gemeindeumfrage 2008; n = 88 Gemeinden

Wie im vorherigen Kapitel zur politischen Partizipation bereits dargelegt, vertreten bisher auch einige junge Menschen bis 30 Jahre die Interessen ihrer Altersgenossen aktiv in den Gemeinderäten. Diese direkte Form der politischen Partizipation ist in 21% der Gemeinden vorzufinden. 18,2% der Gemeinden gaben an, dass es keine jugendspezifischen Partizipationsangebote im Sinne der Mitwirkung an kommunalpolitischen Entscheidungen gäbe.

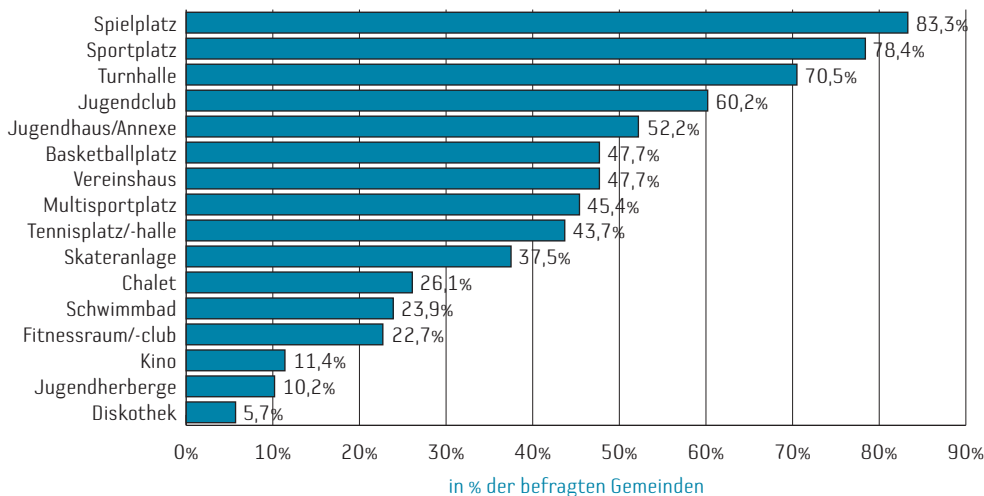
In vielen Gemeinden werden mehrere Partizipationsformen nebeneinander angeboten, so dass sich die Jugendlichen je nach ihrem Interesse und ihren Kompetenzen für die eine oder andere Form entscheiden können. Zudem variiert das Ausmaß der Beteiligungsmöglichkeiten in den Gemeinden mit der Einwohnerzahl der 12- bis 30-Jährigen. Gemeinden, in denen mehr Jugendliche wohnen, stellen tendenziell auch mehr Mitsprachemöglichkeiten zur Verfügung als kleinere Gemeinden.

Im Rahmen der Gemeindeumfrage wurde außerdem ermittelt, welche jugendspezifischen Informationsangebote als Basis der kommunalen Beteiligung vorzufinden sind. In 60,2% der Gemeinden existiert demnach eine Gemeindezeitung (z. B. „der Gemeindebuet“), über die die Jugendlichen sich zu aktuellen Entwicklungen in ihrer Gemeinde informieren können. Hierbei wurde allerdings nicht sichtbar, ob diese Zeitungen über jugendspezifische Rubriken verfügen oder Jugendliche hier selbst Artikel oder sonstige

Informationen einsetzen können. Außerdem haben Jugendliche in 43,2% der Gemeinden die Möglichkeit, sich über einen hierfür zuständigen Schöffen oder den Gemeinderat zu informieren. Zudem sind Internetportale (36,4%) oder Aushänge (35,2%) wichtige Informationsquellen für Jugendliche in den Gemeinden. In 21,6% der Gemeinden sind keine gezielten Informationsmöglichkeiten für Jugendliche vorzufinden. In Gemeinden, in denen mehrere Informationsquellen für Jugendliche bereitgestellt werden, besteht gleichzeitig auch die Tendenz, dass hier mehr Mitsprachemöglichkeiten angeboten werden.

Im Hinblick auf die Erfassung der Freizeitinfrastruktur, auf die die Jugendlichen im lokalen Kontext zurückgreifen können, zeigt sich, dass besonders Sportplätze und Spielplätze, aber auch Turnhallen in den meisten Gemeinden vorhanden sind. Neben Vereinshäusern (47,7%) befinden sich in fast der Hälfte der untersuchten Gemeinden ein Basketballplatz und ein Multisportplatz (47,7%, bzw. 45,4%), in vielen Gemeinden sind Tennisplätze oder eine Tennishalle (43,7%) vorzufinden. Neben den Sportstätten existiert in 60,2% der Gemeinden ein Jugendclub und in mittlerweile 52,2% der Gemeinden auch ein Jugendhaus (siehe Abbildung 8.14).

Abbildung 8.14: Jugendrelevante Infrastrukturangebote in den Gemeinden



Quelle: Gemeindeumfrage 2008; n = 88 Gemeinden

Weniger häufig existieren in den meisten Gemeinden kommerzielle Angebote wie Kinos oder Diskotheken.⁴¹ Die Studie zeigt auch, dass diejenigen Jugendlichen, die auf eine gut ausgebaute Verkehrsinfrastruktur zurückgreifen können, ein entsprechend größeres Angebot an jugendspezifischen Infrastrukturen nutzen können; denn in den Fällen, in denen die Infrastruktur von einem Gemeindeverbund gefördert und unterhalten wird, befinden sich Vereinshäuser, Jugendhäuser oder Sportstätten z. T. in den Nachbargemeinden. Auch die großen kommerziellen Angebote der Freizeitgestaltung wie Kinos oder Diskotheken sind besonders für Jugendliche aus ländlicheren Regionen oft nur dann zu erreichen, wenn zusätzlich entsprechende Mobilitätsmöglichkeiten angeboten werden. Mobilität besitzt generell im jugendlichen Alltag eine hohe Dringlichkeit und Präsenz, da das Unterwegssein für Jugendliche bei der Lebensgestaltung und auch bei der aktiven Partizipation in Politik und Gesellschaft eine zentrale Rolle spielt. Mobilität

⁴¹ Über die Nutzung der Infrastrukturangebote der Jugendlichen in verschiedenen luxemburgischen Gemeinden können auch die luxemburgischen Studien zum Freizeitverhalten partiell Aufschluss geben. Vgl. hierzu Meyers & Willems (2008); Boulton et al. (2007), u.a.

bedeutet also vor allem Zugang und damit auch Teilhabe an der Gesellschaft. In Luxemburg ermöglicht z. B. die Jugendkarte „Euro < 26“ Jugendlichen unter 26 Jahren eine kostengünstigere Nutzung des öffentlichen Nahverkehrs. Das Jahresabonnement „JUMBOKAART“ ist für Jugendliche bis zu einem Alter von 20 Jahren⁴² ohne Einschränkung auf sämtlichen Linien des öffentlichen Personennahverkehrs in Luxemburg gültig. Für einen jährlichen Kostenaufwand von 50 € ermöglicht das Abonnement den Jugendlichen die uneingeschränkte Nutzung des gesamten öffentlichen Nahverkehrs und leistet somit einen Beitrag zur Mobilitätsförderung und zur gesellschaftlichen Partizipation. Auch das Netz an jugendspezifischen Mobilitätsangeboten, wie z. B. der Latenight Bus, der Rufbus oder der Nightrider bieten Jugendlichen in Luxemburg die Möglichkeit, flexibel und kostengünstig mobil zu sein. Die meisten der hier aufgelisteten Angebote basieren ebenfalls auf regionalen und/oder kommunalen Initiativen.⁴³

Die hier aufgezeigten Studienergebnisse und Beispiele machen deutlich, dass die Investitionen in eine jugendspezifische Beteiligungsinfrastruktur und Mobilitätsförderung in den luxemburgischen Gemeinden deutlich sichtbar ist. Allerdings wäre kontinuierlich zu prüfen, ob die politischen bzw. kommunalpolitischen Ansätze der Jugendbeteiligung bedarfs- und zielgruppenorientiert umgesetzt werden, d. h. ob diese Ansätze auch aus Sicht der Jugendlichen eine jugendgerechte und für sie ansprechende und motivierende Form der Beteiligung darstellen.

Im Kontext der Jugendforschung sind die beschriebenen Themen bisher wenig erforscht. In Luxemburg liegen deshalb bisher kaum Daten darüber vor, welche Rolle Mobilität in unterschiedlichen sozialen und kulturellen Milieus spielt und wie private Ressourcen einerseits und infrastrukturelle Angebote andererseits die Gestaltung von Mobilität und Partizipation beeinflussen. Auch die Frage, ob und in welchem Maße die Jugendlichen die kommunalen und interkommunalen Partizipationsmöglichkeiten tatsächlich wahrnehmen, bleibt noch zu untersuchen.

8.7. PARTIZIPATION IN LUXEMBURG AUS SICHT DER KINDER- UND JUGENDRECHTSBEWEGUNG

In den Artikel 12 (1) und 12 (2) der UN-Kinderrechtskonvention wird Kindern und Jugendlichen ausdrücklich das Recht auf Partizipation und auf freie Meinungsäußerung in den sie betreffenden Angelegenheiten sowie die angemessene Berücksichtigung ihrer Meinungen und Sichtweisen zugesichert (United Nations, 1992). Das im Jahr 2002 in Luxemburg gegründete „Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand“ (ORK) begleitet, unterstützt und kontrolliert die Umsetzung der Konvention im Land. Zu seinen Aufgaben gehört es einerseits eine kontinuierliche Bestandsaufnahme der Umsetzung der Kinderrechte zu gewährleisten und gleichzeitig dafür Sorge zu tragen, dass dort Verbesserungen und Veränderungen erfolgen, wo Mängel oder Probleme sichtbar werden.⁴⁴ In diesem Sinne ist das ORK eine Interessenvertretung für Kinder und Jugendliche im Hinblick auf die Kinderrechtskonvention. Gleichzeitig dient das ORK aber auch als Anlaufstelle für die Anliegen der Kinder und Jugendlichen selbst. Das Ombudskomitee hat die Möglichkeit, Einfluss auf gesetzliche Regelungen und Beschlüsse zu nehmen. Zudem informiert es die Politik kontinuierlich über die Situation von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg. Es hat in seiner Arbeit bislang eine Vielzahl von Aktivitäten und Programmen initiiert, die zur Stärkung der Kinderrechte beitragen und die Umsetzung der Kinderrechtskonvention in allen jugendrelevanten Rechtsbereichen voranbringen (ORK, 2008). Das ORK hat zu folgenden kinder- und jugendspezifischen Themenbereichen Empfehlungen formuliert: zu

⁴² Anrecht auf die JUMBOKAART haben ebenfalls Jugendliche die das Alter von 20 Jahren erreicht oder überschritten haben, wenn sie nachweisen können, dass noch immer Kindergeld für sie bezahlt wird.

⁴³ Die Auflistung der Angebote an jugendspezifischen Möglichkeiten zur Mobilität ließe sich noch erweitern.

⁴⁴ „Loi du 25 juillet 2002 portant institution d'un comité luxembourgeois des droits de l'enfant“, appelé „Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand“ (ORK).

Antidiskriminierung, Mitbestimmung, Kinder und Jugendliche mit spezifischen Bedürfnissen, Asylpolitik, Familienpolitik, Heimplatzierung von Kindern und Jugendlichen, Identitätsrecht, Kinderschutz im Bereich Medien, Dienstleistungen für Kinder, Jugendkriminalität und Gesetz, Bildung, Sucht, Wohlbefinden und Sozialpolitik.

Die Beteiligung von Kindern und Jugendlichen an kommunalen Planungsprojekten und in der Stadt- und Verkehrsplanung hat seither ebenso an Legitimation und Bedeutung gewonnen wie die Implementierung von Schülergremien und Jugendkomitees in den Schulen und im Rahmen der Jugendarbeit. Zudem konnten die Förderung von Partizipation und insbesondere die Umsetzung des Rechts auf Anhörung von Kindern und Jugendlichen vor Gericht, so wie sie im Gesetz vom 20. Dezember 1993 vorgesehen ist, in den letzten Jahren weiter vorangetrieben werden. Das ORK nimmt aber auch Beschwerden und Anliegen von Kindern und Jugendlichen entgegen und kann eine Berater- oder Vermittlerrolle übernehmen, ggf. an die implizierten Institutionen herantreten und Empfehlungen im Interesse und Schutz der Kinder formulieren (ORK, 2008, 2009). In diesem Sinne bietet das ORK eine unmittelbare Möglichkeit der gesellschaftlichen Partizipation für Kinder und Jugendliche unter 18 Jahren. Aber auch Eltern, Erziehungsberechtigte, soziale Organisationen und Institutionen können die Plattform des ORK nutzen, um kinder- und jugendspezifische Anliegen zu äußern bzw. auf Missstände entsprechend der Kinderrechtskonvention aufmerksam zu machen. Das ORK nimmt somit eine wichtige Rolle im Hinblick auf die Wahrung von Kinderrechten ein und ermöglicht gleichzeitig eine institutionalisierte Form der gesellschaftlichen Mitbestimmung für Kinder und Jugendliche.

8.8. ZUSAMMENFASSUNG UND SCHLUSSFOLGERUNGEN

Zentrale Ergebnisse

Partizipation und freiwilliges soziales Engagement werden im Rahmen dieses Berichtes verstanden als umfassende Teilnahme Jugendlicher an gesellschaftlichen und politischen Prozessen. Sie beziehen sich auf die privaten Lebenswelten von Familien und Freundeskreis ebenso wie auf das Engagement in der Schule, bei der Arbeit, in der Gemeinde, der Politik und den freiwilligen Vereinigungen. Nur eine solch umfassende Konzeption ermöglicht es, das gesamte Engagementpotenzial der jungen Generation und ihren Beitrag an der Gestaltung von Gesellschaft und Demokratie in den Blick zu nehmen.

Kinder und Jugendliche werden in diesem Kontext als kompetente, handlungsfähige und verantwortliche Bürger angesehen. Die vielfältigen Ressourcen, Kompetenzen und Aktivitäten der jungen Menschen sind wesentliche Innovationsfaktoren für die Gesellschaft und gleichzeitig Basis einer gesunden Demokratie. Dabei haben sich die Partizipationsmöglichkeiten und die Partizipationsformen der jungen Generationen in Luxemburg im historischen Verlauf ausdifferenziert und erweitert.

Insgesamt legt der Bericht dar, dass die Jugendlichen in Luxemburg sich in einer Vielfalt von Bereichen (Schule, Vereine, Nichtregierungsorganisationen, Gemeinde, Parteien, Verbände, Jugendhäuser usw.) und in sehr unterschiedlichen Formen (Wahlen, Mitgliedschaften, Übernahme von Ämtern und ehrenamtlichen Aufgaben, selbstinitiierte Aktionen, kommunikative Formen usw.) an der Gestaltung der Demokratie, der zivilen Gesellschaft und ihrer unmittelbaren sozialen Nahwelt beteiligen können. Tatsächlich tun sie dies jedoch in unterschiedlich starkem Ausmaß. Jugendliche mit höheren Bildungsabschlüssen und höherem sozialen Status engagieren sich häufiger als Jugendliche mit niedrigeren Bildungsabschlüssen. Jungen beteiligen sich ebenfalls häufiger als Mädchen. Insbesondere ist aber erkennbar, dass Jugendliche mit Migrationshintergrund in Luxemburg mit Schwierigkeiten und Hürden konfrontiert sind, die ihre gesellschaftliche und politische Partizipation beeinträchtigen.

Datenlücken und Forschungsdesiderata

Sowohl zu den Einstellungen und dem Partizipationsverhalten Jugendlicher im Rahmen konventioneller Politikformen (wie z. B. Wahlen, Parteiarbeit) als auch im Rahmen unkonventioneller Politikformen, liegen in Luxemburg kaum Daten vor. Mitgliedszahlen von Jugendlichen in Parteien, Verbänden oder politischen Organisationen liegen nicht in systematischer und einheitlicher Form vor, so dass nur mit erheblichem Aufwand Momentaufnahmen generiert werden können. Historische Entwicklungslinien können kaum nachgezeichnet werden. Wichtig wären auch Studien darüber, wie Partizipation aus Sicht der Jugendlichen gesehen wird, welche Partizipationserfahrungen sie machen und wo sie Stärken und Schwächen in der praktischen Anwendung der verschiedenen Konzepte sehen. Es liegen nur wenige empirische Daten über die Partizipationsmöglichkeiten Jugendlicher in den luxemburgischen Schulen und über die Art und Weise der Beteiligung an ihrem Ausbildungs- oder Arbeitsplatz vor. Auch die Potenziale des freiwilligen Engagements, die in der selbstorganisierten Freizeit, in Jugendszenen und dem Freundeskreis generiert werden, sind bisher wenig untersucht worden. Wie Jugendliche in Luxemburg Partizipation innerhalb ihren Familien und Nachbarschaften lernen und einüben und welche Wirkungen die frühe Begegnung mit diesen Erfahrungen haben, gilt es näher zu erforschen.

Handlungsbedarf

Zur nachhaltigen Unterstützung der sozialen Kohäsion und der demokratischen Grundlage der luxemburgischen Gesellschaft wird es in Zukunft darauf ankommen, dass sich die Jugendlichen für die Gesellschaft einsetzen und bereit sind, Verantwortung zu übernehmen. Gerade angesichts eines demografischen Wandels sowie einer zunehmenden kulturellen Heterogenität der luxemburgischen Bevölkerung dürfte es eine vordringliche Aufgabe sein, sicherzustellen, dass sich auch in der jungen Generation ein hinreichend großes Potenzial an Verantwortungsbereitschaft, Partizipationsbereitschaft und Solidarität entwickeln kann. Damit möglichst viele Jugendliche frühzeitig und gleichermaßen lernen, was es heißt und weshalb es wichtig ist, sich für die eigenen Interessen einzusetzen und für die Interessen der Allgemeinheit, sind die institutionellen Bereiche der Bildung, Erziehung und Betreuung von Kindern und Jugendlichen wesentlich stärker gefordert. Partizipation sollte als Aspekt einer demokratischen Alltagskultur in all diesen Bereichen selbstverständlich werden.

Innerhalb der Schulen und Jugendhäuser sollten Jugendliche nicht nur lernen, wie moderne Demokratieprozesse theoretisch funktionieren, sondern es auch im Alltag direkt erfahren und erleben (demokratische Schule, demokratische Lebenswelt). Eine auf Basis der Menschen- und Kinderrechte aufbauende „civic education“ bzw. „democratic education“ sollte systematisch in die Curriculakonzepte der Schulen, Universitäten, Jugendhäuser, Betreuungseinrichtungen usw. integriert werden, um die in dem Kompetenzrahmen des Ministeriums vorgegebenen Entwicklungsziele umzusetzen.

Dabei wäre eine zentrale, überparteiliche gesellschaftliche Einrichtung hilfreich, die Konzepte und Modelle des demokratischen Lernens, der politischen Bildung, der „citizenship education“ und der Partizipation zusammenträgt, systematisiert und Informationen, Schulungsmaterial und Konzepte für die verschiedenen Felder zur Verfügung stellt (z. B. im Sinne eines „Center for civic/democratic education“, einer „Zentrale für politische Bildung“ oder eines „Hauses der Demokratie“).

Die Entwicklung von mehr Chancengerechtigkeit in der Partizipation erfordert einerseits eine geschlechtsbezogene Reflexion der bereits vorhandenen Partizipationsmöglichkeiten sowie zusätzliche Formen und Methoden der Beteiligung, die an die speziellen Motive und Bedürfnisse von Jungen und von Mädchen gleichermaßen angepasst sind. Im Sinne der Chancengleichheit gilt dasselbe ebenfalls für junge Menschen aus sozial benachteiligten und bildungsschwachen Familien, für Jugendliche mit Migrationshintergrund sowie für junge Menschen mit Behinderung. Hier gilt es neue, spezifische Konzepte zu entwickeln.

Ob die institutionalisierten Formen der Partizipation Jugendlicher effektiv sind, sollte kontinuierlich reflektiert und evaluiert werden. Um die Beteiligung von Jugendlichen gelingen zu lassen, müssten Erwachsene Vertrauen in die Fähigkeit der Jugendlichen haben, Partizipation als Unterstützung und Bereicherung der eigenen Arbeit sehen und nicht als Mehrarbeit, Kontrollverlust oder gar Konkurrenz.



*Perspektiven und Entwicklungslinien
der luxemburgischen
Jugendberichterstattung*

—
PERSPEKTIVEN UND HERAUSFORDERUNGEN

9. Perspektiven und Entwicklungslinien der luxemburgischen Jugendberichterstattung

Die Institutionalisierung einer regelmäßigen Jugendberichterstattung für Luxemburg durch das Gesetz vom 4. Juli 2008 hat mit dem vorliegenden Gesamtbericht ihren Auftakt gemacht. Entsprechend der Zielsetzung ist er als ein Bericht zur Situation der Jugendlichen in Luxemburg konzipiert, der Politikern, Verwaltungsfachleuten, Professionellen und Wissenschaftlern in den verschiedenen gesellschaftlichen Bereichen auf möglichst umfassende Art und Weise empirische Daten zu zentralen Fragen jugendlichen Lebens in Luxemburg vorlegt. Insofern handelt es sich hier um einen ersten substanziellen Bericht zur Lage der Jugendlichen in Luxemburg. Zugleich jedoch ist dieser Jugendbericht auch eine Art Pilotprojekt. Nachdem eine konzeptionell-inhaltliche Diskussion, eine forschungsorientierte Grundlagenplanung und eine organisatorische Strukturdebatte zur Jugendberichterstattung in Luxemburg bislang nicht stattgefunden haben, ist es auch zur Aufgabe dieses Berichtes geworden, aufgrund der gemachten Erfahrungen konzeptionelle, forschungsorientierte und organisatorische Entwicklungslinien und Perspektiven für die luxemburgische Jugendberichterstattung aufzuzeigen. Daher sollen hier einige Aspekte dargestellt werden, die sich aufgrund der inhaltlichen Diskussionen, aufgrund der Recherche und Analyse von Daten und auch aufgrund der zur Verfügung stehenden Ressourcen und Strukturen bei der Arbeit am vorliegenden luxemburgischen Jugendbericht ergeben haben.

9.1. DIE INTEGRATION DER KINDER- UND JUGENDBERICHTERSTATTUNG

Während die Berichterstattung zur Lage der Jugend schon in vielen Ländern seit Jahren ein wichtiges Instrument politisch-administrativer Planung und Analyse ist (in Deutschland etwa seit den 1960er Jahren) hat es verhältnismäßig lange gedauert, bis auch die Kinder in den Fokus der Berichterstattung gekommen sind. Die Gründe für diese verspätete Aufmerksamkeit für die besonderen Belange auch der Kinder dürften vielfältig sein. So wie im politischen Diskurs die Jugendpolitik lange Zeit als ein nicht eigens genannter Teil der Familienpolitik, allenfalls noch der Schulpolitik, angesehen wurde, so hat auch die Kindheitsthematik Jahrzehnte gebraucht, bis sie sich durch die Entwicklung einer eigenständigen Kindheitsforschung entsprechend systematisch für den gesamten Bereich des Aufwachsens in der modernen Gesellschaft zuständig fühlte. Dabei spielen sicherlich fehlende gesellschaftliche Sensibilisierungen für Kindheitsthemen als eigenständige Problem- und Diskursfelder ebenso eine Rolle wie die fehlende interdisziplinäre Zusammenarbeit zwischen soziologischer, pädagogischer und entwicklungspsychologischer Forschung, die das Feld lange Zeit prägte. Erst seit den 1990er Jahren mehren sich Formen der Berichterstattung, die systematisch Kinder und Jugendliche in den Blick nehmen. Dies ist sicherlich mit beeinflusst durch die UN-Kinderrechtskonvention, die Ende der 1980er Jahre entwickelt wurde und in den 1990er Jahren in einer Vielzahl von europäischen Staaten, so auch in Luxemburg, ratifiziert wurde. Zugleich ist dies das Jahrzehnt, in dem sich in Europa eine eigenständige, als Spezialdisziplin ausdifferenzierte

sozialwissenschaftliche Kindheitsforschung entwickelt hat, durch die eine konzeptionelle wie auch empirische Grundlage für eine entsprechende Berichterstattung erst gelegt wurde.

Heute haben wir sowohl auf europäischer Ebene, wie auch auf nationaler, regionaler und kommunaler Ebene deutliche Tendenzen einer Integration der Kinder- und Jugendberichterstattung. Dies ist nicht nur Ausdruck einer verstärkten Sensibilisierung für Kindheitsthemen sondern trägt zugleich der Tatsache Rechnung, dass sich in der sozialen Situation und der gesellschaftlichen Wahrnehmung und Strukturierung der Kindheitsphase einiges verändert hat:

- angesichts der Veränderung familialer Lebensformen und Lebensstile (Scheidungen, Wiederverheiratung, Patchworkfamilien, Einelternfamilien);
- angesichts der Verschiebung zwischen elterlicher Betreuung und außerfamiliärer Betreuungs- und Erziehungsarbeit;
- angesichts der zunehmenden Forderung nach vorschulischer Bildungsarbeit im Kleinkindalter;
- angesichts der gestärkten gesellschaftlichen Rechte und Partizipationsaufgaben für Kinder.

All dies weist darauf hin, dass Kindheit als eine soziale Ordnung (Honig, 2009) sich in den letzten Jahrzehnten deutlich verändert hat. Damit aber haben sich nicht nur die institutionellen Aufgaben und Zuständigkeiten verändert (z. B. Bildungsaufgaben der „Maisons relais pour enfants“), sondern auch die spezifischen Entwicklungsaufgaben, mit denen Kinder heute konfrontiert sind, und die Herausforderungen, die sie bewältigen müssen. Dies drückt sich am stärksten aus in dem neuen Bild vom Kind als kompetenten sozialen Akteur, das ein Mitspracherecht und damit eine gewisse Mitverantwortung für die Gestaltung seines Lebensumfeldes bekommt. Aus diesen Gründen ist eine systematische Integration der Kinder- und Jugendberichterstattung dringend geboten.

Zugleich ist darauf zu achten, dass eine Vernetzung der Kinder- und Jugendberichterstattung auch mit anderen Formen der Berichterstattung stattfindet.

Die Beschreibung von Kontexten und Strukturen der Jugendentwicklung in Luxemburg stellt eine wichtige Ausgangslage für die nachhaltige Planung und Gestaltung sozial- und erziehungspolitischer Maßnahmen in vielen Bereichen dar. Eine solche Planung hat jedoch auch dem Umstand Rechnung zu tragen, dass Jugendentwicklung stets in einem erweiterten sozioökologischen Kontext stattfindet und daher nicht losgelöst von weiteren Entwicklungen der Gesellschaft zu betrachten ist. Als prominente Phänomene, von denen auch Luxemburg betroffen ist, sind hier der demografische Wandel und die zunehmende wirtschaftliche und kulturelle Globalisierung zu nennen. Als direkte Konsequenz einer kontinuierlich sinkenden Geburtsrate und einer kontinuierlich ansteigenden Lebenserwartung stellen sich Probleme der nachhaltigen Finanzierbarkeit des Sozialstaates. Damit sind alle Bereiche einer Sozialpolitik angesprochen – von Bildung und Erziehung über Arbeit und Ökonomie bis hin zu Gesundheitsversorgung und Pflege. Damit wird eine Perspektive eröffnet, die auch das Verhältnis zwischen den Generationen anspricht. Hier könnte eine integrative Sicht angestrebt und der Versuch unternommen werden, gesellschaftliche Aufgaben und Fragestellungen nicht nur aus der Perspektive einer Zielgruppe zu bearbeiten.¹ Die Beziehungen zwischen Generationen werden sowohl in der sozialwissenschaftlichen Forschung wie auch in dem sozialpolitischen Diskurs unter der Optik der Solidarität beschrieben. Nicht zuletzt hat auch die Europäische Kommission 2005 eine neue Solidarität zwischen den Generationen zur Bewältigung der Effekte des demografischen Wandels gefordert. Es steht außer Frage, dass eine Diskussion von intergenerationellen Beziehungen – insbesondere unter dem Aspekt der Solidarität und Gerechtigkeit – nur auf der Grundlage von differenzierten Fragestellungen und Analysen erfolgen sollte. Eine Verknüpfung der Kinder- und Jugendberichterstattung mit einer Generationenberichterstattung wird daher eine große Herausforderung aus wissenschaftlicher wie auch

¹ Ein rezentes Beispiel hierfür stellt z. B. der Schweizer Generationenbericht zu „Generationen – Strukturen und Beziehungen“ von Perrig-Chiello, Höpflinger und Suter (2008) dar.

aus sozialpolitischer Sicht, da letztlich nur in einer solch integralen Perspektive gesamtgesellschaftliche Fragen zu beantworten und Aufgaben zu bearbeiten sind.

9.2. EVALUATION UND WIRKUNGEN DER KINDER- UND JUGENDHILFE

Ein zentrales Anliegen jeder Form der zielgruppenorientierten Sozialberichterstattung (Kinder, Jugendliche, Familie, alte Menschen) ist es Auskunft zu geben über die soziale Situation und Lebenslage der betroffenen Menschen. Sozialberichterstattung hat sich seit jeher zum Ziel gesetzt, durch eine regelmäßige und wissenschaftlich informierte Form der Beschreibung der sozioökonomischen Lage der Menschen eine Grundlage zu legen für die Verbesserung des Wohlstands und der Lebensqualität der Menschen durch geeignete politische Strategien, Interventionen und Hilfestellungen. Vor diesem Hintergrund gewinnt das Konzept der Lebenslage als zentrales wissenschaftliches Konzept der Sozialberichterstattung eine besondere Bedeutung. Das Konzept der Lebenslage bezeichnet ganz allgemein jene Umstände und Strukturen, unter denen soziale Gruppen in unserer Gesellschaft leben und sich hinsichtlich ihrer Verwirklichungschancen und -möglichkeiten unterscheiden (Sen, 2007). Es umfasst dabei mehrere Dimensionen, z. B. die Familiensituation, die Arbeitssituation, den Bildungsstand, aber auch die Einkommens- und Vermögenslage, den Gesundheitszustand sowie die Wohnsituation der Menschen. Insbesondere in der soziologischen Fassung des Lebenslagenkonzeptes (Weisser, 1978; Esser, 1993) wird darauf hingewiesen, dass neben mikrosoziologischen Faktoren (wie soziales, ökonomisches, kulturelles Kapital und andere individuelle Ressourcen wie Talent, Interessen, Leistungsvermögen) die Lebenslage des Menschen auch durch eine Reihe von strukturellen Faktoren geprägt ist. Dazu zählen neben Aspekten der sozialen Ungleichheit, des Arbeitsmarktes, der Segregation insbesondere auch die sozial- und wohlfahrtsstaatlichen Strategien und Politiken des Staates. Diese haben mit ihren verteilungspolitischen und hilfeorientierten Ansätzen einen großen Einfluss auf die Lebenslage und Lebenssituation der Menschen, indem sie auf soziale Risiken und Problemlagen, sowie auf besondere Bedarfe reagieren.

Neben den allgemeinen Sozialleistungen und den familienbezogenen Leistungen zählen insbesondere die Angebote und Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe zu den wichtigen sozialpolitischen Rahmenbedingungen, die für eine umfassende Bestimmung der kindlichen und jugendlichen Lebenssituation von zentraler Bedeutung sind (siehe dazu Willems et al., 2009). Insofern wird für die weitere Entwicklung der Kinder- und Jugendberichterstattung in Luxemburg auch die kontinuierliche, systematische Beschreibung und Analyse der Angebote, Leistungen und Effekte der Kinder- und Jugendhilfe eine zentrale Rolle spielen müssen. Wir haben in diesem Bericht – wo immer es notwendig und möglich war – auch diese Aspekte der gesellschaftlichen und staatlichen Hilfe- und Unterstützungsstrukturen für Kinder und Jugendliche in unsere Darstellung miteinbezogen. Eine systematische Beschreibung und Analyse der Kinder- und Jugendhilfe war nicht für diesen Bericht vorgesehen; zum einen weil viele Strukturen, Angebote und Dienstleistungen zur Zeit im Umbau oder im Neuaufbau sind; zum anderen aber auch weil insbesondere zur Nutzung und Wirksamkeit dieser Angebote bislang nur wenige Daten zur Verfügung stehen. Für die zukünftige Weiterentwicklung der Kinder- und Jugendberichterstattung sollte die Beschreibung und Analyse der Familien-, Kinder- und Jugendhilfe aber ins Zentrum gerückt werden. Dies setzt freilich voraus, dass auch eine entsprechende Forschungsanstrengung zur systematischen Begleitung und Evaluation dieser „Policies“ und Maßnahmen ausgebaut wird, da nur so die notwendigen Daten verfügbar gemacht werden können.

9.3. TRANSNATIONALE BEZÜGE UND GROSSREGION ALS BEZUGSRAHMEN

Moderne Gesellschaften kennzeichnen sich mehr und mehr dadurch, dass sie im Hinblick auf die Menschen, die sie umfassen und auf deren Handlungen und Interaktionen sie sich beziehen, nicht an den

nationalstaatlich definierten räumlichen, politischen, rechtlichen und kulturellen Grenzen aufhören sondern eine Vielzahl von transnationalen und globalen Bezügen entwickeln. Dies gilt insbesondere für ein Land wie Luxemburg, das aufgrund seiner global aufgestellten Wirtschaft, seiner europapolitischen Funktionen und seiner Mehrsprachigkeit in vielfacher Weise global und europäisch vernetzt ist. Es gilt aber auch deshalb besonders für Luxemburg, weil Luxemburg im Zentrum einer europäischen Großregion gelegen ist, die zunehmend die Lebensverhältnisse, Lebensstile und Lebenschancen der Menschen beeinflusst:

- durch eine zunehmende berufliche Mobilität der Menschen in der Großregion, insbesondere das Phänomen der Grenzpendler nach Luxemburg;
- durch eine Tendenz zur Verlagerung des Wohnortes jenseits der Grenzen bei luxemburgischen Staatsbürgern;
- durch einen grenzüberschreitenden Lebens-, Freizeit- und Konsumstil der Menschen in der Großregion;
- durch eine verstärkte politische, kulturelle und institutionelle Zusammenarbeit.

All diese Austauschbeziehungen schaffen mehr und mehr den transnationalen Raum einer europäischen Großregion, der für die Menschen in den verschiedensten Bereichen ihres Alltagslebens von Bedeutung ist. Im Kinder- und Jugendbereich gibt es heute bereits

- Kinder von Grenzpendlern, die in Luxemburg die Kinderkrippen besuchen;
- eine bildungsbezogene Mobilität von Schülern, Studenten und Lehrlingen in der Großregion;
- Zusammenarbeit im Bereich der Bildung, der Kinder- und Jugendhilfe, der Jugendarbeit und der Arbeit mit Migranten.

Diese Aspekte einer sich herausbildenden Großregion werden zukünftig mehr noch als bisher das Leben der Kinder und Jugendlichen in Luxemburg bestimmen. Vor diesem Hintergrund wird die Kinder- und Jugendberichterstattung in Luxemburg diesen transnationalen Aspekt zukünftig systematisch mit in den Blick nehmen müssen, wenn sie den Lebensverhältnissen der Kinder und Jugendlichen und auch den Herausforderungen der Institutionen Rechnung tragen will.

9.4. ENTWICKLUNG EINER KONTINUIERLICHEN DATENGRUNDLAGE

Die Kinder- und Jugendberichterstattung ist wie jede andere Form der Sozialberichterstattung auf eine solide Datengrundlage angewiesen, will sie mehr sein als ein bloßes Abbild von Meinungen und Diskursen zu aktuellen Fragen. Definiert man die Aufgabe der Kinder- und Jugendberichterstattung als eine regelmäßige, systematische Beschreibung und Analyse der Lebenslagen, der Probleme, der Hilfsangebote und ihrer Wirkungen zum Zweck einer Verbesserung politischer, institutioneller und professioneller Entscheidungsfindung und Steuerung, so wird man in der Konsequenz festhalten müssen, dass dies ohne den Aufbau einer entsprechenden Datengrundlage nicht möglich ist. Die gegenwärtige Kinder- und Jugendberichterstattung in verschiedenen Ländern basiert ihre Analysen stets systematisch auf empirischen Daten, wenngleich in unterschiedlicher Form:

- So hat der österreichische Jugendbericht von 2008 als empirische Grundlage die Daten eines umfangreichen Jugendsurveys genommen, der speziell zu diesem Zweck durchgeführt wurde.
- Der schweizer Kinder- und Jugendbericht von 2008 konnte auf die umfangreichen wissenschaftlichen Forschungsergebnisse zurückgreifen, die im Rahmen einer 2003 eigens gestarteten Forschungsförderung des „Nationalen Forschungsprogramms 52“ in insgesamt 29 Forschungsprojekten

zum Thema „Kindheit, Jugend und Generationenbeziehungen im gesellschaftlichen Wandel“ erarbeitet wurden.

- Die deutschen Kinder- und Jugendberichte, in denen umfassende Gesamtberichte zur Situation der Kinder und Jugendlichen mit Spezialberichten zu unterschiedlichen Schwerpunktthemen wie Bildung oder Gesundheit von Kindern und Jugendlichen abwechseln, können in der Regel einerseits auf die Fülle an wissenschaftlichen Forschungsarbeiten zu Kindern und Jugendlichen an den vielen Universitäten und Fachhochschulen zurückgreifen (umfangreiche Kinder- und Jugendsurveys, Entwicklungsdaten, Längsschnittdaten usw.), sowie andererseits auf die amtlichen Statistiken, an deren Aufbereitung und sekundäranalytischen Auswertung verschiedene Institute und Wissenschaftler seit langem arbeiten (z. B. DJI-Jugendhilfesurvey).
- Der europäische „EU Youth Report 2009“, der eine Auswahl von jugendbezogenen Themen bearbeitet, die von besonderer Bedeutung für die Entwicklung einer europäischen Jugendpolitik sind, konnte vor allem auf Eurostat-Daten zurückgreifen (z. B. die „Enquête sur les forces de travail“, der „European Union Survey on Income and Living conditions“), aber auch auf Daten des „European Knowledge Center on Youth Policy“, des Eurobarometer oder des „European Social Survey“.

Auch für diesen luxemburgischen Jugendbericht haben wir auf eine Fülle von empirischen Daten zurückgegriffen, um die Lebenslage und Probleme der luxemburgischen Jugendlichen zu beschreiben. Diese entstammten zum Teil wissenschaftlichen Forschungsprojekten, wurden zum Teil aber auch aus offiziellen Statistiken gewonnen. Dabei standen zwei zentrale Probleme im Vordergrund: Zum einen war es schwierig sich die Informationen darüber zu beschaffen, wo und in welcher Art Forschung zu Jugendlichen in Luxemburg gemacht wird und in welcher Form entsprechende Daten zugänglich sind (siehe dazu auch Kapitel 1.4). Zudem entspringen die verwendeten Daten unterschiedlichen Forschungsprojekten mit divergenten Zielsetzungen, so dass die Brauchbarkeit dieser Daten für die Jugendberichterstattung immer wieder neu diskutiert werden musste.

Zum zweiten gibt es keinen systematischen Überblick zu offiziellen Statistiken der Kinder- und Jugendhilfe, der Jugendarbeit sowie anderer für die Kinder- und Jugendberichterstattung relevanter Institutionen. Ebenso wenig gibt es eine systematische Aufarbeitung und sekundäranalytische Auswertung und Bereinigung dieser Daten, die ja in der Regel als Arbeitsstatistiken geführt werden und von daher nicht einfach als Grundlage einer systematischen Populationsbeschreibung dienen können. So fehlen in vielen Statistiken schlicht altersspezifische Differenzierungen; oder es werden ganz unterschiedliche Altersabgrenzungen benutzt, die einen systematischen Vergleich der Daten sehr schwierig machen. Von daher waren wir im Rahmen des vorliegenden Jugendberichtes nicht nur auf eigenständige Recherche und Informationsbeschaffung zu den vorhandenen Daten und Forschungsergebnissen angewiesen sondern mussten wir in der Regel auch die verfügbaren Daten neu aufbereiten, bereinigen und gezielt auswerten. Dies ist nicht nur extrem zeitaufwendig und eigentlich im Rahmen eines Berichterstattungsprojektes kaum zu leisten; es ist auch aus methodischen und datentechnischen Gründen oft kaum durchführbar, weil die dazu notwendigen Informationen über die Erhebungsverfahren und ihre Besonderheiten oft nicht verfügbar sind. Daher ist für eine nachhaltige Entwicklung einer soliden Datengrundlage des Systems der Kinder- und Jugendberichterstattung in Luxemburg von Bedeutung,

- dass eine systematische Dokumentation und Archivierung der spezifischen Forschungsarbeiten, Datenbanken, Statistiken und Publikationen ermöglicht wird;
- dass die Harmonisierung und sekundäranalytische Bearbeitung der offiziellen Statistiken vorangetrieben wird;
- dass durch eine konzertierte Forschungsförderung (evtl. in Kooperation mit dem „Fonds National de la Recherche Luxembourg“) die Grundlage für eine kontinuierliche und gezielte Forschung in diesen Bereichen gelegt wird.

9.5. ENTWICKLUNG EINES INDIKATORENSYSTEMS

Die Entwicklung geeigneter Indikatoren gehört zu den zentralen Aufgaben und Herausforderungen jeder Form der Sozialberichterstattung (Hoffman-Nowotny, 1977). Indikatoren sind Messinstrumente, mit denen die Sozialwissenschaften die Lebenslagen, die Lebensqualität sowie die Probleme einer Gesellschaft oder aber verschiedener ihrer Teilgruppen wie z. B. Kinder und Jugendlichen beschreiben. Sie sollen zuverlässig und objektiv Veränderungen in den untersuchten Gegenstandsbereichen in der Zeit darstellen können und zugleich durch internationale Vergleiche eine Grundlage für die Einschätzung und Interpretation der Daten liefern. Bei der Entwicklung eines Indikatorensystems sind freilich einige zentrale Aspekte zu berücksichtigen.

Erstens bedarf es stets einer theoretischen Ableitung bzw. Begründung des Indikators, d.h. die Suche nach geeigneten Indikatoren etwa zur Lebenslage von Kindern und Jugendlichen geht von wissenschaftlichen Theorien und Modellvorstellungen aus, die dieses Konzept adäquat beschreiben. Aussagekräftige Indikatoren werden somit von theoretischen Konstrukten abgeleitet und entsprechend ausformuliert und operationalisiert („theory driven approach“). Dieser Ansatz erweist sich aus theoretischer Sicht als geboten, stößt aber in der Umsetzung nicht selten auf praktisch unüberwindbare Hürden und Probleme, da diese Methode eine bereits vorhandene, gut strukturierte und wissenschaftlich erarbeitete Datengrundlage und Forschungsarbeit voraussetzt. Ist diese Grundlage nicht gegeben so besteht die Gefahr, dass man Indikatoren definiert, für die keine Datenbasis vorhanden ist. In dem Fall kann das vorhandene theoretische Modell nicht oder nur partiell abgebildet werden. In der Praxis ist die Sozialberichterstattung und auch die Kinder- und Jugendberichterstattung in der Regel darauf angewiesen, angesichts fehlender systematischer Forschungen zu den zu beschreibenden Gegenständen auf bereits bestehende wissenschaftliche Datensätze und verfügbare amtliche Statistiken zurückzugreifen. Hier geben somit die vorhandenen Daten vor, welche Konzepte operationalisierbar und welche Indikatoren brauchbar sind („data driven approach“). Die Gefahr dieser Vorgehensweise besteht darin, dass Indikatoren gebildet werden, die sich ausschließlich an der vorhandenen Empirie und damit an der Machbarkeit orientieren, dass aber theoretische Modelle ausgeblendet werden oder nur unzureichend abgebildet werden können. Eine solche datenorientierte Strategie sollte daher nur als ultima ratio oder zu einer punktuellen und orientierenden Erstberichterstattung Verwendung finden. Sie ist nicht geeignet theoretische Konzepte und wissenschaftliche oder politische Fragestellungen systematisch und zuverlässig abbilden zu können, und bietet auch für eine nachhaltige Berichterstattung, die Entwicklungen und Veränderungen interessierender Sachverhalte über die Zeit beschreiben will, keine zuverlässige Grundlage.

Zweitens muss sich die Entwicklung eines geeigneten Indikatorensystems an den Gütekriterien wissenschaftlicher Messinstrumente orientieren. Die Indikatoren sollten objektiv, reliabel und valide sein. Dies setzt voraus, dass die Indikatoren nicht ad hoc entwickelt und angewendet werden sondern sich durch häufige Erprobung und Verwendung als Messinstrumente bewährt haben.

Drittens schließlich sollen die Indikatoren so ausgerichtet sein, dass sie eine nachhaltige Berichterstattung zu Veränderungen und Trends ermöglichen. Dies bedeutet, dass die Indikatoren so konstruiert sein sollten, dass sie mit einer gewissen Wahrscheinlichkeit auch in die unmittelbare Zukunft hinein als zuverlässige und valide Instrumente zur Abbildung der Lebenslage der Kinder und Jugendlichen brauchbar sind.

Viertens sollte die Entwicklung eines Indikatorensystems so ausgerichtet sein, dass internationale Vergleiche oder Vergleiche mit europäischen Daten ermöglicht werden.

Aufgrund der Komplexität und Problematik dieser Aufgaben war die Entwicklung eines eigenen, systematischen, nachhaltigen und zuverlässigen luxemburgischen Indikatorensystems im Rahmen dieser Berichterstattung nicht zu leisten. Hierzu bedarf es vielmehr einer eigenen Entwicklungsarbeit, die möglichst vor dem nächsten Berichtszeitraum im Jahr 2015 abgeschlossen sein sollte. Die Ausarbeitung dieses Indikatorensystems sollte gemeinsam von Wissenschaftlern, Experten der verschiedenen Felder der Kinder- und Jugendarbeit und der Kinder- und Jugendhilfe sowie von Vertretern der Politik und Administration

geleistet werden. Diese transsektorale und interdisziplinäre Kooperation ist deshalb von großer Bedeutung, weil hier mit Blick auf eine nachhaltige Berichterstattung ein Konsens erzielt werden muss über jene Kernthemen und Kernindikatoren, die für eine Darstellung von Veränderungen und Entwicklungen notwendig sind.

9.6. DIE WEITERENTWICKLUNG DES PARTIZIPATIVEN ANSATZES DES LUXEMBURGISCHEN JUGENDBERICHTES

Der vorliegende luxemburgische Jugendbericht hat sich in seiner Vorgehensweise und Methodologie insofern ein eigenes Profil bzw. eine eigene Konzeption erarbeitet, als hier (neben einer wissenschaftlichen Aufbereitung und Analyse von Forschungsergebnissen und offiziellen Statistiken) mit der Entwicklung einer zusätzlichen Forschungsstrategie ein eigenständiges, methodologisches Element in die Berichterstattung integriert wurde. Im Kern handelt es sich dabei um den wissenschaftlich kontrollierten Einsatz von qualitativen Forschungsmethoden (insbesondere von Gruppendiskussionen/Fokusgruppen sowie Experteninterviews). Sie wurden im Prozess der Berichterstellung zielgerichtet eingesetzt um professionelle Diskurse und das erfahrungsgesättigte Wissen der vielen Experten aus unterschiedlichen Bereichen mit in die Berichterstattung aufnehmen und integrieren zu können. Dies betrifft insbesondere die Identifikation von relevanten Themen und Fragestellungen für den Jugendbericht („agenda setting“), die Identifikation, Analyse und Interpretation von Daten in den unterschiedlichen Bereichen sowie schließlich die Identifikation von Handlungsbedarf und zielführenden Handlungsstrategien. Auch wenn dieser Einsatz einer qualitativen Methodologie im Rahmen der Berichterstellung in ihrer grundlegenden Nützlichkeit für die Berichterstattung zur Zeit noch nicht abschließend bewertet werden kann, so hat doch diese partizipative Forschungsstrategie eine Reihe von positiven Effekten, die Ausgangspunkt für eine kritische Diskussion sein könnten. Die partizipative Strategie

- öffnet den Prozess der Berichterstattung für eine Vielzahl von wissenschaftlichen Disziplinen/Fachdisziplinen und Perspektiven (Interdisziplinarität) und legt so die Grundlage auch für eine transsektorale Wahrnehmung und Akzeptanz des Berichtes;
- ermöglicht eine Kooperation von Wissenschaft, Administration und Praxis und eine Anerkennung außerwissenschaftlicher Wissens- und Erfahrungsbestände, und erweitert damit die Funktion der Berichterstattung über die Politikberatung hinaus in das Feld der Praxisberatung;
- integriert in den Prozess der Berichterstattung ein erkenntnistheoretisches und -praktisches Element der Reflexion und des kritischen Dialogs und nimmt damit die Erzeugung von „Evidenz“ („evidence based decision making“) als einen Prozess der interaktiven Generierung und intersubjektiven Absicherung von Wissen durch Wissenschaftler und anderen Experten ernst.

Auch wenn der unmittelbare Nutzen und Gewinn dieser partizipativen Strategie im vorliegenden Bericht vielleicht nicht immer deutlich genug wird, so kann doch festgehalten werden, dass in allen Phasen der Berichterstellung Informationen, Anregungen, Ergänzungen und Interpretationen durch die externen Experten in den Bericht mit eingeflossen sind. Von daher würde sich aus heutiger Sicht die Weiterentwicklung dieser partizipativen Methode als ein erkenntnisleitendes Prinzip in der Kinder- und Jugendberichterstattung durchaus lohnen. Zu diskutieren wäre in diesem Zusammenhang auch die Frage, ob und ggf. wie diese partizipative Methode durch Einbeziehung von Kindern und Jugendlichen selbst ausgeweitet werden könnte.

9.7. FORSCHUNGSDESIDERATA

Die Arbeiten zu dem vorliegenden luxemburgischen Jugendbericht haben insbesondere auf ein Defizit aufmerksam gemacht, das vor dem Hintergrund einer angestrebten wissenschaftlichen Grundlegung der Berichterstattung besonders ins Gewicht fällt: das Fehlen einer systematischen Forschungspraxis in einer Reihe von relevanten Feldern. Angesichts einer lange Zeit nur schwach ausgeprägten institutionellen Basis für eine systematische Kinder- und Jugendforschung in Luxemburg und angesichts der nur begrenzten Übertragbarkeit internationaler Expertisen ist ein solches Defizit an Studien und Forschungsergebnissen zur Situation und Befindlichkeit der Kinder und Jugendlichen in Luxemburg zwar nachvollziehbar, stellt aber dennoch die Berichterstattung vor große Probleme. Von daher sollen hier einige Forschungsdesiderata angesprochen werden, die mit Blick auf die zukünftige Weiterentwicklung der Kinder- und Jugendberichterstattung in Luxemburg und mit Blick auf die Qualität politischer und professioneller Interventionsstrategien von zentraler Bedeutung sind:

- Die Entwicklung eines repräsentativen Kinder- und Jugendsurveys, mit dem in regelmäßigen Abständen (4 bis 5 Jahre) zentrale Aspekte der Lebenslage, der Verhaltensweisen und Probleme der Kinder und Jugendlichen auf repräsentativer Basis abgebildet werden können. Die entsprechenden Daten würden eine zentrale Basis für die Berichterstattung in Luxemburg bilden (ähnlich wie dies in Deutschland, der Schweiz, Österreich bereits gute Praxis ist) und würden in diesem Bereich zugleich die Anschlussfähigkeit der luxemburgischen Kinder- und Jugendforschung an die internationale Kinder- und Jugendforschung sicherstellen.
- Die Entwicklung einer Längsschnittstudie zum Verlauf von Transitionsprozessen in Luxemburg. Eine solche Studie ist gerade angesichts der auch in Luxemburg schwieriger gewordenen Übergänge zwischen dem Bildungs- und Berufssystem und angesichts der Unklarheit über tatsächliche Transitionswege der Jugendlichen und die Wirksamkeit und Nützlichkeit der vielen Qualifizierungsmaßnahmen und Hilfsangebote überfällig.
- Die systematische Förderung der Forschung zur bildungsbezogenen, beruflichen, sozialen, kulturellen und politischen Integration und Partizipation von Kindern und Jugendlichen aus Migrantenfamilien. Diese Erkenntnisse sind von großer Bedeutung für ein Land, das wie kaum ein anderes europäisches Land schon in den nächsten Jahrzehnten dringend auf die Leistungsfähigkeit, die Kreativität und das Engagement der Kinder und Jugendlichen mit Migrationshintergrund angewiesen sein wird.
- Der Aufbau einer systematischen Forschung zu Strukturen, Entwicklungen und Strategien der Kinder- und Jugendhilfe mit einer besonderen Konzentration auf die Evaluations- und Wirkungsforschung. Dazu gehört auch die kontinuierliche Aufbereitung und sekundäranalytische Auswertung der amtlichen Statistiken und der Daten, die in den verschiedenen Praxisfeldern erhoben werden.

Neben diesen zentralen Forschungsdesiderata, bestehen auch noch in den vielen thematischen Bereichen, die in diesem Jugendbericht angesprochen werden, Forschungslücken, die in den Schlussfolgerungen der einzelnen Kapitel erwähnt werden.

9.8. ORGANISATION UND MANAGEMENT

Die Ausarbeitung eines Kinder- und Jugendberichtes setzt eine klare Aufgabenbeschreibung, eine konkrete Bestimmung der zeitlichen und finanziellen Ressourcen und klare Strukturen und konzeptionelle Richtlinien voraus.

Die inhaltliche Verantwortung für die Ausarbeitung des Berichtes sollte durch eine interdisziplinäre Kommission von Wissenschaftlern und Experten aus den verschiedenen Praxisfeldern verantwortet und geleistet werden. Sie bestimmen sowohl die inhaltlich-fachliche Ausgestaltung des Auftrags wie auch die konkrete Vorgehensweise.

- Die geschäftsführende Leitung des Kinder- und Jugendberichtes sollte an einen wissenschaftlich ausgewiesenen Experten oder eine Einrichtung der Kindheits- und Jugendforschung in Luxemburg vergeben werden. Sie ist für die Ressourcenverwaltung, die interne und externe Kommunikation, die Umsetzung der Kommissionsentscheidungen und die Kooperation mit externen Experten (Anhörungen, Expertisen usw.) verantwortlich.
- Zur Sicherstellung der Unterstützung und Kooperation durch Behörden, Ministerien, Einrichtungen der Kinder- und Jugendarbeit usw. bedarf es der Einsetzung eines Koordinierungsgremiums, durch das der Zugang zu benötigten Informationen, Daten, Statistiken und Dokumenten sichergestellt und organisiert werden kann. Im Sinne einer vorausschauenden Planung der Kinder- und Jugendberichte (durch systematische Organisation und Aufbereitung von Daten usw.) wäre eine kontinuierliche Arbeit einer solchen interministeriellen Koordinierungsstelle vorteilhaft.

10. Zusammenfassung der Ergebnisse und Herausforderungen

Ein zentrales Ziel der Jugendberichterstattung ist neben der wissenschaftlichen Analyse und Interpretation der Daten auch die Reflexion der Ergebnisse, insbesondere hinsichtlich möglicher Herausforderungen für Politik und Gesellschaft. Im Folgenden sollen daher die zentralen Themen und Befunde des Jugendberichtes zusammengefasst und synoptisch gebündelt werden, um erste Impulse für mögliche gesellschaftliche und politische Diskurse geben zu können.

10.1. ZUSAMMENFASSUNG DER ERGEBNISSE

Jugend in einer alternden Gesellschaft

Die demografische Struktur der Bevölkerung Luxemburgs ist – wie in vielen anderen europäischen Ländern auch – gekennzeichnet durch eine deutliche Zunahme des Anteils der älteren Kohorten und eine tendenzielle Abnahme des Anteils der jüngeren Kohorten. Auch wenn die Relation zwischen den jüngeren und den älteren Kohorten in Luxemburg sich keineswegs so dramatisch verändert hat wie z. B. in Deutschland, so muss doch auf die vielfältigen Auswirkungen und Folgen einer alternden Gesellschaft hingewiesen werden. Sie betreffen nicht nur die Grundstrukturen der sozialen Sicherung (z. B. Altersversicherung, Gesundheitsversicherung) sowie der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Dynamik des Großherzogtums, sondern darüber hinaus auch die Frage, ob die Interessen und Stimmen der jüngeren Generationen in der jeweils aktuellen politischen Diskussion immer hinreichend Gehör finden. Darüber hinaus wird in den Diskussionen dem besonderen Umstand Rechnung getragen werden müssen, dass nahezu die Hälfte der jüngeren Generation Luxemburgs aus Menschen besteht, die andere kulturelle und sprachliche Traditionen mitbringen und meist (noch) nicht die luxemburgische Nationalität besitzen.

Ungleiche Bildungschancen

Der Jugendbericht beschreibt die Ausweitung der Bildungsaufgaben über die Schulen hinaus und die Ausdehnung der Bildungsarbeit im Lebenslauf („Life Long Learning“). Bildung findet mehr und mehr auch in außerschulischen Feldern wie der Jugendarbeit, den Betreuungseinrichtungen, der beruflichen Weiterbildung und den informellen Lernwelten statt. Zugleich dehnt sich die Bildungsarbeit auf die gesamte Lebensspanne der Menschen aus, mit Konsequenzen insbesondere auch für die Bildungsarbeit im frühen Kindesalter.

Die Bildungsbeteiligung und die Bildungserfolge der Jugendlichen hängen in Luxemburg (auch im internationalen Vergleich) mit dem Geschlecht, der Nationalität und vor allem der sozialen Herkunft der Kinder und Jugendlichen zusammen. Männliche Jugendliche, verschiedene insbesondere sozial schwächer gestellte Migrantengruppen und Jugendliche aus bildungsfernen Herkunftsmilieus sind vergleichsweise stark im Bildungssystem benachteiligt. Sie gehören im Durchschnitt häufiger zur Gruppe der Schulabbrecher und erzielen z. T. auch deutlich niedrigere Schulabschlüsse. Erste Hinweise zeigen zudem, dass die ungleiche Beteiligung im formalen Bildungssystem sich auch in den anderen (außerschulischen) Bildungssettings

fortgesetzt. Offenbar werden die bestehenden Chancenungleichheiten im formalen Bildungssystem durch außerschulische Bildungs- und Lernaktivitäten nicht kompensiert.

Der schwierige Übergang in die Arbeitswelt

Die Übergänge vom Bildungssystem zum Arbeitsmarkt gestalten sich heute individueller als noch vor wenigen Jahren und Jahrzehnten. Wenngleich dem überwiegenden Teil der Jugendlichen in Luxemburg ein nahtloser Übergang vom Bildungssystem in den Beruf gelingt, ist insbesondere im letzten Jahrzehnt eine zunehmende Zahl von Jugendlichen zumindest phasenweise mit höheren Risiken, Unsicherheiten und Problemen konfrontiert. Einem Teil der Jugendlichen gelingt der Übergang in die Berufswelt nicht auf Anhieb. Sie befinden sich zeitweilig oder über längere Phasen in der Arbeitslosigkeit oder in Qualifizierungs- und Weiterbildungsmaßnahmen. Die Jugendarbeitslosigkeit in Luxemburg hat folglich in den vergangenen Jahren deutlich zugenommen und liegt heute auch im europäischen Vergleich auf einem überdurchschnittlich hohen Niveau. Zur Gruppe mit den größten Schwierigkeiten auf dem Arbeitsmarkt gehören vor allem Jugendliche ohne schulischen Abschluss oder mit geringer Qualifikation. Aber auch eine höhere Berufsqualifizierung gibt heute keine Garantie mehr auf einen schnellen und erfolgreichen Berufseintritt. Jedoch bieten Ausbildung und Qualifizierung nach wie vor den besten Schutz gegen Arbeitslosigkeit.

Die Position der Jugendlichen auf dem Arbeitsmarkt wird in Luxemburg stark von den formalen Bildungsabschlüssen, aber auch von den sozioökonomischen Ressourcen und der Nationalität der Herkunftsfamilie mit beeinflusst. Sozialer Status und die gesellschaftliche Position der Eltern werden in Teilen der jüngeren Generation häufig reproduziert. Die soziale Mobilität als wichtiger gesellschaftlicher Integrations- und Leistungsmotor ist hier z. T. außer Kraft gesetzt.

Integrationsdefizite von Jugendlichen mit Migrationshintergrund

Die Gruppe der Jugendlichen ohne luxemburgische Nationalität umfasst nahezu 50 % der jüngeren Generation in Luxemburg und ist bezüglich der nationalen Herkunft, der sprachlich-kulturellen und sozioökonomischen Ressourcen sehr heterogen zusammengesetzt. Insbesondere hinsichtlich des Bildungsstatus und des sozioökonomischen Status bestehen starke Ungleichheiten innerhalb der verschiedenen Migrantengruppen, aber auch zwischen den unterschiedlichen Migrantengruppen und den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität. Da die gesellschaftliche Position und der soziale Status über Bildung und Beschäftigung vermittelt werden, bedeuten die Chancenungleichheiten die in diesen Bereichen mit dem Migrationshintergrund verbunden sein können für viele Jugendliche ein höheres Risiko hinsichtlich der sozialen Platzierung und der gesellschaftlichen Integration.

Im Bereich der sozialen Integration deuten die Befunde darauf hin, dass für viele Migrantengruppen nach wie vor Integrationsdefizite bestehen. Freundschaftsnetzwerke, Vereine und Angebote der Jugendarbeit scheinen zwar z. T. die ihnen zugeschriebene und erwartete integrierende Wirkung zu entfalten, Segmentierungstendenzen im Bildungssystem und auf dem Arbeitsmarkt lösen sich aber nicht in der Freizeit auf. Vieles deutet darauf hin, dass sie sich dort eher reproduzieren.

Jugendliche ohne luxemburgische Staatsbürgerschaft sind insbesondere auch in ihren Möglichkeiten politischer Teilhabe deutlich eingeschränkt. Von der Teilnahme an den Parlamentswahlen sind sie ausgeschlossen und die Teilnahme an kommunalen Wahlen ist nur unter bestimmten Voraussetzungen möglich. Damit ist ein erheblicher Teil der luxemburgischen Jugend herkunftsbedingt nicht in die politischen Traditionen und demokratische Kultur des Landes eingebunden. Die junge Generation in Luxemburg zeichnet sich (im Vergleich zur älteren Bevölkerung) zwar grundsätzlich durch eine stärkere Offenheit für kulturelle Vielfalt und plurale Lebensformen aus, aber für einen Teil der Jugendlichen scheinen Migration und kulturelle Vielfalt auch durch Belastungen, Probleme, Konflikte und Ängste gekennzeichnet zu sein.

Armut und Armutsrisiko von Kindern und Jugendlichen

Vor allem Kinder und Jugendliche leiden in besonderem Maße an den Auswirkungen der Armut in ihrer Familie. Ähnlich wie in vielen anderen OECD-Ländern ist Armut heute weniger ein Problem älterer Menschen, sondern hat sich auf die jüngeren Generationen verlagert. Am meisten von Armut betroffen sind alleinerziehende Eltern, Familien mit Kindern, Personen mit nichtluxemburgischer Nationalität sowie Personen, die nicht voll erwerbstätig sind, und Geringqualifizierte.

Ein wichtiger Aspekt der Armutsproblematik ist ihre intergenerationale „Vererbung“. Das Risiko, als Erwachsener arm zu sein, hängt z. T. mit den materiellen Verhältnissen während der Kindheit zusammen. Die je nach sozialer Herkunft unterschiedlichen Erfolgchancen im Bildungssystem sind ein Teil dieses Problems. Kinder aus armen Familien haben schlechtere Chancen im Bildungswesen und reproduzieren somit häufig die Situation ihrer Eltern, da sie mit geringer Qualifikation deutlich verminderte Chancen haben, sich auf dem Arbeitsmarkt zu positionieren und sich finanziell abzusichern.

Gesundheit und Wohlbefinden der Jugendlichen

Kennzeichnend für den Jugendbericht ist das umfassende und ganzheitliche Gesundheitsverständnis, nach dem sowohl körperliche als auch soziale, psychische und seelische Dimensionen mit einbezogen werden und der Patient mit seinen Ressourcen (Umfeld, Lebenssituation) berücksichtigt wird. Vor allem die Jugendphase stellt eine sensible Periode in Bezug auf die Gesundheit dar. So werden die Jugendlichen beim Übergang von der Kindheit zum Jugendalter (ab ca. 13 bis 14 Jahre) konfrontiert mit einer Vielzahl von körperlichen (Sexualreife), psychischen (Identität) und sozialen (Peers, größere soziale Netzwerke, Mobilität) Entwicklungen, die einhergehen mit veränderten Verhaltensweisen (höhere Mobilität, deviantes Verhalten, Sucht- und Probierverhalten) und deutlich höheren gesundheitlichen Risiken (Unfälle, Verletzungen, Konsum psychoaktiver Substanzen usw.).

Objektiv gesehen kann bei den Jugendlichen in Luxemburg insgesamt von einem guten körperlichen Gesundheitszustand im Vergleich zu anderen Altersgruppen ausgegangen werden. Ähnlich wie in anderen Ländern beobachten wir aber auch in Luxemburg eine Entwicklung der Morbidität (Krankheitshäufigkeit) hin zu eher chronischen und psychosomatischen Krankheiten. Die Analyse der gesundheitsrelevanten Verhaltensweisen und Risikofaktoren (Übergewicht, Bewegungsmangel, Ernährungsverhalten, Konsum psychoaktiver Substanzen) verweist zusätzlich darauf, dass der Erhalt der Gesundheit insbesondere für die jüngeren Jugendlichen noch keine große Rolle spielt. Eine besondere Risikolage weisen junge Männer auf, da sie ein erhöhtes Risiko besitzen, durch „äußere“ Ursachen (z. B. Verkehrsunfälle, Suizid, Drogenmissbrauch usw.) zu sterben.

Die subjektive Einschätzung der Jugendlichen bezüglich ihres Gesundheitszustandes fällt weitgehend positiv aus. Bei einigen Jugendlichen kann jedoch eine Diskrepanz zwischen dem objektiven Gesundheitszustand und ihrer subjektiven Einschätzung festgestellt werden. Hinsichtlich des subjektiven Gesundheitszustandes lassen sich deutliche Unterschiede nach Geschlecht und sozialer Herkunft erkennen.

Die Partizipation Jugendlicher in der Gesellschaft

Partizipation wurde hier verstanden als umfassende Teilhabe und Teilnahme Jugendlicher an gesellschaftlichen und politischen Prozessen. Sie bezieht sich auf die privaten Lebenswelten von Familien und Arbeit, ebenso wie auf das Engagement in der Schule, der Gemeinde, der Politik und den freiwilligen Vereinigungen. Die Jugendlichen in Luxemburg beteiligen sich in einer Vielfalt von Bereichen (Schulen, Vereine, Nichtregierungsorganisationen, Gemeinden, Parteien, Verbände, Jugendhäuser usw.) und in sehr unterschiedlichen Formen (Wahlen, Mitgliedschaften, Übernahme ehrenamtlicher Aufgaben, selbstinitiierte Aktionen usw.) an der Gestaltung der Demokratie, der zivilen Gesellschaft und der sie unmittelbar betreffenden sozialen Nahwelt und Lebenswelt. Jugendliche mit höheren Bildungsabschlüssen und höherem sozialen Status tun dies in stärkerem Maße als Jugendliche mit niedrigeren Bildungsabschlüssen. Insbeson-

dere ist aber erkennbar, dass Jugendliche mit Migrationshintergrund immer noch mit Schwierigkeiten und Hürden konfrontiert sind, die ihre gesellschaftliche und politische Partizipation beeinträchtigen.

10.2. SYNOPSE: UNTERSCHIEDLICHE CHANCEN UND RISIKEN NACH GESCHLECHT, MIGRATIONSHINTERGRUND UND SOZIALER HERKUNFT

Mit Blick auf ihre gesellschaftlichen Chancen und Integrationsmöglichkeiten verfügen Jugendliche über unterschiedliche Ressourcen. Geschlecht, Nationalität und soziale Herkunft sind wichtige Erklärungsfaktoren für die Differenzen zwischen verschiedenen Gruppen von Jugendlichen. In den einzelnen Kapiteln wurde deutlich, dass die Verhaltensweisen und Lebenssituationen der Jugendlichen sehr stark mit diesen Faktoren variieren.

Geschlechtsspezifische Differenzierungen

Das Geschlecht gilt nach wie vor als wichtiges Erklärungskonzept für differenzielle Verhaltensweisen und Lebenssituationen der Jugendlichen und kann für Jugendliche mit spezifischen Risiken und Chancen verbunden sein. Für Luxemburg konnte herausgestellt werden, dass Mädchen das formale Bildungssystem z. T. deutlich erfolgreicher durchlaufen als Jungen und auch vergleichsweise höhere Bildungsabschlüsse erzielen. Das lange Zeit diskutierte Bildungsdefizit der Mädchen scheint hier in Auflösung begriffen zu sein; vor allem Jungen gehören heute immer häufiger zur Gruppe der Bildungsverlierer. Beim Übergang zum Arbeitsmarkt sind Mädchen zunächst erfolgreicher als Jungen. Mit zunehmendem Alter sind die Erwerbsquoten der jungen Frauen jedoch vergleichsweise geringer (was vor allem auf die häufigere Übernahme von Erziehungsaufgaben zurückgeführt werden kann). Für einen Teil der jungen Frauen bedeutet dies ein (zumindest befristetes) Ausscheiden aus dem Beruf, was auch oft einen „Karriereknick“ zur Folge haben kann. Wenngleich Mädchen also gewissermaßen einen „Bildungsvorsprung“ haben und mehr in höhere Bildungsabschlüsse investieren, können sie diesen nicht in entsprechendem Maße in berufliche Karrieren umsetzen. Aus volkswirtschaftlicher Perspektive wird hier ein Teil des Bildungspotenzials nicht entsprechend genutzt.

Das erhöhte Armutsrisiko von jungen, alleinerziehenden Frauen deutet auf die besondere Risikobelastung junger Frauen in Zusammenhang mit der Familiengründung und Erziehungsaufgaben hin. Auch bezüglich der Gesundheit werden geschlechtsspezifische Differenzen erkennbar. Während Jungen ein deutlich erhöhtes gesundheitliches Risikoverhalten zeigen (Suizid, Gewalt, Drogen), sind Mädchen in Bezug auf ihre Gesundheit sensibler und haben ein kritischeres Verhältnis zu sich selbst und ihrem eigenen Körper sowie zu ihrem sozialen Umfeld. Demnach weisen sie im Vergleich zu den Jungen ein ausgeprägteres subjektives Gesundheitsdefizit auf.

Migration und ethnische Herkunft als Risiko

Bereits bei der Bildungsbeteiligung zeigt sich, dass das Versprechen der Chancengerechtigkeit des luxemburgischen Schulsystems für eine Vielzahl von Jugendlichen nicht eingelöst werden kann. Jugendliche mit ausländischer Nationalität (v. a. portugiesische und ex-jugoslawische Nationalität) sind besonders benachteiligt. Sie erzielen vergleichsweise geringere Bildungsabschlüsse und zeigen auch höhere „drop-out“-Raten. Die Bildungsbenachteiligung verschiedener Migrantengruppen setzt sich auch in der Erwerbsarbeit z. T. fort. Jugendliche mit ausländischer Nationalität und geringer Qualifikation sind überdurchschnittlich oft arbeitslos und häufiger in Bereichen mit niedrigen Qualifikationsanforderungen beschäftigt. Für diese Migrantengruppen bestehen vor allem in den gesellschaftlichen Funktionssystemen von Bildung und Arbeitsmarkt deutliche Integrationsdefizite. Entsprechend sind sie auch einem erhöhten Armutsrisiko ausgesetzt. Einige Migrantengruppen (aus den Nachbarländern und anderen EU-Staaten) sind hier durchaus erfolgreicher integriert und besetzen höhere Berufspositionen. Die Segmentierung im Schulsystem und Arbeitsmarkt setzt sich im Freizeitbereich z. T. fort. Bezüglich der sozialen Integration und der Partizipation

an Politik und Gesellschaft bestehen deutliche Segmentierungstendenzen zwischen Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität und jenen mit ausländischer Nationalität. Offenbar sind Jugendliche mit Migrationshintergrund in besonders hohem Maße mit Schwierigkeiten und Hürden konfrontiert, die ihre gesellschaftliche und politische Partizipation beeinträchtigen.

Ungleiche Startchancen: Die soziale Herkunft von Kindern und Jugendlichen

Die Familie setzt gewissermaßen die Startvoraussetzungen für die Jugendlichen. Die über die Familie vermittelten ökonomischen, kulturellen und sozialen Ressourcen sind prägend für die Jugendlichen und beeinflussen die Bedingungen des Aufwachsens maßgeblich. Auch hier kann der Jugendbericht einen starken Zusammenhang zwischen der Herkunft der Jugendlichen und deren Bildungsbeteiligung und -ambitionen feststellen. Jugendliche aus privilegierten sozioökonomischen Herkunftsmilieus sind erfolgreicher in der Schule und haben im Vergleich zu Jugendlichen aus den sozioökonomisch benachteiligten Milieus zudem bessere Chancen auf dem Arbeitsmarkt. Vor allem das Aufwachsen in einer armen Familie ist mit Risiken für Jugendliche verbunden und auch das subjektive Wohlbefinden wird besonders stark vom sozioökonomischen Hintergrund der Familie beeinflusst: Jugendliche aus Familien mit höherem Wohlstand fühlen sich insgesamt gesünder als Jugendliche aus Familien mit geringerem Wohlstand. Ähnliche Zusammenhänge ergeben sich zwischen subjektivem Wohlbefinden und der Beteiligung in den entsprechenden Bildungszweigen. Zudem unterscheidet sich die politische und gesellschaftliche Partizipation der Jugendlichen deutlich in Bezug auf die soziale Herkunft.

Bildung gehört zu einem zentralen sozialen Weichensteller für die Zukunft. Über Bildungsbeteiligung und Bildungserfolg der Jugendlichen entscheidet aber immer noch maßgeblich die soziale Herkunft der Jugendlichen mit, also der soziale Status der Eltern (v. a. deren Bildungsniveau). Insbesondere Jugendliche aus benachteiligten sozialen Milieus (darunter viele Jugendliche mit Migrationshintergrund) zeigen deutlich höhere Risiken und Problembelastungen im Bildungsbereich. Sie gehören überdurchschnittlich häufig zur Gruppe der Bildungsverlierer, der Klassenwiederholer und der Schulabbrecher und erzielen vergleichsweise niedrigere Schulabschlüsse.

Diese Defizite im Bildungsbereich setzen sich offenbar auch bei der sozialen Teilhabe und Integration fort. Im Vergleich zu anderen Gruppen zeigen sie eine geringere Bereitschaft zu gesellschaftlichem und politischem Engagement. Sie zeigen zudem eine weitaus höhere Risikobereitschaft, was sie auch hinsichtlich einer Gefährdung durch Drogen, Gewalt sowie kriminelles Verhalten als Problemgruppen ausweist.

10.3. HERAUSFORDERUNGEN UND HANDLUNGSBEDARF

Die zentrale Aufgabe dieses ersten luxemburgischen Jugendberichtes bestand in einer differenzierten Bestandsaufnahme zu zentralen Aspekten der aktuellen Lebenssituation der Jugendlichen in Luxemburg. Eine systematische Erfassung und Evaluation der Leistungen der nationalen Jugend-, Bildungs-, Familien- und Gesundheitspolitik sowie der Wirkungen der Kinder- und Jugendhilfesysteme im Großherzogtum war ebenso wenig Teil des Auftrages wie die Ausarbeitung differenzierter Empfehlungen für politische, staatliche, professionelle oder zivilgesellschaftliche Akteure. Gleichwohl führt natürlich eine wissenschaftliche Bestandsaufnahme immer auch über den eigentlichen Bereich der Datenanalyse und -interpretation hinaus; dies umsomehr, als der luxemburgische Jugendbericht gezielt den Dialog mit wichtigen Fachleuten aus unterschiedlichen relevanten Praxisfeldern gesucht hat. So entspringt die Selektion der zentralen Themen für den Jugendbericht (Bildung, Transition, Integration, Armut, Gesundheit, Partizipation) nicht nur einer wissenschaftlichen Definition von Lebenslagen sondern zugleich auch jenen gesellschaftlichen und professionellen Diskursen, die von den verschiedenen Fachleuten in den unterschiedlichen Bereichen geführt werden. Auch die theoretischen Perspektiven des Jugendberichtes sowie die differenzierte Analyse der Daten entlang zentraler Konzepte wie Geschlecht, Alter, soziale Herkunft, Migrationsstatus/

Nationalität laden dazu ein, die Befunde im Kontext gesellschaftlicher Aufgaben und politischer Zielvorstellungen zu bewerten. Insofern versteht sich der Jugendbericht als eine Informationsgrundlage, die zur Reflexion über gesellschaftliche Ziele und politische Aufgaben anregen und zur Diskussion über weitere Strategien und Maßnahmen beitragen möchte. Dazu kann die Identifikation von spezifischen Herausforderungen, wie sie zu den einzelnen Themenkapiteln angesichts der dort dargestellten Befunde beschrieben wurden, durchaus beitragen. Eine abschließende Synopse der wichtigsten Herausforderungen muss demgegenüber immer etwas allgemeiner bleiben.

Dennoch sollen hier drei Punkte festgehalten werden, die sich durch alle thematischen Bereiche hindurch als zentrale Elemente zur Beschreibung der Lebenssituation der Jugendlichen in Luxemburg herausgestellt haben und die zugleich zentrale Herausforderungen für Gesellschaft und Politik darstellen:

a) Die Existenz ungleicher Bildungschancen, die Folgen für die Bildungsverlierer und die Folgekosten für die Gesellschaft

Die Existenz ungleicher Bildungschancen ist angesichts der politischen Zielvorgabe der Herstellung von Chancengleichheit für alle Jugendlichen nach wie vor eine zentrale Herausforderung, der sich keine demokratische Gesellschaft entziehen kann. Sie hat erhebliche Konsequenzen für die betroffenen „Bildungsverlierer“ selbst, deren Handlungsfreiheiten und Selbstbestimmungsmöglichkeiten, deren Chancen auf eine bessere soziale Platzierung und höheren Status, aber auch auf Konsum und umfassende gesellschaftliche Teilhabe, erheblich eingeschränkt werden. Darüber hinaus erzeugen hohe Anteile von Bildungsverlierern entsprechend hohe gesellschaftliche Folgekosten: zum einen durch ein geringeres Bruttoinlandsprodukt, zum anderen durch höhere sozialstaatliche Transferleistungen zur Abfederung von Armut und Vermeidung sozialer Exklusion.

b) Die Herausforderung der Integration der jungen Migrantinnen und Migranten in Wirtschaft, Gesellschaft und Demokratie des Großherzogtums

Die Integration der Migranten ist in den vergangenen Jahrzehnten in Luxemburg meist relativ einfach über eine ökonomische Integration in den Arbeitsmarkt erfolgt. Heute ist angesichts der Diversifizierung der Migrantengruppen, angesichts anderer Erwartungen und Perspektiven in der zweiten und dritten Generation der Migranten sowie angesichts unsicherer ökonomischer Perspektiven die Frage der Integration von grundlegender Bedeutung für die luxemburgische Gesellschaft. Sie umfasst nicht nur die soziale Teilhabe sowie die Herstellung gemeinsamer sprachlicher und kultureller Grundlagen bzw. die Anerkennung der unterschiedlichen kulturellen Ressourcen und Traditionen, sondern auch die rechtliche und politische Gleichstellung der Migranten, ohne die eine aktive und nachhaltige demokratische Kultur der Mitgestaltung und Verantwortungsübernahme in Zukunft nicht denkbar ist.

c) Die Anerkennung und Förderung der partizipatorischen Potenziale junger Menschen

Der Jugendbericht hat in besonderem Maße auf das große Engagement junger Luxemburger in sozialen, kulturellen, sportlichen und gesellschaftlich-politischen Kontexten hingewiesen. Dies stellt einerseits ein großes Potenzial für die nachhaltige und dynamische Entwicklung der Gesellschaft dar, ist aber andererseits auch eine große Herausforderung, da es gilt, dieses Engagement stärker wahrzunehmen, zu würdigen und für die Entwicklung der Gesellschaft besser zu nutzen. Gerade in einer ethnisch-kulturell heterogenen Gesellschaft ist Partizipation in allen gesellschaftlichen Bereichen eine erfolgversprechende Strategie zur Erzeugung von Solidarität, demokratischem Bewusstsein und sozialer Kohäsion.

Anhang

1. LITERATURVERZEICHNIS

- Abold, R., & Juhász, Z. (2006). Rückkehr in den Mainstream? Einstellungswandel der Jugend zu Demokratie und Parteiensystem. In E. Roller, F. Brettschneider, & J. W. v. Deth (Hrsg.), *Jugend und Politik: "Voll normal!". Der Beitrag der politischen Soziologie zur Jugendforschung* (S. 77-97). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Abraham, M., & Hinz, T. (Hrsg.) (2005). *Arbeitsmarktsoziologie: Probleme, Theorien, empirische Befunde* (1. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Achten, M., Horn, N., & Schronen, D. (2009). Kindertageseinrichtungen. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 691-698). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- ACORD International s.a. (2009). *Évaluation du "Service Volontaire d'Orientation (SVO)": Troisième rapport intermédiaire. Analyse des résultats*. Luxembourg: ACORD International s.a.
- Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) (2009). Le service volontaire de coopération: S'engager dans un projet de coopération devient possible pour les jeunes. *Brennpunkt. Drëtt Welt.*, (248), 40.
- Agence Française du Programme Européen "Jeunesse en Action" (Afpeja) (2009). *Jeunesse en action: Guide du Programme*. o. A.: Commission européenne.
- Ajello, A. M., & Belardi, C. (2005). Making non-formal and informal learning visible through digital portfolios. In L. Chisholm, B. Hoskins, & C. Glahn (Hrsg.), *Trading up. Potential and performance in non-formal learning* (S. 73-83). Strasbourg: Council of Europe.
- Alba, R. (2008). Why we Still Need a Theory of Mainstream Assimilation. In F. Kalter (Hrsg.), *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie: Sonderheft: Vol. 48. Migration und Integration* (S. 37-56). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Allegrezza, S. (2007). Richesse et bien-être: de (bons) chiffres pour un débat démocratique. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (263), 25-28.
- Allegrezza, S. (2008). Introduction: "Vraie pauvreté" contre "pauvreté statistique". In A. Frising, A. Haag, J. Hury, C. Lamboray, J. Langers, L. Reichmann, et al. (Hrsg.), *Rapport travail et cohésion sociale. cahier économique n°107* (S. 7-9). Luxembourg: STATEC.
- Allegrezza, S., Hirsch, M., & Kunitzki, N. von (2007). *L'immigration au Luxembourg, et après?* Luxembourg: Dutch University Press.
- Allegrezza, S., & Zahlen, P. (2006). *L'économie luxembourgeoise: Un kaléidoscope 2006*. Luxembourg: STATEC.
- Almond, G. A., & Verba, S. (1963). *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton: Princeton University Press.
- Altena, B., & van Lente, D. (2009). *Gesellschaftsgeschichte der Neuzeit 1750-1989*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.
- Altgeld, T., & Hofrichter, P. (Hrsg.) (2000). *Reiches Land - kranke Kinder?: Gesundheitliche Folgen von Armut bei Kindern und Jugendlichen*. Frankfurt am Main: Mabuse.
- Altstötter-Gleich, C. (2006). *Pornographie und neue Medien: Eine Studie zum Umgang Jugendlicher mit sexuellen Inhalten im Internet*. Mainz: Pro Familia Deutschland.
- ALUPSE-DIALOGUE (2009). *Rapport d'activité du service ALUPSE-DIALOGUE pour l'année 2008*. Luxembourg: ALUPSE.
- Andersen, U., & Woyke, W. (Hrsg.) (2003). *Handwörterbuch des politischen Systems der Bundesrepublik Deutschland* (5. Auflage). Opladen: Leske & Budrich.
- Andersson, M. (2003). Immigration youth and the dynamics of marginalization. *Young. Nordic Journal of Youth Research*, 11 (1), 74-89.
- Anen, N. (2009, 27 octobre). Un plan d'urgence. *La Voix du Luxembourg*.
- Annandale, E. (1998). *The Sociology of Health and Medicine: A Critical Introduction*. Cambridge: Polity press.
- Apitzsch, U. (2002). Ausländische Kinder und Jugendliche. In H.-H. Krüger & C. Grunert (Hrsg.), *Handbuch Kindheits- und Jugendforschung* (S. 819-836). Opladen: Leske & Budrich.
- Arbeiterkammer/Chambre de travail (2007). *Armut in Luxemburg, La pauvreté au Luxembourg. AK-Info: Vol. 3*. Luxemburg.

- Arbeitsstelle Kinder- und Jugendkriminalitätsprävention (Hrsg.) (2007). *Strategien der Gewaltprävention: Eine Zwischenbilanz in sechs Handlungsfeldern*. München: DJI.
- Arnstein, S. (1969). A Ladder of Participation. *Journal of American Institute of Planners*, (4), 216-224.
- Association d'Assurance contre les Accidents (AAA) (o.J.). *Hinweise zur Einweisung junger Arbeitskräfte im Betrieb*. Luxemburg: AAA.
- Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI) (2003). *Migrations: les enjeux! Conférences & colloque 2002: les contributions*. Luxemburg: ASTI.
- Atkinson, A. B., Cantillon, B., Marlier, E., & Nolan, B. (2005). *Taking Forward the EU Social Inclusion Process: Report*. An Independent Report commissioned by the Luxembourg Presidency of the Council of the European Union. Luxemburg: MFI.
- Bade, K. J. (2006). Integration und Politik - aus der Geschichte lernen? *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (40-41/2006), 3-6.
- Baethge, M. (1988). Jugend und Gesellschaft - Jugend und Arbeit. In F. Benseler, W. Heitmeyer, & D. Hoffmann (Hrsg.), *Risiko Jugend. Leben, Arbeit und politische Kultur* (S. 28-38). Münster: Votum.
- Ballini, C., Erpelding, M., & Thomas, B. (2007). Quand les jeunes ont repris la parole: Retour sur le mouvement lycéen et étudiant contre le projet de loi 5611. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (263), 4-7.
- Baltes-Löhr, C. (2006). Geschlechterverhältnisse aus der Sicht portugiesischer Frauen in Luxemburg. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (256), 47-53.
- Bamberg, M., Dickes, P., & Schaber, G. (1977). *Etude MAGRIP: Premier rapport de synthèse*. Walferdange: Institut pédagogique.
- Bange, D., & Deegener, G. (1996). *Sexueller Missbrauch an Kindern: Ausmaß, Hintergründe, Folgen*. Weinheim: Beltz.
- Bardes, J. (2008). Les pratiques sportives et artistiques des jeunes de 6 à 19 ans. *Population & Emploi*, (36), 1-8.
- Bardes, J. (2009). Livres et multimédia: La culture chez les jeunes. *Population & Emploi*, (39), 1-16.
- Barnes, S. H., & Kaase, M. (Hrsg.) (1979). *Political action: Mass participation in five western democracies*. Beverly Hills: SAGE Publications.
- Barrington-Leach, L., Canoy, M., Hubert, A., & Lerais, F. (2007). *Investing in youth: an empowerment strategy*. o.A.: BEPA.
- Bechmann Jensen, T. (2005). Formalising the non-formal: potentials of sociality and the recognition of non-formal learning outcomes. In L. Chisholm, B. Hoskins, & C. Glahn (Hrsg.), *Trading up. Potential and performance in non-formal learning* (S. 63-72). Strasbourg: Council of Europe.
- Beck, U. (1986). *Risikogesellschaft: Auf dem Weg in eine andere Moderne*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Beck, U., & Beck-Gernsheim, E. (1994). *Risikante Freiheiten: Individualisierung in modernen Gesellschaften*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Beck, U., & Bonß, W. (1989). *Weder Sozialtechnologie noch Aufklärung?: Analysen zur Verwendung sozialwissenschaftlichen Wissens*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Becker, R., & Lauterbach, W. (Hrsg.) (2004). *Bildung als Privileg?: Erklärungen und Befunde zu den Ursachen der Bildungsungleichheit* (1. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Becker, W., Decker, R., & Malané G. (Hrsg.) (2008). *Kindheitsorientierte Didaktik der Bewegungserziehung? Eine Bewegungserziehung vom Kinde aus*. Hamburg: Dr. Kovac.
- Becker, W., & Malané, G. (2008). Didaktik der Bewegungs-, Spiel- und Sporterziehung. In W. Becker, R. Decker, & Malané G. (Hrsg.), *Kindheitsorientierte Didaktik der Bewegungserziehung? Eine Bewegungserziehung vom Kinde aus* (S. 150-157). Hamburg: Dr. Kovac.
- Beirão, D. (1999). *Les portugais du Luxembourg: Des familles racontent leur vie*. Paris: L'Harmattan.
- Benseler, F., Heitmeyer, W., & Hoffmann, D. (Hrsg.) (1988). *Risiko Jugend. Leben, Arbeit und politische Kultur*. Münster: Votum.
- Berg, C., Bos, W., Hornberg, S., Kühn, P., Martin, R., & Reding, P., et al. (Hrsg.) (2009). *Leselux: Lesekompetenzen Luxemburger Schüler und Schülerinnen auf dem Prüfstand*. PIRLS-Zusatzstudie Deutsch/Französisch 2008. Münster: Waxmann.
- Berg, C., Bos, W., Hornberg, S., Kühn, P., Reding, P., & Valtin, R. (Hrsg.) (2007). *Lesekompetenzen Luxemburger*

- Schülerinnen und Schüler auf dem Prüfstand: Ergebnisse, Analysen und Perspektiven zu PIRLS 2006. Münster: Waxmann.
- Berg, C., Kerger, L., Meisch, N., & Milmeister, M. (Hrsg.) (2009). *Savoirs et engagements: Hommage à Georges Wirtgen*. Differdange: Éditions Phi.
- Berger, F. (2005). Développement de l'emploi transfrontalier au Luxembourg et portrait sociodémographique des frontaliers. *Population & Emploi*, (8), 1-16.
- Berger, F. (2006). Regard sur la pauvreté monétaire et la redistribution des revenus en 2004. *Population & Emploi*, (17), 1-8.
- Berger, F. (2007a). Le travail ne suffit pas toujours à préserver de la pauvreté. *Vivre au Luxembourg. Chroniques de l'enquête PSELL-3/2005*, (33), 1-2.
- Berger, F. (2007b). Revenu disponible, niveau de vie, pauvreté, inégalités: bilan sur la période 1995-2005. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (263), 33-38.
- Berger, F. (2008). Zoom sur les primo-arrivants portugais et leurs descendants. *Vivre au Luxembourg. Chroniques de l'enquête PSELL-3/2006*, (49), 1-2.
- Berger, P. A., & Konietzka, D. (Hrsg.) (2001). *Die Erwerbsgesellschaft: Neue Ungleichheiten und Unsicherheiten*. Opladen: Leske & Budrich.
- Bergmann, C., & Eder, F. (1998). Berufs- und Laufbahnberatung. In D. H. Rost (Hrsg.), *Handwörterbuch pädagogische Psychologie* (S. 34-38). Weinheim: Beltz.
- Bergmann, E., Eis, D., Ellert, U., Gaber, E., Hagen, C., Helm, D., et al. (2008). *Beiträge zur Gesundheitsberichterstattung des Bundes - Lebensphasenspezifische Gesundheit von Kindern und Jugendlichen in Deutschland: Ergebnisse des Nationalen Kinder- und Jugendgesundheits surveys (KiGGS). Bericht für den Sachverständigenrat zur Begutachtung der Entwicklung im Gesundheitswesen. Beiträge zur Gesundheitsberichterstattung des Bundes*. Berlin: Robert Koch-Institut.
- Berry, J. W. (1997). Immigration, acculturation and adaptation. *Applied Psychology: An International Review*, (46), 5-33.
- Bertelsmann-Stiftung (Hrsg.) (2007). *Kinder- und Jugendbeteiligung in Deutschland: Entwicklungsstand und Handlungsansätze*. Gütersloh: Bertelsmann-Stiftung.
- Bidart, C. (2006). *Devenir adulte aujourd'hui. Perspectives internationales*. Paris: L'Harmattan.
- Biewers, S., & Willems, H. (2007). *Nationaler Bericht zur Umsetzung und Wirkung des gemeinschaftlichen Aktionsprogramms JUGEND in Luxemburg*. Luxemburg: Universität Luxemburg; CESIJE.
- Biewers, S., & Willems, H. (2008). *Die Entwicklung des Qualitätssicherungsprozesses in den Jugendhäusern in Luxemburg: Bericht 2007*. Luxemburg: Universität Luxemburg; CESIJE.
- Biewers, S., & Willems, H. (2009). *Die Entwicklung des Qualitätssicherungsprozesses in den Jugendhäusern in Luxemburg: Bericht 2008*. Luxemburg: Universität Luxemburg.
- Bitsch, M., Loth, W., & Barthel, C. (Hrsg.) (2007). *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*. Bruxelles: Éditions Bruylant.
- Blaxter, M. (2004). *Health. Key concepts*. Cambridge: Polity press.
- Bodeving, C. (2009a). Das Profil der Jugendarbeit. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 745-757). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Bodeving, C. (2009b). *Portfolio de l'engagement: Description générale*. Luxemburg: SNJ.
- Bodson, L. (2006). Entre mère et père, beau-père et belle-mère: avec qui vivent les enfants? *Vivre au Luxembourg. Chroniques de l'enquête PSELL-3/2004*, (22), 1-2.
- Bodson, L., Hartmann-Hirsch, C., & Warner, U. (2006). *Migrants' experiences of racism and discrimination in Luxembourg: Rapport commandité par l'EUMC (European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia)*. Luxemburg: CEPS/INSTEAD.
- Böhmer, M., & Heimer, A. (2008). *Dossier: Armutsrisiken von Kindern und Jugendlichen in Deutschland: Materialien aus dem Kompetenzzentrum für familienbezogene Leistungen im Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend*. Berlin: BMFSFJ.

- Böhnisch, L., Lenz, K., & Schröer, W. (2009). *Sozialisation und Bewältigung: Eine Einführung in die Sozialisationstheorie der zweiten Moderne*. Weinheim: Juventa.
- Boll, T., & Faber, T. (2009). *Bildungsstand und Bildungsvoraussetzungen im Bereich "Nachhaltige Entwicklung": Eine Studie bei luxemburgischen Sekundarschülern der Abschlussklassen*. Vortragsmanuskript. Luxemburg.
- Bonß, W. (2001). Vergesellschaftung über Arbeit. Oder: Gegenwart und Zukunft der Arbeitsgesellschaft. In P. A. Berger & D. Konietzka (Hrsg.), *Die Erwerbsgesellschaft. Neue Ungleichheiten und Unsicherheiten* (S. 331-356). Opladen: Leske & Budrich.
- Booth, M. L., Okley, A. D., Chey, T., & Bauman, A. (2001). The reliability and validity of the physical activity questions in the WHO Health Behaviour in School-aged Children (HSBC) survey: a population study. *British Journal of Sports Medicine*, 35, 263-267.
- Bös, K., Brochmann, C., Eschette, H., Lämmle, L., Lanners, M., Oberger Jennifer, et al. (2006). *Gesundheit, motorische Leistungsfähigkeit und körperlich-sportliche Aktivität von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg: Untersuchung für die Altersgruppen 9, 14 und 18 Jahre*. Abschlussbericht zum Forschungsprojekt. Luxemburg: Universität Karlsruhe (TH); MENFP; Ministère de la Santé; Département ministériel des Sports.
- Bossi, E. (2006). Émancipation des femmes: bilan et perspectives. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (253), 22.
- Böttger, A. (1998). *Gewalt und Biographie: Eine qualitative Analyse rekonstruierter Lebensgeschichten von 100 Jugendlichen* (1. Auflage). *Interdisziplinäre Beiträge zur kriminologischen Forschung*. Baden-Baden: Nomos.
- Bouchet, M. (2003). *The sustainability of the private sector pension system from a longterm perspective: The case of Luxembourg*. *Cahier d'études = Working paper: Vol. 6*. Luxembourg: Banque centrale du Luxembourg.
- Boulton, D., Heinen, A., & Willems, H. (2007). *Les jeunes dans un espace urbain. Analyse des structures, habitudes et problèmes de jeunes dans la région sud. Rapport final*. document non publié. Luxembourg: Université du Luxembourg; CESIJE.
- Bourdieu, P. (1979). *La distinction: Critique sociale du jugement. Le sens commun*. Paris: Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (1983). Ökonomisches Kapital, kulturelles Kapital, soziales Kapital. In R. Kreckel (Hrsg.), *Soziale Welt. Soziale Ungleichheiten* (S. 183-198). Göttingen: Schwartz.
- Bousselin, A. (2006). Concilier vie familiale et vie professionnelle: Qui garde les jeunes enfants des parents qui travaillent? *Vivre au Luxembourg. Chroniques de l'enquête PSELL-3/2004*, (17), 1-2.
- Bradley, H., & Devadason, R. (2008). Fractured Transitions: Young Adults' Pathways into Contemporary Labour Markets. *Sociology*, 42 (1), 119-136.
- Briedis, K., & Minks, K.-H. (2007). *Generation Praktikum - Mythos oder Massenphänomen*. HIS: Projektbericht. Hannover: HIS.
- Brosziewski, A. (2001). *Moderne Zeiten: Reflexionen zur Multioptionsgesellschaft*. Konstanz: UVK.
- Bruhns, K. (2006). Interkulturelle Beziehungen als Potenzial - neue Perspektiven für die Forschung. *DJI Bulletin* 76, 16-19.
- Brunner, E. J. (2001). Familieninteraktion/Familienerziehung. In D. H. Rost (Hrsg.), *Schlüsselbegriffe. Handwörterbuch Pädagogische Psychologie* (2. Auflage, S. 172-178). Weinheim: Beltz.
- Bundesjugendkuratorium (2008). *Pluralität ist Normalität für Kinder und Jugendliche: Vernachlässigte Aspekte und problematische Verkürzungen im Integrationsdiskurs. Stellungnahme des Bundesjugendkuratoriums*. München: Bundesjugendkuratorium.
- Bundesministerium für Familien, Senioren, Frauen und Jugend (BMFSFJ) (2002). *Elfter Kinder- und Jugendbericht: Bericht über die Lebenssituation junger Menschen und die Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe in Deutschland*. Berlin: BMFSFJ.
- Bundesministerium für Familien, Senioren, Frauen und Jugend (BMFSFJ) (2005). *Zwölfter Kinder- und Jugendbericht: Bericht über die Lebenssituation junger Menschen und die Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe in Deutschland*. Berlin: BMFSFJ.
- Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (BMFSFJ) (2009). *Dreizehnter Kinder- und Jugendbericht: Bericht über die Lebenssituation junger Menschen und die Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe in Deutschland*. Berlin: BMFSFJ.

- Bundesministerium für soziale Sicherheit, Generationen und Konsumentenschutz (2003). *Bericht zur Lage der Jugend in Österreich: Teil A: Jugendradar 2003*. Wien: Bundesministerium für soziale Sicherheit, Generationen und Konsumentenschutz.
- Burdewick, I. (2003). *Jugend - Politik - Anerkennung: Eine qualitative empirische Studie zur politischen Partizipation 11- bis 18-Jähriger*. Opladen: Leske & Budrich.
- Burton, R., Reichert, M., Brunner, M., Keller, U., Boehm, B., & Martin, R. (2007). Migrationshintergrund und sozio-ökonomischer Status der Schülerinnen und Schüler. In Ministerium für Erziehung und Berufsausbildung & Universität Luxemburg (Hrsg.), *PISA 2006. Nationaler Bericht Luxemburg* (S. 31-45). Luxemburg: MENFP; Universität Luxemburg.
- Cabin, P. (2000). *La sociologie: Histoire et idées; les fondateurs, les grands courants, les nouvelles sociologies*. Auxerre: Sciences humaines.
- Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) (2008). *Agir pour changer: Comment les Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires font face aux défis de la vie scolaire?* Luxembourg: MENFP.
- Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) (2009). *Was tun nach dem 4. Zyklus der Grundschule?* Luxembourg: MENFP.
- Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) (2010). *Rapport annuel 2009*. Luxembourg: CHNP.
- Centre universitaire de Luxembourg (Hrsg.) (1994). *Gewaltbereitschaft bei Jugendlichen*. Cahier du Centre universitaire, série ISIS. Luxembourg: Centre universitaire de Luxembourg.
- CEPS/INSTEAD (2007). *L'exclusion liée au logement des personnes prises en charge par les centres de jour, les foyers de nuit, les centres d'accueil et les logements encadrés: dénombrement et caractéristiques*. Luxembourg: CEPS/INSTEAD.
- Chambre des Députés (2007). Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la pauvreté au Luxembourg. (7 - Session ordinaire 2006-2007). 246-259.
- Charlot, B. (1999). *Les jeunes, l'insertion, l'emploi* (2. Auflage). *Éducation et formation. Biennales de l'éducation*. Paris: Presses universitaires de France.
- Chéry, C. (2009, 20. April). *Bilan de la loi du 15 novembre 1978 sur l'information sexuelle, la prévention de l'avortement clandestin et la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse*. Vortrag. Luxembourg: Planning Familial.
- Chisholm, L., & Hoskins, B. (2005). Conclusions. In L. Chisholm, B. Hoskins, & C. Glahn (Hrsg.), *Trading up. Potential and performance in non-formal learning* (S. 161-166). Strasbourg: Council of Europe.
- Chisholm, L., Hoskins, B., & Glahn, C. (Hrsg.) (2005). *Trading up: Potential and performance in non-formal learning*. Strasbourg: Council of Europe.
- Clément, F. (2009). La "flexicrité": définitions et applications au Luxembourg. *Gouvernance & Emploi*, (7), 1-12.
- Clot, Y. (2006). *La fonction psychologique du travail: Texte imprimé. Le travail humain: 5^e édition corrigée*. Paris: Presses universitaires de France.
- Coelen, T., & Otto, H.-U. (2008a). Einleitung: Zur Grundlegung eines neuen Bildungsverständnisses. In T. Coelen & H.-U. Otto (Hrsg.), *Grundbegriffe Ganztagsbildung. Das Handbuch* (1. Auflage, S. 17-25). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Coelen, T., & Otto, H.-U. (Hrsg.) (2008b). *Grundbegriffe Ganztagsbildung: Das Handbuch* (1. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Colardyn, D., & Bjornavold, J. (2005). *The learning continuity: European inventory on validating non-formal and informal learning*. National policies and practices in validating non-formal and informal learning. *Cedefop panorama series: Vol. 117*. Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities.
- Cole, T. J., Bellizzi, M. C., Flegal, K. M., & Dietz, W. H. (2000). Establishing a standard definition for child overweight and obesity worldwide international survey. *British Medical Journal*, (320), 1-6.
- Colley, H. (2005). Formal and informal models of mentoring for young people: issues for democratic and emancipatory practice. In L. Chisholm, B. Hoskins, & C. Glahn (Hrsg.), *Trading up. Potential and performance in non-formal learning* (S. 31-45). Strasbourg: Council of Europe.
- Colley, H., Boetzelen, P., Hoskins, B., & Pareva, T. (Hrsg.) (2007). *Social inclusion and young people: breaking down the barriers*. Strasbourg: Council of Europe Publishing.

- Comité de Surveillance du SIDA (Hrsg.) (2008). *Rapport d'activité 2008*. Luxembourg: Comité de Surveillance du SIDA.
- Commission of the European Communities (2001). *A new impetus for european youth*. KOM (2001) 681. Brussels: Commission of the European Communities.
- Commission of the European Communities (2008). *Progress towards the Lisbon Objectives in education and training: Indicators and benchmarks*. Commission staff working document. Brussels: Commission of the European Communities.
- Commission of the European Communities (2009). *EU Youth Report: Youth - Investing and Empowering*. Brussels: Commission of the European Communities.
- Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) (2006). *Les jeunes et le tabac*. Luxembourg: CGJL.
- Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) (2008). *Rapport d'activité 2008*. Luxembourg: CGJL.
- Conseil économique et social (2007). *Évolution économique, sociale et financière du pays 2007: Avis*. Luxembourg: Conseil économique et social.
- Conseil économique et social (2008). *Évolution économique, sociale et financière du pays 2008: Avis*. Luxembourg: Conseil économique et social.
- Conseil Supérieur de l'Action Sociale (2004). *RMG. Le revenu minimum garanti au Grand-Duché de Luxembourg: Quatrième rapport adressé à la Chambre des Députés*. 2003. Luxembourg: Conseil Supérieur de l'Action Sociale.
- Conseil Supérieur de l'Action Sociale (2008). *Rapport sur l'état des besoins en matière sociale: Cinquième rapport adressé à la Chambre des Députés*. 2008. Luxembourg: Conseil Supérieur de l'Action Sociale.
- Council of Europe (2003). *Experts on Youth Policy Indicators: Third and concluding meeting*. 26 - 27 March 2003 European Youth Centre Strasbourg. Strasbourg: Council of Europe.
- Currie, C., Samsal, O., Boyce, W., & Smith, R. (Hrsg.) (2001). *Health Behaviour in School-aged Children: a WHO Cross-National Study (HBSC), Research Protocol for the 2001/2002 Survey*. Child and Adolescent Health Research Unit. Edinburgh: University of Edinburgh.
- Currie, C., Gabhainn, S. N., Godeau, E., Roberts, C., Smith, R., & Currie, D., et al. (Hrsg.) (2008). *Health policy for children and adolescents: Vol. 5. Inequalities in young people's health: HBSC international report from the 2005/2006 survey*. Copenhagen: WHO.
- Currie, C., Roberts, C., Morgan, A., Smith, R., Settertobulte, W., Samdal, O., et al. (Hrsg.) (2004). *Health policy for children and adolescents: Vol. 4. Young people's health in context: Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) study: international report from the 2001/2002 survey*. Copenhagen: WHO.
- Dalton, R. J. (2002). *Citizen Politics.: Public opinion and Political Participation in Advanced Industrial Democracies*. Washington D.C.: CQ Press.
- Dalton, R. J. (2004). *Democratic Challenges*. Oxford: Oxford University Press.
- Demanuele, J., Jones, G., Mitev, P., Serracant Melendres, P., & Simon, R. (2002). *Youth policy in Luxembourg: Report by an international panel of experts appointed by the Council of Europe*. Strasbourg: Council of Europe Publishing.
- Deutsche Shell (Hrsg.) (2000). 13. *Shell Jugendstudie. Jugend 2000*. Opladen: Leske & Budrich.
- Deutsche Shell (Hrsg.) (2002). 14. *Shell Jugendstudie. Jugend 2002: Zwischen pragmatischem Idealismus und robustem Materialismus*. Frankfurt am Main: Fischer.
- Deutsche Shell (Hrsg.) (2006). 15. *Shell-Jugendstudie. Jugend 2006. Eine pragmatische Generation unter Druck*. Frankfurt am Main: Fischer.
- Deutsches Institut für Internationale Pädagogische Forschung (DIPF) (2007). *Das weiterentwickelte Indikatorenkonzept der Bildungsberichterstattung*. Berlin: DIPF.
- Deutsches Institut für Internationale Pädagogische Forschung (DIPF) (2008). *Bildung in Deutschland 2008: Ein indikatorengestützter Bericht mit einer Analyse zu Übergängen im Anschluss an den Sekundarbereich I*. Bielefeld: DIPF.
- Dewey, J. (1949). *Demokratie und Erziehung: Eine Einleitung in die philosophische Pädagogik*. (2. Auflage). Braunschweig: Westermann.
- Dickes, P., Houssemand, C., & Martin, R. (1996). *La consommation de drogues légales et illégales des élèves des 6èmes de l'enseignement secondaire et des 8èmes de l'enseignement professionnel et technique*. Luxembourg: CEPS/INSTEAD.
- Dietrich, H., & Abraham, M. (2005). Eintritt in den Arbeitsmarkt. In M. Abraham & T. Hinz (Hrsg.), *Arbeitsmarktsoziologie. Probleme, Theorien, empirische Befunde* (1. Auflage, S. 69-98). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.

- Dittrich, G., Gadow, T., Permien, H., & Sander, E. (2009). Gesundheit neu denken. *DJI Bulletin 87 Plus*, I-III.
- Division de la médecine scolaire, & CRESIS du CRP-Santé (2004). *L'excès de poids chez les adolescents au Grand-Duché de Luxembourg*. Luxembourg: Division de la médecine scolaire.
- Dohmen, G. (2001). *Das informelle Lernen: Die internationale Erschließung einer bisher vernachlässigten Grundform menschlichen Lernens für das lebenslange Lernen aller*. Bonn: BMBF.
- Dollase, R. (1999). *Politische Psychologie der Fremdenfeindlichkeit: Opfer, Täter, Mittäter. Konflikt- und Gewaltforschung*. Weinheim: Juventa.
- Dür, W., Fürth, K., & Griebler, R. (2006). *Kinder- und Jugendgesundheitsbericht Kärnten*. Klagenfurt: Amt der Kärntner Landesregierung.
- Dür, W., & Griebler, R. (2007). *Die Gesundheit der österreichischen SchülerInnen im Lebenszusammenhang: Ergebnisse des WHO-HBSC-Survey 2006*. Wien: BMGFJ.
- Eckert, R., Drieseborg, T., & Willems, H. (1990). *Sinnwelt Freizeit: Jugendliche zwischen Märkten und Verbänden*. Opladen: Leske & Budrich.
- Eckert, R., Reis, C., & Wetzstein, T. (2000). *„Ich will halt anders sein wie die anderen!“: Abgrenzung, Gewalt und Kreativität bei Gruppen Jugendlicher*. Opladen: Leske & Budrich.
- Eckert, R., & Willems, H. (1992). *Konfliktintervention: Perspektivenübernahme in gesellschaftlichen Auseinandersetzungen*. Opladen: Leske & Budrich.
- Eidgenössische Kommission für Kinder- und Jugendfragen (EKKJ) (Hrsg.) (2009). *Jugendsexualität im Wandel der Zeit: Veränderungen, Einflüsse, Perspektiven*. Basel: Ritz & Häfliger.
- Eisenstadt, S. N. (1954). *The absorption of immigrants: A comparative study based mainly on the Jewish community in Palestine and the state of Israel*. London: Routledge & Kegan.
- Elwert, G. (1984). *Sozio-ökonomische Differenzierung und Arbeitsmigration in der ländlichen Türkei. Bielefelder Studien zur Entwicklungssoziologie: Vol. 22*. Saarbrücken: Breitenbach.
- Enfger, A. (2001). Kindesmisshandlung und sexueller Missbrauch. In D. H. Rost (Hrsg.), *Schlüsselbegriffe. Handwörterbuch Pädagogische Psychologie* (2. Auflage, S. 319-325). Weinheim: Beltz.
- Engel, U., & Hurrelmann, K. (1998). *Was Jugendliche wagen: Eine Längsschnittstudie über Drogenkonsum, Streßreaktionen und Delinquenz im Jugendalter* (3. Auflage). Weinheim: Juventa.
- Erhart, M., Hölling, H., Bettge, S., Ravens-Sieberer, U., & Schlack, R. (2007). Der Kinder- und Jugendgesundheitsurvey (KiGGS): Risiken und Ressourcen für die psychische Entwicklung von Kindern und Jugendlichen. *Bundesgesundheitsblatt - Gesundheitsforschung - Gesundheitsschutz*, (50), 800-809.
- Erhart, M., & Ravens-Sieberer, U. (2008). Die Rolle struktureller Aspekte von Familie, innerfamiliärer Kommunikation und Unterstützung für die Gesundheit im Kindes- und Jugendalter. In M. Richter, K. Hurrelmann, A. Klocke, W. Melzer, & U. Ravens-Sieberer (Hrsg.), *Gesundheitsforschung. Gesundheit, Ungleichheit und jugendliche Lebenswelten. Ergebnisse der zweiten internationalen Vergleichsstudie im Auftrag der Weltgesundheitsorganisation WHO* (S. 190-213). Weinheim: Juventa.
- Erikson, R., & Goldthorpe, J. H. (1993). *The Constant Flux: A Study of Class Mobility in Industrial Societies*. Oxford: Clarendon.
- Esser, H. (1980). *Aspekte der Wanderungssoziologie: Assimilation und Integration von Wanderern, ethnischen Gruppen und Minderheiten. Eine handlungstheoretische Analyse. Soziologische Texte*. Darmstadt: Luchterhand.
- Esser, H. (1993). *Soziologie: Allgemeine Grundlagen*. Frankfurt am Main: Campus.
- Esser, H. (2008). Spracherwerb und Einreisalter: Die schwierigen Bedingungen der Bilingualität. In F. Kalter (Hrsg.), *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie: Sonderheft: Vol. 48. Migration und Integration* (S. 202-229). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Estgen, P. (2008). Où se situe le dialogue interculturel? *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (276), 15-16.
- Estgen, P., Legrand, M., & Mertz, F. (2009). La société luxembourgeoise au regard de ses valeurs. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 197-214). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.

- Etienne, R., Verkest, H., Kerem, E., & Meciar, M. (2007). *Developing practice-based research for critical thinking with philosophy for children*. CiCe guides for practice-based research. London: London Metropolitan University.
- Europäische Agentur für Sicherheit und Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz (2007). *Junge Arbeitnehmer: Fakten und Zahlen. Gefährdungen und deren gesundheitliche Folgen* (Factsheet Nr. 70). Bilbao: Europäische Agentur für Sicherheit und Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz.
- Europäische Gemeinschaften (2005). *Grünbuch: Die psychische Gesundheit der Bevölkerung verbessern - Entwicklung einer Strategie für die Förderung der psychischen Gesundheit in der Europäischen Union*. KOM (2005) 484. Brüssel: Europäische Kommission.
- European Commission (2009a). *Eurobarometer survey on poverty and social exclusion 2009*. Luxembourg: European Commission.
- European Commission (2009b). *Key data on Education in Europe 2009*. Brussels: European Commission.
- European Commission (Hrsg.) (2007). *Young Europeans: Survey among young people aged between 15-30 in the European Union*. 202 Flash Eurobarometer. European Commission.
- European Commission (2008). *Child poverty and well-being in the EU: Current status and way forward*. Luxembourg: European Commission.
- European Group of Integrated Social Research (EGRIS) (2001). Misleading Trajectories: Transition Dilemmas of Young Adults in Europe. *Journal of Youth Studies*, 4 (1), 101-118.
- European Union Agency for Fundamental Rights (2008). *Annual Report 2008*. Wien: European Union Agency for Fundamental Rights.
- European Youth Information and Counselling Agency (ERYICA) (2004). *Charte européenne de l'Information Jeunesse*. Bratislava: ERYICA.
- Eurostat (2003). *Laeken indicators; Detailed calculation methodology*. DOC. E2/IPSE/2003. Luxembourg: European Commission.
- Fatke, R. (2007). Kinder- und Jugendpartizipation im wissenschaftlichen Diskurs. In Bertelsmann-Stiftung (Hrsg.), *Kinder- und Jugendbeteiligung in Deutschland. Entwicklungsstand und Handlungsansätze* (S. 19-39). Gütersloh: Bertelsmann-Stiftung.
- Fehlen, F. (2008). Die Wählerschaft von CSV und Rechtspartei im Lichte der empirischen Wahlforschung. In G. Trausch (Hrsg.), *CSV Spiegelbild eines Landes und seiner Politik?* Luxembourg: Éditions Saint-Paul.
- Fehlen, F. (1995). *Die Entwicklung eines supranationalen Arbeitsmarktes in Luxemburg und dessen Auswirkung auf die Luxemburger Gesellschaft*. Luxembourg: CRP-CU.
- Fehlen, F. (2009). *Une enquête sur un marché linguistique multilingue en profonde mutation. Recherche, étude, documentation: n°12*. Luxembourg: SESOPI - Centre intercommunautaire.
- Fehlen, F., Burnotte-Boreux, C., & Casteels, Y. (2003). *La société luxembourgeoise à travers le recensement de 2001: Fiches thématiques*. Luxembourg: STATEC; Centre universitaire de Luxembourg.
- Fehlen, F., Piroth, I., Schmit, C., Legrand, M., Estgen, P., & Persenaire, É. (1998). *Le sondage "baleine": Une étude sociologique sur les trajectoires migratoires, les langues et la vie associative au Luxembourg. Recherche étude documentation. Hors série: Vol. 1*. Luxembourg: SESOPI - Centre intercommunautaire.
- Fend, H. (2006). *Neue Theorie der Schule: Einführung in das Verstehen von Bildungssystemen* (1. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Ferchhoff, W. (2001). Jugend und Beruf. In Thomas Kurtz (Hrsg.), *Aspekte des Berufs in der Moderne* (S. 93-122). Opladen: Leske & Budrich.
- Ferring, D. (2009). Politik für das Alter. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 315-317). Luxembourg: Éditions Saint-Paul.
- Filsinger, D., Rotink, G., & Willems, H. (2009). Migration, Interkulturalität und Soziale Arbeit. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 1119-1135). Luxembourg: Éditions Saint-Paul.
- Fischer, U. C. (2000). *Cannabis in Luxemburg 2000: Eine Analyse der aktuellen Situation*. Luxembourg: CePT.

- Fischer, U. C. (2001). *Description et évaluation de la campagne 2001 - Beschreibung und Evaluation der Kampagne 2001 – 'Keen Alkohol ënner 16 Joer, mir halen eis drun!'*. Luxembourg: CePT.
- Fischer, U. C. (2002). *Selbstberichteter Konsum ausgewählter Medikamente in Luxemburg. Re-Analyse verschiedener Studien*. Luxembourg: CePT.
- Fischer, U. C., & Krieger, W. (1998). "Suchtpräventioun an der Gemeng": *Elaboration, application et évaluation d'un modèle de prévention de la toxicomanie axé sur les communes*. Luxembourg: CePT.
- Fischer, U. C., Michaelis, T., & Seimetz, R. (2001). *Cannabis en l'an 2001*. Luxembourg: CePT.
- Fohl, A. (2006a, 02./03. Dezember). Prioritäten anders setzen: Bildungspolitik: Stärker in Betreuung investieren. *Tageblatt*, 280, 14.
- Fohl, A. (2006b, 21. Dezember). Mehr in Ganztagschulen investieren: Schulpolitik auf dem Prüfstand: Interview mit SEW-Präsidentin Monique Adam. *Tageblatt*, 15.
- Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (2003). *Les discriminations des jeunes d'origine étrangère dans l'accès à l'emploi et l'accès au logement*. Paris: FASILD.
- Freiberg, M., Hornberg, S., & Kühn, P. (2007). Mehrsprachigkeit, Migration und soziale Heterogenität im Spiegel der Lesekompetenzen. In C. Berg, W. Bos, S. Hornberg, P. Kühn, P. Reding, & R. Valtin (Hrsg.), *Lesekompetenzen Luxemburger Schülerinnen und Schüler auf dem Prüfstand. Ergebnisse, Analysen und Perspektiven zu PIRLS 2006* (S. 169-218). Münster: Waxmann.
- Friebertshäuser, B., Langer, A., & Prengel, A. (Hrsg.) (2010). *Handbuch qualitative Forschungsmethoden in der Erziehungswissenschaft*. Weinheim: Juventa.
- Frising, A., Haag, A., Hury, J., Lamboray, C., Langers, J., Reichmann, L., et al. (2008). *Rapport travail et cohésion sociale: Cahier économique: n°107*. Luxembourg: STATEC.
- Frising, A., Langers, J., & Reichmann, L. (2007a). Les jeunes face au marché du travail: n°7. In STATEC (Hrsg.), *Bulletin du STATEC* (S. 255-293). Luxembourg: STATEC.
- Frising, A., Haag, A., & Langers, J. (2007b). *Rapport travail et cohésion sociale: Cahier économique: n°106*. Luxembourg: STATEC.
- Frising, A., Haag, A., & Langers, J. (2006). *Rapport travail et cohésion sociale 2006: Cahier économique: n°101*. Luxembourg: STATEC.
- Frising, A., & Reichmann, L. (2009a). *Regards sur la formation continue: Regards 2-2009*. Luxembourg: STATEC.
- Frising, A., & Reichmann, L. (2009b). *Regards sur le chômage: Qui s'inscrit à l'Administration de l'emploi?: Regards 3-2009*. Luxembourg: STATEC.
- Frising, A., Reichmann, L., & Ries, J. (2008). Le chômage au Luxembourg: Une approche intégrée: n°5. In STATEC (Hrsg.), *Bulletin du STATEC*. Luxembourg: STATEC.
- Fröschl, B., Haas, S., & Wirl, C. (2009). *Prävention von Adipositas bei Kindern und Jugendlichen (Verhalten- und Verhältnisprävention)*. Köln: DIMDI.
- Gadow, T. (2009). Kleine Seele in Not. *DJI Bulletin* 87, 18-19.
- Gaiser, W., & de Rijke, J. (2001). Gesellschaftliche Beteiligung der Jugend: Handlungsfelder, Entwicklungstendenzen, Hintergründe. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (B44/2001), 8-16.
- Gaiser, W., & de Rijke, J. (2007). Partizipation junger Menschen - Trends in Deutschland und der europäische Kontext. *Diskurs Kindheits- und Jugendforschung*, 2 (4/2007), 421-438.
- Gaiser, W., Gille, M., de Rijke, J., & Sardei-Biermann, S. (2006). Zukunft Europa im Blick der Jugend. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (47/2006), 18-26.
- Galland, O. (2007). *Sociologie de la jeunesse*. Paris: Armand Colin.
- Galm, B., Herzig, S., Lillig, S., & Stötzel, M. (2007). Kindeswohl und Kindeswohlgefährdung. In Arbeitsstelle Kinder- und Jugendkriminalitätsprävention (Hrsg.), *Strategien der Gewaltprävention. Eine Zwischenbilanz in sechs Handlungsfeldern* (S. 31-59). München: DJI.
- Galuske, M. (1998). Jugend ohne Arbeit: Das Dilemma der Jugendberufshilfe. *Zeitschrift für Erziehungswissenschaft*, 1 (4), 535-560.

- Ganzeboom, H. B., & Treimann, D. J. (1989). Intergenerational Class Mobility in Comparative Perspective. *Research in Social Stratification and Mobility*, (8), 3-84.
- Geißler, R. (1996). Kein Abschied von Klasse und Schicht. Ideologische Gefahren der deutschen Sozialstrukturanalyse. *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 48 (2), 319-338.
- Genevois, A.-S. (2009). Pratiques des entreprises du secteur privé en matière de prospection de candidats à l'embauche. *Population & Emploi*, (42), 1-12.
- Gengler, C. (Hrsg.) (2005). *Collection/Schriftenreihe "Forum Europa": Vol. 1. Der demografische Wandel in der Großregion. Les changements démographiques dans la Grande Région*. Luxembourg: Editions Saint-Paul.
- Georges, N. (2002). *Regards sur la pauvreté au Grand-Duché du Luxembourg: Éléments de réflexion et de débat. LES CAHIERS CARITAS: Vol. 1*. Luxembourg: Caritas Luxembourg.
- Georges, N., & Jacobs, A. (2009). *Lutter contre les discriminations: La gestion de la diversité, une solution envisageable?* Luxembourg: Caritas Luxembourg.
- Georges, N., & Urbé, R. (2010). Le revenu minimum garanti (RMG): quelles réalités pour les bénéficiaires? In D. Schronen & R. Urbé (Hrsg.), *Sozialalmanach 2010. Schwerpunkt: Aus der Krise in die Armut?* (S. 91-118). Luxembourg: Caritas Luxembourg.
- Giannakouris, K. (2008). Ageing characterises the demographic perspectives of the European societies. *eurostat - Statistics in focus - Population and social conditions*, (72), 1-12.
- Giddens, A. (1984). *The constitution of society: Outline of the theory of structuration*. Cambridge: Polity press.
- Gille, M. (2006). *Jugendliche und junge Erwachsene in Deutschland: Lebensverhältnisse, Werte und gesellschaftliche Beteiligung 12- bis 29-Jähriger* (1. Auflage, Vol. 3). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Gille, M., & Krüger, W. (2000a). Politische Orientierungen. In M. Gille & W. Krüger (Hrsg.), *Unzufriedene Demokraten. Politische Orientierungen der 16- bis 29jährigen im vereinigten Deutschland* (S. 205-265). Opladen: Leske & Budrich.
- Gille, M., & Krüger, W. (Hrsg.) (2000b). *Unzufriedene Demokraten: Politische Orientierungen der 16- bis 29jährigen im vereinigten Deutschland*. Opladen: Leske & Budrich.
- Gillen, E. (2008). Vorwort. In D. Schronen & R. Urbé (Hrsg.), *Sozialalmanach 2008. Kinderarmut und Bildung* (S. 9-12). Luxembourg: Caritas Luxembourg.
- Gilles, P., & Moulin, C. (2009). Die soziale Praxis der Mehrsprachigkeit in Luxemburg. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 183-196). Luxembourg: Éditions Saint-Paul.
- Glatzer, W., & Ostner, I. (Hrsg.) (1999). *Gegenwartskunde Sonderband: Vol. 11. Deutschland im Wandel: Sozialstrukturelle Analysen; gewidmet Bernhard Schäfers zum 60. Geburtstag*. Opladen: Leske & Budrich.
- Glinka, H.-J. (Hrsg.) (1999). *Materialien zum Zehnten Kinder- und Jugendbericht: Bd. 3. Kulturelle und politische Partizipation von Kindern: Interessenvertretung und Kulturarbeit für und durch Kinder*. München: DJI.
- Godeau, E., Grandjean, H., & Navarro, F. (Hrsg.) (2005). *La santé des élèves de 11 à 15 ans en France / 2002: Données françaises de l'enquête internationale Health Behaviour in School-aged Children*. Saint-Denis: INPES.
- Godin, I., Decant, P., Moreau, N., Smet, P. de, & Boutsen, M. (2008). *La santé des jeunes en communauté française de Belgique: Résultat de l'enquête HBSC 2006*. Bruxelles: SIPES.
- Goebel, M. (2009). *Soziales Lernen im Sportunterricht: Eine Studie zur Gewaltprävention an luxemburgischen Schulen*. Unveröffentlichte "Travail de candidature". Luxembourg: MENFP.
- Gordon, D., & Townsend, P. (Hrsg.) (2000). *Studies in poverty, inequality and social exclusion. Breadline Europe: The measurement of poverty*. Bristol: Policy Press.
- Gordon, M. M. (1978). *Human nature, class, and ethnicity*. New York: Oxford University Press.
- Grabka, M. M., & Frick, J. R. (2008). Schrumpfende Mittelschicht - Anzeichen einer dauerhaften Polarisierung der verfügbaren Einkommen? *DIW-Wochenbericht*, 75 (10), 101-108.
- Grunert, C. (2005). Kompetenzerwerb von Kindern und Jugendlichen in außerunterrichtlichen Sozialisationsfeldern. In Sachverständigenkommission Zwölfter Kinder- und Jugendbericht (Hrsg.), *Materialien zum Zwölften Kinder- und Jugendbericht: Band 3. Kompetenzerwerb von Kindern und Jugendlichen im Schulalter* (S. 9-94). München: DJI.
- Guio, A.-C. (2005). Materielle Entbehrung in der EU. *eurostat - Statistik kurz gefasst - Bevölkerung und Soziale Bedingungen*, (21), 1-12.

- Haberlandt, M., Höfer, R., Keupp, H., Seitz, R., & Straus, F. (1995). Risiken und Chancen der Entwicklung im Jugendalter. In P. Kolip, K. Hurrelmann, & P.-E. Schnabel (Hrsg.), *Jugend und Gesundheit. Interventionsfelder und Präventionsbereiche* (S. 87-110). München: Juventa.
- Habermas, J. (1981). *Theorie des kommunikativen Handelns Bd. 2: Zur Kritik der funktionalistischen Vernunft* (1. Auflage). Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Hackauf, H., & Winzen, G. (2004). *Gesundheit und soziale Lage von jungen Menschen in Europa*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Hadjar, A., & Becker, R. (2006a). Bildungsexpansion - erwartete und unerwartete Folgen. In A. Hadjar & R. Becker (Hrsg.), *Die Bildungsexpansion. Erwartete und unerwartete Folgen* (S. 11-26). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Hadjar, A., & Becker, R. (Hrsg.) (2006b). *Die Bildungsexpansion: Erwartete und unerwartete Folgen*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Hadjar, A., & Becker, R. (2007). Unkonventionelle Politische Partizipation im Zeitverlauf: Hat die Bildungsexpansion zu einer politischen Mobilisierung beigetragen? *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 59 (3), 410-439.
- Hafeneger, B., Jansen, M. M., & Niebling, T. (Hrsg.) (2005). *Kinder- und Jugendpartizipation: Im Spannungsfeld von Interessen und Akteuren* (1. Auflage). Opladen: Verlag Barbara Budrich.
- Han, P. (2006). *Theorien zur internationalen Migration*. Stuttgart: Lucius & Lucius.
- Hannerz, U. (1992). *Cultural complexity: Studies in the social organization of meaning*. New York: Columbia University Press.
- Hansen, J. (2009, 11 septembre). Reculer pour mieux sauter. *Lëtzebuurger Land*.
- Hart, R. (1992). *Children's participation: From tokenism to citizenship*. Florence: UNICEF.
- Hartmann-Hirsch, C. (1998). Affirmer le rôle du luxembourgeois. *Lëtzebuurger Land*, 10-11.
- Hartmann-Hirsch, C. (2007). *Les étrangers et le marché de l'emploi: politiques migratoires et immigrations: Cahiers PSELL n°157*. Differdange: CEPS/INSTEAD.
- Hartmann-Hirsch, C. (2009). Klassifikation des luxemburgischen Sozialstaates. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg*. Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Häußermann, H., Kronauer, M., & Siebel, W. (Hrsg.) (2004). *An den Rändern der Städte: Armut und Ausgrenzung* (1. Auflage). Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Heeg, R. (2009). *Mädchen und Gewalt: Bedeutungen physischer Gewaltausübung für weibliche Jugendliche*. Univ., Diss.–Basel. (1. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Heiderscheid, S. (2008, 26./27. April). Jugendgewalt - eine gesellschaftliche Herausforderung: "Wir müssen rechtzeitig hinsehen". *Tageblatt*, (99) 36.
- Heinen, A., Boulton, D., & Willems, H. (2007). *Die Jugend in der Gemeinde Esch: Lebenslagen, Freizeitinteressen und Freundesgruppen*. Ergebnisse einer quantitativen und qualitativen Befragung von 12- 25-jährigen Jugendlichen in Esch. Luxemburg: Universität Luxemburg; CESIJE.
- Heinen, A. (2008). Die Jugend in der Südregion Luxemburgs. In M. Milmeister & H. Willems (Hrsg.), *Jugendforschung im Dialog. Beiträge der INSIDE-Vortragsreihe 2007 zur Jugendforschung* (S. 59-66). Luxemburg: Universität Luxemburg. (INSIDE-Contexts and Structures of Growing Up).
- Heinen, A., Meisch, N., Meyers, C., & Willems, H. (2009). Jugendforschung zwischen Partizipation und lokaler Politikplanung: Die Jugendstudien im Rahmen des "Plan Communal Jeunesse". In C. Berg, L. Kerger, N. Meisch, & M. Milmeister (Hrsg.), *Savoirs et engagements. Hommage à Georges Wirtgen* (S. 271-282). Differdange: Éditions Phi.
- Heinz, W. R. (1991). Berufliche und betriebliche Sozialisation. In K. Hurrelmann & D. Ulich (Hrsg.), *Neues Handbuch der Sozialisationsforschung* (4. Auflage, S. 397-415). Weinheim: Beltz.
- Heinz, W. R. (2002). Jugend, Ausbildung und Beruf. In H.-H. Krüger & C. Grunert (Hrsg.), *Handbuch Kindheits- und Jugendforschung* (S. 597-617). Opladen: Leske & Budrich.

- Heitmeyer, W., Collmann, B. C. J., Matuschek, I., Kraul, D., Kühnel, W., Möller, R., et al. (1998). *Gewalt: Schattenseiten der Individualisierung bei Jugendlichen aus unterschiedlichen Milieus* (3. Auflage). *Jugendforschung*. Weinheim: Juventa.
- Hermann, M. (1998). Institutionalisierte Jugendparlamente: Über Beteiligungsmotivation kommunaler Akteure - Formen, Chancen und Risiken. In C. Palentien & K. Hurrelmann (Hrsg.), *Jugend, Erziehung, Gesellschaft. Jugend und Politik. Ein Handbuch für Forschung, Lehre und Praxis* (2. Auflage, S. 315-334). Neuwied: Luchterhand.
- Heßling, A. (2006). *Jugendsexualität: Repräsentative Wiederholungsbefragung von 14- bis 17-Jährigen und ihren Eltern. Repräsentativbefragungen: Forschung und Praxis der Sexuaufklärung und Familienplanung*. Köln: BZgA.
- Heynen, S. (2007). Die Arbeit der Psychologischen Beratungsstelle bei häuslicher Gewalt: Möglichkeiten und Grenzen der Mütterberatung und der Arbeit mit gewalttätigen Vätern. In B. Kavemann & U. Kreyssig (Hrsg.), *Handbuch Kinder und häusliche Gewalt* (2. Auflage, S. 371-382). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Heynen, S. (2008). Folgen und Bewältigungsprozesse sexueller Viktimisierung im Jugendalter. *IzKK-Nachrichten*, (1), 14-20.
- Himmelman, G., & Lange, D. (Hrsg.) (2005). *Demokratiekompetenz: Beiträge aus Politikwissenschaft, Pädagogik und politischer Bildung*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Hipeli, E., & Süss, D. (2009). Generation Porno: Mediales Schreckgespenst oder Tatsache? In Eidgenössische Kommission für Kinder- und Jugendfragen (EKKJ) (Hrsg.), *Jugendsexualität im Wandel der Zeit. Veränderungen, Einflüsse, Perspektiven* (S. 49-62). Basel: Ritz & Häfliger.
- Hirsch, M., & Lorig, W. H. (Hrsg.) (2008). *Das politische System Luxemburgs*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Hitzler, R., Bucher, T., & Niederbacher, A. (2005). *Leben in Szenen: Formen jugendlicher Vergemeinschaftung heute* (2. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Hitzler, R., Honer, A., & Maeder, C. (1994). *Expertenwissen: Die institutionalisierte Kompetenz zur Konstruktion von Wirklichkeit*. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- Hofer, V., Ladner, K., & Reichmann, G. (2007). Herabsetzung des Wahlalters auf 16 Jahre - Fortschritt und Irrweg. *Journal für Rechtspolitik*, 16 (1), 27-32.
- Hoffmann-Lange, U. (Hrsg.) (1995). *DJI-Jugendsurvey: Vol. 1. Jugend und Demokratie in Deutschland*. Opladen: Leske & Budrich.
- Hoffmann-Nowotny, H.-J. (1970). *Migration: Ein Beitrag zu einer soziologischen Erklärung*. Stuttgart: F. Enke.
- Hoffmann-Nowotny, H.-J. (Hrsg.) (1977). *Soziale Indikatoren*. Frankfurt am Main: Campus.
- Hoffmann-Nowotny, H.-J. (Hrsg.) (2001). *Das Fremde in der Schweiz: Ergebnisse soziologischer Forschung*. Zürich: Seismo.
- Homfeldt, H.-G., & Brandhorst, K. (2003). *Hilfe-, Schutz- und Kontrollorientierung in der Erziehungshilfe. Soziale Arbeit in einem grenzüberschreitenden Raum* (Arbeitspapier I -03). Trier: Zentrum für sozialpädagogische Forschung, Universität Trier.
- Honig, M.-S. (Hrsg.) (2009). *Ordnungen der Kindheit: Problemstellungen und Perspektiven der Kindheitsforschung*. Weinheim: Juventa.
- Horch, K., & Atzpodien, K. (2007). *Gesundheit von Kindern und Jugendlichen in Schleswig-Holstein. Gesundheitsbericht-erstattung des Bundes*. Berlin: Robert Koch-Institut.
- Hornberg, S., & Kühn, P. (2009). Lesekompetenzen im Spiegel von sozialer Heterogenität, Migration und Mehrsprachigkeit. In C. Berg, W. Bos, S. Hornberg, P. Kühn, R. Martin, P. Reding, et al. (Hrsg.), *Leselux. Lesekompetenzen Luxemburger Schüler und Schülerinnen auf dem Prüfstand. PIRLS-Zusatzstudie Deutsch/Französisch 2008* (S. 61-84). Münster: Waxmann.
- Hornstein, W. (1982). Jugendprobleme, Jugendforschung und politisches Handeln: Zum Stand sozialwissenschaftlicher Jugendforschung und zum Problem der Anwendung sozialwissenschaftlicher Erkenntnisse über Jugend in der politischen Praxis. *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, 3 (82/1982), 3-37.
- Hornstein, W. (2005). *Wissenschaftliche Politikberatung im Wandel der Politikformen*. Vortrag. DJI-Online: Thema 03/05: Ein heikles Geschäft: Sozialwissenschaften zwischen Forschung und Politik. München.

- Hornstein, W., & Lüders, C. (1997). Jugendberichterstattung zwischen Wissenschaft und Politik. In H. Richter & T. Coelen (Hrsg.), *Jugendberichterstattung. Politik, Forschung, Praxis* (S. 33-50). Weinheim: Juventa.
- Horowitz, A. D., & Bromnick, R. D. (2007). Contestable Adulthood. Variability and Disparity in Markers for Negotiating the Transition to Adulthood. *Youth & Society*, 39 (2), 209-231.
- Hoskins, B. L., & Mascherini, M. (2009). Measuring Active Citizenship through the Development of a Composite Indicator. *Social Indicators Research*, 3 (Vol. 90), 459-488.
- Hoskins, B. (2004). Die Jugend- und Bildungsprogramme der europäischen Union: Möglichkeiten für die Förderung einer europäischen Zivilgesellschaft in einer erweiterten EU? In H. Otten & P. Lauritzen (Hrsg.), *Schriften des Instituts für Angewandte Kommunikationsforschung: Vol. 6. Jugendarbeit und Jugendpolitik in Europa* (1. Auflage, S. 115-127). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Huerre, P., Pagan-Reymond, M., & Reymond, J.-M. (2003). *L'adolescence n'existe pas: Une histoire de la jeunesse*. Paris: Odile Jacob.
- Hurrelmann, K. (1990). *Familienstreß, Schulstreß, Freizeitstreß. Gesundheitsförderung für Kinder und Jugendliche*. Weinheim: Beltz.
- Hurrelmann, K. (1994). *Familienstreß, Schulstreß, Freizeitstreß: Gesundheitsförderung für Kinder und Jugendliche* (2. Auflage). Weinheim: Beltz.
- Hurrelmann, K. (2000a). Gesundheitsrisiken von sozial benachteiligten Kindern. In T. Altgeld & P. Hofrichter (Hrsg.), *Reiches Land - kranke Kinder? Gesundheitliche Folgen von Armut bei Kindern und Jugendlichen* (S. 21-29). Frankfurt am Main: Mabuse.
- Hurrelmann, K. (2000b). *Gesundheitssoziologie: Eine Einführung in sozialwissenschaftliche Theorien von Krankheitsprävention und Gesundheitsförderung. Grundlagentexte Soziologie*. Weinheim: Juventa.
- Hurrelmann, K. (2001). Warum die junge Generation politisch stärker partizipieren muss. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (B 44/2001), 1-7.
- Hurrelmann, K. (2002, 20. August). Das Wahlalter deutlich senken: Der Jugendforscher Klaus Hurrelmann über politische Konsequenzen aus der Shell-Studie 2002. *Süddeutsche Zeitung*, 191, 9.
- Hurrelmann, K. (2007). *Lebensphase Jugend: Eine Einführung in die sozialwissenschaftliche Jugendforschung* (9. Auflage). *Grundlagentexte Soziologie*. Weinheim: Juventa.
- Hurrelmann, K. (2008). Jugendliche 2008: Sind sie auf die Zukunft vorbereitet? *Deutsche Jugend. Zeitschrift für die Jugendarbeit*, 56 (7-8), 301-307.
- Hurrelmann, K., Klocke, A., Melzer, W., & Ravens-Sieberger, U. (2003a). WHO-Jugendgesundheitsurvey: Konzept und ausgewählte Ergebnisse für die Bundesrepublik Deutschland. *Zeitschrift für Erziehungswissenschaft*, 27, 79-108.
- Hurrelmann, K., Klocke, A., Melzer, W., & Ravens-Sieberger, U. (Hrsg.) (2003b). *Jugendgesundheitsurvey: Internationale Vergleichsstudie im Auftrag der Weltgesundheitsorganisation WHO*. Weinheim: Juventa.
- Hurrelmann, K., & Laaser, U. (Hrsg.) (2003). *Handbuch Gesundheitswissenschaften* (3. Auflage). Weinheim: Juventa.
- Hurrelmann, K., & Ulich, D. (Hrsg.) (1991). *Neues Handbuch der Sozialisationsforschung* (4. Auflage). Weinheim: Beltz.
- Hurrelmann, K., & Ulich, D. (Hrsg.) (1998). *Handbuch der Sozialisationsforschung*. Weinheim: Beltz.
- Inglehart, R. (1998). *Modernisierung und Postmodernisierung: Kultureller, wirtschaftlicher und politischer Wandel in 43 Gesellschaften*. Frankfurt am Main: Campus.
- Inspection Générale de la Sécurité Sociale (2008). *Rapport Général sur la Sécurité Sociale au Grand-Duché de Luxembourg: 2007*. Luxembourg: Ministère de la Sécurité Sociale; Inspection Générale de la Sécurité Sociale.
- Jennings, M. K., & van Deth, J. W. (1990). *Continuities in Political Action: A Longitudinal Study of Political Orientations in Three Western Democracies*. Berlin: Gruyter.
- Joachim, P. (2009). *Evaluation des Schulversuchs Jean-Jaurès-Ganztagsschule*. Luxemburg: Universität Luxemburg. (INSIDE-Contexts and Structures of Growing Up).
- Joas, H. (2001). *Lehrbuch der Soziologie*. Frankfurt am Main: Campus.
- Juhasz, A., & Mey, E. (2001). Die zweite Ausländergeneration erzählt: Zur Lebenssituation der Zweiten Generation im Kanton Zürich. In H.-J. Hoffmann-Nowotny (Hrsg.), *Das Fremde in der Schweiz. Ergebnisse soziologischer Forschung* (S. 208-228). Zürich: Seismo.

- Kaase, M. (2003). Politische Beteiligung/Politische Partizipation. In U. Andersen & W. Woyke (Hrsg.), *Handwörterbuch des politischen Systems der Bundesrepublik Deutschland* (5. Auflage, S. 495-500). Opladen: Leske & Budrich.
- Kaase, M., & Marsh, A. (1979). Political Action: A Theoretical Perspective. In S. H. Barnes & M. Kaase (Hrsg.), *Political action. Mass participation in five western democracies* (S. 27-56). Beverly Hills: SAGE Publications.
- Kalter, F. (2008a). Stand, Herausforderungen und Perspektiven der empirischen Migrationsforschung. In F. Kalter (Hrsg.), *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie: Sonderheft: Vol. 48. Migration und Integration* (S. 11-36). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Kalter, F. (Hrsg.) (2008b). *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie: Sonderheft: Vol. 48. Migration und Integration*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Karlhofer, F. (2007). Wählen mit 16: Erwartungen und Perspektiven. *Informationen zur Politischen Bildung*, (27), 37-42.
- Kassis, W. (2003). *Wie kommt die Gewalt in die Jungen?: Soziale und personale Faktoren der Gewaltentwicklung bei männlichen Jugendlichen im Schulkontext*. Bern: Haupt.
- Katz, M. S., Biesta, G., & Verducci, S. (2009). *Education, Democracy, and the Moral Life*. Dordrecht: Springer.
- Kavemann, B., & Kreyssig, U. (Hrsg.) (2007). *Handbuch Kinder und häusliche Gewalt* (2. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Keller, U., Reichert, M., Burton, R., Brunner, M., Boehm, B., & Martin, R. (2007). Unterschiede zwischen Schulformen und Schulen. In Ministerium für Erziehung und Berufsausbildung & Universität Luxemburg (Hrsg.), *PISA 2006. Nationaler Bericht Luxemburg* (S. 57-72). Luxemburg: MENFP; Universität Luxemburg.
- Kerger, L. (2009). Système scolaire et éducation. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 425-438). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Kersting, N. (Hrsg.) (2008). *Politische Beteiligung: Einführung in dialogorientierte Instrumente politischer und gesellschaftlicher Partizipation*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Klages, H. (1988). *Wertedynamik: Über die Wandelbarkeit des Selbstverständlichen*. Zürich: Edition Interfrom.
- Klein, R. (2005). *Bericht zur Gesundheit und gesundheitlichen Versorgung von Einschulkindern im Saarland*. Saarbrücken: Ministerium für Justiz, Gesundheit und Soziales.
- Klocke, A., & Becker, U. (2003). Die Lebenswelt Familie und ihre Auswirkungen auf die Gesundheit von Jugendlichen. In K. Hurrelmann, A. Klocke, W. Melzer, & U. Ravens-Sieberger (Hrsg.), *Jugendgesundheitsurvey. Internationale Vergleichsstudie im Auftrag der Weltgesundheitsorganisation WHO* (S. 183-241). Weinheim: Juventa.
- Klosinski, G. (1999). *Wenn Kinder Hand an sich legen: Selbsterstörerisches Verhalten bei Kindern und Jugendlichen*. München: Beck.
- Knauer, R., Friedrich, B., Herrmann, T., & Liebler, B. (2004). *Beteiligungsprojekte mit Kindern und Jugendlichen in der Kommune: Vom Beteiligungsprojekt zum demokratischen Gemeinwesen* (1. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Knauer, R., & Sturzenhecker, B. (2005). Partizipation im Jugendalter. In B. Hafeneger, M. M. Jansen, & T. Niebling (Hrsg.), *Kinder- und Jugendpartizipation. Im Spannungsfeld von Interessen und Akteuren* (1. Auflage, S. 63-94). Opladen: Verlag Barbara Budrich.
- Kneip, R. (2008a). L'accès au logement pour tous! In D. Schronen & R. Urbé (Hrsg.), *Sozialalmanach 2008. Kinderarmut und Bildung* (S. 25-36). Luxemburg: Caritas Luxemburg.
- Kneip, R. (2008b). *Luxembourg - Rapport national 2008: Solutions de logement pour les personnes sans domicile. Thème annuel 2008 de la FEANTSA: Le logement et l'exclusion liée au logement*. Luxembourg: FEANTSA.
- Kolip, P. (Hrsg.) (1994). *Lebenslust und Wohlbefinden: Beiträge zur geschlechtsspezifischen Jugendgesundheitsforschung*. Weinheim: Juventa.
- Kolip, P. (2003). Familie und Gesundheit. In K. Hurrelmann & U. Laaser (Hrsg.), *Handbuch Gesundheitswissenschaften* (3. Auflage, S. 497-517). Weinheim: Juventa.
- Kolip, P., & Hurrelmann, K. (1994). Was ist Gesundheit im Jugendalter? Indikatoren für körperliches, psychisches und soziales Wohlbefinden. In P. Kolip (Hrsg.), *Lebenslust und Wohlbefinden. Beiträge zur geschlechtsspezifischen Jugendgesundheitsforschung* (S. 25-47). Weinheim: Juventa.

- Kolip, P., Hurrelmann, K., & Schnabel, P.-E. (Hrsg.) (1995). *Jugend und Gesundheit: Interventionsfelder und Präventionsbereiche*. München: Juventa.
- Kollwelter, R., & Urbé, G. (2006). Validation des acquis de l'expérience - un élément important de l'apprentissage tout au long de la vie. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (256), 31-32.
- Kollwelter, S. (2005). *Active Civic Participation of Immigrants in Luxembourg*. Oldenburg: POLITIS.
- Kommission der europäischen Gemeinschaften (2000). *Mitteilung der europäischen Kommission an den Rat und an das europäische Parlament: Über eine Migrationspolitik der Gemeinschaft*. Brüssel: Kommission der europäischen Gemeinschaften.
- Koopmann, F. K. (2005). Sich demokratisch durchsetzen lernen im Projekt: aktive Bürger. In G. Himmelmann & D. Lange (Hrsg.), *Demokratiekompetenz. Beiträge aus Politikwissenschaft, Pädagogik und politischer Bildung* (S. 153-163). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Köttgen, C. (2000). In der Seele verletzt: Kinder und Jugendliche im sozialen Abseits. In T. Altgeld & P. Hofrichter (Hrsg.), *Reiches Land - kranke Kinder? Gesundheitliche Folgen von Armut bei Kindern und Jugendlichen* (S. 75-86). Frankfurt am Main: Mabuse.
- Krause, P., & Ritz, D. (2006). EU-Indikatoren zur sozialen Inklusion in Deutschland. *Vierteljahreshefte zur Wirtschaftsforschung*, (75), 152-173.
- Kreckel, R. (Hrsg.) (1983). *Soziale Welt. Soziale Ungleichheiten*. Göttingen: Schwartz.
- Kreher, T. (2008). Jugendverbände, Kompetenzentwicklung und biographische Nachhaltigkeit. In W. Lindner (Hrsg.), *Kinder- und Jugendarbeit wirkt. Aktuelle und ausgewählte Evaluationsergebnisse der Kinder- und Jugendarbeit* (1. Auflage, S. 109-123). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Kreppner, K. (2007). *Eltern-Kind-Beziehung: Forschungsbefunde*. Abgerufen am 03.05.10, über www.familienhandbuch.de/cms/Familienforschung-Eltern-Kind-Beziehung.pdf.
- Kromer, I. (2002). *Wiener Jugendgesundheitsbericht 2002*. Wien: Magistrat der Stadt Wien.
- Kromeyer-Hauschild, K., Wabitsch, M., Kunze, D., Geller, F., Geiß, H. C., Hesse, V., et al. (2001). Perzentile für den Body-Mass-Index für das Kindes- und Jugendalter unter Heranziehung verschiedener deutscher Stichproben. *Monatsschrift Kinderheilkunde*, 8 (149), 807-818.
- Kronauer, M. (2002). *Exklusion: Die Gefährdung des Sozialen im hoch entwickelten Kapitalismus*. Frankfurt am Main: Campus.
- Krüger, H.-H., Reinhardt, S., Kötters-König, C., Pfaff, N., Schmidt, R., & Krappidel, A., et al. (Hrsg.) (2002). *Jugend und Demokratie - Politische Bildung auf dem Prüfstand: Eine quantitative und qualitative Studie aus Sachsen-Anhalt*. Opladen: Leske & Budrich.
- Krüger, H.-H., & Grunert, C. (Hrsg.) (2002). *Handbuch Kindheits- und Jugendforschung*. Opladen: Leske & Budrich.
- Kuendig, H. (2008). *HBSC 2006 Verletzungen* (Fact sheet). Lausanne: sfa/ispa.
- Kuepie, M. (2003). *Le passage à l'âge adulte au Luxembourg: de la fin des études à la fondation de la famille: Cahier PSELL n°137*. Differdange: CEPS/INSTEAD.
- Kunze, I. (2004). *Konzepte von Deutschunterricht: Eine Studie zu individuellen didaktischen Theorien von Lehrerinnen und Lehrern*. Univ., FB Erziehungswiss., Habil.-Schr.-Hamburg, 2002. (1. Auflage). *Studien zur Bildungsgangforschung: Vol. 1*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Kurth, B. M., & Ellert, U. (2008). Gefühles oder tatsächliches Übergewicht: Worunter leiden Jugendliche mehr? *Deutsches Ärzteblatt*, 105 (23), 406-410.
- Langers, J. (2005). La démographie du Luxembourg. Vieillesse, migrations d'établissement et migrations frontalières. In C. Gengler (Hrsg.), *Collection/Schriftenreihe "Forum Europa": Vol. 1. Der demografische Wandel in der Großregion. Les changements démographiques dans la Grande Région* (S. 61-72). Luxembourg: Editions Saint-Paul.
- Langers, J., Osier, G., Schockmel, M., & Zahlen, P. (2009). *Rapport travail et cohésion sociale: Cahier économique: n°109*. Luxembourg: STATEC.
- Langness, A., Leven, I., & Hurrelmann, K. (2006). Jugendliche Lebenswelten: Familie, Schule, Freizeit. In Deutsche Shell (Hrsg.), *Jugend 2006. Eine pragmatische Generation unter Druck (15. Shell Jugendstudie)* (S. 49-102). Frankfurt am Main: Fischer.

- Lazarsfeld, P. F., Berelson, B., & Gaudet, H. (1944). *The People's Choice: How the Voter makes up this Mind in a Presidential Campaign*. New York: Duell, Sloan & Pearce.
- Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (2006). *Réponse à la question parlementaire n°1061 du 8 mai 2006*. Luxembourg.
- Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (2009). *Réponse de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire n°177 de Monsieur le député Gast Gibéryen*. Luxembourg.
- Legrand, M. (Hrsg.) (2002). *European values studies. Les valeurs au Luxembourg: Portrait d'une société au tournant du 3^e millénaire*. Luxembourg: Éditions Saint-Paul.
- Lejealle, B. (2006). Mobilité sociale intergénérationnelle: le poids de l'héritage sociale diminue mais reste fort. *Vivre au Luxembourg. Chroniques de l'enquête PSELL-3/2004*, (26), 1-2.
- Lenz, K., & Nestmann, F. (Hrsg.) (2009). *Handbuch persönliche Beziehungen*. Weinheim: Juventa.
- Leppin, A. (2000). Alkoholkonsum und Alkoholmißbrauch bei Jugendlichen: Entwicklungsprozesse und Determinanten. In A. Leppin, K. Hurrelmann, & H. Petermann (Hrsg.), *Jugendliche und Alltagsdrogen. Konsum und Perspektiven der Prävention* (S. 64-94). Neuwied: Luchterhand.
- Leppin, A., Hurrelmann, K., & Petermann, H. (Hrsg.) (2000). *Jugendliche und Alltagsdrogen: Konsum und Perspektiven der Prävention*. Neuwied: Luchterhand.
- Les offices statistiques de la Grande Région (2004). *Annuaire statistique 2004: Saar-Lor-Lux, Rheinland-Pfalz, Wallonie*. Luxembourg: STATEC.
- Liegle, L. (1998). Kulturvergleichende Ansätze in der Sozialisationsforschung. In K. Hurrelmann & D. Ulich (Hrsg.), *Handbuch der Sozialisationsforschung* (S. 215-230). Weinheim: Beltz.
- Ligue Médico-Sociale (2009). *Rapport d'activité 2008*. Luxembourg: Ligue Médico-Sociale.
- Lindner, W. (Hrsg.) (2008). *Kinder- und Jugendarbeit wirkt: Aktuelle und ausgewählte Evaluationsergebnisse der Kinder- und Jugendarbeit* (1. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Lorig, W. H., & Hirsch, M. (Hrsg.) (2008). *Das politische System Luxemburgs: Eine Einführung*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Lück-Filsinger, M. (2006). *Kinder- und Jugendberichterstattung in den Bundesländern*. Saarbrücken: One Vision Design.
- Lüders, C. (2008). Jugendberichterstattung und Jugendforschung in der Bundesrepublik Deutschland. In M. Milmeister & H. Willems (Hrsg.), *Jugendforschung im Dialog. Beiträge der INSIDE-Vortragsreihe 2007 zur Jugendforschung* (S. 39-58). Luxemburg: Universität Luxemburg. (INSIDE-Contexts and Structures of Growing Up).
- Ludwig-Mayerhofer, W. (2005). Arbeitslosigkeit. In M. Abraham & T. Hinz (Hrsg.), *Arbeitsmarktsociologie. Probleme, Theorien, empirische Befunde* (1. Auflage, S. 199-240). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Luhmann, N. (2007). *Politische Planung: Aufsätze zur Soziologie von Politik und Verwaltung*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- MacDonald, R. (Hrsg.) (1997). *Youth, the 'underclass' and social exclusion*. London: Routledge.
- Mack, W. (2008). Bewältigung. In T. Coelen & H.-U. Otto (Hrsg.), *Grundbegriffe Ganztagsbildung. Das Handbuch* (1. Auflage, S. 146-154). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Mackay, J., & Erikson, M. (2002). *The Tobacco Atlas*. Geneva: WHO.
- Maes, L., Vereecken, C., & Johnston, M. (2001). Eating and Dieting. In C. Currie, O. Samsal, W. Boyce, & R. Smith (Hrsg.), *Health Behaviour in School-aged Children. A WHO Cross-National Study (HBSC), Research Protocol for the 2001/2002 Survey. Child and Adolescent Health Research Unit* (S. 39-58). Edinburgh: University of Edinburgh.
- Maier-Raber, U., & Hartwig, C. (2007). *e-Partizipation- "Jugend aktiv"*. Salzburg: ICT & S Center der Universität Salzburg.
- Majerus, M. (2006, 20. März). *Die "Maison Relais pour Enfants": - Instrument der Kinder- und Familienpolitik in Luxemburg*. Beitrag zur Fachkonferenz der ANCE. Luxembourg.
- Manço, A. (2006). *Processus identitaires et intégration: Approche psychosociale des jeunes issus de l'immigration. Compétences interculturelles*. Paris: L'Harmattan.
- Mansel, J. (1998). Zukunftsperspektiven und Wohlbefinden von sozial benachteiligten Jugendlichen. In J. Mansel & K. P. Brinkhoff (Hrsg.), *Armut im Jugendalter. Soziale Ungleichheit, Gettoisierung und die psychosozialen Folgen* (S. 141-157). Weinheim: Juventa.

- Mansel, J., & Brinkhoff, K. P. (Hrsg.) (1998). *Armut im Jugendalter: Soziale Ungleichheit, Gettoisierung und die psychosozialen Folgen*. Weinheim: Juventa.
- Mansel, J., & Hurrelmann, K. (1994). *Alltagsstress bei Jugendlichen: Eine Untersuchung über Lebenschancen, Lebensrisiken und psychosoziale Befindlichkeiten im Statusübergang* (2. Auflage). Weinheim: Juventa.
- Maschke, S., & Stecher, L. (2008). Medien (-Kontextualisierung). In T. Coelen & H.-U. Otto (Hrsg.), *Grundbegriffe Ganztagsbildung. Das Handbuch* (1. Auflage, S. 392-401). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Matheis, J., Prussen, P., & Reuter, P. (1995). *Schüler und Drogen: Eine repräsentative Untersuchung bei den Schülern der 5. Klasse des allgemeinen und technischen Sekundarunterrichts in Luxemburg*. Ausmaße, Zusammenhänge, Vergleiche, Präventionsmaßnahmen. Fentange: IEES.
- Meinhold-Henschel, S. (2007). Räume eröffnen im demokratischen Gemeinsein. In Bertelsmann-Stiftung (Hrsg.), *Kinder- und Jugendbeteiligung in Deutschland. Entwicklungsstand und Handlungsansätze* (S. 9-17). Gütersloh: Bertelsmann-Stiftung.
- Meisch, N. (2009). Die Geschichte der Jugendarbeit. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 735-743). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Meisch, N., & Schroeder, R. (2009). Politique de la jeunesse. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 301-307). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Meisch, P. (1997). *Les drogues 'synthétiques' de type 'Ecstasy' au Grand-Duché de Luxembourg. Analyse de la situation*. Luxembourg: CePT.
- Melzer, W., Heitmeyer, W., Liegle, L., & Zinnecker, J. (Hrsg.) (1991). *Osteuropäische Jugend im Wandel*. Weinheim: Juventa.
- Melzer, W., Bilz, L., & Dümmler, K. (2008). Mobbing und Gewalt in der Schule im Kontext sozialer Ungleichheit. In M. Richter, K. Hurrelmann, A. Klocke, W. Melzer, & U. Ravens-Sieberger (Hrsg.), *Gesundheitsforschung. Gesundheit, Ungleichheit und jugendliche Lebenswelten. Ergebnisse der zweiten internationalen Vergleichsstudie im Auftrag der Weltgesundheitsorganisation WHO* (S. 116-140). Weinheim: Juventa.
- Meuser, M., & Nagel, U. (2010). Experteninterviews - wissenssoziologische Voraussetzungen und methodische Durchführung. In B. Friebertshäuser, A. Langer, & A. Prengel (Hrsg.), *Handbuch qualitative Forschungsmethoden in der Erziehungswissenschaft* (S. 457-472). Weinheim: Juventa.
- Meyer, W. (2004). *Indikatorenentwicklung: Eine praxisorientierte Einführung* (2. Auflage). Saarbrücken: Centrum für Evaluation.
- Meyers, C. (2006). *Le bénévolat associatif des jeunes au Luxembourg*. Luxemburg: Éditions du CESIJE asbl.
- Meyers, C., Heinen, A., Legille, S., & Willems, H. (2009a). *Die Jugend in den Gemeinden Sandweiler und Contern: Abschlussbericht zur Jugendstudie im Rahmen des interkommunalen Jugendgemeindeplanes für die Gemeinden Sandweiler und Contern*. Unveröffentlichtes Dokument. Luxemburg: Universität Luxemburg; CESIJE.
- Meyers, C., Heinen, A., Legille, S., & Willems, H. (2009b). *Die Jugend in den Gemeinden Niederanven und Betzdorf: Abschlussbericht zur Jugendstudie im Rahmen des interkommunalen Jugendgemeindeplanes für die Gemeinden Niederanven und Betzdorf*. Unveröffentlichtes Dokument. Luxemburg: Universität Luxemburg; CESIJE.
- Meyers, C., & Willems, H. (2008). *Die Jugend der Stadt Luxemburg: Das Portrait einer multikulturellen und heterogenen Jugendgeneration, ihrer Wertorientierungen und Freizeitmuster*. Schriften zur Jugendforschung: Vol. 3. Esch-sur-Alzette: Éditions Phi.
- Meyers, P.-H. (2009). Naissance et développement d'un système de sécurisation sociale. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 63-76). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Meyers, R. (2003). *État des lieux des pratiques pédagogiques d'insertion au Luxembourg*. Luxemburg: MENFP.
- Michaud, P.-A., & Akre, C. (2009). Sexualität von Jugendlichen: Entwicklung über die letzten 40 Jahre. In Eidgenössische Kommission für Kinder- und Jugendfragen (EKKJ) (Hrsg.), *Jugendsexualität im Wandel der Zeit. Veränderungen, Einflüsse, Perspektiven* (S. 11-28). Basel: Ritz & Häfliger.

- Mickel, W. (Hrsg.) (1986). *Handlexikon zur Politikwissenschaft*. Ulm: Ehrenwirth.
- Milbrath, L. W., & Goel, M. (1977). *Political Participation: How and Why Do People Get Involved in Politics*. Chicago: Rand McNally.
- Milmeister, M. (2007). Das dreidimensionale Kommunikationsdreieck: Herausforderungen und Chancen der Zusammenarbeit zwischen den Akteuren des Jugendbereichs. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (265), 8-13.
- Milmeister, P., & Willems, H. (2008a). Hilfen für gering qualifizierte Jugendliche zwischen Schule und Berufswelt in Luxemburg. In P. Milmeister & H. Willems (Hrsg.), *Unterstützungsangebote für benachteiligte Jugendliche zwischen Schule und Beruf. Expertisen aus der Schweiz, Deutschland, Luxemburg* (S. 153-205). Luxemburg: Universität Luxemburg. (INSIDE-Contexts and Structures of Growing Up).
- Milmeister, P., & Willems, H. (Hrsg.) (2008b). *Unterstützungsangebote für benachteiligte Jugendliche zwischen Schule und Beruf: Expertisen aus der Schweiz, Deutschland, Luxemburg*. Luxemburg: Universität Luxemburg. (INSIDE-Contexts and Structures of Growing Up).
- Milmeister, M., & Willems, H. (Hrsg.) (2008c). *Jugendforschung im Dialog: Beiträge der INSIDE-Vortragsreihe 2007 zur Jugendforschung*. Luxemburg: Universität Luxemburg. (INSIDE-Contexts and Structures of Growing Up).
- Ministère Classes moyennes, du Tourisme et Logement (MCM) (2009). *Impact du coût du logement sur le budget des ménages selon leur niveau de vie en 1996 et en 2006* (La note de l'Observatoire de l'Habitat n° 11). Luxemburg: MCM.
- Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la recherche (MCESR) (2008). *Les aides financières 2006-2007*. Luxemburg: MCESR.
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI) (2005). *Rapport National sur la Participation des Jeunes au Luxembourg: Actions réalisées et mises en oeuvre entre 2003 et fin 2005*. Luxemburg: MFI.
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI) (2008a). *Manuel sur l'assurance et le contrôle de la qualité dans les maisons de jeunes au Luxembourg*. Luxemburg: MFI.
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI) (2008b). *Coopérations européennes dans le domaine de la jeunesse: Rapport à l'intention de la Commission Européenne*. Luxemburg: MFI.
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI) (2009a). *Rapport d'activité 2008*. Luxemburg: MFI.
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI) (2009b). *Division IV - Enfance et Famille: Conciliation vie familiale et vie professionnelle*. document non publié. Luxemburg: MFI.
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI), & Service National de la Jeunesse (SNJ) (2004). *Jeunesse et société: Deuxièmes lignes directrices pour la politique de la jeunesse*. Luxemburg: SNJ; MFI.
- Ministère de la Jeunesse (1996). *Pour les Jeunes, avec les Jeunes. Lignes Directrices pour la Politique des la Jeunesse*. Luxemburg: Ministère de la Jeunesse.
- Ministère de la Justice (MJ) (2009). *Conférence de Presse du Ministre de la Justice François Biltgen: Double nationalité. Bilan des dix premiers mois*. Luxemburg: MJ.
- Ministère de la Santé (2003). *Statistiques des causes de décès pour l'année 2002*. Luxemburg: Ministère de la Santé.
- Ministère de la Santé (2004). *Statistiques des causes de décès pour l'année 2003*. Luxemburg: Ministère de la Santé.
- Ministère de la Santé (2005a). *Statistiques des causes de décès pour l'année 2004*. Luxemburg: Ministère de la Santé.
- Ministère de la Santé (2005b). *Carte sanitaire. 4^e édition 1998-2005*. Luxemburg: Ministère de la Santé.
- Ministère de la Santé (2006). *Statistiques des causes de décès pour l'année 2005*. Luxemburg: Ministère de la Santé.
- Ministère de la Santé (2009). *Statistiques des causes de décès pour l'année 2006*. Luxemburg: Ministère de la Santé.
- Ministère de la Sécurité Sociale (2008). *Rapport général sur la sécurité sociale au Grand-Duché de Luxembourg 2007*. Luxemburg: Ministère de la Sécurité Sociale.
- Ministère de la Sécurité Sociale (2009). *Droit de la sécurité sociale: Luxembourg*. Luxemburg: Ministère de la Sécurité Sociale.
- Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) (Hrsg.) (2007a). *L'Éducation au Luxembourg*. Luxemburg: MENFP.
- Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) (Hrsg.) (2007b). *Projet pilote cycle inférieur PROCI 2003-2007: Rapport d'évaluation mars 2007*. Luxemburg: MENFP.

- Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) (2007c). *Réforme de la Formation professionnelle: Guide méthodologique*. Luxembourg: MENFP.
- Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) (2009). *Rapport d'activité 2008*. Luxembourg: MENFP.
- Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) (Hrsg.) (2010a). *L'Éducation au Luxembourg 2009*. Luxembourg: MENFP.
- Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) (2010b). *Rapport d'activité 2009*. Luxembourg: MENFP.
- Ministère des affaires étrangères et de l'immigration (MAE) (2009). *Rapport d'activité 2008*. Luxembourg: MAE.
- Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement (MCM) (2009). *Rapport d'activité 2008: Observatoire de l'Habitat*. Luxembourg: MCM.
- Ministère des Transports (2001). *Rapport d'activité 2000*. Luxembourg: Ministère des Transports.
- Ministère des Transports (2009). *Rapport d'activité 2008*. Luxembourg: Ministère des Transports.
- Ministère du Travail et de l'Emploi (2007). *Contribution du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg au LIVRE VERT: Moderniser le droit du travail pour relever les défis du XXI^e siècle*. Luxembourg: Ministère du Travail et de l'Emploi.
- Ministerium für Erziehung und Berufsausbildung, & Universität Luxemburg (Hrsg.) (2007). *PISA 2006: Nationaler Bericht Luxemburg*. Luxembourg: MENFP; Universität Luxemburg.
- Moore, C., & Longhurst, K. (2005). *EUYOUPART: WP 8/D15 National Report: United Kingdom*. Birmingham: University of Birmingham.
- National Focal Point of the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC) (o.J.). *National Analytical Study on Racist Violence and Crime: RAXEN Focal Point for LUXEMBOURG*. o.A.: EUMC.
- Nauck, B. (2009). Binationale Paare. In K. Lenz & F. Nestmann (Hrsg.), *Handbuch persönliche Beziehungen* (S. 695-714). Weinheim: Juventa.
- Nick, P. (2003). *Ohne Angst verschieden sein: Differenzenerfahrungen und Identitätskonstruktionen in der multikulturellen Gesellschaft*. Frankfurt am Main: Campus.
- Nick, P. (2005). *Kinder- und Jugendliche mit nichtdeutscher Staatsangehörigkeit und/oder familiärem Migrationshintergrund in der Jugendverbandsarbeit in Deutschland: Überblick über den Forschungs- und Diskussionsstand*. München: DJI.
- Nicolay, L. (2009). *IPSM-adhs: Individual-Psychologisches Selbstmanagement bei Personen mit ADHS*. Vortrag. Bertrange.
- Niedermayer, O. (2006). Jugend und Parteien. In E. Roller, F. Bretschneider, & J. W. v. Deth (Hrsg.), *Jugend und Politik: "Voll normal!"*. Der Beitrag der politischen Soziologie zur Jugendforschung (S. 269-289). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Noll, H.-H. (1999). Subjektive Schichteinstufung. Aktuelle Befunde zu einer traditionellen Frage. In W. Glatzer & I. Ostner (Hrsg.), *Gegenwartskunde Sonderband: Vol. 11. Deutschland im Wandel. Sozialstrukturelle Analysen; gewidmet Bernhard Schäfers zum 60. Geburtstag* (S. 147-162). Opladen: Leske & Budrich.
- Noll, H.-H. (2003). Sozialindikatorenforschung und Sozialberichterstattung: Ziele Ergebnisse und aktuelle Entwicklungen. In B. Orth, T. Schwietring, & J. Weiß (Hrsg.), *Handbücher. Soziologische Forschung: Stand und Perspektiven* (S. 449-466). Opladen: Leske & Budrich.
- Oerter, R., & Dreher, E. (2008). Jugendalter. In R. Oerter & L. Montada (Hrsg.), *Entwicklungspsychologie* (6. Auflage, S. 271-332). Weinheim: Beltz.
- Oerter, R., & Montada, L. (Hrsg.) (2008). *Entwicklungspsychologie* (6. Auflage). Weinheim: Beltz.
- Office de Statistique (1938). *Résultats du recensement de la population du 31 décembre 1935: Tome I. Publications de l'Office de Statistique: Fascicule 69*. Luxembourg: Office de Statistique.
- Ogris, G., & Westphal, S. (2006). Politisches Verhalten Jugendlicher in Europa. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (47/2006), 7-17.
- Olschewski, M. (2003). *Die Messung von Arbeitslosigkeit im internationalen Vergleich*. Berlin: Freie Universität Berlin.
- Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) (2008). *Rapport 2008 au Gouvernement et à la Chambre des députés*. Luxembourg: ORK.

- Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) (2009). *Rapport 2009 au Gouvernement et à la Chambre des députés*. Luxembourg: ORK.
- Ong, A. (2005). *Flexible Staatsbürgerschaften: Die kulturelle Logik von Transnationalität*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Opaschowski, H. W. (2007). *Das Moses-Prinzip: Die 10 Gebote des 21. Jahrhunderts* (4. Auflage). Gütersloh: Gütersloher Verl.-Haus.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) (Hrsg.) (2008a). *Education at a glance 2008: OECD indicators*. Paris: OECD.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) (2008b). *Growing unequal?: Income distribution and poverty in OECD countries*. Paris: OECD.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) (Hrsg.) (2009a). *Education at a glance 2009: OECD indicators*. Paris: OECD.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) (2009b). *International Migration Outlook: SOPEMI 2009*. Paris: OECD.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) (Hrsg.) (1999). *Classifying educational programmes: Manual for ISCED-97 implementation in OECD countries*. Paris: OECD.
- Origer, A. (2008). *L'état du phénomène de la drogue au Grand-Duché de Luxembourg: Edition 2008*. Luxembourg: CRP-Santé; Point Focal Luxembourgeois de l'O.E.D.T.
- Origer, A. (2009). *L'état du phénomène de la drogue au Grand-Duché de Luxembourg: Edition 2009*. Luxembourg: CRP-Santé; Point Focal Luxembourgeois de l'O.E.D.T.
- Origer, A., & Removille, N. (2007). *Prévalence et propagation des hépatites virales A, B, C et du HIV au sein de la population d'usagers problématiques de drogues d'acquisition illicite. Dépistage, vaccination HAV et HBV, orientation et réduction des risques et dommages*. Luxembourg: CRP-Santé; Point Focal Luxembourgeois de l'O.E.D.T.
- Orth, B., Schwietring, T., & Weiß, J. (Hrsg.) (2003). *Handbücher. Soziologische Forschung: Stand und Perspektiven*. Opladen: Leske & Budrich.
- Otten, H., & Lauritzen, P. (Hrsg.) (2004). *Schriften des Instituts für Angewandte Kommunikationsforschung: Vol. 6. Jugendarbeit und Jugendpolitik in Europa* (1. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Otten, H., & Wirtgen, G. (2001). *Rapport national sur la jeunesse au Luxembourg*. Luxembourg: CESIJE; MFI.
- Otto, H.-U., & Rauschenbach, T. (Hrsg.) (2004). *Die andere Seite der Bildung: Zum Verhältnis von formellen und informellen Bildungsprozessen* (1. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Overwien, B. (2008). Informelles Lernen. In T. Coelen & H.-U. Otto (Hrsg.), *Grundbegriffe Ganztagsbildung. Das Handbuch* (1. Auflage, S. 128-136). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Oxacelay, A. (2007). Und man sieht nur die im Lichte, die im Dunkeln sieht man nicht...: Interview mit Alexandra Oxacelay von der Stëmm vun der Strooss über das Leben abseits der Gesellschaft. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (263), 39-42.
- Palentien, C., & Hurrelmann, K. (Hrsg.) (1998). *Jugend, Erziehung, Gesellschaft. Jugend und Politik: Ein Handbuch für Forschung, Lehre und Praxis* (2. Auflage). Neuwied: Luchterhand.
- Pamukçu, T. (2005). *Étude de l'impact du salaire social minimum sur l'emploi et les salaires au Luxembourg: Perspectives de politique économique: n°2*. Luxembourg: Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.
- Park, R. E. (1950a). Our Racial Frontier on the Pacific. In R. E. Park (Hrsg.), *The collected papers of Robert Ezra Park: Vol.1. Race and culture. Essays in the Sociology of Contemporary Man* (S. 138-155). Glenoce (Illinois): unknown.
- Park, R. E. (Hrsg.) (1950b). *The collected papers of Robert Ezra Park: Vol.1. Race and culture: Essays in the Sociology of Contemporary Man*. Glenoce (Illinois): unknown.
- Pate, P. R., Pratt, M., Blair, S. N., Haskell, W. L., Macera C. A., Bouchard, C., et al. (1995). Physical activity and public health: A recommendation from the Center for Disease Control and Prevention and the American College of Sports Medicine. *Journal of American Medical Association*, (273), 402-407.
- Paugam, S. (Hrsg.) (1996). *Textes à l'appui. L'exclusion, l'état des savoirs*. Paris: la Découverte.
- Paugam, S. (2000). *Le salarié de la précarité*. Paris: Presses universitaires de France.
- Paugam, S. (2005). *Les formes élémentaires de la pauvreté* (2. Auflage). *Le lien social*. Paris: Presses universitaires de

- France.
- Paugam, S. (2009). *La disqualification sociale: Essai sur la nouvelle pauvreté*. Quadrige (Presses universitaires de France). Paris: Presses universitaires de France.
- Peltier, F., Langers, J., Schockmel, M., Thill, G., & Weber, G. (2009). La mortalité au début du 21ème siècle au Luxembourg. In STATEC (Hrsg.), *Bulletin du STATEC* (S. 285-324). Luxembourg: STATEC.
- Perl, D., & Heese, A. (2008). Mehr als nur ein schöner Urlaub: Langzeitwirkungen von internationalen Jugendbegegnungen auf die Persönlichkeitsentwicklung der TeilnehmerInnen. In W. Lindner (Hrsg.), *Kinder- und Jugendarbeit wirkt. Aktuelle und ausgewählte Evaluationsergebnisse der Kinder- und Jugendarbeit* (1. Auflage, S. 67-79). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Perrig-Chiello, P., Höpflinger, F., & Suter, C. (2008). *Generationen - Strukturen und Beziehungen: Generationenbericht Schweiz*. Zürich: Seismo.
- Petry, P., & Henschen, M. (2004). Gewalt: ein Jugendproblem?: Ergebnisse einer Jugendbefragung. In G. Steffgen & N. Ewen (Hrsg.), *Gewalt an Luxemburger Schulen. Stand der Forschung* (S. 103-130). Luxemburg: Imprimerie Saint-Paul.
- Pfeiffer, C., Wetzels, P., & Enzmann, D. (1999). *Innerfamiliäre Gewalt gegen Kinder und Jugendliche und ihre Auswirkungen* (Forschungsberichte Nr. 80). Hannover: KFN.
- Pielke, R. A. (2007). *The honest broker: Making sense of science in policy and politics*. Cambridge New York: Cambridge University Press.
- Planning Familial (o.J.). *Rapport d'activité 2008*. Luxembourg: Planning Familial.
- Plener, P. L. (2009, 16. Juni). *Selbstverletzendes Verhalten und Suizidalität im Kindes- und Jugendalter*. Vortrag. Ulm.
- Point Focal O.E.D.T. (2009). *Bulletin Statistique RELIS: Edition 2009*. Luxembourg: CRP-Santé.
- Poirier, P. (2007). L'Union européenne en question: Les mouvements opposés à la méthode communautaire de 1979 à 2004. In M. Bitsch, W. Loth, & C. Barthel (Hrsg.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*. (S. 301-322). Bruxelles: Éditions Bruylant.
- Poirier, P., Dumont, P., & Fehlen, F. (2008). Parteiensystem, politische Parteien und Wahlen. In M. Hirsch & W. H. Lorig (Hrsg.), *Das politische System Luxemburgs* (S. 155-189). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Police Grand-Ducale (o.J.). *LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2003*. Luxembourg: Police Grand-Ducale.
- Police Grand-Ducale (o.J.). *LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2004*. Luxembourg: Police Grand-Ducale.
- Police Grand-Ducale (o.J.). *LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2005*. Luxembourg: Police Grand-Ducale.
- Police Grand-Ducale (o.J.). *LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2006*. Luxembourg: Police Grand-Ducale.
- Police Grand-Ducale (o.J.). *LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2007*. Luxembourg: Police Grand-Ducale.
- Police Grand-Ducale (o.J.). *LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2008*. Luxembourg: Police Grand-Ducale.
- Police Grand-Ducale (2003, 19 novembre). *La police face à la délinquance juvénile*. Conférence de presse. Luxembourg.
- Police Grand-Ducale (2007, 27 mars). *Statistiques policières 2006: Délinquance stable, le Luxembourg toujours épargné par la criminalité grave!* Communiqué. Luxembourg.
- Presse- und Informationsamt der Luxemburger Regierung (Hrsg.) (2009). *Die luxemburgische Staatsbürgerschaft: Gesetz vom 23. Oktober 2008*. Luxemburg: Imprimerie Centrale.
- Pries, L. (2005). *Zwischen den Welten und Zuschreibung: Neue Formen und Herausforderungen der Arbeitsmigration im 21. Jahrhundert*. Essen: Klartext.
- Pries, L. (2007). *Die Transnationalisierung der sozialen Welt: Sozialräume jenseits von Nationalgesellschaften*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Prost-Heinisch, M. P. (2008). *Tabagisme au Luxembourg: Bilan 2007*. Luxembourg: Fondation luxembourgeoise contre le cancer.
- Prost-Heinisch, M.-P. (2009a). La Situation du Tabagisme au Luxembourg. *Info Cancer*, (56), 3-11.
- Prost-Heinisch, M.-P. (2009b). *Tabagisme au Luxembourg: Bilan 2008 et évolution 2001-2008*. Conférence. Luxembourg.
- Quintini, G., Martin, J. P., & Martin, S. (2007). *The Changing Nature of the School-to-Work Transition Process in OECD Countries* (n° 2582). Bonn: IZA Forschungsinstitut zur Zukunft der Arbeit.

- Qvortrup, J., Corsaro, W. A., & Honig, M.-S. (2009). *The Palgrave handbook of childhood studies*. Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan.
- Rafalski, N. (2008, April 23). "Wir wollen keine Gewalt": Jugendliche rufen zu einem "Marsch des Friedens" am Freitag, den 25. April, auf. *Luxemburger Wort*, 33.
- Raithel, J. (Hrsg.) (2001). *Risikoverhaltensweisen Jugendlicher: Formen Erklärungen und Prävention*. Opladen: Leske & Budrich.
- Ramus, E. (2008, April 28). Solidaritätsmarsch in Esch/Alzette: Ein Zeichen. *Luxemburger Wort*, 26.
- Rat der Europäischen Union (2006). *Entschließung des Rates und der im Rat vereinigten Vertreter der Regierungen der Mitgliedstaaten über die Anerkennung des Wertes von nicht formalen und informellen Lernerfahrungen im europäischen Jugendbereich: (2006/C 168/01)*. Luxemburg: Amtsblatt der Europäischen Union.
- Rauschenbach, T. (2005). *Regierungsberichte - eine riskante Chance?: Kinder-, Jugend- und Familienberichte zwischen gesetzlichem Auftrag und politischer Gestaltungschance*. Vortrag. DJI-Online: Thema 03/05: Ein heikles Geschäft: Sozialwissenschaften zwischen Forschung und Politik. München.
- Rauschenbach, T. (2009). *Zukunftschance Bildung: Familie, Jugendhilfe und Schule in neuer Allianz*. Weinheim: Juventa.
- Rauschenbach, T., Leu, H.-R., Lingenauber, S., Mack, W., Schilling, M., Schneider, K., et al. (2004). *Non-formale und informelle Bildung im Kindes- und Jugendalter: Konzeptionelle Grundlagen für einen nationalen Bildungsbericht (Bildungsreform Band 6)*. Berlin: Bundesministerium für Bildung und Forschung.
- Rauschenbach, T., & Otto, H.-U. (2004). Die neue Bildungsdebatte: Chance und Risiko für Kinder- und Jugendhilfe? In H.-U. Otto & T. Rauschenbach (Hrsg.), *Die andere Seite der Bildung. Zum Verhältnis von formellen und informellen Bildungsprozessen* (1. Auflage, S. 9-32). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Ravens-Sieberer, U., Thomas, C., & Erhart, M. (2003). Körperliche, psychische und soziale Gesundheit von Jugendlichen. In K. Hurrelmann, A. Klocke, W. Melzer, & U. Ravens-Sieberer (Hrsg.), *Jugendgesundheitsurvey. Internationale Vergleichsstudie im Auftrag der Weltgesundheitsorganisation WHO* (S. 19-98). Weinheim: Juventa.
- Ravens-Sieberer, U., & Erhart, M. (2008). Die Beziehung zwischen sozialer Ungleichheit und Gesundheit im Kindes- und Jugendalter. In M. Richter, K. Hurrelmann, A. Klocke, W. Melzer, & U. Ravens-Sieberer (Hrsg.), *Gesundheitsforschung. Gesundheit, Ungleichheit und jugendliche Lebenswelten. Ergebnisse der zweiten internationalen Vergleichsstudie im Auftrag der Weltgesundheitsorganisation WHO* (S. 38-62). Weinheim: Juventa.
- Reinders, H. (2009). Integrationsbereitschaft jugendlicher Migranten - Vexierbilder und empirische Befunde. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (5/2009), 19-23.
- Reinstadler, A. (2007). Le risque de pauvreté se transmet-il entre génération? *Vivre au Luxembourg. Chroniques de l'enquête PSELL-3/2004*, (31), 1-2.
- Reinstadler, A., Hausman, P., & Ray, J.-C. (2007). *L'intégration sur le marché du travail: analyse des trois ans suivant le début du premier emploi. Cas des résidents d'âge actif en 2004, ayant débuté leur carrière professionnelle au Luxembourg: Cahier PSELL n°159*. Differdange: CEPS/INSTEAD.
- Richter, H., & Coelen, T. (Hrsg.) (1997). *Jugendberichterstattung: Politik, Forschung, Praxis*. Weinheim: Juventa.
- Richter, M. (2005). *Gesundheit und Gesundheitsverhalten im Jugendalter: Der Einfluss sozialer Ungleichheit* (1. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Richter, M., Hurrelmann, K., Klocke, A., Melzer, W., & Ravens-Sieberer, U. (Hrsg.) (2008). *Gesundheitsforschung. Gesundheit, Ungleichheit und jugendliche Lebenswelten: Ergebnisse der zweiten internationalen Vergleichsstudie im Auftrag der Weltgesundheitsorganisation WHO*. Weinheim: Juventa.
- Ries, J. (2010). *Regards sur les profils des demandeurs d'emploi et la crise économique: Regards 2-2010*. Luxembourg: STATEC.
- Rigby, M., & Köhler, L. (2002). *Child Health Indicators of Life and Development (CHILD): Report to the European Commission*. o. A.: European Commission.
- Rio Group (2006). *Compendium of best practices in poverty measurement*. Rio de Janeiro: Rio Group.
- Robert Koch-Institut (Hrsg.) (2008). *Erkennen-Bewerten-Handeln: Zur Gesundheit von Kindern und Jugendlichen in Deutschland*. Berlin: Oktoberdruck AG.

- Rolland-Portal, I., Wagener, Y., Mossong, J., & Hansen-Koenig, D. (2003). *Mortalité des enfants, adolescents et jeunes adultes au Luxembourg de 1968 à 1997*. Luxembourg: Direction de la Santé & CRESIS - CRP Santé.
- Roller, E., Brettschneider, F., & Deth, J. W. v. (Hrsg.) (2006). *Jugend und Politik: "Voll normal!": Der Beitrag der politischen Soziologie zur Jugendforschung*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Rössler, W., & Koch, U. (o. J.). *PSYCHIATRIE LUXEMBURG Planungsstudie 2005: Bestandeserhebung und Empfehlungen*. o. A.: Universität Zürich - Psychiatrische Universitätsklinik.
- Rost, D. H. (Hrsg.) (1998). *Handwörterbuch pädagogische Psychologie*. Weinheim: Beltz.
- Rost, D. H. (Hrsg.) (2001). *Schlüsselbegriffe. Handwörterbuch Pädagogische Psychologie* (2. Auflage). Weinheim: Beltz.
- Roth, H. (2009). Lebenssituation und politische Positionierung von Jugendlichen mit Migrationshintergrund - einige Thesen. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (5/2009), 31-33.
- Roth, R., & Olk, T. (2006). "Ihr nennt uns die Zukunft - wir sind aber auch die Gegenwart": Begründungen für eine verstärkte Partizipation von Kindern und Jugendlichen. Vorabdruck zum Forum "Kindheit und Jugend". Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.
- Roth, R., & Olk, T. (2007a). *Mehr Partizipation wagen: Argumente für eine verstärkte Beteiligung von Kindern und Jugendlichen; [mit Handlungsempfehlungen für Kommunen]* (2. Auflage). Gütersloh: Bertelsmann-Stiftung.
- Roth, R., & Olk, T. (2007b). Vereine als bürgerschaftliche Lernorte. In Bertelsmann-Stiftung (Hrsg.), *Kinder- und Jugendbeteiligung in Deutschland. Entwicklungsstand und Handlungsansätze*. Gütersloh: Bertelsmann-Stiftung.
- Rotink, G. (2010). Arme Kinder in Luxemburg?: Kinderarmutsquote, Lebenslagen von Kindern und sozialpolitische Auswege. In D. Schronen & R. Urbé (Hrsg.), *Sozialalmanach 2010. Schwerpunkt: Aus der Krise in die Armut?* (S. 131-143). Luxemburg: Caritas Luxemburg.
- Rütten, A., Abel, T., Kannas, L., Lengerke, T. v., Lüschen, G., Rodriguez Dias, J., et al. (2001). Self-reported Physical Activity, Public Health, and Perceived Environment: Results from a Comparative European Study. *Journal of Epidemiology and Community Health*, 55 (2), 139-146.
- Sachverständigenkommission Zwölfter Kinder- und Jugendbericht (Hrsg.) (2005). *Materialien zum Zwölften Kinder- und Jugendbericht: Band 3. Kompetenzerwerb von Kindern und Jugendlichen im Schulalter*. München: DJI.
- Saffran, A., & Diderich, G. (2005). *Youth information and media*. Luxembourg: CIJ.
- Salewski, C. (2004). *Chronisch kranke Jugendliche: Belastung, Bewältigung und psychosoziale Hilfen*. München: Reinhardt.
- Schäfer, G. (2009). *Europa in Zahlen: Eurostat Jahrbuch 2009. Statistische Bücher*. Luxemburg: Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften.
- Schaub, H., & Zenke, K. G. (1999). *Wörterbuch Pädagogik* (3. Auflage). München: Deutscher Taschenbuch Verlag.
- Schenk, M. (2003). *Sozialberichterstattung für die Gemeinde Esch: Soziale Infrastruktur und Lebensqualität in Esch aus der Sicht von Bürgern in sozial benachteiligten Lebenslagen*. o. A.: Foreg.
- Schlack, R., Hölling, H., Kurth, B. M., & Huss, M. (2007). Die Prävalenz der Aufmerksamkeitsdefizit/Hyperaktivitätsstörung (ADHS) bei Kindern und Jugendlichen in Deutschland: Erste Ergebnisse aus dem Kinder- und Jugendgesundheitsurvey (KIGGS). *Bundesgesundheitsblatt - Gesundheitsforschung - Gesundheitsschutz*, 50 (5-6), 827-835.
- Schlack R. & Hölling, H. (2007). Gewalterfahrungen von Kindern und Jugendlichen im subjektiven Selbstbericht: Erste Ergebnisse aus dem Kinder- und Jugendgesundheitsurvey (KiGGS). *Bundesgesundheitsblatt - Gesundheitsforschung - Gesundheitsschutz*, 50 (5/6), 819-826.
- Schlaud, M. (2009). Armut gefährdet die Gesundheit. *DJI Bulletin* 87, 7-9.
- Schmidt, G. (2004). *Das neue DER DIE DAS: Über die Modernisierung des Sexuellen*. Giessen: Psychosozial-Verlag.
- Schmidt, R. (2002). Schülerpartizipation im Schulleben und Unterricht. In H.-H. Krüger, S. Reinhardt, C. Kötters-König, N. Pfaff, R. Schmidt, A. Krappidel, et al. (Hrsg.), *Jugend und Demokratie - Politische Bildung auf dem Prüfstand. Eine quantitative und qualitative Studie aus Sachsen-Anhalt* (S. 103-114). Opladen: Leske & Budrich.
- Schneewind, K. A. (2000). *Familienpsychologie im Aufwind: Brückenschläge zwischen Forschung und Praxis*. Göttingen: Hogrefe.

- Schneewind, K. A. (2008). Sozialisation und Erziehung im Kontext der Familie. In R. Oerter & L. Montada (Hrsg.), *Entwicklungspsychologie* (6. Auflage, S. 117-145). Weinheim: Beltz.
- Schneider, H. (1995). Politische Partizipation. In U. Hoffmann-Lange (Hrsg.), *DJI-Jugendsurvey: Vol. 1. Jugend und Demokratie in Deutschland* (S. 275-335). Opladen: Leske & Budrich.
- Schneider, H., & Fatke, R. (2007). Stärkung der kommunalen Beteiligung von Kindern und Jugendlichen. In Bertelsmann-Stiftung (Hrsg.), *Kinder- und Jugendbeteiligung in Deutschland. Entwicklungsstand und Handlungsansätze* (S. 131-142). Gütersloh: Bertelsmann-Stiftung.
- Schneider, K. (2007, 08. Februar). Armut ist nicht naturgegeben. *Luxemburger Wort*, 13.
- Schneider, K. (2008a). Geschichte und Handlungsfelder der Jugendberufshilfe in Luxemburg. In K. Schneider (Hrsg.), *Bildung und Qualifizierung jugendlicher Arbeitsloser. Theorie und Praxis der Jugendberufshilfe* (S. 62-74). Luxemburg-Schläifmillen: Inter-Actions.
- Schneider, K. (Hrsg.) (2008b). *Bildung und Qualifizierung jugendlicher Arbeitsloser: Theorie und Praxis der Jugendberufshilfe*. Luxemburg-Schläifmillen: Inter-Actions.
- Schneider, K. (2009). Geschichte, Rahmenbedingungen und Institutionen der Jugendberufshilfe. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 393-350). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Schneider, M., & Willems, H. (2009). Youth Participation, globalisation and democracy. *coyote Youth Partnership*, (14), 39-42.
- Schröder, A. (2008). Zum aktuellen Selbstverständnis politischer Jugendbildung. *Deutsche Jugend. Zeitschrift für die Jugendarbeit*, 56 (7-8), 316-324.
- Schröder, R. (1995). *Kinder reden mit! Beteiligung an Politik, Stadtplanung und Stadtgestaltung*. Weinheim: Beltz.
- Schroedter, J. H., & Kalter, F. (2008). Binationale Ehen in Deutschland: Trends und Mechanismen der sozialen Assimilation. In F. Kalter (Hrsg.), *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie: Sonderheft: Vol. 48. Migration und Integration* (S. 351-379). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Schronen, D., & Urbé, R. (Hrsg.) (2008). *Sozialalmanach 2008: Kinderarmut und Bildung*. Luxemburg: Caritas Luxemburg.
- Schronen, D., & Urbé, R. (Hrsg.) (2010). *Sozialalmanach 2010: Schwerpunkt: Aus der Krise in die Armut?* Luxemburg: Caritas Luxemburg.
- Schubert, I., & Horch, K. (2004). *Gesundheit von Kindern und Jugendlichen. Schwerpunktbericht der Gesundheitsberichterstattung des Bundes*. Berlin: Robert Koch-Institut.
- Schuler, H. (Hrsg.) (2007). *Lehrbuch Organisationspsychologie* (4. Auflage). Bern: Hans Huber.
- Schultheis, F., Perrig-Chiello, P., & Egger, S. (Hrsg.) (2008). *Kindheit und Jugend in der Schweiz* (1. Auflage). Weinheim: Beltz.
- Schulz, W., Fraillon, J., Ainley, J., Losito, B., & Kerr, D. (2008). *International Civic and Citizenship Education Study: Assessment Framework*. Amsterdam: IEA.
- Schumacher, D. (2007, 18. April). Wer hat Angst vor dem portugiesischen Bürgermeister? *Luxemburger Wort*.
- Scuto, D. (2008). Historiographie de l'immigration au Luxembourg. *Hémecht: Zeitschrift für Luxemburger Geschichte*, 60(3/4), 391-413.
- Scuto, D. (2009). Migrationspolitik: Entwicklung und gegenwärtige Gestalt. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 343-350). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Semmer, N., & Udriș, I. (2007). Bedeutung und Wirkung von Arbeit. In H. Schuler (Hrsg.), *Lehrbuch Organisationspsychologie* (4. Auflage, S. 157-195). Bern: Hans Huber.
- Sen, A. (2007). *Ökonomie für den Menschen*. München: Deutscher Taschenbuch Verlag.
- Service de Coordination de la Recherche de l'Innovation Pédagogique et Technologiques (SCRIPT) (2009). *Plan de réussite scolaire: Informationsleitfaden*. Luxemburg: SCRIPT.
- Service Information et Presse du Gouvernement Luxembourgeois (Autor) (2008, 20. Oktober). *Interview Marie-Josée Jacobs au sujet de la pauvreté au Luxembourg* [Radiosendung]. RTL Radio Lëtzebuerg.

- Service National d'Action Sociale (SNAS) (2009). *Rapport d'activité 2008*. Luxembourg: SNAS.
- Service National de la Jeunesse (SNJ) (2007). *Les formations pour aide-animateurs et animateurs au Luxembourg*. Luxembourg: SNJ.
- Service National de la Jeunesse (SNJ) (2008). *Service National de la Jeunesse: Rapport Annuel 2008*. Luxembourg: MFI.
- Service National de la Jeunesse (SNJ) (2009). *Service volontaire d'orientation*. Luxembourg: SNJ.
- SeSoPi Centre Intercommunautaire asbl & Service National de la Jeunesse (SNJ) (2004). *Bouger pour faire bouger: Brochure pédagogique de sensibilisation des jeunes et des ressortissants étrangers à la participation sociale, politique et électorale*. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul.
- Shelder, J., & Block, J. (1990). Adolescent drug use and psychological health: A longitudinal inquiry. *American Psychologist*, (45), 612-630.
- Shell Deutschland Holding (Hrsg.) (2006). *Jugend 2006. Eine pragmatische Generation unter Druck (15. Shell Jugendstudie)*. Frankfurt am Main: Fischer.
- Sielert, U. (2001). *Generation Sex?: Jugend zwischen Romantik, Rotlicht und Hardcore-Porno*. Berlin: Tilsner.
- Sigus, V. (1998). Jugendsexualität: Veränderungen in den letzten Jahrzehnten. *Deutsches Ärzteblatt*, 95 (20), 1240-1243.
- Smith, M. P., & Favell, A. (2006). *The human face of global mobility: International highly skilled migration in Europe, North America and the Asia-Pacific. Comparative urban and community research: Vol. 8*. New Brunswick: Transaction Publishers.
- Social Protection Committee (2001). *Report on Indicators in the field of poverty and social exclusion*. o.A.: European Commission.
- Soisson, R. (2003). "Theoriefeindlicher Pragmatismus". oder Über die Schwierigkeiten und die Notwendigkeit einer Theoriediskussion in Luxemburg. In H.-G. Homfeldt & K. Brandhorst (Hrsg.), *Hilfe-, Schutz- und Kontrollorientierung in der Erziehungshilfe. Soziale Arbeit in einem grenzenüberschreitenden Raum* (Arbeitspapier I -03, S. 33-44). Trier: Zentrum für sozialpädagogische Forschung, Universität Trier.
- Spannring, R., Ogris, G., & Gaiser, W. (Hrsg.) (2008). *Youth and political participation in Europe: Results of comparative study EUYOPART*. Leverkusen: Verlag Barbara Budrich.
- Staemmler, D. (2006). *Lernstile und interaktive Lernprogramme: Kognitive Komponenten des Lernerfolges in virtuellen Lernumgebungen*. Wiesbaden: Deutscher Universitätsverlag.
- Stange, W. (o.J.). *Was ist Partizipation?: Definitionen - Systematisierungen*. Baustein A 1.1. o.A.: Deutsches Kinderhilfswerk.
- Stange, W., & Tiemann, D. (1999). Alltagsdemokratie und Partizipation: Kinder vertreten ihre Interessen in der Kindertagesstätte, Schule, Jugendarbeit und Kommune. In H.-J. Glinka (Hrsg.), *Materialien zum Zehnten Kinder- und Jugendbericht: Bd. 3. Kulturelle und politische Partizipation von Kindern. Interessenvertretung und Kulturarbeit für und durch Kinder* (S. 211-231). München: DJI.
- STATEC (1994). *Recensement de la population au 1er mars 1991: Principaux résultats*. Luxembourg: STATEC.
- STATEC (Hrsg.) (2007). *Bulletin du STATEC*. Luxembourg: STATEC.
- STATEC (Hrsg.) (2008). *Bulletin du STATEC*. Luxembourg: STATEC.
- STATEC (Hrsg.) (2009). *Bulletin du STATEC*. Luxembourg: STATEC.
- STATEC (2010a). *Conjoncture Flash: Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture luxembourgeoise*. Luxembourg: STATEC.
- STATEC (2010b). *Indicateurs rapides*. Luxembourg: STATEC.
- Stauber, B. (2007). Motivation in transition. *Young. Nordic Journal of Youth Research*, 15 (1), 31-47.
- Steffgen, G. (2004). Gewalt an Schulen: Zum Einfluss der Schule. In G. Steffgen & N. Ewen (Hrsg.), *Gewalt an Luxemburger Schulen. Stand der Forschung* (S. 13-30). Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul.
- Steffgen, G. (2005). Gewalt - ein Problem an Luxemburger Schulen? *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (245), 24-27.
- Steffgen, G. (2009). Comportement déviant et violence dans les établissements scolaires du Luxembourg. *International Journal of violence and school*, (10), 56-74.

- Steffgen, G. (2010). *Aktuelle Befunde zur Gewalt und Gewaltprävention an Luxemburger Schulen (im Erscheinen)*. Luxemburg: Universität Luxemburg.
- Steffgen, G., & Ewen, N. (Hrsg.) (2004). *Gewalt an Luxemburger Schulen: Stand der Forschung*. Luxemburg: Imprimerie Saint-Paul.
- Steffgen, G., & Ewen, N. (2005). Schulbezogene Gewaltforschung in Luxemburg. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (245), 45-47.
- Steffgen, G., Knell, G., & Wimpfheimer, J. (2007). *Evaluation der Kampagne "All verschidden, all d'selwecht": Eine Untersuchung zur Wirklichkeit und Nachhaltigkeit des Programms "OFF"*. Luxemburg: Universität Luxemburg.
- Steffgen, G., König, A., & Pfetsch, J. (2009). *Cyberbullying - zur Wirkung spezifischer Interventionsmaßnahmen: Befunde einer wissenschaftlichen Begleitstudie*. Luxemburg: Universität Luxemburg.
- Steffgen, G., Schneider, M., & Willems, H. (2009). Schulsozialarbeit. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 849-856). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Stoff, B. (2009). *Evaluation "Fünf Jahre Gewaltschutzgesetz im Großherzogtum Luxemburg": Im Auftrag des Ministère de l'Égalité des chances Luxembourg*. Osburg: Büro PLAN B.
- Strasser, P. (2007). "In meinem Bauch zittert alles": Traumatisierung von Kindern durch Gewalt gegen die Mutter. In B. Kavemann & U. Kreyszig (Hrsg.), *Handbuch Kinder und häusliche Gewalt* (2. Auflage, S. 53-67). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Taft, R. (1957). A Psychological Model for the Study of Social Assimilation. *Human Relations*, (10), 141-156.
- TNS-Ilres (2007). *L'Identité Luxembourgeoise. Sondage auprès des résidents de nationalité luxembourgeoise à l'occasion de la fête nationale 2007: Enquête Internet auprès de 524 personnes en juin 2007 pour Le Jeudi*. Luxembourg: TNS-Ilres.
- TNS-Ilres (2008/2009). *Enquête "Observatoire des discriminations": Sondage auprès d'un échantillon de 1002 personnes*. Conférence de presse du 21 avril 2009. Luxembourg: TNS-Ilres.
- Trapp, U., & Neuhäuser-Berhold, M. (2001). Riskantes Ernährungsverhalten im Jugendalter. In J. Raithel (Hrsg.), *Risikoverhaltensweisen Jugendlicher. Formen Erklärungen und Prävention* (S. 155-182). Opladen: Leske & Budrich.
- Trausch, G. (1986). *La situation du français au Luxembourg: une prééminence précaire dans un pays d'expression trilingue*. Conférence prononcée à l'occasion d'un colloque organisé par l'extension de l'Université. Luxembourg.
- Trausch, G. (Hrsg.) (2008). *CSV Spiegelbild eines Landes und seiner Politik?* Luxemburg: Édition Saint-Paul.
- Treibel, A. (2003). *Migration in modernen Gesellschaften: Soziale Folgen von Einwanderung, Gastarbeit und Flucht* (3. Auflage). *Grundlagentexte Soziologie*. Weinheim: Juventa.
- Trotta Tuomi, M., Jacott, L., & Lundgren, U. (2008). *Education for World Citizenship: Preparing students to be agents of social change*. CiCe Guidelines on Citizenship Education in a global context. London: CiCe.
- Trube, A. (1998). Arbeitslosigkeit, Zweiter Arbeitsmarkt und Soziale Arbeit. Über Ursachen und Folgen der Massenarbeitslosigkeit und warum die Sozialarbeit keine Rezepte hat, sondern nur "kleine Lösungen". *sozialmagazin*, 23 (10), 12-21.
- Tully, C. J. (Hrsg.) (2006). *Lernen in flexibilisierten Welten: Wie sich das Lernen der Jugend verändert*. Weinheim: Juventa.
- Tully, C. J., & Baier, D. (2006). *Mobiler Alltag: Mobilität zwischen Option und Zwang. Vom Zusammenspiel biographischer Motive und sozialer Vorgaben*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Tully, C. J., & Wahler, P. (2006). Neue Lernwelten Jugendlicher: Ergebnislinien einer empirischen Untersuchung. In C. J. Tully (Hrsg.), *Lernen in flexibilisierten Welten. Wie sich das Lernen der Jugend verändert* (S. 59-94). Weinheim: Juventa.
- Turpin, T. (2007). Nation und Identität(en): Die Herausforderungen pluralistischer Gesellschaften. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (271), 51-55.
- Uehlinger, H. M. (1988). *Politische Partizipation in der Bundesrepublik*. Opladen: Leske & Budrich.
- Ulich, E. (2001). *Arbeitspsychologie* (5. Auflage). Zürich: vdf Hochschulverlag AG an der ETH Zürich.

- UNICEF (2007). *Child poverty in perspective: An overview of child well-being in rich countries: A comprehensive assessment of the lives and well-being of children and adolescents in the economically advanced nations* (Innocenti Report Card n° 7). Florence: UNICEF.
- United Nations (1992). *Das Übereinkommen über die Rechte der Kinder: Die UN-Kinderrechtskonvention im Wortlaut* (Vol. 2). Bonn: Kid-Verl.
- United Nations (2000). *United Nations Millennium Declaration*. o. A.: United Nations.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) (2006). *ISCED 1997: International Standard Classification of Education*. o. A.: UNESCO.
- United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF) (2001). *A League Table of Child Deaths by Injury in Rich Nations* (Innocenti Report Card n° 2). Florence: UNICEF.
- United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) (2009). *World drug report 2009*. Vienna: United Nations Publication.
- Unsen, M. (2009). *L'enseignement luxembourgeois en chiffres: Coûts et financements du système scolaire luxembourgeois. Exercice 2006*. Luxembourg: MENFP.
- Unsen, M., & Barthelemy, M. (2008). *Le décrochage scolaire au Luxembourg - mai 2006 à avril 2007: Parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire. Causes du décrochage*. Luxembourg: MENFP.
- Unsen, M., & Barthelemy, M. (2009). *L'enseignement luxembourgeois en chiffres. Le décrochage scolaire au Luxembourg: Parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire. Causes du décrochage. Année scolaire 2007/2008*. Luxembourg: MENFP.
- Unsen, M., & Vallado, D. (2006). *Le décrochage scolaire au Luxembourg: Parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire. Raisons entraînant l'arrêt des études*. Luxembourg: MENFP.
- Urbé, R. (2008). Kinderarmut, auch in Luxemburg. In D. Schronen & R. Urbé (Hrsg.), *Sozialalmanach 2008. Kinderarmut und Bildung* (S. 83-92). Luxembourg: Caritas Luxemburg.
- Vallado, D., & Unsen, M. (2005). *Coûts et financement du système scolaire luxembourgeois. Exercice budgétaire 2005*. Luxembourg: SCRIPT.
- van de Werfhorst, H. G. (2002). A detailed examination of the role of education in intergenerational social-class mobility. *Social Science Information*, 41 (3), 407-438.
- van Deth, J. W. (Hrsg.) (1998). *Comparative Politics: The Problems of Equivalence*. London: Routledge.
- van Deth, J. W. (2003). Politische Partizipation. In *Bericht zur Lage der Jugend in Österreich. Teil A: Jugendaradar 2003*. Wien: Bundesministerium für soziale Sicherheit, Generationen und Konsumentenschutz.
- van Deth, J. (2005). Kinder und Politik. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (41/2005), 3-6.
- van Kerm, P. (2005). Qui se ressemble s'assemble? *Vivre au Luxembourg. Chroniques de l'enquête PSELL-3/2003*, (10), 1-2.
- van Kerm, P., & Villeret, A. (2007). Difficile de joindre les deux bouts? La satisfaction des ménages luxembourgeois quant à leur situation financière. *Vivre au Luxembourg. Chroniques de l'enquête PSELL-3/2005*, (36), 1-2.
- van Kessel, M. (2004). *Optimierungsmöglichkeiten für Nachhilfeunterricht*. Inaugural-Dissertation, Friedrich-Alexander-Universität, Erlangen-Nürnberg.
- Vaupel, J. W., & von Kistowski, K. G. (2008). Die neue Demografie und ihre Implikationen für Gesellschaft und Politik. In N. Werz (Hrsg.), *Veröffentlichungen der Deutschen Gesellschaft für Politikwissenschaft: Bd. 25. Demografischer Wandel* (S. 33-49). Baden-Baden: Nomos.
- Verba, S., Lehmann, K., & Brady, H. E. (1995). *Voice and Equality. Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge: Harvard University Press.
- Verba, S., Nie, N. H., & Kim, J. O. (1978). *Participation and Political Equality: A Seven-Nation Comparison*. Cambridge: Cambridge University Press.
- von Alemann, U. (1986). Demokratie. In W. Mickel (Hrsg.), *Handlexikon zur Politikwissenschaft*. Ulm: Ehrenwirth.
- Wagener, M. (2009). Wirtschaftliche Entwicklung und Veränderung der Arbeitswelt in Luxemburg. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 235-250). Luxembourg: Éditions Saint-Paul.

- Wagener, Y., & Henschen, M. (2005). *Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg im internationalen Vergleich: Freizeit - Schule - Drogen - Familie - Gesundheit*. Luxemburg: Ministère de la Santé; MENFP.
- Wagener, Y., Henschen, M., & Petry, P. (2005). *Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg: 5. und 6. Klasse / Grundschule*. Luxemburg: Ministère de la Santé; MENFP.
- Wagener, Y., & Petry, P. (2002). *Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg*. Luxemburg: Ministère de la Santé; MENFP.
- Wahler, P., Tully, C. J., & Preiß, C. (Hrsg.) (2008). *Jugendliche in neuen Lernwelten: Selbstorganisierte Bildung jenseits institutioneller Qualifizierung* (2. Auflage). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Wahler, S. (1998). Langzeitarbeitslosigkeit in Luxemburg: Eine Frage der Definition. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (188), 7-8.
- Wallossek, P., Levy, J., & Unsen, M. (2009). *Les chiffres clés de l'éducation nationale: Statistiques et indicateurs 2007-2008*. Luxembourg: MENFP.
- Walther, A. (2006). Regimes of youth transitions. Choice, flexibility and security in young peoples experiences across different European contexts. *Young. Nordic Journal of Youth Research*, 14 (2), 119-139.
- Watermann, R. (2005). Politische Sozialisation von Kindern und Jugendlichen. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, (41/2005), 16-24.
- Weis, C. (2007). Fostering social inclusion through a change of language education policies: lessons from Luxembourg. In H. Colley, P. Boetzelen, B. Hoskins, & T. Pareva (Hrsg.), *Social inclusion and young people: breaking down the barriers* (S. 183-197). Strasbourg: Council of Europe Publishing.
- Weisser, G. (1978). *Beiträge zur Gesellschaftspolitik*. Frankfurt am Main: Schwartz.
- Werz, N. (Hrsg.) (2008). *Veröffentlichungen der Deutschen Gesellschaft für Politikwissenschaft: Bd. 25. Demografischer Wandel*. Baden-Baden: Nomos.
- West, P., & Sweeting, H. (2004). Evidence on equalisation in health in youth from West of Scotland. *Social Science & Medicine*, 59, 13-27.
- Wexler, M. (1991). Comments on Shedler and Block. *American Psychologist*, 46, 165.
- Wildung, X. (2006). Interkulturelle Kompetenz - ein Vexierbild des 21. Jahrhunderts. *DJI Bulletin 76 PLUS*, 1-4.
- Willems, H. (1994). Einführungsreferat: Gewaltdiskurs und Gewalterklärungen. In Centre universitaire de Luxembourg (Hrsg.), *Gewaltbereitschaft bei Jugendlichen. Cahier du Centre Universitaire, série ISIS* (S. 1-26). Luxemburg: Centre universitaire de Luxembourg.
- Willems, H., & Milmeister, P. (2008). Migration und Integration. In W. H. Lorig & M. Hirsch (Hrsg.), *Das politische System Luxemburgs. Eine Einführung* (S. 62-92). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Willems, H., Milmeister, P., Hartmann-Hirsch, C., & Kollwelter, S. (2009). Migration und Immigration. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 165-182). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Willems, H., Rotink, G., Ferring, D., Schoos, J., Majerus, M., & Ewen, N., et al. (Hrsg.) (2009). *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg*. Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Willems, H., Wolf, M., & Eckert, R. (1993). *Soziale Unruhen und Politikberatung: Funktion, Arbeitsweise, Ergebnisse und Auswirkungen von Untersuchungskommissionen in den USA, Großbritannien und der Bundesrepublik*. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- Willems, H., Würtz, S., & Eckert, R. (1994). *Analyse fremdenfeindlicher Straftäter: Forschungsprojekt. Texte zur inneren Sicherheit*. Bonn: Bundesministerium des Innern.
- Willke, H. (2006). *Global governance*. Bielefeld: Transcript.
- Wilpert, C. (1980). *Die Zukunft der zweiten Generation: Erwartungen und Verhaltensmöglichkeiten ausländischer Kinder. Schriften des Wissenschaftszentrums Berlin (Nr. 25): Internationales Institut für Vergleichende Gesellschaftsforschung*. Königstein: Hain.
- Wilhagen, T., & Tros, F. (2004). The Concept of "Flexicurity": A New Approach to Regulating Employment and Labour Markets. *Transfer: European Review of Labor and Review*, 10 (2), 166-186.

- Wolbers, M. H. J. (2007). Patterns of Labour Market Entry: A Comparative Perspective on School-to-Work Transitions in 11 European Countries. *Acta Sociologica*, 50 (3), 189-210.
- Wolff, P. (2009). 79 million EU citizens were at-risk-of-poverty in 2007, of whom 32 million were also materially deprived. *eurostat - Statistics in focus - Population and social conditions*, (46), 1-12.
- World Health Organization (WHO) (2001). *Strengthening mental health promotion: (Fact sheet, n° 220)*. Geneva: WHO.
- World Health Organization (WHO) (2003a). *Diet, nutrition, and the prevention of chronic diseases: Report of a WHO-FAO Expert Consultation*. Joint WHO - FAO Expert Consultation on Diet, Nutrition, and the Prevention of Chronic Diseases. *WHO technical report series: Vol. 916*. Geneva: WHO.
- World Health Organization (WHO) (2003b). *Weltbericht Gewalt und Gesundheit: Zusammenfassung*. Kopenhagen: WHO.
- World Health Organization (WHO) (2004). *Promoting Mental Health Concepts - Emerging Evidence - Practice: Summary Report*. Geneva: WHO.
- World Health Organization (WHO) (2005). *Alcohol policy in the WHO European Region: current status and the way forward* (Factsheet n° EURO/10/05). Copenhagen: WHO.
- World Health Organization (WHO) (2006). *Highlights on health in Luxembourg 2004* (Highlights on health). Copenhagen: WHO.
- World Health Organization (WHO) (2007). *Basic Documents, Forty-sixth Edition: The Constitution of the World Health Organisation*. Geneva: WHO.
- Wright, E. O. (2000). *Class counts: Comparative studies in class analysis. Studies in Marxism and social theory*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Zahlen, P. (2009). Arbeitsmarkt- und Beschäftigungspolitik. In H. Willems, G. Rotink, D. Ferring, J. Schoos, M. Majerus, N. Ewen, et al. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (S. 323-328). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Zanardelli, M., Brosius, J., & Clement, F. (2006). *Évaluation de l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi au Luxembourg: Rapport final pour le compte de l'ORPE et du Ministère du Travail et de l'Emploi*. Luxembourg: CEPS/INSTEAD.
- Zapf, W. (1978a). Einleitung in das SPES-Indikatorensystem. In W. Zapf (Hrsg.), *SPES: Vol. 10. Lebensbedingungen in der Bundesrepublik. Sozialer Wandel und Wohlfahrtsentwicklung* (2. Auflage, S. 11-27). Frankfurt: Campus.
- Zapf, W. (Hrsg.) (1978b). *SPES: Vol. 10. Lebensbedingungen in der Bundesrepublik: Sozialer Wandel und Wohlfahrtsentwicklung* (2. Auflage). Frankfurt: Campus.
- Zimbardo, P., & Gerrig, R. (2004). *Psychologie*. München: Pearson Studium.
- Zinnecker, J. (1991). Jugend als Bildungsatorium: Zur Theorie des Wandels der Jugendphase in west- und osteuropäischen Gesellschaften. In W. Melzer, W. Heitmeyer, L. Liegle, & J. Zinnecker (Hrsg.), *Osteuropäische Jugend im Wandel* (S. 9-25). Weinheim: Juventa.
- Zuccoli, L. (1991). Les femmes portugaises immigrées. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (130), 11-14.
- Zuccoli, L., Wahlgren, J., & Kollwelter, S. (2006). Les femmes non communautaires au Luxembourg. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, (253), 43-45.

2. LISTE DER GESETZE UND VERORDNUNGEN

- Loi du 10 août 1912, concernant l'organisation de l'enseignement primaire. In *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg* N° 61 (761-798) du 11 août 1912.
- Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. In *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg* N° 70 (2195-2202) du 25 septembre 1992.
- Loi du 20 décembre 1993 portant approbation de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 [...]. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg* A – N° 104 (2189-2204) du 29 décembre 1993.

- Loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 30 (1026-1027)* du 7 mai 1996.
- Loi du 27 août 1997 ayant pour objet de compléter la loi du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue par une disposition portant création de comités d'élèves auprès des lycées et des lycées techniques et d'une conférence nationale des élèves. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 72 (2321-2322)* du 24 septembre 1997.
- Règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour jeunes. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 9 (138-144)* du 11 février 1999.
- Règlement grand-ducal du 1er août 2001 portant organisation des comités d'élèves. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 100 (2023-2026)* du 20 août 2001.
- Loi du 25 juillet 2002 portant institution d'un comité luxembourgeois des droits de l'enfant, appelé „Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand“ (ORK). In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 85 (1750-1751)* du 9 août 2002.
- Loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg [...]. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 149 (2990-3004)* du 6 octobre 2003.
- Règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 123 (2145-2149)* du 10 août 2005.
- Loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 124 (2156-2159)* du 10 août 2005.
- Loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote (Texte republié). In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 139 (2487-2481)* du 26 août 2005.
- Loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac [...]. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 154 (2725-2730)* du 1er septembre 2006.
- Loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement [...]. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 239 (4709-4730)* du 29 décembre 2006.
- Loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes [...]. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 202 (3545-3548)* du 15 novembre 2007.
- Loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 109 (1534-1538)* du 25 juillet 2008.
- Loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 158 (2221-2227)* du 27 octobre 2008.
- Loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 192 (2583-2588)* du 22 décembre 2008.
- Loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle [...]. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 220 (3273-3288)* du 30 décembre 2008.
- Règlement grand-ducal du 9 janvier 2009 sur la jeunesse. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 2 (9-15)* du 21 janvier 2009.
- Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 20 (198-200)* du 16 février 2009.
- Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 20 (200-215)* du 16 février 2009.
- Loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 105 (1550-1555)* du 20 mai 2009.
- Loi du 11 novembre 2009 concernant certaines mesures temporaires pour l'emploi des jeunes [...]. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 222 (3907-3910)* du 19 novembre 2009.
- Loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale. In *Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A – N° 260 (5473-5480)* du 29 décembre 2009.

3. ABBILDUNGS- UND TABELLENVERZEICHNIS

Abbildungsverzeichnis

1.1. Das partizipative luxemburgische Modell der Jugendberichterstattung	12
2.1. Altersgruppen im Vergleich 1910, 1960, 2009 und 2060	25
2.2. Alterspyramiden nach Geschlecht im Vergleich 1910, 1960, 2009 und 2060	26
2.3. Jugendquotient und Altenquotient von Luxemburg, Deutschland, Frankreich und EU-27 von 1960 bis 2060	27
2.4. Bevölkerungsprojektion für Luxemburg mit und ohne Migration von 2010 bis 2060	28
2.5. Entwicklung der Altersgruppen der Jugendlichen und der älteren Personen in Luxemburg von 1971 bis 2009 ...	30
2.6. Alterspyramiden nach Nationalität im Vergleich 1960, 1981 und 2009	31
3.1. Formale, nonformale und informelle Bildung in Bezug auf Bildungssettings und Bildungsprozesse	43
3.2. Struktur des luxemburgischen Bildungssystems (ab Schuljahr 2010/2011)	51
3.3. „Réforme de la Formation professionnelle“	54
3.4. Postsekundäre Bildungsbeteiligung nach Alter	59
3.5. Abschlusserfolg im ES und EST nach Geschlecht im Schuljahr 2007/2008	62
3.6. Abschlusserfolg nach Bildungszweig im Schuljahr 2007/2008	62
3.7. Bildungsstand der 24- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Nationalität	66
3.8. Jährlicher Anstieg der Bildungsinvestitionen (in %) im Vergleich zur Entwicklung des luxemburgischen Bruttoinlandsproduktes (in %) von 2002-2006	103
4.1. Beschäftigungssituation der Jugendlichen nach Altersklassen	113
4.2. Beschäftigungssituation der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Geschlecht und Nationalität	114
4.3. Anteil der Jugendlichen die Haushalt verlassen haben nach Alter	117
4.4. Berufsgruppen der 25- bis 29-jährigen erwerbstätigen Jugendlichen nach Bildungsabschluss	118
4.5. Berufsgruppen der 25- bis 29-jährigen erwerbstätigen Jugendlichen nach Beruf des Vaters	119
4.6. Arbeitslosenquote der 15- bis 24-jährigen Jugendlichen im europäischen Vergleich im Jahr 2008	123
4.7. Arbeitslosenquote der 15- bis 24-jährigen Jugendlichen im Vergleich mit den Nachbarländern	124
4.8. Entwicklung der registrierten 15- bis 29-jährigen Jugendlichen bei der ADEM von Januar 2007 bis Dezember 2009	124
4.9. Arbeitslosenquote der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Geschlecht und Nationalität im Jahr 2006 und 2008	128
5.1. Vereinsmitgliedschaft der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen nach Nationalität	153
5.2. Häufigkeit des Jugendhausbesuchs der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen nach Nationalität	155
5.3. Entwicklung der Eheschließungen in der Gesamtbevölkerung nach Nationalität der Ehepaare von 1950 bis 2008	157
6.1. Einwohner mit Armutsrisiko in Luxemburg und der EU nach Altersgruppen	190
6.2. Einwohner mit Armutsrisiko in Luxemburg nach Altersgruppen zwischen 2003 und 2008	190
6.3. Ungleichheitsindikatoren 2008 im europäischen Vergleich	192
6.4. Verteilung der bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder des RMG nach Altersklassen für die Jahre 1986, 1996 und 2009	200
6.5. Verteilung der Verwandtschaftsverhältnisse der bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder des RMG nach Altersklasse	200
6.6. Verteilung der Nationalitäten der bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder des RMG nach Altersklassen	201
7.1. Subjektive Einschätzung des Gesundheitszustandes (13- bis 17-Jährige)	209
7.2. Subjektive Einschätzung des Gesundheitszustandes nach Alter	210
7.3. Subjektive Einschätzung des Gesundheitszustandes nach Geschlecht und familiärem Wohlstand (13- bis 18-Jährige)	211
7.4. Subjektive Körperwahrnehmung nach Geschlecht (13- bis 18-Jährige)	212

7.5. Internationaler Vergleich des Anteils der Jugendlichen, die angeben sie seien viel zu dick bzw. ein bisschen zu dick nach Alter	213
7.6. Subjektive Beeinträchtigung durch gesundheitliche Probleme nach Alter	213
7.7. Entwicklung der standardisierten Mortalitätsraten durch Suizid nach Geschlecht im internationalen Vergleich (15- bis 29-Jährige)	218
7.8. 5-Jahresdurchschnitt (2002-2006) der rohen Mortalitätsraten durch Suizid nach Alter und Geschlecht für Luxemburg	218
7.9. Gefühltes und tatsächliches Übergewicht der Jugendlichen nach Alter und Geschlecht	222
7.10. Anteil der Personen, die an chronischen Krankheiten leiden nach Alter	223
7.11. Kumulierter Anteil der gesamten Todesfälle nach Altersgruppe für Luxemburg (Durchschnitt 2002-2006)	225
7.12. Anteil der Todesfälle durch „äußere“ Ursachen und durch „natürliche“ Ursachen nach Alter (2002-2006)	227
7.13. Anteil der Todesfälle durch die häufigsten Todesursachen der 1- bis 29-Jährige (1998-2007)	227
7.14. Entwicklung der standardisierten Mortalitätsraten (alle Todesursachen) nach Geschlecht im internationalen Vergleich (15- bis 29-Jährige)	229
7.15. 5-Jahresdurchschnitt (2002-2006) der „rohen Mortalitätsraten“ durch Transportmittelunfälle nach Alter und Geschlecht für Luxemburg	231
7.16. Entwicklung der standardisierten Mortalitätsraten durch Transportmittelunfälle im internationalen Vergleich (15- bis 29-Jährige)	232
7.17. Entwicklung der Anzahl der Tatverdächtigen bei „Gewalt gegen Personen“ nach Alter	235
7.18. Anteil der Jugendliche, die bereits Geschlechtsverkehr hatten nach Alter und Geschlecht.	245
7.19. Lebensprävalenzraten des Konsums illegaler psychoaktiver Substanzen nach Alter	250
7.20. Zufriedenheit mit den familiären Beziehungen (13- bis 17-Jährige)	253
7.21. Zusammenhänge zwischen subjektivem Gesundheitsgefühl und der Zufriedenheit mit den familiären Beziehungen	254
7.22. Selbstberichtetes Gefühl der Einsamkeit nach Geschlecht (16- bis 29-Jährige)	257
7.23. Subjektives Erleben der Schule und Stress durch Schularbeiten (13- bis 18-Jährige)	259
7.24. Stressempfinden durch die Arbeit nach Alter	260
8.1. Wertorientierungen der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen in der Südregion nach Geschlecht.	276
8.2. Politikinteresse der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Geschlecht und Nationalität.	278
8.3. Vertrauen der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen in die „Chambre des Députés“ nach Geschlecht und Nationalität	279
8.4. Demokratiezufriedenheit der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Geschlecht und Nationalität	280
8.5. Strukturelle Einflüsse auf das Partizipationsverhalten Jugendlicher	281
8.6. Individuelle Einflüsse auf das Partizipationsverhalten Jugendlicher	282
8.7. Negative Einflüsse auf das Partizipationsverhalten Jugendlicher	283
8.8. Vereinsmitgliedschaft der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen	287
8.9. Am häufigsten genannte Vereinsarten der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen.	288
8.10. Anzahl der Gemeinden, in denen Jugendliche unter 29 Jahren Mitglied im Gemeinderat sind.	297
8.11. Formen politischer Partizipation der 12- bis 25-jährigen Jugendlichen	299
8.12. Politische Aktivitäten der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen in den letzten 12 Monaten nach Nationalität	300
8.13. Mitsprache- und Mitwirkungsmöglichkeiten für Jugendliche in den Gemeinden	306
8.14. Jugendrelevante Infrastrukturangebote in den Gemeinden	307

Tabellenverzeichnis

2.1. Nationalität der 12- bis 29-jährigen Jugendlichen im Vergleich zur Gesamtbevölkerung.	32
3.1. Schüler in den Bildungszweigen nach Geschlecht im Schuljahr 2008/2009	56
3.2. Anzahl und Anteile der Schüler in den Bildungsorientierungen nach Nationalität im Schuljahr 2008/2009	57

3.3. Bildungs- und Sekundarschulabschlussquoten vom Schuljahr 2001/2002 bis zum Schuljahr 2007/2008	61
3.4. Abschlussquoten im ES und im EST nach Nationalität im Schuljahr 2007/2008	63
3.5. Verteilung der Nationalitäten, die im Schuljahr 2007/2008 einen Sekundarabschluss erreicht haben	64
3.6. Höchster Bildungsabschluss der 24- bis 29-jährigen Jugendlichen	65
3.7. Höchster Bildungsstand der 24- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Geschlecht	65
3.8. Anteil der Schüler nach Alter in den jeweiligen Bildungsstufen des ES im Schuljahr 2007/2008	68
3.9. Anteil der Schüler nach Alter in den jeweiligen Bildungsstufen des EST im Schuljahr 2007/2008	69
3.10. Anteil von Schulabbrechern vom Schuljahr 2003/2004 bis zum Schuljahr 2007/2008	72
3.11. Anzahl und Anteil der Jugendlichen nach spezifischen Gruppen von Schulabbrechern im Schuljahr 2007/2008	73
3.12. Teilnahme an Weiterbildungen (aktuell und in den letzten vier Wochen) nach Altersgruppen	93
4.1. Dauer zwischen höchstem Bildungsabschluss und Berufseintritt der 25-bis 29-jährigen Jugendlichen nach Bildungsabschluss	116
4.2. Verteilung der längsten Einschreibedauer der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen bei der ADEM im Jahr 2009 . . .	126
4.3. Bei der ADEM registrierte 15- bis 29-jährige Jugendliche zwischen Januar und Dezember 2009 nach ausgewählten Merkmalen (monatlicher Durchschnitt)	127
4.4. Arbeitslosigkeit der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Dauer auf dem Arbeitsmarkt im Jahr 2006 und 2008	129
4.5. Gründe des Arbeitsplatzverlustes nach Altersgruppen	129
4.6. Verteilung der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen auf ausgewählte Eingliederungsmaßnahmen im Dezember 2009	133
5.1. Entwicklung der Zu- und Abwanderung in der Gesamtbevölkerung von 1990 bis 2008	146
5.2. Zu- und Abwanderung der 12- bis 29-jährigen Jugendlichen im Jahr 2008 nach Nationalität	147
5.3. Häufigkeit der Teilnahme der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen an geselligen Ereignissen oder Treffen im Vergleich zu anderen Gleichaltrigen nach Nationalität	154
5.4. Anteil der 16- bis 29-jährigen Jugendlichen, die keine Probleme haben, die jeweilige Sprache zu sprechen nach Nationalität	159
5.5. Gesprochene Sprache(n) in den Haushalten der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen nach Nationalität	160
5.6. Gefühlte Identität in der nahen Zukunft nach Alter	163
5.7. Einstellungen der 15- bis 29-jährigen Jugendlichen bezüglich des Zuzugs von Migranten	164
5.8. Kulturelle Bereicherung durch Migration nach Alter	165
5.9. Bewertung des Einflusses von Zuwanderern auf das kulturelle Leben in Luxemburg nach Nationalität (15- bis 29-jährige Jugendliche)	166
5.10. Einfluss der Zuwanderer auf die Lebensqualität in Luxemburg nach Nationalität (15- bis 29-jährige Jugendliche)	166
5.11. Diskriminierung aufgrund ethnischer Zugehörigkeit	167
5.12. Interesse an interkulturellem Austausch und Kennenlernen von Menschen aus dem europäischen Ausland . . .	169
7.1. BMI nach Alter und Geschlecht	221
7.2. Minderjährige Tatverdächtige und Opfer bei „Gewalt gegen Personen“ nach Geschlecht (2008)	235
7.3. Opfer und Tatverdächtige bei häuslicher Gewalt nach Alter und Geschlecht (Gesamtanzahl 2003-2008)	237
7.4. Reaktionen der Minderjährigen auf erlebte Gewalt nach Geschlecht (Gesamtanzahl 2005-2008)	238
7.5. Subjektives Erleben der Schule und Stress durch die Schularbeit im internationalen Vergleich	259
8.1. Mitwirkung der 13- bis 19-jährigen Jugendlichen innerhalb der Familie	285
8.2. Engagement der 18- bis 22-jährigen Jugendlichen in Gruppierungen mit freizeitorientiertem Schwerpunkt . . .	289
8.3. Engagement der 18- bis 22-jährigen Jugendlichen in Gruppierungen mit sozialem, politischem oder ökologischem Schwerpunkt	289

4. ABKÜRZUNGSVERZEICHNIS

AAA	Association d'Assurance contre les Accidents
ABP	Administration des Bâtiments publics
ACCU	Classe d'accueil de l'Enseignement secondaire technique
ADEM	Administration de l'Emploi
ADHS	Aufmerksamkeitsdefizithyperaktivitätssyndrom
ADR	Alternativ Demokratisch Reformpartei
AIDS	Acquired immunodeficiency syndrome (auch: SIDA – Syndrome d'Immuno-Déficience Acquisée)
Afpeja	Agence Française du Programme Européen „Jeunesse en Action“
AIS	Agence immobilière sociale
ALJ	Action Locale pour Jeunes
ALUPSE	Association Luxembourgeoise pour la Prévention des Sévices à Enfants a.s.b.l.
a.s.b.l.	Association sans but lucratif
ASTI	Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés
ASTM	Action Solidarité Tiers Monde
BIP	Bruttoinlandsprodukt
BIZ	Berufsinformationen-Zentrum
BMFSFJ	Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend
BM	Brevet de Maîtrise
BMI	Body Mass Index
BTS	Brevet de technicien supérieur
BZgA	Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung
CAE	Contrat d'appui emploi
CAPEL	Centre d'Animation Pédagogique et de Loisirs
CASNA	Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants
CAT	Contrat d'auxiliaire temporaire
CATP	Certificat d'Aptitude Technique et Professionnelle
CCM	Certificat de Capacité Manuelle
CCP	Certificat de Capacité Professionnelle
CDCC	Conseil de la Coopération Culturelle
CEDEFOP	Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
CEDIES	Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur
CEPS/INSTEAD	Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques SocioÉconomiques / International Network for Studies in Technology, Environment, Alternatives, Development
CePT	Centre de Prévention des Toxicomanies
CES	Conseil Économique et Social
CESIJE	Centre d'études sur la situation des jeunes
CGJL	Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise
CHK	Centre Hospitalier de Kirchberg
CHL	Centre Hospitalier de Luxembourg
CHNP	Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique
CICE	Children's Identity and Citizenship in Europe
CIE(-EP)	Contrat d'initiation à l'emploi (- expérience pratique)
CIJ	Centre Information Jeunes
CITE	Classification Internationale Type de l'Éducation
CITP	Certificat d'Initiation Technique et Professionnelle
CivED	Civic Education Study

CLAE	Comité de liaison des associations d'étrangers
CLJA	Classe d'insertion pour jeunes adultes
CLIPP	Classe d'insertion pré-professionnelle
CNAP	Commission Nationale d'Arbitrage en matière de Placements
CNEL	Conférence Nationale des Élèves du Luxembourg
CNFPC	Centre national de formation professionnelle continue
COIP	Cours d'orientation et d'insertion professionnelles
CPOS	Centre de psychologie et d'orientation scolaires
CRELL	Centre for Research on Lifelong Learning
CRESL	Centre de Ressources en Épidémiologie et Systèmes d'Information Sanitaires
CRP	Centre de Recherche Public
CSV	Chrëschtlech Sozial Vollekspartei
DAP	Diplôme d'Aptitude professionnelle
DeSeCo	Definition and Selection of Competencies
DJI	Deutsches Jugendinstitut
DT	Diplôme de technicien
EAPN	European Anti Poverty Network
ECHI	European Community Health Indicators
EFT	Enquête sur les forces de travail (auch: LFS – Labour Force Survey, AKE – Arbeitskräfteerhebung)
EG	Europäische Gemeinschaft
EMACS	Educational Measurement and Applied Cognitive Science (Unité de recherche de la FLSHASE)
ENEPS	École Nationale de l'Éducation Physique et des Sports
EQ_INC	Equivalised total net income
ERYICA	European Youth Information and Counselling Agency
ES	Enseignement secondaire
ESS	European Social Survey
EST	Enseignement secondaire technique
ETHOS	European Typology on Homelessness and Housing Exclusion
EU	Europäische Union
EU-15	Belgien, Luxemburg, Dänemark, Niederlande, Deutschland, Österreich, Finnland, Portugal, Frankreich, Schweden, Griechenland, Spanien, Irland, Vereinigtes Königreich, Italien (im französischen UE-15)
EU-19	EU-15 sowie Tschechische Republik, Ungarn, Polen und Slowakei
EU-25	EU-19 sowie Estland, Lettland, Litauen, Malta, Slowenien und Zypern
EU-27	EU-25 sowie Bulgarien und Rumänien
EUR-A	EU-15 sowie Andorra, Kroatien, Zypern, Tschechische Republik, Island, Israel, Malta, Monaco, San Marino, Slowenien, Schweiz und Norwegen
EUROSTAT	Statistisches Amt der Europäischen Union
EUMC	European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia
EU-SILC	European Union Statistics on Income and Living Conditions
EUYOUPART	Political Participation of Young People in Europe – Development of Indicators for Comparative Research in the European Union
FADEP	Foyer d'accueil et de dépannage
FAS	Family Affluence Scale
FEANTSA	Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri
FLSHASE	Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation
FNEL	Fédération Nationale des Éclaireurs et Éclaireuses du Luxembourg
HBSC	Health Behaviour in School-aged Children

ICCS	International Civic and Citizenship Education Study
ICD	International Statistical Classification of Diseases and Related Health Problems
IEA	International Association for the Evaluation of Educational Achievement
IEES	Institut d'Études Éducatives et Sociales
IGSS	Inspection Générale de la Sécurité Sociale
IKL	Centre de documentation et d'animations interculturelles (ehemals CDAIC)
ILO	International Labour Organization
INSIDE	Integrative Research Unit: Social and Individual Development (Unité de recherche de la FLSHASE)
IPDM	Initiation professionnelle Divers Métiers
IPSE	Identités, Politiques, Sociétés, Espace (Unité de recherche de la FLSHASE)
ISCED	International Standard Classification of Education
ISERP	Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques
IUIL	Institut Universitaire International Luxembourg
JEC	Jeunesse Étudiante Chrétienne
KiGGS	Kinder- und Jugendgesundheitssurvey
LCMI	Language, Culture, Media, Identities (Unité de recherche de la FLSHASE)
LGE	Lycée de Garçons Esch-sur-Alzette
LGS	Lëtzebuurger Guiden a Scouten
LSAP	Lëtzebuurger Sozialistes Aarbechterpartei
LSD	Lysergsäurediethylamid
MAGRIP	Matière Grise Perdue
MAR	Mouvement Alternatif des Révoltés
MCESR	Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
MENFP	Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
MFI	Ministère de la Famille et de l'Intégration
MFPRA	Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative
MI	Ministère de l'Intérieur
MRE	Maisons relais pour enfants
MS	Ministère de la Santé
MT	Ministère des Transports
NECE	Networking European Citizenship Education
NEET	Neither in Education nor in Employment or Training
NRO	Nichtregierungsorganisation
O.E.D.T.	Observatoire européen des drogues et des toxicomanies
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
OLAI	Office luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration
ONE	Office national de l'enfance
ÖPNV	Öffentlicher Personennahverkehr
ORK	Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand
PCJ	Plan Communal Jeunesse
PISA	Programme for International Student Assessment
PROCI	Projet Pilote Cycle Inférieur
SELL	Panel socio-économique Liewen zu Lëtzebuerg
RGPP	Répertoire Général des Personnes Physiques
PIRLS	Progress in International Reading Literacy Study
RMG	Revenu Minimum Garanti
PPP	Passage Primaire Postprimaire
SAVVD	Service d'assistance aux victimes de violence domestique

SCRIPT	Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques
SDIP	Service de Détection et d'Intervention Précoce pour troubles psychiques
SIE	Stage d'insertion en entreprise
SNAS	Service National d'Action Sociale
SNJ	Service National de la Jeunesse
SPOS	Service de psychologie et d'orientation scolaires
SREC	Section de Recherche et d'Enquête Criminelle
SSM	Salaire Social Minimum
STATEC	Service central de la statistique et des études économiques
SVC	Service Volontaire de Coopération
SVE	Service Volontaire Européen
SVO	Service Volontaire d'Orientation
TNS-ILRES	Taylor Nelson Sofres–Institut Luxembourgeois de sondages et d'études d'opinion
UK	United Kingdom
UL	Université du Luxembourg
UN	United Nations
UNDOC	United Nations Office on Drugs and Crime
UNEL	Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
USA	United States of America
USD	United States Dollar
VAE	Validation des acquis de l'expérience
WHO	World Health Organization

5. LISTE DER DATENQUELLEN

5.1 NATIONALE DATENQUELLEN

Umfragedaten

- „Enquête sur les forces de travail“ (EFT) – STATEC / Eurostat:
 - Zeit: jährliche Umfrage seit 1983 (neues Design seit 2003);
 - Stichprobe: Zufallsstichprobe der Bevölkerung in privaten Haushalten, entsprechend regionaler Verteilung und Haushaltsgröße der Gesamtbevölkerung (auf Basis des RGPP); nachträgliche Gewichtung gemäß Bevölkerungsschätzung des STATEC zum 1. Januar (nach Geschlecht, Altersklassen und Nationalität); erreichte Stichprobe 2008: 14.288 Personen (3.044 von 12 bis 29 Jahren); erreichte Stichprobe 2007: 21.178 Personen (4.397 von 12 bis 29 Jahren);
 - Methodik: standardisierte Telefoninterviews über das Jahr verteilt von fünf Interviewern durchgeführt;
 - Variablen: zu Beschäftigung, Erwerbslosigkeit und Nichterwerbstätigkeit der Bevölkerung ab 15 Jahren; jedes Jahr ein vertiefendes Thema z. B. 2007 zu Arbeitsunfällen und arbeitsbezogenen Gesundheitsproblemen.¹
- „European Social Survey“ (ESS) – CEPS/INSTEAD:
 - Zeit: punktuelle Umfragen 2002 und 2004;
 - Stichprobe: Zufallsstichprobe von einer Person über 15 Jahre in privaten Haushalten, entsprechend Haushaltsgröße und Arbeitsmarktstatus (auf Basis der Datenbank der „Inspection Générale de la Sécurité Sociale“); erreichte Stichprobe 2002: 1.552 (davon 428 zwischen 15 und 29 Jahren); erreichte Stichprobe 2004: 1.635 (davon 414 zwischen 15 und 29 Jahren);
 - Methodik: face-to-face Interviews mit Hilfe eines standardisierten Fragebogens von 60 Interviewern durchgeführt;
 - Variablen: Medien, Vertrauen in Gesellschaft, politisches Leben (Politikinteresse, Wahlbeteiligung usw.), subjektives Wohlbefinden und soziale Ausgrenzung, Religion, nationale Identität, 2002: Immigration, Bürgerbeteiligung (Vereinsmitgliedschaft, Netzwerke, Werte usw.), 2004: Gesundheit, Ökonomie, Familie und Beruf.²
- Gemeindeumfrage – CESIJE:
 - Zeit: 2008;
 - Stichprobe: alle 116 Gemeinden; erreichte Stichprobe: 88 (76%);
 - Methodik: standardisierter Fragebogen, der an die Bürgermeister verschickt wurde;
 - Variablen: Freizeitinfrastrukturen und Angebote für Jugendliche, kommunale Jugendbeteiligung, Mobilität der Jugendlichen.
- „Health Behaviour in School-aged Children“ (HBSC) – „Direction de la Santé“ (Ministère de la Santé):
 - Zeit: 1. Studie 1999/2000; 2. Studie 2005/2006;
 - Stichprobe: repräsentative Stichprobe der Klassen des luxemburgischen Sekundarunterrichts; 1999/2000: 7.397 Schüler (ab 12 bis über 20 Jahre); 2005/2006:

¹ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-RA-10-004-EN-N/EN/KS-RA-10-004-EN-N-EN.PDF; www.statec.public.lu/fr/declarants/enquetes_toutes/enquetes_menages/PDF_forces_travail.pdf (zuletzt abgerufen am 26.04.2010).

² Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.ceps.lu (zuletzt abgerufen am 27.04.2010).

- 7.076 Schüler im Alter von 10 bis 18 Jahren (spezielle Auswertung für diesen Jugendbericht: 6.658 Schüler im Alter von 13 bis 18 Jahren); Zusatzstudie in den Primarschulen;
 - Methodik: standardisierter Fragebogen von den Schülern in der Schule ausgefüllt;
 - Variablen: demografische und sozioökonomische Variablen, individuelle und soziale Ressourcen, Gesundheitsverhalten, Gesundheitszustand.³
- „Panel Socio-Économique Liewen zu Lëtzebuerg“ (SELL) – CEPS/INSTEAD / STATEC:
- Zeit: Drei Längsschnittstudien: PSELL-1 von 1985-1994; PSELL-2 von 1995-2002; PSELL-3 seit 2003;
 - Stichprobe: repräsentative Zufallsstichprobe der privaten Haushalte, auf Basis der Datenbank der „Inspection Générale de la Sécurité Sociale“ und einem Teil der Haushalte der Bevölkerungszählung von 2001; PSELL-3/2003: 3.500 Haushalte bzw. 9.500 Personen (davon ca. 1.900 zwischen 16 und 29 Jahren);
 - Methodik: face-to-face Interviews aller Haushaltsmitglieder mit Hilfe standardisierter Fragebögen (für Haushalt, für Personen ab 16 Jahren und Kinder bis 15 Jahre);
 - Variablen: Haushaltszusammensetzung, Wohnung, Bildung, Arbeit, Einkommen, soziale Exklusion, 2003: Berufsunterbrechung bei Frauen, Einstellung zu Rente, 2004: Kulturelle Praktiken der 6- bis 19-Jährigen, 2005: Internet, intergenerationelle Beziehungen, kulturelle Güter, 2006: soziale Partizipation.⁴
- Meinungsumfrage „Eurobarometer“
- Zeit: seit 1974, halbjährlich, zusätzliche Befragungen zu speziellen Themen;
 - Stichprobe: repräsentative Zufallsstichprobe der Gesamtbevölkerung, z. T. spezielle Stichproben für jüngere oder ältere Altersgruppen; Stichprobe für Luxemburg: ca. 500 (davon ca. 70 zwischen 15 und 29 Jahren);
 - Methodik: face-to-face Interviews mit Hilfe standardisierter Fragebögen;
 - Variablen: demografische und sozioökonomische Variablen, soziale und politische Einstellungen, Einstellungen zur Europäischen Union sowie Lebensqualität.
- Studien im Rahmen des „Plan Communal Jeunesse“ (PCJ) – CESIJE:
- Zeit: punktuelle Umfragen seit 1999 in unterschiedlichen Gemeinden z. B. 2002 Luxemburg-Stadt, 2006-2007 Südregion, 2007-2008 Betzdorf und Niederanven;
 - Stichprobe: für quantitative Umfrage Zufallsstichprobe der 12- bis 25-jährigen Einwohner der Gemeinde; 2002: 876 Jugendliche (Luxemburg-Stadt); 2006 2007: 1.247 Jugendliche (Südregion);
 - Methodik: standardisierte Telefoninterviews ergänzt durch Fokusgruppen;
 - Variablen: Freizeit (u. a. Vereine, Jugendhaus, Freizeitorte usw.), Wertorientierungen, Einstellungen, Identität, Netzwerke (u. a. Familienbeziehungen, Peers, Cliques), Gemeinde- und Infrastrukturbewertung, Mobilität usw.

Amtliche Daten

- Arbeitslosendatenbank („Fichier des chômeurs“) – „Administration de l'Emploi“ (ADEM):
- Zeit: fortlaufend, Statistiken zum Monatsende, Auszüge von Januar 2007 bis Dezember 2009;
 - Population: 13.123 15- bis 29-Jährige im Jahr 2009;
 - Kriterien: bei der ADEM als Arbeitsloser eingeschrieben sein;

³ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.ms.public.lu/fr/activites/analyse-statistique/etat-sante-population/hbhc-health-behaviour/index.html (zuletzt abgerufen am 26.04.2010).

⁴ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.ceps.lu (zuletzt abgerufen am 27.04.2010).

- Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Wohnort, Informationen zur Ausbildung (unvollständig), Arbeitslosenentschädigung, Einschreibedauer, Arbeitslosenmaßnahme, Dauer der Maßnahme.
- Datenbank zum „Revenu Minimum Garanti“ (RMG) – „Service National d’Action Sociale“ (SNAS):
 - Zeit: fortlaufend; Statistiken zum 31. Dezember jedes Jahres;
 - Population (31.12.2009): 16.789 Personen, davon 3.633 12- bis 29-Jährige;
 - Kriterien: Empfänger des RMG d.h. Antragsteller und die bezugsberechtigten Haushaltsmitglieder;
 - Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Haushalt, Verwandtschaftsverhältnis, Vorstand, Gemeinde, Maßnahme ADEM, berufliche Integrationsmaßnahme.⁵
- „Fichier des aides financières pour études supérieures“ – „Centre de Documentation et d’Information sur l’Enseignement Supérieur“ (CEDIES):
 - Zeit: fortlaufend seit 2000; Auszug im April 2008 für das Schuljahr 2007/2008;
 - Population: 7.728 Studenten, davon 7.232 18- bis 29-Jährige;
 - Kriterien: Studenten, die eine finanzielle Beihilfe für Hochschulstudien beantragen;
 - Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Wohnort, Informationen zum Studienort, Studieneinrichtung und Art der Studien.⁶
- Migrationsdatenbank („Fichier migratoire“) – STATEC:
 - Zeit: fortlaufend seit 1967, jährliche Statistiken zum 1. Januar;
 - Population: 2008: 17.758 Zugewanderte (davon 6.621 12- bis 29-Jährige), 10.058 Abgewanderte (davon 3.089 12- bis 29-Jährige);
 - Kriterien: Personen, die im laufenden Jahr nach Luxemburg zugewandert bzw. ins Ausland abgewandert sind;
 - Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität (unvollständig), Herkunftsland bzw. Ankunftsland (unvollständig).
- „Portail statistique“ – STATEC:
 - Statistiken zu verschiedenen Themenbereichen, die jedes Jahr im „Annuaire statistique du Luxembourg“ veröffentlicht werden und als Tabellen von der Internetseite heruntergeladen werden können⁷;
 - z.B. Bevölkerungsschätzung nach Alter und Geschlecht zum 1. Januar 2001-2010 (Tabelle und Datenfichier b1150 vom 24.04.2009)⁸.
- „Répertoire Général des Personnes Physiques“ (RGPP) – „Centre Informatique de l’État“:
 - Zeit: fortlaufend, Auszüge zum 1. Januar;
 - Population: 2009: 505.081 Personen, davon 114.097 12- bis 29-Jährige;
 - Kriterien: alle Personen, die in Luxemburg wohnen und in ihrer Gemeinde angemeldet sind;
 - Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Zivilstand, Ortschaft.

⁵ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.snas.etat.lu/ (zuletzt abgerufen am 04.05.2010).

⁶ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.cedies.public.lu/fr/aides-financieres/index.html (zuletzt abgerufen am 04.05.2010).

⁷ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.statistiques.public.lu/fr/index.html (zuletzt abgerufen am 04.05.2010).

⁸ www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=468&IF_Language=fr&MainTheme=2&FldrName=1 (zuletzt abgerufen am 04.05.2010).

- Schülerdatenbank („Fichier élèves: Rentrée et Promotions“) – „Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle“ (MENFP):
 - Zeit: fortlaufend; Auszüge zu Schulbeginn („Rentrée“ d.h. im Dezember) für die Schuljahre 2006/2007 bis 2008/2009 und zu Schulschluss („Promotion“ d.h. September) für die Schuljahre 2006/2007 und 2007/2008;
 - Population: 37.777 Schüler bei der „Rentrée“ 2008/2009; 35.927 Schüler bei der „Promotion“ 2007/2008;
 - Kriterien: Schüler, die in einer öffentlichen oder privaten konventionierten Sekundarschule in Luxemburg eingeschrieben sind; es fehlen hier die Schüler aus den privaten nichtsubventionierten Sekundarschulen in Luxemburg und Schüler, die im Ausland eine Sekundarschule besuchen;
 - Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Wohnort, Sekundarschule, Klasse, Promotion.
- „Service Volontaire d'Orientation“ (SVO) – „Service National de la Jeunesse“ (SNJ):
 - Zeit: fortlaufend seit 2007; Auszug am 30. Oktober 2009;
 - Population: 765 Jugendliche;
 - Kriterien: Interessenten für den SVO;
 - Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Wohnort, Status, Gründe für Vertragsauflösung, Situation nach dem SVO, Dauer des SVO.
- Register der Mortalität nach Todesursachen – „Direction de la Santé“ (Ministère de la Santé):
 - Zeit: fortlaufend, Auszüge für 1968-2007;
 - Population: registrierte Todesfälle: 1998-2007: 36.590;
 - Kriterien: in Luxemburg verstorben;
 - Variablen: Alter, Geschlecht, Todesursache nach ICD-10 Kodierung.⁹

5.2 INTERNATIONALE DATENQUELLEN

- Datenbanken von Eurostat:
 - Datenbanken und Tabellen zu verschiedenen Themenbereichen, die fortlaufend aktualisiert werden und als Tabellen oder Datenfichiers von der Internetseite heruntergeladen werden können¹⁰;
 - z.B.: Bevölkerungsvorausschätzung, nationale Ebene: Bevölkerung am 1. Januar nach Geschlecht und Alter in Jahren (Tabelle und Datenfichier proj_08c2150p vom 24.04.2008)¹¹.
- „Enquête sur les forces de travail“ (EFT) – Eurostat:
 - Zeit: erste Umfrage 1960, jährlich seit 1983, vierteljährlich seit 1998;
 - Stichprobe: seit 2000 alle EU-27-Staaten, Stichprobe zwischen 0,2 % und 3,3 % der nationalen Population, 2006 für EU: 1,8 Millionen;
 - Methodik: persönliche Befragung;
 - Variablen: siehe Beschreibung EFT weiter oben.¹²

⁹ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.ms.public.lu/fr/activites/analyse-statistique/mortalite/registre-cause-deces-archive/index.html (zuletzt abgerufen am 05.05.2010).

¹⁰ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/search_database (zuletzt abgerufen am 04.05.2010).

¹¹ www.appso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=proj_08c2150p&lang=de (zuletzt abgerufen am 04.05.2010).

¹² Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/employment_unemployment_lfs/introduction; www.circa.europa.eu/irc/dsis/employment/info/data/eu_lfs/index.htm (zuletzt abgerufen am 04.05.2010).

- „European Detailed Mortality Database“ – WHO Regional Office for Europe:
 - Zeit: fortlaufend, Auszüge für 1982-2006;
 - Stichprobe: registrierte Todesfälle für Luxemburg: 2006: 3.709;
 - Methodik: Daten zur Mortalität, die von den europäischen Mitgliedsstaaten bei der WHO einge-reicht werden;
 - Variablen: Alter, Geschlecht, Todesort (Land), Todesursache nach ICD-10 Kodierung.¹³
- „European Social Survey“ (ESS):
 - Zeit: 2002, 2004, 2006, 2008
 - Stichprobe: 2004: 26 Länder, repräsentative Zufallsstichprobe der Bewohner ab 15 Jahren, mi-nimum 1.500 bzw. 800 für Länder mit weniger als 2 Mio. Einwohner, erreichte Stichprobe 2004: 47.537 Personen;
 - Methodik: face-to-face Interviews;
 - Variablen: siehe Beschreibung ESS weiter oben.¹⁴
- „European Union Statistics on Income and Living Conditions“ (EU-SILC) – Eurostat:
 - Zeit: jährlich seit 2004;
 - Stichprobe: 2009: 29 Länder, Längsschnitts- und Querschnittsdaten;
 - Methodik: face-to-face Befragungen;
 - Variablen: siehe Beschreibung EU-SILC weiter oben.¹⁵

6. TEILNEHMER AN DEN EXPERTENINTERVIEWS, WORKSHOPS, FOKUSGRUPPEN

6.1 INTERVIEWS MIT EXPERTEN

<i>Manuel Achten</i>	Responsable maison relais auprès de la Caritas
<i>Ass.-Prof. Dr. Christel Baltes-Löhr</i>	Assistant-professeur auprès de l'Université du Luxembourg (UL) (FLSHASE – Unité de recherche IPSE)
<i>Patrick de Rond</i>	Président de la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL)
<i>Simone Flammang</i>	Premier substitut au parquet général de Luxembourg
<i>Serge Kollwelter</i>	Président de l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI)
<i>Mill Majerus</i>	Conseiller au Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI)
<i>Prof. Dr. Romain Martin</i>	Professeur auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche EMACS)
<i>Georges Metz</i>	Directeur du Service National de la Jeunesse (SNJ)
<i>Thérèse Michaelis</i>	Directrice du Centre de Prévention des Toxicomanies (CePT)
<i>Jos Noesen</i>	Coordinateur Action Locale pour Jeunes (ALJ) auprès du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP)
<i>Gilbert Pregno</i>	Directeur de la Fondation Kannerschlass
<i>Marie Anne Rodesch-Hengesch</i>	Ombudsfra fir d'Rechter vum Kand (ORK)

¹³ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.data.euro.who.int/dmdb/ (zuletzt abgerufen am 05.05.2010).

¹⁴ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.europeansocialsurvey.org/ (zuletzt abgerufen am 04.05.2010).

¹⁵ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/living_conditions_and_social_protection/introduction/income_social_inclusion_living_conditions (zuletzt abgerufen am 04.05.2010).

<i>Fernand Sauer</i>	ALJ Ettelbrück
<i>Robert Soisson</i>	Vice-président du Conseil National des Programmes
<i>Dr. Yolande Wagener</i>	Médecin-Chef de Division de la Division de la Médecine Scolaire auprès du Ministère de la Santé
<i>Gérard Zens</i>	Responsable Enseignement secondaire auprès du MENFP

6.2 TEILNEHMER DER ÖFFENTLICHEN KONFERENZ (MIT WORKSHOPS)

<i>Raymonde Bauer</i>	SNJ
<i>Ass. Prof. Charles Berg</i>	UL
<i>Günter Biwersi</i>	Jugend- an Drogenhëllef
<i>Claude Bodeving</i>	SNJ
<i>Sandra Britz</i>	CGJL
<i>Emmanuel Cornelius</i>	Service de développement social de la Ville d'Esch-sur-Alzette
<i>Magali de Rocco</i>	Service de développement social de la Ville d'Esch-sur-Alzette
<i>Andrée Debra</i>	Centre Information Jeunes (CIJ)
<i>Eliane Dupont</i>	MFI
<i>Simone Flammang</i>	Parquet de Luxembourg
<i>Charles Gasperi</i>	SNJ
<i>Cathy Hoffmann</i>	Jugendhaus Niederanven
<i>Prof. Dr. Michael-Sebastian Honig</i>	UL
<i>Luc Klonski</i>	CGJL
<i>Raphaël Kneip</i>	SNJ
<i>Eric Krier</i>	SNJ
<i>Dr. Nico Meisch</i>	MFI
<i>Thérèse Michaelis</i>	CePT
<i>Otmar Ogrizek</i>	Jugendhaus Woodstock
<i>Myriam Rietsch</i>	SNJ
<i>Nathalie Schirtz</i>	SNJ
<i>Pierre Schloesser</i>	Administration de l'Emploi (ADEM)
<i>Marthy Schmit</i>	Jugendhaus „Am Quartier“
<i>Carlo Schmitz</i>	Police grand-ducale
<i>Jean Schoos</i>	Jongenheem
<i>Ralph Schroeder</i>	MFI
<i>Viktoria Szombathy</i>	CGJL
<i>Lis Thomé</i>	Freelance Projet Peermediation
<i>Geert van Beusekom</i>	Jugendhaus Mamer
<i>Dr. Yolande Wagener</i>	Ministère de la Santé
<i>Romi Werner</i>	SNJ

6.3 NATIONALE UND INTERNATIONALE EXPERTEN IN DEN THEMATISCHEN FOKUSGRUPPEN UND IM REVIEWPROZESS

1) Zu „Jugend in schulischen und außerschulischen Bildungs- und Lernwelten“

<i>Manuel Achten</i>	Développement pédagogique des structures auprès du MFI
<i>Claude Bodeving</i>	Responsable antennes régionales auprès du SNJ
<i>Dr. Pierre Fixmer</i>	Chargé de cours auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche LCMI)
<i>Gérard Gretsches</i>	Chargé de cours auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche LCMI)
<i>Fernand Sauer</i>	ALJ Ettelbrück
<i>Antoinette Thill-Rollinger</i>	Directrice du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)
<i>Prof. Dr. Daniel Tröhler</i>	Professeur en Sciences de l'Éducation auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche LCMI)

2) Zu „Jugend im Übergang in die Arbeitswelt“

<i>Claudine Colbach</i>	Sozialpädagogin bei der ALJ Junglinster
<i>Stefan Hawlitzky</i>	Chef de service adjoint de l'Orientation Professionnelle auprès de l'ADEM
<i>Nathalie Schirtz</i>	Responsable service volontaires auprès du SNJ
<i>Carlo Welfring</i>	Directeur de l'École de la 2ème Chance auprès du MENFP

3) Zu „Integrations- und Partizipationsdefizite von Jugendlichen mit Migrationshintergrund“

<i>Emmanuel Cornelius</i>	Service de développement social de la Ville d'Esch-sur-Alzette
<i>Fernand Fehlen</i>	Chargé de cours auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche IPSE)
<i>Nathalie Keipes</i>	Politique nationale de la jeunesse auprès du MFI
<i>Cristina Lopes</i>	Service Solidarité et Intégration / Intégration: „Form'actif – Service éducatif“ auprès de la Caritas
<i>Christiane Martin</i>	Directrice de l'Office luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration (OLAI)
<i>Yves Schmidt</i>	Chargé de direction du Service Solidarité et Intégration (Ancien Service Réfugiés) auprès de la Caritas
<i>Dr. Denis Scuto</i>	Chargé de cours auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche IPSE)
<i>Laura Zuccoli</i>	Agence interculturelle auprès de l'ASTI

4) Zu „Armut, Armutsrisiko und soziale Exklusion von Kindern und Jugendlichen“

<i>Jeanne Bingen</i>	Assistante d'hygiène sociale des circonscriptions en charge du domaine médico-social auprès de la Ligue médico-sociale
<i>Monique Lesch-Rodesch</i>	Direction administrative auprès de la Ligue médico-sociale
<i>Karin Manderscheid</i>	Présidente de „Femmes en Détresse“ et du „European Anti Poverty Network Lëtzebuerg“ (EAPN)
<i>Marc Meyers</i>	Assistant d'hygiène social auprès du MFI (Division Solidarité)
<i>Jan Nottrot</i>	Directeur auprès d'Inter-Actions
<i>René Schlechter</i>	Direktor des Kanner- a Jugendtelefon
<i>Robert Urbé</i>	Coordinateur Confédération Caritas

5) Zu „Gesundheit und Wohlbefinden im Jugendalter“

<i>Dr. Thomas Karst</i>	Pédopsychiatre-Responsable de la Filière Adolescents du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP)
<i>Monique Lesch-Rodesch</i>	Direction administrative auprès de la Ligue médico-sociale
<i>Dr. Claudine Mardaga</i>	Médecin auprès du Planning Familial
<i>Thérèse Michaelis</i>	Directrice du CePT
<i>Dr. Yolande Wagener</i>	Médecin-Chef de Division de la Division de la Médecine Scolaire auprès du Ministère de la Santé
<i>Guy Weber</i>	Expert en sciences de la Santé Publique auprès du Ministère de la Santé
<i>Brigitte Weyers</i>	Responsable des Services Thérapeutiques auprès de la Croix-Rouge de la Jeunesse luxembourgeoise
<i>Dr. Christiane Zettinger</i>	Médecin-Chef de service du Service pédagogique, psycho-social et médical auprès de la Ville de Luxembourg

6) Zu „Partizipation und freiwilliges Engagement: Jugendliche als Akteure in Politik und Gesellschaft“

<i>Claude Bodeving</i>	Responsable antennes régionales auprès du SNJ
<i>Sandra Britz</i>	Chargée de projets auprès de la CGJL
<i>Fernand Fehlen</i>	Chargé de cours auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche IPSE)
<i>Maurice Losch</i>	Präsident vum Daachverband vun de Lëtzebuerger Jugendklibb
<i>Christoph Mann</i>	Responsable du Service Jeunesse de la Ville de Luxembourg
<i>Ernest Muller</i>	Psychologue au Département Jeunesse auprès du MFI
<i>Marie Anne Rodesch-Henges</i>	Ombudsfra fir d'Rechter vum Kand (ORK)
<i>Ralph Schroeder</i>	Responsable de la politique nationale de la jeunesse auprès du MFI
<i>Romi Werner</i>	Antenne Régionale Sud auprès du SNJ

7) Zum Gesamtbericht

<i>Fernand Fehlen</i>	Chargé de cours auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche IPSE)
<i>Prof. Dr. Dieter Ferring</i>	Professeur en Psychologie auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE)
<i>Dr. Pierre Fixmer</i>	Chargé de cours auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche LCMI)
<i>Prof. Dr. Michael-Sebastian Honig</i>	Professeur en travail social auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE)
<i>Georges Metz</i>	Directeur du SNJ
<i>Prof. Dr. Georges Steffgen</i>	Professeur en psychologie sociale et du travail auprès de l'UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE)
<i>Dr. Paul Zahlen</i>	Chef de division Statistiques sociales auprès du STATEC

8) Internationale Reviewer

<i>Dr. Christian Lüders</i>	Leiter der Abteilung Jugend und Jugendhilfe des Deutschen Jugendinstituts (DJI)
<i>Prof. Dr. Franz Schultheis</i>	Professor für Soziologie an der Universität St. Gallen

7. MITGLIEDER DER „GROUPE DE PILOTAGE“

<i>Prof. Dr. Helmut Willems</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE)
<i>Ass.-Prof. Charles Berg</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE)
<i>Claude Bodeving</i>	SNJ
<i>Prof. Dr. Dieter Ferring</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE)
<i>Prof. Dr. Michael-Sebastian Honig</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE)
<i>Nathalie Keipes</i>	MFI
<i>Dr. Nico Meisch</i>	MFI
<i>Ernest Muller</i>	MFI
<i>Ralph Schroeder</i>	MFI

8. AUTOREN

<i>Prof. Dr. Helmut Willems</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE)
<i>Dipl. Soz. Andreas Heinen</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE/CESIJE)
<i>Dipl. Päd. Christiane Meyers</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE/CESIJE)
<i>M.A. Soz. Man. Sandra Biewers</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE/CESIJE)
<i>Mag. Psych. Steve Legille</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE/CESIJE)
<i>M.A. Soc. Paul Milmeister</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE/CESIJE)
<i>M.A. Soc. Caroline Residori</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE/CESIJE)
<i>Dipl. Päd. Conny Roob</i>	UL (FLSHASE – Unité de recherche INSIDE/CESIJE)



Le présent Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg trouve sa base légale dans l'article 15 (1) de la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008, selon lequel le ministre ayant dans ses attributions la jeunesse adresse tous les cinq ans un rapport à la Chambre des Députés. Le rapport est composé de deux parties: une recherche scientifique sur la situation de la jeunesse vivant au Luxembourg réalisée par le CESIJE (Centre d'études sur la situation des jeunes) de l'unité de recherche INSIDE (Integrative Research Unit: Social and Individual Development) auprès de l'Université du Luxembourg et un avis du gouvernement y relatif, définissant les priorités futures de la politique de la jeunesse luxembourgeoise.

Cette publication constitue ainsi une base scientifique pour la politique de la jeunesse du gouvernement luxembourgeois et les mesures à mettre en place en faveur des jeunes, réunies dans un plan d'action national impliquant tous les acteurs gouvernementaux de façon transversale.

Il s'agit de la première étude sociologique luxembourgeoise qui donne un aperçu détaillé et global sur la situation des jeunes vivant au Luxembourg. Le rapport aborde les différentes facettes de la jeunesse comme l'éducation, le travail, l'intégration, la pauvreté, le bien-être et la participation. Il s'adresse aussi bien aux professionnels du terrain qu'aux étudiants et personnes intéressés, qui souhaitent avoir des informations approfondies sur la jeunesse au Luxembourg.

D

Der vorliegende Nationale Bericht zur Situation der Jugend in Luxemburg hat seine gesetzliche Basis im Artikel 15 (1) des Jugendgesetzes vom 4. Juli 2008, wonach der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jugendpolitik gehört, der Abgeordnetenkammer alle fünf Jahre einen Bericht vorlegt. Der Bericht umfasst zwei Teile: eine wissenschaftliche Analyse und Beschreibung der Situation der luxemburgischen Jugendlichen, die vom CESIJE (Centre d'études sur la situation des jeunes) der Forschungseinheit INSIDE (Integrative Research Unit: Social and Individual Development) der Universität Luxemburg erstellt wurde sowie eine Stellungnahme der Regierung, welche die zukünftigen Schwerpunkte der luxemburgischen Jugendpolitik darlegt.

Diese Veröffentlichung stellt demnach eine wissenschaftliche Basis für die Entwicklung der Jugendpolitik der luxemburgischen Regierung und für die Einführung von jugendrelevanten Maßnahmen dar. Diese werden zu einem nationalen Aktionsplan zusammengefasst, der transversal alle betroffenen staatlichen Instanzen einbezieht.

Es handelt sich um eine sozialwissenschaftliche Studie, die erstmals eine detaillierte, globale Analyse und Beschreibung der in Luxemburg lebenden Jugendlichen, liefert. Der Bericht behandelt verschiedene Aspekte der Jugend wie Bildung, Beschäftigung, Integration, Armut, Wohlbefinden und Partizipation. Er richtet sich sowohl an die Fachleute in den verschiedenen jugendrelevanten Arbeitsfeldern, als auch an Studenten und andere Leser, die an fundierten Informationen zur Jugend in Luxemburg interessiert sind.